N°29
2020-2021

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

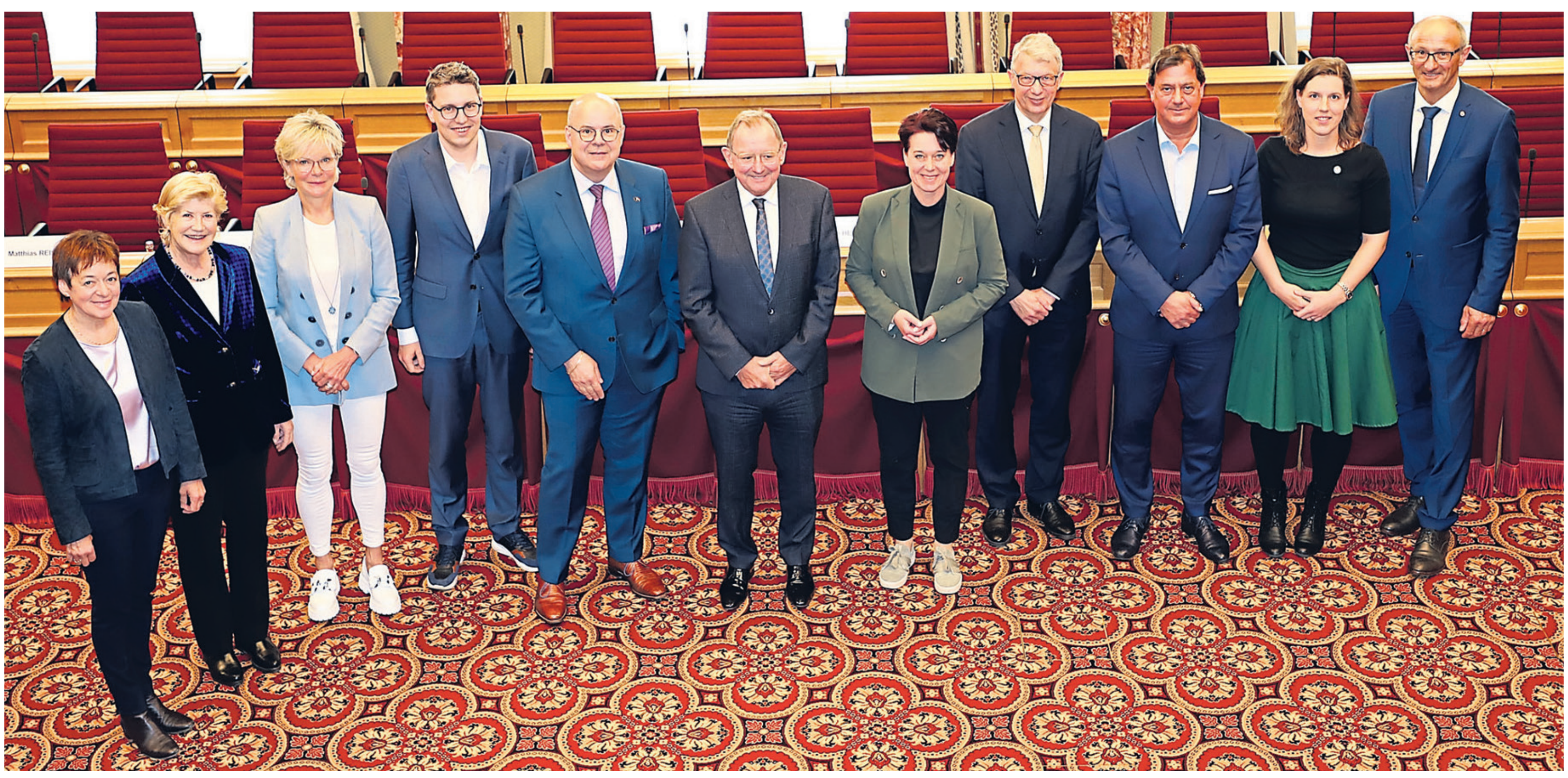
chd.lu

Compte rendu des séances publiques n° 29 | Session ordinaire 2020-2021

Aides en faveur du journalisme	p. 1000	Sommaire des séances publiques n^{os} 67 et 68	p. 1035	67[e] séance	Jeudi 8 juillet 2021
Criminalité liée aux stupéfiants	p. 1024	Sommaire des questions parlementaires	p. Q718	68[e] séance	Mardi 13 juillet 2021

Visite de la Présidente du Parlement tyrolien

Relations économiques entre le Luxembourg et la région du Tyrol



La délégation luxembourgeoise en présence de Mme Sonja Ledl-Rossmann, Présidente du Landtag Tyrol (5[e] à droite), et de M. Anton Mattle, Landesrat de la région du Tyrol (1[er] à droite)

La Présidente du Landtag Tyrol, Mme Sonja Ledl-Rossmann, ainsi que le Landesrat de la région du Tyrol, M. Anton Mattle, ont eu un échange de vues le 27 avril 2022 avec les membres du Bureau de la Chambre des Députés et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile. Au cours des échanges, de nombreuses similitudes entre le Luxembourg et la région du Tyrol ont été soulignées en raison de l'esprit européen qu'ils incorporent. Cet esprit se manifeste du côté tyrolien par l'accueil d'étudiants venant du monde entier, notamment d'étudiants luxembourgeois dans la ville d'Innsbruck.

Dans son introduction, le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a souligné les relations bilatérales entre la région autrichienne et le Grand-Duché de Luxembourg qui ne se limitent pas uniquement au tourisme, mais concernent également l'économie, les investissements et la logistique. Sur ce dernier point, la Présidente du Landtag Tyrol a attiré l'attention sur les défis auxquels les habitants du Tyrol sont confrontés, à savoir un volume important de trafic de transit causé par le transport de marchandises.

Un autre sujet abordé lors des discussions concernait l'approvisionnement en énergie et la crise énergétique dans le contexte du conflit entre l'Ukraine et la Russie. « L'Autriche est très dépendante des livraisons en gaz en provenance de la Russie », a souligné M. Anton Mattle, tout en ajoutant que la région du Tyrol vise notamment l'extension de l'énergie hydraulique. « Inclure l'énergie nucléaire et le gaz dans la taxonomie verte comme le prévoit la Commission européenne n'est pas acceptable pour les Autrichiens », a répondu le Landesrat à la question d'un député.

Les interlocuteurs luxembourgeois se sont par ailleurs intéressés à la situation des réfugiés ukrainiens dans la région du Tyrol. Récemment, des orphelinats ukrainiens ont pu s'y installer, ont-ils pu apprendre au cours des discussions. Le coronavirus et la gestion de la crise sanitaire ont également été abordés. Selon les responsables tyroliens, la région a bien géré la situation, notamment d'un point de vue économique. Face aux députés luxembourgeois, M. Anton Mattle a regretté la médiatisation d'un cluster d'infections dans un village de ski au début de la pandémie.

L'Administration parlementaire recrute :

un CONSULTANT EN ORGANISATION pour le Service gestion des connaissances (m/f) (réf. CHD85S)

CDI à tâche complète - poste à pourvoir par un(e) salarié(e) de droit privé, titulaire d'un diplôme de niveau Bac+5

un ATTACHÉ EN RELATIONS PUBLIQUES (m/f) (réf. CHD77S)

CDI à tâche complète - poste à pourvoir par un(e) salarié(e) de droit privé, titulaire d'un diplôme de niveau Bac+3 ou Bac+5

un ASSISTANT (m/f) pour le Service des relations publiques (réf. CHD82S)

CDI à tâche partielle (50 %), 4 heures par jour - poste à pourvoir par un(e) salarié(e) de droit privé, titulaire d'un diplôme de baccalauréat ou Bac+3

trois AGENTS D'HYGIÈNE ET DE NETTOYAGE (m/f) pour le Service achats, gestion des biens et bâtiments et sécurité (réf. CHD86S)

CDI à tâche partielle (50%), 4 heures par jour ouvrable entre 17 et 21 heures - poste à pourvoir par un(e) salarié(e) de droit privé

En cas d'intérêt, prière de scanner le code QR suivant ou de consulter le site public de la Chambre des Députés :

Remise du rapport 2021 du Centre pour l'égalité de traitement (CET)

De plus en plus de dossiers en matière de discrimination

Le rapport d'activités 2021 du Centre pour l'égalité de traitement (CET) a été remis en mains propres à M. Fernand Etgen, Président de la Chambre des Députés. Le Président du CET, M. Patrick Hurst, ainsi que la Directrice, Mme Nathalie Morgenthaler, ont été reçus le 3 mai 2022 à l'Hôtel de la Chambre pour cet acte officiel qui a lieu tous les ans.

Le CET est un organe rattaché à la Chambre des Députés dont la mission consiste à lutter contre les différentes formes de discrimination. Le nombre de dossiers traités est en constante augmentation, ont constaté les responsables du CET. 150 dossiers ont été traités en 2019 et ce nombre a été porté à 245 en 2021. Selon Mme Morgenthaler, les chiffres ont doublé au cours des cinq dernières années.

« C'est la première fois depuis 2011 que la majorité des discriminations dénoncées auprès du CET ne sont pas liées à un handicap, mais à l'origine ethnique », a souligné M. Hurst lors de la remise du rapport 2021. Ce fait pourrait s'expliquer par la médiatisation croissante des discriminations racistes et ethniques.

(de gauche à droite) M. Laurent Scheeck, Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, Président de la Chambre des Députés, M. Patrick Hurst, Président du CET, Mme Nathalie Morgenthaler, Directrice du CET, et M. Benoît Reiter, Secrétaire général adjoint de la Chambre des Députés

Le CET en bref

Le CET est chargé d'apporter une aide aux personnes qui s'estiment victimes d'une discrimination en mettant à leur disposition un service de conseil et d'orientation visant à informer les victimes de leurs droits individuels, la législation, la jurisprudence et les moyens de faire valoir leurs droits. Les missions du CET consistent également à publier des rapports, émettre des avis ainsi que des recommandations et conduire des études sur toutes les questions liées aux discriminations.

Actuellement, la Chambre des Députés travaille à la mise en place d'un cadre juridique plus précis et mieux adapté aux activités du CET.

Deux sessions plénières de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

L'APCE en faveur de l'exclusion de la Russie du Conseil de l'Europe

Échange de vues entre la délégation luxembourgeoise auprès de l'APCE et la Représentation permanente auprès du Conseil de l'Europe - de gauche à droite : M. Paul Galles, M. Gusty Graas, Mme Roberta Spoto (Attachée juridique et culturelle), M. David Weis (Représentant permanent adjoint)

L'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine était à l'origine de la tenue d'une session plénière extraordinaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) les 14 et 15 mars 2022.

Suite à la décision du Comité des ministres du Conseil de l'Europe de suspendre la Fédération de Russie (intervenue le 25 février 2022) et d'activer la procédure prévue à l'article 8 du Statut du Conseil de l'Europe, l'Assemblée parlementaire était appelée à émettre un avis sur la question. Aux termes de l'article 8, le Comité des ministres peut inviter tout membre qui a enfreint gravement les valeurs du Conseil de l'Europe à se retirer. Si ce dernier ne tient pas compte de l'invitation, le Comité des ministres est en droit de décider de l'exclusion de cet État membre.

Lors de la session extraordinaire, l'Assemblée parlementaire a adopté un avis à une très large majorité (206 voix pour, trois abstentions, aucune voix contre) confirmant l'approche du Comité des ministres. L'avis retient que la Fédération de Russie « a commis de graves violations du Statut du Conseil de l'Europe incompatibles avec la qualité d'État membre ». Par conséquent, les membres de l'Assemblée considèrent que la Fédération de Russie « ne peut plus être un État membre de l'Organisation ». Le texte adopté demande au Comité des ministres d'appeler la Fédération de Russie à « se retirer du Conseil de l'Europe immédiatement ». Au cas où la Russie ne se conformerait pas à cette demande, l'Assemblée suggère au Comité des ministres de « fixer une date aussi rapprochée que possible » à partir de laquelle la Fédération de Russie cesse d'être membre.

Au lendemain de l'adoption de l'avis par l'Assemblée, le Comité des ministres a décidé que la Fédération de Russie cesserait d'être membre de l'Organisation.

La Chambre des Députés était représentée par M. Gusty Graas (DP) et M. Paul Galles (CSV) en présentiel de même que Mme Octavie Modert (CSV) par visioconférence.

Quelles conséquences pour l'agression persistante de la Fédération de Russie ?

Les délégués des États membres de l'Assemblée ont également débattu du 25 au 28 avril 2022 des efforts à déployer pour que les autorités russes soient tenues responsables et rendent des comptes pour leurs violations du droit international humanitaire.

La réponse à donner à la guerre menée par la Fédération de Russie en Ukraine a été abordée à l'occasion de trois débats distincts. Lors d'un débat de politique générale, il a été proposé - ceci afin de lutter contre la désinformation et la propagande - de chercher davantage le dialogue avec la société civile russe et biélorusse, les journalistes indépendants et le monde académique. Un autre rapport portant sur l'usage des avoirs confisqués d'origine criminelle a résulté en un appel à l'identification au sein des États membres de biens privés ou publics russes, notamment des biens immobiliers, afin de les destiner au logement de réfugiés ukrainiens. S'y ajoute encore un débat selon la procédure d'urgence qui avait comme finalité de « veiller à ce que les responsables de violations graves du droit international humanitaire rendent des comptes ». Pour ce faire, l'Assemblée exhorte les États membres à la création d'un tribunal pénal international ad hoc ayant comme but de traduire en justice tous les auteurs de crimes de guerre.

Lutter contre l'exposition des enfants aux contenus pornographiques

Le rapport sur les dispositifs de lutte contre l'exposition des enfants aux contenus pornographiques a abouti à l'adoption à l'unanimité d'une résolution et d'une recommandation. Dans ces dernières, il est question de songer à une législation « imposant l'utilisation d'outils de vérification de l'âge à la fois aux sites Internet spécialisés dans l'hébergement de contenus pour adultes et aux médias et réseaux sociaux généralistes qui comportent des contenus pour adultes ».

Dans son intervention, le Président de la délégation luxembourgeoise, M. Gusty Graas, a prôné le rôle des parents et de l'école dans l'éducation sexuelle. Il a plaidé pour une approche détabouisant le sexe et sensibilisant un public dès le plus jeune âge. « Il faut également démythifier le sexe par une éducation adaptée, le traiter de façon ouverte et raisonnable », a-t-il dit par rapport à la voie à suivre en la matière.

Autres thématiques abordées

Il a également été délibéré sur la nécessité de renforcer le partenariat stratégique entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne (UE). Les textes adoptés recommandent la poursuite des négociations autour de la potentielle adhésion de l'UE à la Convention européenne des droits de l'homme, ce qui permettrait de « garantir la cohérence entre le droit de l'UE et le système de la Convention, et conduirait à un espace juridique unique ».

Dans une autre recommandation, l'APCE appelle les États membres à entamer des réflexions pour une véritable transition vers une vie indépendante pour les personnes handicapées. Des textes législatifs visant une désinstitutionnalisation progressive se distançant de la culture de placement devraient être élaborés, tout en accentuant l'inclusion et l'égalité des personnes souffrant d'un handicap. Afin de « sauvegarder et promouvoir la démocratie véritable en Europe », il a été recommandé de mettre en place une plateforme ouverte à tous sur la démocratie, qui serait alimentée par des échanges d'informations et de bonnes pratiques.

Finalement, en ce qui concerne le suivi des obligations de la Géorgie, les parlementaires ont présenté des mesures permettant de remédier aux insuffisances persistantes en matière du contrôle parlementaire, de la lutte contre la corruption ou encore des droits des personnes LGBTI+.

M. Gusty Graas, Président de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APCE lors de son intervention

M. Gusty Graas (DP), Président de la délégation luxembourgeoise, a participé physiquement à la session plénière. Mmes Octavie Modert (CSV) et Josée Lorsché (déi gréng), membres effectifs, y ont assisté par visioconférence.

Session plénière du Parlement Benelux

Numérisation, soutien à l'Ukraine et technologie de l'hydrogène

La Chambre des Députés était représentée par Mme Cécile Hemmen, Présidente de la délégation luxembourgeoise (2e à gauche), Mme Lydia Mutsch (2e à droite) et M. Jeff Engelen (1er à gauche) ; Mme Diane Adehm a participé à la session par visioconférence.

En marge de la récente session plénière qui s'est tenue les 25 et 26 mars 2022 au Parlement de la région de Bruxelles-Capitale, les membres du Parlement Benelux ont confirmé leur intention de renforcer la coopération en matière de numérisation, qu'ils considèrent comme une priorité, par la signature d'une déclaration commune avec l'Assemblée balte et le Conseil nordique.

Cette déclaration porte sur les opportunités qu'offre la numérisation ainsi que sur les défis qui en découlent pour les citoyens et les gouvernements. Les trois assemblées se sont engagées à travers ce texte à coopérer et à se tenir mutuellement informées des meilleures pratiques.

Après un échange de vues avec les partenaires des États baltes et du Conseil nordique sur l'agression de la Russie, les membres du Parlement Benelux ont adopté une déclaration en soutien à l'Ukraine dans laquelle ils ont condamné l'agression de la Russie tout en rappelant que l'intégrité territoriale de l'Ukraine devait être maintenue. Ils ont par ailleurs lancé un appel à la Russie à mettre fin immédiatement aux opérations militaires.

Une grande partie des débats en plénière était consacrée à la technologie de l'hydrogène et la plus-value que pourrait représenter une stratégie Benelux en la matière. Divers points nécessaires à la mise en place d'une éventuelle stratégie ont été abordés, comme la formation, l'augmentation du nombre de stations-services, l'importation de l'hydrogène liquide, les possibilités de stockage et la coopération transfrontalière. M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, a exposé la politique du Luxembourg en matière d'hydrogène, tout en se montrant très prudent en ce qui concerne le développement de la technologie de l'hydrogène. M. Turmes a rappelé que cette technologie était très énergivore et qu'elle nécessitait beaucoup d'énergie produite à partir de ressources renouvelables afin qu'elle puisse être considérée comme « verte ». Il a expliqué que l'Europe ne disposait pas d'assez d'énergie renouvelable pour produire les quantités nécessaires en hydrogène dit vert.

En outre, les parlementaires ont adopté trois nouvelles recommandations : la contribution du Parlement du Benelux à la Conférence sur l'avenir de l'Europe, l'adaptation au changement climatique et la réalisation des objectifs en matière de climat dans le cadre du Green Deal et finalement la lutte contre les bureaux frauduleux d'intérim dans le Benelux.

Assermentations

Le responsable du Service des technologies de l'information, M. Damien Ghielmini, et le responsable du Service de la sécurité des systèmes d'information, M. Olivier Gérouville, ont été reçus le 29 avril 2022 par les membres de la direction de l'Administration parlementaire ainsi que la responsable du Service des ressources humaines dans le cadre de leur assermentation en tant que fonctionnaires.

(de gauche à droite) M. Olivier Gérouville, responsable du Service de la sécurité des systèmes d'information, Mme Isabelle Barra, Secrétaire générale adjointe, M. Benoît Reiter, Secrétaire général adjoint, M. Laurent Scheeck, Secrétaire général, Mme Manon Hoffmann, responsable du Service des ressources humaines, et M. Damien Ghielmini, responsable du Service des technologies de l'information

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Dépôt d'une résolution par M. Gilles Roth**
   - Exposé : M. Gilles Roth
3. **Dépôt d'une motion par Mme Viviane Reding**
   - Exposé : Mme Viviane Reding
4. **Heure de questions au Gouvernement**

   Question n° 233 du 8 juillet 2021 de M. Laurent Mosar relative à la constitutionnalité des taux d'intérêt négatifs, adressée à M. le Ministre des Finances
   - M. Laurent Mosar - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

   Question n° 234 du 5 juillet 2021 de M. André Bauler relative à l'octroi de primes pour l'achat d'un véhicule hybride suite aux retards de livraison accusés en raison de la pénurie de certains matériaux, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
   - M. André Bauler - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

   Question n° 235 du 8 juillet 2021 de M. Fernand Kartheiser relative à un bataillon belgo-luxembourgeois, adressée à M. le Ministre de la Défense
   - M. Fernand Kartheiser - M. François Bausch, Ministre de la Défense

   Question n° 236 du 5 juillet 2021 de M. Georges Engel relative à l'évolution et aux conclusions de l'état des lieux des projets réalisés ou entamés dans le cadre de l'étude dite « Rifkin », adressée M. le Ministre de l'Économie
   - M. Georges Engel - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie

   Question n° 237 du 7 juillet 2021 de M. Sven Clement relative à la rupture de stock du cannabis médical, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale
   - M. Sven Clement - M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale

   Question n° 238 du 7 juillet 2021 de Mme Stéphanie Empain relative à la situation des entreprises de voyages dans le contexte de la pandémie, adressée à M. le Ministre des Classes moyennes
   - Mme Stéphanie Empain - M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes

   Question n° 239 du 8 juillet 2021 de Mme Octavie Modert relative au site gallo-romain à Dalheim, adressée à Mme la Ministre de la Culture
   - Mme Octavie Modert - Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture (interventions de Mme Octavie Modert)

   Question n° 240 du 7 juillet 2021 de M. Gusty Graas relative à la proposition de la Commission européenne d'introduire une taxe sur le kérosène, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   - M. Gusty Graas - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

   Question écrite n° 4630 de M. Max Hahn concernant les passages à niveau, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

   Question n° 242 du 7 juillet 2021 de M. Mars Di Bartolomeo relative aux dangers des passages à niveau, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   - M. Max Hahn - M. Mars Di Bartolomeo - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

   Question n° 241 du 8 juillet 2021 de M. Jean-Paul Schaaf relative aux étudiants résidant au Luxembourg et vaccinés contre la Covid-19 à l'étranger, adressée à Mme la Ministre de la Santé
   - M. Jean-Paul Schaaf - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

   Question n° 243 du 8 juillet 2021 de Mme Martine Hansen relative aux tests antigéniques rapides certifiés, adressée à Mme la Ministre de la Santé
   - Mme Martine Hansen - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé (intervention de Mme Martine Hansen)

   Question n° 244 du 7 juillet 2021 de M. Charles Margue relative au remboursement de certains traitements pour les personnes transgenres, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale
   - M. Charles Margue - M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale
5. **Question élargie n° 107 de Mme Josée Lorsché au sujet du centre de prise en charge postaiguë de l'accident cérébral vasculaire (Nachsorgezentrum) et de la prise en charge du Long Covid**
   - Mme Josée Lorsché - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
6. **Question élargie n° 108 de M. Marc Hansen au sujet de la sécurité informatique des hôpitaux luxembourgeois**
   - M. Marc Hansen - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
7. **Question élargie n° 109 de Mme Françoise Hetto-Gaasch au sujet de la situation des personnes souffrant de troubles psychiques**
   - Mme Françoise Hetto-Gaasch - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé - M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure
8. **Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Lies**
   - Exposé : M. Marc Lies
9. **7631 - Projet de loi relatif à un régime d'aides en faveur du journalisme professionnel**
   - Rapport de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications : M. Guy Arendt
   - Discussion générale : M. Roy Reding - Mme Diane Adehm (dépôt des amendements 1 et 2) - M. Pim Knaff (dépôt des motions 1 et 2) - Mme Francine Closener - Mme Djuna Bernard - Mme Nathalie Oberweis - M. Marc Goergen
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration
   - Vote sur l'amendement 1 (rejeté)
   - Vote sur l'amendement 2 (rejeté) (intervention de M. Marc Goergen)
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
   - Motion 1 : Mme Nathalie Oberweis - M. Fernand Kartheiser
   - Vote sur la motion 1 (adoptée)
   - Vote sur la motion 2 (adoptée)
10. **Motion de Mme Viviane Reding relative à la possibilité des radios dites « communautaires » de pouvoir profiter du standard numérique DAB+**
    - Discussion générale : Mme Nathalie Oberweis - M. Pim Knaff
    - Vote sur la motion (rejetée)
11. **Résolution de M. Gilles Roth relative à la tenue des séances publiques sous le régime Covid-Check**
    - M. Fernand Etgen, Président
    - Vote sur la résolution (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Romain Schneider, M. Pierre Gramegna, Mme Corinne Cahen, Mme Carole Dieschbourg, Mme Paulette Lenert, Mme Sam Tanson, M. Lex Delles, M. Henri Kox et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Nee, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech géif dann d'Wuert un déi honorabel Madamm Viviane Reding ginn fir den Depot vun enger Motioun ...

(Interruption)

Dat ass da fir méi spéit.

2. Dépôt d'une résolution par M. Gilles Roth

Da géif ech dem Här Gilles Roth d'Wuert gi fir den Depot vun enger Resolutioun. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Gilles Roth *(CSV), auteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech erlabe mer, am Numm vun der CSV-Fraktioun eng Resolutioun ze deposéieren, dass ab där nächster Sitzung, dat heescht ab dem nächsten Dënschdegmëtteg, déi ëffentlech Chamberssitzungen hei an dësem Haus, dem Cercle municipal, kënnen ofgehale ginn ouni CovidCheck (veuillez lire: ouni Masken).

M. François Bausch, *Vice-Premier Ministre.*- A! Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV), auteur.*- Dir musst wëssen, ...

(Interruptions)

Merci, Här Bausch, fir dee Soutien, Här Vizepremier.

Ech wëll Iech just soen, dass d'nächst Woch, esou hutt Der dat jo um Ordre du jour gesinn, dee mer de Moien zougestallt kritt hunn, net nëmmen en Dënschdeg de Mëtte Sitzung ass, mee och nach e Mëttwoch de ganzen Dag an en Donneschdeg och nach de ganzen Dag. Soudass dat eigentlech géif beinhalten, dass déi Sitzunge sech hei géife mat Masken ofhalen, an dat fir eng Dauer, déi wäit iwwer zéng, fir net ze soen zwielef Stonnen d'affilée sollten erausgoen.

Ech beruffe mech och do ganz kloer op d'Gesetz, wat eiser Liesaart no ouni Zweifel och elo schonns e CovidCheck zouléisst. Dir wësst nämlech, dass zënter dem 13. Juni fir eng ganz Rei Etablissementer oder aner Evenementer oder Manifestatiounen, esou wéi d'Gesetz et virgesäit, kënne CovidChecken no de Reegelen, wéi d'Inspection générale de la santé dat virgesäit, ofgehale ginn.

Et ass fir eis och, muss ech soen, ganz éierlech gesot onverständlech, dass an Nuetsetablissementer - ech erspueren Iech do d'Lëtzebuerger Wuert, wat am Volleksmond awer do méi einfach ass, mee wou d'Leit awer besser verstinn, ëm wat et sech handelt -, a Bistroen oder a Restauranten d'Leit kënnen zesummekludderen, wa se e CovidCheck gemaach hunn, an hei ass eng Distanz vun zwee Meter an do sëtzen déi gewielte Volleksvertrieder zesumme mat de Vertrieder vun der Regierung hei mat Masken!

Ech wëll och dann drun erënneren, dass mir zougedroe gouf, dass an der Gesondheetskommissioun hirer Sitzung vum 10. Juni keen anere wéi d'Gesondheetsministesch selwer ënnerstrach huet, nämlech dass Organisatiounen, wéi zum Beispill eng Sitzung vun engem Groupe parlementaire, kéinten ofgehale gi mat engem CovidCheck. Ech wëll och net verheemlechen, an ech soen dat ganz kloer an däitlech a mir appreciéieren dat och, dass mir eng Notifikatioun gemaach hunn als CSV-Fraktioun, fir och kënne physesch present zesummenzekomme mat engem CovidCheck. Dat krute mer och ouni Problem accordéiert.

Da muss ech soen op gutt Lëtzebuergesch: Den Hummer - den Hummer! -, deen hu mer awer de Moien an der Interieurskommissioun matkritt. Ëm wat ass et gaangen? Et huet keen anere wéi den honorabele Schäffen an Deputéierten, den Här Gusty Graas, dann d'Inneministesch gefrot, ob dann eng Sitzung muer vum Beetebuerger Gemengerot kéint stattfanne mat engem CovidCheck.

D'Inneministesch huet fir d'éischt Nee gesot. An dunn hunn den Här Wolter an ech selwer, dunn hu mir nach zu e puer intervenéiert, an dunn huet se gesot, si géif sech reviréieren. Dat heescht, si huet eigentlech gesot am Ufank, et géif kee CovidCheck zougelooss ginn, a si huet dann zéng Minutten drop gesot - et sinn eng ganz Rei Leit, déi ageschalt waren -, si géif hir Meenung revidéieren, dat wier also méiglech.

Dir Dammen an Dir Hären, Dir musst Iech also virstellen, dass mer den Här Graas, den Här Zeimet, d'Madamm Lorsché, Fraktiounspresidentin vun déi gréng, dass déi zu Beetebuerg am Gemengenhaus zesummekommen, a mir, mir sëtzen zu 60 hei mat Distanz an nach ëmmer mat Masken!

Wann dat jo fir Beetebuerg geet, jo, da geet et forcement an der Heemechtsstad hei vun eisem Georges Mischo zu Esch, et geet hei beim Jean-Marie Halsdorf zu Péiteng. Dat sinn alles Gemengen, wou nach méi wéi 15 Gemengevertrieder do sinn. An et geet virun allem och an der Stad Lëtzebuerg mat 27 gewielte Gemengevertrieder! Dat heescht, déi kënnen alleguerten ouni Mask eng Gemengerotssitzung ofhalen, wa se CovidCheck ugefrot hunn. Ech kéint mer virstellen, dass se dat maachen. A mir missten dann hei als gewielte Volleksvertrieder d'nächst Woch nach alleguerten zesummekomme mat Masken.

Aus deem Grond, Dir Dammen an Dir Hären, also dass souwuel Bistroen, souwuel Gemengerotssitzunge wéi och aner Evenementer mat CovidCheck kënne stattfannen, si mir der Meenung, dass och eng ëffentlech Chamberssitzung, dass dat, wann Der sot, dat wier en Etablissement ... Et ass jo dat d'Liesaart vun eiser Chambersadministratioun: Eng Chamber ass en Etablissement! Dat ass en Etablissement, wou Leit zesummekommen.

A wann Der et nach wéilt esou dréinen a kéieren, dass et net géif ënner Etablissement falen, jo, dann ass et zumindest en Evenement! Well Dir hutt jo nach eng ganz Rei vu Laténger hei: En Evenement, dat ass « quelque chose qui peut "advenir" ». Vun „advenire" kënnt dat. Laut dem Larousse - jo, dat ass gepréift, ech gesinn, do sëtzt en eminente Laténger - heescht dat „advenire", dat ass „adveniat".

Une voix.- Adveniat!

M. Gilles Roth *(CSV), auteur.*- Adveniat. Et kënnt och aus der Liturgie. Also ass dat och ...

(Hilarité)

... ass dat en Evenement.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt Iech dat dann e bëssen, esou wéi ech hei sinn, volleksno virbréngen. An ech wier frou - „Ech wier wierklech frou", géif de Premier soen, deem et och erëm besser geet -, wann Der kéint dëser Resolutioun herno zoustëmmen, ...

(Interruption)

... dass mer wierklech kéinte méi einfach déi nächst Woch zesummekommen.

Déi meescht vun eis, ginn ech dervun aus, sinn zweemol geimpft. Déi geneese sinn, fir déi ass jo och kee Problem. An ech mengen, dass och aus Solidaritéit déi Matparlamentarier, déi nach net d'Chance haten, fir eng zweet Kéier geimpft ze ginn, d'accord wieren, fir sech dann dem Schnelltest ze ënnerzéien, fir dass déi Chamberssitzungen eigentlech kéinten esou oflafen, wéi de Retour zur Normalitéit - dat gëtt jo ëmmer ugeprisen - et eigentlech och vun der éischter Institutioun vum Land verlaangt.

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Hären, et war e bësse méi laang. Mee de President hat mech gebieden, dass ech sollt e bëssen opfëllen, bis d'Ministeren hei wieren, fir op d'Froen ze äntwerten.

(Hilarité)

Ech ginn dervun aus, dass ech dat elo gemaach hunn. An ech erlabe mer, Iech dann dës Resolutioun ofzeginn. Merci.

Résolution

La Chambre des Députés,

- vu la loi du 17 juillet 2020 portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 (ci-après, la « loi Covid ») ;

- notant qu'avec effet au 13 juin 2021, la loi Covid autorise les établissements accueillant un public, manifestations ou évènements à appliquer le « régime CovidCheck » signifiant que l'entrée y est exclusivement réservée aux personnes pouvant se prévaloir soit d'un certificat de vaccination, soit d'un certificat de rétablissement, soit d'un certificat de test Covid-19 indiquant un résultat négatif ou aux personnes qui présentent un test autodiagnostique servant au dépistage du virus Sars-CoV-2 réalisé sur place et dont le résultat est négatif ;

- considérant que lors de la réunion de la Commission de la Santé du 10 juin 2021, Madame le Ministre de la Santé a confirmé qu'une organisation, tel un groupe parlementaire, peut organiser un évènement sous le régime CovidCheck ;

- considérant par ailleurs que lors de la réunion de la Commission des Affaires intérieures de ce jour, Madame le Ministre de l'Intérieur a précisé que les réunions des conseils communaux peuvent également avoir lieu sous le régime CovidCheck ;

- rappelant que via courrier du 30 juin 2021, notre groupe politique a demandé la tenue des séances publiques de la Chambre des Députés au Cercle municipal sous ledit régime ;

- considérant qu'il serait insensé de permettre à des établissements privés de bénéficier du régime

CovidCheck et d'en exclure des institutions, telle la Chambre des Députés,

décide

- de notifier à la Direction de la santé la tenue des séances publiques à venir sous le régime CovidCheck, sous réserve de changements législatifs ultérieurs.

(s.) Gilles Roth, Emile Eicher, Laurent Mosar, Viviane Reding, Marc Spautz.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth.

3. Dépôt d'une motion par Mme Viviane Reding

Da géif ech dann elo d'Wuert un d'Madamm Reding gi fir den Depot vun enger Motioun.

Exposé

Mme Viviane Reding *(CSV), auteure.*- Här President, haut den Owend stëmme mer iwwert d'Gesetz iwwert d'Pressehëllef of. Dat ass eng Noutwendegkeet, fir deene Medien, déi professionell Journaliste beschäftegen, eng Zukunftschance ze ginn an doduerch d'Villfalt an eiser Presselandschaft ze garantéieren.

Déi Motioun, déi ech haut deponéieren, geet och a Richtung Medievillfalt. Mir hunn zu Lëtzebuerg eng Rei vu lokale Radioen, déi all eenzel hir Spezifissitéit hunn an all zesummen dat selwecht maachen: nämlech Radio ouni professionell Journalisten. Dee Radio gëtt gemaach vu Fräiwëllegen, déi dat fir hir Bierger maachen, fir hiert Ëmfeld, fir déi Gemeng, fir dat Duerf, fir déi Uertschaft, wou se wunnen. Merci dofir!

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Reding *(CSV), auteure.*- Firwat also dës Motioun? Mee déi Leit froen net - an dat ass aussergewéinlech - no Staatsgelder, fir hire lokale Radio ze maachen, si froe keng Subsiden, mee si wëlle just d'Méiglechkeet behalen, fir och an Zukunft nach Radio duerch déi fräiwëlleg Mataarbechter kënnen ze maachen.

Mee déi Méiglechkeet, léif Kolleeginnen a Kolleegen, riskéiere se ze verléieren. A firwat? D'lokal Radioe senden iwwer UKW. D'UKW-Frequenze sollen awer duerch deen neien DAB+-Standard ersat ginn. An dee Standard soll ëffentlech ausgeschriwwe ginn, also duerch Versteigerung verkaaft ginn. Dat wär dann d'Enn vun de lokale Radioen! Si sinn nämlech keng kommerziell Entitéiten. An si hunn net déi finanziell Méiglechkeet, fir sech Frequenzen ze kafen. Och déi, déi se elo hunn, hu se jo net musse kafen. Déi hu se kritt, fir se am Déngscht vun der Allgemengheet ze gebrauchen.

Mir däerfen net zouloossen, datt eis lokal Radioen uechtert d'Land mussen hir Programmer stoppen! Mir däerfen net zouloossen, datt dat wichtegt Benevolat vun esou ville Leit einfach zerstéiert gëtt!

An et gëtt Léisungen, Här President. Ech ginn Iech just d'Beispill vun Holland. An Holland kréien d'lokal Radioen, déi sech zesummegeschloss hunn ënner enger Daachorganisatioun, déi Frequenze gratis zur Verfügung gestall, a si mussen iwwergoe vun UKW op DAB+.

Elo, wat d'Holländer kënnen, dat misste mir jo awer och fäerdegbréngen. An dofir den Opruff un d'Regierung: Loosst eis lokal Radioen net am Ree stoen a loosst se weider kënnen d'Programmer mat hirem System vum Benevolat maachen!

Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant que les radios dites « communautaires » fournissent un apport essentiel au pluralisme des médias ;

- rappelant que le Service des médias et des communications a annoncé le lancement des travaux entourant le déploiement du standard de radiodiffusion numérique DAB+ (Digital Audio Broadcasting) pour cette année ;

- considérant que les radios vont peu à peu passer à ce standard de radiodiffusion numérique, tout en diffusant pendant une période transitoire sur les fréquences actuelles FM ;

- sachant que d'après nos informations, le Service des médias et des communications planifierait d'organiser un appel d'offres pour les fréquences DAB+ ;

- considérant que le passage au standard de radiodiffusion numérique DAB+ met les radios dites « communautaires » devant de grandes difficultés financières, surtout dans l'hypothèse d'un appel d'offres ;

- notant que les radios dites « communautaires » fonctionnent généralement sur la base du volontariat et n'emploient pas de journaliste professionnel ;

- sachant qu'actuellement l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel (ALIA) est chargée d'allouer les fréquences aux radios,

invite le Gouvernement

- à s'assurer que les radios dites « communautaires » puissent profiter du standard de radiodiffusion numérique DAB+ aux mêmes conditions qui sont actuellement valables pour les fréquences FM ;

- à prendre exemple sur le modèle mis en place aux Pays-Bas concernant la mise à disposition des fréquences DAB+, où les radios dites « communautaires », regroupées sous la forme d'une association, se sont vu mettre à disposition la technologie DAB+ sans contrepartie financière.

(s.) Viviane Reding, Léon Gloden, Martine Hansen, Laurent Mosar, Marc Spautz.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Reding.

4. Heure de questions au Gouvernement

Da kënne mer elo zum éischte Punkt vum Ordre du jour vun de Mëtte kommen. De Mëtte féiert d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung duerch. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro ze stellen. An d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten.

Als Éischt hu mer d'Fro Nummer 233 vum Här Laurent Mosar un den Här Finanzminister iwwert d'Konstitutionalitéit vum negativen Zënssaz. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 233 du 8 juillet 2021 de M. Laurent Mosar relative à la constitutionnalité des taux d'intérêt négatifs, adressée à M. le Ministre des Finances

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Häre Ministeren, an de leschten Deeg war eng relativ intensiv Diskussioun bei eisen däitschen Noperen, well do de ganz grousse Verfassungsspezialist Paul Kirchhof an engem Interview d'Verfassungsméissegkeet vun negativen Zënse ganz staark ugezweifelt huet, mat enger Argumentatioun, déi ee parfaitement kann novollzéien, well jo hei zum Deel - an dat ass dat, wat den Här Kirchhof och seet - eng Expropriatioun vun de Spuerer virläit.

Ech wollt, vu datt eis Verfassung, och wa se net d'selwecht ass wéi déi däitsch, op deem dote Punkt net weesentlech aneschters ass, froen, wéi de Finanzminister an d'Lëtzebuerger Regierung deen dote Problem gesinn, ob dat eventuell och schonn eng Kéier iwwerluecht ginn ass.

Zweetens hunn ech mech och gefrot, ob dëst net gutt wier: D'Regierung huet jo à tout moment déi Méiglechkeet, déi Fro eng Kéier vum Staatsrot analyséieren ze loossen.

An drëttens wollt ech och wëssen, ob déi Fro net schonn eng Kéier um Niveau vun der Europäescher Unioun thematiséiert ginn ass. Well dat doten ass jo eppes, wat net nëmmen Däitschland oder Lëtzebuerg betrëfft, mee wat ganz vill Länner um Niveau vun der Europäescher Unioun betrëfft.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Mosar. Den Här Finanzminister Pierre Gramegna huet d'Wuert.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, léif Kolleegen aus der Regierung, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech soen dem Deputéierte Mosar villmools Merci fir seng Fro. Selten huet mech eng Aktualitéitsfro esou interesséiert wéi déi doten. Ech stelle mer just déi dote Fro scho säit 2014, well 2014 huet d'Europäesch Zentralbank fir d'éischt Negativzënsen ugewannt. An et gëtt ganz vill Zentralbanken, déi dat uewennen.

Nun, ech versichen, a véier Minutten ze äntwerten. Ech muss Iech soen, ech ginn Iech hei zu engem groussen Deel och perséinlech Äntwerten, déi natierlech awer och verankert si mat enger ganzer Rëscht Traitéen a Gesetzer. Mee dee Sujet bedierft menger Meenung no plutôt enger Studie vun der Universitéit wéi vum Conseil d'État, well et ass e Sujet, deen natierlech ganz vill Elementer a sech huet. An ech ginn elo en fait op dräi Considerationen an.

Fir d'éischt muss ech hei soen: Wann ech elo indirekt d'Zënspolitik vun der Europäescher Zentralbank hei kommentéieren, da maachen ech dat hei als Äntwert op eng Fro. An Dir wësst jo, dass d'Europäesch Zentralbank onofhängeg ass. Ech kommen herno nach eng Kéier drop zréck. Si ass onohängeg, well se déi Pouvoiren iwwert Traitéë vun alle Länner an der Eurozon krut. Virdru war dat e bëssen anescht. Du waren d'Regierunge selwer méi um Ball, wat d'Politique monétaire ubelaangt. Dat ass haut anescht.

Dofir kann een déi Fro net einfach esou am Abstrakte stellen, ouni de Cadre juridique ze kucken, dee mer haut hunn. An ech respektéieren natierlech déi Independance vun der Europäescher Zentralbank an d'Independance vun der Lëtzebuerger Zentralbank, déi jo am Système européen de banques centrales Lëtzebuerg vertrëtt.

Wéi den Här Juncker richteg gesot huet 1999: „Alleguerten d'Länner hunn hir Indépendance monétaire verluer a Lëtzebuerg, dat keng eege Monnaie a keng eege Wärung hat, huet eng kritt." Mir sinn also an enger ganz ëmgekéierter Situatioun wéi déi meeschte Länner.

Nun, Dir hutt et selwer gesot: D'Constitutioun vun Däitschland ass änlech, mee si ass effektiv net d'selwecht wéi déi vu Lëtzebuerg. A souguer déi däitsch Constitutioun, do misst een d'Artikelen alleguerte liesen. Bon, dat ass fir de konstitutionellen Aspect vun der Saach.

Den Aspect juridique: Bei eis ass, wéi a ville Länner an Europa, den Traité méi héich am Wäert wéi d'national Reegelen, souguer national Reegelen, déi posterieur sinn. Dat heescht, dat wat mir haut kenne mat der Independance vun der Zentralbank, an dorënner fält dann och déi Zënspolitik, ass eppes, wat Dir als Chamber ratifizéiert hutt a wat Bestanddeel ass vun eisem Cadre juridique.

Mee elo kommen ech, an dat ass main drëtten Deel, zu den ekonomesche Konsequenze vun de Politicke vun der Zentralbank a vun der Zënspolitik. An do géif ech gären ënnerscheeden zwëschent dem Individu op där enger Säit an dem makroekonomeschen Effet.

Ech hunn och gelies, wat den Här Kirchhof seet. An hie seet, doduerch, dass de Spuerer Negativzënse muss bezuelen, dass en doduerch enteegent gëtt. Also, ech fannen, dat ass - mee et ass meng perséinlech Meenung - e bësse wäit gegraff.

Mee kommt, mir denken emol zréck un d'70er- an d'80er-Joren. Dunn hate mer Zënsen, déi immens héich waren: 8 %, am zweestellege Beräich! An dunn huet all Mënsch gesot: „Hei gëtt en fait de Spuerer erëm eng Kéier", et kéint ee bal soen, „enteegent." En fait, „e gëtt Pätter", wann ech deen Ausdrock ka gebrauchen. Well e kritt zwar 10 % op sengem Spuerkont, mee d'Inflatioun ass 13 %! Do hätt ee schonn deemools vläicht kënne soen: „Majo, dat ass och eng Enteegnung!" An déi war an de Prozentsätz vill méi héich wéi dat, wat mer haut kennen.

Mee ech wëll just heimat weisen, dass de Räsonement extreem enk ass. A wie forcéiert, grad hautdesdaags, e Spuerer, fir seng Suen op de Kont ze setzen an dann eventuell Negativzënsen ze bezuelen? Ma kee Mënsch! E ka vill Risiko lafen, andeem en Aktie keeft. E ka Kryptowärunge kafen. E ka sech mat FinTechen organiséieren. E kann esou vill Saachen haut maachen, déi e virun 10, 20, 30 Joer net konnt maachen.

De Spuerer ass also net forcéiert, seng Suen um Spuerkont ze loossen an Negativzënsen ze bezuelen. Hien huet also do en Acte volontaire gemaach. Haut bréngt dat negativ Zënsen a muer positiver.

Mee dann dat allerseriöist Argument - déi aner waren och seriö, mee dat heiten ass wierklech ganz eescht -: Dat ass de makroekonomeschen Aspekt. Firwat hu mer niddreg Zënsen? Ech mengen, vill Leit hei am Raum a ganz vill Ekonomiste begréissen d'Politik vun enger negativer oder ganz niddreger Zënspolitik, well mer doduerch den Effet vun der wirtschaftlecher Kris no der Pandemie ofgefiedert hunn, well mer doduerch natierlech den Invest färderen, well mer doduerch Aarbechtsplaze gerett hunn, well mer doduerch Entreprisë gerett hunn.

Indirekt leeschte mer eis domadder als Gesellschaft an als Wirtschaft e risegen Déngscht! An dofir mengen ech schonn, dass déi Fro ganz enk gekuckt ass de Moment vum Professer Kirchhof - deen ech net kennen. Ech verstinn, dass hien elo do op engem spezifesche Punkt vun der däitscher Constitutioun reit. Mee, ech mengen, déi Fro ass vill méi breet. An, wéi gesot, ech wär frou, wann d'Lëtzebuerger Universitéit sech op déi Problematik hei géif aloossen. An ech mengen, do kéint een e Cours vun 30 Stonnen driwwer maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 234 vum Här André Bauler un d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung iwwert d'Primme beim Kaf vun Elektrogefierer, nodeems d'Liwwerzäit vun de Gefierer verlängert gouf wéinst dem Manktem u verschiddene Materialien. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 234 du 5 juillet 2021 de M. André Bauler relative à l'octroi de primes pour l'achat d'un véhicule hybride suite aux retards de livraison accusés en raison de la pénurie de certains matériaux, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Ech kommen op eppes zréck, wat mer dës Woch schonn eng Kéier beschwat hunn: d'Liwwerenkpäss, déi zu enger Materialpenurie gefouert hunn. Déi Diskussioun hate mer de leschten Dënschdeg. Den Här Spautz, bezéiungsweis d'CSV, hat déi jo ugereegt. Mir erliewen déi Liwwerenkpäss. An déi gëllen och fir, wéi mer et héieren hunn, Chippen, déi an Autoen agebaut ginn.

Verschidde Constructeure vun Autoen hunn ugekënnegt, datt d'Bestellungen deelweis eréischt d'nächst Joer wäerte kënne geliwwert ginn. Dat huet als Konsequenz, datt Leit, déi dëst Joer en Hybridauto bestallt hunn oder haten, am Respekt vun de Reegelen, déi d'Reglementatioun virschreift, also bis speitstens den 31. Mäerz kaaft hunn a bis den 31. Dezember ugemellt hunn, respektiv bei där neier Primm fir Hybridautoen ab dem 1. Abrëll a bis den 31. Dezember bestallt an ugemellt hunn, datt dës Leit riskéieren, net méi an de Genoss vun dëse Primmen ze kommen.

An deem Zesummenhang wollt ech der Madamm Ëmweltministesch follgend Froe stellen: Huet d'Madamm Ministesch Informatiounen iwwert d'Liwwerenkpäss, wat déi zu Lëtzebuerg bestallten Hybridautoen ugeet? An zweetens wollt ech d'Madamm Ministesch froen, ob si bereet ass oder wier, fir d'Delaien unzepassen, fir datt déi betraffe Keefer dach awer nach an de Genoss vun dëse Primme kommen oder kéimen an net e finanziellen Nodeel duerch déi momentan Liwwerenkpäss kréien.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. D'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, d'Madamm Carole Dieschbourg, huet d'Wuert.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Jo, da soen ech als Éischt emol dem honorabelen Deputéierten e grousse Merci fir déi Fro, well dat ass in der Tat eng Fro, déi an deene leschte Wochen duerchaus och u meng Mataarbechter erugedroe ginn ass. Mir kënne leider nach keng Detailer soen, mee et ass duerchaus eng pertinent Fro.

An ech mengen, mir hunn alleguerte constatéiert, dass, wa mer d'Zuele kucke vun der Entwécklung vun der Elektromobilitéit, an do hu mer jo ëmmer déi reng Elektresch plus d'Hybriden derbäi, da gesi mer, wa mer nach 2019 bei 3,5 % ware vun den Neiumeldungen, da si mer déi éischt sechs Méint dëst Joer scho bei 17,8 % vun den Neiumeldungen. Dat ass also e grousse Sprong no uewen.

Dat heescht och, dass all déi Mesuren, déi gemaach ginn, vun de Luedstatiounen, also Infrastrukturen, bis hin zu de Primmen, gräifen. An dofir hu mer jo och uganks dëses Joers eebe geméiss deem, wat mer eis am Klima- an Energieplang virgeholl haten, gesot: Mir wëllen déi Primme fir déi reng Elektro weider héichhalen, also 8.000 Euro." Déi ginn nach weidergefouert. A fir all déi Leit, déi nom 31. Mäerz en Hybridauto bestallt hunn, deen och nach manner wéi 50 Gramm CO_2 pro Kilometer ausstéisst, also deen an deene Reegele läit, do ass de Saz erfgaange vun 2.500 op 1.500 Euro. An dat géif dann Enn des Joers auslafen.

Well mer awer vun de Problematiken héieren, géif ech proposéieren - an ech mengen, do weisen ech an deem Sënn och d'Flexibilitéit, déi mer brauchen -, dass ech mech am Hierscht, wa mer bis méi genau Donnéeën hunn, wat dann op eis duerkënnt, mam Secteur och zesummesetzen, fir do gegeebenefalls Léisungen ze fannen. Well mir hunn awer vill Leit, déi hunn elo schonn zum Beispill en Auto bestallt, déi hunn dat och versprach kritt bis Enn des Joers. A fir dass elo keen, deen en esou enger Situatioun wär, do Problemer kritt, wäerte mer eis ganz sécher zesummesetzen, fir no Léisungen ze sichen, opgrond vun deem Problem, deen dëst Joer opgetaucht ass.

An domat soen ech Iech Merci fir déi Fro.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Dieschbourg.

Mir kommen dann elo zu der Fro Nummer 235 vum Här Fernand Kartheiser un den Här Verdeedegungsminister iwwert dee geplangte belsch-Lëtzebuerger Bataillon. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 235 du 8 juillet 2021 de M. Fernand Kartheiser relative à un bataillon belgo-luxembourgeois, adressée à M. le Ministre de la Défense

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den Här Verdeedegungsminister Bausch hat eis hei virun e puer Méint an der Defensekommissioun déi Iddi virgestallt vun engem gemeinsame belsch-Lëtzebuerger Bataillon. Dat war awer confidentiel, mee Mëtt Juni ass den Här Minister an d'Press dermat gaangen an dofir wéilte mer dann haut och e puer zousätzlech Froe stellen.

Et sollt och esou sinn, datt dës Woch en Accord mat der Belsch sollt ënnerschriwwe ginn am Kader vun deene „Rencontres Gäichel", awer ech mengen, déi si verluecht ginn, wann ech gutt informéiert sinn. Mee op jidde Fall si jo scho Virbereedungsaarbechten awer da gemaach ginn, fir esou en Accord ze ënnerschreiwen.

D'Froe wären eigentlech:

Firwat ass dat elo net méi confidentiel, wat awer virun e puer Méint nach als confidentiel hei presen-

téiert gouf? Fir wéini soll dann dee Batailloun do op d'Bee gestallt ginn?

Da wësse mer jo, datt mer zimmlech grouss Problemer och hunn, wat d'Rekrutementer ugeet an der Arméi. Wat sinn also déi Effectiver, déi do virgesi sinn? A mengt den Här Minister, datt mer mat deenen aktuelle Rekrutementer déi Effectiver och kënne stellen?

Gëtt et en Accord financier tëschent Lëtzebuerg an der Belsch? E Batailloun huet jo natierlech och gemeinsam Ausgaben, zum Beispill bei Übungen, Transport an esou weider. Gëtt et do en Opdeelungsschlëssel vun de Käschten?

Wéi sinn d'Modalitéite vum Casernement? Gëtt jiddereen a sengem Land stationéiert oder soll dee Batailloun, wat vläicht logesch wär, op enger Plaz stationéiert ginn? Ass dat hei am Land? Ass dat Dikrech? Ass dat Arel? Wat ass do virgesinn?

Wéi kënnt e Lëtzebuerger Militär an dee Batailloun? Ass dat iwwert den Double volontariat? Oder ass en einfach designéiert, fir an deem Batailloun ze déngen?

Wéi ass et mat den Ënnerscheeder an den Aarbechtskonditiounen an der belscher Arméi an an der Lëtzebuerger Arméi? Et kënnt jo bekanntlech an enger gemeinsamer Unitéit net gutt un, wann deen ee materiell Virdeeler oder Congésvirdeeler oder Kompensatiounsvirdeeler huet, déi deen aneren net huet. Wéi ass do dat Zesummespill tëschent deenen zwou Arméie virgesinn, also wat de Régime de travail ugeet?

A wéi ass et bei engem Deploiement vun deem Bataillon am Ausland? Huet dat Konsequenzen op d'SOFA-Accorden, d'Status of forces agreements? Mussen déi och iwwerkuckt ginn am Verhältnis zur NATO an zu anere Länner, wou Exercicë kënne stattfannen?

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Vizepremier- a Verdeedegungsminister François Bausch huet d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre de la Défense*.- Merci, Här President. An och merci dem Här Kartheiser fir seng Froen. Dat gëtt mer d'Geleeënheet, e puer Punkte kloerzestellen, déi de Moment an der ëffentlecher Diskussioun sinn, verständlecherweis, well dat an d'ëffentlech Diskussioun bruecht ginn ass.

An ech wëll dem Här Kartheiser soen: Et war net de Minister selwer, also zumindest net dee Minister, deen elo hei um Pult steet, deen dat gemaach huet. Mee et sinn op eemol Artikelen opgedaucht an der belscher Press, och mat Spekulatiounen an esou weider an esou fort. An du sinn och Deklaratioune gemaach ginn an déi hu mech du gezwongen, eppes Klenges ze soen. Well vill hunn ech bis elo nach net gesot, ausser datt et eng Intentioun ass, fir dat ze maachen.

Et ass och esou, datt mer an engem Stadium sinn, deen nach ganz precoce ass - fir et emol esou auszedrécken. Ech wëll lech och soen, deen Text vun der Deklaratioun, deen an der Gäichel sollt geholl ginn an elo wäert geholl ginn den 31. August, do steet och nach net schrecklech vill dran, ausser datt mer eng Etüd géife maachen, fir den Opbau vun esou engem belsch-Lëtzebuerger Reconnaissance-Bataillon, well dorëm géif et sech handelen, zesummenzestellen.

Also, mir sinn an engem Stadium, wou mer nach wierklech ... An et ass einfach och witzlos: Do gi scho Standuerter genannt an der belscher Press an esou. Ech weess net, wou d'Leit dat alles hierhuele ginn. Also, dat ass nach alles wäit ewech. Dat hu mer nach guer net am Detail esou diskutéiert.

Dat Eenzegt, wat ass: Wat ass dat, eng Reconnaissance-Unitéit? Dat ass natierlech eng Unitéit mat engem Personalbestand tëschent 500 an 800 Leit am Total, wou natierlech dann en Deel vun deene Leit vu Lëtzebuerger Zaldoten zesummegestallt géif ginn. An dann, wéi gesot, muss een dat awer kucken herno am Detail, wann dat souwäit ass, wat dat da géif bedeiten.

Dat Ganzt ass och net ... Also, déi Initiativ dovunner oder d'Recommandatioun kënnt net vu Lëtzebuerg oder der Belsch, mee dat ass dat, wat ech och deemools gesot hunn an der Chamberskommissioun: Dat ass eng Recommandatioun, déi vun der NATO kënnt.

Mir mengen och an ech mengen och perséinlech, wann et dozou géif kommen oder dozou kënnt, datt dat eng Chance ass fir Lëtzebuerg a villerlee Hisiicht. Natierlech ass dat verbonne mat - Dir hutt et gesot - Rekrutement an esou weider. Mee de Stéchdatum, just fir lech awer ze soen: Et gëtt geschat, datt dee Bataillon fréistens 2028 eréischt kéint bestoen. Dat ass nach e Strapp. Dat sinn, vun haut aus gekuckt, nach siwe Joer, soudatt dat nach alles ganz, ganz fréi ass, fir dat elo kënnen anzeschätzen.

Mee Dir hutt awer Recht. Dat bedeit natierlech Efforten. Dat bedeit Leit an esou weider an esou virun. Mee dat musse mer kucken zu deem Zäitpunkt, wann et souwäit ass.

Wéi gesot, ech mengen, datt et fir Lëtzebuerg kéint derzou bäidroen, datt eis Kredibilitéit ganz staark an d'Luucht geet, och an der NATO. Ech mengen dofir, datt de Projet als solche sécherlech gutt wär. Et ass och eng flott Saach, datt mer mat der Belsch kënnen zesummeschaffen. Ech mengen, do gëtt et eng laang Traditioun.

An dat Eenzegt, wat mer am Fong elo am Moment decidéiert hu konkreet - also, zum Beispill, och finanziell gëtt et nach guer keng Aschätzungen -, konkreet ass elo just decidéiert, datt en Officier de liaison ... Mir haten ëmmer een an der Belsch, dee war elo do wéinst dem A400M a wéinst eise Piloten, déi ausgebilt gi sinn. Dee kënnt elo zréck, well mer elo an deem Ausmooss kee vollstännege méi sur place brauchen. Mee mir schécken dann awer en neien op d'Plaz. Dee wäert ee klengen Deel Aviatioun maachen an da fir de Rescht wäert e probéieren, un deem Projet hei konkreet matzeschaffen.

Dat heescht, dat Éischt, wat elo kënnt, dat wäert eng Etüd sinn, déi muss gemaach ginn, eng detailléiert Etüd fir ze kucken: Wat bedeit dat? Wéi gi mer vir? Am Fong seet déi Deklaratioun, déi soll geholl ginn am Kader vun der Gäichel, näischt aneres, wéi datt mer déi Etüd wäerten da lancéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Bausch.

Mir kommen dann zur Fro Nummer 236 vum Här Georges Engel un den Här Wirtschaftsminister iwwert d'Evolutioun an d'Konklusioune vun de Projeten, déi am Kader vun der Rifkin-Etüd stattfonnt hunn. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 236 du 5 juillet 2021 de M. Georges Engel relative à l'évolution et aux conclusions de l'état des lieux des projets réalisés ou entamés dans le cadre de l'étude dite « Rifkin », adressée à M. le Ministre de l'Économie

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Kolleeg Wirtschaftsminister - do sëtzt en -, merci, dass Der haut nach eng Kéier an d'Chamber komm sidd, fir eng weider Kéier iwwert déi sougenannt „drëtt industriell Revolutioun", déi sougenannt Rifkin-Etüd ze berichten. Dir waart am Januar dëst Joer schonn hei an Dir hutt hei op eng Question élargie geäntwert iwwert de Rifkin-Prozess. An do hutt Der eis gesot, dass Äre Ministère, zesumme mat den historesche Partner, der Chambre de Commerce, dem IMS (ndlr: Inspiring More Sustainability ASBL Luxembourg), der Chambre de Salariés, amgaange wier, en État des lieux vun der Rifkin-Etüd ze maachen. A soubal dee Rapport do fäerdeg wär, da géift Der deen och publik maachen.

Haut si mer sechs Méint duerno an ech wéilt lech gäre froen, ob Der eis kéint den Oflaf vun dësem État des lieux matdeelen an ob dëse Prozess dann och schonn ofgeschloss ass.

An deem Kontext wollt ech lech och froen, ob Der eis kéint matdeelen, wat d'Konklusioune vun deem État des lieux sinn a wéi et elo ugeduecht ass, mat der Ëmsetzung vun der Rifkin-Strategie weiderzefueren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engel. Den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot huet d'Wuert.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie*.- Merci, Här President. Merci dem Georges Engel fir déi Fro. Et ass effektiv richteg, dass et mer wichteg war, en État des lieux ze maache vum Rifkin-Prozess. An dat hu mer och gemaach an engem Seminär den 10. Mee, wou ech effektiv all déi historesch Partner vum Rifkin-Prozess invitéiert hat, an och mat deene Presidente vun deenen néng thematesche Aarbechtsgruppen, deenen ech och op dëser Plaz alleguerte gär géif Merci soe fir hir Participatioun, fir ze kucken, wou mer dru si fënnef Joer nom Lancement vun där Reflexioun ronderëm de Rifkin.

An Dir wësst, dass mer do sechs Pilieren haten an deem Prozess. Deen éischten, dat war dee vun der Energie. Da waren et Mobilitéit, Konstruktioun, Alimentatioun, Industrie, Finanzen, an och dräi transversal Achsen: Smart Economy, Kreeslafwirtschaft a Prosumer's Sozialmodell. Do waren eng ganz Rei Mesuren dran - ech kommen elo net méi dorobber zréck -, déi si vun enger Feuille de route fir eng nohalteg Liewensmëttelproduktioun gaange bis zu enger méi nohalteger Finanzindustrie, iwwer Elektromobilitéit an eng jett anerer.

Mir hu gesinn, wéi mer deen État des lieux gemaach hunn, deen och elo deemnächst wäert veröffentlecht ginn ... Ech hu gëschter d'Preface do fäerdeg gemaach. Dat ass en Dokument, wat ongeféier 150 Säite staark ass, wat och elo deemnächst, an deenen nächste Woche wäert veröffentlecht ginn. Mir hunn do gesinn, dass eng ganz Rei Aktioune vum Rifkin-Plang effektiv ëmgesat goufen, lancéiert goufen, mee awer net ëmmer als Rifkin gelabelt goufen. Do gëtt et sécher nach Loft no uewen am Marketing vun där ganzer Saach. Mee et ass effektiv esou, dass dee Prozess duerchaus Retombéeën hat an der Realitéit. Och hei an der Chamber sinn eng ganz Rei Projeten dovunner duerchgaangen, nach viru Kuerzem dee vum Prosumer, wou de Carlo Back Rapporteur war, an do sinn also eng ganz Rei Saache geschitt.

Wat elo de Bilan ugeet vun där ganzer Demarche, do gesäit een, dass et eng gutt Zensur gëtt am État des lieux vun der energeetescher Transitioun hei zu Lëtzebuerg. D'Zil, fir méi Energieeffizienz bei neie Konstruktiounen a renovéierte Gebaier ze kréien, ass erreecht. Am meeschte geschitt ass och beim Pilier Smart Economy, wou mer gesinn, dass de Projet Automobility Campus gutt virukënnt. Et sinn och aner Mesuren an deem Beräich, wéi de Supercomputer MeluXina, dee viru Kuerzem lancéiert ginn ass, oder de Cybersecurity Competence Center C3, déi och alleguerten aus dem Rifkin kommen, déi och zu 100 % ëmgesat goufen.

Och d'Initiativ Luxembourg Sustainable Finance, déi de Finanzminister zesumme mat der Ëmweltministesch pilotéiert, ass eng vun deene Mesuren aus dem Pilier Finanzen. An och wat d'Mobilitéit an d'Konstruktioun ugeet, do sinn eng ganz Rei Mesuren ëmgesat ginn, scho gutt avancéiert, awer nach net ëmmer finaliséiert. Dat nämmlecht bei der Kreeslafwirtschaft, wou Der wësst, dass mer viru Kuerzem eng national Strategie ugeholl hunn, déi mer och wëllen ëmsetzen deemnächst.

Et muss een awer och soen, dass a verschiddene Beräicher vun der Strategie de Bilan e bësse méi nuancéiert ausfält, wéi zum Beispill bei de Pilieren Industrie a Prosumer. Do gëtt et sécher nach Saachen, déi ee ka verbesseren. Och gradesou bei der „sharing economy", der Économie du partage, och do kann nach méi gemaach ginn.

D'Fro ass elo: Wéi geet et weider mat Rifkin? Et ass esou, dass et an deem Prozess, deen 2016 lancéiert ginn ass, am Fong jo drëm goung, eis Wirtschaft méi nohalteg ze maachen, méi energieeffizient, an dat Ganzt gepowered, wann een esou wëllt, duerch méi Digitaliséierung. Abee, d'Digitaliséierung, d'Entkarboniséierung vun der Ekonomie, alles dat si Leitmotiver, déi méi wéi jee aktuell sinn. Insbesonnesch no Covid kruten déi nach méi e Boost. An Dir wësst, dass dat eppes ass, wat ech mer och als Wirtschaftsminister ganz grouss op de Fändel geschriwwen hunn a wou ech wierklech och wëll domadder virukommen. Duerfir ass Rifkin nach wie vor en Impuls, fir an där Politik do weiderzefueren.

Derbäi kommen elo Leitmotiver wéi Resilienz oder d'Sécherstelle vu regionalen a lokale Liwwerketten, awer och d'Lutte fir d'Upassung un de Klimawandel, déi jo och schonn am Kär a Rifkin mat dra waren.

Dir wësst och, dass mer mat der Feuille de route „Ons Wirtschaft vu muer", déi ech viru Kuerzem presentéiert hunn, eng kuerzfristeg Orientéierung vun der nationaler Ekonomie bis 2025 presentéiert hunn. Och dat wäert nach weider alimentéiert gi vu Rifkin, soudass dat Ganzt am Fong aneneefléisst. An och, wann een elo iwwermuer kuckt, wann ee sech gäre projetéiert op 2050, hu mer eis Cellule „Luxembourg Stratégie", well mer gesinn, dass all déi Acteure vum Rifkin-Prozess wierklech och de Wëllen hunn, nach weider an esou enger Demarche weiderzeschaffen, fir och ze kucken, wéi déi grouss Trends si vun iwwermuer, a fir am Fong an der Lignée vum Rifkin-Prozess, vun der drëtter industrieller Revolutioun, déi Reflexioun do weiderzemaachen, nach eng Kéier och am Impuls vun der Period Covid-19.

Dat ass also, wou mer dru sinn. Wéi gesot, Dir wäert elo deemnächst dee Rapport do zu Ärer Dispositioun hunn, an da kënne mer ganz sécher och nach eng Kéier hei driwwer schwätzen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

Mir kommen dann zur Fro Nummer 237 vum Här Sven Clement un den Här Minister fir d'sozial Sécherheet iwwert d'Rupture de stock vum medezinnesche Cannabis. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 237 du 7 juillet 2021 de M. Sven Clement relative à la rupture de stock du cannabis médical, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass net déi éischt Fro, déi ech zum Theema medezinnesche Cannabis stellen, an ech hunn esou e bëssen d'Gefill, datt et och net déi lescht wäert sinn, bis mer nei driwwer legiferéiert hunn. Well zanter Mäerz 2021 gëtt et elo scho fir déi x-te Kéier fir blo, giel a rout markéierte medezinnesche Cannabis eng national Rupture de stock. D'Patiente si gezwongen, hire Cannabistraitement ze ënnerbriechen an nees op klassesch Schmäerzmëttel, mat all deene bekannten Niewewierkungen, ëmzesteigen, hu sech op héich eege Käschten dann deelweis un auslännesch Apdikte gewannt oder musse sech um Schwaarzmaart ëmkucken, wat ech definitiv net recommandéiere kann, wou et nämlech keng Garantie gëtt, ob den ugebuedene Produit net mat ongesondem Zousaz gestreckt gouf oder den THC-Gehalt guer net kontrolléiert ass.

D'Offere vun éischte Fournisseure fir medezinnesche Cannabis ginn zurzäit nach ausgewäert, soudatt d'Penurie eis nach e puer Wochen, vläicht souguer e puer Méint, sollt nach eng weider Ausschreiwung néideg sinn - an et wär net déi éischte Kéier, datt mer kee fannen -, begleede wäert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister dës Froe stellen:

Éischtens: Wäert d'CNS iwwergangsweis de Patientinnen a Patienten, déi eng Ordonnance médicale hunn, d'Rechnung vum Kaf vum medezinnesche Cannabis no lëtzebuergesche Reegelen aus dem Ausland rembourséieren?

Zweetens: Wäert d'CNS alternativ oder zousätzlech de Kaf vu CBD-Produiten, déi ouni Rezept a Geschäfter erhältlech sinn, fir Patientinnen a Patienten, déi eng Ordonnance médicale hunn, rembourséieren? Ëmmerhin handelt et sech hei ëm e Produit, dee kéint equivalent sinn.

An drëttens: Falls béides net geplangt ass, wat fir aner Léisungsvirschléi kann d'Regierung de Betraffenen, déi wierklech mat Schmäerze geplot sinn, ubidden?

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. Den Här Minister fir sozial Sécherheet, den Här Romain Schneider, huet d'Wuert.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt emol Merci dem Här Clement fir dës Fro, och wann e weess, datt ech selbstverständlech net direkt op d'Rupture de stock kann äntwerten. Ech mengen, hie weess, datt dee ganze Projet hei e Pilotprojet war, deen ënnert dem Ministère de la Santé gelaf ass. Ech hunn awer de Moien nach gelies an der Presserevue, datt dësen Theema d'Aktualitéit ass. An dofir, mengen ech, ass seng Fro och richteg gestallt. An ech erlabe mer och, a mengem Kader drop ze äntwerten.

Ech mengen, d'Benotzung vum Cannabis fir medezinnesch Zwecker ass, wéi gesot, am Kader vun engem Pilotprojet lancéiert ginn. An ech mengen, si ass virun allem virgesinn an engem ganz strikte Kader, dat virun allem, wéi och scho gesot, bei Patiente mat chronesche Schmäerzen oder virun allem och bei Iwwelzegkeet duerch Cheemotherapie an esou weider. Ech mengen, am Pilotprojet kann ee liesen, fir wat et effektiv virbehalen ass.

Ech mengen, et ass och esou, datt d'Verdeelung vun dëse Produiten net iwwert déi normal Apdikte leeft, mee nëmme kann iwwert d'Spidolsapdikte goen, dat och op Basis vun enger spezifescher Ordonnance, déi ausgestallt muss sinn.

Et ass awer esou, datt de Moment dës spezifesch Medikamenter, déi do ... A „Medikament" ass dat schlechtst Wuert, wat ee ka benotzen, well effektiv de Cannabis fir medezinnesch Zwecker net als Medikament unerkannt ass an och keng Autorisation de mise sur le marché direkt huet. Dat ass de Problem bei menger Äntwert, déi ech lech elo gi par rapport zur CNS an der Prise en charge, well Dir wësst, datt d'CNS nëmme ka Medikamenter iwwerhuelen, déi op der positiver Lëscht stinn, déi dann dee Moment och virgesäit, datt dat Bezuele ka méiglech sinn. De Moment, wéi gesot, ginn dës Medikamenter iwwert d'Spidolsapdikte bezunn a si sinn do natierlech och fir de Patient gratis, wann e mat esou enger Ordonnance kënnt. A wat déi Medikamenter hei direkt betrëfft, wéi och d'CBD-Produkter, ass de Fall dee selwechten. Och do gëtt et keng Unerkennung, fir kënnen op der positiver Lëscht ze sinn.

Et ass awer elo esou, datt natierlech - a ma gutt, den Här Clement huet et zu Recht ugeschwat - och Medikamenter, déi als Medikamenter unerkannt sinn, kënne benotzt ginn de Moment, och wann, an en huet et zitéiert, an eenzelne Fäll Niewewierkunge sinn. Ech mengen, do geet et drëm, virun allem säin Dokter, säin Hausdokter respektiv säi Spezialist opzesichen, fir déi Verschreiwung do ze kréien, wann effektiv déi Rupture de stock do ass. An dann ass et natierlech esou, datt bei enger Verschreiwung dës Medikamenter vun der CNS kënnen iwwerholl ginn.

Mee direkt elo vun eis aus hu mir keng Handhab drop, fir eng Prise en charge ze maachen. Dofir si meng Äntwerten zweemol Nee. Ech kann net aneschters äntwerten, well et ass net als Medikament unerkannt.

Op där anerer Säit ass et awer och esou, datt dat heiten natierlech iwwert de Volet vun der sozialer Sécherheet erausgeet an datt natierlech jiddwereen amgaang ass ze kucken, datt effektiv dës Rupture de stock esou schnell wéi méiglech kann op där enger Säit behuewe ginn a virun allem dann och kann opgefëllt ginn, soudatt d'Leit dann effektiv och erëm d'Méiglechkeeten hunn, esou schnell wéi méiglech och kënnen heirop zréckzegräifen.

Voilà. Ech soe Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Här Minister Romain Schneider.

Mir kommen dann zur Fro Nummer 238 vun der Madamm Stéphanie Empain un den Här Minister fir Mëttelstand iwwert d'Situatioun vun de Fluchgesellschaften am Kontext vun der Pandemie. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 238 du 7 juillet 2021 de Mme Stéphanie Empain relative à la situation des entreprises de voyages dans le contexte de la pandémie, adressée à M. le Ministre des Classes moyennes

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, den Tourismussecteur ass ganz schwéier getraff gi vun dëser Pandemie. Dat ass jo elo näischt Neies. Wa mer soen „Tourismus", dann denke mer hei fir d'éischt un den Horeca-Secteur, Hotellen, Campingen, Restauranten, Caféen. Bon, mir hu jo och hei alles drugesat, dem Secteur esou gutt et geet ze hëllefen: déi verschidden Aiden, de 50-Euro-Bong, dee gehollef huet, déi lokal Demande ze stäerken an et eeben och den Hotellen a Campingen ze erméiglechen, weider ze fonctionéieren.

Lues a lues gesi mer d'Luucht um Enn vum Tunnel. A mir hoffen natierlech all, dass et dëst Joer fir eis Betriber besser leeft, och wa mer wëssen, dass mer nach wäit vun „normal" ewech sinn.

Par contre Tourismus, dat ass och den „outgoing" Tourismus, a mir hu jo hei am Land och eng Partie Reesveranstalter, déi eeben d'Clientë vun hei an d'Ausland bréngen. De grousse Problem, dee sech fir d'Reesveranstalter stellt, ass, dass si wärend der Pandemie immens vill Aarbecht haten, well een d'Clienten an dëser Situatioun jo och net kann eleng loossen, se berode muss et cetera. Si hunn awer kaum Recettë gemaach, well alles stornéiert ginn ass an och wéineg nei Buchungen derbäikomm sinn.

Remboursementer hu misse gemaach ginn. Vill Reese sinn, wéi gesot, gecancelt ginn. D'Mataarbechter waren also gefuerdert. Si hu misse schaffen, wat bedeit, dass de Chômage partiel nëmme ganz bedéngt fir dëse Secteur eng Léisung war.

A mir wëssen awer, dass den Tourismussecteur international nach ëmmer ganz wäit ewech vun enger Normalitéit ass, an de Secteur mécht sech do natierlech och Gedanken.

No mengen Informatioune wiere mer aktuell ënnerwee, fir zirka 50 % vum Chiffre d'affaires vun 2019 ze erreechen. De Kongresstourismus, deen ass weiderhi quasi inexistent. An och fir 2022 sinn d'Prognosen net immens gutt, esou wéi et ausgesäit. Wann alles gutt geet, géife mer trotzdeem net emol 75 % vum Chiffre d'affaires vun 2019 erreechen.

Dat bedeit also, dass dëse Secteur weiderhi wäert schwéier leiden. An an deem Kader wollt ech Iech froen, Här Minister, ob Dir eis kéint Informatioune ginn iwwert déi aktuell Situatioun vum „outbound" Tourismus. Dir hutt jo sécher do och eng Partie Echangë gehat mam Secteur a speziell mat der ULAV, der Union luxembourgeoise des agences de voyages. Ech weess, dass de Secteur immens frou war iwwert d'Aiden, déi ugebuede gi sinn. An ech ginn dervun aus, dass och deen een oder deen aneren op déi Aiden, also déi Aide remboursable vu 750.000 Euro zréckgegraff huet. Kënnt Der eis do eventuell Informatioune ginn an eis soen, ob der do eventuell derbäi sinn, déi déi ganz Aiden och gezunn hunn?

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Kaes, kënnt Dir wannechgelift e bësse méi lues sinn!

M. Aly Kaes *(CSV)*.- Natierlech!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Elo war ech emol eng Kéier esou konzentréiert, dass ech et guer net matkritt hunn. Mee merci!

(Interruption)

Wou ware mer? Voilà: ob do Betriber derbäi waren, wéi gesot, déi dës Aiden eventuell och ganz gezunn hunn. An deemno och, wann d'Reprise nämlech dann nach laang op sech waarde léisst, géifen déi jo dann och a Liquiditéitsschwieregkeete kommen.

An an deem Sënn och meng lescht Fro: ob mer awer kënnen dervun ausgoen - ob Der do Unhaltspunkten hutt -, trotz deem luese Phasing-out vun den Aiden, dass déi meescht Entreprisen aus deem Beräich et awer missten aus der Kris eraus packen.

Ech soen Iech elo scho Merci fir Är Äntwert.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Empain. Den Här Mëttelstandsminister Lex Delles huet d'Wuert.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes*.- Merci villmools, Madamm Empain, fir déi Fro. Et ass natierlech e ganz interessant Theema. Dir schwätzt iwwert den Tourismus. An et ass net den Tourismusministère hei, mee et ass wierklech dee vun de Classes moyennes, well et e Secteur ass, deen eeben och an de Classe-moyennë vertrueden ass.

D'Reesbranche, jo, Dir hutt se ganz gutt beschriwwen, besteet gréisstendeels aus deenen zwee Deeler: Dat eent ass natierlech de Leisuretourismus, de Fräizäittourismus, wou d'Vakanzen elo gebucht ginn, op där anerer Säit awer natierlech de Businesstourismus, deen nach vill méi staark beaflosst ass, deen nach net richteg ugezunn huet.

Natierlech, e ganz groussen Avantage war, an et gesäit een et, dass an der ganzer EU d'Reesrestriktiounen e bësse gelackert gi sinn, dat natierlech och duerch de Covidcertificat, deen et mat sech bréngt, dass ee fir d'Fräizäit och kann duerch Europa reesen, wann een dann déi 3G erfëllt.

Et spiert een, dass et eng virsiichteg Relance gëtt. Also et ass am Fong, ech vergläichen et e bësse mat engem Pudding, wou esou e klenge Flom driwwer ass; dee Flom ass amgaange sech ze bilden, mee en ass natierlech, wann een de Läffel drastécht, nach net fest. Et mierkt een also, dass ee virsiichteg ka soen, dass et lues a lues ugeet. Mee mat geneeë Chifferen hu mer dat net. Dat ass eeben aus de Gespréicher erauszehéieren, déi mer hunn.

Op där anerer Säit gesäit een awer eeben och, dass duerch d'Aiden, sief et de Fonds de relance oder d'Aide coûts non couverts, d'Pertë vun deem Secteur erofginn, soudass do also lues a lues awer e bëssen eng Reprise do ass.

Grad elo ass et eebe wichteg, an dat mierkt een och, wann ee mat de Reesagencë schwätzt, dass d'Leit, déi wëlle buchen, enzwousch higinn, wou se éischtens den Knowhow hunn, well an de Reesagencen hu se en Knowhow, dat op zwee Punkten natierlech. Dat eent ass: Wéi ass et op där Destinatioun, wou ech wëll higoen? Wéi sinn do d'Restriktiounen? Wat muss ech do erfëllen, fir kënnen dohinner ze goen?

An deen zweete Problem, dee sech da stellt, ass: Wat ass, wann ech sur place sinn an ech muss do e PCR-Test maachen an deen ass positiv? Wat maachen ech dann? Do ass et ëmmer gutt, wann een den Knowhow am Réck huet vun engem Reesbüro, deen engem do och kann Hëllefstellung ginn, deen ee ka beroden an deen eeben och do ka kucken, wat dann ze maachen ass. Eebe grad déi Kompetenz an dat Fachwëssen, wat een an de Reesagencen huet, do mierkt een, dass dat elo méi gefrot ass nach wéi virdrun, dass also d'Reesagence e ganz wichtegen Acteur ass, fir do kënne weiderzekommen.

Et ass eng speziell Situatioun am Moment, dat eeben, well d'Agencë méi Aarbechtsopwand hunn, fir d'Vakanze kënnen ze buchen, well se all déi Contrôlë musse maachen. Et gëtt ëmmer nach Annulatiounen op där enger Säit, op där anerer Säit Ëmbuchungen. Dat heescht, fir déi nämmlecht Suen ze kréien, fir déi nämmlecht Marge, déi op enger Vakanz ass, ass méi Aarbecht hannendru gefuerdert.

Dir hutt et ugeschwat: De grousse Problem vun de Reesagencë wärend der Kris war eeben, dass se ganz vill Aarbecht hu misse maachen, dat heescht ganz vill Manpower, an op där anerer Säit awer keng Recetten haten, dat heescht, fir déi Ëmbuchungen, Annulatiounen an esou weider Geld hu missen zréckbezuelen an da keng Sue méi haten.

Dofir ass eng Panoplie vun Aiden en place gesat ginn. Ech schwätzen elo iwwert déi normal Aiden, déi fir ganz vill Secteure sinn, sief et déi 5.000, 12.500, Fonds de relance, Aide coûts non couverts, Aide commerce, d'Avance remboursable, de Chômage partiel, wat ganz wichteg Volete sinn. Natierlech awer och, an hei komme mer grad dohinner, fir Liquiditéiten an d'Betriber ze kréien, besonnesch an der Reesbranche, war et wichteg, d'Avance remboursable ze kréien.

An do war och nach een Outil, deen nach dropgesat ginn ass, zesumme mat der SNCI, fir kënne Prêten ze ginn, déi vum Staat garantéiert sinn, eeben hei grad iwwert d'SNCI. Et muss ee soen, dat war eng Demande, déi och vun der ULAV komm ass. Dat ass en place gesat ginn. Menges Wëssens gëtt et awer just ee Betrib eleng, deen och wierklech dovunner Gebrauch gemaach huet. Op där anerer Säit hu mer eeben alleguerten en Arsenal vun Aiden en place gesat, fir den Agencen do kënnen ze hëllefen.

Et ass natierlech nach e schwierege Moment. An dofir ass et grad wichteg, dass mer e Phasing-out vun den Aidë maachen - ech mengen, d'nächst Woch ass en um Ordre du jour hei vun der Chamber -, dass mer net d'Aidë vun haut op muer ofbriechen, mee dass mer grad fir esou Secteuren, wou dee klenge Flom nach driwwer ass, lues a lues den Aidë kënnen erausgoen. D'nächst Woch ass de Punkt um Ordre du jour hei vun der Chamber. An heimat wëll ech dann och ofschléissen a jiddwereen invitéieren, deen och matzestëmmen.

Merci villmools!

Une voix.- Bien!

Une autre voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Mëttelstandsminister Lex Delles.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 239 vun der Madamm Octavie Modert un d'Madamm Kulturministesch iwwert de gallo-réimesche Site zu Duelem. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 239 du 8 juillet 2021 de Mme Octavie Modert relative au site gallo-romain à Dalheim, adressée à Mme la Ministre de la Culture

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Merci, Här President. Jo, an der Kultur hält op ville Plazen elo d'Saison op an d'Zäit vum Kulturtourismus fänkt elo richteg un am Summer. Mir hunn hei am Land en immenst Potenzial fir de Kulturtourismus. Eng esou eng ganz wichteg Plaz ass de Vicus Ricciacus zu Duelem, e grousst gallo-réimescht Geländ, wou Dir jo alleguerten de beandrockenden Theater mat senge gutt erhalene stengene Sëtzplaze kennt. Dëssäits den Alpen ass dat zimmlech eenzegaarteg.

Virun engen zéng Joer konnt ech den „3T"-Masterplang - Tempel, Thermen, Theater - virleeën a mat senger Ëmsetzung ufänken. Dat ass e Plang, fir d'Valoriséierung vum gallo-réimeschen Archeopark an Etappen ze maachen.

Meng Froen un d'Madamm Minister: Wéi wëllt Dir virgoe mam Weiderféiere vun der Valoriséierung vu Ricciacum? Wéi eng Etappen hutt Der virgesinn? An a wéi engen Zäitraim? Do gëtt et zum Beispill ee wichtege Punkt de Moment, ech mengen, dat ass, den Empfangszentrum anzeriichten als e wichtegen Ulafpunkt fir d'Besicher, déi et domadder méi einfach kréien, fir Visitten ze maachen, a fir domadder dësem wichtegen archeologesche Site och déi verdéngte Visibilitéit ze ginn.

Dat bedéngt natierlech och, datt eng permanent Presenz op der Plaz wär. Domadder kéinten d'Ricciacus-Frënn net nëmmen ënnerstëtzt, mee och entlaascht ginn. A virun allem, wéi gesot, wär et extreem wichteg fir d'Visibilitéit vum Archeopark.

Op méi kuerzfristegem Plang: Wéi ass et mam aktuellen Dokumentatiounszentrum? Ech muss do zum Beispill ervirsträichen, datt do besonnesch den Daach de Moment e bësse leit. Do missten onbedéngt Aarbechten dru gemaach ginn, fir dass de Moment e bësse méi kann dra geschéien.

A meng lescht Fro: Wéi ass d'Zesummenaarbecht mam Tourismussecteur fir d'Auswäertung an d'Visibilitéit vun deem grousse Potenzial, dat dëst kulturtouristescht archeologescht Monument zu Duelem huet, wat de Ricciacum ass?

Merci villmools.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Modert. D'Madamm Kulturministesch Sam Tanson, huet d'Wuert.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Culture*.- Merci, Här President. Madamm Modert, fir d'éischt emol: Et wär ëmmer hëllefräich, wann een den Detail vun de Froe géif kennen. Ech krut hei gesot, et wär eng Fro iwwer Duelem. Dann hätt ech Iech vläicht kënnen och eppes iwwert den Daach soen. Dat kann ech Iech elo leider net soen, well déi Informatiounen huen ech net à l'improviste am Kapp.

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Da wësst Der elo, datt do e Problem ass. Fir de Rescht ass et eng allgemeng Fro. Mee Dir hutt Recht, Madamm Minister. Merci fir Är Äntwerten.

(Hilarité)

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Culture*.- Ech hunn elo net héieren, wat d'Madamm Modert gesot huet. Ech hat och gemengt, ech hätt ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Et wier gutt, wann et heibannen e bësse méi roueg wier!

(Brouhaha)

Une voix.- Très bien!

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Culture*.- Et ass einfach eng Demande! Wann Der gär eng detailléiert Äntwert hätt, da stellt mer eng detailléiert Fro. Méi ass et net.

(Interruptions)

Pour le reste ass de Site een, dee mer op der Prioritéitelëscht hu vu Sites et Monuments. Et ass e protegéierte Site, fir en en valeur ze setzen. Dee Projet, deen eng Kéier ugeduecht war, dee war jo deemools op vill Kritik gestouss wéinst der Envergure, déi en hat, a vläicht net onbedéngt déi beschte Valorisatioun vun där immens bedeitender Plaz, déi mer hunn.

Dir wësst, dass mer zu Duelem dräi Sitten hunn: deen ee jenseits vun der Nationalstrooss, dann de faméisen Amphitheâtre an dann, e bësse méi wäit, nach d'Thermen, déi jo scho ganz schéin en valeur gesat gi waren ënnert der Egide vu mengem Virgänger. An et geet eigentlech drëm, déi dräi Sitte mateneen ze verbannen.

Do ass eng Erausfuerderung - den Här Bausch kennt den Dossier - déi vun der Nationalstrooss, well d'Leit natierlech musse vun deem eigentlech ursprénglechste Site jenseits vun der Nationalstrooss eriwwergoe bei den Amphitheâtre, an dat ass mat enger Rëtsch geféierleche Momenter verbonnen. Dat heescht, et geet drëm, dass mer do eng Léisung fannen, fir dee Passage besser ze organiséieren. An da gëtt et eeben nach déi Contrainte vun deem Bauer, deen direkt niewendru säi Betrib huet, wat mer och musse matbedenken.

Mee et ass am Moment amgaangen, un deem Projet geschafft ze ginn. An do wäert Der dann en temps utile de Projet virgestallt kréien. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Kulturministesch.

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Dat heescht, et leeft näischt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Da komme mer elo zur Fro Nummer 240 vum Här Gusty Graas un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten iwwert d'Propositioun vun der EU-Kommissioun, eng Kerosinntax anzeféieren. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 240 du 7 juillet 2021 de M. Gusty Graas relative à la proposition de la Commission européenne d'introduire une taxe sur le kérosène, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

M. Gusty Graas *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, nach liewe mer an enger ganz schlëmmer Kris, an d'Enn vun där Pandemie ass leider nach net ofzegesinn. Dat soll eis awer net dervun ofhalen, eise Bléck op eng nach vill méi grouss Kris ze riichten, an zwar de Klimawandel.

Ech wëll domat ënner kengen Ëmstänn hei soen, datt d'Pandemie eng bescheide Kris ass. Bestëmmt net, ganz au contraire! Mee mir mussen eis awer trotzdeem ëmmer méi nach mat deem ganz grousse Problem ofginn, deen eis wäert an deenen nächste Joren immens beschäftegen.

An do huet ouni Zweifel Europa eng ganz wichteg Roll ze spillen. An ech mengen, dat mannst, wat ee ka soen, ass, datt sech och d'Europäesch Unioun däers bewosst ass. D'Europäesch Unioun huet an deene leschte Méint ganz vill Iwwerleeunge gemaach: Wéi kënne mer de Klimawandel, zumindest emol um europäeschen Niveau, aktiv bekämpfen? Do sinn eng Rei Iddien elo opgetaucht. An de 14. Juli wäert e Programm virgestallt gi vun der Europäescher Kommissioun, deen heescht „Fit for 55" - esou ass et, voilà. An ënner anerem ass awer och do virgesinn, eng Kerosinnsteier anzeféieren. Ech mengen, et ass normal, datt dat e bëssen e Reiztheema ass. Dat ass net zënter gëscht a virgëscht, wou dat diskutéiert gëtt, mee et schéngt elo vill méi eescht ze ginn.

A wann een d'Press aus deene leschten Deeg gelies huet, dann huet ee schonn eng ganz Rei Reaktioune gespuert, wat natierlech net verwonnerlech ass, besonnesch och aus der Loftfaartindustrie. An ech huelen hei als Beispill de Chef vun der Fraport AG, dem Bedreiwer vum däitsche Flughafe vu Frankfurt, dee gesot huet: „Dat do ass e Konjunkturschub u sech fir d'Türkei a fir den Noen Osten." An et géif u sech d'Kompetitivitéit vun den europäeschen Airlines erofsetzen.

Déi Kerosinnsteier soll 2023 agefouert ginn an da progressiv an d'Luucht goen. Dowéinst wollt ech dem Här Minister an deem Kontext dräi Froe stellen:

Déi éischt ass: Wéi steet d'Lëtzebuerger Regierung, méi spezifesch den Här Minister, zu der Aféierung vun enger Kerosinnsteier op europäeschem Niveau?

Déi zweet ass: Kann dat effektiv e Kompetitivitéitsverloscht matbrénge fir déi europäesch Airlinen?

An drëttens, ech mengen, eng Fro, déi eis alleguerten natierlech besonnesch interesséiert: Wat kann dat fir en Impakt virun allem natierlech fir eis national Fluchgesellschaft Luxair hunn, wann dat géif bedeiten, datt d'Fluchticketen och géifen an d'Luucht goen?

Ech soen Iech Merci fir d'Äntwerten.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Graas. Den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, den Här François Bausch, huet d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Merci, Här President, fir d'Wuert an och dem Här Graas fir déi Fro.

Zu senger éischter Fro kann ech em ganz einfach äntwerten: Jo, ech an och d'Lëtzebuerger Regierung si fir eng Kerosinnsteier.

An ech hunn net méi spéit wéi virun e puer Deeg mam belsche Minister a mat der éisträichescher

Ministesch och e Bréif geschriwwen un d'Europäesch Kommissioun en vue vun där Sëtzung iwwert de Fit for 55 - dat huet näischt mam Alter ze dinn, dat huet eppes dermat ze dinn, bis wéini wat soll erreecht ginn a puncto Klimaziler an esou weider -, wou dat effektiv um Ordre du jour steet. A mir hunn eis am Fong als Lëtzebuerg, Belsch an Éisträich an deem Sënn och engagéiert an och der Kommissioun gesot, datt mir se absolutt géifen ënnerstëtzen, fir op dee Wee do ze goen.

Mir sichen och an Europa elo nach doriwwer eraus aner Länner; et gëtt der eng Rei, zum Beispill Holland ass och éischter en faveur, et gëtt eng Rei nordesch Länner. Mir haten e bëssen de Problem, mir hätten och zu méi nach ënnerschriwwen, mee vu datt et eng Rei Länner gëtt, déi de Moment just geschäftsféierend Regierungen hunn, zum Beispill a Schweden an an Holland, war dat net esou einfach, fir datt déi konnten do ënnerschreiwen, well se kee kënnen engagéiere fir d'Zukunft. Mee a priori sinn dat awer och Länner, déi éischter en faveur sinn.

Zu Ärer zweeter Fro an zu der Remark vun engem Interview, deen ech och gelies hunn an der Press, dat wär e Konjunkturschub fir d'Turkish Airlines oder anerer: Dat ass natierlech en Oflenkungsmanöver, well d'Aart a Weis, wéi verhandelt gëtt vun der EU, déi ass esou, datt dat jo natierlech innereuropäesch soll sinn, mee datt dat natierlech net nëmmen d'Airlinë géif betreffen, déi an Europa sinn - also ob dat elo d'Luxair ass oder d'Lufthansa oder wéi eng och ëmmer an Europa, also eng europäesch Airline -, mee datt natierlech géif gekuckt ginn, fir innerhalb vun Europa dat d'nämmlecht ze applizéieren op all aner Airlinen, déi hei fléien.

An dann ass natierlech och eng international Komponent derbäi, dat heescht, d'EU géif dann doropshin natierlech och op internationalem Niveau eng Negociatioun starten, fir do e Level-Playingfield ze kréien. Dat ass iwwregens och elo näischt Aussergewéinleches, well ech wëll lech soen, et hu ganz staark Verhandlungen ... D'Kommissioun hat an der leschter Legislaturperiod e Mandat kritt, fir eng international Verhandlung ze féieren am Kontext vun den Aarbechtskonditiounen oder vun illegalen Aide-d'Étaten. An do ass haaptsächlech mam Katar, mat Dubai - also wéinst Emirates -, mat deenen Üblechen am Mëttleren Orient, déi do ganz staark sinn, fir queerzesubventionéiere respektiv Sozialdumping ze maachen, verhandelt ginn.

No laange Verhandlungen huet zum Beispill Katar elo ënnerschriwwen, fir awer eng Rei Reegelen ze akzeptéieren, déi d'EU hinne gestallt huet. Et muss ee wëssen: D'EU huet do jo awer e gewëssene Poids. Et ka keng Airline oder kee Land sech et leeschten, par rapport zu der EU Restriktiounen ze kréien oder Strofen ze kréien oder wat och ëmmer. Also et ass schonn esou, datt, wann d'EU sech eens ass, hei eppes ze maachen an dann d'Kommissioun mat deem ganze Gewiicht vun allen EU-Memberstaate ka verhandele goen, dat da schonn en Impakt huet, soudatt ech dat net als e Konjunkturschub fir déi Länner ugesinn.

Natierlech huet dat herno en Impakt op d'Präisser vum Ticket, dat ass kloer, mee et huet awer keen Impakt op de Konkurrenzstand vun der Luxair zu aneren Airlinen, well jo da fir jiddwereen a ganz Europa dat nämmlecht zoutrëfft, soudatt dat sech ausgläicht.

Et ass also kloer: Mir sinn derfir a mir wäerten och alles maache fir ze hëllefen. Selbstverständlech muss et awer eng gemeinsam EU-Reegel ginn. An da muss déi och international verhandelt ginn, fir datt et um internationale Marché net zu unlautere Konkurrenzverzerrunge kënnt.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bausch.

Mir kommen dann zur Fro Nummer 242 vum Här Mars Di Bartolomeo un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten iwwert d'Gefor vun den Zuchbarriären an zu der schrëftlecher Fro vum Här Max Hahn zu deem selwechten Theema. Mir géifen déi zwou Froe mateneen huelen. Da géif ech fir d'éischt dem Här Max Hahn d'Wuert gi fir seng schrëftlech Fro zu där Thematik an duerno dann dem Här Mars Di Bartolomeo. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

- Question écrite n° 4630 de M. Max Hahn concernant les passages à niveau, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

- Question n° 242 du 7 juillet 2021 de M. Mars Di Bartolomeo relative aux dangers des passages à niveau, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. Jo, den Här Mars Di Bartolomeo an ech - Dir hutt et gesot -, mir hunn eis arrangéiert, dass mer déi Fro hei zesumme géife stellen. Dat heescht, wat ech elo vläicht vergiessen, dat wäert de Kolleeg Mars Di Bartolomeo bestëmmt nach opwerfen, a vläicht huet hie jo nach aner Froen zum selwechten Theema.

Dir hutt et all matkritt: Rezent ass et op der Barriär zu Bartreng zu engem Accident op de Gleiser komm - eppes wat natierlech ze bedaueren ass. An deem Kontext wollt ech de Minister froen: Wéi gesäit et allgemeng aus? Hutt Der Zuelen aus der Vergaangenheet, wéi oft et zu änlechen Accidenter komm ass? Gëtt et vläicht Plazen oder Barriären, wou dat besonnesch oft passéiert?

An dann eng aner Fro, déi sech an deem heite Kontext stellt: Ech mengen, och dee Leschten hätt elo matkritt, oder op d'mannst déi, déi sech mat deem heite Sujet befaasst hunn, dass, wann et dann derzou kéim an et wier een tatsächlech eng Kéier op der Barriär - wat natierlech net sollt passéieren -, een da selbstverständlech duerch déi Barriäre ka fueren. Fir dat awer ze verhënneren, gëtt et e System an Däitschland. Déi Däitsch nennen dat „Gefahrenraum-Freimeldeanlage". Et ass näischt aneres wéi e Gleisradar, deen eebe géif detektéieren, dass en Objet op de Gleiser steet, fir dann esou Accidenter och beschtméiglech ze verhënneren. Ass ugedeucht, Här Minister, hei zu Lëtzebuerg där Anlagen ze installéieren? Gëtt et der vläicht och schonn?

Am Idealfall, wéi gesot, huele mer iwwerall d'Barriären, d'Passage-à-niveauen, ewech. Ech weess, dat ass och e Bestriewen, hannert deem Dir stitt. Mir haten eng Kéier an enger Chamberskommissioun doriwwer rieds. An deem Kontext wollt ech lech froen, wou mer an der Vergaangenheet - vläicht déi lescht Joren - scho positiv Resultater an deem heite Kontext hate respektiv wou nach esou Barriären ewechgeholl wäerte ginn. Eng Barriär, déi ech ganz gutt kennen, dat ass déi vun der Dippecher Gare, wou mer jo ugangs d'nächst Joer - den Här Minister kann dat vläicht confirméieren - endlech mam Bau vum Contournement solle kënnen ukommen, fir dass mer déi dann och endlech lass wieren.

Dëst gesot, Här Minister, soen ech lech elo scho Merci. Wéi gesot waren d'Froen e bësse méi explizitt an detailléiert, mee dat war jo mat Ärem Averständnis. Dir hat déi jo am Virfeld als schrëftlech Fro dann och esou kritt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hahn. An da ginn ech d'Wuert un den Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Merci, Här President. Wéi de Max Hahn richteg gesot huet, sinn déi Biller effektiv ronderëm d'Land gaangen. An ech mengen, dass jiddwereen erliichtert war, dass weeder der Automobilistin nach de Leit am Zuch eppes passéiert ass. Ech hunn déi heite Fro gestallt, well ech selwer eng Kéier - malgré moi - an eng vergläichbar Situatioun komm sinn, an där en aneren Automobilist, deen net gesinn hat, dass ech hannerun em war, gebremst huet, stoe bliwwen ass a mech op der Barriär blockéiert huet. Just am leschte Moment huet en da gesinn, dass d'Barriär zougaangen ass, an dunn huet en dann d'Gehier ageschalt an en huet mech laanschtgeloosss.

Et ass also ganz kloer: Barriäre sinn e Geforenherd, wann een net hällesch oppasst. Si sinn awer och eng Barriär am normale Verkéier, well se Staue provozéieren. Vu dass de Max Hahn eng ganz Rei vu Froe scho gestallt huet, bleift mir just nach ze ënnersträichen, dass d'CFL dat richteg gesinn: All Barriär, déi een net méi brauch, ass eng gutt Barriär. Dofir soll een iwwerall do, wou et gutt Alternative gëtt, fir Barriären ofzeschafen - och fir ze verhënneren, dass Stied oder Gemengen an zwee gedeelt ginn -, dës besäitegen. Wou ee se net besäitegt kritt, do gëtt et an der Tëschenzäit déi Fréiwarnsystemer, op déi de Max Hahn higewisen huet - wat ëmmer se wäert sinn -, an déi normal Virsiichtsmoossnamen, déi a Fleesch a Blutt mussen iwwergoen, wéi ee sech dee Moment, wann een duerch iergendeen Ëmstand eng Kéier blockéiert ass, soll verhalen.

Ech weess, dass eng ganz Rei vu Barriäre suppriméiert gi sinn. An ech wëll och dofir e ganz grousse Merci soen. Ech weess och, dass an där Gemeng, an där ech liewen, eng vun deene Barriären op der Prioritéitelëscht steet. Mee iwwert déi zukünfteg Projete wäert de Minister eis Opschloss ginn.

Just vu mir aus en Appell un all Automobilist, fir mat Roude Luuchten, mat Barriären, déi ufänke sech ze senken, ganz virsiichteg ëmzegoen a virun allem d'Gehier anzeschalten, wann et engem an de Sënn kënnt, fir een op enger Barriär ze blockéieren. Domat setzt een net nëmmen d'Liewe vun deemjéinegen a Gefor, mee och dat vun de Leit am Zuch. A wann e Lokfürer eng Kéier esou eppes erlieft huet, ass dat och fir hien e ganz schlëmmt Erliefnis.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Di Bartolomeo. Den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, den Här Vizepremier François Bausch, huet d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Merci, Här President. An och deenen zwee honorabelen Deputéierte merci fir hir Froen, déi jo ganz aktuell sinn. Ech fannen et och gutt, datt se gestallt ginn, well da kënne mer nach eng Kéier soen, wat d'Reegele sinn a wéi ee sech verhale soll.

Also dat Éischt, wat emol ze soen ass: Dat ass eng Barriär an déi ass am Code de la route! Do gëtt et kloer Reegelen; et ass net nëmmen eng Fro vun der Sécherheet op der Eisebunn, mee do gëtt et Code-de-la-routes-Reegelen, an déi si relativ simpel. Et ass wéi bei all Rout Luucht: Wann déi Rout Luucht ufänkt ze blénken, da gëtt et just näischt aneres ze maachen, wéi einfach stoen ze bleiwe virun der Rouder Luucht.

An et ass net d'Barriär, déi zougeet, déi ausschlaggeebend ass, mee d'Luucht. An d'Luucht geet un, ier d'Barriär zougeet. Natierlech muss een da schonn emol wëssen. Do gëtt et esou e Virlaf, deen eigentlech mécht, datt keen dierft drop stoen.

Wat een och net dierf, dat ass: Wann ee gesäit, datt vis-à-vis Stau ass an datt donc, wann een dropfiert, een op der Barriär um Gleis steet, dann dierf een net engagéieren op dee Passage à niveau. Da muss een op där anerer Säit vum Passage à niveau stoe bleiwen. Dat heescht: Et dierf een d'Gleiser am Fong ni besetzen. Do dierf ee just driwwerfueren. Dat ass dat Eenzegt, wat een dierf. Dat sinn d'Reegelen, wéi se sinn. Do gëtt et och Protokoller, wann ee sech net dorunner hält. Duerfir, dat Einfachst ass: Wa jiddwereе sech dorunner hält, dierf dat doten, wat do elo geschitt ass, eigentlech net passéieren.

Wann et natierlech, par l'impossible, wéi et do geschitt ass, passéiert - an ech hu mer dee Video och ugekuckt an ech sinn net méi aus dem Staunen erauskomm, well déi Madamm hat extreemst Chance, extreemst Chance! -, da gëtt et just eppes: duerch déi Barriär do ze fueren. An déi Barriär ass och esou gebaut, datt se ewechfiert. Déi Barriär ass a sech keen ... Et ass net d'Barriär , wéi ech gesot hunn, déi definéiert, ob ee muss hale bleiwen oder net. Si ass just en zousätzlecht psychologescht Element, dat derbäigesat gëtt, fir den Automobilist un d'Halen ze bréngen. Méi ass dat net!

Wéi gesot sinn d'Reegelen do ganz kloer: Wannechgelift, da fuert derduerch! Bleift op kee Fall mam Auto um Gleis stoen oder iergendeppes esou, well dat alles ass fatal. Mir hu jo elo och gesinn un deene Biller, wéi séier dat geet a wéi séier et ka goen.

Et ass esou: Et gëtt en Ënnerscheed an der Technik verschiddentlech, jee nodeem, a wat fir engem Land een ass. Zu Lëtzebuerg ginn d'Barriären zou a Fonctioun vu Schläifen an de Gleiser. Dat heescht, den Zuch mécht d'Barriär selwer zou. Firwat ass dat esou? Mee dat dréit derzou bäi, datt d'Barriär natierlech manner laang zou muss sinn. Et gëtt och Länner, do gëtt et vun de Stellwierker aus gesteiert. Dat huet och erëm, sécherheetsméisseg gesinn, eng Rei Nodeeler. Et huet alles seng Vir- a Nodeeler, mee virun allem huet et och en Nodeel um Niveau vun deem, wéi laang d'Barriär zou ass.

Wann d'Barriär vum Stellwierk aus zougemaach gëtt, da kënnt Der lech virstellen, datt d'Barriär da vill méi laang zou ass. Dat huet dann natierlech och en Impakt op de Verkéier. Duerfir gëtt et awer méi Länner, déi eeben de System hunn, bei deem den Zuch selwer duerch d'Schläifen am Gleis d'Barriär zoumécht. Vun de Sécherheetsstandarden hier ass dat alles dann esou berechent: Wéi laang brauch den Zuch, wann en iwwert d'Schläif gefuer ass, bis d'Barriär ganz zou ass? (veuillez lire: Wéi laang dauert et, wann den Zuch iwwert d'Schläif gefuer ass, bis d'Barriär ganz zou ass?) An esou weider an esou fort. Dat klappt dann och alles.

Et ass awer kloer: Eng Barriär ass e Problem fir d'Sécherheet. D'CFL sinn och - wéi all Eisebunnsgesellschaft - net frou mat Barriären an hätte se am léifsten alleguer ewech. Et ass och esou, datt et e grousse Programm gëtt. Dat huet nämlech iwwregens och en Impakt op d'Zuchfolleg, also op den Trafick um Reseau selwer. Eng Barriär hënnert eigentlech d'Fluiditéit vum Zuchtrafick och d'nämmlecht wéi d'Strooss.

Dat huet och en Impakt op den Zuch selwer, mee virun allem sécherheetsméisseg gesinn ass et wierklech, fir se ze eliminéieren. An duerfir hu mer och e Programm, fir dat ze maachen. Just fir lech ze soen: Mir hunn e Programm, dee gemaach huet, datt mer an deene leschte fënnef Joer, vun 2016 bis haut - den Här Hahn hat dat jo gefrot -, 21 Passage-à-niveaue suppriméiert hunn. A mir hunn an deenen nächste Joren - also an deenen nächsten zwee Joer - der e ganze Pak virgesinn. Ech zielen lech se elo net alleguerten hei op, mee et sinn der eng Onmass, déi ewechgeholl ginn, an och duerno geet de Programm nach weider.

Dir hat mech och gefrot, wivill Incidenten et gouf. An deene leschte fënnef Joer gouf et aacht Fäll, an deene Stroossegefierer, déi onberechtegterweis op engem gesécherte Passage à niveau stoungen, vun engem Zuch erfaasst goufen. Dat ass mol méi, mol manner schlëmm ausgaangen. A fënnef Joer also aacht Fäll. Do kann een driwwer spekuléieren, ob dat vill oder wéineg ass. Ech soen: All Fall ass een ze vill, well et ass ëmmer kloer mat Risike fir Mënscheliewen an esou weider verbonnen. An och fir d'Zuchfolleg an esou weider, duerfir: Et ass e Problem!

Gott sei Dank ... Et ass fir d'CFL och net ëmmer einfach, fir d'Passagen ze suppriméieren. Den Här Hahn huet et a senger Gemeng, wou mer scho jorelaang amgaange si mat Emprisëproblemer a wou een awer elo Gott sei Dank um gudde Wee ass, fir een ze suppriméieren, scho materlieft. Dat ass dee berüümte klenge Contournement zu Dippech, deen am Fong jo d'Konsequenz ass vun der Suppressioun vun engem Passage à niveau zu Dippech. Mee wat awer Gott sei Dank ass: D'Gemenge ginn entre-temps ëmmer méi mat op de Wee, fir och effektiv ze hëllefen, dës ze suppriméieren.

Den Här Di Bartolomeo huet d'Beispill genannt vun Diddeleng-Centre. Dat ass ganz schwiereg, well dat e Passage ass, dee matzen an Diddeleng läit. Do sinn natierlech och urbanistesch Froen, déi sech stellen. An do hu mer och extra en Architecte urbaniste mat derbäigeholl, fir datt dat uerdentlech gestalt gëtt. Also d'CFL gi sech do mat de Ponts et chaussées zesumme relativ vill Méi, fir datt mer dat esou ewechkréien, datt et och herno - wann et am Uertskär ass - uerdentlech ass, datt d'Leit am Bannentrafick an der Uertschaft keng Nodeeler hunn.

Wéi gesot: Dee Programm leeft weider a mir hoffen, datt mer och an Zukunft nach méiglechst vill Passage-à-niveaue kënne suppriméieren, sou wéi mer dat déi lescht Jore gemaach hunn, mam Objektiv, se an deenen nächste Jore méiglechst all ewechzekréien.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bausch.

Mir komme lo zur Fro Nummer 241 vum Här Jean-Paul Schaaf un d'Madamm Gesondheetsministesch iwwert d'Studenten, déi hir Residenz zu Lëtzebuerg hunn, mee am Ausland géint Covid-19 geimpft gi sinn. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 241 du 8 juillet 2021 de M. Jean-Paul Schaaf relative aux étudiants résidant au Luxembourg et vaccinés contre la Covid-19 à l'étranger, adressée à Mme la Ministre de la Santé

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV).*- Merci, Här President, mee virun allem awer och merci, Madamm Minister. Dir hutt haut bestëmmt keen einfachen Dag. Merci awer, datt ech déi Fro hei stellen däerf, déi sécherlech e marginalen Deel vun allem, wat Impfung ass, duerstellt, mee déi awer déi puer - wéi vill dat der sinn, weess ech net - concernéiert Schüler a Studente betrëfft, déi am Ausland studéieren an am Kader vun hirem Studium - sief et Gesondheetsberuffer, Medezinnstudien an awer och Erzéiungsberuffer - do a Stagë waren - där ech der perséinlech kennen - an déi do geimpft gi sinn. Fir si ass et awer duerchaus eng relevant Fro. Si hunn am Ausland dann och den Impfpass kritt, deen EU-Pass mat dem QR-Code, deen zu Lëtzebuerg liesbar ass. Vun dohier si se och hei zu Lëtzebuerg CovidCheckkonform ënnerwee. Dat klappt, dat ass richteg, mee hire QR-Code dréit dann dat auslännescht Zeechen. Mëttlerweil klappt et och, wann ee just déi éischt Impfung am Ausland konnt maachen, datt ee sech hei umelle ka fir déi zweet. Och dat ass gutt.

Elo kréien awer déi dote ganz geimpfte Schüler eng Aluedung oder hunn an deene leschte Wochen eng kritt, fir sech zu Lëtzebuerg impfen ze loossen. Dann hu se zwou Méiglechkeeten. Da kënne se soen: „Ech reagéiere guer net dorop." An dann ass meng éischt Fro: Wéi gi se da statistesch erfaasst? Sinn dat Impfverweigerer? Sinn dat der, déi einfach als net geimpft gëllen? Wou hänken déi, wou sinn déi drun? An déi zweet Méiglechkeet ass déi, datt se sech beim Helpdesk vun der Santé mellen a soen: „Hei, lauschtert, ech sinn zweemol geimpft. Wéi kann ech dat matdeelen?" An duerfir eng Citatioun aus esou engem Echange, wou dann eeben en E-Mail vum Helpdesk mat follgende Wierder zréckkoum: „Gudde Moien, mir maachen lech drop opmierksam, datt et keng Datebank gëtt, fir d'Impfungen, déi am Ausland gemaach ginn, hei opzezielen."

Voilà, dat ass dann am Fong och eng Situatioun, déi op alle Fall deen dote Schüler net zefriddegestallt huet, well e sech da Suerge mécht, wéi et da mat der drëtter Impfung wäert goen: „Kréien ech do och eng Invitatioun? Oder keng, well ech jo dann hei am Land net erfaasst sinn?"

Duerfir meng Froen: Wéi sinn déi Schüler erfaasst? Wéi ass et iwwerhaapt mat aneren Zouwanderer, déi hei an d'Land erakommen an duebel geimpft sinn? Dat ass jo dann eng änlech Situatioun. Wéi kommen déi an déi national Datebank? A kënnt Der de Leit zousécheren, dass no enger Léisung gekuckt gëtt, fir datt se fir déi drëtt Impfung dann en règle sinn?

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Schaaf. D'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert huet d'Wuert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Jo, de Prinzip ass deen, dass all Land Zertifikater ausstellt fir déi Impfungen, déi et bei sech mécht. Dat ass de Prinzip an Europa a jiddwereen huet och d'Verflichtung, ab engem gewëssenen Delai dee QR-Code, deen interoperabel ass, dropzemaachen. Mir wëssen awer, dass net all d'Länner dat esou féx stoen haten. Vläicht ass een och mat enger Rei Problemer konfrontéiert ginn. Vill vun deene Problemer konnte mer um informelle Wee léisen. Mir hunn zum Deel iwwert den diplomatesche Wee och Kontakt opgeholl mat deene Länner, déi eebe refuséiert hunn, eise Studenten en Zertifikat auszestellen. Dat huet sech gereegelt.

Mir hunn eis awer och elo an där Propos, déi gemaach ginn ass an déi haut am Regierungsrot ugeholl ginn ass, eng Basis ginn, fir dass eisen Direkter och Lëtzebuerger oder Leit, déi am Ausland geimpft gi sinn, en Zertifikat ausstelle kann. Dat ass net de Prinzip, wéi en an Europa ass.

An och: D'Datebanken erfaassen déi national Impfung, déi, déi ee mécht - dat ass par rapport zu deenen Invitatiounen, déi erausginn - vun eis Residenten. Een, deen am Ausland ugemellt ass, fält natierlech net dorënner. Mee mir si bis elo extreem flexibel gewiescht a versichen ëmmer, de Leit e beschtméiglleche Service ze bidden. Bis elo hu mer nach op zimmlech all Situatiounen eng Léisung fonnt. Mee d'Datebank wär jo verfälscht, wa mer Leit géifen ophuelen, déi am Ausland geimpft gi sinn. Asoufern huet dat scho seng Richtegkeet, dass all Land dat repertoriéiert, wat bei him national gemaach ginn ass, soss géif dat dat duercherneemaachen.

Wéi wäerte mer virgoen, wann et zu esou Saache kënnt? Mir si bei esou Saachen och ëmmer a Kontakt mat der ACEL, iwwert déi mer eebe justement och kommunikéieren. Et si schonn eng ganz Rei Kommunikatiounen zu deenen dote Situatiounen iwwert d'ACEL gaangen. A wa sech d'Hypothees vun enger drëtter Impfung géif stellen, da géife mer dat selbstverständlech och maachen, fir dann iwwert déi informell Kanäl un déi Leit erunzekommen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Gesondheetsministesch.

Da komme mer zur Fro Nummer 243 vun der Madamm Martine Hansen un d'Madamm Gesondheetsministesch iwwert d'zertifiéiert Antigeenschnelltester. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 243 du 8 juillet 2021 de Mme Martine Hansen relative aux tests antigéniques rapides certifiés, adressée à Mme la Ministre de la Santé

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Meng Fro ass relativ einfach. Ech sinn ëmmer dovunner ausgaangen, datt wa mer eppes an enger Kommissioun gesot kréien, dat dann och esou wär. An ech liesen hei aus dem Rapport vum 7. Juni, do steet: « En outre, les tests antigéniques rapides réalisés à l'école dans le cadre du projet edutesting.lu sont certifiés et donc acceptables dans le cadre du régime Covid check, de même que les tests antigéniques rapides certifiés qui sont offerts par un certain nombre de communes. » Dofir si meng zwou, dräi Froen ...

Déi éischt Fro ass: Firwat ginn déi zertifiéiert Covidtester net bei de CovidCheck-Evenementer ugeholl, sou wéi d'Madamm Minister eis dat awer erkläert huet? Déi zweet Fro ass: Firwat ginn déi zertifiéiert Schnelltester, déi an de Schoule gemaach ginn, net bei de CovidCheck-Evenementer ugeholl, sou wéi mer dat - a mir hu laang driwwer diskutéiert - och erkläert kritt hunn?

An eng lescht Fro, just opgrond vun där Sitzung, déi mer grad virdrun haten - do konnt ech jo keng Froe méi stellen -, just eng kuerz Fro: Vu datt elo zertifiéiert Schnelltester ab zwielef Auer noutwendeg sinn, do hutt Der gesot: „Dat wäert jo kee Problem sinn. Da kann een nach séier de Wee fir op den Eck an der Grousgaass fannen. Déi Zäit wäert een nach hunn, fir deen ze fannen." Ech wëll Iech just soen, datt d'Liewen och ausserhalb vun der Stad Lëtzebuerg stattfënnt an datt net jiddwereen an all Eck vum Land en Eck an enger Grousgaass huet, wou een en zertifiéierte Schnelltest ka maachen. Dofir wollt ech froen, wat Der wëlles hutt, Madamm Minister - ech hat déi Fro schonn eng Kéier hei gestallt -, fir d'Gläichberechtegung vun deene virun allem och Jugendlechen am Land sécherzestellen, fir datt jiddwereen déi selwecht Chancen huet, fir relativ einfach un zertifiéiert Schnelltester ze kommen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hansen. D'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert huet d'Wuert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Et ass net, well d'Gesetzer sinn, wéi se sinn, dass se ëmmer am leschten Detail um Terrain ukommen. Mir hunn där doter Fäll vill, déi signaléiert ginn, a preziséiere quasi dagdeeglech ëmmer nees, dass déi dote selbstverständlech mussen unerkannt ginn. Den Text ass extreem kloer. Et ass „entweeder oder" an der Definitioun: „soit, soit". Dat heescht, et sinn déi zwou Méiglechkeeten: Et ass entweeder ee mat engem QR-Code oder et ass een zertifiéierten.

Mee ech kann nëmme bestätegen: Mir hunn effektiv och an der Kommissioun laang doriwwer geschwat gehat, fir dat ze erklären. Den Text ass a mengen Ae vum Franséischen hier extreem kloer. Mir preziséieren et och ëmmer erëm. Wa mer signaléiert kruten, dass dat emol plazeweis net akzeptéiert gouf, si mer schonn oft intervenéiert, fir dat erëm kloerzestellen. Et ass och an den FAQe preziséiert. Mee bon, den Text ass kloer: Et sinn déi zwou Méiglechkeeten.

Et ass wéi bei ville Saachen: Et ass eng komplizéiert Situatioun. D'Mesurë sinn net ëmmer einfach. An et ass e permanenten Effort, dee mer musse maachen, fir ëmmer erëm ze berichtegen. Soubal eis esou Saache bekannt ginn, reagéiere mer, soufern mer kënnen. Dat wäerte mer och elo erëm maachen, wann déi nei Mesurë kommen. Mee vum Text hier ass et u sech esou, wéi mer dat an der Kommissioun beschwat hunn. An dat ass och dat, wat mer de Leit an deem Fall erklären.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Är Verwaltung huet just aner Recommandatioune gemaach gehat, zumindest fir zum Beispill d'lescht Woch freides bei groussen Evenementer. Do hunn déi net gezielt.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Dat hänkt dovun of, wouvun Der schwätzt. Mir hu kloer FAQen, wou dat doten drasteet. Ech weess selwer, dass d'Fro oft kënnt, well mer an eise Reuniounen ëmmer erëm Revue passéiere loossen, wat sech um Terrain esou u Froe stellt. Mir intervenéieren do reegelméisseg. Ech weess net … Da misst Der mer scho méi prezis soen, wouvun Der do schwätzt. Mee wéi gesot, den Text ass kloer. Ech weess, dass et net ëmmer einfach ass ze erklären, wat dat heescht, „entweeder oder". „Entweeder oder" heescht: dat eent oder dat anert. Méi kloer kann et vum Text hier net sinn a wann dat net ukomm ass, wäerte mer, wann et eis wäert signaléiert ginn, ëmmer erëm widderhuelen, wéi et ze interpretéieren ass.

Fir de Rescht ass et eng Fro vun der Offer. Ech mengen, mir hunn och iwwer Land eng breet, ënnerschiddlech Offer. Et gëtt Gemengen, déi sech opgestallt hunn. Mir hunn entre-temps de sougenannten „open bar" an eisem Depistage, wou wierklech jiddweree sech e PCR-Test gratis organiséiere kann, wann en dat wëllt. Mir hunn eng ganz breet gefächert Offer iwwert d'Land, fir divers Tester. Ech mengen, do brauche mer eis och vis-à-vis vum Ausland net ze schummen.

Voilà. Ech mengen dat war et. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Gesondheetsministesch.

Mir kommen dann zur leschter Fro vun der Froestonn: der Fro Nummer 244 vum Här Charles Margue un den Här Minister fir sozial Sécherheet iwwert de Remboursement vu verschiddene Behandlungskäschte fir Transgenderpersounen. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 244 du 7 juillet 2021 de M. Charles Margue relative au remboursement de certains traitements pour les personnes transgenres, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Mënschen, déi an engem falsche Kierper gebuer goufen, hunn ee laange Wee viru sech, wa si decidéieren, hiert Geschlecht ze änneren. Ofgesi vum Coming-out vis-à-vis vu Famill a Frënn an den administrativen Hürden, fir den Numm an d'Geschlecht ze änneren - wat awer glécklecherweis elo scho méi einfach ginn ass -, kënnt dann och nach de medezinnesche Volet. Net all Transpersoune wëllen hire Kierper duerch e chirurgeschen Agréff vu Grond op veränneren. All Mënsch ass do anescht. An all Transpersoun ka just selwer wëssen, wat dat Richtegt fir si ass.

Déi gréisser Agréffer wéi Ovarektomie oder Mastektomie ginn zum gréissten Deel vun der Krankekeess iwwerholl. Fir déi mental Gesondheet ass et villen Transmënsche wichteg, vun de Matmënschen als déi Persoun wouergeholl ze ginn, als déi si sech fillen. Eng Transfra wëllt net „Monsieur" genannt ginn. Dofir sinn Agréffer fir d'Ofschläife vum Adamsapel oder d'Entfernung vun de Baarthoer dacks gradesou wichteg wéi aner Traitementer am Kader vun der Transitioun. Dës ginn awer bis ewell net vun der Krankekeess remboursséiert.

D'Ausgesinn ass dëse Mënschen net aus Eitelkeet wichteg an dës Traitementer mécht keen aus Spaass. Et si schmäerzhaft Prozeduren, mee si kënnen immens vill zu der mentaler Gesondheet vun dëse Leit bäidroen.

Dofir froen ech den Här Minister, ob en der Meenung ass, dass och dës Traitementer, Agréffer am Kader vun enger Transitioun an Zukunft solle rembourséiert ginn, a wa jo, ob schonn iwwert d'Ëmsetzung nogeduecht ginn ass, respektiv wou ee kéint déi Diskussioun, dat Gespréich ufänken.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Margue. Den Här Minister fir sozial Sécherheet, den Här Minister Romain Schneider, huet d'Wuert.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President. Merci och, Dir Dammen an Dir Hären. A merci och dem Här Margue fir d'Uschneide vun dësem Sujet. E Sujet, en Dossier, dee mer scho méi dacks an dëser Chamber an an der Plenière diskutéiert hunn, dat virun allem an deene leschte Jore ganz dacks op Interventioun vum Marc Angel hin, deen dësen Theema ëmmer erëm ugeschwat huet. An derniewent hunn ech mech selwer och ganz dacks mat Organisatioune getraff, fir effektiv en Echange ze hunn iwwert de Punkt, wou mer de Moment eeben dru sinn. A mir hunn och eng Entwécklung doranner gemaach. Mir hunn dann och gemeinsam dee sougenannte Plan LGBTI an deem Beräich ausgeschafft, deen och amgaang ass ëmgesat ze ginn a wou eng ganz Rei vu Saachen, déi Dir hei uschwätzt, de Moment och analyséiert ginn.

Eenzel Saache si scho geschitt. Eng vun deenen, déi mer direkt ëmgesat hunn, war deen Optrag, deen ech der CNS ginn hu fir ze kucken, zesumme mam Contrôle médical Prozeduren ze analyséieren, fir effektiv och direkt, ouni iwwer onnéideg Ëmweeër ze goen, deene betraffene Persoune kënnen ze hëllefen an effektiv och déi richteg Berodung ze maachen an eeben och ganz einfach e Wee opzezeechnen. Dat ass geschitt. Et goufen an deene ganze Prozeduren a bei de Leit, déi behandelt goufen, och wierklech hei Fortschrëtter gemaach.

Derniewent ass et och kloer - wéi Dir gesot hutt -, datt d'Statute vun der CNS eng Rei Remboursementer definéieren. An der Annex C vun de Statute vun der CNS ass virun allem d'Dysphorie de genre virgesinn - mat deem, wat genau iwwerholl gëtt. Ech mengen, Dir kënnt do genau noliesen, wat fir eng Akten, wat fir eng Remboursementer hei gemaach ginn. Dëst sinn engersäits den Accompagnement psychiatrique, et sinn awer och d'Medikamenter, déi am Kader vun der Hormonsubstitutioun verschriwwen an delivréiert ginn - e wichtege Volet, deen och e wichtege Käschtepunkt ass -, awer virun allem och d'Chirurgie de réassignation sexuelle, hei awer exclusivement d'Chirurgie pelvienne a mammaire. Do gëtt et sécher och nach aner Voleten, déi ee ka mat undenken. A grad dat sinn och Voleten, déi mer an eisem Plan LGBTI ausgeschafft hunn a wou ee muss dru schaffen, wéi een dat an Zukunft och nach kann ausweiten, fir hei effektiv och nei Remboursementer virzegesinn.

Net iwwerholl ginn - an ech mengen, dat war och net Äert Uleies hei - estheetesch Mesurë wéi Epilatioun, Chirurgie de féminisation oder virun allem och Saachen am Gesiicht respektiv am Hals. Dat si Saachen, déi de Moment ausgeschloss sinn. Wat virun allem awer och wichteg ass: Well ganz dacks ass eng Operatioun, esou eng Interventioun net hei am Land gemaach gëtt, ass et esou, datt natierlech och hei déi selwecht Reegele spille wéi och bei allen aneren Interventiounen a Prise-en-chargen am Ausland. Déi ginn natierlech iwwerholl. Et ass eigentlech egal, wou et gemaach gëtt, ob et zu Lëtzebuerg ass oder am Ausland. Dee Moment, wou eng Iwwerweisung vun engem Dokter un en auslänescht Spidol gemaach gëtt, gëtt dat natierlech och iwwert d'CNS rembourséiert.

Wéi gesot, mir sinn amgaang, Fortschrëtter ze maachen, mir sinn amgaang, dee Plang do ëmzesetzen. An et bleiwen nach eenzel Punkten dovun ofzehaken.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Romain Schneider.

5. Question élargie n° 107 de Mme Josée Lorsché au sujet du centre de prise en charge postaiguë de l'accident cérébral vasculaire (Nachsorgezentrum) et de la prise en charge du Long Covid

Deen zweete Punkt vum Ordre du jour vun de Mëtten ass d'erweidert Fro Nummer 107 vun der Madamm Josée Lorsché iwwert den Nachsorgezentrum an d'Prise en charge vu Long-Covid-Kranken. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro ze stellen. An der Madamm Ministesch stinn zéng Minutten zou. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Madamm Minister, fir d'éischt emol villmools merci fir Är Geduld an Är Bereetschaft, och haut nees op vill Froen ze äntweren. Et ass jo net, wéi wann Der soss keng Aarbecht hätt. Ech appreciéieren dat wierklech ganz staark!

Meng Question élargie betrëfft am Fong an éischter Linn d'Prise en charge vum Hiereschlag, dem sougenannten AVC - wat ech och esou a menger Ufro geschriwwen hunn -, deen all Mënsch vun haut op muer kann erwëschen. Weltwäit si 17 Millioune Mënschen am Joer vun engem Schlagufall betraff. Zu Lëtzebuerg sinn et ongeféier 1.400 Mënschen am Joer. Dat sinn der ganzer véier an engem Dag.

Weltwäit ass den Hiereschlag als déi heefegst Ursaach vu Lämungen ugesinn, vun Aphasie a Verloscht vun de kognitive Kompetenzen, vu Warneemungsstéierungen, Séibehënnerungen, psychesche Problemer bis hin zu Depressiounen an zum komplette Verloscht vun der Autonomie. Bei zwee Drëttel vun den Iwwerliewende bleiwen dës Problemer jorelaang bestoen, oft souguer e Liewe laang, wa se net intensiv behandelt ginn.

Zu de Betraffene gehéieren och Kanner a Jonker. A grad wéi déi Erwuessen an déi eeler Mënsche mussen och déi Jonk nom Prinzip „time is brain" ouni Zäitverloscht an enger héich spezialiséierter Spidolsunitéit - enger Stroke Unit - behandelt ginn. Zu Lëtzebuerg hu mer där véier.

Uschléissend gi se an de Rehazenter um Kierchbierg iwwerwisen, respektiv op Stengefort, Diddeleng oder Wolz an d'Spideeler, déi dozou ëmfonctionéiert gi sinn a wou se wärend sechs Méint oder maximal engem Joer vun enger Reeducatioun profitéiere kënnen. Allerdéngs net iwwerall am selwechte Mooss, wuel wëssend, datt d'Infrastrukture ganz ënnerschiddlech ausgestatt an och zum Deel vereelzt sinn. Uschléissend ginn d'Leit heemgeschéckt a kënnen eemol an der Woch eng Kinésoder Orthophonieseance vun 30 Minutten an Usproch huelen.

Dir Dammen an Dir Hären, laut internationale Spezialisten, mee och laut dem Lëtzebuerger Conseil scientifique, dee sech mat där Matière beschäftegt, geet et mat dëser dach limitéierter Prise en charge bei Wäitem net duer. Fir datt déi betraffe Mënschen am Alldag awer nees zu hirer voller Autonomie an zu hirer psychescher Gesondheet zréckfanne kënnen, ass eng intensiv a ganzheetlech Nosuerg iwwer Joren onëmgänglech, wann déi éischt akut Phas vun der Reeducatioun bis ofgeschloss ass.

Et ass ganz genee dee Modell, Madamm Minister, dee schonn an auslänneschen Nosuergezentre fonctionéiert. Laut de Standarde vun der europäescher SAFE-Organisatioun - der Stroke Alliance for Europe, an där ganzer 37 Länner inklusiv Lëtzebuerg vertruede sinn - geet et an deenen Zentre geziilt drëms, datt déi Betraffen hir Fäegkeeten alldagsno erprouwe kënnen, datt se hir Autonomie, hir Ausdauer an hir Belaaschtbarkeet stäerke kënnen, datt se léieren, hir eegen Defiziter ze akzeptéieren a se och emol ze kompenséieren. Natierlech alles mam Zil, datt se nees um soziale Liewen deelhuelen an hire Beruff nees ausübe kënnen.

D'Viraussetzung ass, datt dës stationär oder deelstationär Strukture mat engem multidisziplinären Team vu Spezialistinnen a Spezialisten ausgestatt sinn, déi intensiv mat deene Betraffene schaffen, an zwar an engem Rhythmus vun e puer Deeg an der Woch - dat heescht net 30 Minutten an der Woch - an och vill méi multidisziplinär. Fir déi erreechte Fortschrëtter da laangfristeg ofzesécheren, ass et natierlech och wichteg, se ze stabiliséieren. Dat setzt viraus, datt d'Prise en charge an engem Nosuergezentrum net schonn no engem, zwee oder dräi Joer ofgebrach gëtt, mee jee no Gravitéit iwwer vill Jore bäibehale muss ginn.

Eng wichteg Missioun vum Nosuergezentrum - an déi läit de Leit staark um Häerz - ass och d'Ënnerstëtzung vun de Familljememberen an dem sozialen Ëmfeld. Et ass jo gewosst, datt Dag fir Dag Problemer entsti bei der Versuergung vu Leit, déi net autonom sinn. Dat familiäert Ëmfeld ass net nëmme gefuerdert, et ass och meeschtens iwwerfuerdert.

Madamm Minister, well d'Regierung sech der Problematik vum AVC wëll unhuelen, gesäit de Koalitiounsaccord d'Mise en place vun Nosuergeservicer fir Schlagpatiente vir, wat jo eng gutt Saach ass. An Ärer Äntwert op meng entspriechend Question parlementaire hutt Der mer erkläert, datt dann och e Réseau de compétence fir AVC-Patiente geschafe soll ginn. Dëst op Basis vum Spidolsgesetz a vun enger verstäerkter Zesummenaarbecht tëscht de Servicer vum Rehazenter, dem CHL a verschiddenen externe Servicer, déi ënner anerem derfir suerge sollen, datt Komplikatioune fréizäiteg verhënnert ginn.

Wat awer gefeelt huet an der Äntwert, ass déi ganzheetlech Approche, déi engersäits d'Famill matabezitt an anerersäits geduecht ass, fir eebe grad déi mental Gesondheet vun de Betraffenen ze stäerken, Alldagssituatiounen ze erprouwen an all déi Krittären ze erfëllen, déi ech virdru genannt hunn. Vläicht huet sech jo an der Tëschenzäit eppes gedoen?

Dofir wéilt ech Iech och froen, Madamm Minister, ob geplangt ass, e reegelrechten Nosuergezentrum op d'Been ze stellen, deen déi international Krittären erfëllt, a wou dësen Zentrum - de Fall gesat -

implantéiert géif ginn. Laut den internationalen Norme soll de Site jo esou gewielt ginn, datt d'Patiente vun adequaten Iwwernuechtungsoffere kënne profitéieren, mee och vu Beweegungs- a Fräizäit- oder Fitnessméiglechkeeten, flaache Spadséierweeër - wuel wëssend, datt se nach net ganz mobill sinn -, an datt och sozial Kontakter am Bausseberäich solle méiglech ginn.

Ech géif mer virstellen, datt esou ee Projet sech gutt am Domaine Thermal zu Mondorf géif ënnerbrénge loossen.

Meng zweet Fro bezitt d'Long-Covid-Patiente mat an - woubäi ech dann erëm zu Mondorf sinn -, déi zum Deel mat änleche Sequellë konfrontéiert si wéi d'Schlagpatienten, mat liichte Variatiounen a verschiddenen anere Krankheetsbiller, mee et gëtt och vill Gemeinsamkeeten. Wier et an deem Sënn net sënnvoll, Madamm Minister, Synergien ze schafen tëscht der Prise en charge vu schwéier betraffene Covidpatienten a Schlagpatienten, dëst am Kader vum neie Pilotprojet, dee jo elo presentéiert ginn ass - de Pilotprojet fir Long-Covid-Patienten -, dee jo zum Deel am CHL an zum Deel am Domaine Thermal vu Mondorf geplangt ass?

Sollt effektiv e stationären oder semistationären Nosuergezentrum fir Schlagpatienten entstoen, kéint dësen also och de staark betraffene Long-Covid-Patienten zeguttkommen an ëmgedréit, wuel wëssend, datt d'WHO vu jorelaange Reeducatiounszäite fir Long-Covid-Patienten ausgeet. E puer Méint si laut der WHO net genuch.

Domat géif dat zesummegeluecht ginn, wat zesummepasst - am Sënn vu enger méi intensiver a ganzheetlecher Prise en charge vu béide Patientegruppen, mee och am Sënn vum effikassen Asaz vun den ëffentleche Gelder.

Madamm Minister, ech soen Iech Merci fir Är Äntwerten.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass ee vun de ville Plan-nationallen, déi mer effektiv bei eis um Ordre du jour hunn: de Plan national des maladies cardio-neuro-vasculaires. Virop géif ech gären ënnersträichen, dass mer no mëttlerweil 15 Méint Pandemie amgaange sinn, och intern natierlech eisen Aarbechtsprogramm, deen duerch dës Pandemie fundamental perturbéiert ginn ass an eis Leit mobiliséiert, nei ze prioriséieren, ze kucken ... Mir hu lafend Aarbechten, déi mer net konnten aussetzen an déi mer selbstverständlech niewelaanscht gestemmt hunn, mee eisen Aarbechtsprogramm, sou wéi en ugeduecht war, ass natierlech hei perturbéiert.

Dat bréngt mat sech, dass mer am Moment amgaange sinn ze evaluéieren, wéi mer eis Prioritéiten nei setzen. Mir sinn op deem dote Projet net esou virukomm wéi geduecht. Déi Problemer, déi ugeschwat gi sinn, si Kärproblemer, déi och am Plang viséiert sinn.

Ugeduecht ass eng Optimisatioun justement vun de Stroke Units, och d'Mise en place vu Soins de rééducation, de réhabilitation no der Hospitalisatioun, déi méi ausgedeent sinn, déi e bessere Suivi hunn, dass no der Phase post-aiguë eeben och an der Dauer eppes soll nokommen. Alles dat sinn déi Iddien, déi do sinn. An och d'Opportunitéit vun engem Regruppement, mee ech muss Iech leider zu dësem Zäitpunkt soen, dass mer do nach net groussaarteg weiderkomm sinn.

Mir maachen dat, wéi gesot, fir d'éischt elo eng Kéier global. Mir hunn net just ee Plang, mir hu vill Pläng, wou mer gefuerdert sinn. An et ass elo un eis ze kucken, wéi mer déi eenzel Aarbechten zum Deel eeben nach parallell zu der Gestioun vun der Kris - wéi Der wësst hu mer och e Gesondheetsdësch, dee säit Méint leeft an eis extreem vill fuerdert - beschtméiglech kënne weiderdreiwen.

Et ass och richteg, dass d'Symptomer oft änlech gelagert sinn. Dir hutt et ugeschwat. Mir hu gëschter eisen neie Projet fir d'Prise en charge vum Long-Covid virgestallt, dee justement op enger enker Zesummenaarbecht vun allen Acteure fousst, bei deem mer déi eenzel Etablissementer zesummebruecht hunn a bei deem mer eis och zentral opstellen, fir wierklech gutt Erkenntnisser ze kréien. Dat ass menges Wëssens relativ eemoleg, dass dat op nationalem Plang esou wäert gesteiert ginn. Dat heescht, mir kréien au fur et à mesure all Informatioune vu Pathologien eran, déi sech hei presentéieren. Mir kënnen de wëssenschaftlechen Aspekt afale loossen an dann esou erëm zréck un den Terrain injectéieren, wéi d'Prise en charge kann optimiséiert ginn.

Ganz wichteg an dëser Prise en charge ass de Gatekeeper. Dat ass eise Service national des maladies infectieuses, dee en Droit de regard heirobber huet, dat scho bei der Entrée. Dat heescht, d'Leit ginn iwwer hiren Hausdokter, dee gëtt an enger éischter Phas sensibiliséiert fir eng Grille, déi mer elo hunn, fir de Long-Covid ze erkennen. Och déi huet jo emol fir d'éischt missen erstallt ginn. Mat all Mount kommen nei Erkenntnisser, wéi sech de Long-Covid äussert. Mir hunn elo genuch, mir si genuch alimentéiert, fir elo wierklech eng Grille ze hunn, déi hëlleft, d'Dokteren um Terrain ze guidéieren.

Wa si der Meenung sinn, dass et e Fall vu Long-Covid ass, da geet et bei de Gatekeeper - wat d'Experte sinn, wou d'Kompetenz gebündelt ass - an den CHL. Vun do aus gëtt dann eebe justement gepréift, ob et net eng aner Pathologie ass. Dat ass jo ganz wichteg. Et soll net einfach queesch duerch de Gaart ugefaange ginn ze behandelen. Dofir déi zentral Approche, fir wierklech sécherzestellen, um Niveau vun der Diagnos, dass mer et hei wierklech mat engem Long-Covid ze dinn hunn an net mat eppes anerem, wat sech vläicht verstoppt an net entdeckt géif ginn. Dat ass e grousse Risiko, soudass Der gesitt, dass do déi Zesummenaarbecht scho leeft.

Aus dësem Projet wäerte mer sécherlech och Enseignementer kréien. Fir mech ass et e wichtege Pilotprojet. Ech si ganz frou doriwwer. Et ass deen éischten an där Form, wou mer wierklech e Parcours patient deployéiere mat enger ganzer Bandbreet un Acteuren. Et geet iwwert den Domaine Thermal vu Mondorf, deen hei eng nei Offer ubidde wäert, iwwert de Rehazenter, iwwert d'Praxissen, d'Médecin-généralisten an och aner Acteuren um Terrain, déi hei au fur et à mesure wäerte matagebonne ginn. Dat alles fir ze soen: Voilà, hei ass u sech e Pilotprojet, deen eis schonn eng Richtung ugëtt, wéi dat dote ka goen.

Am Plang selwer - do musst Der eis entschëllegen - si mer am Moment net wierklech meilewäit weiderkomm. Dat ass eis awer bewosst a mir kucken eis Aarbechten, déi opstinn, global, fir dann eeben eng Kéier nei ze prioriséieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Gesondheetsministesch.

6. Question élargie n° 108 de M. Marc Hansen au sujet de la sécurité informatique des hôpitaux luxembourgeois

Mir kommen dann zur erweiderter Fro Nummer 108 vum Här Marc Hansen iwwert d'informatesch Sécherheet an de Lëtzebuerger Spideeler. Här Marc Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Hansen *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Hären, Cyberattacken op Betriber ginn ëmmer méi heefeg an d'Pandemie huet d'Situatioun nach verschlëmmert, well d'Betriber am Homeoffice nach méi vulnerabel ginn. Nach leschte Freideg ass eng Attack op eng Software vun enger amerikanescher IT-Firma lancéiert ginn. Dëst hat als Konsequenz, datt weltwäit méi wéi dausend Betriber hir Donnéeë verschlësselt kruten a si keen Accès méi drop haten oder hunn.

De Spidolssecteur ass och vun änlechen Attacke betraff. 2020 gouf et offiziell 27 gréisser Cyberattacken op Spidolsinfrastrukturen a Frankräich a 40 an Däitschland.

Firwat gi grad Spideeler attackéiert? Et sinn haaptsächlech Ransomware-Attacken, wou et ëm Léisegeldfuerderunge geet. D'Erpresser maachen dat do, wou et ongestrooft dee gréisste Return-on-Investment gëtt. Mëttel- a Klengbetriber sinn oft manner gutt geschützt wéi grouss Betriber, wat et dem Hacker natierlech méi einfach mécht.

Genau dëst ass de Pharma- a Gesondheetssecteur, deen zum Beispill a Frankräich zousätzlech eng Rei vu Schwächten opweist: vereelzt Informatiounssystemer, fragill IT-Infrastrukturen, ze niddreg Investitiounen a Cybersécherheet, Schwieregkeeten, fir Spezialiste fir Cybersécherheet ze rekrutéieren an esou weider. Eng nach méi wichteg Schwächt ass, datt de Spidolssecteur net kann ophale mat schaffen. D'Spideeler si systeemrelevant Strukturen, déi sensibel Donnéeën traitéieren a wou d'Zäit iwwerliewenswichteg ka sinn.

Ech wéilt op dëser Plaz d'Madamm Ministesch froen, ob et zu Lëtzebuerg och schonn esou Ransomware-Attacken op Spideeler gouf an ob de Phenomeen sech och wärend der Pandemie verstäerkt huet. Gëtt et eng kloer Strategie, wéi mat esou Attacken ëmzegoen ass? A Frankräich ass et zum Beispill esou, datt Léisegeldbezuelunge verbuede si fir ze evitéieren, dass d'Hacker weider encourageiert ginn.

Wärend der Pandemie huet d'Digitaliséierung vum Gesondheetssystem sech acceleréiert. Och den Teletravail am Beräich ass méi grouss ginn. Allgemeng muss ee sech bewosst sinn, datt all Apparat, deen Donnéeë kann iwwermëttelen, ka gehackt ginn. Och medezinnesch Apparater si mëttlerweil interconnectéiert: IRM, Mammografiesapparater an och Pacemaker oder Insulinpompelen. Dobäi muss een awer am A behalen, datt all Kommunikatioun no baussen eng potenziell Méiglechkeet ass, fir an den Apparat oder e ganze System eranzekommen.

Ëmmer méi digital Interkonnexiounen am Gesondheetswiese vergréisseren de Risiko, eng Schwaachstell am System ze fannen. Mech géif duerfir interesséieren, ob et Miessinstrumenter gëtt fir ze kucken, op wéi engem IT-Sécherheetsniveau e Spidol sech befënnt, an ob et eventuell scho Strategië gëtt, fir mëttel- a laangfristeg d'Spideeler op en héije Sécherheetsstandard ze setzen.

Fir d'Sécherheet vun den IT-Systemer am Gesondheetsberäich ze garantéieren, brauch et och Preventioun op verschiddenen Niveauen. D'Hardware an d'Software musse permanent à jour gehale ginn. Dëst ass net ëmmer einfach, well et zum Beispill Röntgenapparater gëtt, déi nach gutt fonctionéieren, awer mat IT-Systemer, déi vereelzt sinn an net méi kënne geupdate ginn. Et ginn awer och Spezialisten an de Spideeler gebraucht, déi sech ëm IT-Installatioune këmmeren a reegelméisseg Backuppe maachen.

Wéi ass dat zu Lëtzebuerg organiséiert? Huet all Spidol säin IT-System a seng IT-Spezialisten oder gëtt et eng Kooperatioun tëschent de Spideeler, fir méi gemeinsam Léisungen ze fanne respektiv IT-Spezialisten anzestellen? Besteet eventuell eng Kooperatioun tëschent de Spideeler an der Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information?

Wichteg ass awer och, datt d'Utilisateure sech hirer Responsabilitéit am Kader vun der Cybersecurity bewosst sinn. All Acteur - vun der Sekretärin bis zum Dokter - muss op de Problem opmierksam gemaach a forméiert ginn. Duerfir d'Fro: Gëtt et zu Lëtzebuerg geziilte Formatiounen am Beräich IT-Sécherheet fir d'Utilisateure aus de Spideeler?

An Däitschland definéieren d'IT-Sicherheitsgesetz an d'Patientendaten-Schutz-Gesetz de legale Kader an d'Normen, un déi d'Spideeler sech hale mussen. Wat ass de legale Kader zu Lëtzebuerg? Gëtt et spidolsspezifesch IT-Sécherheetsnormen? A wien ass zoustänneg fir d'Kontroll vum Anhale vun dësen Normen?

Ofschléissend wéilt ech dann awer nach op d'Finanzéierung vun der Cybersecurity am Spidolssecteur agoen.

An Däitschland ass an deene leschte Jore méi streng reguléiert ginn, wat mécht, datt d'Spideeler ëmmer méi mussen an IT-Sécherheet investéieren. Laut enger Studie vun 2019 aus Däitschland kéinte pro gréisser Klinik bis zu 3 Milliounen Euro eleng am éischte Joer gebraucht ginn, fir déi nei Sécherheetsstandarden ze respektéieren. Souguer a klengen Haiser wieren nach bis zu enger Millioun Euro ageplangt. An da kommen a béide Fäll natierlech och nach d'Follgekäschte fir dee lafende Fonctionnement derbäi. Dofir kënnen, ënner gewëssene Konditiounen, vill Spideeler an Däitschland Subside kréien.

Wéi ass de Finanzement vun der IT-Sécherheet an de Lëtzebuerger Spideeler organiséiert? Gëtt et zousätzlech Subsiden, fir sech u gewëssen Normen ze adaptéieren?

Ech soe Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hansen. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. IT-Sécherheet ass e wichtegt Theema grad am Gesondheetswiesen, an deem mer extreem sensibel Donnéeën hunn. Dat ass eng Erausfuerderung an dat hu mer och grad an der Pandemie gemierkt, wou mer Systemer hu musse vun null aus en place kréien.

Mir hunn eng Strategie fir déi sougenannt Cyberresilience hei am Land, déi op fënnef Piliere fousst. Éischtens muss een eng gutt Connaissance hu vun de Risiken, déi een huet. Wann een d'Risiken net kennt, kann ee se net bekämpfen. Dat erlaabt engem och, d'Ressourcen ze determinéieren, déi ee brauch, fir dat seriö ze maachen. An engem zweete Pilier ass et eng Surveillance active vun de Systemer. Ganz wichteg - dat an der Dauer -, fir Intrusioune festzestellen an esou weider. Drëtte Pilier: d'Sensibilisatioun vum Personal op der ganzer Breet. D'Attacke ginn ëmmer méi sophistiquéiert. An do ass een effektiv gefuerdert, fir permanent weiderzesensibiliséieren an d'Leit op déi nei Gefore opmierksam ze maachen, déi kommen. Dann de véierte Pilier - och ganz wichteg -: d'Vulnerabilitéiten am System selwer ze detektéieren duerch Tester, déi gemaach ginn, wéi simuléiert Attacken an esou weider. An de fënnefte Pilier, dat ass éischter um Niveau vum Management: Wann een dat dote gär seriö mécht, brauch een eng Culture de gestion, eng Prise de conscience um Niveau vun den Direktiounen, fir d'Wichtegkeet vun der Cybersecuritéit richteg anzeschätzen.

D'Établissements hospitaliers hei zu Lëtzebuerg hunn eng Approche developpéiert, e sougenannten „SMSI", dat ass e Système de management de la sécurité de l'information. Dee fousst eebe justement op Risikoanalysen, op Audits de sécurité, déi reegelméisseg - och extern - mat deenen eenzelen Etablissementer gemaach ginn. Dorauser entspranngen da Recommandatiounen, fir d'Securitéit au fur et à mesure signifikativ eropzesetzen. Dat ass dat lafend Geschäft an de Spideeler.

All Mount kommen och ënnert der Koordinatioun vu LUXITH déi eenzel Servicer vun de Spideeler zesummen - dat ass op enger reegelméisseger Basis -, fir sech dann iwwert d'Risikoen oder aktuell Menacen, déi kommen, auszetauschen.

Ech hunn, Stand haut, elo keng Kenntnis doriwwer - ech hat awer och elo keng Geleeënheet, dat nozefroen an deene puer Minutten hei -, dass mer eng gréisser Attack gehat hätten. Ech ginn dovun aus, dass wann dat de Fall gewiescht wier, ech et wësse géif.

Mir sinn och eent vun deene rare Länner an Europa, déi e CERT (ndlr: Computer Emergency Response Team) national hunn, dee spezifesch fir de Beräich vun der Santé responsabel ass. Dëse regruppéiert sämtlech Spideeler an ass och iwwert déi Netzwierker mat anere CERT-nationallen a Kontakt, fir den Austausch permanent um Lafen ze halen.

Wat elo Urgencezenarien ugeet, wa mer eng Attack hätten: Där hu mer der selbstverständlech. Dir musst verstoen, dass ech déi hei net op der oppener Tribün ka präisginn. Et wär net ganz clever, dat ze maachen. Mee vu datt mer reegelméisseg Auditten hunn an och Leçonen dorauser zéien, kann ech Iech versécheren, dass mer selbstverständlech preparéiert sinn an och Zenarien hunn, déi dann deployéiert ginn. Mee sou eppes fält ënner héich Sécherheet, dat ass eigentlech näischt, wat een hei esou soll oppeleeën. Ech mengen, mir wäre gutt beroden, dat net ze maachen.

Fir de Rescht hutt Der mer Froe gestallt iwwert de Finanzement, ob et Formatioune gëtt ..., ech hunn eng hallef Dose Froen opgeschriwwen, déi Der elo gestallt hutt. Ech muss Iech éierlech soen: Dat hunn ech alles elo net bei mir op der Festplack am Detail op Abruf disponibel, fir Iech et als Äntwert ze ginn. Dat deet mer ganz leed, mee mech depasséiert dat, fir dat hei séance tenante esou kënnen ze beäntweren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Gesondheetsministesch.

7. Question élargie n° 109 de Mme Françoise Hetto-Gaasch au sujet de la situation des personnes souffrant de troubles psychiques

Dee leschte Punkt vum Ordre du jour - nee, do si mer nach net ...

(Hilarité et brouhaha)

Den nächste Punkt vum Ordre du jour vun de Mëtten ass d'erweidert Fro Nummer 109 vun der Madamm Françoise Hetto-Gaasch iwwert d'Situatioun vun de Leit, déi u psychesche Stéierunge leiden. An och hei sinn d'Spillreegelen déi selwecht: fënnef Minutte fir den Auteur vun der Fro an zéng Minutte fir d'Regierung. Madamm Hetto-Gaasch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Merci, Här President. Also, mir hunn op dëser Plaz jo scho méi wéi eemol iwwert d'Leit mat psychesche Problemer geschwat. An d'Pandemie huet jo sécher och hiren Deel dozou bäigedroen, dass ëmmer méi jonk Leit psychiatresch Hëllef sichen.

Mir wëssen all, dass mer eng Penurie vu Psychiateren hunn, ganz besonnesch an der Jugendpsychiatrie. A mir hunn an enger Motioun, déi heibannen, ech mengen, wann ech mech richteg erënneren, quasi vu jiddwerengem gedroe ginn ass, en Appell lancéiert, fir dëser Problematik entgéintzewierken an dee Beruff och méi attraktiv ze maachen.

Wouriwwer mer awer bis dato nach net geschwat hunn, ass de Fait, dass mer eigentlech kee richtege Suivi fir Leit organiséieren, déi aus der stationärer Hospitalisatioun erauskommen. Jo, si hu wuel eng Panoplie vu Medikamenter, déi se missten huelen, fir hiren Zoustand ze stabiliséieren, mee net jiddwereen ass kapabel, dat och selwer richteg ze geréieren. An eigentlech ass och ganz heefeg keen do, dee si begleet an ënnerstëtzt.

Dass dëst zum Deel ka ganz grav Konsequenzen hunn, souwuel fir déi Leit selwer wéi och fir hiren Entourage an aner Mënschen, ass eppes, wat mer net sollten ënnerschätzen a wat mer sollte ganz eescht huelen.

Laut mengen Informatioune sinn des Ëfteren op verschiddene Plazen, besonnesch awer vläicht ronderëm Spideeler Persounen ënnerwee, déi psychesch Problemer hunn, psychotesch sinn a sech och opfälleg behuelen. D'Leit ronderëm fille sech onwuel, jo, zum Deel souguer onsécher, an hunn och alt emol carrement Angscht.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Dobäi hu mir d'Gesetz vum 10. Dezember 2009, d'Loi relative à l'hospitalisation sans leur consente-

ment de personnes atteintes de troubles mentaux, e Gesetz, woumat een iwwert den Artikel 27, also de Psychiater sengem Patient, ganz kloer kann eng Oplag ginn, dass e sech muss dräi Méint laang strikt drun halen, fir seng Medikamenter anzehuelen, an dass e sech och muss eemol d'Woch bei him weisen, dat nodeems hien d'Klinick verlooss huet. Wann de Patient dat net mécht, da kann e laut Gesetz nees an d'Klinick agewise ginn.

Leider ass et awer esou, dass d'Police dëst Gesetz net appliziéiert, well fir si en Trouble à l'ordre public muss virleien, éier se agräife däerf. Dat heescht, si loossen déi concernéiert Persoun erëm lafen.

An der Belsch dogéint gëtt de Patient, nieft engem ganze Joer laang der Obligatioun vun der Medikatioun an der Visitt beim Psychiater, och nach vun enger ganzer Ekipp encadréiert. Do geet et drëms, dass de Patient iwwer ee Joer mol Vertrauen opbaut zu sengem Psychiater an dann och beschtefalls iergendwann erkennt, dass en de Problem nëmme ka geléist kréie mat enger reegelméisseger Medikatioun.

Et stelle sech duerfir eng ganz Partie Froen, souwuel un d'Gesondheetsministesch wéi awer och un de Policeminister.

Éischtens: Misste mer net Persounen, déi manifestement net eleng eens ginn an eigentlech dréngend missten nieft der stationärer Behandlung och eng Ulafstell an enger oppener Struktur fanne respektiv vun engem Suivi profitéieren, richteg mat System encadréieren an och den Artikel 27 systematesch applizéieren?

Zweetens: Wéisou orientéiere mer eis net um Beispill vu Montreal, wou sougenannten „thérapies brèves systémiques" ugewannt gi bei Urgences psychiatriques? Hei bei eis gëtt dat just gemaach bei chronesch Kranken. Da kéinten déi Leit nämlech doheem an hirem Alldag, an hirer Liewenssituatioun gecoacht an och begleet ginn.

Drëttens: Wien hëlt d'Initiativ, dës psychesch krank Leit, déi duerch hiert problematescht Verhale sech a virun allem och anerer eventuell a Gefor bréngen, ze berouegen?

A véiert a lescht Fro: Wéi eng Moyene hunn eis Forces de l'ordre a Fleegeservicer, fir mat dëse Mënschen ëmzegoen, a wéisou geet d'Inobservatioun vum Artikel 27 net duer, fir als Force de l'ordre anzegräifen?

Ech soen Iech Merci.

■ **M. Mars Di Bartolomeo,** *Président de séance.*- Merci och der Madamm Hetto. An d'Wuert huet elo am Dauerasaz d'Madamm Gesondheetsminister.

■ **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé.*- Jo, merci, Här President. Generell ass ze soen: Mir hunn dat nogekuckt, dass d'Strukture vun der Psychiatrie extrahospitalière conventionnée, also eise konventionéierten Zenteren, wärend der Pandemie weider hir spezifesch Patiente konnte betreien.

Et kann een och generell net soen, dass vill méi Demandë gestallt gi sinn, a scho guer net fir decompenséiert Situatiounen. Also déi konnten alleguerte gutt en charge geholl ginn, hu mer gesot kritt. Wat elo spezifesch d'Aktivitéit vum CHNP ubelaangt an d'stationär Psychiatrie landeswäit, hu mer och elo net méi Placementer oder Observatioune constatéiert wéi déi Jore virdrun.

An dat heescht awer och net, dass all Patient, deen elo do placéiert gouf, automatesch en Danger public wär, sou wéi et hei ugedeit ginn ass. Mee ech mengen, do kann den Henri Kox méi drop agoen.

Wat elo d'Mesurë spezifesch wärend der Pandemie sinn, déi mer agesat hunn, wéilt ech dat gäre Revue passéiere loossen. Mir hu ganz villes gemaach, fir wierklech eng beschtméiglech Prise en charge hei unzebidden: Téléconsultations médicales, och pédopsychiatriques, ganz wichteg an dësen Zäiten, eng Reorganisatioun vun dem Hospitalisatiounssystem an der Psychiatrie aiguë, awer och réhabilitative, dat mat spezielle Covidunitéiten, déi en place gesat gi sinn. Mir hunn Telesoine, virun allem an der Addictologie, staark an den Asaz bruecht an och kënnen d'Prise en charge extrahospitalière nei organiséiere mat enger Prise en charge an de Centre-de-jouren an an de Centres de rencontre, dat Ganzt duerch eng verstäerkten Zesummenaarbecht.

Och Leit an der Prekaritéit konnten esou Hëllef kréien iwwert d'Consultations médicales, déi mer en place gesat hunn zesumme mat Médecins du monde, Abrigado a Jugend- an Drogenhëllef. An och am DropIn konnt psychologesch Hëllef ugebuede ginn do, wou se néideg war.

Mir haten eng Hotline psy, déi am Kader vun der Cellule de crise aktivéiert war, an och e Site online, de covid19-psy.lu, dee vum Centre d'information et de prévention vun der Ligue bedriwwe ginn ass, dee mat eis konventionéiert war dofir. De MENJE hat och fir déi jonk Leit eng spezifesch Hotline psy, déi operationell war wärend där ganzer Kris. An och de besteeënde Kanner-Jugendtelefon an SOS Détresse goufe ganz staark sollicitéiert.

Méi spezifesch an der Aarbechtswelt hate mer fir d'Soignanten och e Support psy en place, deen déi ganz Zäit iwwer funktionéiert huet, dat, fir Decompensatioune virzegräifen a fir och generell dem Burnout beim Personal, wat vill gefuerdert war, virzebeugen - also en Double virage, dee mer gesinn hunn, Virage an Ambulatoire, eng besser Zesummenaarbecht ausserhalb dem Spidol, méi Recours op dat Digitaalt.

Spezifesch Strukturen elo fir Jonker, Leit, déi Troublen hunn: Do hu mer de Centre thérapeutique zu Pëtscht fir Jugendlecher tëschent 12 an 18 Joer mat Troubles psychiatriques, dee bis zu 20 Plazen huet. Mir hunn den ÄDDI·C, dee funktionéiert als Centre d'information, de consultation et de prise en charge ambulatoire, justement am Beräich vun der Addictioun.

Dann hu mer och eng Konventioun, déi relativ zefriddestellend funktionéiert, tëscht dem Ministère an dem CHL mam Service médico-thérapeutique d'évaluation et de coordination. Dat ass eng ganz Ekipp, déi justement dono strieft, fir eng besser Koordinatioun tëscht all den Acteuren an och en Iwwergang an eng Prise en charge iwwert déi akut Phas eraus ze kréien, intra- an extrahospitalier eeben, mat den Dokteren, déi do op der Plaz sinn.

Des Weideren, wéi gesot, eis gängeg Strukturen, déi mer hunn. A méi hunn ech vu menger Säit aus net, ausser elo, op déi besteeënd Aktivitéiten ze verweisen, an ech mengen, et ass net dat, wou Dir drop eraus waart. Dofir faassen ech mech kuerz. Mir hunn eng berechent Zäit an ech géif dem Henri Kox dofir d'Wuert weiderginn.

Ech kucke just eng Kéier iwwer meng Ënnerlagen. Ech gesinn näischt, wat soss hei elo direkt hëllefräich wär, vun deem, wat ech an de Grapp krut, ier ech komm sinn.

Merci.

■ **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Bon, merci fir d'Wuert och da vu menger Säit aus als Responsabelen iwwert d'Police.

Vläicht an dësem Fall, wéi eng Moossnamen do gelaf sinn. Éischtens de Constat, dat kann ech nëmme soen, dass de Moment keng weider Hausse festzestelle war an där leschter Zäit, dass keng psychesch Problemer der Police elo bekannt wären, déi zougeholl hätten - dat ass ganz kloer dat, wat si mir och gesot hunn.

Vläicht de gesetzleche Kader vun der Police: Do muss ee schonn oppassen, dass a ville Beräicher et net d'Police ass, déi hei dëse Problem ka léisen. Mee d'Police huet Moossnamen an d'Police interveméiert och nom Artikel 15 vum Policegesetz, deen do seet, dass Leit kënnen an e psychiatresche Service ageliwwert ginn, awer just, wann den Trouble do ass, awer no enger Feststellung, déi souwuel vun der Autorité aus der jeeweileger Gemeng - dat ass de Buergermeeschter - kënnt, respektiv, wann en Dokter d'Uweisung mécht. Also dat heescht, si handele just op Uweisung, da kënne se do intervenéieren.

Zweetens ass et: E Kommissariatschef ka wuel intervenéieren, an en Officier de police administrative, awer nëmmen ënner zwou Konditiounen. Déi éischt Konditioun ass: Wann eng schrëftlech motivéiert Demande doläit, da kënne se intervenéieren. An déi zweet ass, wann et effektiv zu Gewalttätegkeete kënnt. Mee dat gëllt net nëmme fir esou Persounen, dat gëllt allgemeng fir d'Gesellschaft, wann ee sech net un d'Reegelen hält, da kënne se intervenéieren.

Also d'Police ass do ganz enk an engem Kader. An et ass och, si hunn net d'Kompetenz, fir dee psycheschen Zoustand och ze maachen (veuillez lire: och ze bewäerten). Wéi solle se dat och kënne maachen? Et ass net hire Rôle, fir dat kënnen ze maachen.

Den Artikel 14 seet awer och: eng Détention administrative, wann eng Gefor fir den Ordre public do ass. Mee do muss ech awer soen, dass awer bal keen an deem Fall ass. Et ass éischter, well randaléiert gëtt, an dat sinn dann net onbedéngt déi, déi psychesch Problemer hunn, dat sinn aner Phenomeener an der Gesellschaft. An dat sinn awer just net déi, déi dat maachen. Dann ass et méiglech, wann ee randaléiert, kann en zwielef Stonne festgehale ginn. Awer fir ze jugéieren, wat dann d'Problematik ass, dofir ass d'Police net zoustänneg. An et ass och net hire Rôle, fir dat ze maachen. An ech géif et och schlecht fannen, wann d'Police dat géif maachen.

Also, d'Police ass den Executant. Mee wat d'Police awer vill mécht, dat si Concertatioune mat all den zoustännege Gemengen. An et gëtt jo zwou Gemengen, déi vläicht éischter viséiert sinn. Dat sinn éischter d'Gemengen Ettelbréck oder Esch. An ech muss awer soen, ech war nach virun ...

(Problème de sonorisation)

... eng Kéier bei der Police selwer nach, an och mat dem Buergermeeschter war ech zesummen, an ech kann nëmme soen, et ass vun där Säit op deem Punkt jiddefalls näischt gesot ginn, dass do en Onsécherheetsgefill do wär.

An d'autant plus, an dat hunn ech nach de Moie bestätegt kritt - dat ka vläicht de Buergermeeschter dann och hei soen -: Si hu sech eng Assise psychiatrique gemaach, dat heescht, eng Assise zu Ettelbréck, op Initiativ, mengen ech, vum Buergermeeschter selwer, wou se sech mam Jacobs Thierry, dem Chef vun der Polizei Norden, zesummegesat hunn: Wat ass de spezifesche Problem? Gëtt et e spezifesche Problem?

De Fin mot vun där Reunioun ass, dass et kee spezifesche Problem an deem Moment ass. Natierlech spillt zu Ettelbréck, dass natierlech do Leit sinn, déi ënnerwee sinn, déi dat Verhalen hunn. Awer et ass menges Wëssens net esou, dat hunn ech jiddefalls net rapportéiert kritt, dass do e groussaartege Problem ass. An dofir, mengen ech, solle mer hei net ze vill eppes eropbeschwieren, wat net direkt do ass. Awer de Problem ass konzentréiert mat deene jeeweilege Leit och ugeschwat.

(Brouhaha)

■ **M. Mars Di Bartolomeo,** *Président de séance.*- Keng weider Reaktioun?

8. Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Lies

Da géife mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Dat ass dee leschte Projet vum Ordre du jour vun haut an et ass dee wichtege Projet de loi 7631 iwwert d'Pressehëllef ...

A, entschëllegt!

■ **M. Marc Lies** *(CSV).*- Jo.

■ **M. Mars Di Bartolomeo,** *Président de séance.*- Jo, ech hat Iech bal verpasst. Den Här Lies fir den Depot vun enger Proposition de loi. Ass dat esou korrekt?

■ **M. Marc Lies** *(CSV).*- Alles an der Rei, Här President.

■ **M. Mars Di Bartolomeo,** *Président de séance.*- Sorry.

Exposé

■ **M. Marc Lies** *(CSV), auteur.*- Merci fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wéilt haut de Mëtten eng Proposition de loi deposéieren. Bon, ech mengen, Dir kënnt Iech virstellen, wann ech hei uewe stinn, ëm wat et do geet: Et geet ëm de Wunnengsbau - et gouf an deene leschte Woche vill Diskussioune ronderëm de Wunnengsbau.

D'nächst Woch wäerte mer nach méi Diskussiounen hunn: iwwert de Pacte Logement, doriwwer wäert ech awer elo hei net schwätzen an och an deem Sënn keng Proposition de loi areechen, mee einfach eng Proposition de loi, wou et drëm geet, vu datt mer eng Penurie hunn, notamment bei de Locatiounswunnengen, fir do verschidden aner Acteuren och mat an d'Boot ze huelen, an dann drëm geet, de Bau vun erschwéngleche Wunnenge respektiv dann awer och d'Locatioun kënnen ze assuréieren.

Bon, ech mengen, et gouf des Ëfteren och hei an deem héijen Haus schonn driwwer diskutéiert, datt och de privaten Investisseur sollt verstäerkt mat an dat soziaalt oder erschwénglecht Mietboot geholl ginn. A mir hunn eis an deene leschte Wochen a Méint do eng Rei vu Gedanken dozou gemaach, wéi een dat kéint maachen, opgrond awer och vum Aide-au-logements-Gesetz, also dem 1979er-Gesetz, fir do verschidden Upassungen ze maachen, fir dann de privaten Acteur verstäerkt mat an d'Boot ze huelen, well mer einfach der Meenung sinn, datt den ëffentleche Promoteur an d'Gemengen där ganzer Nofro vun erschwéngleche Wunnengsbau einfach net kënnen nokommen.

Duerfir d'Propos - e puer Wuert doriwwer gesot, ech wëll mech do kuerzfaassen -, datt eeben de privaten Investisseur oder Promoteur an Zukunft och kann erschwénglech Mietwunnenge bauen, dofir dann och subsidiariséiert gëtt.

Eng aner Pist ass natierlech an deem Sënn och: An deene leschten Deeg gouf villes vun der Chambre des Métiers gesot, datt si keng Fachkräft, also keng Handwierker méi fannen, déi sech dann effektiv hei zu Lëtzebuerg kënne logéieren. Duerfir datt (veuillez lire: Duerfir ass d'Uleies, datt) an Zukunft, änlech wéi dat mol an deem viregte Joerhonnert de Fall war am industrielle Beräich, Wunnengen och vun engem Entrepreneur respektiv vun enger Societéit kënne gebaut ginn an herno ënner erschwénglече Konditiounen un hir Mataarbechter da kënne viruverlount ginn.

Dat brauch natierlech och eng ganz Gestioun hannendrun. An duerfir géife mer och dann derfir plädéieren, datt d'Offices sociaux, déi eng ganz wichteg Aarbecht maache bei dem Encadrement vu Leit, déi en besoin spécifique sinn, déi finanziell net gutt iwwert d'Ronne kommen, datt och d'Offices sociaux an Zukunft kënnen déi Fonctioun vun enger Zort vu Promoteur public kréien, fir do verstäerkt um Terrain kënnen ze agéieren.

Mir hate virun enger Zäitche schonn eng Propositioun de loi hei eragereecht ëm de Mietkauf. Och de Mietkauf, Optiounskaf, fënnt dann effektiv säin Niderschlag an dëser Proposition de loi.

An nieft deem, datt déi verschidden Acteuren an Zukunft solle verstäerkt kënne mat an dësem Domän agéieren, sollen d'Subsiden dann och an d'Luucht gesat ginn, beim Bau vu soziale Mietwunnenge vu 70 % op 75 % respektiv op 80 %, an dann awer och beim Beschafe vun Terrainen. Dat heescht, bei der Acquisitioun vun Terrainen, datt een do en Ënnerscheed mécht eeben: Terrainen, déi een als Réserve foncière keeft, déi adjacent zum Perimeter sinn, am Perimeter - Terrainen, déi nach net lotisséiert sinn, hunn eng aner Valeur wéi déi Terrainen hors périmètre, an déi Terrainen, déi lotisséiert sinn, hunn nach eng Kéier eng aner Valeur. Duerfir sollen och déi Subsiden an d'Luucht gesat ginn.

D'CSV ass der Meenung, datt et wierklech un der Zäit ass, datt de Staat aktiv an och massiv Geld an de Grapp hëlt, fir effektiv deem Problem, där Penurie entgéintzewierken. 96 Milliounen, wéi et 2020 am Fong steet, geet definitiv net duer. Mir gesinn, datt effektiv an Zukunft dat Zwee- oder Dräifacht muss do consomméiert ginn. A wéi gesot, dofir brauche mer de privaten Acteur, fir do matzehëllefen, fir do där Penurie entgéintzewierken. An deem Sënn, Här President, géif ech Iech dës Proposition de loi iwwerreechen.

Ech wéilt awer net mëssen, de Kolleegen an der CSV-Fraktioun e ganz, ganz décke Merci ze soen, besonnesch dem Marc Reiter, deen aktiv hei un dëser Propositioun matgeschafft huet, fir déi wäertvoll Mataarbecht. An deem Sënn, Här President, maachen ech den Depot vun dëser Proposition de loi.

7856 *- Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement*

Merci.

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo,** *Président de séance.*- Merci och. Merci och dem Här Lies.

9. 7631 - Projet de loi relatif à un régime d'aides en faveur du journalisme professionnel

An da wär et elo un deem neie Pressegesetz, dem Gesetz 7631 iwwert d'Pressehëllef, eng nei Formulatioun vun der Pressehëllef.

An d'Wuert huet de Rapporter, den Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications

■ **M. Guy Arendt** *(DP), rapporteur.*- Villmools merci, Här President. Erlaabt mer, op dëser Plaz eisem Premier- a Medieminister eng weider gutt Besserung ze wënschen. An ech géif och profitéieren, fir der Ministesch, der Madamm Corinne Cahen, Merci ze soen, datt si fir hien agesprongen ass an eeben och do den Ofschloss vun dësem Projet ka maachen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Press - an ech denken, mat dëser Behaaptung wier hei jiddwereee mat mir averstanen -, spillt eng enorm wichteg Roll an enger Gesellschaft. Als véierte Pouvoir huet si en An op d'Aarbecht vun de politeschen a juristeschen Autoritéiten, dreift den Discours an der Gesellschaft un a fërdert d'Meenungsbildung an de Meenungsaustausch tëschent de Bierger.

Mir hunn an deem leschten annerhallwe Joer kënne materliewen, wéi enorm wichteg et ass, eng professionell an onofhängeg Press ze hunn. Waren d'Medie fréier e Gewiicht an, wann néideg, och e Géigegewiicht zum Pouvoir, zu de wirtschaftlechen Interessen an e Garant vum Pluralismus, esou ass de Journalismus haut och e Géigegewiicht zu deem, wat sech op de soziale Reseauen deet, zu allméiglechen Zorte vu Publikatiounen, déi sech den Ustrach vun Informatioun ginn, awer dacks éischter Manipulatioun sinn.

Eng professionell Press ass kee Luxus, mee eng Noutwendegkeet fir eng ganz Gesellschaft. Duerfir ass et och richteg, wichteg an eeben noutwendeg, dass de Staat, d'ëffentlech Hand, an domadder de Bierger selwer déi Professionalitéit an Onofhängegkeet weider garantéieren.

Wéi an de Motiver zu dësem Text ze liesen ass, ass d'Pressehëllefsgesetz, wéi et den Ament zu Lëtzebuerg a Vigueur ass, al, ze al, an net méi un d'Medielandschaft, wéi mer se haut virfannen, ugepasst. Dëst soll mat dësem neien Text geännert ginn. An ech si frou, Iech deen haut, 22 Joer nom Text vun 1998, hei dierfe virzestellen.

De Projet de loi 7631 gesäit, wéi gesot, vir, d'Pressehëllef ze moderniséieren. Säit Joren ass d'Mediewelt am Wandel. Déi traditionell Printmedie ginn ëmmer méi vun den Onlinemedien iwwerholl. An am Allgemenge gesäit sech déi traditionell Press enger ganzer Rei vun Defien ausgesat, an dëst beispillsweis um techneschen, mee och um finanziellen Niveau.

Hei gëtt e Paradigmewiessel virgeholl: D'Hëllef gëtt net méi op d'Säitenzuel, déi geschriwwe gëtt, mee op d'Zuel vun de Journalisten, déi agestallt sinn, berechent. D'Zil vun dësem Projet de loi ass et, d'Onofhängegkeet vun deene verschiddene Medien oprechtzeerhalen, gradewéi d'Diversitéit an d'Qualitéit weider ze promouvéieren.

D'Mechanisme vun den Aidë gi mat dësem Projet adaptéiert. Déi journalistesch Aarbecht soll méi valoriséiert ginn. Eng pluralistesch an onofhängeg Medielandschaft soll erhalen an d'Qualitéit vun der Press, an all hire Formen, gefërdert ginn, fir och weiderhin den Discours an der Gesellschaft ze promouvéieren an d'Demokratie esou ze stäerken.

Dës wichteg Punkten hat d'Kommissioun, eis Kommissioun, och ëmmer am An. Et ass vill diskutéiert ginn an et sinn 22 Amendementer proposéiert an ugeholl ginn, dat no den Observatioune vum Staatsrot, mee och de Revendicatiounen a Remarke vun der Journalistenorganisatioun, vun der Association des éditeurs, der Almi, ass zu engem grousse Deel, wéi gesot, Rechnung gedroe ginn.

Mir hunn et eis an der Kommissioun beileiwen net ëmmer einfach gemaach a mir hate vill Reuniounen iwwert dësen Text, mee mir hu konstruktiv geschafft. Mäi Kolleeg, de Pim Knaff, wäert a senger Interventioun drop zréckkommen an zwou Motiounen deposéieren.

Plusieurs voix.- Trés bien!

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur*.- De Kolleegen aus der Kommissioun duerfir op dëser Plaz schonn ee grousse Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht an dësem Dossier.

Elo zum Text.

Am Text gëtt festgehalen, dass d'Aufgab vun der Allocatioun vun den Aiden elo der sougenannter Commission „Aide à la presse" zoukënnt. D'Editeure kënnen eng Ufro fir Aidë schrëftlech eraschécken, déi dës Kommissioun dann ënnersicht, a si mécht eng Propositioun, ob d'Demande ugeholl oder refuséiert soll ginn. Heivun ausgeholl sinn Editeuren, déi eng ëffentlech Missioun erfëllen, déi schonn Hëllef aus dem Ausland kréien, an och all d'Radioediteuren, déi net iwwert dësen Text reglementéiert ginn.

D'Kommissioun vun der Aide à la presse gëtt och spéider am Artikel 14 vum Text weider definéiert. Si besteet aus zéng effektive Memberen, déi aus verschiddenen Institutioune selektionéiert ginn, sou zum Beispill dem Service information et presse oder dem Service des médias et des communications. An dëser Kommissioun sinn awer och zéng Membres suppléants, déi vum zoustännege Minister nominéiert ginn. An d'Mandat vun de Kommissiounsmemberen ass op fënnef Joer limitéiert, kann awer och renouveléiert ginn.

Wann eng Majoritéit vun de Membere present ass, proposéiert dës Kommissioun, op Basis vu Krittären, op déi mer nach wäerten agoen, iwwert den Octroi oder eeben de Refus vun den Aiden. Si proposéiert och de Recouvrement vun Aiden, wann an engem bestëmmte Fall déi néideg Konditiounen net méi erfëllt sinn.

Wann e Medium oder en Editeur eng Demande fir Aidë gestallt huet, dann huet d'Kommissioun sechs Méint Zäit, fir iwwert dës Fro ze decidéieren. No sechs Méint ouni Äntwert kann den zoustännege Minister d'Decisioun iwwert dës Ufro treffen.

Bei dem Kapitel iwwert d'Definitiounen géif ech dräi bestëmmte Punkten ervirhiewen.

Bei der Publication de presse en ligne war ufanks ugeduecht, dass Onlinemedien op d'mannst zwou Publikatioune pro Dag, dat Ganzt iwwer sechs Deeg, publizéiere sollen. Op dësem Punkt si mer eis an der Kommissioun awer eeneg ginn, heiraus zwou Publikatioune pro Dag an der Moyenne ze maachen. Dëst soll den Editeure méi Flexibilitéit an der Publikatioun vun hirem Contenu erméiglechen.

Änlech war an de Printmedien ufanks virgesinn, den Tirage iwwer e Règlement grand-ducal festzehalen. Well dëst awer eng Decisioun war, déi der Verfassung no „réservée à la loi" ass, hat de Staatsrot hei eng Opposition formelle ausgeschwat. Fir och de Printmedien eng gréisser Flexibilitéit ze ginn an d'Aiden an Zukunft net weider ofhängeg vun hirem Tirage ze maachen, ass doropshin an der Kommissioun decidéiert ginn, dësen Artikel ganz aus dem Text vum Projet de loi erauszehuelen.

De Staatsrot huet sech och zu der Definitioun vun enger sougenannter „Publication quotidienne" geäussert. Nodeems dës ufanks sechs Publications imprimées an der Woch virgesinn hat, hat de Staatsrot dorop opmierksam gemaach, dass och elo scho Printmedien existéieren, déi nëmme fënnefmol an der Woch publizéieren. Hei huet de Staatsrot och op d'Annex I vun den „Actes" vun der Conférence générale vun der Unesco, 23. Sessioun, verwisen, déi fir eng Publication quotidienne véier Publikatiounen an der Woch virgesäit. D'Kommissioun huet den Avis vum Staatsrot hei suivéiert, deen och de Revendicatioune vun der Almi entsprach huet, an d'Zuel vun de Publikatiounen no ënne korrigéiert.

Wat si lo d'Krittären, fir en Editeur oder eng Publikatioun, fir dës Aidë kënnen an Usproch ze huelen? Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hat et scho gesot, d'Zil vun dësem Projet de loi ass et, de Mediepluralismus ze erhalen. Zu dësem Zweck gëtt et eng Rei Konditiounen, déi mussen erfëllt sinn, fir sécherzegoen, dass eebe grad dëse Pluralismus och an Zukunft geséchert ass. Sou muss en Editeur op d'manst säit engem Joer Informatiounen aus deene verschiddenen Domänen - dat si Politik, Noriichten, Finanzen, jee, wat et esou gëtt - publizéieren, an dat all Dag, wéchentlech oder eemol am Mount. En Editeur muss och eng Redaktiounsekipp mat mindestens fënnef Journalisten hunn, déi Vollzäit agestallt sinn.

Zu dësem Punkt nach eng kleng Prezisioun: Am initialen Text war an dëser Dispositioun och festgehalen, dass eng Ekipp e Rédacteur en chef misst beinhalten. D'Kommissioun huet sech awer drop gëeenegt, dass et och Ekippe ka ginn, déi sech autogeréieren, an dass esou e Posten net als Konditioun fir den Erhalt vun Aidë soll obligatoresch sinn.

Eng weider Konditioun - ech zielen lech se elo net all op - ass, dass d'Publikatioun muss an enger Sprooch verfaasst sinn, déi zu engem Minimum vu 15 % an der Populatioun vertruede ass, dëst laut den Zuele vun der rezentster Vollekszielung.

Allgemeng gëllt, dass de grousse Deel vum Contenu sech der journalistescher Aarbecht soll widmen.

Wéi sinn déi Aiden elo opgedeelt? Majo, d'Aide à la presse ass an zwee Deeler opgedeelt, an dëst an de Limitte vum Budget.

Do hu mer eemol déi sougenannte Partie fixe: Dës gesäit eng Zomm vun 200.000 Euro pro eligibelen Editeur vir. Dës Aide gëtt dann am Joer un all déi Editeuren, déi d'Konditiounen erfëllen, ausbezuelt.

Da gëtt et awer och d'Aide à l'activité rédactionnelle. Hei gesäit de Projet de loi eng Zomm vun 30.000 Euro vir, dëst pro Journalist, deen en équivalent temps plein a mat engem CDI agestallt ass. Baséiert op eng Propositioun vun der Almi, gëtt dëse Montant och automatesch un den Indice du coût de la vie ugepasst. Dës Aide gëtt, contrairement zu der Part fixe, wärend dem Joer ausbezuelt. Ufanks war geplangt, dëst pro Semester ze maachen. Mee d'Kommissioun huet sech drop gëeenegt, dës Aide trimestriell auszebezuelen, fir esou den Editeuren d'Gestioun vun de Finanzen iwwert d'Joer ze vereinfachen.

Béid Aiden, d'Part fixe an d'Aide à l'activité rédactionnelle, sinn dann exklusiv fir d'Publikatioun, d'Editioun an d'Promotioun ze notzen.

Am spéideren Artikel 13 vum Projet de loi sinn och d'Limitte vun dësen Aiden definéiert. Den Editeur muss am Joer pro Publikatioun eege Recettë generéieren, dëst mindestens an der Héicht vu 50 % vun den Aiden, déi un dësen Editeur kënnen ausbezuelt ginn. Déi maximal Beträg fir déi verschidde Publikatioune leien da bei 1.600.000 fir d'Quotidienen, 800.000 Euro fir d'wéchentlech Publikatiounen, 650.000 fir d'Mensuellen a 550.000 fir Publikatiounen, déi en ligne publizéiert ginn. E Groupe de presse kann e Maximum vun 2.500.000 un Aidë kréien.

Fir d'Éditeurs émergents an d'Éditeurs citoyens goufen nach emol jeeweils eege Krittären ausgeschafft, op déi ech hei och kuerz wëll agoen.

D'Éditeurs émergents mussen, wéi déi aner Editeuren och, eng Autorisation d'établissement hunn. Si mussen och säit mindestens sechs Méint zwee Journaliste Vollzäit beschäftegen, dierfen net zu engem Pressegrupp gehéieren a sollen zum Zäitpunkt vun hirer Ufro 200.000 Euro an hir Publikatioun investéiert hunn. Bei engem méi klenge Montant géifen d'Aiden ugepasst ginn. D'Éditeurs émergents kréien Aiden an der Héicht vun 100.000 Euro. An dës Aidë sinn dann op dräi Joer limitéiert, fir et den Editeuren ze erlaben, iwwert dës dräi Joer d'Krittären, wéi se och fir déi etabléiert Publikatioune gëllen, ze erfëllen.

Bei den Éditeurs citoyens ass et esou, dass si säit wéinstens engem Joer mussen als Fondatioun oder ASBL opgestallt sinn. Si mussen ënner anerem op Benevollen zréckgräifen, dierfen net an engem Groupe presse sinn, musse sech un e grousse Deel vum Public am Grand-Duché riichten a sollen op d'mannst zwee Leit agestallt hunn oder en Équivalent vun zwee Temps plein, wouvu mindestens een e professionelle Journalist muss sinn.

Hei war ufanks ugeduecht ginn, dass wéinstens zwee professionell Journaliste sollten agestallt sinn. Allerdéngs huet d'Kommissioun sech derzou decidéiert, dass dëse Seuil ze héich wier, an den Text geännert, soudass zwee Salariéë sollen agestallt sinn, woubäi et duergeet, dass een e professionelle Journalist ass.

Fir d'Médias citoyens sinn am Joer 100.000 Euro als Aide virgesinn, dëst natierlech sous condition, dass d'Krittären, wéi beispillsweis d'Benevollen oder d'Missioune vun der Éducation aux médias, der Integratioun an der Citoyenneté, erfëllt sinn.

Allgemeng zu den Aidë bleift ze soen, dass déi Editeuren, déi mat dësem Gesetz elo manner grouss Aidë kréien, wéi dat mam aktuelle Gesetz vun 1998 de Fall war, a bei deenen de Format vun hirer Publikatioun net ännert, dës Differenz iwwert déi nächst fënnef Joer kompenséiert kréien. Dës Iwwergangszäit soll hinnen et erméiglechen, sech an hiren Aktivitéiten dann no deenen neie Reegele frësch opzestellen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Staatsrot hat suggeréiert, d'Aiden en suspens ze halen, bis d'Europäesch Kommissioun dëse Gesetzestext als kompatibel mam Bannemaart deklaréiert. Dësem Avis vum Staatsrot ass d'Kommissioun och nokomm, mee an der Tëschenzäit ass den Accord vun der Bréisseler Kommissioun ugekënnegt ginn, soudass den Text kann a Kraaft trieden, an dat aalt Gesetz vun 1998 gëtt selbstverständlech ofgeschaaft.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif de Kolleegen aus der Kommissioun nach emol e grousse Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht. Mir waren eis net ëmmer eens, mee mir hunn awer flott zesummen diskutéiert a mir hunn och d'Ziler zesummen erreecht. An ech freeë mech, dass mer dësen Text haut hei zum Vott kënne bréngen, fir och an Zukunft eng divers, oppen a kritesch Press am Sënn vun engem demokrateschen Discours ze ënnerstëtzen.

Fir all weider Detailer verweisen ech op de schrëftleche Rapport an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci dem Här Rapporter fir säi Rapport. Dat nennt een eng méi wéi Punktlandung. Merci gesot.

Da wëll ech just nach eng Kéier nofroen, ob ech dat richteg verstanen hunn, dass den Här Reding vun deenen aneren Orateuren d'Méiglechkeet kritt, als Éischten ze schwätzen. Ass dat esou? Ass jiddwereen domat d'accord?

(Assentiment)

Majo, dann ass dat esou an dann huet den Här Reding d'Wuert.

Discussion générale

M. Roy Reding *(ADR)*.- Villmools merci, Här President. Merci dem Guy Arendt fir e Rapport, deen alt nees eng Kéier esou kloer war, datt och een, deen net an der Kommissioun matgeschafft huet, elo prezis weess, wourëm et geet. E besonnesche Merci un d'Diane Adehm, d'Francine Closener an d'Djuna Bernard, datt se d'accord waren, datt ech haut däerf als Éischte schwätzen. Dat huet säi Grond: Mir spillen haut den Owend am Josy Barthel deen éischten Europa-Conference-League-Match ...

(Interruption)

... an der Lëtzebuerger Geschicht an ech sinn do zwangsrekrutéiert ginn, fir ze hëllefen.

Elo zum Theema: Journalismus ass eppes immens Wäertvolles. Besonnesch an Zäiten, wou vill falsch Informatiounen zirkuléieren, ass et fir de Bierger vu gréisster Wichtegkeet, iwwer qualitativ héichwäerteg Informatiounen ze verfügen. Leider ass deen Usproch och hei am Land net ëmmer erfëllt. Dozou spéider méi.

Mee muss dës Branche duerfir mat Steiergelder subventionéiert ginn? Mir mengen: neen. Mir fannen, datt gudde Journalismus belount gëtt doduerch, datt d'Leit Zeitunge kafen, abonéieren, datt se vill verkaf gëtt, datt vill Leit Annoncen doranner schalten, vill Werbung ka verkaaft ginn. Mir hunn och d'Beispill gesi vu reporter.lu, wat sech mat Crowdfunding ganz gutt konnt finanzéieren. A mir sinn der Meenung, datt et de Bierger ass, dee soll decidéieren, duerch säin Akafsverhalen, wéi vill Sue wat fir ee Presseorgan kritt. Ech ka mer schlecht virstellen, datt ech elo mat menge Steiere muss en Organ finanzéieren, wou ech näin Abonnement gekënnegt hunn, well ech net méi zefridde si mat der Qualitéit vun deem Organ.

Mir als ADR sinn a bleiwe fundamental der Meenung, datt de Staat sech soll op seng Käraufgabe konzentréieren an datt d'Steiergelder exklusiv dofir ze benotze sinn, sief dat Bildung, Gesondheet, sozial Sécherheet, Infrastrukturen, erschwéngleche Wunnraum oder och Kultur.

Mee genee wéi mer géint d'Subventionéierung vum Filmgeschäft gestëmmt hunn, fanne mer och, datt d'Medie privatrechtlech an ouni Steiersubventionéierunge funktionéiere sollen. Staatlech Subventionéierunge féieren an eisen Aen zu Wettbewerbsverzerrung, zur Afrostellung vun der Onofhängegkeet par rapport zur Politik, a virun allem awer - an do muss ech dem Rapporteur da widdersprieche - denke mir net, datt eng staatlech Subventionéierung zur Qualitéitssécherung an nach manner zum vill beschwuerene Pluralismus bäidréit. Wann ee wierklech Qualitéit a Pluralismus wëllt, da muss ee géint Agendasetting, Framing an Doutschweige virgoen.

An ech zitéieren hei elo e puer Sätz, déi ech och scho gesot hunn, wéi mer den Débat d'orientation iwwert de Service public haten: „D'Press, déi am Respekt vum Pluralismus a vu Qualitéitsjournalismus schaffe wëllt, déi muss derfir suergen, datt an de Meenungsbildungsprozess vum Public méiglechst vill ënnerschiddlech Perspektiven afléissen, datt ënnerschiddlechst Liewenslage vu verschiddenste Bevëlkerungsgruppen zum Ausdrock komme kënnen. Et däerf net zur Bildung vun enger ‚Meinungsmacht' kommen."

D'Medien entscheeden, wat fir eng Theemen iwwerhaapt op d'Dagesuerdnung kommen an als wichteg gekennzeechent ginn. Dat ass dat, wat d'Wëssenschaftler „Agendasetting" nennen. Da gi bestëmmten Deelaspekter vun engem Theema an de Vierdergrond gestallt an domadder eng Interpretatiounsrumm suggeréiert. Dat nennt een da „Framing".

An dat ass besonnesch schlëmm, wann alternativ Frames total feelen. De Bierger verléiert d'Bewosstsäin, datt d'Berichterstattung perspektivesch ass an de Sachverhalt net am Ganzen ofdeckt. Dat vermëttelt dann e Meenungsklima. D'Bierger kréien en Unhaltspunkt, ob si mat hirer eegener Meenung aleng do stinn oder ob si zur suggeréierter Majoritéit gehéieren. An dat léist da Schweigespiralen aus.

Déi grouss Aflossméiglechkeet, déi d'Medien hunn, besteet an éischter Linn doran, datt se en Androck kënnen erwecken, wéi wa bestëmmte Positiounen an der Gesellschaft géifen iwwerweien oder eeben aner bestëmmte Positiounen inakzeptabel wieren.

Wouzou dat ka féieren, dozou wëll ech lech just ee Beispill soen. Mir haten hei eng ganz interessant Debatt ganz kierzlech iwwert d'Ursaachen an d'Bekämpfung vu Leerstänn am Logement. Eis gréissẗen Dageszeitung hat den Dag drop e flotten Artikel, wou se all eenzelne mandatéierte Spriecher méi oder manner ausféierlech zitéiert huet, ausser de mandatéierte Spriecher vun der ADR. Ouni mech wëllen ze bretzen, mengen ech, datt ech awer an deem Debat zwee, dräi Denkustéiss oder Iddie lancéiert hunn, déi vläicht duerchaus derwäert gewiescht wieren, an der Press zur Diskussioun ze kommen. Doutschweigen ass fir mech déi perfiidsten Aart vu Meinungsmache a politescher Aflossnam.

RTL huet eng ganz flott Initiativ ergraff a weist an der Rediffusioun „Hei Elei, Kuck Elei"-Sendunge vu virun 30 Joer. An do hunn ech dann déi gesi vum 7. Juli 1991. Dat war héich interessant, well ee vun de Reportagen an där Sendung war iwwert déi éischten europäesch Assises de la presse. An hei huet de fréiere Staatsminister Gaston Thorn eng extreem flott Ried gehalen. Seng Suerg war deemools, datt et zu iwwerdriwwene Konzentratioune vu Mediebetriber kéint kommen, datt d'Diversitéit net méi kéint garantéiert ginn an hien hat deemools d'Angscht, datt d'TVA op Medieprodukter kéint ageféiert ginn. De Visionär Gaston Thorn huet alt nees eng Kéier an all dëse Punkte Recht behalen.

Zum Ofschloss: Medie sollen ënnerhalen an informéieren an net beléieren, net erzéien a keng Meinungsmache bedreiwen. An eng TVA op Liesen hätt et nimools däerfe ginn.

Ass dëst Gesetz besser wéi dat aalt? Jo, ganz kloer, well journalistesch Aarbecht amplaz Säite belount ginn. Et ass Schluss mam Pabeierhandel. Mee neen, well weeder de professionelle Journalist korrekt definéiert ass a well dëst Gesetz weeder d'Qualitéit nach d'Diversitéit garantéiert.

An aus all dëse Grënn stëmme mir als ADR géint dësen Text. Ech soen lech Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och. An da komme mer erëm op déi net vum Fussball beaflosste Reiefolleg. An d'Wuert huet d'Madamm Diane Adehm.

Mme Diane Adehm *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen: „Wou et Pressefräiheet gëtt a jiddereen liese kann, do ass Sécherheet." Dëst Zitat ass vum Thomas Jefferson an ass elo scho méi wéi 200 Joer al. Grad an engem klenge Land wéi Lëtzebuerg a grad an enger fir d'Press esou schwéierer Zäit wéi haut, ass eng fräi Press just méiglech mat fräie Journalisten an och mat fräie Pressehaiser. A well eise Pressemarché esou kleng ass wéi eist Land oder beschtefalls wéi eis Groussregioun, ass dës Villfalt just méiglech mat enger generéiser staatlecher Ënnerstëtzung.

Duerfir stëmme mir als CSV de Gesetzesprojet iwwert d'Pressehëllef mat, aus iwwergeuerdnete Grënn an em Interessi vun eiser Demokratie. Oder, fir et konkreet ze maachen: Well mir wëssen, dass och d'Press coronabedéngt grouss Schwieregkeeten hat an och nach deelweis huet, a well mir wëssen, dass si d'Sue brauchen, déi déi meescht Presseorganer mat dësem Gesetz weider kréien.

Gläichzäiteg, an dat wëll ech awer och hei ganz kloer soen, si mir awer net esou iwwerzeegt vun dësem Gesetzesprojet, well e gudden a kompletten Text gesäit definitiv anescht aus!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn et schonns gesot: D'Welt vun de Medien huet sech grondleeënd geännert an deene leschten 23 Joer zënter dem Pressehëllefgesetz vum 3. August 1998. An den 90er-Jore stoung de kommerziellen Internet nach an de Kannerschong. Sozial Medie sinn et nach net ginn an och nach keng Smartphones oder Tablets, fir seng Neiegkeete ganz dacks - oder vläicht och ze dacks! - gratis ze liesen. Mee et ass nun emol e Fakt! Engersäits sinn d'Lieser ëmmer manner gewëllt ze bezuelen, fir Informatiounen ze kréien. A si sinn och ëmmer manner gewëllt, vill Zäit an en detailléierten Hannergrondartikel ze stiechen. Och sinn d'Zäiten eriwwer, wou ee moies beim Kaffi seng Zeitung gelies huet an da fir de Rescht vum Dag informéiert war. Duerfir dréit eis Welt vill ze vill séier, an d'Newswelt nach vill méi.

Haut kommen d'News permanent eran a ginn direkt un de Lieser weidergeleet. Fir de Lieser heescht dat, dass en de ganzen Dag iwwer mat Noriichte gefiddert, jo, dacks och iwwerfiddert gëtt a weess, wat doheem an an der Welt lass ass. Dëst ass eng immens Erausfuerderung fir d'Press, well déi News kommen direkt dacks ouni Filter an dacks och ouni Faktencheck an ouni Recul. Wann déi gedréckte Press hautdesdaags moies beim Kaffi läit, dann huet de Lieser dës Informatiounen oft schonn den Dag virdrun oder an der Nuecht um Internet gelies. Also stellt de Lieser sech noutgedrongen d'Fro, firwat hien dann iwwerhaapt nach soll eng gedréckten Zeitung kafen, schliisslech muss hie jo duerno och nach de Pabeier entsuergen.

De Lieser kann natierlech och entscheeden, seng Zeitung just nach online ze liesen. Mee och da stellt hie sech d'Fro, firwat hie soll en Abonnement op eng Onlinepublikatioun huelen, wann hie souwisou de ganzen Dag iwwer informéiert gëtt, soubal iergendeppes an eisem Ländchen oder an der Welt geschitt.

A grad dëst sinn d'Erausfuerderungen un d'Press vun haut! Egal ob gedréckt oder digital, d'Press muss haut de Lieser iwwerzeegen an zwar esou, dass hie bereet ass, Geld auszeginn, fir d'Press ze liesen. Dat heescht, dass d'Press dem Lieser e klore Méiwäert muss ubidde par rapport zu de gratis Noriichten, mat deenen de Lieser iwwerschwemmt gëtt. An dëst geet nëmmen iwwer Qualitéit! An zwar d'Qualitéit vun den Inhalter.

Ech denken hei also net just un déi primär Noriicht, mee och ëmmer méi un d'Geschicht hannert der Geschicht, un den Hannergrond also, an och un d'Analys an d'Vernetzung vun der Panoplie vun Noriichten an och de kritesche Faktencheck mat fiabele Sourcen. Hei läit a mengen Ae ganz kloer d'Zukunft vun der Qualitéitspress. An déi gëtt et eeben nun emol net zum Nulltariff!

Awer net nëmmen d'Qualitéit vun de Publikatiounen ass wichteg, mee déi verschidde Medie musse sech och ee vun deem aneren ënnerscheeden. Dat heescht, mir brauche Mediepluralismus, wa mir net riskéiere wëllen, dass mir op dee berüümten Eenheetsbräi erauslafen, an deem een dann iwwerall dat selwecht liese kann. Duerfir ass et ëmmer méi wichteg, dass et gutt Journaliste gëtt, Journalisten, déi Recherchë maachen, a Journalisten, déi kritesch sinn.

An deem Sënn begréisse mir als CSV, dass d'Unzuel vu professionelle Journalisten an Zukunft ee Krittär ass, fir d'Medien ze ënnerstëtzen. Well ee gudde Qualitéitsjournalismus steet a fält mat gudden a fräie Journalisten! D'Iddi vun dësem Krittär fanne mir gutt. De professionelle Journalismus soll gestäerkt ginn. An dëst ass u sech e Paradigmewiessel: Virdru gouf d'Säitenzuel vun enger Publikatioun gekuckt an elo gëtt d'Unzuel vu Journaliste gekuckt. An eisen Ae valoriséiert dëst de Journalismus am grousse Ganzen a geet ganz kloer an d'Richtung vum Qualitéitsjournalismus.

Mee, wéi esou oft, läit och hei den Däiwel am Detail. Fänke mer u mat der Definitioun vum professionelle Journalist. Fir an de Genoss vun der Hëllef ze kommen, muss de Journalist der Definitioun aus dem modifizéierte Gesetz iwwert d'Meenungsfräiheet an de Medie vum 8. Juni 2004 entspriechen. Hei ass ze liesen, an ech zitéieren den Artikel: « […] toute personne qui exerce à titre régulier une activité dont elle tire son revenu professionnel principal, que ce soit en tant que salarié ou en tant qu'indépendant, auprès ou pour le compte d'un éditeur et qui consiste dans la collecte, l'analyse, le commentaire et le traitement rédactionnel d'informations. » An da ginn nach véier Konditiounen opgezielt, déi dës Persoun erfëlle muss.

Esouwuel de Presserot wéi och d'Association luxembourgeoise des journalistes professionnels hunn awer Problemer mat dëser Definitioun vum Journalist. De Presserot schreift kloer an däitlech a sengem Avis, dass hie gär méi eng prezis Definitioun hätt. Wann een déi aktuell Definitioun nämlech strikt ausleet, da kommen nëmme Journalisten a Fro, déi selwer Texter redigéieren. Mee wat geschitt da mat de Fotografen an deene Leit, déi Videoe maachen? Fir de Presserot misst de journalistesche Charakter am Vierdergrond stoen.

D'ALJP insistéiert och, dass de Beruff vum Journalist misst méi prezis beschriwwe ginn. Haut gëtt et am Journalismus Factcheckers, Web Content Manager an esou weider. Wat geschitt mat dëse Beruffer? Wéi gi si an Zukunft bewäert?

Hei ass et an eisen Ae ganz kloer verpasst ginn, sech mat der Entwécklung vum Beruff vum Journalist an de Medieberuffer am Allgemengen auserneenzesetzen. Eng Definitioun aus dem Joer 2010 muss zéng Joer méi spéit eng Kéier kënnen op de Leescht geholl ginn.

E weidere Problem, deen de Presserot huet, ass, dass hien zoustänneg ass fir d'Ausstellen, awer och fir d'Zréckhuele vun de Pressekaarten. Dës Kompetenz baséiert och um Gesetz iwwert d'Meenungsfräiheet an de Medien. Hei wier de Presserot frou gewiescht, wann dëst formaliséiert gi wier am neie Pressehëllefgesetz.

Well, wéi och ëmmer de Journalist definéiert ass, laut dem Pressehëllefgesetz, dat mir haut virleien hunn, soll all Editeur, deen d'Konditioune vun dësem Gesetz erfëllt, an Zukunft 30.000 Euro pro professionelle Vollzäitjournalist kréien, wann dësen en onbefristeten Aarbechtsvertrag huet.

Dëse Punkt huet fir munch Diskussioune gesuergt. Bei der Ausaarbechtung vun dësem Gesetzesprojet zesumme mat de concernéierten Acteure war nämlech vun engem Betrag vu 55.000 Euro pro Journalist geschwat ginn. Duerfir war de Secteur och esou erféiert, wéi am Gesetzesprojet, deen de Medieminister schlussendlech hannerluecht huet, just nach 30.000 Euro stoungen. An eisen Aen ass de Betrag ze niddreg. Wann een en op de Mount erofrechent, läit een net wäit vum qualifizéierte Mindestloun ewech. Elo kann een nach ëmmer soen, dass d'Editeure musse selwer d'Hallschent vum Betrag un Akommes hunn, fir kënnen 30.000 Euro vum Staat ze kréien. Mee am Endeffekt wäerten awer déi 30.000 Euro vun den Editeure gekuckt ginn, wann et drëm geet, fir d'Paie vun engem Journalist festzeleeën.

Wann ee weess, dass de Beruff vum Journalist net zu de beschtbezuelte Beruffer gehéiert an dass hautdesdaags d'Paie méi niddreg sinn, wéi se nach viru Jore waren, da sinn d'Perspektive fir jonk Journalisten net déi allerbescht an et versteet een och, dass vill jonk Journalisten hire Beruff no e puer Joer opginn, fir sech beruffflech ëmzeorientéieren, wéi een dat esou schéin nennt. Hei geet och ëmmer vill Wëssen, vill Identitéit a virun allem vill Memoire verluer, well all Artikel an all Reportage ass eeben och ëmmer d'Wierk vun engem Journalist an net just d'Produkt vun engem anonymmen an auswiesselbare Contentproduzent.

Här President, ech hunn et scho gesot an ech soen et och nach eng Kéier: Wa mir wëlle qualitativ héichwäertege Journalismus hei am Land hunn, da brauche mer vill Journalisten a gutt Journalisten. An e gudde Journalist brauch nu mol e puer Joer, bis e richteg gutt gëtt. A grad da sprange vill Journalisten of, well se op enger anerer Plaz méi verdéngen. An dat ass de Journalisten éierlech gesot och net ze verdenken.

Aus dësem Grond hu mir als CSV en Amendement deposéiert, fir d'Hëllefe fir professionell Journalisten eropzesetzen, dëst, nodeems mir als CSV d'ALJP gesinn hunn, fir nach eng Kéier mat hinnen iwwert de Gesetzesprojet ze diskutéieren. A mir hu si gesinn, nodeems d'Majoritéitsvertrieder aus der Mediekommissioun sech geweigert haten, fir d'ALJP ze gesinn. Leider ass eisen Amendement an der Mediekommissioun vun de Majoritéitsvertrieder zréckgewise ginn. An duerfir erlaben ech mir hei, en nach eng Kéier ze hannerleeën. Dëst maachen ech, fir nach eng Kéier drop hinzeweisen, wéi wichteg héichwäertege Journalismus ass. An dee kascht nu mol Suen.

Amendement 1

Au paragraphe 2 de l'article 4 sont apportées les modifications suivantes :

1° Le 1er alinéa prend la teneur suivante : « Le ministre alloue une aide à l'activité rédactionnelle d'un montant annuel de 45.000 euros par équivalent temps plein de journaliste professionnel pour 1 à 5 journalistes liés à l'éditeur par un contrat à durée indéterminée et affectés à la production de contenu éditorial de la publication de presse. »

2° Un nouvel alinéa est inséré à la suite du 1er alinéa qui prend la teneur suivante : « Le ministre alloue une aide à l'activité rédactionnelle d'un montant annuel de 35.000 euros par équivalent temps plein de journaliste professionnel à partir du 6e journaliste lié à l'éditeur par un contrat à durée indéterminée et affecté à la production de contenu éditorial de la publication de presse. »

Commentaire de l'amendement :

Il est proposé d'augmenter l'aide à l'activité rédactionnelle en accordant une aide proportionnellement plus importante aux éditeurs de taille petite et moyenne.

C'est pourquoi il est prévu d'allouer 45.000 euros pour les cinq premiers journalistes d'un éditeur et 35.000 euros à partir du 6e journaliste lié à un éditeur par un contrat à durée indéterminée et affecté à la production de contenu éditorial.

Le montant de 35.000 euros par journaliste a été choisi sur la base des revendications formulées par le Conseil de presse dans son avis complémentaire du 16 avril 2021. Le nombre de cinq journalistes, pour lesquels une aide d'un montant annuel de 45.000 euros par équivalent temps plein de journaliste professionnel peut être demandée, a été choisi en fonction des critères que doit remplir une publication de presse d'un éditeur éligible à l'aide à la presse - soit « disposer d'une équipe rédactionnelle composée d'un nombre de journalistes professionnels équivalent à au moins cinq emplois à temps plein […]. »

L'objectif est ainsi de valoriser mieux le travail du « journaliste professionnel », étant donné qu'il y a fort à parier que l'éditeur déterminera le salaire du journaliste professionnel en partie en fonction de l'aide accordée par la loi en projet.

(s.) Diane Adehm, Nancy Kemp-Arendt, Marc Lies, Octavie Modert, Viviane Reding.

Här President, an dësem Zesummenhang bedauere mir och, dass keng Diskussioun iwwert den Informatiounszougang vun de Journaliste geféiert gouf. Et wier wichteg gewiescht, dëse Punkt zesumme mat der Definitioun vum Journalist ze klären.

Als nächste Punkt wéilt ech op déi fix Hëllef vun 200.000 Euro agoen, déi all Editeur kritt. Dëse Betrag ass fir all Editeur dee selwechten, egal ob et sech ëm Printmedien handelt oder Onlinemedien. Printmedien hunn awer eng aner Käschtestruktur wéi Onlinemedien a si hunn och net déi selwecht Infrastrukturen. A ganz oft assuréiere Printmedien och nach Onlinenoriichten.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Och wann de Plaffong vun der gesamter Hëllef, déi en Editeur kritt, méi héich ass fir d'Printmedie wéi fir d'Onlinemedien, esou hätt een awer eventuell kleng Editeure méi kënnen ënnerstëtzen. Aus dësem Grond hate mir och an eisem Amendement, deen ech elo grad hannerluecht hunn, virgeschloen, fir d'Hëllef vun den éischte fënnef Journaliste pro Editeur méi konsequent eropzesetzen.

Här President, mir begréissen des Weideren, dass nei Medien, déi probéieren, Fouss an der Lëtzebuerger Medielandschaft ze faassen, och an Zukunft ënnert d'Äerm gegraff kréien, an dëst wärend den éischten dräi Joer.

Wat d'Biergermedien ugeet, esou begréisse mir, dass och si kënnen eng finanziell Hëllef vum Staat kréien. Si sinn e wichtege Garant vum Mediepluralismus an e feste Bestanddeel vun der Lëtzebuerger Medielandschaft.

An dësem Zesummenhang wéilt ech awer och drop hiweisen, dass mir länger Diskussiounen iwwert d'Biergermedien haten. An enger éischter Versioun vum Gesetzesprojet hat d'Regierung nämlech virgesinn, fir alle Biergermedien an och den audiovisuelle Biergermedien eng Hëllef ze ginn.

Du gouf awer decidéiert, dass de Gesetzesprojet vun haut sech just u geschriwwe Medien adresséiert. Dëst war am Zesummenhang mat den Diskussiounen iwwert de Radio ARA, mat deem d'Regierung schlussendlech, souzesoen in extremis, eng Konventioun ënnerschriwwen huet.

Mat deenen aneren audiovisuelle Medien ass d'Regierung anscheinend nach ëmmer an Diskussiounen. Mee och wa si vläicht manner bekannt si wéi Radio ARA, brauche si awer finanziell Ënnerstëtzung. Dëst ass och de Grond, firwat mir als CSV d'Motioun vun der Majoritéit iwwert d'Biergermedie matdroen. Dës Motioun wäert nach vum Här Pim Knaff hannerluecht ginn.

Mir hunn och missen insistéieren, dass d'Biergermedien net mussen zwee professionell Journalisten astellen, mee just zwou Vollzäittâchen hunn, wouvunner ee muss Journalist sinn. Fir eis ass dës Léisung vill méi pragmatesch a si entsprécht der Realitéit um Terrain.

Här President, och wann d'Gesamthëllef fir déi meescht Editeuren eropgeet, sou ass awer haut schwéier virauszegesinn, ob dës Hëllefen duerginn, fir der ganzer Press engersäits ze hëllefen, mee fir och anerersäits sécherzestellen, dass de Mediepluralismus eis erhale bleift an dass mir weiderhi qualitativ héichwäertege Journalismus hei am Land hunn.

An dësem Zesummenhang begréisse mir och d'Iwwergangsbestëmmungen, déi sécherstellen, dass keen Editeur wärend den nächste Jore manner Hëllef kritt, wéi dat bis elo de Fall war. Et ass eis och wichteg, drop hinzeweisen, dass dës Iwwergangsbestëmmungen un d'Bäibehale vun den Aarbechtsplaze fir professionell Journaliste gebonne sinn.

Eng grouss Erausfuerderung fir d'Medie wäert och an Zukunft sinn, dass si, fir an de Genoss vun der Pressehëllef ze kommen, mussen d'Hallschent vum Betrag vun der Hëllef selwer duerch Akommes ofdecken. Et kann ee vill doriwwer diskutéieren, ob dës Bestëmmung elo gutt ass oder net.

D'Onofhängegkeet vun engem Medium muss awer ëmmer garantéiert bleiwen, och vis-à-vis vun der Politik. Jidderee kennt de Sproch, dass een net an d'Hand bäisst, déi ee fiddert. An deem Sënn ass et vläicht och guer net esou schlecht, dass d'Editeure selwer mussen e gewëssent Akommes hunn. Esou si si manner op d'Hëllefe vum Staat ugewisen a doduerch gëtt och hir Onofhängegkeet gestäerkt an domadder och hir Objektivitéit, déi fir eis och e wichtegen Deel vum Qualitéitsjournalismus ass. Mee grad dëse Punkt riskéiert, schwiereg fir d'Editeuren ze ginn. Duerch d'Covidpandemie ass de Publicitéitsmarché staark zréckgaangen an domadder och d'Einnamen dovunner.

Ech wéilt awer nach kuerz ee Wuert zu aneren Hëllefe soen, déi déi geschriwwe Press kritt, fir komplett ze sinn. Ech mengen, jiddereen heibanne kennt d'Chambersblietchen. A mir hunn och alleguerten an der Lescht d'Diskussioun verfollegt, dass d'Chambersblietche just vun der gedréckter Press verdeelt gëtt an net vun der Onlinepress. Och mussen d'Gemengen an de Staat d'Ausschreiwungen, déi si maachen, an der nationaler Press annoncéieren. An zousätzlech gëtt et nach d'Messagerie postale, déi hëlleft, d'geschriwwe Press auszedroen.

Et kann ee vill driwwer diskutéieren, ob dës Hëllefe verstoppten Hëllefe fir d'geschriwwe Press sinn oder net. Mee an eisen Aen ass bei där haiteger Reform vun der Pressehëllef och dat heite waarmt Eisen net ugepaakt ginn. A mir bedaueren dat.

Här President, trotz de staatlechen Hëllefen hu Printmedie grouss Schwieregkeeten, fir iwwert d'Ronnen ze kommen, well den Drock vun hiren Zeitungen héich Käschte bedeit. Aus dësem Grond huet d'„Lëtzebuerger Wort" d'lescht Joer eng ganz Partie Journalisten entlooss an och de „Journal" huet seng Pabeierzeitung ganz agestallt an ass elo nach just eng digital Zeitung.

An dësem Zesummenhang hätt ee sech och kënnen d'Fro stellen, ob een net hätt kënnen d'Hëllef pro professionelle Journalist un eng Aarbechtsplazgarantie bannen. An den Iwwergangsbestëmmunge vun dësem Gesetzesprojet ass dat jo virgesinn. Well och en Aktionär muss sech bewosst sinn, dass e Medienhaus, egal ob et Print oder online ass, ob et Radio oder Tëlee ass oder alles zesummen, keng Entreprise ass wéi eng aner.

Sécher, och e Medienhaus muss rentabel sinn, soss iwwerlieft et net. Mee d'Rentabilitéit kann awer net deen eenzege Krittär fir strateegesch Decisioune sinn. Grad als Aktionär vun véierte Pouvoir huet een och ëmmer eng Verantwortung fir dat Ganzt an eiser Gesellschaft a grad och fir déi sozial Kohäsioun vun dëser Gesellschaft.

Här President, als leschte Punkt wéilt ech nach kuerz op d'Commission Aide à la presse agoen. Hei gouf sech vum Secteur d'Fro gestallt, wéi laang et dauert, bis dës Commission en place ass an ufänke ka mat schaffen. An et gëtt sech och d'Fro gestallt, wéi eng Pouvoiren dës Kommissioun schlussendlech wäert hunn, well si gëtt jo en Avis of. Hei ass et an eisen Aen nach eng Kéier wichteg, op de Presserot hinzeweisen an en ze zitéieren, wann e seet: « [Il est important] que tout régime d'aide aux médias [instaure] un droit indisputable à ce soutien financier pour tout média respectant les critères établis [et…] clairement définis. »

Här President, an eisen Aen ass et och wichteg, nach e Wuert zum Akraafttriede vun dësem Gesetzesprojet ze soen.

Well déi meescht Editeure mat dësem Text méi Hëllef kréien, hu mir virgeschloen, dës Hëllefe retroaktiv op den 1. Januar vun dësem Joer auszebezuelen, an dat awer just fir déi Editeuren, déi mat dësem Gesetzesprojet méi Sue kréien. Fir déi aner Editeuren hätt näischt geännert. Leider ass awer och dësen Amendement vun de Majoritéitsvertrieder an der Mediekommissioun verworf ginn an duerfir bréngen ech en haut nach eng Kéier eran.

Amendement 2

Un deuxième alinéa est ajouté à l'article 17 avec la teneur suivante :

« L'aide prévue à l'article 4 est payable à partir du 1er janvier 2021, déduction faite du montant payé aux éditeurs sous le régime de la loi modifiée du 3 août 1998 sur la promotion de la presse écrite au titre de l'année 2021 et sans que la somme finalement à allouer ne devienne négative. »

Commentaire de l'amendement :

Alors que l'article 20 vise à compenser d'éventuelles pertes financières subies par les éditeurs en raison de l'entrée en vigueur du nouveau régime d'aides, le présent amendement parlementaire entend compenser auprès des éditeurs un éventuel manque à gagner du fait de l'entrée en vigueur tardive de la loi en projet, prévue initialement pour le 1er janvier 2021. Ce faisant, il n'est pas porté atteinte au principe de la non-rétroactivité de la loi déduit de l'article 2 du Code civil et qui admet comme exception les dispositions rétroactives « économiques ».[1]

[1] cf. Arrêt Cour administrative n° 42582C du rôle du 26 novembre 2019.

(s.) Diane Adehm, Nancy Kemp-Arendt, Marc Lies, Octavie Modert, Viviane Reding.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Adehm.

Mme Diane Adehm *(CSV).*- An eisen Aen ass och eng Evaluatioun vum Gesetzesprojet vun haut äusserst wichteg. Duerfir ënnerstëtze mir als CSV d'Motioun vun der Majoritéit, fir esou eng Evaluatioun ze maachen a gegeebenefalls d'Hëllefen un d'Press ze adaptéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zu menger Konklusioun.

Och wann den Text sécher net perfekt ass, ass dëst Pressehëllefgesetz awer e wichtegen Text, fir der Lëtzebuerger Press eng nohalteg Zukunft a Fräiheet a Villfalt ze ginn. Derbäi kënnt, dass den Text dat mat villen neien Elementer mécht, déi där neier Medielandschaft an och eiser Wëssensgesellschaft vum 21. Joerhonnert ugepasst sinn. Den Text soll d'Qualitéit vun der Press stäerken a grad och de professionelle Journalismus méi staark maachen. An iwwerhaapt soll de professionelle Journalist an de Mëttelpunkt gestallt ginn an domadder indirekt och de Lieser an Nolauschterer an also de Bierger, dee mer an däser Debatt ni sollte vergiessen.

Aus all dëse Grënn ginn ech, trotz verschiddene Bedenken, den Accord vun der CSV-Fraktioun. An ech soen awer och nach dem Rapporter Guy Arendt e grousse Merci fir säin exzellenten an ausféierleche Rapport an och fir seng Gestioun vun der Mediekommissioun, déi net ëmmer ganz einfach war, well et vill hin- an hiergaangen ass, mee schlussendlech hu mer awer haut en Text hei leien. A wéi gesot, mir stëmmen e mat.

Ech soen Iech alleguerte Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Diane Adehm. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Pim Knaff. Här Knaff, Dir hutt d'Wuert.

M. Pim Knaff *(DP).*- Voilà. Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass net onbedéngt selbstverständlech, dass Journalisten uechtert d'Welt iwwerall däerfe fräi schreiwen a berichten, neutral Informatioune weiderginn a punktuell och hir Meenungen a Kommentarer publizéieren an esou Afloss huelen op déi ëffentlech Meenung an domadder op den ëffentleche Wandel an der Gesellschaft. Mir kënnen eis glécklech schätzen, hei zu Lëtzebuerg an engem Land ze liewen, wou dat awer méiglech ass a wou dat och säitens der Regierung vollends ënnerstëtzt gëtt.

Ëmmer méi kënnt et zu Virbehalter géintiwwer der Press an de Journalisten: „Lügenpresse!", „Fakenews!", „alles ass gelunn!", „näischt kann ee méi gleewen!" Déi eng sinn ze kritesch, déi aner net kritesch genuch. Jee, d'Journalisten an d'Press am Allgemengen hunn et hautdesdaags net einfach.

An enger pluralistescher Medielandschaft ass d'Vertraue vum Bierger extreem wichteg. Well nëmme wann de Lieser engem Medium, soen ech elo mol, traut, kann dëse Medium och zur Meenungsbildung a weiderhin zu engem Meenungsaustausch bäidroen.

Mee d'Press mat hire Journalisten huet et och schwéier um finanzielle Plang. Iwwer Joren ass et elo ëmmer méi zu Ëmsazréckgäng bei deene verschiddenen Haiser komm. De Marché gëtt ëmmer méi grouss. De Lieser ass net méi ëmmer bereet, fir fir de Contenu ze bezuelen. D'Zuele vun den Abonnementer ginn erof an domat beispillsweis och d'Annoncen an den Zeitungen, déi bis ewell e gudde Wee waren, fir den Zeitunge Suen an d'Keess ze spullen.

Et ass hautdesdaags méi onrentabel ginn, eng Zeitung ze publizéieren. A mat dem digitale Wandel, deen eis och säit e puer Joer begleet, war et einfach un der Zäit, e Gesetz auszeschaffen, wat d'Press an hir Aarbecht ënnerstëtzt, hir Aarbecht valoriséiert an och hire Bäitrag an a fir d'Gesellschaft nach eemol stäerkt.

Une voix.- Richteg.

M. Pim Knaff *(DP).*- Kritik héiert kee gären a sécher ka jidder Eenzelnen heibannen novollzéien, dass et ëmmer méi flott ass, eppes Positives iwwer ee selwer an der Zeitung ze liesen, wéi eppes Negatives. Jo, Kritik huet kee gären, an awer ass d'Press - an ech wëll hei betounen: eng pluralistesch Press - e wichtege Pilier an enger demokratescher Gesellschaft. Verlässlech Journalisten, déi recherchéiert Informatioune publizéieren an domat de Bierger informéieren, droen e wichtegen Deel zum gesellschaftlechen Discours, der Informatioun vu jidder Eenzelnem an dem Meenungsaustausch bäi.

Et geet net duer, just Plattforme jeeglecher Aart ze finanzéieren. Déi journalistesch Aarbecht soll ënnerstëtzt a finanzéiert ginn. Politesch, sozial, gesellschaftlech a kulturell Theeme sollen hei am Fokus stoen an d'Pressehëllef soll op dës Aarbecht gemënzt sinn.

Duerfir war et och enorm wichteg, an dësem neien Text déi journalistesch Aarbecht net just ze valoriséieren, mee och ze remuneréieren, andeems ee genau dëst als ee vun de Krittäre fir eng Ënnerstëtzung duerch d'Pressehëllef definéiert. D'Journaliste verdéngen net just de Respekt fir hir Aarbecht, d'Haiser an d'Publikatiounen allgemeng verdéngen, geholllef ze kréien, wa se qualitativ héichwäerteg an domat wäertvoll Aarbecht produzéieren.

Bei dësem Text ass et awer iwwert déi lescht Méint ëmmer erëm zu Diskussiounen a Gespréicher komm iwwert d'Montanten a wat dës Montante representéieren. Ëmmer erëm si Kriticken opkomm, mat dësem neie Gesetz géifen d'Editeuren an d'Pressehaiser enorm un Aidë verléieren. Et ass gesot ginn, dass doduerch d'Journaliste manner géife verdéngen oder hir Plaz géife verléieren. Tatsaach ass awer, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass bis op zwou Publikatiounen hei am Land all Publikatioun an Editeur méi mat dësem Gesetz wäert erauskréien, wéi dat bis elo de Fall war.

Ma duerch d'Erweiderung vun de Krittären, zum Beispill den Ajout vum Portugiseschen an dem Engleschen als Sproochen, déi och an d'Kategorie vun de 15 % vun de Sprooche falen, déi hei am Land geschwat ginn, wäerte souguer nach méi Publikatioune geholllef kréien, wéi dat bis elo am ale Gesetz de Fall war.

Et ass vill iwwert déi 30.000 Euro pro Journalist geschwat ginn. Effektiv war an engem Avant-projet de loi en anere Montant genannt ginn. Allerdéngs war zu deem Moment och d'Part fixe méi niddreg. De Montant ass no den Diskussiounen a Consultatioune mat den Acteure vum Secteur ugepasst ginn. De Montant pro Journalist ass effektiv no ënnen ugepasst ginn. Mee et däerf een awer net vergiessen, dass d'Part fixe vun den Aidë gläichzäiteg och an d'Luucht gaangen ass.

An och wann ee mat deenen 30.000 Euro pro Journalist, déi et elo sinn, géif eropgoen, géifen déi Suen net direkt un de Journalist goen. Dës 30.000 Euro sinn och net gläichzesetze mat deem Montant, deen eng Publikatioun bis elo pro Säit kritt huet. Nieft der Part fixe, déi un all Pressehaus an Editeur ausbezuelt gëtt, neutral an onofhängeg dovu, wéi vill Journalisten do schaffen, ginn dës 30.000 Euro Aiden zwar pro agestallte professionelle Journalist ausbezuelt, mee dat sinn Aidë fir déi journalistesch Aarbecht, déi an deem Haus oder fir dës Publikatioun geleescht gëtt, a si remplacéieren net de Salaire vun engem eenzelne Journalist.

An och déi zwou Publikatiounen, déi mat dësem Gesetz ënnert de Seuil vun hiren Aidë vu bis elo falen, wäerte keng Sue verléieren. Si falen an e Régime transitoire a wäerte mat däser Konventioun d'Differenz vun deem, wat si verléieren, iwwert déi nächst fënnef Joer remboursséiert kréien.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, hautdesdaags droen och aner Ressourcen zu engem Echange an der Gesellschaft bäi. Ëmmer méi ginn Nouvellen och iwwert déi Sozial Medien an Netzwierker publizéiert, gedeelt a kommentéiert. Dëst ass e wichtege Knackpunkt. D'Press ass net méi déi sougenannte „one way street". Et gëtt net méi just d'Press op där enger Säit an de Konsument op där anerer. D'Press léisst haut och Sputt fir Dialog. A genau hei ass et wichteg, dass de Bierger sech kann drop verloossen, dass déi Noriichten, déi hie liest, och stëmmen.

Déi traditionell Press, wéi mir se kennen, gëtt et haut net méi an där Form, op alle Fall net méi an där Form eleng. Et ass zu enger Verlagerung komm vu ganz villen och traditionelle Medien an den Internet. An zu engem grousse Deel sinn hautdesdaags Onlinenoriichten d'Haaptinformatiounsquell vun de Leit. Wou Der fréier eventuell fënnef oder sechs Zeitungen hat, hutt der haut gären dat Duebelt an Dräifacht am Print an um Internet. D'Vielfalt ass hautdesdaags enorm an den digitale Wandel huet dozou bäigedroen, dass haut Onlinemedie genau esou eng grouss Plaz anhuelen, wéi een dat fréier vun der traditioneller Dageszeitung oder Wochenzeitung kannt huet.

Deemno war et och wichteg, och dës Medien an dësem neie Gesetz ze berécksiichtegen. Mat deem neie Pressehëllefgesetz passe mir den Text enger neier Zäit un an engem neie Prozess vum Informatiounsaustausch.

Och hei ass ufanks vill geschwat ginn, eng digital Zeitung hätt vis-à-vis vun enger geschriwwener Press manner Onkäschten duerch Pabeier, Drock an all déi Aspekter, déi an der traditioneller Press Käschte verursaachen. Mee och Onlinezeitungen hu Käschten, déi mat hirer Infrastruktur an dem Opbau vun hirer Publikatioun verbonne sinn. Hei ass et nëmme richteg, am Kader vun enger pluralistescher an oppener Press, och déi Journalisten an hirer Aarbecht ze ënnerstëtzen, och wa si de Moment op eng aner Manéier publizéieren. Wat zielt, ass de Contenu an dass recherchéierten a professionelle Journalismus geferdert gëtt.

D'Zukunft ass digital an déi éischt Schrëtt si schonn op ville Plaze gemaach ginn. Et ass also Zäit ginn, d'Gesetz vun der Pressehëllef deem neien Zäitalter unzepassen. Ob en Artikel elo um Pabeier steet oder um Internet publizéiert ass, wat wichteg ass, dat ass dass de Contenu korrekt a fiabel ass an deem, deen e consultéiert, déi wichteg Informatioune bereetstellt.

An deem Kontext géif ech gär déi éischt Motioun deposéieren, vun där mer geschwat hunn. Si ass ënnerschriwwe vun dem Här Guy Arendt, vun der Madamm Francine Closener, vun der Madamm Djuna Bernard, vun der Madamm Diane Adehm a vu mir selwer.

Et geet drëm, de Gouvernement ze invitéieren, en « inventaire du paysage des médias locaux » ze maachen, « à promouvoir les médias locaux en réalisant une cartographie publique de ces médias [et] élaborer un catalogue de critères permettant la mise en place d'un système de subsides pour les médias locaux ainsi identifiés, à étudier l'opportunité d'un soutien des médias locaux qui pourra soutenir leur adaptation au contexte numérique actuel et accroître l'accès à leurs contenus, à analyser l'opportunité d'un soutien des médias locaux pour leurs accents spécifiques en faveur de l'éducation aux médias ».

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- que le pluralisme des médias est un élément indispensable pour garantir le droit fondamental de la liberté d'expression ;

- que l'accord de coalition 2018-2023 prévoit que « des dispositions claires pour le soutien aux médias citoyens et locaux seront élaborées » ;

- que la réforme du régime de l'aide à la presse, comportant une nouvelle disposition de soutien aux éditeurs dits communautaires, est en cours ;

- que Radio ARA, radio citoyenne luxembourgeoise à réseau d'émission d'envergure nationale, bénéficie d'une contribution financière pluriannuelle de l'État ;

- qu'il incombe, au-delà des médias d'envergure nationale, un rôle spécifique aux médias régionaux et locaux pour le développement social et culturel des régions et la promotion de la participation politique ;

- que la prise en compte médiatique des intérêts et spécificités régionales est essentielle pour la vie citoyenne,

invite le Gouvernement

- à établir un inventaire du paysage des médias locaux ;

- à promouvoir les médias locaux en réalisant une cartographie publique de ces médias ;

- à élaborer un catalogue de critères permettant la mise en place d'un système de subsides pour les médias locaux ainsi identifiés ;

- à étudier l'opportunité d'un soutien des médias locaux qui pourra soutenir leur adaptation au contexte numérique actuel et accroître l'accès à leurs contenus ;

- à analyser l'opportunité d'un soutien des médias locaux pour leurs actions spécifiques en faveur de l'éducation aux médias.

(s.) Pim Knaff, Diane Adehm, Guy Arendt, Djuna Bernard, Francine Closener.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Knaff.

M. Pim Knaff *(DP).*- Wéi ech schonn am Ufank gesot hat, ass eng pluralistesch, onofhängeg a kritesch Press net iwwerall op der Welt erwënscht. Mee ech mengen awer, dass Lëtzebuerg hei eng Virbildfunktioun anhëlt, net nëmmen, wat d'Pressefräiheet ugeet, mee och d'Bereetschaft vun der Regierung, dës Pressefräiheet och tatsächlech mat deenen néidege finanzielle Moyenen ze ënnerstëtzen, fir dass och all Pressemedium vun däser Fräiheet ka profitéieren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass och nach virun e puer Wochen vill Kritik geäussert ginn zu deem Projet de loi. Dësen Text géif den Interesse vun de Journalisten a vun der Press net nokommen, et hätt ee sech net mat deene concernéierte Leit zesummegesat. Dat kann ech awer elo esou net stoe loossen. Effektiv ass mat all Editeur an all den Acteuren aus dem Secteur geschwat ginn, och mam Conseil de presse. All d'Avisen, déi erakomm sinn, sinn an der Kommissioun diskutéiert ginn an et ass probéiert ginn, esou gutt wéi méiglech op d'Besoine vum Secteur anzegoen.

Um Schluss ass en Text erauskomm, deen dem Secteur substanziell soll ënnert d'Äerm gräifen an dee sech de Gegeebenheete vun der Mediewelt vun haut ugepasst huet. Dozou sief awer och gesot, an dat ass och schonn an deene leschte Wochen am Kontext vun de Kriticken un dësem Projet erwäänt ginn, dass ee gären an e puer Joer eng Evaluatioun vun dësem Text ka virhuelen, fir ze kucken, wéi dat neit Gesetz de Secteur effektiv um Terrain impaktéiert huet.

Dat bréngt mech zu eiser zweeter Motioun, déi vun deene selwechte Leit ënnerschriwwe ginn ass a wou mer de Gouvernement invitéieren, « à procéder à une évaluation du régime de l'aide à la presse deux ans après la mise en vigueur du nouveau régime en collaboration avec les acteurs du secteur et à procéder, le cas échéant, à un ajustement du soutien financier ».

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant l'accord de coalition 2018-2023 qui prévoit que « le système actuel du régime de la promotion de la presse écrite sera reformé pour tenir compte de l'évolution des médias et des habitudes d'information et de consommation des citoyens au cours des dernières années » ;

- considérant que cette réforme propose un changement de paradigme quant à l'attribution de l'aide à la presse, en liant le calcul du montant revenant à chaque média au nombre de journalistes professionnels et non plus à la quantité de papier imprimé ;

- considérant que l'accord de coalition prévoit que l'évolution du paysage médiatique « sera suivie de près en vue d'adapter au besoin le nouveau régime au cours de la législature » ;

- considérant le rôle de la presse en tant que quatrième pilier de la démocratie,

invite le Gouvernement

- à procéder à une évaluation du régime de l'aide à la presse deux ans après la mise en vigueur du nouveau régime en collaboration avec les acteurs du secteur et à procéder, le cas échéant, à un ajustement du soutien financier.

(s.) Pim Knaff, Diane Adehm, Guy Arendt, Djuna Bernard, Francine Closener.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools.

M. Pim Knaff *(DP).*- Dass dann och net jidder Representant aus dem Secteur averstane war mat de rezente Reprochen, huet ee jo och un de Reaktioune gesinn. Trotzdeem hu mer bedauert, dass no esou vill Aarbecht an no esou laanger Zäit, wou schonn op dësem Text geschafft gouf, dann awer nach probéiert ginn ass, de Projet e bëssen erauszezögeren, e Projet, deen, wéi bekannt ass, essentiell wichteg, jo, urgent ass, fir der struktureller Kris am Secteur entgéintzewierken, e Projet, op deen e ganze Secteur waart, fir kënne seng Aktivitéiten an Zukunft ze plangen, an domat also e Projet, deen extreem zäitgebonnen ass a wou mer frou waren, dass Bréissel gréng Luucht ginn huet, soudass een den Text an all déi Leit, déi op dëst Gesetz waarden an och ugewise sinn, endlech konnt weiderbréngen.

An dësem Sënn si mir als DP frou, dësen neien Text haut däerfen hei matzestëmmen, a wënschen eis, dass dës Aiden och nach weider an nach besser wäerten derzou bäidroen, eis Press an hirer wichteger Aufgab ze ënnerstëtzen. An deem Sënn ginn ech den Accord vu menger Fraktioun, net ouni awer och dem Guy Arendt fir säin exzellente Rapport a seng intelligent a besonne Féierung vun den Debaten an der betreffender Kommissioun ze feliciteieren.

Ech soen Iech Merci.

M. André Bauler *(DP).*- Ganz gutt!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen dem Här Knaff villmools Merci a ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener *(LSAP).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, wat ass eis Demokratie eis wäert, eis Gesellschaftsform, vun där et heescht, datt se, fräi nom Winston Churchill, net déi bescht ass, mee déi am mannste schlecht? Zanter ech op der Welt sinn, an dat ass awer elo schonn e Strapp hier, kann ech mech net erënneren, datt eis Staatsform jeemools seriö a Fro gestallt gi wier. Dat ass bis haut net de Fall, op d'mannst net hei zu Lëtzebuerg.

Dat ass awer beileiwe keng Selbstverständlechkeet. Mir gesi jo all Dag d'Strategien, d'Bestriewungen, och a grad an Europa, fir d'Muecht an den Hänn vun eenzelnen Interessegruppen ze konzentréieren. Déi Persounen, déi um Pouvoir sinn oder dohinner wëlle kommen, probéieren, de Rechtsstaat auszehielegen. A fir datt dat gelèngt, gëtt massiv dru geschafft, fir déi kritesch Press no an no auszeschalten.

Mir mussen dofir och net an Ungarn goen oder a Groussbritannien; och däitsch Politiker schénge virun näischt zréckzeschrecken. Gesinnungstester fir d'„Tageschau"-Journaliste ginn elo gefrot vun engem CDU-Politiker, dee virdru President vum Verfassungsschutz war. Et ass verheerend, wann d'CDU dee Mann do gewäerde léisst!

An ech muss soen, datt ech villes, wat an deene leschte Jore geschitt ass, och a grad an Europa, wat un demokratiezersetzenden Tendenzen opkënnt, wat u grave Menacë géint Journalisten an

Attacke géint d'Presse- a Meenungsfräiheet bal zum Alldag gehéiert, wierklech ganz, ganz erschreckend fannen. D'„Banalität des Bösen" erlieft e Revival, deen ech virun zéng Joer net fir méiglech gehalen hätt. A grad mir heibannen, mir mussen all eenzelnen Dag um Qui-vive sinn, fir datt esou antidemokratesch Tendenzen net opkommen, net lues a lues ëmmer méi staark an op eemol normal ginn. Duerfir brauch eis Demokratie e staarke véierte Pilier, e staarke véierte Pouvoir, eng staark, onofhängeg a kritesch Press - méi wéi jee!

Mee déi Fundamenter vun dësem véierte Pilier sinn awer haut net méi esou stabill wéi nach virun e puer Joerzéngten. D'Digitaliséierung huet eis Medielandschaft zum Deel kal erwëscht. Déi eng Medienhaiser hu sech méi séier adaptéiert, déi aner di sech vill méi schwéier.

Vill sinn der haut an enger schwiereger Situatioun, dat weisen déi rezent Ëmwälzungen am Secteur vun de Printmedien. Beispiller si schonn zum Deel genannt ginn: De „Jeudi" gëtt et net méi. De „Journal" huet sech en neit Konzept ginn, kënnt just nach online eraus. Saint-Paul, d'Mammenhaus vum „Lëtzebuerger Wort", ass vun engem belsche internationale Mediegrupp opkaaft ginn. Wien hätt geduecht, datt dat jee géif geschéien! An d'„Tageblatt" huet säin Traditiounssëtz an der Escher Kanalstrooss misse verkafen.

D'Medien hunn an deene leschte Jore misse rapid léieren, mat neien Technologien eens ze ginn, fir deenen neie Gewunnechte vun hire Lieserinnen oder Nolauschterer Rechnung ze droen. Ëmmer manner jonk Leit liesen nun emol d'Zeitung, jiddefalls net an där gedréckter, an der Pabeierversioun, et sief vläicht, se läit doheem um Dësch - an dann nach!

Dat kann ee lo bedaueren, mee ob een deen Trend ëmgedréit kritt, dat woen ech awer wierklech ganz staark ze bezweifelen.

D'Editeure si gefuerdert, hir Lieser dohinner sichen ze goen, wou se nun emol sinn, an dat ass eebe meeschtens online. Dat ass per se och net negativ, mee dat verlaangt enorm Efforte vun all eenzelem Zeitungsverlag, dee bis virun e puer Joer nach gewinnt war, seng ganz Energie an e Printproduit ze setzen. Dee Phenomeen ass international iwwerall dee selwechten, also keng Lëtzebuerger Spezifissitéit.

Wat awer dergéint vill méi rar ass, duerfir awer typesch lëtzebuergesch, dat ass déi systematesch finanziell Ënnerstëtzung vum Staat fir déi geschriwwe Press. Zanter de 70er-Jore kréien d'Zeitungen an och d'Zäitschrëfte Sue vum Staat, deen domadder also scho laang weist, wéi wichteg deene successive Regierungen de Mediepluralismus ass. Ouni déi Pressehëllef wier keng esou divers Presselandschaft entstanen, dat steet ausser Zweifel.

An duerfir ass d'Reform vum Pressehëllefgesetz, déi scho Joren an der Diskussioun ass, och esou wichteg an esou néideg. Ëmsou méi, well eeben déi strukturell Mediekris, ausgeléist duerch d'Digitaliséierung, duerch déi sanitär Kris nach eemol drastesch verschäerft gouf. Schlagaarteg sinn d'Annoncen, eng vun den Haaptrecette vun der Press, am Fréijoer d'lescht Joer aus den Zeitunge verschwonnen. Dat huet zum Deel ganz déif Spueren an der Konta vun deene betraffene Medienhaiser hannerlooss. An dobäi weist jo awer grad d'Pandemie nach emol ganz, ganz däitlech, wéi kruzial wichteg et ass, Medien ze hunn, déi fonctionéieren, déi iwwer Fakte reportéieren, Medien, déi d'Géigegewiicht sinn zu der Onmass vun Hallefwouerechten, Manipulatiounen, Ligen, déi andauernd op de soziale Medien onkontrolléiert, ongefiltert zirkuléieren.

Mir brauche Medien, déi och net nëmmen dat noplapperen, wat se vun offizielle Plaze gesot kréien, mee och dat kritesch hannerfroen, kommentéieren, de Fanger an d'Wonn leeën, ëmmer an ëmmer erëm! Duerfir sti mir als LSAP hannert der Reform vum Pressehëllefgesetz.

Op dëser Plaz och merci dem Rapporter fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Wéi hien et erkläert huet, bréngt dës Reform effektiv e Paradigmewiessel. An Zukunft gëtt also net méi d'Zuel vun de geprinte Säite gekuckt, fir d'Héicht vun der Pressehëllef ze determinéieren, mee déi finanziell Hëllef, déi hänkt jo, wéi gesot, vun der Zuel vun de Journalisten of, déi an deene jeeweilege Redaktiounen agestallt sinn. Domadder kommen eeben och reng Onlinemedien an de Genoss vun dëser Pressehëllef. Wuelgemierkt, dës Pressehëllef riicht sech jo just u Printmedien a reng Onlinemedien, Radioen an d'Tëleeë sinn hei net concernéiert.

Anescht ausgedréckt also: Wat eng Redaktioun méi Journaliste beschäftegt, wat d'Zeitung méi Hëllef kritt, onofhängeg dovun, wéi vill Artikele produzéiert ginn. Et muss also net méi mordicus Säiten a Säite mat „chiens écrasés" gefëllt ginn, mee et kann een eeben och d'Journalisten asetzen, fir Recherchen ze maachen, déi intensiv sinn, investigativ sinn an eeben doduerjer och méi laang daueren. Kuerz: d'Qualitéit geet viru Quantitéit. An dat ass deen absolutt richtege Wee!

Elo ass jo am Virfeld vun där Reform vill, vill diskutéiert ginn. An natierlech hunn ech och déi Kriticken héieren, déi soen, de Montant vun deenen 30.000 Euro pro fest agestallte Journalist géif net duergoen, dee misst gehéicht ginn.

Also, natierlech kann een ëmmer iwwer e Montant streiden! Mee et däerf een awer net einfach ignoréieren, op d'mannst wann een éierlech ass, datt et nieft dem Montant vun deenen 30.000 pro Journalist - wat jo och natierlech net deem säi Salaire ass, dat däerf een och wierklech net esou duerstellen! - eeben déi fix Hëllef gëtt vun deenen 200.000 Euro bei fënnef Journaliste pro Redaktioun, à temps plein a mat CDI. De Pim Knaff huet et virdru preziséiert: Am Avant-projet de loi war déi eng Hëllef méi héich an déi hei, déi Part fixe, awer méi niddreg. An ech denken, datt elo 200.000 Euro jo awer wierklech keng Peanuts sinn! An déi Reform huet eeben als Konsequenz, datt déi allermeescht Redaktioune finanziell bäikréien, also bei der Reform gewannen.

Den Ënnerscheed zu der aktueller Situatioun huet d'ALJP, d'Associatioun vun de Beruffsjournalisten, jo selwer an hirem Avis complémentaire nogerechent. A fir déi, déi manner kréien - an dat ass besonnesch ee Fall, fir deen et richteg vill manner géif ginn -, gëllt wärend fënnef Joer eng Iwwergangszäit, déi sécherstellt, datt se an där Period näischt verléieren; dat ënnert der Konditioun, an dat ass eis als Sozialiste wichteg, datt an dëser Zäit och keen entlooss gëtt.

Zu de Kriticken, et wier keen Echange mat de Beruffsvertrieder vun de Journaliste ginn, wëll ech soen, datt mir als LSAP net drop gewaart hunn, fir vun hinnen elo am Juni opgefuerdert ze ginn, se an der Chamberskommissioun ze héieren. Mir haten als LSAP-Fraktioun schonn den 1. Mäerz eng Entrevue mat der ALJP, wou mer iwwert dëse Projet de loi geschwat hunn, awer zum Beispill och iwwert d'Transparenzgesetz, den Informatiounszougang. Dovun ofgesinn hate mer och nach ganz aner Rendez-vousen an Entrevuen - Stéchwuert „lokal Radioen". Ech kommen herno nach dorobber zréck.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et gëtt elo Zäit, fir dëst Gesetz ze stëmmen. Mee ech si mer vollkomme bewosst, datt nach Froen ze kläre sinn, notamment d'Fro, wien als Journalist ze considéréieren ass a wien net. Déi Problematik do vun deem Statut vum Journalist huet de Conseil de presse opgeworf. An déi Fro wäert och elo zentral ginn, well dat ass jo de Krittär, dee festleet, wéi héich déi variabel Hëllef wäert ausfalen.

Do gëtt elo an dësem Gesetzesprojet op d'Pressegesetz vun 2004 verwisen, wat am Kloertext heescht, datt et de Conseil de presse ass respektiv deem seng Kaartekommissioun, déi decidéiert, wien alles e professionelle Journalist ass. Dat ass bis elo och schonn esou gelaf. An et war och elo schonn net ëmmer ganz onproblematesch.

Mee mat dësem neie Gesetz kritt déi Decisioun, wien dann elo eng Pressekaart, eng Journalistekaart kritt, eng aner Bedeitung, well se jo finanziell Suitte fir d'Mediebetriber wäert mat sech bréngen. A wie „finanziellen Interessi" seet, seet „Konfliktpotenzial". Do kéint jo mol en Editeur zum Beispill a Versuchung kommen, fir Leit aus sengem Korrekturdéngscht eng Pressekaart ufroen ze loossen. Ëmgedréint, an d'Madamm Adehm huet dat virdrun och scho gesot, gëtt et haut nei Funktiounen, nei Beruffsbiller an der Redaktioun, déi vläicht net dem Bild vun deem klassesche Journalist entspriechen, déi awer ganz änlech Aufgaben hunn: eeben de Social-Media-Manager oder dee virdru genannte Faktchecker, och den Infografiker. Wat ass da mat hinnen? Kréie si eng Journalistekaart oder net? A mat wéi engem Argument?

An et ass a bleift natierlech och wichteg, datt eng ganz kloer Trennung gezu gëtt par rapport zu deene Leit, déi Artikelen am Optrag vun engem Annoncëclient schreiwen, sougenannt Publireportagen. Dat ass am Code de déontologie jo esou festgehalen. Mee huet de Conseil de presse eigentlech och d'Moyenen, fir dat herno um Terrain ze kontrolléieren, wann e bis eng Kaart accordéiert huet? Do kéint et elo ganz penibel a schwiereg Diskussioune ginn. Duerfir hunn d'ALJP an de Conseil de presse och gefrot, datt déi Definitioun vum Journaliste professionnel nach eemol op de Leescht geholl gëtt a preziséiert gëtt. An ech kann dat ganz gutt novollzéien.

A besonnesch dowéinst hunn ech och an der zweetleschter Sëtzung vun eiser Mediekommissioun gefrot, datt mer no zwee Joer eng Evaluatioun vum Gesetz vun der Pressehëllef maachen. Déi eng Motioun, déi de Pim Knaff elo grad presentéiert huet, gesäit dat jo vir. Et ass, mengen ech, ganz wichteg, am Virfeld vun där Evaluatioun mat alle Concernéierten ze schwätzen - net nëmmen d'Regierung, mee och d'Chamber. Et muss een dann en exhaustive Listing maachen, fir keen ze vergiessen oder ze negligéieren. An deem Bilan muss een dann awer och kucken, wéi sech d'Mediewelt weider verännert huet: ob et e weidere Shift ginn ass hin zum Online, ob nei Formater entstane sinn, nei Fusiounen entstane sinn, wéi d'Gehälter vun de Journaliste sech entwéckelt hunn an nach munches méi.

A wann ech scho beim Pressegesetz sinn, hunn ech nach e weidere Punkt, deen eis als Partei wichteg ass: Dat ass eeben d'Recht op Informatiounszougang fir d'Journalisten. D'ALJP huet jo elo mat aneren Associatiounen aus der Société civile eng Campagne zu deem Theema lancéiert. 2018 hate mir als LSAP déi Fuerderung an eisem Walprogramm stoen. A mir sti weiderhin a fir e Recht op Informatiounszougang fir d'Journalisten.

Mee fir d'éischt maache mer elo de Bilan vum Transparenzgesetz vun 2018 fir ze gesinn, ob dat Gesetz - dat ass jo awer nach relativ jonk - effektiv déi néideg Transparenz bruecht huet oder net. A wann d'Äntwert, och eis Äntwert hei an der Chamber, dorobber Nee sollt sinn, da musse mer gesetzlech nobesseren. Mee dat bedéngt awer eng fundéiert Etüd, zu där och d'Société civile an d'Journalisten hiren Deel solle bäidroen, ouni datt awer scho vu virera Konklusioune gezu ginn.

En interessante Bäitrag dozou ass zum Beispill en Artikel op reporter.lu vum 4. Mee. Doranner gëtt d'Ëmsetzung vun deem Transparenzgesetz zwar kritiséiert, mee et gëtt awer och drop higewisen, datt et dem Medium méiglech war, eeben duerch dat Transparenzgesetz Abléck an eng Rei Dokumenter ze kréien, wéi zum Beispill a Verträg am Zesummenhang mam Kaf vu Maske wärend der Pandemie, déi eeben ausgehandelt goufen. Et ass also net alles ganz schwaarz oder wäiss.

Här President, en anert Theema, dat eis als LSAP um Häerz läit, sinn déi lokal Radioen oder Communityradioen, jee no Definitioun. Si sinn elo net vun dësem Gesetz betraff, well dat sech jo, wéi gesot, un déi geschriwwe Press adresséiert. D'Ënnerscheeder tëscht deene verschiddene Medie sinn och esou grouss, datt et sënnvoll ass, hei eng Trennung ze maachen. Dat heescht awer net, datt dës Radioen däerfe vergiess ginn. Au contraire, mir begréissen ausdrécklech, datt elo eng Léisung fir de Radio ARA fonnt gouf, déi et dem Radio erlaabt, mat senger wäertvoller Aarbecht virunzefueren.

Mee och déi Dosen aner Lokalradioen, déi et zu Lëtzebuerg gëtt, hunn eng schwéier Zäit hanneru sech. Dir hutt vläicht haut den Artikel gelies am „Wort" iwwert de Minettradio Belle Vallée. Awer och déi aner hu wärend der sanitärer Kris Sponsere verluer, hate keng Méiglechkeet, Eventer oder Fester ze organiséieren, fir d'Keess nees ze fëllen. Dobäi hunn dës Radiostatiounen e grousst Potenzial, sief et bei der Produktioun vu lokalen Noriichten, sief et, fir eng Communautéit zesummenzehalen, sief et, fir Medienerzéiung ze maachen. Et kënnt jiddefalls fir eis als Partei net a Fro, dat Potenzial einfach broochleien ze loossen.

Duerfir solle se gehollef kréie beim Iwwergang op den digitale Radio DAB+. Dat ass richteg a genee dat hunn d'Madamm Lydia Mutsch an ech de Medieminister schonn den 30. Juni an enger Question parlementaire gefrot. Duerfir sollten et awer och Krittäre ginn, fir datt se kënne Subside kréien. Duerfir solle se hir Efforten an der Medienerzéiung unerkannt kréien. Déi Motioun an deem Sënn ass mir do ganz wichteg.

Ee Wuert nach zu enger anerer Entwécklung, déi engem schonn e wéineg kann ze denke ginn. Ech schwätze vun deene lokalen Televisiounssenderen, wéi se vun ëmmer méi Gemenge bedriwwe ginn. Op den éischte Bléck ass dat jo eng gutt Saach, wann do lokal Nouvellen un d'Bierger bruecht ginn. Mee op den zweete Bléck ginn dës Kanäl awer ganz vill fir Propagandazwecker vun deene lokale Schäfferéit genotzt, egal vu wéi enger politescher Faarf. Dat ass eng bedenklech Entwécklung, well sollten dës Senderen elo op de Wee goen, sech mat Reklamme vu lokale Betriber ze finanzéieren oder ze kofinanzéieren, dann entsteet jo do, a mengen Aen, eng onfair Konkurrenz fir Presseorganer, déi nach um lokalen Niveau present sinn.

Rezent hu Vertrieder vun der ALIA eis dat an der Mediekommissioun gesot, eis dorop opmierksam gemaach. An ech mengen, dat wier eppes, wat de Medieminister och misst am A behalen.

Eng aner Entwécklung, déi mer eis dergéint erhoffen, ass déi, datt mat dësem Gesetz nei, onofhängeg Medieprodukter eng Chance kréien, sech ze entwéckelen. Ech hu gesot, datt d'Digitaliséierung dat eent oder anert Haus kal erwëscht huet, mee si bitt natierlech och Chancen, wéi mer dat jo och gesinn hu mam Beispill vu reporter.lu. Fir esou Modellen ze ënnerstëtzen, kréien elo sougenannt „médias émergents", déi een e wéineg mat enger Startup ka vergläichen, och d'Recht op eng finanziell Hëllef, och wa se de Krittär vun deene fënnef agestallte Journalisten nach net erfëllen. Als LSAP hu mir eis hei derfir agesat, datt dës Hëllef dräi Joer laang kann ausbezuelt ginn, an net just zwee, wéi et eigentlech initial virgesi war.

An da si mer och frou, datt eng Hëllef fir Presseproduite virgesinn ass, déi net vu professionelle Mediebetriber, mee vun Associatiounen a Benevolle bedriwwe ginn -och hei eng Mesure, fir eis Medievilfalt weider auszebauen.

Bref, mir sinn der Meenung, datt dëse Projet de loi, sou wéi en elo ass, ausgeglach ass. D'Chamberskommissioun huet en effet vill dorunner geschafft an um Regierungstext vill Ännerunge virgeholl. Et ass normal, datt an engem Secteur, deen esou heterogeen ass wéi dee vun de Medien, net jiddereen honnertprozenteg Satisfaktioun ka kréien. Et ass awer wichteg, datt dës Hëllef kënnt, an zwar séier.

Wat ass eis Demokratie eis wäert? Abee, ech fannen, datt déi Zommen, déi a Qualitéitsjournalismus investéiert ginn, exzellent placéiert Geld sinn. Och déi audiovisuell Medie kréien Hëllef vum Staat. An och dat ass richteg. Dat ass en Invest an d'Meenungsfräiheet an an d'Meenungsverschiddenheet. Ouni Journalismus kann et keng Demokratie ginn.

Duerfir sinn ech ganz frou, fir zu dësem Projet de loi den Accord vu menger Fraktioun ze ginn a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen der Madamm Francine Closener villmools Merci a ginn d'Wuert un déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard *(déi gréng)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ier ech ufänken, wéilt ech dem Premier- a Medieminister am Numm vu menger Fraktioun vun dëser Plaz aus eng gutt Besserung wënschen. A mir wëssen, wéi gären en haut hei am Sall gesiess hätt.

Lëtzebuerg ass fir de Mediemarché e Kosmos mat ville Besonneschkeeten. Mir hunn e klengen Territoire mat wéineg Populatioun, mee am Verhältnis dozou awer eng ganz divers Medielandschaft. Als klengt, onofhängegt Land an Europa, als Wirtschafts- a Finanzstandort an als oppen a multikulturell Gesellschaft hu mer eng ganz vilfälteg Aktualitéit, déi an de Medie couvréiert muss ginn.

Déi sproochlech a kulturell Vilfalt, déi an eisem Land existéiert, muss och an der Medielandschaft erëmgespigelt ginn. Duerfir begréisse mer d'Auswäitung vum Sproochekrittär an dësem neie Gesetz zur Pressehëllef. Et ass wichteg, dass déi verschidde Communautéiten, déi en net onweesentlechen Deel vun eiser Bevëlkerung duerstellen, sech informéieren a weiderbilde kënnen an esou an d'gesellschaftlecht Zesummeliewen an an d'politesch Aktualitéit agebonne ginn.

Iwwerall ronderëm d'Welt ass d'Mediewelt mat enger enormer Vitess vun hirem technologeschen a wirtschaftleche Kader konfrontéiert. An déi schléit sech och an der Verschiddenheet vun de Mediemodeller nidder. An där Optik ass et natierlech och eng Erausfuerderung, e Gesetz ze formuléieren, wat dëse Premisse Rechnung dréit. D'Konvergenz vun de Medien an dem Internet an den Transmedia si Phenomeener, déi déi al Trennung vu Medie verschwanne loossen. E Beispill sinn d'Internetsitte vu Radio- an Tëleeschaînen, déi héichwäertegen audiovisuelle Contenu kënnen erëmbenotzen, deen dozou deelweis nach mat ëffentleche Gelder kofinanzéiert gëtt.

Mëttel- a laangfristeg stellt sech duerfir d'Fro, awéifern déi verschidde gesetzlech Kadere mussen harmoniséiert a moderniséiert ginn. Déi verschidde Modeller si sou divers an transversal, wéi et Medie gëtt, an nei Forme vu Medien- a Presseaarbecht gi kontinuéierlech nei entwéckelt.

Deementspriechend musse mir als Legislateur hei um Ball bleiwen a souwuel dëst Gesetz an zwee Joer evaluéieren, wéi och mat Bléck op d'Zukunft iwwerleeën, ob mer net och d'Gesetz zu den audiovisuelle Medie mussen op de Leescht huelen. Hei hate mer an deene leschte Joren Direktiven ëmgesat, mee d'Basis ass mëttlerweil 30 Joer al. D'ALIA, déi all Dag dëst Mediegesetz applizéiert, hat eis virun e puer Méint schonn an engem Avis drop higewisen, dass d'Zäit hei räif wier fir eng Generaliwwerhuelung.

Mir sinn eis bewosst, dass esou e Projet wierklech e gréissere legislative Chantier bedeit. Mee fir e Mediestanduert wéi Lëtzebuerg ass et awer och e besonnesch wichtege Beräich. Als europäeschen Acteur am Medieberäich sti mir reegelméisseg international am Fokus. Duerfir brauche mir Gesetzer an Institutiounen, déi un eis Zäit ugepasst sinn, fir d'Integritéit an d'Reputatioun vun eisem Mediestanduert kënnen ze schützen.

Här President, virun e puer Minutten hunn ech dräi Grënn opgezielt, wéinst deene mir hei zu Lëtzebuerg eng ganz vilfälteg Medien- an domat och Presselandschaft hunn. Et gëtt awer nach e véierten, ganz wichtegen an handfeste Grond, an dat ass eng staark staatlech Pressehëllef, déi säit den 1970er-Jore gesetzlech gereegelt ass.

Déi gréng Fraktioun steet zu enger grénger - net zu enger „grénger" -, zu enger „staarker" Pressehëllef, ...

(Hilarité)

... well dëse Modell un d'Realitéite vun eisem Mediemarché an eiser Gesellschaft ugepasst ass. Mir si frou, dass mer e breede Konsens heiriwwer hunn, an och doriwwer, dass d'Reform vun dësem Gesetz dréngend benéidegt gëtt. Mir schwätzen hei zu Recht vun engem Paradigmewiessel a Richtung vun der Valoriséierung vun der journalistescher Aarbecht, an dat ass dee richtegen Usaz.

Erlaabt mer elo, méi am Detail op e puer méi spezifesch Theemebléck anzegoen:

De Finanzement vun eise Medien ass de Kärsujet vun dësem Gesetz. Eis Medielandschaft brauch e Finanzement, dee stabel, transparent a previsibel ass. Nëmmen esou ka si an aller Onofhängegkeet wirtschaftlech Entscheedungen treffen, fir sech un dee virdru genannten techneschen, ekonomeschen a gesellschaftleche Wandel unzepassen.

E weidere Grond fir eng héich staatlech Hëllef ass d'Feele vun enger staatlecher Presseagence hei am Land. Dëse Sujet gëtt ëmmer erëm diskutéiert. An et schéngt kee Konsens driwwer ze ginn, ob esou eppes hei am Land ubruecht ass. Hei wier et interessant, engersäits mat de Journalistinnen an Editeuren ze kucken, wou si eventuell e Besoin gesinn a wou net. An Zesummenaarbecht mat der Fuerschung wier et och méiglech, eng besser Iddi vun de finanziellen an organisatoreschen Dimensioune vun esou engem Projet ze kréien a fir sech iwwer méiglech Auswierkungen op eis Medielandschaft Gedanken ze maachen.

Wuelverstan si mir hei um Niveau vun enger Machbarkeets- an Opportunitéitsetüd an net scho bei enger konkreeter politescher Fuerderung.

E Sujet, dee mer Suerge mécht - an ech mengen, dat deele ganz vill vun de Kolleeginnen a Kolleegen hei am Raum -, ass d'Zukunft vun eise Printmedien. Si si mat Schwieregkeete konfrontéiert a leider hu mer an de vergaangene Joren ëmmer erëm mussen traditionellen Zeitungen Äddi soen. Et ass fir eis evident, dass wa mer vu Pluralitéit schwätzen, och ënnerschiddlech Supporte gemengt sinn. Laangfristeg ass et kloer, dass den digitale Wee wuel onëmgänglech ass. Mir stellen awer fest, dass et - Stand haut - ze vill fréi ass, fir de Print sengem Schicksal ze iwwerloossen.

De Print ass och net nëmme wichteg aus enger Iwwerleeung vun Accessibilitéit an Inklusioun vun alle Bevëlkerungsschichten eraus. Nee, déi geschriwwen Dagespress erfëllt eng spezifesch Roll an eiser Medielandschaft, sief dat bei der breeder Couverture vun der politescher Aktualitéit op nationalem Niveau queesch iwwer all d'Sujeten, bei der systematescher Couverture vu regionalen oder lokale Sujeten oder och bei verschiddenen Typpe vun Annoncen an Ausschreiwungen. An deem Sënn beschreift déi geschriwwen Dagespress och eng Funktioun an net nëmmen e Support.

Natierlech waren a sinn d'Montante vun den Aiden, op déi meng Virriedner schonn am Detail agaange sinn, e grousse Sujet. Ech wëll hei op dëser Plaz awer explizitt begréissen, dass mer en Amendement op de Wee bruecht hunn, deen d'Montanten indexéiert. Vu dass kee mat Sécherheet ka soen, wéi laang den neie Regimm wäert daueren, bis iergendwann eng nei Reform kënnt, ass dat eng ganz wichteg Upassung, déi an d'Zukunft geriicht ass. Am Moment ass d'Hausse vu Präisser a Léin sécher moderat. An awer cumuléiert sech hiren Effekt iwwert d'Joren an ass duerfir net ze vernoléissegen.

Här President, wann een op där enger Plaz Zeitunge mol Äddi soe muss, dauchen och nei Medien an der Landschaft op - innovativ Konzepter an nei Modeller op Basis vun enger Analys vun de Besoine vun der Clientèle -, an et brauch ee sécher Courage an Iwwerzeegung, fir sech an dëse Secteur ze lancéieren. Fir dës ze ënnerstëtzen, befënnt sech d'Kategorie vun den „éditeurs émergents" am Gesetzestext, an dat ass eng gutt Saach. Si gëtt neien Acteuren eng besser Chance, fir Fouss ze faassen. Et wäert sech natierlech eréischt weisen, wéi grouss de Succès vun dësem Modell ass, mee d'Iddi ass gutt a richteg!

Ech kommen zréck op de fundamentale Paradigmewiessel vun dëser Reform. D'Pressehëllef gëtt net méi wéi bis elo op d'Säitenzuel baséiert, mee op d'Zuel vun den ugestallte Journalist/innen. Heimat gëtt de Fokus op d'Qualitéit an den Inhalt geluecht a setzt dem/der Journalist/in seng/hir redaktionell Fäegkeeten an de Fokus. Mir begréissen, dass den neie Modell d'CDIe valoriséiert, fir de Journalist/innen eng berufflech Stabilitéit ze ginn.

Wéi mer vum Conseil de presse matgedeelt kruten, hëlt d'Zuel vun de Journalist/innen an de leschte Joren nämlech significativ of. Esou gouf et 2010 nach 229 professionell Journalist/innen; fënnef Joer méi spéit, bedéngt duerch den Invest an d'Internetpresenz, ass d'Zuel bis op 240 geklommen. "Good news", hätt ee kënne mengen, mee d'Revenue sinn net wéi erhofft matgeklommen. Mëtt 2020 waren nach 189 Pressekaarte vergi ginn an d'Zuele schéngen an der Lescht net eropgaangen ze sinn.

Ech héieren awer och d'Suergen aus dem Secteur, dass sech den neie Modell eventuell negativ op d'Gehälter vun de Journalist/inne kéint auswierken. Dat muss evitéiert ginn. An do sti mer alleguerten och an der Verantwortung, fir dësem Gesetz deen néidege Suivi ze ginn.

Fir de Journalismus zu Lëtzebuerg ze stäerken, brauch et awer nieft de Suen och weider Instrumenter. D'Formation continue, déi an dësem Gesetz gefërdert gëtt, ass hei sécher e Punkt. Aner wichteg Piste sinn zum Beispill awer och e verbesserten Informatiounszougang, méi Kloerheet bei de Krittäre fir d'Vergi vu Pressekaarten an eventuell och Iddie wéi zum Beispill e méisproochegen a grenziwwerschreidende Journalistestudiegang an der Groussregioun.

Ech kommen elo zu de Community-Medien. déi gréng si frou iwwert d'Berécksiichtegung an d'Unerkenne vun de Community-Medien ënnert dem Term „éditeurs citoyens" am Gesetz. Mir hunn am Laf vun de Kommissiounsaarbechten dofir geschafft, dass d'Krittären un hir Besoinen adaptéiert ginn. Si brauche beispillsweis just nach ee professionelle Journalist an een anere Salarié, wéi zum Beispill en Techniker oder e Coordinateur vun de Benevollen. An dat ass richteg a wichteg, well grad eng zäitgeméiss Technik wichteg ass, fir dass och dës Medie mat der Zäit kënne goen, respektiv well d'Koordinatioun vu Benevollen an engem enk getaktete Beräich wéi de Medien eng ganz grouss Erausfuerderung ka sinn.

Am Laf vun eisen Aarbechten um Gesetz huet de Radio ARA, dee finanziell ënnert der steigender Konkurrenz an ënnert der Pandemie gelidden huet, en Accord de convention mam Medieministère ofschléisse kënnen. Dat begréisse mir ausdrécklech! Den ARA, geneesou wéi de „forum" an och vill aner communautaire Medien, prägen eis Medielandschaft mat villfältege Bäiträg fir de Public a Saachen Diversitéit, als Accès zu Medien an als Outil fir Medienerzéiung. Dat gëllt virun allem - mee net nëmmen - fir déi Jonk. Gläichzäiteg iwwerhuele se awer och fir d'professionell Medielandschaft e Rôle als Talentscout an Ausbildungsplaz fir d'Journalisten.

Mir si ganz sécher e grousse Schrëtt weiderkomm, andeems d'Community-Medien an hir finanziell Ënnerstëtzung am Gesetz verankert goufen. En vue vun der Diversitéit an dem Wandel an der crossmedialer Medielandschaft kommen hei och ëmmer erëm nei Formater a Modeller aus der Zivilgesellschaft eraus. An dat ass gutt esou an dat muss och weider gefërdert ginn. Duerfir si vill verschidde Ministèren zoustänneg, jee no thematesche Schwéierpunkten a Missiounen. An hei géife mer eis freeën, wann de Medieministère och weiderhin, wéi beim Radio ARA, de breetgefächerte Secteur kéint chapeautéieren an ënnerstëtzen - finanziell, mat Knowhow an an der Vernetzung. A genau deem Sënn versteet sech jo och déi vun eis ënnerstëtzte Motioun, déi jo scho vu menge Virriedner thematiséiert gouf.

Här President, ech kommen zu mengem leschte Punkt: der Transitioun an der Evaluatioun.

Et gouf scho vill ënnerstrach: Mir maachen en absolutte Paradigmewiessel mat neie Krittären, fir d'Hëllefen ze kréien an ze berechnen. Natierlech kënne mer dat net vun haut op muer maachen. Duerfir gëtt et de Régime de transition, an dat ass eng gutt Saach. Mir sinn notamment besonnesch frou doriwwer, dass an de Kommissiounsaarbechten nogebessert gouf, fir d'Suen deelweis un den Erhalt vun Aarbechtsplazen ze koppelen an esou géint méiglech Abuse virzegoen.

En anere wichtegen Deel vun dëser besoter Transitioun ass och de Start vum neie Regimm, dee mat dësem Vott direkt a Kraaft trëtt an deen alen ersetzt. Hei muss elo séier déi nei Commission Aide à la presse un d'Rulle kommen, fir dass d'Hëllefe kënnen ausbezuelt ginn. D'Delaien an och d'Schnelllegkeet vun den Äntwerte vun dëser Kommissioun si kruzial fir d'pragmatesch Ëmsetzung vun dësem Gesetz. Besonnesch fir déi kleng Editeuren ass d'Gestioun vun der Tresorerie eng Erausfuerderung, déi ënner Ëmstänn hir Existenz bedroe kann.

De Conseil de presse huet och op dëse Volet higewisen a mir begréissen an deem Geescht, dass de variabelen Deel vun der neier Hëllef no den Amendementer elo trimesteriell ausbezuelt gëtt. Mee dat geet eeben nëmmen, wann d'Prozedur elo och séier kann hire Wee goen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir wëssen alleguerten, dass et e Balanceakt duerstellt, e staatlechen Hëllefsregimm esou opzestellen, dass d'Diversitéit séchergestallt ass, en eenheetlechen a faire Modell fir Hëllefe gebuede gëtt an doriwwer eraus och nach eng Upassung un d'Realitéite vum Marché gefërdert gëtt - kuerz gesot: staatlech Suen ze ginn, fir d'Existenz ze sécheren a gläichzäiteg Onofhängegkeet a Changementer ze fërderen.

Hei gëtt et sécher gutt a gangbar Léisungen, an dësen Text enthält der ganz vill, mee duerfir huet et seng Zäit gebraucht, fir dass mer haut hei stinn. A mer stëmmen hoffentlech haut en Text, deen eng däitlech a kloer Verbesserung fir d'Presselandschaft mat sech bréngt. Duerfir gëtt déi gréng Fraktioun ganz gären haut hiren Accord fir dëst Gesetz.

Wa mer dat awer maachen - am Bewosstsi vun der Komplexitéit an deem sech wandelnde Secteur -, ass et eis wierklech wichteg, dass mer eis gläichzäiteg e groussen To-do an de Kalenner schreiwen: den To-Do vun der Evaluatioun vun dësem Gesetz. Mir mussen d'Auswierkunge vun eisen Entscheedunge kontrolléieren an hannerfroe kënnen. Wa mer e Bilan maachen, da muss deen natierlech mindestens ee Geschäftsjoer couvréieren. Mee et sollt och net ze laang daueren. Bei dëser Evaluatioun musse mer menger Meenung no e puer Punkte ganz besonnesch am Bléck halen: Wéi spillt d'Definitioun vun Eegerecettë mat der Querfinanzéierung a Cross-Promotioun vu verschiddene Medien zesummen? Wéi en Effet huet d'Reform op d'Mediekonzentratioun am Land? Wéi gutt funktionéiert den neie Regimm vun den Éditeurs émergents? An natierlech - wéi schonn ufanks gesot -: Wéi en Effet huet d'Gesetz op d'Zuel an d'Bezuelung vun eise Journalist/innen? An deem Sënn si mer immens frou iwwert d'Motioun, déi deposéiert gouf, fir an zwee Joer eng Evaluatioun vum Gesetz ze maachen. Déi soll natierlech mam Secteur a senge verschiddenste Vertrieder/inne gemaach ginn!

Op dëser Plaz wëll ech Iech, Här Arendt, natierlech och e ganz grousse Merci soe fir Äre schrëftlechen a mëndleche Rapport an de konstruktive Geescht an Echange an de Kommissiounsaarbechten.

Ech soen Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Bernard. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eleng d'Publikatioun vun dësem Gesetzesprojet iwwert d'Pressehëllef war jo schonn e Vertrauensbroch. Et huet also scho gutt ugefaangen.

D'Acteure vun de Medie waren am Virfeld an d'Diskussiounen agebonnen. Et goung rieds vun engem Montant, deen och schonn hei genannt gouf, vu 55.000 Euro pro professionelle Journalist. De Projet de loi, deen dunn deposéiert gouf, huet just nach 30.000 Euro virgesinn. 30.000 Euro dat ass emol net de qualifizéierte Mindestloun, souwéi d'Chambre des Salariés dat och an hirem Avis bemierkt.

Dee ganze Secteur gouf also virun de Kapp gestouss. Ass et esou, wéi dës Regierung d'Journaliste wëll stäerken? Ass et esou, wéi dës Regierung e Beruff, deen an deene leschte Joren net méi liicht ginn ass, wëll valoriséieren?

Mir fannen, dass dat doten e ganz schlechte Witz ass! Dëst Gesetz incitéiert Editeuren, hir Journaliste fir de Mindestloun anzestellen, och wann déi 30.000 Euro net onbedéngt als Salaire ze verstoe sinn, dat weess ech och. An et soll kee soen, dass déi aner Hëllef, déi an dësem Gesetz virgesinn ass, dat kéint kompenséieren, well et gëtt haut och scho genuch Journalisten, déi fir de Mindestloun schaffen oder fir Paien, déi knapp iwwert dem Mindestloun leien. An dat am räiche Lëtzebuerg!

Dëst Gesetz hätt dëser Ongerechtegkeet kënnen entgéintwierken, mee et verstäerkt se, andeem et de Mindestloun fir Journaliste gesetzlech consacréiert. Also gutt geschafft!

Wann et dann dobäi géif bleiwen, mee et geet weider: Dëst Gesetz mécht net de geréngsten Ënnerscheed tëscht Online- a Printmedien. An et muss ee jo keen Expert si fir ze verstoen, dass et sech ëm zwee ganz ënnerschiddlech Formater handelt, déi op eng ganz aner Aart a Weis produzéiert ginn. An dat ergëtt natierlech aner finanziell Besoinen. Et kann also net sinn, dass d'Part fixe vun der Pressehëllef fir eng Onlinezeitung déi selwecht ass wéi fir eng Printzeitung. D'Chambre des Salariés mécht dorobber opmierksam a freet sech gläichzäiteg, ob dëst Gesetz net och implizitt d'Enn vum Pabeier fuerdert. Abee, mir froen eis dat och!

Derbäi kënnt, dass eng Onlinezeitung eligibel gëtt fir d'Pressehëllef, wa se zwee Artikelen den Dag schreift. Da kann een och emol prinzipiell froen, wat d'Pressehëllef da fir d'Gratiszeitunge bréngt. Jidderee weess, dass et deene finanziell gutt geet, an domadder hu mir jo u sech och kee Problem. Mee et kann een dowéinst awer net behaapten, dass de Staat méi an d'Medien investéiert, well vun deem Budget, deen derbäikomm ass, profitéiert elo d'Gratispress, där et - wéi gesot - souwisou scho gutt geet. Ech géif also wierklech gär wëssen, wat dee politesche Choix motivéiert huet.

Da gëtt et och nach eng Dispositioun, déi virun allem déi méi kleng Publikatioune viru nach méi grouss Schwieregkeete stelle wäert: Ech schwätze vun der Obligatioun, sech zu 50 % vum Montant vun der staatlecher Pressehëllef selwer mussen ze finanzéieren. Et ass jo awer gewosst, dass d'Press leit, well se éischtens manner Abonnenten an zweetens kaum publicitaire Recettë méi huet. Dat sinn awer traditionell déi zwou Haaptgeldquelle vun de Medien. Ech fäerten, dass d'Kaz sech do an de Schwanz bäisst an ech froe mech iwwerhaapt, firwat dës Konditioun esou an deem Gesetzesprojet steet.

Här President, et ass awer och déi eng oder aner gutt Iddi an dësem Gesetz. An déi betrëfft d'Formatiounspläng, déi d'Editeure mussen ubidden. Mee och dës gutt Iddi ass esou schlecht ëmgesat, dass se guer net effikass wäert sinn, well et gëtt jo net kontrolléiert, ob déi Formatiounspläng, déi um Pabeier stinn, iwwerhaapt duerchgefouert ginn. An ech schwätzen net vun enger Qualitéitskontroll, mee ganz einfach vum tatsächleche Stattfanne vun deene Formatiounen. An deene sëllegen Avisen, déi zu dësem Gesetz hei geschriwwe goufen, steet dat d'ailleurs och dran.

Wéi hätt een et kënne besser maachen? Ma ech zitéiere gären aus dem Här Arendt sengem Rapport, deem Deel iwwert den Avis vun der Chambre des Métiers. Do steet follgende Paragraf: « Finalement, la Chambre des Métiers propose plusieurs autres pistes à considérer dont une hausse du montant accordée par journaliste, l'introduction d'un montant forfaitaire pour chaque publication, la révision à la baisse du rapport entre les recettes propres et les aides financières et un mécanisme d'adaptation régulière suivant le régime à l'augmentation du coût de la vie. » Et gëtt also Iddien - aner Iddien -, mee déi sinn net zréckbehale ginn. Dat alles kënnt elo also net.

Här President, op rtl.lu hunn ech d'Carte blanche vun engem Journalist gelies, dee scho laang derbäi ass an deen d'Saach kuerz a knapp op de Punkt bréngt. Ech zitéieren: „Et besteet d'Gefor, dass weider Zeitunge mat dëser Reform an d'Hannertreffe geroden. Duerfir sinn déi direkt Betraffen, nämlech d'Journalist*innen, beonrouegt an entsat zugläich. Beonrouegt, well d'Gesetz sech net mat de strukturelle Problemer vun der Medielandschaft auserneesetzt a just e Perimeter erweidert - gläichzäiteg awer d'Enveloppen net konsequent upasst. Entsat, well trotz laange Méint, wärend deenen net um Gesetz geschafft gouf, hir Demande fir eng Entrevue net honoréiert gouf." Ech wëll drop hiweisen, dass deen éischte Paragraf eng direkt Referenz op d'Verschwanne vum „Jeudi" a vum „Journal" op Pabeier ass. Et ass also kloer, dass eis Press den Ament net gutt dosteet. An dat wësse mir alleguerten hei!

Wann een d'Journalisten an d'Journalistinne wierklech hätt wëlle stäerken a valoriséieren, dann hätt een och nach misse Gesetzer reforméieren, déi scho laang op sech waarde loossen. Wou ass e gutt Informatiounszougangsgesetz, dat d'Journaliste fuerderen? Wou ass d'Reform vum Pressegesetz - dat Gesetz, an deem de Beruff, seng Rechter a seng Flichten definéiert ginn? Do hätt een eigentlech missen ufänken!

Aus mengem Exposé geet also kloer ervir, dass déi traditionell Medien net gutt ewechkommen. An et geet net eenzeg an eleng ëm Suen. Sécher kritt deen een oder aneren e puer Sue méi. Mee et kritt vläicht och deen een oder aneren e puer Sue manner.

Här President, et bleift mer awer nach ee Wuert - an zwar keen onwichtegt - iwwert déi sougenannte Médias citoyens. Et muss ee kloer feststellen, dass d'Regierung net weess, ëm wat et geet. E Média citoyen gëtt net vu Journaliste fir de Grand public gemaach, mee vun engagéierte Leit a Bierger, déi net professionell Journaliste sinn an déi wëllen e Grupp vu Matmënschen erreechen, déi eeben net vun den traditionelle Medien erreecht ginn. E Média citoyen brauch also keng Journalisten, wéi dëst Gesetz et verlaangt, mee Professioneller, déi d'Leit encadréieren.

Mir haten hei an der Chamber eng Motioun deposéiert, déi d'Regierung opfuerdert, de Médias citoyens en eegent Gesetz ze ginn, well aus deem, wat ech grad erkläert hunn, geet ervir, dass et sech ëm zwou verschidde Saachen handelt. Eis Motioun gouf an d'Kommissioun verwisen,mee do ass se awer guer net op den Ordre du jour komm, an dat obwuel d'Aarbechten op deem heite Gesetz, wat mer haut stëmmen, weidergaange sinn.

Elo huet de Ministère eng Konventioun mam Radio ARA ënnerschriwwen. Mee dat kann dach net d'Léisung sinn! Et geet dach drëm, e Secteur ze stäerken, e Gesetz ze schreiwen, dat et erméigleche géif, dass dee Secteur wiisst an net, dass een zäitlech begrenzten Almose verdeelt, déi knapp d'Iwwerliewe garantéieren. Am ARA gëtt elo säit Joerzéngten eng ganz wichteg Aarbecht geleescht. Wéi wichteg, dat huet ee wärend der Pandemie gesinn, wou verschidde Gruppe vu Leit déi néideg Informatioune just iwwert dee Wee kruten. Ass déi Konventioun de Merci? Kann et sinn, dass de Staat iwwert d'Iwwerliewe vun engem Média citoyen decidéiert, andeems en eng Konventioun verlängert oder net, andeems en eng Konventioun méi oder manner finanziell dotéiert? Et ass op d'mannst net ze spéit, eis Motioun nach erauszehuelen an ze diskutéieren. An anere Länner gëtt et esou Gesetzgeebunge fir Média-citoyenen. Et ass also net eppes, wat mir elo hei erfannen. Déi Médias citoyens spillen eng wichteg Roll, och wann et ëm Zesummenhalt a Solidaritéit an eiser Gesellschaft geet.

Et wäert och keen heibanne wonneren, dass mir dëst Gesetz also net matstëmmen. Merci, fir d'Nolauschteren.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Fir d'éischt emol dem Medieminister eng gutt Besserung, a wéi mer haut gelies hunn, ass e jo och um Wee vun der Besserung, wat eis natierlech freet. Awer och e Merci - en éierleche Merci - un de Guy Arendt fir déi konstruktiv Gespréicher an der Kommissioun. Et ass vill hin- an hiergaang, mee et ass eppes Brauchbares erauskomm. Ech si jo just Gaascht an där Kommissioun gewiescht an ech hunn déi Aart a Weis vun der Presidence wierklech geschätzt.

Duerfir wäert ech och haut de Sven hei vertrieden oder ersetzen, wéi een et nenne wëllt. Et ass nëmmen ee Pirat haut hei, well de Sven bekanntlech e Conflit d'intérêt huet, well e selwer an de Medien täteg ass. Do hu mer decidéiert, dass dann de Sven deementspriechend de Sall verléisst an och net um Vott wäert deelhuelen.

Eng onofhängeg a kritesch Press ass wichteg fir eng gesond Demokratie. Dat hu mir haut och schonn oft héieren. Eng kritesch Press kënnt alle Biergerinnen an all Bierger am Land zegutt. An duerfir ass et och richteg, de professionelle Journalismus mat staatleche Mëttele finanziell ze ënnerstëtzen.

D'Aart a Weis, wéi de Secteur bis elo awer ënnerstëtzt ginn ass, war net méi drobar, dat steet fest! Eng staatlech Hëllef, bei där de Steierzueler an éischter Linn de Pabeier finanzéiert, ass kloer ee Feelureiz gewiescht. Mir sinn e klengt Land mat engem grousse Sproocheräichtum. Eis Awunner kënnen hir Informatioun aus villfältege Medien - och aus dem Ausland - bezéien a brauchen dofir keng déck Zeitungen, déi Säiten a Säite mat Artikele fëllen, déi se mol net selwer geschriwwen hunn, mee just bei groussen Agenturen am Ausland akaf hunn, déi souwéisou scho Stonne virdrun um digitale Wee verbreet gi sinn.

Wa mir net wëllen, dass eis Informatiounen ëmmer méi just nach vun e puer groussen Acteuren um Marché dominéiert ginn, brauche mir onofhängeg Journalist/innen hei am Land, déi selwer schreiwen. An duerfir freeë mir eis och iwwert de virleiende Projet, deen de Journalist an de Mëttelpunkt setzt an net méi d'Unzuel u Säiten, déi gefëllt ginn.

De Secteur vun der geschriwwener Press ass am Wandel. D'Digitaliséierung huet ganz nei Méiglechkeeten, mee och ganz nei Erausfuerderungen a Konkurrenzsituatioune mat sech bruecht. D'Unzuel u Journalisten am Land geet kontinuéierlech zréck. A rezent Spuermoossnamen a groussen Haiser, déi och mat Kënnegunge verbonne waren, hu gewisen, wéi fragill verschidden Aarbechtsverhältnisser bei de Journaliste sinn.

An do hänke jo dann och nach eng ganz Rei vun anere Beruffer mat drun, déi haut ganz kreativ benannt ginn - vum Content Creator fir Social-Media-Plattforme vun der Zeitung iwwer e Faktenchecker oder bis hin zu enger klassescher Fotografin. Duerfir ass et esou wichteg, konkreet de Beruff vun de Journalist/inne mat staatlechen Hëllefen ze ënnerstëtzen, fir eng onofhängeg Press am Land ze erhalen, esou wéi et och dat mat dësem Projet gemaach gëtt. D'Fro ass awer, ob d'Héicht vun de virgesinnen Hëllefe wierklech wäert hëllefen, d'Aarbechtsplazen ze erhalen. 30.000 Euro pro Vollzäitposte pro Joer sinn der elo net esou vill. Hei riskéiere mir, d'Editeuren ze encouragéieren, eeler Employéen, déi méi héich Salairen hunn, lues a lues lass ze ginn, fir se da kënne mat méi gënschtegen neien Aarbechtskräften ze ersetzen.

Fir esou e Verhalen ze verhënneren, hätte mir eis gewënscht, dass d'Hëllefen un den Erhalt vun den Aarbechtsplaze geknäppt gi wären, mee dat ass leider net geschitt. Wärend ee fir déi spezifesch Hëllefen aus der Iwwergangszäit d'Konditioun vum Maintien dans l'emploi erfëlle muss, gouf dat fir d'Aide à l'activité rédactionnelle bedauerlecherweis net festgehal.

E weidere Punkt, dee besser hätt kënne gestalt ginn, ass deen, dass zwar dru geduecht ginn ass, e speziellen Hëllefsregimm fir nei Zeitunge virzegesinn, mee keng wierklech Pisten opgewise gi sinn. Duerfir hunn ech an der Kommissioun och e puermol drop opmierksam gemaach, dass ee Startups méi ënnerstëtze misst. Am Moment sinn d'Hürde fir nei Medien am Text nach zimmlech héich gehalen an et brauch ee vill Kapital.

De Sprong vun zwee op fënnef fest agestallte Vollzäitemployéen innerhalb vun dräi Joer ouni progressiv Steigerung vun Hëllefen ze packen ass guer net esou einfach. An da bleift jo och nach d'Fro, ob dëse Projet d'Kaartekommissioun net wäert iwwerfuerderen, well den Text jo en Ureiz schaaft, fir méiglechst vill Beruffer aus dem Beräich vum Journalismus mat enger Pressekaart auszestatten, well d'Aide jo un dës Kaart geknäppt ass.

Wéinst dësem an och deem virdrun ugeschwatene Punkt si mer och der Meenung, dass et wichteg wär, vu vireran eng Evaluatioun vun dësen Auswierkunge vun dësem Projet an e puer Joer virzegesinn. Net all Zeitung wäert besser mam neie System ewechkommen. Am Contraire: Fir e puer Zeitungen ass dëst Gesetz mat finanziellen Abousse verbonnen. Grad fir kleng an nei Zeitunge kéinten d'Erausfuerderunge vläicht ze grouss sinn. Mee dat ass net sécher. Vläicht wäert och dee ganze Secteur sech upasse kënnen.

Fir genee kucken ze kënnen, wéi een Afloss dëst Gesetz op d'redaktionell Aarbecht am Land wäert hunn, wär et duerfir wichteg, vun Ufank un d'Informatiounen an d'Daten zu dësem Sujet ze erhiewen, fir dann an e puer Joer e Bilan an eventuell Upassunge kënnen ze maachen. Mir géifen eis hei och wënschen, dass d'Evaluatioun an enger enker Zesummenaarbecht mat der ALJP - de professionelle Journalisten - gemaach géif ginn, esou wéi mir eis dat och fir d'Ausschaffe vun dësem Gesetz gewënscht hätten.

Do si mer an der Kommissioun zum Deel awer leider op zouen Diere gestouss, wou de Virschlag, d'ALJP an eng Sëtzung ze invitéieren, ofgeleent ginn ass, dat mat der Ausso zum Beispill vun deene Gréngen, si géife se eleng an hir Fraktioun invitéieren. Wat ass dat da fir eng Manéier fir ze schaffen? Jidderee verhandelt eenzel, hanner zouenen Dieren. Ass dat d'Politikverständnis vun deene Gréngen? Esou Gespréicher gehéieren, wann et ëm e Gesetz aus der Kommissioun geet, och an déi Kommissioun an duerno an en transparente Rapport.

Dat schléisst natierlech net aus, dass d'Politiker an d'Fraktioune sech och ausserhalb vun der Kommissioun mat Associatiounen a Gruppéierunge fir en Austausch treffen, mee wann et hei e Gesetz betrëfft, un deem eng Kommissioun gemeinsam schafft, da missten a mengen Aen och gemeinsam Diskussioune kënne gefouert ginn.

Ech hoffen, mir wäerten esou e gemeinsamen Austausch nach nohuelen - spéitstens no enger Nobesserung vun dësem Projet an e puer Joer. Duerfir wäerte mir haut och d'Motioun vum Här Pim Knaff matstëmmen, déi virdrun deposéiert ginn ass.

Fir Nozebesseren, léiwer awer nach fir iwwert d'Informatiounszougangsrecht vun de Journalisten ze schwätzen, géife mer eis gären an der Kommissioun gesinn, wat jo och e Projet ass, deen nach ëmmer op sech waarde léisst.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun de Piraten zu dësem Projet, well mir hei ganz kloer eng Reform erkennen, déi an déi richteg Direktioun geet, och wa mir et op eenzele Punkten anescht geschriwwen hätten. D'Gesetz orientéiert sech un de Journalisten an net um Pabeier, an dat ass e ganz wichtege Punkt!

Fir d'Zukunft hoffe mir awer, dass d'Hëllefe grad fir kleng an Onlinemedien a Pabeierzeitungen nach no uewe korrigéiert ginn, fir hir Chancen ze verbesseren, nieft groussen Zeitunge Fouss faassen ze kënnen. Si si wichteg, fir keng Meenungsmonopoler entstoen a villfälteg Stëmmen zu Wuert kommen ze loossen. Dat ass dat, wat eist Land brauch: Villfalt, och an de Medien.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Familljeministesch Corinne Cahen a Vertriedung vum Medieminister Xavier Bettel. Madamm Cahen, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration, en remplacement de M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias.*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech stinn haut virun Iech, fir iwwer e Projet de loi ze diskutéieren, deen zwar net a mengem Ressort ass, mee deen dëser Regierung - a mir och - extreem wichteg ass. Gleeft mer, de Medieminister géif haut gäre perséinlech virun Iech stoen, fir mat Iech iwwert dëst Gesetz ze debattéieren. Mee vu dass eng gewëssen Urgence besteet an et wichteg ass, dass d'Press esou séier wéi méiglech déi néideg Ënnerstëtzung kritt, hu mer zesummen decidéiert, dass ech den Dossier haut iwwerhuelen.

D'Press an eng pluralistesch Medielandschaft si vun existenzieller Wichtegkeet an enger Demokratie! Se garantéieren, dass variéiert Iddien aus der Gesellschaft zirkuléieren an erklärt an hannerfreet déi politesch Aarbecht. Obwuel d'Wichtegkeet vun der Press generell unerkannt ass an d'professionell Informatioune grad elo vun eminenter Wichtegkeet sinn, geet de Secteur weltwäit duerch eng strukturell Kris. An dat net eréischt zanter dem Covid. Dowéinst ass et dem Staat seng Flicht, e Kader ze schafen, deen eng professionell, onofhängeg a pluralistesch Press fërdert.

Zu Lëtzebuerg gëtt et ëm déi 500 professionell Journalisten. Dovunner beschäftegt déi geschriwwe Press der ronn 200, an all eenzelen ass wichteg, well seng deeglech Aarbecht fir eis alleguer eng Relevanz huet, genee esou wéi all aneren Employé, dee bei engem Editeur agestallt ass an derzou bäidréit, dass d'Press hir demokratesch Roll erfëlle kann.

D'Covidkris huet nach eng Kéier d'Wichtegkeet vum professionelle Journalismus ënnerstrach. An Zäite vu sougenannter Desinformatioun - also vum Verbreede vu falschen Informatioune mam Zil, déi ëffentlech Meenung ze beaflossen - ass et wichteg, de Qualitéitsjournalismus ze ënnerstëtzen. An deem Sënn hat d'Regierung am Mee 2020 eng extraordinär Covidhëllef fir d'Medienhaiser decidéiert. 18 Editeure kruten esou méi wéi 1,2 Milliounen Euro op eng séier an onkomplizéiert Aart a Weis, fir dass se an där schwiereger Zäit hirer wichteger Roll nokomme konnten.

D'Pressehëllef gëtt et awer net eréischt zanter der Covidkris, mee zu Lëtzebuerg hu mer zanter 1976 eng strukturell Hëllef fir déi geschriwwe Press, dëst mam Zil, eis divers Medielandschaft ze erhalen. Dës staatlech Ënnerstëtzung dréit derzou bäi, dass bei eis am Grand-Duché aktuell fënnef Dageszeitungen a véier Wochenzeitungen existéiere kënnen, wat am Verglach mat engem vergläichbaren Territoire am Ausland vill ass, mee wat mer hei nach weider developpéiere wëllen.

Dat aktuellt Pressehëllefgesetz ass a senger Grondstruktur nach dat selwecht ewéi dat vun 1976, an déi lescht Upassung geet op d'Joer 1998 zréck. D'Gesetz verdeelt am Moment Hëllef op Basis vun de gedréckte Säiten a schléisst deemno all d'Onlinemedie vun der Hëllef aus.

D'Gesetz staamt also aus enger Zäit, wou et nach keen Internet, wou et nach manner Konkurrenz a wou et och méi trei Lieser gouf. Ech brauch Iech net weider ze erklären, wéi staark sech eis Gesellschaft an deene leschte 45 Joer verännert huet. An domadder wëll ech nach emol d'Wichtegkeet vun dësem Gesetzesprojet ënnerstäichen. Et ass méi wéi Zäit, d'Pressehëllef un d'Realitéite vum 21. Joerhonnert unzepassen, fir eis pluralistesch Medielandschaft laangfristeg ze stäerken.

Am Januar 2017 huet de Regierungsrot eng Iwwergangsléisung ugeholl, de sougenannte „Mécanisme transitoire pour le soutien du développement de la presse en ligne", mam Zil, och d'Onlinemedien ze ënnerstëtzen, déi vun der klassescher Pressehëllef ausgeschloss waren. Dëst wor awer, wéi gesot, just eng Iwwergangsléisung en vue vun enger méi déifgräifender Reform, déi souwuel déi gedréckte Press wéi och d'Onlinepress couvréiert an déi där ëmmer méi grousser Konvergenz tëschent béidem Rechnung dréit.

An deem Sënn huet de Medieminister am Juli 2020 d'Reform iwwert déi sougenannt Pressehëllef deposéiert. Mam neie Gesetzesprojet gëtt en neutrale Kader geschaf, dee keen Ënnerscheed mécht tëschent der gedréckter an der Onlinepress, e Kader, deen den Editeuren eng finanziell Previsibilitéit garantéiert an esou de Pluralismus vun eiser Presselandschaft stäerkt.

Dat kloert Zil ass: Journalismus, journalistesch Aarbecht amplaz Pabeier ze ënnerstëtzen an domat verstäerkt op d'Qualitéit ze setzen, dat Ganzt ouni datt d'Regierung d'Qualitéit wäert bewäerten an egal, wéi ee Medium fir d'Diffusioun gewielt gëtt. Dat soll eleng d'Decisioun vun den Editeure sinn an net vun der Regierung virgeschriwwe ginn.

De Gesetzesprojet gesäit dräi verschidde Regimmer vir: een, fir eis pluralistesch Presselandschaft ze erhalen, een, fir se nach weider auszebauen, an ee fir d'Médias citoyens. Erlaabt mer, emol kuerz op all eenzelne Regimm anzegoen.

Fir vum normale Regimm profitéieren ze kënnen, muss ee follgend Krittären, déi vum aktuelle Pressehëllefgesetz inspiréiert sinn, erfëllen: Et muss ee weiderhin eng Information générale diffuséieren. Politesch, ekonomesch, sozial a kulturell Theeme muss ee couvréieren. Mindestens fënnef vum Presserot unerkannt Journaliste muss ee beschäftegen. De Groussdeel vum Inhalt musse redaktionell Bäiträg sinn. An um Internetsite muss illegale Contenu direkt erofgeholl ginn.

Wat ass nei? Publikatiounen, déi just eemol de Mount erauskommen, ginn eligibel, genausou wéi gratis Zeitungen a Publikatiounen an englescher a portugisescher Sprooch. Dëst, fir der kultureller a sproochlecher Diversitéit an eisem Land Rechnung ze droen.

Fir d'Qualitéit vum Journalismus weider ze fërderen, ass ausserdeem nei, dass all Editeur e Plan de formation fir d'Journalisten erstelle muss. E soll de Journalisten erméiglechen, sech un déi neist Tendenze vum Journalismus unzepassen, wéi zum Beispill „data journalism", eppes wat et viru fënnef Joer nach iwwerhaapt net gouf.

Am Zeeche vun der Transparenz mussen d'Editeuren och de Ratio Fraen : Männer vun de Redaktioune publizéieren. D'Ligne éditoriale musse se publizéieren. Si mussen hir Aktivitéiten am Beräich vun der Éducation aux médias veréffentlechen, grad wéi d'Formatiounen, déi d'Journaliste suivéiert hunn, an d'Mesuren, déi se huelen, fir d'Accessibilitéit fir Leit mat engem Handicap ze verbesseren.

Wann dës Konditiounen erfëllt sinn, kritt den Editeur e fixe Montant vun 200.000 Euro d'Joer plus nach eng Kéier 30.000 Euro fir all vum Presserot unerkannte professionelle Journalist mat engem Contrat à durée indéterminée.

Et ass hei wichteg, nach eemol ervirzehiewen, datt dëse Montant näischt mam Salaire vum Journalist ze dinn huet. Et ass reng eng Variabel, déi hëlleft, de Gesamtmontant ze rechnen. Dëse System garantéiert den Editeuren eng laangfristeg Previsibilitéit, andeems se net méi eng gewëssen Unzuel u Säite produzéiere mussen, fir eng bestëmmten Hëllef ze kréien.

Den zweete Regimm ass dee sougenannte Start-upregimm. Dësen huet d'Zil, eis Medielandschaft weider ze diversifiéieren. D'Konditiounen, fir dës Hëllef ze kréien, si manner streng. Sou mussen do zum Beispill just zwee Journaliste beschäftegt sinn an net fënnef. An et muss een Depensë vun op d'mannst 200.000 Euro am Joer hunn. Wann dës Konditiounen erfëllt sinn, da kréien dës Editeuren eng Hëllef vun 100.000 Euro. D'Hëllef ass op dräi Joer limitéiert. No dëser Zäit mussen d'Editeuren dann d'Konditioune vum normale Regimm erfëllen.

Drëttens gëtt et dann och nach eng Hëllef fir déi sougenannt „éditeurs citoyens". Déi sougenannt Communitymedien hunn eng ganz wichteg Roll an eiser Gesellschaft, well se Schichte vun eiser Bevëlkerung erreechen, déi klassesch Medien nëmme limitéiert bis guer net erreechen. Duerfir ass et esou essentiel, dass och si vun engem staatleche Subsid profitéiere kënnen.

Den Artikel iwwert d'Communitymedie gouf en cours de route ugepasst. Initial war virgesinn, dass och Communityradioen ënnert dësen Artikel falen. Fir d'Kohärenz vum Text ze stäerken, gouf decidéiert, sech och fir dësen Artikel op déi geschriwwe Press ze limitéieren. Fir de Radio ARA, mat deem de Premier viru Kuerzem eng Konventioun ënnerschriwwen huet, gouf eng separat Léisung fonnt.

D'Definitioun vun de Médias citoyens ass un de Virgabe vum Conseil de l'Europe inspiréiert. Sou musse se eng Vocation non lucrative hunn. Si musse Mediebildung a Cohésion sociale fërderen. Et mussen och Benevoller un der redaktioneller Aktivitéit bedeelegt sinn. An d'Editeure mussen awer och zwee Vollzäitsalariéë beschäftegen, wouvunner een e professionelle Journalist muss sinn. Wann d'Konditiounen erfëllt sinn, kënnen dës Medien eng Hëllef vu bis zu 100.000 Euro d'Joer kréien.

Wéi och schonn am Gesetz vun 1976 virgesinn, gëtt d'Pressehëllef weiderhi vum Medieminister accordéiert, dëst op Basis vun engem Avis vun enger Kommissioun. Dës Kommissioun gëtt och am neie Gesetz bäibehalen an ass mat Vertrieder vum Staat, vum Presserot an engem Akademiker besat.

Laut de Berechnunge geet d'Hëllef fir praktesch all Editeur considerabel an d'Luucht an ass besonnesch virdeelhaft fir kleng a mëttelgrouss Editeuren. Dräi Publikatioune géifen duerch deen neie System manner Hëllef kréien, mee fir dës Editeuren ass awer eng Kompensatioun virgesinn, déi se wärend fënnef Joer kréien, an der Héicht vum Montant, dee se 2019 eeben haten. Dat kréie se garantéiert. Deemno wäert keen Editeur duerch dat neit Gesetz manner Hëllef kréie wéi dat aktuell de Fall ass, au contraire.

Erlaabt mer och, ganz kuerz op den Historique vum Projet de loi anzegoen. Déi lescht Regierung hat sech schonn 2013 d'Zil gesat, d'Pressehëllef ze reforméieren. An deem Kader gouf et zanter 2013 reegelméisseg Echangen an Entrevuë mam Secteur, mat den Editeuren, mat de Journalisten. Mat der Regierung vun 2018 krut den Dossier neien Opschwong an en neien Text gouf dem Secteur presentéiert. A jo, an enger éischter Versioun vum Text war effektiv e Montant vu 55.000 Euro pro Journalist virgesinn. Wat awer iergendwéi dacks vergiess oder net gesot gëtt a wat ech dowéinst op dëser Plaz ervirhiewe wëll, dat ass, dass an där Versioun fir de Groussdeel vun den Editeuren eng Part fixe vu just 20.000 Euro virgesi war. Aktuell ass eng Part fixe vun 200.000 Euro virgesinn. Dëse Montant gouf also verzéngfacht!

Nodeems de Projet de loi deposéiert gouf, sinn nieft deenen üblechen obligatoreschen Avisen och nach Avise vum Presserot, vun der ALMI, also de Vertrieder vun den Editeuren, a vun der ALJP, de Vertrieder vun de Journalisten, ugefrot ginn.

Nieft dem laange Consultatiounsprozess, ier de Projet de loi deposéiert gouf, gouf also och duerno esou breet wéi méiglech consultéiert. Op dëser Plaz wéilt ech am Numm vum Medieminister der Chamberskommissioun villmools Merci soen, dass se sech vill Zäit geholl huet, de Projet de loi an d'Avisen am Detail a méi wéi aacht Sitzungen ze analyséieren. Et goufen dann och méi wéi zwanzeg Amendementer zum Text adoptéiert, dëst eebe mam Zil, deene verschiddenen Avisen, an net just deem vum Staatsrot, Rechnung ze droen.

2019 loung déi direkt Pressehëllef am Ganze bei ronn 8 Milliounen Euro. Mam neie System kéime mer op méi wéi 10 Milliounen Euro d'Joer.

Fir weiderhin eng pluralistesch Presselandschaft garantéieren ze kënnen, ass eng staatlech Hëllef noutwendeg, an de Medieminister wäert derfir suergen, datt se laangfristeg erhale bleift. Mam neie Pressehëllefgesetz wäert d'Hëllef un déi geschriwwe Press ëm méi wéi 27 % an d'Luucht goen. Am Géigesaz zu ville Länner investéiere mir trotz Krisenzäit laangfristeg an eis geschriwwe Press. Dat si fir eis keng Käschten, dat ass en Invest an eis demokratesch Gesellschaft an an déi, déi dozou bäidroen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Gesetzesprojet dréit de sozialen, technologeschen a wirtschaftlechen Evolutioune vum 21. Joerhonnert Rechnung a garantéiert eng kloer a gerecht Ënnerstëtzung vum Secteur.

Erlaabt mer, zum Schluss nach eemol am Numm vum Medieminister dem Rapporter fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport villmools Merci ze soen. Merci nach eemol un d'Membere vun der Kommissioun. An e besonnesche Merci vu mir och un d'Beamten aus dem SMC (ndlr: Service des médias, de la connectivité et de la politique numérique) an aus dem Staatsministère. Villmools merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Corinne Cahen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Ier mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7631 kommen, stëmme mer fir d'éischt iwwer den Amendement Nummer 1 vun der CSV of, deen als Objet huet, den zweete Paragraf vum Artikel 4 ze änneren.

Vote sur l'amendement 1

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dësen Amendement mat 25 Jo-Stëmme géint 35 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : l'amendement n° 1 est rejeté par 24 voix pour et 35 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Emile Eicher), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

M. Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Dan Biancalana), Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Mir kommen dann elo zum Amendement Nummer 2, deen als Objet huet, den zweeten Alinea vum Artikel 17 ze änneren.

Vote sur l'amendement 2

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. D'Ofstëmme fänkt un.

Duerno maachen ech och hei den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass och dësen Amendement 2 mat 25 Jo-Stëmme géint 35 Nee-Stëmmen ofgeleent.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Här President, dat kann net sinn!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Mir kommen elo zur Ofstëmmung ...

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Här President, et kann net sinn. Et si just 59 Stëmmen.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Clement huet net matgestëmmt, pardon! Jo, genau.

(Brouhaha et concertation interne)

Da sinn et 24 Jo-Stëmme géint 35 Nee-Stëmmen - ofgeleent, genau. An den Här Clement huet net um Vott deelgeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Emile Eicher), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

M. Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Dan Biancalana), Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Mir kënnen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7631 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 7631[11].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7631 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech och hei den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass de Projet de loi mat 53 Jo-Stëmmen, 6 Nee-Stëmmen an 1 Abstentioun ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7631 est adopté par 52 voix pour, 6 voix contre et 1 abstention.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Emile Eicher), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Dan Biancalana), Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

M. Marc Goergen.

Ont voté non: MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

S'est abstenu : M. Marc Spautz.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motions

Da kéime mer zur Ofstëmmung iwwert d'Motiounen, déi bei dësem Projet ofgi gi sinn.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi vum Här Pim Knaff deposéiert ass ginn an déi am éischten Alinea freet, fir en Inventaire vun der Medielandschaft ze maachen. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? D'Madamm Nathalie Oberweis, wannechgelift.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Jo, merci villmools. Et geet jo dann ëm déi Motioun iwwert d'lokal Medien? Ech mengen, ech hunn dat jo elo richteg verstanen? Iwwert d'lokal Medien? Et ass jo déi? Well ech hunn nach eng aner hei leien.

Mir wollten eigentlech just dozou soen, dass mer eis éischter géifen enthalen, well mir hate selwer virun enger Zäitche schonn eng Motioun eraginn, wou mer e Gesetz gefuerdert hu fir eebe grad d'Biergermedien. A wéi ech virdru scho gesot hunn, ass déi Motioun u sech op den Ordre du jour vun der Kommissioun komm an ass bis dato net behandelt ginn. A mir fannen, dass dat awer dee richtege Wee wier, fir deene Medie wierklech e strukturellen, e legale Kader ze ginn. An duerfir fanne mir dat heiten eigentlech ze schwaach. Dat geet eis net wäit genuch a genau duerfir enthale mir eis.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Oberweis. Dann huet d'Wuert gefrot: den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, Här President, ech wëll vläicht direkt e puer Wuert soen zu deenen zwou Motiounen, da brauch ech net zweemol d'Wuert ze froen.

Also mir stelle fest - den Här Reding huet dat jo och virdru beschriwwen -, datt et en allgemenge Vertrauensverloscht an d'Press gëtt. Mir bedaueren dat, mee et ass nun emol eng Tatsaach. Dee Vertrauensverloscht, dee féiert och zu engem Verloscht un Abonnenten an esou weider. An u wat läit dat? Et läit schonn drun, datt mer eng Pluralitéit vun der Press hunn, déi mer och mat Steiersuen um Liewen halen, awer ëmmer manner Pluralitéit an der Press.

Mir hunn e bëssen d'Tendenz zu enger Pensée unique, zu enger „cancel culture", zu enger Zensur. An et ass esou, datt mer jo och Etüden hunn, nach viru Kuerzem eng Etüd vun der Uni Tréier, wou mer kloer gesinn, wou d'Sympathië vu ganz ville Journaliste leien. Dat ass elo fir Däitschland, mee dat léisst sech och an anere Länner ganz einfach feststellen, a warscheinlech och hei. Leider ass et esou, datt zum Beispill konservativ Iddien dacks nëmmen nach als populistesch bezeechent ginn oder souguer als radikal.

Et ass esou, datt all Steierzueler hei am Land opgeruff ass, d'Press mat ze ënnerstëtzen, mee datt d'Vuë vu ville Leit an der Press nëmmen nach diskreditéiert ginn. Dat ass kee Wee, dee mir wëlle matgoen. An duerfir wäerte mer och dës zwou Motiounen net stëmmen.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. Wa keng weider Wuertmeldung méi do ass, kënne mer zum Vott iwwert dës Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 53 Jo-Stëmmen, 4 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Emile Eicher), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Dan Biancalana), Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

M. Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 2

Da komme mer zur Diskussioun respektiv zum Vott iwwert déi zweet Motioun, déi den Här Pim Knaff deposéiert huet, wou et ëm eng Evaluatioun vun deem Régime d'aide à la presse an zwee Joer geet. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen?

Dat war scho virdru geschitt. Da kënne mer zum Vott iwwert dës Motioun kommen.

Vote sur la motion 2

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

An duerno maachen ech och den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 55 Jo-Stëmme bei 4 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Emile Eicher), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Dan Biancalana), Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

M. Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

10. Motion de Mme Viviane Reding relative à la possibilité des radios dites « communautaires » de pouvoir profiter du standard numérique DAB+

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 994 de ce compte rendu)

Da komme mer zu der Motioun, déi am Ufank vun der Sëtzung vun der Madamm Viviane Reding deposéiert ginn ass. An ech wëll hei preziséieren, datt de Sven Clement mech gebieden huet ze soen, datt en och weeder un der Diskussioun vun dëser Motioun nach um Vott iwwert dës Motioun deelhëlt, wéinst engem méigleche Conflit d'intérêt. An och den Här Jean-Marie Halsdorf huet mech gebieden ze soen, datt hie seng Ënnerschrëft op dëser Motioun géif zréckzéien an och net un der Diskussioun deelhëlt an och net um Vott vun dëser Motioun, aus deene selwechte Grënn. Gradsou gutt wéi den Här Marc Goergen dat schonn am Viraus gesot huet.

Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Madamm Nathalie Oberweis, wannechgelift.

Discussion générale

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Merci nach eng Kéier. Mir begréissen dës Propos a mir wäerte se och matstëmmen. Mee nach eng Kéier: Mir hunn eng Motioun deposéiert virun enger Zäitchen a mir fannen et immens regrettabel, dass déi Motiounen am Tirang leien, obwuel se Sujet sinn.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Hei, wannechgelift, e bësse méi roueg! Dann hu mer et geschwë gepackt. Madamm Oberweis, ...

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Ech fannen et immens regrettabel, dass déi ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- ... Dir däerft elo weiderfueren.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Kann ech schwätzen?

Jo, mir verstinn net, firwat déi Motiounen am Tirang verschwannen, woubäi et manifestement e Sujet ass, dee wierklech pertinent ass. De Sujet kënnt e puermol op den Dësch. Mir géifen eis wierklech wënschen, e géif eeben op den Ordre du jour vun der Kommissioun kommen, wéi et gesot gouf, an da kéint een deen dote Standard, deen doten Dispositif och mat an dat Gesetz, an en eventuellt Gesetz eranhuelen.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Oberweis. Et ass keng Wuertmeldung méi do, da kënne mer zum Vott iwwert dës Motioun kommen.

Nee, den Här Pim Knaff wëllt nach eppes soen.

M. Pim Knaff *(DP).*- Merci, Här President. Ech soen och der Madamm Reding Merci, datt se sech fir den Theema vun de Lokalradioen interesséiert. Eisen Informatiounen no berouen awer d'Craintë vun der CSV op falsche Fakten. D'Regierung huet nullement wëlles, deemnächst den FM, also d'Frequenzen, iwwert déi hautdesdaags analog Radio iwwerdroe gëtt, ofzeschafen, weeder deemnächst nach 2030, wéi dat och fälschlecherweis an engem Artikel vum 8. Juli am „Wort" stoung.

Vill méi gëtt iwwerluecht, fir zousätzlech zu der analoger Radiodiffusioun FM och nach déi digital Radiodiffusioun zu Lëtzebuerg unzestoussen, DAB+. An och do ass et net esou, wéi d'Madamm Reding et fäert, nämlech dass all Radio misst fir deier Suen eng nei eege Frequenz kafen. Mam DAB+ brauch nämlech net all Radio seng eege Frequenz, well déi Technologie et erlaabt, op enger Frequenz e ganze Multiplex - bis zu zwielef Senderen - auszestralen.

Duerfir menge mer, datt déi Motioun op falsche Considerante baséiert. An duerfir géife mer Iech bieden, se net ze stëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Knaff. Ass nach eng weider Wuertmeldung do? Dat ass net de Fall.

Da kënne mer zum Vott iwwert dës Motioun kommen.

Vote sur la motion

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech och hei den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 26 Jo-Stëmmen an 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Emile Eicher), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Dan Biancalana), Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

11. Résolution de M. Gilles Roth relative à la tenue des séances publiques sous le régime Covid-Check

(Résolution déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 993 de ce compte rendu)

Da kéime mer zur Resolutioun, déi vum Här Gilles Roth am Ufank vun der Sitzung deposéiert ginn ass. Aus enger Enquête vun der Administration parlementaire ass erausgaangen, datt all Fraktiounen a politesch Sensibilitéite gewëllt sinn, dat do, de CovidCheck an der Chamber, matzedroen, soudatt d'Chamber muer am Bureau unanime déi Decisioun kann huelen, datt d'Chamber op de Wee vum Covid-Check geet.

Duerfir géif ech Iech proposéieren, datt mer dës Resolutioun à main levée kënnen unhuelen.

(Brouhaha)

Vote sur la résolution

Wien d'accord ass mat dëser Resolutioun, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

An heifir soen ech Iech alleguer villmools Merci.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt déi nächst Woch, den 12., 13. a 14. Juli, nees zesummen. Dat sinn déi nächst Sitzungen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.25 heures.)

SÉANCE 68

Présidence : M. Fernand Etgen, Président I M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Mardi 13 juillet 2021

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications**
   - M. Fernand Etgen, Président
3. **Ordre du jour**
   - M. Fernand Etgen, Président
4. **Déclaration du Gouvernement sur l'étude externe indépendante relative aux clusters dans les structures d'hébergement pour personnes âgées, suivie d'un débat**
   - Déclaration : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
   - Débat : M. Michel Wolter (dépôt de la motion 1) - M. Gilles Baum (dépôt de la motion 2) - Mme Simone Asselborn-Bintz - Mme Josée Lorsché - M. Fred Keup - Mme Myriam Cecchetti - M. Sven Clement (dépôt de la motion 3) - M. Gilles Roth (intervention de Mme Lydie Polfer)
   - Prise de position du Gouvernement : Mme la Ministre Paulette Lenert - M. Michel Wolter (parole après ministre) (interventions de Mme la Ministre Paulette Lenert, M. Mars Di Bartolomeo et Mme la Ministre Corinne Cahen) - M. Mars Di Bartolomeo (parole après ministre) - Mme Martine Hansen (parole après ministre)
   - Motion 1 : M. Gilles Baum (intervention de M. Gilles Roth) - M. Sven Clement (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - M. Gilles Roth - M. Fernand Kartheiser
   - Vote sur la motion 1 (rejetée)
   - Motion 2 : M. Sven Clement - Mme Martine Hansen
   - Vote sur la motion 2 (adoptée)
   - Motion 3 : M. Georges Engel - Mme Martine Hansen - M. Fred Keup - M. Sven Clement - Mme Myriam Cecchetti
   - Vote sur la motion 3 (rejetée)
5. **Dépôt d'une résolution par M. Mars Di Bartolomeo**
   - Exposé : M. Mars Di Bartolomeo
6. **Débat de consultation sur la note interministérielle sur la criminalité liée aux stupéfiants au Luxembourg**
   - Exposé : M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure (interventions de Mme Lydie Polfer)
   - Débat : M. Léon Gloden (dépôt des motions 1 à 4) - Mme Carole Hartmann (intervention de Mme Lydie Polfer) - M. Dan Biancalana - Mme Stéphanie Empain (dépôt de la motion 5) (intervention de M. Léon Gloden) - M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Georges Engel) - Mme Nathalie Oberweis (intervention de M. Georges Engel) - M. Marc Goergen (intervention de M. Serge Wilmes) - M. Laurent Mosar (intervention de M. le Ministre Henri Kox) (dépôt de la motion 6) - Mme Stéphanie Empain (parole pour fait personnel) - M. Laurent Mosar - Mme Nathalie Oberweis - Mme Francine Closener
   - Prise de position du Gouvernement : M. le Ministre Henri Kox (interventions de M. Laurent Mosar, Mme Octavie Modert, M. Claude Wiseler et M. Georges Engel) - M. Laurent Mosar (parole après ministre) - M. le Ministre Henri Kox (interventions de M. Laurent Mosar)
   - Motion 1 : Mme Stéphanie Empain - M. Léon Gloden
   - Vote sur la motion 1 (rejetée)
   - Motion 2 : Mme Stéphanie Empain - M. Marc Goergen - M. le Ministre Henri Kox (intervention de M. Marc Goergen)
   - Vote sur la motion 2 (rejetée)
   - Motion 3 : Mme Stéphanie Empain - M. Léon Gloden
   - Vote sur la motion 3 (rejetée)
   - Motion 4 : Mme Stéphanie Empain - M. Léon Gloden - Mme Nathalie Oberweis - M. Léon Gloden
   - Vote sur la motion 4 (rejetée)
   - Motion 5 : M. Léon Gloden (intervention de M. Claude Wiseler) - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Goergen - Mme Stéphanie Empain
   - Vote sur la motion 5 (adoptée)
   - Motion 6 : M. Laurent Mosar - Mme Lydie Polfer (interventions de M. Laurent Mosar et M. Georges Engel) - Mme Stéphanie Empain - M. Marc Goergen
   - Vote sur la motion 6 (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; Mme Corinne Cahen, M. Henri Kox et Mme Paulette Lenert, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.02 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 13 juillet 2021

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

7857 *- Projet de loi portant modification :*

1° de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° de la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments ;

3° de la loi modifiée du 22 janvier 2021 portant : 1° modification des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail ; 2° dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 08.07.2021

7858 *- Projet de loi portant 1. dérogation temporaire à l'article L. 511-5 du Code du travail ; 2. modification du Code du travail*

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 09.07.2021

7859 *- Projet de loi du *** portant modification :*

1° de la loi du 29 octobre 2020 portant 1° dérogation à l'article 27 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ; 2° modification de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire ; 3° modification de la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées ;

2° de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire ;

3° de la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 09.07.2021

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

1933 *- Demande de pétition ordinaire : Mobilité : Pôle d'échange P+R Lorentzweiler A7*

Dépôt : Luis Soares, le 05.07.2021

1930 *- Demande de pétition publique : Tables à langer non seulement sur les toilettes pour femmes, mais aussi pour hommes. Wéckeldëscher net nëmmen op de Fraen-, mee och op de Männertoiletten.*

Dépôt : Tania Pereira Alves, le 06.07.2021

1929 *- Demande de pétition publique : Keine Zweiklassen-Gesundheitsgesellschaft, keine Impfpflicht. Bei negativem PCR Test dann internationaler QR-Code*

Dépôt : Jean Marc Graul, le 06.07.2021

1928 *- Demande de pétition publique : Et ass Zäit ginn, fir dass en Eltern Eberstadt ginn*

Dépôt : Veronique Steffen, le 06.07.2021

1931 *- Demande de pétition publique : Pour une meilleure qualité de vie dans nos villes, villages et agglomérations importantes*

Dépôt : Daniel Miltgen, le 07.07.2021

1932 *- Demande de pétition publique : Vaccination HPV : gratuite pour tout âge*

Dépôt : Aurélie Lechantre, le 08.07.2021

1934 *- Demande de pétition publique : Augmentation du poids total autorisé de 3500 kg à 3850 kg pour pouvoir rouler en camping-car ou en camionnette avec le permis de conduire B*

Dépôt : Mauro Viaggi, le 09.07.2021

1935 *- Demande de pétition publique : Interdire aux propriétaires de ne pas accepter d'avoir un animal de compagnie aux locataires*

Dépôt : Candy Backes, le 10.07.2021

1938 *- Demande de pétition publique : Gratis parken / stationnement gratuit*

Dépôt : Georges Leuck, le 11.07.2021

1937 *- Demande de pétition publique : L'obligation de présenter les contrats de coalitions au suffrage universel avant la présentation du nouveau gouvernement*

Dépôt : João Paulo Ferreira, le 11.07.2021

1936 *- Demande de pétition publique : Zeréck op déi al Steierkaart fir Grenzgänger*

Dépôt : Alain Wirtz, le 11.07.2021

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn. Et gëtt proposéiert, den éischte Punkt iwwert den Octroi vun engem Éierentitel u Fonctionnairë vun der parlamentarescher Administratioun op den Hierscht ze verleeën, fir datt mir se all zesumme kënnen op der Tribün empfänken.

Ass d'Chamber mat dëser Ännerung vum ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Ech wëll weider nach froen, ob d'Chamber d'accord ass, fir d'Question élargie vum Ordre du jour erofzehuelen.

(Assentiment)

Dann ass dat och esou decidéiert.

4. Déclaration du Gouvernement sur l'étude externe indépendante relative aux clusters dans les structures d'hébergement pour personnes âgées, suivie d'un débat

Den éischte Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtteg ass eng Deklaratioun vun der Regierung iwwert de Waringo-Rapport iwwert d'Clusteren an de Strukture vun den Alters- a Fleegeheimer mat uschléissendem Debat. D'Regierung huet d'Wuert. An ech ginn d'Wuert dann un d'Familljeministesch, d'Madamm Corinne Cahen. Madamm Cahen, Dir hutt d'Wuert.

Déclaration

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, fir d'éischt emol där ganzer Kommissioun Merci ze soe fir hir Presentatioun gëschter. Merci der Madamm Kerger, der Dokter Hanquet, dem Här Waringo, dem Här Bausch, dem Här Mossong an och all de Spezialisten, déi gëschter net konnten derbäi sinn, fir hir exzellent Aarbecht. Si hu sech a kuerzer Zäit e Bild iwwert de Secteur verschaaft a si hunn evaluéiert, wat gutt, an och, wat manner gutt gelaf ass wärend der Pandemie.

An der Pandemie si mer déi ganzen Zäiten am Krisemodus gewiescht an am Fong och nach ëmmer. An eng Pandemie ass fir all d'Leit hei am Land a besonnesch och fir d'Leit an den Alters- a Fleegeheemer an och fir d'Personal do extreem schwiereg. Ech wëll hinne vun dëser Plaz aus nach emol villmools Merci soe fir hir exzellent Aarbecht. An ech wëll all deene Leit nach emol mäin häerzlecht Bäileed ausschwätzen, déi e léiwe Mënsch verluer hunn. Et ass gutt, dass mer eis d'Moyene vun esou engem Rapport ginn, well mir alleguer aus där Kris wëlle léieren a mir wëllen ons alleguerte verbesseren.

Réckbléckend ass et natierlech ëmmer méi einfach ze jugéieren, wat richteg a wat falsch war. Dat gëllt fir all Beräich hei am Land, deen duerch d'Crise sanitaire impaktéiert war. Mir hu sécher net alles richteg gemaach. Ech kann awer soen, dass mer probéiert hunn, jiddereen op senger Plaz, eist Bescht ze maachen, fir d'Land an d'Leit beschtméiglech duerch dës Kris ze féieren.

D'Leit hunn eis mat hirer Attitüd, mat hirer Responsabilitéit, déi si iwwerholl hunn - jiddereе fir sech a jiddereen a sengem Domän -, enorm gehollef, fir esou gutt wéi méiglech duerch dës Kris ze kommen. Et war keen op dee Virus do preparéiert, kee Land op der Welt, och mir net. Mir hunn all wärend der Kris misse léieren, well mer näischt iwwert dee Virus woussten, a mir wëssen och haut nach net alles iwwert dee Virus.

D'Politik am Beräich vun den eelere Leit ass natierlech ëmmer en ligne gewiescht mat den iwwergeuerdenten Decisioune vun der Regierung. Erlaabt mer, dass ech op de Rapport reagéieren, andeems ech op déi eenzel Phase bis elo vun der Kris aginn an duerno da méiglech Piste fir d'Zukunft zeechnen, iwwert déi ech frou wär, mat Iech ze diskutéieren. Et kann een d'Pandemie bis elo a véier Phasen andeelen. All Phas hat hir eegen Zilsetzungen an eng huet op där viregter opgebaut. Ech ziele se eng Kéier op.

Fir d'éischt ware mer am Confinement, d'ganzt Land war am Confinement, am Lockdown, an och d'Altersheemer waren am Confinement. Do goung et ëm de Schutz vun de Residenten a vum Personal. Dat war d'lescht Joer am Mäerz bis Mee, Juni 2020.

Duerno hu mer am Land nees opgemaach an do hu mer natierlech och parallell an den Altersheemer nees Ouverturë gemaach. Dat war Mee, Juni d'lescht Joer bis Oktober.

Fir kënnen déi Ouverturen esou wäit wéi méiglech bäizebehalen, hate mer an der Regierung decidéiert, net nees fréizäiteg an e Lockdown ze goen. An esou hu mer et dunn och an den Altersheemer decidéiert vun Oktober 2020 un, mat engem ganz strenge Kader awer. Den Testing „LST" ass ageféiert ginn. Mir hunn de Rappel gemaach vun de Mesuren en place. De Stufeplang vun de Visitten ass elaboréiert gi vun der COPAS zesumme mam Familljeministère, wou mer dunn och de Monitoring gemaach hunn. An du koum d'Vaccinatioun an elo si mer am Fong am Moment an där Période postvaccination vun de Schnelltester, vum CovidCheck an esou weider. Do wäert d'Santésministesch ganz sécherlech méi am Detail drop agoen.

D'Zil war et ëmmer, zu all Moment de Schutz vun de Residenten a vum Personal esou gutt wéi méiglech ze maachen. Dofir war fir ons d'Method, fir ganz enk mam Secteur zesummenzeschaffen, déi richteg, fir dass mer ganz differenzéiert Äntwerten op immens ënnerschiddlech Situatioune konnte ginn.

Am Ufank vun der Kris ass an der Cellule de crise festgehale ginn, dass Guidelines fir de Fleegesecteur ausgeschafft solle ginn. Et war och kloer, dass dat zesumme mat der Santé soll a muss geschéien, well et sech hei ëm eng Pandemie handelt, e Problem vun der ëffentlecher Gesondheet.

Déi néideg medezinnesch Kompetenzen, déi sinn an der Santé, am Ministère, mee och a virun allem an der Direction de la santé. Wéinst der Komplexitéit vun der Situatioun huet de Familljeministère bewosst d'Zesummenaarbecht mat der Santé gesicht. De Familljeministère huet keng Virologen, Epidemiologen, Hygienisten, déi wëssen, wat een en termes vu Mesures sanitaires muss an de jeeweilege Situatioune maachen.

Mir hunn all Vertrauen an den Knowhow vun de Professionnels de santé am Secteur. Dofir hunn net d'Beamten decidéiert, wéi ee Stack, wéi ee Flillek vu wéi engem Haus oder e ganzt Haus muss organiséiert ginn um Terrain, mee mir hunn de Spezialisten um Terrain vertraut a mir hunn hinnen déi Decisioune gelooss. Doriwwer kann een natierlech diskutéieren, mee gëschter hu mer bei der Presentatioun vum Rapport kloer héieren, dass dat vum Secteur esou gewënscht war an ass.

Ech liesen ee Saz vir: « Tous les responsables des structures d'hébergement étaient d'accord pour dire qu'il est important qu'ils puissent disposer d'une "certaine liberté d'action" dans le contexte de la gestion de leurs établissements connaissant au mieux les situations architecturales et fonctionnelles. »

De President vun der COPAS huet dat iwwregens de Moien nach emol um Radio ënnerstrach. Wa Problemer am Alldag waren, da konnten d'Gestionnairë sech un eis oder un d'Santé wennen a si krute weidergehollef. Déi vill Interventioune vun der Inspection sanitaire beleeën, dass deen Austausch exzellent fonctionéiert huet.

Ech hunn och perséinlech ganz vill Kontakt gehat mat den eenzelnen Haiser, well et mer wichteg war, zu all Ament ze wëssen, wat den Terrain sech vun der Politik erwaart, fir kënne besser ze schaffen. Dofir war et och evident, dass mer ganz enk mat der COPAS zesummegeschafft hunn. Mir hunn eis concertéiert a mir hunn och alt emol kontrovers diskutéiert.

Ech bleiwen, wéi gesot, der Meenung, an dat geet och esou aus dem Rapport Waringo ervir, dass een iwwert d'Awierke vun der Politik diskutéiere kann an och muss. Et gëtt do sécher net nëmmen eng eenzeg Wourecht.

Firwat Recommandatiounen an net Gesetzer? Do, wou de Santésdirekter konnt Ordonnancen huelen, do war eng Base légale ginn. An ech mengen, den Här Roth hat gëschter d'Fro gestallt iwwert den Artikel 6 vum ASFT-Gesetz, dee jo an der Diskussioun eebe gëschter zitéiert ginn ass, ob dee sech appliéiert. Mee deen appliéiert sech just am Fall, wou en Agrement vun engem Haus net verlängert gëtt oder wou en zréckgezu gëtt, also wou en Haus keen Agrement méi huet. Et muss een deen éischte Paragraph matliesen, dat steet och esou am Commentaire des articles. Dat kann een och esou noliesen. Mee ech sinn awer bereet, driwwer ze diskutéieren, iwwert d'Base légale respektiv wéi mer dat an Zukunft solle besser maachen.

Mee et ass also net richteg ze soen, dass een iwwert deen Artikel hätt kënne ganz contraignant ginn. D'Recommandatioune waren dofir an eisen Aen de beschte Wee, fir séier, flexibel an adaptéiert der Situatioun entspriechend kënnen ze reagéieren.

Fir dass de System vun de Recommandatioune ka fonctionéieren, waren e puer Viraussetzungen ze erfëllen, an zwar éischtens emol, dass de Secteur vun Ufank u mat agebonne war, zweetens, dass de Secteur aktiv mat un de Recommandatioune geschafft huet, fir dass déi och réellement um Terrain gräife kënnen.

Ech maachen do vläicht eng kleng Klamer op an ech soen e Wuert zum Reproche, dass déi Recommandatiounen net op Entêtépabeier waren an och net signéiert. Dat stëmmt, dat ass wierklech net glécklech gewiescht. Si goufen duerch d'COPAS diffuséiert. Si waren zu all Zäit op de jeeweilegen Internetsitte publizéiert. Mee ech verspriechen, dass ech an Zukunft besser wäert oppassen, dass Entêtépabeier gebraucht gëtt, dass all Recommandatiounen datéiert an och signéiert wäerte sinn.

Et war essentiel, dass de Secteur Froe vum Terrain un d'Famille an un d'Santé konnt eropbréngen, dass mat den Dokteren um Terrain zesummegeschafft ginn ass. D'Lignes de garde, de Guide Covid, ech kommen nach dorobber ze schwätzen. Et war wichteg, dass déi concernéiert Ministèrë matenee geschafft hunn an dass de Monitoring, mat all Gemeng Indicateuren en place gesat goufen.

Ech ginn, wéi gesot, gären zou, dass ee réckbléckend déi eng oder aner Formulatioun méi prezis hätt kënne formuléieren a méi Soin op d'Formen hätt kënne leeën. Déi Texter waren awer, wéi gesot, ëmmer mat der COPAS ausgeschafft an ofgekläert.

Ech ginn och gären zou, dass mer an der Regierung an och tëschent de Ministèrë mat der Santé a mat der COPAS vill iwwert den Equiliber geschwat hunn tëschent der Sécherheet an der Fräiheet. An de Recommandatiounen hu mer probéiert, op villes Rücksicht ze huelen. Wichteg war, dass déi Recommandatiounen och um Terrain eebe konnten ëmgesat ginn. An dat ass geschitt. Dat hunn den Här Waringo an déi aner Vertrieder vum Aarbechtsgrupp eis gëschter jo och confirméiert.

De Schutz vun de Residenten ass nëmme méiglech, wann d'Gestionnairen an d'Personal och matmaachen, wann déi néideg Formatiounen an Informatioune bekannt sinn a wann d'Kooperatioun mat den Doktere gutt fonctionéiert a wa Mesuren a Prozeduren och en place sinn.

Et hu sech e puer Erausfuerderunge gestallt. Ech ziele se fir d'éischt op, da ginn ech awer herno e bësse méi an den Detail: d'Penurie vum Personal, Personal aus dem Ausland, d'Réserve sanitaire, d'Material, d'Masken, d'Händschen, d'Blusen, de Gel - am Ufank vun der Kris war däers net genuch do, fir keen hei am Land -, keng Prozeduren en place fir eng Crise sanitaire. Mir hate jo nach keng. Mir musse Formatiounen organiséiere fir dat richtegt Benotze vum Material an d'Ëmgoen a verschiddene Situatiounen. Dann och d'Erausfuerderung vun de Mesuren, dass déi esou ergraff sinn, dass se d'Leit op där anerer Säit net nach méi krank gemaach hu wéi de Covid selwer. Natierlech dann och d'Informéiere vun alle Bedeelegten an de Monitoring ze organiséieren.

Bon, wéi hu mer op d'Erausfuerderunge reagéiert? Ech ginn elo e bësse méi an den Detail. Fir d'éischt d'Penurie vum Personal: Dat war eng grouss Erausfuerderung. Well Dir wësst, dass d'lescht Joer am Fréijoer d'Grenzen zougaange sinn. A mir hunn alles gemaach, souwuel meng Kolleegen an der Groussregioun mat mir wéi och déi an den Haaptstied zesumme mat Regierungsmemberen, fir eeben ze kucken, dass d'Grenzen opbleiwen. A wann dat net méiglech war, dann eeben hu mer Formulairë fir Grenzgänger zur Verfügung gestallt. Mir hunn déi ausgeschafft an déi konnten dunn och dee Moment iwwert d'Grenz schaffe kommen.

Mir hunn Hoteller fir d'Personal zur Verfügung gestallt, mir hu Maison-relaisen organiséiert, well déi ware jo zou. Maison-relaisen huet den Educatiounsministère opgemaach fir d'Fleegepersonal souwuel aus de Klinicke wéi och aus den Alters- a Fleegeheemer. Et goufen temporär Adaptatiounen um Aarbechtsrecht, fir dass d'Fleegepersonal méi laang huet däerfe schaffen, Congéë konnte reportéiert ginn a mir hunn de Congé pour raisons familiales an de Congé pour soutien familial ageféiert.

D'Réserve sanitaire ass en place gesat ginn am Ufank vun der Kris. Do ware vill Leit gemellt, déi wéinst dem Lockdown net aktiv konnte sinn. Ech denken do zum Beispill un d'Medezinnsstudenten, Infirmiersstudenten, Kinéen, Ergoen, Fräischaffender, déi eeben dee Moment net geschafft hunn. Duerno war de Problem, dass déi Leit natierlech erëm entweeder normal geschafft hunn oder erëm an hir Schoulen zréckgaange sinn.

Et goufe vun Ufank u Recommandatiounen an Ordonnancen zu Material, zu Prozeduren, iwwert de Cohortage - wat maachen, wann ee covidpositiv ass? -, d'Quarantän, d'Isolatioun, déi an de jeeweilege Situatiounen ze applizéiere sinn. Mir hu Kit-Coviden organiséiert, fir d'Patienten en fin de vie ze versuergen. Formatioune mat Hygieniste si physesch an online en place gesat ginn. D'Hygieniste sinn praktesch an all Haus gaangen, fir d'Berodung ze maachen. Mir hunn Indicateuren en place gesat, fir de Monitoring ze maachen. All Gestionnaire huet moies seng Donnéeën an enger standardiséierter Form op der Santé ofgeliwwert. An dat hu mer alles zesumme gemaach mat der Santé.

Wat d'Informatioun ugeet: De Familljeministère an de Santésministère hu via d'COPAS Informatiounen un d'Gestionnairë weiderginn. All d'Reegelen, déi en vigueur sinn, sinn och haut nach um Site santé.lu publizéiert. Doriwwer eraus hunn déi eenzel Haiser systematesch Informatiounen un d'Residenten an un d'Famillje weiderginn. A wann d'Demande vum Secteur do war, dann hu mir dat och gemaach, souwuel d'Gesondheetsministesch wéi ech, fir Rappeller ze schécken un d'Famillјen, un d'Gestionnairen an un d'Residenten.

Wat ënnerscheet elo déi verschidde Phase vuneneen? Déi éischt Phas, dat war déi vun der Urgence am ganze Land. Jiddereе war am Lockdown. All Secteur war am Lockdown. Villes gouf en place gesat wärend dem Lockdown, och am Beräich fir déi eeler Leit. Do hunn ech jo schonn driwwer geschwat. Mir hu geléiert, mam Virus ëmzegoen, well mer eeben e Schutzkonzept haten.

Déi zweet Phas, dat war déi vun de ganze Lockerungen am ganze Land. D'Leit konnte sech am Respekt vun de Geste-barrièren nees méi fräi beweegen. De Familljeministère huet effektiv insistéiert, dass dat och fir de Beräich vun den eelere Leit ka gëllen. Dofir sinn dee Moment ganz virsiichteg Ouverturë gemaach ginn.

Fir d'éischt konnten d'Fräiberuffler nees an d'Haiser eragoen - d'Kinesitherapeuten, d'Ergotherapeuten an esou weider -, fir ze verhënneren, dass déi eeler Leit weider physesch ofbauen. Duerno war d'Ouverture méi generell, wat d'Visitteméiglechkeeten an dem Lieu dédié - wéi mer dee genannt hunn - ugeet, och dat ënner strengen Oplage respektiv an Respekt vun de Geste-barrièren. Mam Enn vum État de crise op Nationalfeierdag 2020 sollt och an den Alters- a Fleegeheemer erëm méi Normalitéit akéieren.

Dëst ass de Grond, firwat vun deem Moment un d'Visitten an d'Sortië wéi fir d'Gesamtpopulatioun gereegelt gi sinn. Iwwert de Summer waren d'Zuelen och zimmlech niddreg, generell am Land. Et sinn an där Phas keng nei Mesuren an Oplagen erstallt ginn, well déi aus dem Fréijoer nach ëmmer richteg waren, a si waren och nach ëmmer en place. Jo, mir hunn dat net ëmmer widderholl, wat souwisou en vigueur war. An dat war och den Haiser bekannt an dat ass och esou an den Haiser gelieft ginn.

Am Rapport steet, dass mer e Plang hätte missen opstelle wéi an der Educatioun. Déi zwee Beräicher sinn net wierklech vergläichbar. Ech sinn absolutt oppen, fir iwwert esou e Plang ze diskutéieren. Mee d'Haiser sinn einfach esou ënnerschiddlech, dass e generelle Plang fir d'ganzt Land a mengen Aen net wierklech fonctionéiert. Et gëtt Haiser, do wunne Mënschen a Wunngruppen zesummen. Et sinn aner Haiser, déi sinn esou organiséiert, dass Leit daagsiwwer a verschidden Aktivitéite ginn. Da gëtt et Bewunner, déi ganz autonom sinn, an anerer, déi eeben net autonom sinn. Dat heescht, do ass eng ganz, ganz grouss Verschiddenheet am Secteur.

Mir hu gëschter nach emol héieren: Zu Nidderkuer zum Beispill - fir dat Beispill ze ginn -, do hu 60 Zëmmere keng eegen Toilette. Do ass et schwéier bis onméiglech, de Bewunner ganz am Zëmmer ze confinéieren. Glécklecherweis baue mer do grad en neit Gebai. Mee just fir dat ze erklären, firwat e „one-size-fits-all" schwéier ass, well och d'Gebailechkeeten eeben alleguerte verschidde sinn an d'Leit, déi dra liewen, och.

D'COPAS, zesumme mam Familljeministère, huet awer e Plang erstallt - et gouf net kee Plang erstallt! -, an zwar dee vun de Visitten. Ech kommen herno nach eng Kéier ganz am Detail dorobber zréck. Et gouf also net kee Plang. Mee de Plang war fir déi, déi vu baussen an d'Haiser erakomm sinn, an net fir d'Bewunner selwer.

Domat wär ech bei der drëtter Phas, där, wou erëm däitlech méi Fäll opgetruede sinn. Et war och déi Phas, wou eng ëffentlech Diskussioun stattfonnt huet iwwert d'Mënscherechter an de Fräiheetsentzuch an den Altersheimer. Och hei an der Chamber ass doriwwer debattéiert an diskutéiert ginn, iwwert d'Fräiheet, doriwwer, dass och Leit, déi an engem Alters- oder Fleegeheem sinn, net an engem Prisong sinn an dass déi sech och nees fräi musse kënne beweegen.

Dofir ass dann och an där drëtter Phas aneschters reagéiert gi wéi an der éischter Phas. Et gouf anescht wéi am Ausland kee generelle Lockdown deen Ament hei zu Lëtzebuerg. Just an de Schoulen ass déi Woch virun der Fuesvakanz eng weider Woch Homeschooling gemaach ginn. Mir hunn dofir och net méi all déi Haiser zougemaach, wéi d'Zuelen eropgaange sinn, esou wéi dat am Lockdown am Mäerz d'lescht Joer de Fall war.

Wa mer an der éischter Phas Sécherheet kritt hunn, doduerch dass mer zougemaach hunn, esou hu mer an der drëtter Phas d'Balance gesicht tëschent Sécherheet a Fräiheet. Jo, et kann een awer effektiv kritiséieren, dass mer déi besteeënd Recommandatiounen net erëm rappeléiert hunn. Dat ass eng absolutt berechtegt Kritik a réckbléckend hätt een dat aneschters kënne maachen. Mee d'Reegelen an d'Recommandatiounen, déi waren en place. Si ware streng a si ware jiddferengem bekannt. A si si vun an an den Haiser gelieft ginn. An dat confirméiert de Rapport vum Grupp Waringo och ganz kloer.

Dann zur Fro, ob mer nei Recommandatiounen hätte misse maachen, wéi d'Infektiounszuelen eropgaange sinn. Eent war eis deen Ament am Hierscht ganz kloer: Mir wollte kee Lockdown maache respektiv d'Leit an hiren Zëmmeren aspären. Dat war effektiv fir eis keng Alternativ. Altersheemer däerfe keng Prisonge sinn! A Leit an hiren Zëmmeren anzespären, hinnen hir Fräiheeten ewechzehuelen bréngt och keng absolutt Sécherheet. Dat ass och gëschter, mengen ech, relativ kloer gesot ginn.

Eis Politik fir all Secteur war et, d'Balance ze fannen tëschent Sécherheet a Fräiheet. Dat war och déi Politik, déi mir am Beräich vun den eelere Leit ëmgesat hunn. Mir hunn dofir weider opgebaut op déi gutt Saachen aus der éischter Phas a mir hunn awer och nei Elementer mat op d'Wo vun der Sécherheet geluecht. Zum Beispill hu mer déi streng Bestëmmunge fir d'Haiser weiderlafe gelooss a keng nei Recommandatioune gemaach, déi dat gelockert hätten.

Do dernieft koumen awer dräi essentiel Punkten derbäi, éischtens emol d'Lignes de garde mat den Dokteren. Wärend der éischter Phas vun deem

Lockdown, deem strenge Lockdown d'lescht Joer, waren déi Ligne-de-garden en place gesat ginn. Mir hu via eng Konventioun tëschent der Santé, dem Familljeministère, der COPAS an der AMMD iwwert de Summer weider dorunner geschafft, fir Enn September dann e Pilotprojet ze perenniséieren. Domadder war fir d'Bewunner vun de CIPAen an de Maison-de-soine séchergestallt, dass hir medezinnesch Versuergung och nuets, weekends an op Feierdeeg assuréiert war.

Mir hunn zesumme mam LST e systemateschen Testing an den Haiser organiséiert. All 14 Deeg sinn d'Haiser komplett duerchgetest ginn an d'Personal krut nach zousätzlech Coden, fir kënne PCR-Tester ze maachen. A wann emol e positive Fall an engem Haus war, da konnten d'Haiser och e PCR-Test ufroen vum LST an da si se och spontan, relativ spontan, nach emol komm. An ech ginn dervunner aus, dass d'Paulette Lenert dat och nach eng Kéier wäert ënnersträichen.

Mir hunn och driwwer geschwat, tëschent Santé, COPAS a Familljeministère, fir déi éischt sougenannte Schnelltester, déi um Marché waren, an d'Haiser ze bréngen. Am Regierungsrot hu mer dunn uganks Dezember decidéiert, fir allen Haiser där Tester zur Verfügung ze stellen, déi also zousätzlech zu de PCR-Tester nach konnte genotzt ginn. Déi Schnelltester sinn an der éischter Woch Dezember un d'Haiser geliwwert ginn. D'Procédure d'utilisation ass de 7. Dezember publizéiert ginn. D'Gestionnairë kruten iwwregens dunn och nach zousätzlech Codë fir d'Visiteuren, fir dass d'Visiteuren, déi wollten op Besuch kommen an en Alters- oder Fleegeheem, sech och nach emol beim LST konnten teste loossen, fir eng Sécherheet ze hunn, wa se da bei hir Léifsten op Besuch gaange sinn.

De Secteur sollt differenzéiert schaffe kënnen. D'Fräiheete sollten nëmmen do ageschränkt ginn, wou de Virus och wierklech present war. Fir Sécherheet ze ginn, wou d'Gefor vum Virus méi grouss war, an net zulescht och virum Hannergrond vun der Testing-Strategie, hu mer eis, wéi ech och scho gesot hunn, mat der COPAS op e Stufemodell gëeenegt, deen d'Haiser ab Enn Oktober applizéiert hunn.

Dee Modell, deen hat an huet och nach ëmmer véier kloer Stufen a gouf vun allen Acteure gedroen. Déi éischt Stuf war déi, dass kee Covidfall am Haus ass: D'Haus ass op, et kann een an d'Zëmmer bei säi Léifsten op Besuch goen. Déi zweet Stuf war déi, dass een net op d'Zëmmer konnt goen, mee an e Lieu dédié, e Raum, deen extra eebe fir de Besuch ageriicht ginn ass. Déi drëtt Stuf - nach e bësse méi streng - war dann eng, wou nach aner Contrainten derbäikoumen, zum Beispill, dass een huet misse Rendez-vous huelen an net konnt spontan laanschtgoen. An déi véiert Stuf war, dass d'Altersheem oder d'Fleegeheem ganz zou war, ausser fir Visitte fir d'Fin de vie.

Mir hunn als Familljeministère dee Stufeplang supervoséiert. Duerno ass dat am Mäerz 2021 an den normalen Alldagsreporting vun der Santé integréiert ginn. De Monitoring huet gewisen, dass de Gros vun den Haiser an der drëtter Phas entweeder an der Stuf 3 oder souguer an der Stuf 4 war. Effektiv waren tëschent Enn Oktober an Dezember an der Moyenne ronn 35 Haiser vun deenen 52 am Ganzen op de Stufen 3 oder 4. De Stufemodell huet also fonctionéiert an der Praxis.

Am Dezember ass dunn eng weider Mesure derbäikomm: d'Vaccinatiounscampagne. An do wäert d'Gesondheetsministesch natierlech méi am Detail drop agoen.

Ech géif awer och gären op d'Fro agoen, ob d'Altersheemer eleng gelooss gi sinn. Op verschidde Plaze gëtt jo no enger staarker Hand vun der Politik geruff.

An den Altersheemer hu mer dacks mat ganz vulnerabele Leit ze dinn, déi vill Fleeg a medezinneschen Accompagnement brauchen. An den Altersheemer hu mer awer och mat Professionellen ze dinn; mat Professionnels de santé, mat Dokteren hu mer do ze dinn. Dat si Leit, déi kennen hire Metier. Dat si Leit, déi och hir Clientë kennen an déi och ganz genee a ganz individuell a spezifesch kënnen op hir Besoinen agoen, a vill besser sécher wéi d'Politik.

Mir hunn am Secteur mat Leit ze dinn, déi hir Communautéit, déi hiert Haus mat all de Spezifisitéite sur place kennen. Si wëssen, wat fir hire Client gutt ass. Et ass hire Beruff - net nëmmen an der Pandemie, mee och scho virdrun an duerno -, fir kënnen ze jugéieren an Decisioune fir d'Bewunner ze huelen, an och fir hiert alldeeglecht Wuelbefannen. Et ass nach ëmmer den Dokter, deen decidéiert sur place, ob e Patient hospitaliséiert muss ginn oder net. An ech mengen, dass dat och esou soll bleiwen an dass dat net soll vun der Politik decidéiert ginn.

Wann ee Jugementer muss treffen, fir d'Sécherheet an d'Wuelbefanne vum Eenzelnen ze assuréieren, da muss ee sur place sinn. Där Meenung sinn ech op jidde Fall. Et muss ee säi Resident kennen, fir kënnen déi beschtméiglech Decisiounen ze huelen. Dat kann d'Politik net. An ech hätt gären héieren, wat lass gewiescht wär, wann d'Virgabe ganz enk a streng vun uewen erof gefaasst gi wären.

De Ministère an ech selwer hu wärend der ganzer Phas permanent Kontakt mat den eenzelnen Haiser gehalen a mir hunn do geholfef, wou mer konnten. D'Beamten um Familljeministère genauesou wéi d'Kolleege vun der Santé waren do fir d'Gestionnairen an disponibel fir d'Alters- an d'Fleegeheemer. Et war egal, wou d'Gestionnairen ugeruff hunn, si kruten ëmmer geholfef. An dat ass gëschter, mengen ech, jo och ganz kloer gesot ginn heibannen.

Ech wëll awer och kloer soen, dass ech Kritik héieren hunn an och guer net klengriede wëll, dass um Terrain och Stëmmen ze héiere sinn, déi nach méi Interventioune vu eis verlaangen. Doriwwer sinn ech, wéi gesot, gäre bereet ze diskutéieren, am Kader vun eisem neie Kadergesetz zum Beispill, fir ze kucken, wat mer do besser kënne maachen.

De Rapport Waringo weist eis awer och, wéi schwéier et ass, do den Equiliber nees ze fannen tëschent de Virstellunge vun deenen engen an deenen aneren. Et kann een och déi Diskussioun, ob de Beräich vun den eelere Leit ënnert d'Tutelle vun der Santé oder der Famille gehéiert, gäre féieren. Déi Diskussiounen, déi sinn och gëschter hei gefféiert ginn. Den Här Bausch huet gesot, en hätt souwuel ënnert der Tutelle vun deenen enge wéi deenen anere geschafft an dat Eenzegt, wat wichteg wär, dat wär, dass genuch Personal do ass an dass kann anstänneg um Terrain geschafft ginn. An et muss ee soen, dass ëmmer genuch Personal hei zu Lëtzebuerg war, wat am Ausland net de Fall war. Dat muss een awer och eng Kéier esou ënnersträichen.

Déi Diskussioun iwwregens iwwert d'Tutelle, déi ass net nei. An där Diskussioun däerf ee just net ausser Uecht loossen, dass et nach en drëtten Acteur gëtt, dat gëtt elo am Moment e bësse vergiess, nämlech d'Sécurité sociale mam ganze Volet vun der Assurance dépendance. Mir ass et wichteg, dass déi dräi Acteuren, dat heescht, d'Famille, d'Santé an d'Assurance dépendance, d'Sécurité sociale eeben, méi enk zesummeréckelen. Dofir wäert ech och Propositioune maachen am Kontext vum Projet de loi 7524 iwwert de Beräich vun den eelere Leit.

Just vläicht hei och eng kleng Klamer, fir dass dat kloer ass, wat de Finanzement ugeet: De Familljeministère, dee bezilt de Gestionnairë keng Sue fir d'Gestioun. De Fonctionnement vun den Haiser, dee gëtt exklusiv iwwert de Pensiounspräis an iwwert d'Assurance dépendance bezuelt an net vum Familljeministère an och net vum Santésministère.

Bon, wéi sti mer do par rapport zum Ausland? Eis Zuele par rapport zum Ausland leien aleng, wat de Covid beträfft, an der Moyenne. Et däerf een d'Pandemie awer net just um Krittär vum Covid moossen, well mir mussen och aner Facteure consideréiere wéi zum Beispill d'Santé mentale. Déi ass méi schwéier ze moossen, mee si ass awer dofir net manner wichteg am Ëmgang mat de Residenten.

Wéi eng Léieren zéie mer aus der Pandemie bis elo an aus deem Rapport, dee mer gëschter presentéiert kruten? Mir hunn an de leschte Wochen intensiv un den Amendementer fir de Projet de loi 7524 geschafft. Si enthalen déi Léieren, déi mer zesummen aus der Pandemie zéien. An den Text bleift och op fir weider Amendementer, wann dat soll néideg sinn.

Ech soen Iech emol déi Amendementer, déi ech proposéieren, an dann hoffen ech, dass mer doriwwer och eng Diskussioun kënnen hunn. Mir hu jo am Projet de loi en Eethikkommitee virgesinn, wou et ëm d'Situation de fin de vie geet op där enger Säit, mee awer och ëm de Respekt vun den individuelle Fräiheete vun de Bewunner. Ech wäert déi Missioun vum Eethikkommitee a seng Missiounen a säi Fonctionnement preziséiere mat engem Amendement, fir dass eethesch Froen zu all Ament kënnen traitéiert ginn. Dat ass eng vun de Léieren aus der Covidkris.

Am Projet de loi ass d'Evaluatioun vun der Qualitéit virgesinn. Et ass e Qualitéitsmanagementsystem virgesinn. Mir wäerten dee preziséieren a kloer Indicateure proposéieren. An ech hoffen, dass mer do kënnen och eng Diskussioun driwwer féieren, well am Rapport steet, dass et méi einfach wär, wann allenguerten d'Gestionnairen dee selwechten Outil hätten, deen nämmlechte System, fir d'Qualitéit ze moossen. Si hunn awer am Moment verschiddener an ech denken, mir sollten do eng oppen Diskussioun driwwer féieren, ob een do een eenzege proposéiert. Dat géif natierlech Sënn maachen, well een et besser vergläiche kann. Mee et ass natierlech fir Verschiddener méi schwéier an da muss een och nach wielen, wéi ee Qualitéitsmanagementsystem een dann dee Moment géif proposéieren. Mee dat ass, wéi gesot, och een Deel am Rapport Waringo.

Dann den drëtten Amendement, deen ech géif proposéieren, dat wär d'Aféiere vu Referenten am Beräich vun de Règles d'hygiène et sanitaires. Dat ass dat, wat ech versprach hat bei der Proposition de loi vum Sven Clement. Dat steet och elo an der Ordonnance iwwregens vum Direkter vun der Santé. Mir huelen dat awer, wéi versprach, an d'Gesetz eran, deen Amendement. Ech hoffen, dass mer och do kënnen driwwer schwätzen.

Dann d'Integratioun an de Projet d'établissement vum Gestionnaire vun de Reegele fir Hygiène an de Reegele fir d'Preventioun an d'Lutte géint d'Infektiounen, d'Aféiere vun engem Mediateur. Reklamatioune kréie mer all Dag vum Terrain, Dir kritt der och, an déi sollen e bësse besser traitéiert kënne ginn. Dofir wëlle mer net nëmmen eng Prozedur, fir Reklamatiounen ze geréieren, mee mir wëllen doriwwer eraus e Mediateur proposéieren, deen et erlaabt, de Leit an de Gestionnairen déi néideg Informatiounen ze ginn an eventuell Litigen tëschent den Acteuren ze klären.

An da wäerte mer eng Commission permanente proposéieren. Den Här Waringo huet jo eng Diskussioun ugestouss, wou d'Tutelle soll sinn. Ech hu jo grad schonn driwwer geschwat. Ech fannen, dass all d'Acteure mussen zesummeschaffen: d'Assurance dépendance, d'Santé, d'Famille an natierlech och de Secteur. An dofir wäert ech proposéieren, eng Kommissioun anzesetzen, déi d'Missioun huet, all Froe ronderëm de Beräich vun den eelere Leit ze diskutéieren, ze aviséieren an der Regierung Propose ze maachen.

Déi Kommissioun soll dann och d'Qualitéit vun de Servicer vum Secteur vun den eelere Leit superviséieren. An deem Kader kucke mer dann och, fir eng adequat Base légale ze schafen, fir an Zukunft méi contraignant Recommandatiounen am Kader vun enger Pandemie kënnen ze maachen.

Esou eng Kommissioun kéint ee jo och am Fong geholl elo schonn ad hoc asetzen, fir d'Zesummenaarbecht, déi mer elo schonn hunn tëschent de concernéiert Ministèren, dem Secteur an den Acteuren aus dem Santésberäich ze institutionaliséieren.

Ech proposéieren Iech, wann Der dat wëllt, dass ech déi Amendementer net mat an de Regierungsrot huelen. Ech proposéieren, dass mer hei an der Chamber, an der Chamberskommissioun eng oppen a sachlech Diskussioun doriwwer sollte féieren. Vläicht hunn ech jo nach e Volet vergiess. Ech denken, dass dat Gesetz essentiel ass, well et ëm Qualitéit geet an ëm Transparenz. A mir sollten do all zesummen d'Léieren aus der Kris zéien a mat an dat Gesetz eranhuelen.

Wann dat also hei gewënscht ass, da géif ech proposéieren, keng Amendement-gouvernementallen ze maachen, mee Amendements parlementaires, esou séier wéi méiglech, dass mer zesummen an der Familljekommissioun da kënnen doriwwer diskutéieren.

A ganz zum Schluss géif ech awer gären nach e lescht Wuert soen zu Nidderkuer, wouvun de Rapport jo am Fong ausgaangen ass. Gëschter hu mer héieren, dass d'Regierung vu virun 18 Joer decidéiert hat, dat Gebai net nei ze bauen, well se aner Prioritéiten hat. Ech wëll an ech kann dat net jugéieren, well och do gëllt, dass ee sech ëmmer an de Wëssensstand vun deem Moment, wou d'Decisioun geholl ginn ass, muss zréckversetzen. Ech sinn awer frou, an ech hunn et scho gesot, dass den Ament e fonkelneit Gebai gebaut gëtt zu Käerjeng. An ech hoffen, dass d'Bewunner an zwee Joer kënne plënneren an e modernt Gebai, wat dem Confort, dee mer haut alleguer sichen, ganz, ganz sécher gerecht gëtt.

A ganz zum Schluss géif ech gären nach emol soen: Éischtens emol ech sinn absolutt oppen, fir konstruktiv hei weiderzeschaffen. Ech fannen, dass dee Rapport en immens grousse Wäert huet, wou mer ons kënne weider drop baséieren, fir d'Saache besser ze maachen, fir iwwert d'Saachen ze schwätzen, och sachlech. A wa mer driwwer schwätzen, da solle mer och ëmmer un déi denken, déi net méi do sinn an déi déi Kris hei net iwwerlieft hunn. An ech mengen, deen een oder anere vun eis huet och e ganz enke Familljemember verluer, ech zum Beispill mäi Papp, an dofir mécht dat mer ëmmer nach vill méi aus.

Villmools merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vun der Madamm Familljeministesch Corinne Cahen a soe Merci a ginn d'Wuert un d'Gesondheetsministesch, d'Madamm Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Wa mer haut hei stinn, dann ass dat opgrond vun enger parlamentarescher Initiativ, déi mer alleguerte begréisst hunn, och opsäite vun der Regierung. Et ass eng prinzipiell Fro gewiescht. Et kann ee se resuméieren: Et ass dréms gaangen, Nidderkuer ze verstoen. Wat ass geschitt? Zu engem gewëssenen Zäitpunkt ware ganz vill Neiinfektiounen, et ware staark Emotiounen do an et ass sech gefrot ginn: „Wéi konnt dat geschéien?" „Wat ass do geschitt?" „Hätt een et kënne verhënneren?" „Hätt ee kënnen eppes besser maachen?" Dat waren och ons Froen. Dofir hu mer déi Initiativ hei ausdrécklech begréisst.

D'Regierung huet dës Suerge gedeelt. An et war eis och wichteg, hei Kloerheet ze kréien, och wa mer déi virgezunne Konklusiounen - ech erënneren drun, dass hei direkt eng Demissioun gefrot ginn ass, ier de Rapport virlouch - selbstverständlech net gedeelt hunn zu deem Zäitpunkt.

Ech sinn haut frou, eng ganz detailléiert Analys an där kuerzer Zäit virleien ze hunn, a soen och ausdrécklech e grousse Merci un all déi Leit, déi do contribuéiert hunn. Dat war eng Mammutaarbecht vu grousser Professionalitéit an et ass eng ganz wäertvoll Grondlag, fir d'Analys ze maachen, wa mer elo zréckkucken a virun allem wa mer eis preparéiere fir d'Zukunft. Et ass eng gutt Basis, fir an aller Transparenz kënne weider zesummenzeschaffen.

Opgrond vun däser Analys kënne mer eng Rei Saache feststellen. Fir d'éischt emol ass Nidderkuer keen Eenzelfall. Lëtzebuerg ass keen Eenzelfall. Souwuel zu Lëtzebuerg wéi am Ausland ass d'Kris, d'Coronakris, och eng Crise gériatrique. Mir wëssen, dass dëse Virus ganz besonnesch am Alter zouschléit, dass en do säin héchsten Tribut fuerdert. Eis ass dat net erspuert bliwwen. Dat war am Ausland esou, et ass bei eis esou.

Mir wëssen och, dass den Alter ganz kloer e Facteur de risque ass, vun Ufank un an nach ëmmer, an dat erkläert villes. Dëse Facteur de risque ass do verstäerkt, wou déi eeler Leit zesumme wunnen op enkem Raum, well sech de Virus dann nach méi schnell ka verbreeden. Och dat ass e Fakt.

Zweete Fakt: Eng richteg Erliichterung gëtt et just, wa mer ganz duerchgeimpft sinn, eppes, wat mer gehofft hunn ze hunn, hu mer haut. A mir wëssen och haut - vu Woch zu Woch kréie mer méi Erkenntnis -, dass dat deen eenzege Wee ass: eng Vollimpfung, déi zwou Dosissen; et ass dat, wat eis am beschte schützt. Mir gesinn dat haut ganz kloer an den Zuelen. Dir hutt dat och gesinn am Bericht, deen eis virläit, do gesäit een, wéi et sech mat der Serologie huet. Dat huet en enormen Impakt. An dofir hoffen ech, dass och dee leschten Zweifel esou lues fält. Mir kënnen hei net anescht wéi weiderzefuere mat impfen. Et ass eréischt, wa jiddwereen duebel geimpft ass, wou ee wierklech e richtege Schratt no vir mécht a puncto Sécherheet. An dat war zu engem gewëssenen Zäitpunkt nawell net ginn.

Fir elo op Nidderkuer zréckzekommen: Wa mer déi zwee Facteur-de-risquen do kucken, eeler Leit, déi zesumme wunnen, ech mengen dat ass ginn. Et ass en Haus, et ass schonn erwäänt ginn, wat net dat modernst war. Et war renovéierungsbedürfteg, scho laang, ech kommentéieren dat net weider. Ech muss soen, ech war selwer e bëssen erschreckt. D'Gläichheet par rapport zu de Soinen, zu der Prise en charge ass an dësem Land net ginn.

Ech muss soen, ech gesinn haut, wéi gutt meng Mamm, déi och duerch Covid an enger Struktur gelant ass, ganz gutt a wonnerbar, opgehuewen ass. Wann ech kucken, wéi Nidderkuer opgebaut ass, haut nach do steet, och wann en neit Gebai an Aussiicht ass, dat ass eng aner Gei. An an där Hisiicht sinn ech ganz frou ze héieren, dass och do Remedur kënnt. Mee Fakt ass, dass Nidderkuer, mat deem mer eis hei befaassen, en Haus ass, wat elo net wierklech ganz gutt dostoung au départ. Et waren net vill Raimlechkeeten do, fir sech aus de Féiss ze kommen. D'Leit hu sech missen de Sanitär deelen - keng gutt Ausgangsbasis.

Da koum nach eppes derbäi: Wéi mer bis mam Impfe prett waren, si Prioritéite gesat ginn, a leider ass dëst Haus net uewen op der Prioritéitelëscht gewiescht, déi mer virgeluecht kritt hunn. Dat huet sécher och net geholfef. Mee och dat ..., et huet ee misse Prioritéite setzen. Et ass richteg, dass zu Nidderkuer, wär et e bësselche méi fréi gewiescht, sécher dat Ausmooss net komm wär. Mee „hätten an haten" hëlleft eis net weider.

Fir mech ass elo en éischte Constat, ganz wichteg, an dat geet iwwert den Alters- a Fleegeberäich eraus, dat ass och am Spidolswiesen: Mir mussen eng Kéier en anere Bléck op eis Infrastrukture werfen. Mir wëssen haut, dass eng Pandemie näischt Theoreetesches ass. Also si mer gutt beroden, wa mer effektiv à l'issue vun däser Kris genau de Bléck op eis Strukture riichten, eng Kéier kucken: Si se wierklech esou konzipéiert, dass se enger Pandemie standhalen? Muss een net ëmdenken an der Aart a Weis, wéi ee baut, souwuel am Spidolswiese wéi och am Fleegesecteur? Ech mengen, dat ass eppes, wat mer onbedéngt mussen op de Leescht huelen a mir mussen och wierklech dann eebe kucken, eis pandemiegerecht opzestellen an d'Renovéierungen eventuell nei ze prioriséieren an esou schnell wéi méiglech an Ugréff ze huelen, dass mer op alle Fall an där Hisiicht da beschtméiglechst opgestallt sinn.

Ech erënneren drun, dass mer och an de Spideeler hu missen a ganz kuerzer Zäit nobauen, norüsten, nei Maueren zéien an esou weider, fir eeben hei anstänneg Fluxe kënnen ze gewäerleeschten. Dat Ganzt kënnt aus enger Epoque, vun där mer geduecht hunn, dass se eriwwer wär. Haut musse mer

erëm mat Pandemie rechnen. Dat setzt eng aner Bauaart a -weis viraus. Och do kënne mer villes draus zéien.

Bon, dann déi eigentlech Fro: Wéi konnt sech dee Virus esou schnell verbreeden an dësem Haus? Am Fokus stoung: Wéi et lassgaangen ass, hate mer de Verdacht, mir och, et ass gesot ginn: Iergendwou situéiert sech dat ronderëm déi Deeg, wou geimpft ginn ass. Et war Kritik ronderëm déi Deeg, wat d'Organisatioun ugeet bei der Impfung, also eng grouss Suerg. Ass et dat, wat wierklech den Ausléiser war, oder net?

Bon, elo hu mer de Constat: De Virus ass virdru schonn erakomm. Dat mécht et net manner tragesch, muss ee soen. Et ass awer e Fakt, mir hunn et effektiv hei net just mat enger Souche ze dinn. Et sinn der eng Rei, Dir wësst dat. Dir kennt de Bericht elo am Detail. Et kann ee leider och net kloer soe wéi, wat, wou. Mee Fakt ass, dass aus verschiddene Sourcen hei de Virus eragedroe ginn ass, an dat och scho virun deene besoten Impfdeeg, déi et vläicht nach gesteigert hunn. Dat ass net a Fro ze stellen. Dat ka gutt sinn. Mee d'Zäitschinn ass kloer an deem Sënn, dass dat heite virdru schonn erakomm ass.

Zweete Constat ass, dass mer et och hei net mat engem Eenzelfall ze dinn hunn. Och dat mécht dat Ganzt net manner traureg an tragesch. Mee et ass eng Tatsaach, dass dat Haus, mat deem mer eis hei beschäftegen, net elo ganz besonnesch staark betraff war am Verglach mat aneren. Den Här Waringo huet et gëschter erläutert. Wann Der géift eng Hitparad maachen, sinn aner Haiser, déi zu aneren Zäitpunkten, och scho méi fréi, u sech méi staark betraff waren. Dat ass queesch duerch de Gaart gaangen. Mir befaassen eis hei mat Nidderkuer, mee et ass awer net esou, dass dat wierklech dat Haus ass, wat dann absolutt hei d'Hitparad géif uféiere vun den Haiser, wou de Virus zougeschloen huet.

Vill Pech war och dobäi. D'Fro ass gëschter gestallt ginn, wann natierlech zu engem nämmlechten Zäitpunkt Virus mateneen erakënnt, d'Leit sinn nach net ganz duerchgeimpft, ass dat och ëmmer eng Fro vun Zoufall. Mir wëssen, wéi de Virus fonctionéiert. Mee wou e letztendlech higeet, wéini, wou en zouschléit, do huet e keen oppent Muster, wat en eis virleet, soudass och do eng gewëssen Tragik kann derbäi sinn.

Ech huelen trotzdeem ganz kloer zur Kenntnis, dass um Dag vun der Impfung vill Kritik geäussert ginn ass, dass dat net optimal organiséiert war, dat trotz klore Protokoller.

Dat Gutt bei der Saach ass, dass mer effektiv déi ganz Impfdemarchen zesummen erstallt hu mam Secteur. Grad an deem heite Secteur ass do enk zesummegeschafft gi mat enger COPAS, mam Familljeministère, fir ze kucken: Wéi kënne mer am effikassten impfen?

Mir wollten déi Leit jo net eraushuelen an eis Impfzenteren. Mir sinn op d'Plaz gaange mat den Équipe-mobillen an do gëtt et ganz kloer Prozeduren, déi dës Kéier ...

Mir hunn aner Punkten, ech kommen dorop, wou mer vläicht am Dokumentéieren net optimal opgestallt waren, mee wat d'Impfcampagnen ugeet, hu mer Protokoller. Et ass eng kloer Rolleverdeelung. Et gëtt organiséiert iwwert d'Santé. Et gëtt Virgaben, wivill Leit kënne matenee wou sinn.

Dës Virgabe si sécherlech net an all Haus d'selwecht einfach ze respektéieren. Do si mer erëm bei den Infrastrukturen. Wann ee vill Raum huet, wann ee vill Méiglechkeeten huet, ass et méi einfach, sech esou opzestellen, dass een d'Fluxe gutt separéiert, wéi wann een déi Méiglechkeeten an engem Haus net huet. An et kënnt derbäi, dass effektiv hei e Grenzfall war, wou d'Fro sech gestallt huet: Deele mer op op zwee Deeg? Maache mer et an engem Dag? Dat war en Dilemma, deen d'Leit haten. Dat ass eng Kritik, déi mer zur Kenntnis huelen.

D'Leit sur place, dat sinn engersäits eis Doktere vun der Santé selbstverständlech, mee awer och dann d'Personal aus den Haiser. Déi eenzel Responsabel hunn eng Decisioun hei missen huelen. A si waren hin- an hiergerass zwëschent zwou Decisiounen: weiderkomme mam Impfen, alles duerch dee ganzen Dag duerchzéien, oder et opdeelen. Si hunn d'Decisioun geholl, et wär e Grenzfall, si géife bei engem Dag bleiwen. Dat huet mat sech bruecht, dass do méi Leit beienee waren, dat ass richteg.

Ech si fir mech zur Konklusioun komm, dass ech dëse Leit absolutt kee Steen hei werfen. Dat ass keng einfach Decisioun. Si waren hin- an hiergerass. Ech vertrauen dorobber, dass se dat no beschtem Wëssen a Gewësse gemaach hunn, och wann een, wann een elo zréckkuckt, vläicht einfach zur Konklusioun ka kommen, et wär besser gewiescht, dat vläicht an zwee Deeg ze maachen. Ech weess et net. Ech hunn déi Decisioun net geholl. Ech weess just, dass schwiereg Decisiounen ze huele sinn an dësen Zäiten a Méint, och fir jiddwereen um Terrain, an asoufern ass meng Konklusioun hei op alle Fall, dass ech kee Reproche vis-à-vis vun hinne wäert gëlle loossen, well ech wierklech d'Vertrauen hunn, dass se dat ofgewien hunn an do jiddefalls - ech hunn et gesot - no beschtem Wëssen a Gewësse gehandelt hunn.

Ech kann Iech och an där Hisiicht versécheren, dass Situatioune wéi déi doten, wann eppes net optimal leeft, an eisen dagdeeglech Briefing afléissen, net eréischt elo, mee déi ganz Kris iwwer. Mir hunn eis Aarbechtsgruppe lafen, déi sech ëmmer erëm no vir projezéieren. Et gëtt gekuckt: Wat steet un? Wat musse mer maachen? Mee mir kucken all Dag och zréck, wou ee Revue passéiere léisst: Wat ass gutt gelaf? Wat ass méi schlecht gelaf? Mir sinn u sech permanent beméit, aus esou Erfarungen och ze léieren, an da ginn och Richtlinnen, Protokoller lafend ugepasst, wann d'Situatiounen dat fuerderen. Dat ass u sech eng Routine bei eis. Si huet och hei gespillt. Et si vill Interventiounen um Terrain. Déi eng lafe besser wéi déi aner. Dat kréie mer net evitéiert. Dat, wat mer kënne maachen, ass, dorauser ze léieren an ze kucken, wéi een et ka besser maachen.

Genee wéi Lëtzebuerg keng Insel ass, ass och Nidderkuer keng Insel. Am Gesamtkontext kucke mer op 16 Méint Kris zréck. An och déi Gesamtsituatioun spillt natierlech hei eran. Dat ass och e grousse Deel vun der Analys, déi mer virleien hunn, wou d'Gesamtsituatioun gekuckt gëtt: Hätt do eppes kënnen evitéiert ginn? Also ewech vum spezifesche Fall Nidderkuer, mee op d'Gesamtsituatioun, fir prezis ze sinn op déi éischt Halbzeit - mir waren am Oktober, dat war no aacht Méint Kris.

Lëtzebuerg huet genau wéi all déi aner Länner net nëmme mat enger, mee mat méi Wellen ze kämpfe gehat bis elo. Mir hunn déi Welle méi oder manner gutt geglätt kritt. An et ass absolutt kee Geheimnis, dass déi am Oktober déi schlëmmst war fir eis bis elo. Et ass sécher net esou dramatesch gi wéi an anere Länner, wou huet missen Triage gemaach ginn, mee nawell ass et eis schlëmmste Well bis elo gewiescht. Mir si wierklech kal erwëscht ginn. An d'Fro stellt sech, an déi ass och legitimm: Ware mer gutt preparéiert? Dat ass en Deel vun dëser Analys an déi soll och gemaach ginn.

Et muss een drun erënneren, dass mer am Hierscht net bei null ugefaangen hunn. Mir hunn no der éischter Well selbstverständlech eng ganz Rei Saachen - net scho wärend der éischter Well, mee ganz schnell am Ufank - en place gesat, esou gutt, wéi et méiglech war. An och dank ganz vill Aarbecht, déi iwwert de Summer gelaf ass, konnte mer eis ëmmer erëm weider preparéieren. Dass eng Well eventuell kéint am Hierscht kommen, ass absolutt keng Hypothèse d'école gewiescht. Dat ass eppes, wou mer drop higeschafft hunn. An och do géif ech gären erënneren un déi Saachen, déi schonn en place waren.

Am Ufank vun der Kris ware mer absolutt plakeg. Mir hate kee Schutzmaterial, mir haten näischt. Deen heite Fall war néierens esou am Detail virgeduecht an opgezeechent.

Doropshi sinn eng ganz Rei Saachen en place gesat ginn, änner anerem ganz vill Recommandatiounen a vill Richtungen. Mir hunn domadder e Sockel opgestallt u Recommandatiounen, u Maassgabe fir déi eenzel Secteuren, fir d'Aarbechtswelt, fir d'Spideeler, fir d'Alters- a Fleegeheemer, wou den éischte Sockel eebe stoung, deen och seng Gültegkeet hat an déi Gültegkeet selbstverständlech behalen huet duerch déi ganz Kris.

Mir hunn au fur et à mesure ugepasst, awer nëmmen do, wou Upassunge gefuerdert waren. Dat huet net de Sockel un Haaptrecommandatiounen, déi mer hate fir dee Grand public, fir déi eenzel Secteuren, a Fro gestallt. Et kann een also net behaapten, wéi dat scho gësecht duergestallt ginn ass zum Deel, do wär e Lach gewiescht.

Et ass net, dass op eemol déi Recommandatioune verschwonne sinn. Et kann ee sécher driwwer diskutéieren, wéi een déi Kommunikatioun besser hätt kënnen um Brennen halen, dass dat ëmmer erëm méi an Erënnerung geruff gëtt. Mee si ware selbstverständlech do. Si waren online an, d'Madamm Cahen huet et gesot, si si virun allem och gelieft ginn.

Do si ganz vill Recommandatiounen: Wéi geet een ëm mam Covidpatient? Wéi geet een domat ëm, fir Leit a Quarantän ze setzen? Wéi isoléiere mer korrekt? Hygiènesmoossnamen ... Mir hunn Demarché gehat vun Ufank un zesumme mat dem Ministère de la Famille an dësem Secteur, mat eisen Hygienisten, fir all Haus eng Kéier ze gesinn, fir ze kucken, ob si um leschte Stand vun deem sinn, wat elo gefuerdert ass am Beräich vun der Hygiène, wat eng ganz nei Maassgab war mat dëser Kris. All déi Aarbechte si gemaach ginn. An dorauser ass eeben dee Grondsockel u Recommandatiounen entstanen, dee seng Gültegkeet absolutt behalen huet an och haut nach huet zum gréissten Deel.

Wat hu mer nach gemaach iwwert de Summer? Dir wësst, ech sinn ëmmer sensibel drop, wa gesot gëtt, mir hätten am Summer net vill gemaach. Ech si ganz frou fir jiddwereen, dee Rou hat de leschte Summer. Et war no bausse Rou mam Virus. Bei eis war keng Rou - au contraire! Mir hu vill geschafft. Mir hunn eise Monitoring, deen hei och vill erwäänt ginn ass, stabiliséiert. Dann hu mer aus dem Näischt missten eis IT opstellen, fir e Monitoring national ze kréien. Mir sinn eent vun den eenzege Länner, dat esou eppes iwwerhaapt huet. Deen huet missten iwwert de Summer stabiliséiert ginn, fir a méi e feste System ze goen, dass en eis net vun haut op muer géif zesummebriechen.

Och do wëll ech drun erënneren, et ass no den Date gefrot ginn, gëschter och am Kontext vun der Analys, déi gemaach ginn ass: Net all Haus huet déi selwecht Maturité digitale gehat, wéi dat heiten ugaangen ass. Mir si mat Monitoring komm, ganz schnell. Dat huet natierlech och vill verlaangt vun den Haiser, vun den eenzelen Acteuren. Wat fir e Spidol vläicht vill méi einfach war, well et souwisou informatesch Systemer en place huet, dat ass sécherlech fir kleng Haiser am Alters- a Fleegeberäich net ëmmer esou evident gewiescht, fir do wierklech dësen Ufuerderunge gerecht ze ginn, dat an enger Rekordzäit, wou jiddweree sech huet misse familiariséiere mat Monitoring. Wou nach Haiser waren, déi nach mat Fax fonctionéiert hunn, déi éischter analog waren, hu mer missen e ganze Changement bewierken, fir jiddwereen do à niveau ze kréien.

An dofir och déi Erklärung, déi scho gëschter komm ass. Au fur et à mesure ass dat alles besser ginn an no puer Méint hu mer dat och mat ganz vill Assistenz, déi mer ginn hunn, fir ze hëllefen, dat do en place ze kréien ... Leit vun eis waren zum Deel op der Plaz fir ze hëllefen. Mir hunn ons opgestallt kritt, dass jiddwereen do wierklech konnt anstänneg mat contribuéieren. An esou sinn eis Date lues a lues wierklech besser ginn.

Dann och eis Réserve sanitaire, wëll ech drun erënneren, jiddwereen hëlt déi fir esou selbstverständlech: Déi ass aus der Nout gebuer. Iwwert de Summer si ganz vill Leit mat der Normalitéit zréck an hir Aarbecht gaangen. Mir hunn ons misse komplett ëmstellen, souwuel bei eis an de Verwaltunge wéi och an deene Strukturen an Haiser, wou Leit aus der Réserve sanitaire aktiv waren. Dat war extreem vill administrativ Aarbecht: nei Kontrakten, déi hu misse gemaach ginn, nei Leit, déi hu misse gesicht ginn. Dat war eng richteg RH Boîte-interne, déi mer lafen haten, an et war extreem vill Aarbecht.

Dann och Strukturen, Logistik, et sinn emol CSA eng Kéier ginn an dëser Kris; kee ka sech méi drun erënneren. Déi sinn zougaangen. Duerno hu mer Centres de consultation Covid nees konzipéiert. Mir hunn déi organiséiert. Dat rëselt een alles net aus dem Aarm. Wann een dat net organiséiert am Virfeld, da kann een dat net einfach vun haut op muer aktivéiere mam néidege Personal, mat der Logistik. All déi Aarbechte sinn iwwert de Summer gelaf, onermiddlech.

D'Impfzenteren, d'ganz Impfstrategie huet missen organiséiert ginn. Fir dass eng Impfcampagne uleeft, setzt dat extreem vill Aarbecht viraus. Si ass a Rekordzäit gestäipt ginn iwwert de leschte Summer.

D'Garde-médicalle sinn ugeschwat ginn. Och déi rësselt een net aus dem Aarm. Si sinn aus der Nout gebuer. Duerno si se pereniséiert ginn. Mir hu misse kucken, déi Leit ze fannen, déi dat assuréieren. Mir hunn och Garden agesat fir Leit an der Prekaritéit, mee och änner anerem - ech ginn net méi an den Detail drop an - grad an den Alters- a Fleegeheemer war dat en extreeme Plus u Qualitéit vu Soinen, déi mer doduerjer konnten assuréieren, duerch déi Presenz eeben an den Heemer.

Mir hunn ons Hotline missen nei besetzen, ausbauen, den Tracing eropfueren, vun 0 op 100 mat Momenter. Alles dat setzt viraus, dass ee Leit op Abruff huet, déi ee schnell kann an den Asaz bréngen.

Mir hunn eng Teststrategie developpéiert, e Large-Scale-Testing, dee ganz variabel, ganz flexibel all Woch mat engem Comité de pilotage un d'Besoinen adaptéiert gëtt. Grad an deem Kontext ware mer äussert reaktiv. Soubal e Problem an engem Alters- a Fleegeheem war, konnte mir dank eisen Équipe-mobillen op d'Plaz goen, dat ganzt Haus duerchtesten, dat nieft eise preventiven Routine-Haapttestaktiounen, déi mer an der Zäit haten. Dat heescht, mir hate Routineinterventioune reegelméisseg. Donieft si mer ..., soubal e klenge Problem war, konnte mer erëm ganz schnell op d'Plaz goen.

De Stufeplang ass erwäänt ginn, dee souwuel an dësem Secteur wéi och an de Spideeler iwwert de Summer ausgeschafft ginn ass. Bref, ech kéint nach weiderfueren. Et war keng Rou bei eis. Et waren Héichtouren an et waren och déi éischt Zeeche vu Burnout bei eis ze erkennen de leschte Summer. Dat ass genau deen Zäitpunkt, wou an der éischter Halbzeit déi éischt Leit eis ewechgefuer sinn.

Dann en nächste Constat: Jo, mir hu vill Recommandatioune gehat. Et ass alles héichkomplex. D'Kommunikatioun ass sécherlech net ëmmer esou um Terrain ukomm, wéi ee sech et gewënscht hat. Dovunner huelen ech Kenntnis.

Ech muss awer och direkt derbäifügen, dass dat en Defi war, dee mer vun Ufank un erkannt hunn. Mir waren déi ganz Kris iwwer beméit, permanent déi Kommunikatioun ze amelioréieren a Richtung vun der Ëffentlechkeet, vun der Press duerch eng staark Presenz an de soziale Medien, duerch Formatiounen, déi mer ugebueden hunn, Froen- an Äntwertestonnen, déi mer haut nach hunn all Woch, wou mer eis probéieren, esou diversifiéiert an esou breet wéi méiglech opzestellen, fir déi ganz komplizéiert Informatiounen, déi hei mussen un den Terrain kommen, iergendwou esou einfach wéi méiglech eriwwerzekréien. Et ass eng permanent Suerg gewiescht, dat kann ech Iech versécheren, vun Ufank un.

Mir hunn ons och professionell Hëllef vu bausse geholl. Och dat, ech wëll drun erënneren, ass kritiséiert ginn. Mir si ganz schnell zur Konklusioun komm, dass mer hei Hëllef brauche vu baussen, dass mer wierklech professionell musse virgoen an eise Campagnen. Dat leeft och nach ëmmer. Och do letztendlech, nieft digitaler Presenz, ass awer ganz vill Presenz um Terrain. Mir si vill op d'Plaz gaangen, zesummen - dat gäre betount ëmmer erëm -, mir hunn si zesumme bei d'Acteure gaangen, sief et am Spidolssecteur, sief et am Alters- a Fleegesecteur, wéi mer et mat der Famille gemaach hunn. An de Schoulen hu mer enk mam Educatiounsministère zesummegeschafft. Dat kann een eis, mengen ech, esou net virwerfen.

De Kritikpunkt huelen ech gären un, d'Kommunikatioun ass sécher verbesserungswürdeg a mir sinn oppe fir all Suggestiounen, déi do kommen, konstruktiver Aart, wat feelt an der Offer, déi mer hunn. Do sinn ech ganz oppen, wann een Iddien huet.

A sécherlech och herno, wa mer eng Kéier hei den Debrief vun där ganzer Kris maachen, zitt een dorauser Léieren. Mir maachen och e Monitoring iwwer eis Kommunikatioun, wou mer all Woch kucken, wat wéi oft consultéiert ginn ass. Do gesäit een da relativ gutt: Wat zitt? Wat zitt net? Wat huet Succès? Wou spriechen d'Leit drop un a wou manner? Dat ass dat, wat mer am Moment maachen, fir dann eeben och do vu Woch zu Woch d'Kommunikatioun ëmmer méi zilféierend ze maachen, grad och an der Impfcampagne.

Dir wësst et, déi huet ganz vill variéiert ëmmer. Eeben am Ufank hu mer méi eelere Public viséiert, wéi et an deene war. Elo viséiere mer méi jonk Leit, well et do ass. Dat heescht, mir stellen eis flexibel op. Mir maachen eist Bescht. Mir sinn net berodungsresistent - au contraire.

Mir hunn ons ganz fréi hei Hëllef geholl, well dat doten en Ausmooss huet, wou mer der Meenung waren, dass et eis wierklech och iwwerfuerdert huet intern. Dat geet iwwert dat eraus, wat een als Verwaltung normalerweis ze stäipen huet.

Zréck zu de Kritikpunkten. Mir sinn op den Terrain gaangen, an zwar vun Ufank un. Ech géif dat wierklech gären ënnersträichen. Déi ganz Demarchen an Alters- a Fleegeheemer sinn zesumme gemaach ginn an Ofsprooch mat der COPAS, mam Familljeministère, wou eis Leit zesumme mat den Hygienisten an d'Haiser gaange sinn. Do waren déi Responsabel sur place. Mir ware sur place. Do fannt Der elo vläicht effektiv net de perfekte Procès-verbal vun allem, dat mag sinn. Mee d'Realitéit ass déi, dass mer do waren, dass mer op der Plaz waren. An ech sinn och ganz frou, dass dat bestätegt ginn ass. Et mag sinn, dass net alles dokumentéiert war, wéi et hätt sollen. Do kommen ech nach am Detail drop. Mee present ware mer, am Ufank an och lafend, mat Kontaktadressen, déi do waren, Leit, déi dediéiert waren.

Fakt ass, dass mer an der Inspection sanitaire e Kontaktpunkt hu fir de ganze Secteur, den Alters- a Fleegesecteur. Do sinn zwee Leit, eng Persoun vun eis an och eng Persoun aus dem Familljeministère, déi do permanent accessibel sinn. Dat ass och all Dag aktivéiert ginn. Do sinn all Dag Ufroe gewiescht, wou déi Leit kontaktéiert gi sinn, Fro an Äntwert gestanen hunn.

Ech hunn héieren, dass effektiv Stëmme sinn, wou nach en Duerjernee war. An ech mengen, mir sinn och ganz gäre bereet, eis nach eng Kéier do mat de Leit zesummenzesetzen, fir ze kucken, wéi een dat nach kann amelioréieren. Ech ka just vu menger Säit aus confirméieren: Dee Contactpoint war do, deen ass och fonnt ginn, dee gëtt och nach ëmmer fonnt. Do lafen all Dag Gespréicher, all Dag, all Dag. Dat ass Routine. A wann doudeg Wénkele sinn, da si mer absolutt oppen natierlech, fir déi ze beliichten an ze héieren, wou Konfusioun war a wéi een där ka besser entgéintwierken.

Dann zu der Dokumentatioun. Et ass richteg: Et ass ganz villes mëndlech gelaf am Ufank vun der Kris. Mir sinn op d'Plaz gaangen, bei d'Acteure gaangen. Et ass e bewosste Choix gewiescht. Ech huelen déi Kritik absolutt entgéint, wa se artikuléiert ass, mee ech assuméieren awer de Choix.

Dir musst Iech virstellen, mir waren an enger Kris, wou een huet misse vun haut op muer säin Alldagsgeschäft leie loossen, sech op déi Kris konzentréie-

ren, an d'Leit hunn och Instruktioune gebraucht. An ech stinn absolutt dozou, dass meng Instruktiounen déi waren, d'Prioritéit op d'Gestioun vun der Kris ze leeën, op d'Presenz um Terrain, op d'Handelen, an dass am Zweifelsfall dat Administratiivt soll leie bleiwen. Dat ass richteg, dass dat effektiv net alles esou propper dokumentéiert ass, wéi ee sech et géif wënschen.

Ech hunn och den Här Waringo héiere soe gëschter, hien hätt ni esou geschafft. Ben, ech kann Iech just eppes soen: Esou, wéi ech wärend deene leschte 15 Méint hu misse schaffen, esou hunn ech och ni a mengem professionelle Liewe virdru geschafft. Ech sinn en zimmlech exakte Mënsch. Et spiert sech net gutt un, dat kënnt Der mer gäre gleewen, mee et ass e Choix an ech stinn haut zu deem Choix.

Mir hunn dat och an de Spideeler gemaach. Dir wësst, dass mer eis vill agesat hu fir eng Documentation hospitalière, déi mat vill administrativem Opwand verbonnen ass. Abee, wärend der Kris hu mer och do d'Leit entbonnen. Firwat? Well mer all Infirmière beim Patient gebraucht hunn. Mir hunn iwwerall gekuckt, administrativ Saachen, déi net hu misse sinn, déi wuel „nice to have" sinn, déi sécherlech fërdernswäert sinn an normalen Zäiten, déi hu mer hei ganz bewosst zréckgeschrauft. An esou ass et och bei eis am Haus. All Dokter, all administratiivt Personal war un der Front am Asaz an ass haut nach am Asaz an den Impfzenteren, an den Aarbechtsgruppen, an der Cellule de crise. A mir hu wierklech dat Administratiivt op e Minimum beschränkt.

Ech géif awer och gären ënnersträichen, dass mer intern dokumentéiert hunn. Dat ass net déi schéinste Prosa. Et ass net alles iwwerlies an a propperem Franséisch gefaasst, mee mir hunn effektiv intern dokumentéiert, fir och kënne Rechenschaft ze liwweren. Mir gi jo och ganz vill Rechenschaft gefrot. Mee sécher huet et net déi Qualitéit, déi ee sech kann erwaarden. Sécherlech ass et mat Momenter vläicht lächerlech, wann Der esou Saache gesitt.

Mee ech kann Iech soen, de Choix ass fir mech nach ëmmer gülteg. Do kënnt och nees eng Kéier eis Gréisst als Land mat an d'Spill. Mir sinn net opgestallt wéi aner Länner. Mir hunn net Honnerte Leit an engem Service juridique. Et sinn ëmmer déi selwecht Leit, déi gefuerdert sinn. An do geet et nun eeben emol net anescht, wéi mat Prioritéiten ze fueren. An ech weess och réckbléckend net wierklech, wéi ech et hätt kënnen anescht maachen, op alle Fall an där Hisiicht.

Regreten: Jo, vun der Kommunikatioun hu mer eis wierklech e bësselche spéit domadder befaasst. Mir hunn effektiv duerch Problemer, déi signaléiert gi sinn ... Mir si jo och vill gedréckt ginn. Och iwwert d'Press hu mer ganz vill gesot kritt: „Dir kommunikéiert net gutt, Dir kommunikéiert net gutt!" Mir hunn et vläicht ënnerschat. Mee dofir si mer awer duerchgeeënd beméit, et ëmmer erëm ze verbesseren. Och do si mer sécherlech nach net bei der Perfektioun ukomm. Et ass och net eise Corebusiness gewiescht am Haus. Et si Léieren ze zéien. D'Kommunikatioun kann ëmmer besser ginn.

Mee och do wëll ech just betounen, wat fir eng grouss Erausfuerderung et ass. Mir hunn déi ganzen Zäit nei Mesuren, déi ganzen Zäit nei Ëmstänn, déi ganzen Zäit nei Erkenntnisser. Et ass net einfach, hei wierklech kloer ze bleiwen no baussen, well et einfach komplex ass. An dat kréie mer net ewechgeännert. Et ass eng komplex Situatioun. Et schafft een am Ongewëssen. Et schafft ee mat Risikoofweiungen. Dat si Saachen, déi net einfach ze vermëttele sinn. An och mat dem beschte Wëlle vun der Welt ass et do schwéier, wierklech eng limpide, kloer Kommunikatioun op d'Been ze kréien an esou kuerzer Zäit, déi wierklech och bis an de leschten Eck um Terrain ukënnt. Dat ass a bleift sécherlech eng Erausfuerderung.

Ee klenge Regret hunn ech. Ech mengen, eng Kris soll ee beliichten. Et geet net just ëm Covid selwer. Et geet och ëm Kollateralschued. Grad an deem heiten Theema si ganz vill Ofweiunge gemaach ginn tëschent Fräiheeten, tëschent enger Santé mentale vu Leit. Mir wëssen, dass vill Leit och am Ausland, bei eis vläicht net esou staark, mee wierklech a verschiddene Länner war dat ganz krass, dass d'Leit sech d'Liewe geholl hunn an Alters- a Fleegeheemer, déi laang agespaart waren. Ech denken u Modellen och wéi Schweeden - gëtt oft zitéiert als fortschrëttlech. Et muss een awer wëssen, dass do an den Alters- a Fleegeheemer d'Visitte ganzer sechs Méint verbuede waren - extreem laang. Dat war de Präis vun anere Saachen, déi do en place waren. Mir hunn deen Equiliber ëmmer gesicht.

An eppes, wat ech vermëssen, dat ass, dass sech vläicht e wéineg och mat der Santé mentale vun deene Leit befaasst gëtt, déi un der Front sinn. Dat ass eppes, wat ech mer gewënscht hätt. Ech hunn och ganz vill nogeduecht, wéi ech dat dote gelies hunn. Ze soen, wat ee géif anescht maachen ... Ech ka just haut soen, dass ech fir mech e gewëssene Regret hunn. Ech sinn net ganz stolz op de Bilan a mengen eegene Reien. Ech hunn d'Santé mentale vu mengen eegene Leit wierklech vernoléissegt. Ech hu virdru gesot, an der éischter Halbzeit hate mer Ausfäll. Mir hunn der haut nach vill méi. An dat ass eppes, wat ech sécherlech op meng Kap huelen. Ech hätt mech vläicht missen e bësse méi schützend heiansdo viru meng Leit stellen. Ech hätt vläicht och e bessert Beispill kënnen ofginn. An dat deet mer haut déck.

Zréck zum Hierscht: D'Zuele sinn eropgaangen. Mir haten och am Hierscht schonn hei ganz ugeheizten Diskussiounen, ob mer ze fréi, ze spéit, genuch gehandelt hunn. Mir hunn, wéi dat eise Lëtzebuerger Wee ass, ëmmer probéiert, moderat Mesuren ze hunn, wierklech en Ausgläich, ze kucken, d'Fräiheete just esouwäit anzeschränken, wéi et muss sinn, fir déi Welle Meeschter ze ginn. Dat huet am Hierscht mat deem éischten Usaz, dee mer geholl hunn, sécherlech net esou geklappt, wéi mer eis et erwaart hunn. Dat ass absolutt kee Geheimnis.

Mir hu mat deene Mesuren, déi mir den 23. Oktober proposéiert hunn ..., no beschtem Wëssen a Gewëssen ware mer der Iwwerzeegung, dass dat kéint duergoen, fir déi Well ze briechen. Si ass och gebrach ginn. Si ass gebrach ginn an huet sech stabiliséiert. Et huet gedümpelt an et ass eis net duergaangen an dofir hu mer nogerüst. Mir hunn eng Kéier nogesat e Mount méi spéit. Ech géif och gären drop hiweisen, gëschter ass d'Belsch zitéiert ginn, déi hätten dat ganz schnell gemaach: Ben, d'Belsch, säit Oktober 2020 fuere se mat Arrêté ministériel, fir esou Saachen ze maachen. Se hunn och ganz radikal gehandelt. Ech weess net, ob mer hei en Accord kritt hätten, wa mer dat esou gemaach hätte wéi eis belsch Kolleegen, well da wär de Besuch doheem nach vill, vill méi ageschränkt ginn.

An ech wëll just drun erënneren, wéi deen hei am Raum, och an dësem Haus awer dach ganz staark kritiséiert ginn ass, trotz héijen Zuelen, de Besuch doheem, déi zwee Leit, wou mer wëssen, dass et doheem ass, wou sech dach awer och haut nach ganz vill Leit ustiechen. Dat war net einfach, en Accord politique ze fannen. Ech mengen, Dir wësst dat besser wéi ech. A wa jiddwereen hei éierlech ass, da misst en och hei agesinn, dass keen hei d'Wonnerrezept hat.

Et ass richteg, dass gefrot ginn ass, mee dat war vereenzelt, dat koum dohannen aus dem Eck, ech erënnere mech, de Marc Baum war deen Eenzegen heibannen, dee gefrot huet, dass den Horeca soll zougoen am Oktober. E war awer ganz isoléiert mat där Positioun. Haut wësse mer alleguerten, dass e vläicht Recht hat, dass mer besser gehat hätten, mir hätten him nogelauschtert. Hu mer net gemaacht. Mee Fakt ass, dass mer zu enger grousser Majoritéit awer enger anerer Meenung waren an dat nach net esou gespuert hunn zu deem Zäitpunkt. Herno ass een, wéi gesot, ëmmer méi schlau. Mee och mir hu probéiert, wierklech den Equiliber ze halen. An dat ass richteg, wann dat sech net iwwer e puer Woche gezunn hätt, wa mer beim éischten Usaz méi sec gewiescht wären, dann hätte mer sécherlech net dat Ausmooss gehat, wat mer haten.

Dat huet ons jo och deemno bestätegt, fir dann Enn des Joers wierklech fern ze bleiwen. Och do brauch ech hei am Haus net drun ze erënneren, wéi schwiereg dat war. Dat war keng einfach Positioun, déi mer do haten. Do sinn och haart Wierder gefall. Do ass vun „Onmënschlechkeet" geschwat gi ronderëm d'Feierdeeg. Et war e ganz groussen Drang do - wéi fir aner Länner och -, fir do Exceptiounen ze maachen: een Dag, zwee Deeg, dräi Deeg, d'Famillje zouzeloossen, d'Kanner net matzezielen, alméiglech Iddie waren um Dësch. Mir hunn et net gemaach an d'Realitéit huet ons gewisen, dass mer do Recht haten. Ech muss och do erëm leider feststellen, dass do im Nachhinein kaum Stëmmen haart gi fir ze soen: „Ben, Dir hat am Fong awer Recht." Et ass ëmmer, wann et ëmgedréint ass, dann héiert een dat éischter méi.

Insgesamt, wa mer vergläichen: Jo d'Belsch huet hir Well méi schnell gebrach kritt. Wann ech awer d'Bilane kucken an ech kucken déi neutral Bilanen, d'Daten, déi virleien, international, da brauche mer eis op alle Fall a mengen Aen als Land net vis-à-vis vun eisen Noperen ze schummen. Mir hunn et insgesamt fäerdegbruecht, mat manner schlëmmen, manner drastesche Moossnamen dach en änlecht Resultat ze kréien, deels e bessert Resultat ze hunn.

D'Kris ass nach net eriwwer an d'Ennzensur ass net gesprach. Nach ka villes schifgoen, dat wësse mer och elo. Et ass nach ëmmer fragill. Et war fragill. Et bleift fragill. A jo, wéi gesot, et ass schwéier, am Viraus ze wëssen, wat muer ass. De Virus erstaunt eis heiansdo, och ëmmer erëm.

Zum Schluss géif ech just nach vläicht op e puer méi spezifesch Kritikpunkten agoen, déi sech erëm dann zréck op Nidderkuer an och d'Gestioun ronderëm d'Kris bezéien. Ech géif gären e puer Wuert soen zu den Tester an de Schnelltester, well och do ëmmer ganz vill Konfusioun ass, scho säit Méint an ëmmer erëm. Dofir ass et mer wichteg, dat nach eng Kéier kloerzestellen.

Mir hunn am Hierscht 2020 Schnelltester hei kritt an dat ware richteg Schnelltester. Ech hunn emol héieren um Radio, dat wäre keng richteg gewiescht, oder op Parteiversammlungen ass dat gesot ginn. Dat waren déi Schnelltester vu Roche, déi am Hierscht nun eeben emol op de Maart komm sinn.

Elo ass gefrot ginn: „Firwat hat Der déi net éischter? Firwat hat Der déi net schonn am September?" Et muss ee wëssen, dass dat Material jo och net esou sécher war. Dat war nei. Do waren nach net déi richteg Erkenntnisser do.

Den ECDC, dat ass déi europäesch Behörde an dësem Beräich, déi maassgeebend ass, huet de 15. September fir d'éischt en Opruff gemaach: testen, testen, testen. Dat heescht, am September ass de vehementen Appell gemaach ginn europawäit, dass d'Länner op dee Wee solle goen, op deem mir scho längst waren. Mir ware laang, laang Virreider mat enger Teststrategie, déi net nëmme just reaktiv war - dat heescht testen do, wou Symptomer sinn -, mee déi preventiv war, wou mer déi Leit siche gaange sinn, déi asymptomatesch sinn.

Wéi gesot, éischten Opruff an déi Richtung: 15. September. Den 28. Oktober 2020 krute mer vun Europa fir d'éischt Krittäre ronderëm d'Schnelltester, wou festgesat ginn ass: Wéi eng Critères de qualité muss esou e Schnelltest erfëllen, fir dass en zouverlässeg ass? Dat sinn 80 % Sensibilitéit, also iwwer 80 % Sensibilitéit, an iwwer 97 % Spezifissitéit plus de Marquage CE, op deen ee soll oppassen, dat ass eng Selbstverständlechkeet. Mir kënne just nei Produiten an den Asaz bréngen hei an Europa, wann déi och wierklech de Marquage hunn, wa se zougelooss sinn um europäesche Maart.

Ech erënneren also drun: Den 28. Oktober 2020 koum déi Instruktioun vusäite vum ECDC mat de Krittären, wann een a Richtung Schnelltester geet, wat een do ka kafen a wat net.

Dann huet d'Kommissioun den 18. November 2020 den éischten Joint procurement gemaach, fir Schnelltester ze kafen. Firwat? Well mat der Nouvelle, dass dee Produit eppes daacht, natierlech jiddereen sech drop gestierzt huet, genau wéi mir. Mir hu ganz fréi kaaft. Och do hate mer Diskussiounen, ob dat rechtens war oder net, dass mer esou schnell den Zouschlag gemaach hu fir déi Tester. Mir hunn do e bësse spekuléiert, ginn ech gären zou.

Mee jiddefalls hate mir der hei. Aner Länner waren net an där gudder Situatioun, waren drop ugewisen, dass d'EU dunn akaaft huet. Mir hunn do och selbstverständlech nach eng Kéier matgemaach. Mee et sief op alle Fall kloergestallt, dass, soubal Indikatiounen do waren, dass dat zouverlässeg ass, soubal Hëllefstellung do war, wéi een déi soll an den Asaz bréngen, mir dat och hei iwwerholl hunn.

Zur selwechter Zäit also hu mir akaaft a soubal d'Produktioun bei Roche ugelaf ass, hu mer och op Lëtzebuerg geliwwert kritt, grouss Quantitéiten, wéi gesot, déi dann hei waren. Dat Ganzt hu mer begleet, och ganz schnell, mat enger Recommandatioun vun der Direction de la santé, déi ass vum 10. November datéiert. Dat heescht, ab deem Moment, wou déi Saachen hei disponibel gi sinn, wou mer se bis geliwwert kritt hunn op den Terrain, hate mer eis Recomandatioun en place, wou eis Strategie u sech opgelëscht ginn ass, wou mer genau Indikatioune ginn hunn, wou esou eppes Sënn mécht, wou et och kee Sënn mécht a wou et an den Asaz soll kommen, souwuel an de Klinicke wéi och an den Alters- a Fleegeheemer.

An ab do - ech mengen, et ass scho gesot ginn - hu mer dat och wierklech zur Verfügung gestallt. Dat ass alles dokumentéiert, kontabiliséiert, wat wouhin erausgaagen ass. Mir hunn et schonn oft erwäänt, mee et ass mer wichteg, nach eng Kéier drop anzegoen, well et ëmmer erëm e Fro gestallt gëtt.

Dann ofschléissend just e puer Wuert zu eiser Impfstrategie. Och déi ass deels hei mat Froe vermiekt. Et ass en Ënnerscheed - et ass richteg -, dee mer gemaach hunn, tëscht de Spideeler an den Alters- a Fleegestrukturen. Eis Prioritéit war - alleréischt Prioritéit - wierklech op de vulnerabele Leit selwer. Dofir hu mer effektiv an de Spideeler méi e staarke Cordon sanitaire, wann een esou wëllt, ronderëm d'Leit gesat, well d'Leit an de Spideeler forcement net all konnte geimpft ginn.

An dat ass de groussen Ënnerscheed zum Alters- a Fleegesecteur, wou mer wierklech den Akzent op d'Bewunner gesat hunn, well mer si och konnten impfen. Dat heescht, mir hunn an den Alters- a Fleegeheemer de Cordon sanitaire vläicht e bësse manner breet opgestallt, dat ass richteg. Mir hunn en zwar au fur et à mesure erweidert. Do waren all Woch erëm Diskussiounen: Wien ass a Kontakt? Wien ass net a Kontakt? Mee mir haten eng begrenzten Unzuel un Impfstoff. Et vergësst een och, dass dat déizäit ëmmer erëm réischt vun Dag zu Dag kloer ginn ass. Haut si mer méi confortabel, dee Moment ware mer et net.

An effektiv ass en Ënnerscheed, deen ass net ëmmer einfach ze verstoen, dofir erklären ech en nach eng Kéier: An den Alters- a Fleegeheemer hu mer déi vulnerabel Leit selwer einfach massiv duerchgeimpft, och duebel duerchgeimpft, no engem Plang. An ech mengen, dat ass eis och zeguttkomm. Wann Der elo d'Etüd kuckt, da gesäit een, deen duebelen Impfschutz, dass dat wierklech de „game changer" gewiescht ass. Dat ass do, wou wierklech d'Neiinfektiounen drastesch erofgaange sinn. An dat war do d'Prioritéit. Dat konnt een esou am Spidol net maachen, well Leit, déi an d'Spidol kommen, net forcement alleguerte konnte geimpft ginn. Dat ass jo e ganz anere Public. Dat sinn och jonk Leit. An do hu mer effektiv vill méi e straffen, méi e straffen, méi e largen, Cordon sanitaire effektiv gefuer, dat Ganzt ëmmer virum Hannergrond vun enger begrenzter Unzuel un Impfstoff.

An ech mengen, haut kënnen ze soen ... Sécherlech wäerte mer eis och, wat d'Impfstrategie ugeet, domadder befaassen. All Land hat e bëssen eng aner. Och do kann een Erfarungen draus zéien, réckbléckend. Ech mengen, dass et grondsätzlech keng falsch Approche war. Mir sinn och vill, vill kritiséiert ginn, well et e bësse méi lues gaangen ass, well mer wollte sécherstellen, dass jiddereen déi zweet Impfung kritt.

Haut sinn ech frou, dass mer dat gemaach hunn. Mir gesinn haut, wéi wichteg déi zweet Impfung ass. Mir gesinn haut, dass mer mëttlerweil bei deenen ieweschten ..., ech mengen, mir sinn Nummer 5 an Europa, déi wierklech d'Leit duebel duerchgeimpft hunn. A mir wëssen och, dass et dat ass, wat ausschlaggeebend ass. Eng Impfung geet net duer. Dat ass en aneren Impfschutz, e weesentlech aneren Impfschutz, wéi wann et eng ganz Impfung ass. A vill vun deene Länner, déi drop lassgefuer sinn am Ufank, fir einfach emol eng éischt ze ginn, dierften et haut regrettéieren, well se mat engem anere Pourcentage do sti wéi mir.

Och do, wéi gesot: Réckbléckend mengen ech, dass de Choix net grondsätzlech falsch war. Am Finetuning wäere sécherlech Ameliouratioune méiglech, dat wëll ech guer net ausschléissen. An dat ass och eppes, wat eis wäert interesséieren. Et ass eng grouss Diversitéit an der EU am Ëmgang mat dëser Kris a mir si méi wéi frou a beméit, och wierklech Léieren dorauser ze zéien.

Ofschléissend da géif ech gären insistéieren, dass Zesummenaarbecht a Pragmatismus an eisen Aen de Schlëssel zum Erfolleg hei zu Lëtzebuerg waren. Dat ass dat, wat eis ausgezeechent huet. De Präis ass vläicht manner Formalismus, richteg, mee mir hunn dat deployéiert, wat mer mengen, wat eis Stäerkt ass: einfach, eis schnell zesummenzeschléissen, schnell ze handelen, net ze vill formell ze sinn. Dat huet eis erlaabt, ganz oft awer d'Nues vir ze hunn an an engem gudde gemeinsame Geescht hei derduerchzekommen.

Ech soen Iech alleguerte Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vun der Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert a soe villmools Merci.

Mir kommen elo zur uschléissender Debatt. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Michel Wolter, den Här Gilles Baum, d'Madamm Simone Asselborn-Bintz, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Fred Keup, d'Madamm Myriam Cecchetti an den Här Sven Clement. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Michel Wolter agedroen. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Ma merci, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Et ass gär geschitt, Här Wolter.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och ech wéilt am Numm vun der CSV-Fraktioun dem Här Waringo villmools Merci soe fir déi Aarbecht, déi e gemaach huet, fir d'Situatioun an den Altersheimer ze beschreiwen, esou wéi se an dem leschten annerhallwe Joer war an esou wéi hien et konnt erausfannen duerch seng Recherchen, wéi et sech ofgespillt huet.

D'„Lëtzebuerger Wort" schreift de Moie vun enger „Bestandsaufnahme". An ech fannen, dass dat e ganz gudden Term ass, fir dee Rapport, deen den Här Waringo gëschter ofgeliwwert huet, ze beschreiwen. Et ass net méi, mee et ass awer och net manner.

Ech wëll dann awer och direkt de Kader cernéieren. Mir sinn haut net an enger Debatt, wou mir iwwert d'Politik vun der Regierung vun deene leschten 18 Méint am Kader vun der Covidbekämpfung generell am Lëtzebuerger Land diskutéieren, mee mir sinn an enger Diskussioun, déi sech eeben aus engem Fall a sengem politeschen Nidderschlag erginn huet, fir ze kucken, ob alles gemaach ginn ass an deene leschten 18 Méint, do, wou déi vulnerabelst Leit vun eiser Gesellschaft sinn, nämlech an den Altersheimer, fir se adequat ze schützen.

Mir sinn net an der Fro, ob ee Feeler mécht oder ob ee keng Feeler mécht. Ech sinn héchstwarschein-

lech deen heibannen, deen a sengem Liewen déi meeschte Feeler gemaach huet. Dat ass systematesch net d'Fro. Et ass d'Fro, ob een an der Gesamtheet vun der politescher Aktioun, déi ee gemaach huet, dem Geescht vun de Gesetzer, déi et gëtt, gerecht ginn ass an ob een, wann een alles beienee kuckt, e gutt Gewësse kann hunn, dass dat, wat ee gemaach huet, déi Friichte gedroen huet, déi ee gäre gehat hätt.

Ech stellen d'Fro deen anere Wee, Dir Dammen an Dir Hären: Firwat hätte mer dann, firwat hu mer da 650.000 Leit wärend annerhallwem Joer hir Fräiheeten zum Deel ganz beträchtlech ageschränkt bis zur Ausgangsspär, bis zu Restriktiounen doheem, wann et dach net dréim gaange wär, fir déi vulnerabelst Leit aus eiser Gesellschaft ze schützen, fir alles ze maachen, dass all Eenzelnen alles géif maachen, fir derzou bäizedroen, hien individuell, mat senge Famillen, dass dat net géif geschéien, wat awer leider zum Deel geschitt ass, dass ganz vill Leit an den Altersheimer geschützt sinn?

An de Rapport, deen den Här Waringo gemaach huet, dee setzt sech mat der Fro ausernaner, ob déi politesch Aktiounen, déi geholl gi sinn, ob déi dann an den Haiser oder ronderëm d'Haiser oder an deem, wat do geschitt ass, déi Zilsetzungen, déi eigentlech duerch déi gesamtpolitesch Zilsetzungen opgeworf gi sinn, ob déi dat och erfëllen.

Am Ufank vun der Diskussioun wëll ech soen, dass ech et extreemst bedaueren, dass mer nëmme 24 Stonnen Zäit haten, fir dësen Debat ze preparéieren. Ech gesinn dat iwwregens och als e Mangel u Respekt virum Rapport vum Här Waringo, deen et verdéngt gehat hätt - déi 85 Stäiten -, dass een en à tête reposée hätt kënne liesen. Ech muss Iech soen, ech hu gëschter Owend bei der Säit 54 missen ophalen, well et net méi gaangen ass.

Du muss e Rapport liesen, du muss e verstoen, a mir wëssen aus dem Rapport vum Här Waringo iwwert d'Cour, dass ee beim Här Waringo muss de Rapport liesen an et muss een awer och dat liesen, wat den Här Waringo net schreift. Well den Här Waringo schreift a sengem Rapport Saachen an e seet Saachen net a sengem Rapport. A wann een déi zwou Saache beieneeleet, well et en ale Fuuss ass - ech kennen den Här Waringo säit iwwer 30 Joer gutt a ville Fonctiounen -, da weess een, dass een déi zwou Saache muss beieneeleeën, fir ze kucken, wat en eis dann eigentlech a sengem Rapport wollt soen.

An dann de Fait, dass fir de Mëtteg hallwer zwou eng Pressekonferenz vun deenen zwou Ministeschen annoncéiert war, déi Gott sei Dank - an ech huelen un op Interventioun vum Majoritéitsdeputéierten hei an der Chamber - dunn ofgesot ginn ass, weist jo awer och … Déi war ugesot. Also et ass net nëmmen, dass ee sech mam Gedanke befaasst hätt.

Dass eng Regierung eng Stonn virun engem Debat an der Chamber eng Pressekonferenz zesummerifft, fir eigentlech den Debat an der Chamber ze torpedéieren, well een doduerch, wéi an de Medie gesot ginn ass, d'Hoheitsgewalt iwwert d'Diskussioun gären hätt, ech muss Iech ganz éierlech soen, ech fannen dat inakzeptabel - inakzeptabel! - viru 60 gewielte Vertrieder vum Vollek, déi am Prinzip d'Primautéit vun der Debatt iwwer esou eppes sollen hunn. A Gott sei Dank, Dir Dammen an Dir Hären, huet d'Regierung op déi dote Manifestatioun verzicht, well dat hätt a mengen Aen zu definitiven, schwéierste Verwerfungen an dësem Parlament geféiert.

Ech sinn dann zum Drëtten der Meenung, wann et den Dossier Lauterbann net gi wär, dass mer haut net géifen hei stoen. Kee Lauterbann, keng Diskussioun, kee Fait eigentlech, dass do awer manifestement eppes schifgaangen ass. D'Ministesch vun der Santé huet dat jo och haut implizitt an explizitt fir déi alleréischte Kéier awer wierklech gesot. An och dat huelen ech Iech net iwwel, Madamm. Ech fannen dat richteg, dass Der dat sot. An ech maachen och keng Scholdzouweisung un d'Leit. Mee et muss een awer, wann ee Saache feststellt, déi net fonctionéieren, esou wéi se solle fonctionéieren, nach de Courage och hunn, se ze soen. Et muss ee se bestëmmen. Et muss een net permanent domadder hauséiere goen.

Mee et stellt sech awer och fir mech d'Fro, an ech kommen dorobber am Laf vu mengen Explikatiounen, ob dann alles gemaach ginn ass, ier de Rapport koum, ob dann alles gemaach ginn ass, ier mir d'Saach an d'Ëffentlechkeet bruecht hunn, duerch en Zoufall, ech soen et nach eng Kéier, duerch en Zoufall, well meng Beamten op menger Gemeng mir gesot hunn: „Här Buergermeeschter, do ass eppes, wat net an der Rei ass. Hei ass eng Ministesch, déi zielt dobaussen, et wäre fënnef Doudeger am Lauterbann. A mir sinn elo amgaang, déi 15. oder 16. Persoun opzeschreiwen, déi an deene leschte 14 Deeg do gestuerwen ass."

Et ass jo net fräiwëlleg geschitt, dass dës Debatt stattfënnt. Et ass jo net fräiwëlleg geschitt, dass den Här Waringo e Rapport mécht, Dir Dammen an Dir Hären. Et ass op Drock geschitt, op Drock vun der Oppositioun zum engem, op Drock vu Medien, net all, mee op Drock vu Medien zum aneren, op Drock vum Fait, dass et net méi méiglech war eigentlech, well och Famillen ugefaangen hu sech ze mellen. Dir hutt dat jo awer nach gelies. Dir hutt dat jo awer nach an den Oueren, wou Leit iwwer katastrophal Zoustänn geschwat hunn. Dat hu mir net gesot, dat hunn d'Leit selwer gesot, wou iergendwann och eng Kéier an der Majoritéit d'Gefill opkomm ass, dass een awer déi ganz Saach misst opschaffen.

D'DP war doriwwer net frou, ech muss dat nach eng Kéier soen. Den Här Baum ass relativ houfreg heihinnerkomm den 1. Abrëll, fir ze soen, hien hätt elo d'Debatt „ofgewiergt". Ech fannen, dass dat wierklech e schrecklechen Term ass, deen ech net gebraucht hunn, deen Dir, Här Baum, gebraucht hutt. Dir hutt d'Debatt „ofgewiergt". Also waart Der iwwerhaapt net zefridde mat deem, wat eigentlech géif geschéien.

An ech muss leider ..., de Fait, dass et net méiglech war, wéinstens op muer... Muer debattéiert d'Chamber wärend engem hallwe Moien de Rapport vun der Ombudsfra. Deen hätt een och haut kënnen diskutéieren an dann hätt een deen heiten Debat muer gemaach an dann hätt ee wéinstens den Deputéierten, déi hätte wëllen de Rapport propper liese bis an all Dénge, d'Méiglechkeet ginn, fir dat ze maachen.

Mir hunn en onofhängege Rapport gefrot an zwee Deeler: deen éischten Deel, eng Analyse scientifique, déi fir eis primordial ass fir déi zukünfteg Behandlung vun der Politik, an en zweeten Deel, eng Analyse politique.

De Rapport Waringo, ech hunn et gesot, ass eng Bestandsopnam. En huet awer grouss Meritten. Ech sinn den 30. Juni op Wonsch vum Här Waringo mat him zesummekomm, net op mäi Wonsch, mee op Wonsch vun him. An hien huet mir do gesot, hie géif a sengem Rapport keng Konklusiounen zéien. Hien huet mir quasi wuertwiertlech gesot: „Meng Aarbecht ass et net, Konklusiounen ze zéien. Dat ass d'Aarbecht vun der Politik. Ech beschreiwen d'Faiten, esou wéi mir se gesinn hunn, an et ass un der Politik, fir d'Konklusiounen ze zéien."

Et ass also deemno och keng Etüd an der Déift. Et war och vläicht net méiglech, fir innerhalb vun zwee Méint eng Etüd an der Déift ze maachen. Et war och vläicht net gewollt, fir dat ze maachen. Et gëtt d'ailleurs esou haut och an der Press kommentéiert, dass et keng Etüd an der Déift ass.

War et, Dir Dammen an Dir Hären, en zäitleche Problem? Firwat ass dann net eng Chamberskommissioun zesummekomm an huet driwwer diskutéiert, dem Här Waringo vläicht e bësse méi Zäit ze ginn? War et vläicht e Problem vu Ressourcen? Dann hätt ee jo kënnen an där selwechter Kommissioun decidéieren, dass een ëm déi néideg Ressourcë géif ginn, fir seng Analys an d'Déift kënnen ze féieren.

Den Här Waringo sot mir an deem Gespréich, an ech däerf dat och soen, hie wär gären an d'Kommissioun komm an hätt sech och gäre mat den Deputéierte wärend der Ausaarbechtung vu sengem Rapport ënnerhalen.

Dass en net an d'Déift geet, wëll ech un zwee Beispiller weisen. De Lauterbann ..., ech wollt eigentlech net iwwert de Lauterbann haut ze vill schwätzen, well de Lauterbann fir mech en Ophänker, awer net déi final Fro ass.

Wann awer Geschicht geschriwwe gëtt an engem Debat, da muss een d'Geschicht awer och ganz schreiwen. 2013 huet de Buergermeeschter vun der Gemeng Käerjeng mam deemolege Minister vun der Santé en Accord getraff fir dat Altersheim vum Lauterbann, wat deemools schonn en aalt Altersheim war, fir dat op Nidderkäerjeng ze transferéieren. Do gëtt et Schrëftstécker dovun. Dat war 2013. Do ass d'Decisioun geholl ginn. An d'Madamm Minister weess ganz genau, wéi oft mir bei hir waren. Si weess ganz genau, dass mir Alzheimer wollten eng Dénge an de Süde matginn. Mir hunn also gefrot als Gemeng, fir net nëmmen en Altersheim ze maachen, mee fir och Alzheimer kënne mat an de Projet ze integréieren.

D'Ministesch huet hir Decisioun geholl „en âme et conscience". D'Ministesch huet och decidéiert, wien de Bedreiwer vum Haus wär, „en âme et conscience". Toujours est-il, dass déi politesch Decisioun 2013 geholl ginn ass, dass mer duerno annerhalleft bis zwee Joer verhandelt hunn, well, mengen Informatiounen no, d'Ministesch nach op eng aner Plaz och kucke war, wat absolutt hiert Recht ass, fir dat ze maachen. Duerch de Fait, dass eis Gemeng den Terrain zur Verfügung gestallt huet, ass dunn d'Decisioun geholl ginn, fir et op Käerjeng ze bréngen. An dat Altersheim gëtt am Joer 2022 oder elo héchstwarscheinlech wéinst der Penurie 2023 fäerdeg.

Et ass awer, muss ech Iech ganz éierlech soen, och dat, wat den Här Waringo a sengem Rapport schreift, et ass eng Analyse sommaire och vum Lauterbann, et ass nach ëmmer keng „in depth", wéi een dat op Englesch géif soen, Analys vun der Situatioun.

Zum Beispill ass mer opgefall, dass d'Explikatiounen, déi den Här Waringo a sengem Rapport gëschter ginn huet, differéiere vun deem, wat d'Ministeren an der Chamberskommissioun an an der Press de 25. Mäerz gesot hunn. De 25. Mäerz ass net dovu rieds gaangen, dass et e Koausléiser vum Personal ginn ass, esou wéi dat am Rapport vum Här Waringo steet.

Et ass eng éischt Explikatioun op den Dësch komm, fir ze soen, dass et d'Visiteure waren. Dat war net vun der Regierung, dat war vum Bedreiwer. Duerno ass eng Interpretatioun komm vum Direkter vun der Santé, dee gesot huet an enger Chamberskommissioun op d'Fro, mengen ech, vum Kolleeg vun deene Lénken, et wär, dass d'Leit zesumme giess hätten.

Op der Pressekonferenz ass gesot ginn, et wär en aalt Haus, et wären al Leit, si wäre polymorbid, et hätt een näischt kënne maachen. An an engem Artikel vum 31. Mäerz op „Reporter.lu" - net duerch eng Kommunikatioun vun der Regierung, Dir Dammen an Dir Hären! - ass dunn d'Fro vum Impfdag selwer, dem 18. ... „Pourquoi le 18 février pose problème", mengen ech, war den Titel.

Do ass keng Kommunikatioun virdru gewiescht. A kengem Moment ass an der Chamberskommissioun oder esou gesot ginn, och, andeem ee seet: „Kommt, maacht net ze vill Ophiewes driwwer!", wat Dir, Madamm Minister, haut de Mëtten hei gesot hutt, dass nämlech manifestement wärend deem Dag eng Rei Saache schifgelaf sinn, déi d'ailleurs net ze verneine sinn.

Et stellt sech dann d'Fro: Wat ass da säit dem 31. Mäerz geschitt? Si Protokoller erstallt ginn? Ass gekuckt ginn? Si Konklusioune gezu ginn? Sinn déi Konklusiounen aneren Haiser matgedeelt ginn? Alles dat ignoréiere mir, wéi mir villes ignoréieren.

An ech wëll Iech soen, dass ech eng Analys ..., deemools war ech och an der Chamberskommissioun dofir e bëssen aus der Këscht gesprongen, fir ze soen: „Et ass en aalt Haus, et sinn al Leit, se si polymorbid, mir konnten net vill maachen." An déi lescht Explikatioun war: „Et sinn der net méi gestuerwe wéi am Ausland." Dat hunn ech net verdroen. Dat verdroen ech och haut nach net. Well et ass jo de Contraire, deen s de muss maachen. Wann s de en aalt Haus hues mat ale Leit, déi polymorbid sinn, déi 87 Joer an der Moyenne hunn, da muss du an deene 14 Méint virdrun alles maachen, wat an denger Macht steet als Minister an als Bedreiwer vum Haus, fir sécherzestellen, dass déi Leit do esou sécher wéi méiglech kënne liewen.

Dozou hätt zum Beispill gehéiert, dass een d'Awunnerzuel vun 150 op 120 erofgesat hätt, fir déi Cordonen ze setzen. Ech si mat Iech d'accord, et ass um Schluss ëmmer méi einfach fir ze soen, et hätt een hei kënne maachen, et hätt een do kënne maachen. Mee et hätt een och zu Nidderkuer, Dir Dammen an Dir Hären, eng ganz Rei Saache kënne maachen, fir ze verhënneren, dass Clusteren, wa se da bis dobanne waren, sech ausgebreet hätten.

Et gëtt dann am Rapport gëschter gesot, den Impfdatum wär net den Ausléiser. Dat ass dach guer net d'Fro. Et kann eng vun de Froe sinn. Mee et ass net d'Fro hei. D'Fro ass, ob et de Multiplikator war, ob et d'Ursaach vun der Ausbreedung war. An op déi hu mer nach ëmmer keng Äntwert. An dat ass schued, dass mer nach ëmmer keng Äntwert dorobber hunn. Dat hëlleft kengem, dat ass richteg. Mee et hëlleft engem awer vläicht, fir Feeler, déi geschitt sinn ..., oder potenziell Feeler an der Zukunft ze vermeiden.

An et spiert ee richteg aus dem Rapport vum Här Waringo eraus, dass en op deem dote Punkt net wollt an d'Déift goen. E bleift bei Gespréicher ..., e schwätzt mat e puer Haiser - aus Zäitgrënn, dovunner ginn ech emol aus. E féiert awer keng Gespréicher weeder mat Familljen nach mat Bewunner, héchstwarscheinlech och aus Zäitgrënn. Ech kann et net wëssen. Hie selwer muss et wëssen. Mee wann een zwou Säite vun enger Medail wëllt wëssen, da muss een awer och mat deene Leit schwätzen, déi an den Heimer sinn. Et muss een och mat deene Leit schwätzen, déi Familljemember sinn, fir sech e Bild ze maachen, wat dann deenen hir psychologesch Situatioun war, wann ee sech e Rapport vun där doter Qualitéit ..., wann ech dee wëllt maachen.

Et gëtt d'ailleurs och am Rapport, an herno kommen ech dorobber - an och dat war vläicht net méiglech, mee dann ass d'Zilsetzung vum Rapport vläicht net déi richteg gewiescht -, net iwwer aner Clustere geschwat, et gëtt keng weider Analys iwwer aner Clustere gemaach.

Et gëtt vun der Madamm Minister vun der Santé haut esou gemaach, wéi wa mir alleguerten, hei d'ganzt Land, säit dem Oktober géife wëssen, dass et aner Clustere gi sinn. Nee, Dir Dammen an Dir Hären, mir woussten dat net. D'Regierung huet iwwer Méint net kommunizéiert. D'Madamm Minister vun der Famille huet gesot: „Mir wollten net kommunizéieren. Mir wollten net Onrou an d'Haiser bréngen. Dofir hu mer net kommunizéiert." Dat ass fir mech, ech soen Iech dat, eng Äntwert, déi an engem demokratesche Land net zefriddestellend ass! Du kanns net iwwer Méint Clusteren, déi, wéi d'Ministesch vun der Santé de Mëtteg gesot huet, méi grouss si wéi déi vum Lauterbann ...

Si huet elo virdru gesot, de Lauterbann wär nach net emol dat Haus, wou déi meeschte Fäll waren. Du kanns dat dach net zouloosse wärend Méint, ouni dass de déi néideg Konklusiounen dorauser zitts, ouni dass de dann op jidde Fall Reegelen, déi méi stringent sinn, déi ech net erëmfannen am Rapport vum Här Waringo, opstells, fir ze kucken, dass et an Zukunft net méi geschitt.

Mee mir ginn awer eng Rei Saache gewuer an deem Rapport, déi mer net woussten. Mir ginn nämlech gewuer, dass déi eigentlech Haaptwell am Oktober, am November war a villen Haiser. An ech soen et nach eng Kéier: Dat ass eng Informatioun, déi mir net haten! Dat ass eng Informatioun, déi eis virenthale ginn ass, well soss wär am Oktober, am November jo eng Diskussioun, eng politesch Diskussioun och doriwwer gewiescht.

An da gi mer gewuer, wat mer och net wousste bis haut, dass an där déckster Well, nämlech an där vum September bis den Dezember, manifestement d'Personal majoritär Haaptausléiser vun den Infektioune war. An da komme mer esou lues op d'Fro: Huet hei jidderee seng politesch Responsabilitéit iwwerholl? Wann ech elo feststellen an engem Rapport, wat awer eng Feststellung ass, déi am November, Dezember hätt kënne gemaach ginn ..., huet da jiddwereen déi richteg Konklusioune gezunn? A firwat ass dann am Mäerz am Lauterbann de Fait, dass zumindest eng Koausléiserschaft vum Personal op der Tut, net ugeschwat gi respektiv net virgedroe ginn? An esou ass d'Aarbecht an deem Sënn a gesondheetspoliteschen Aspekter - deen éischten Deel vun eiser Analys, déi mer gefrot hunn - an eisen Ae leider net komplett.

Am zweeten Deel ass dat anescht. Ech komme bei d'Relatioun vun den Haiser zum Ministère. Den Här Waringo verléisst sech op d'Gespréicher mat e puer Haiser. Et spiert een och hei erëm a sengem Rapport - well déi Passagë schreift en ëmmer e bëssen anescht wéi déi aner -, dass en net ze vill an d'Déift wollt goen. D'Madamm Welsch, haut an engem Leitartikel vum „Lëtzebuerger Wort", déi gëtt do e bësse méi explizitt, andeem se seet, dass d'Haiser hir gesot hätten op Nofro, kee kéint sech leeschten, sech mam Ministère unzeleeën, an dass do eng Rei vu Problemer wären.

D'Gespréicher, déi ech mat Direkteren hat, déi ech net kontaktéiert hunn, mee déi mech kontaktéiert hunn, déi loosse mech éischter zur Konklusioun kommen, dass net alles esou wonnerbar war, dass dee Suivi net esou fantastesch war, wéi en duergestallt gëtt, dass d'Inspection sanitaire net alles gemaach huet. Si si wuel an d'Haiser gaangen, mee et misst een eng Analys maachen, déi den Här Waringo awer net gemaach huet, iwwert d'Qualitéit vun de Rapporte vun der Inspection sanitaire. An et misst een eng politesch Analys hannendru maachen, fir ze kucken, ob opgrond vun deenen Analysen, déi d'Inspection sanitaire gemaach huet, Politiker an hire Gremien, an hire Gruppen, an hirer Zesummenaarbecht déi néideg Konklusioune gezunn hunn, fir dass dat net géif geschéien.

De Rapport Waringo, Dir Dammen an Dir Hären, gëtt keng ausräichend Äntwerten op déi fir eis zentral Froen, déi mir duerch eng onofhängeg epidemiologesch Etüd wollte kläre loossen. An den Här President weess ganz genau, wéi vill Méi dass ech mer selwer gemaach hunn, fir bis an den Text eran eigentlech deen Deel vun der Missioun ze beschreiwen, déi Äntwerten, déi der Politik jo sollen dobäi hëllefen, fir zukünfteg Varianten, elo emol am beschte Fall, oder Epidemië kënnen ze geréieren.

Mir hunn net d'Impressioun, dass eng Etüd gemaach ginn ass bis zum Schluss eraus an alle Clusteren, esou wäit dat nach méiglech ass. An ech hunn de Moie mat engem Expert geschwat, dee gesot huet, et wär largement méi méiglech gewiescht a sengen Ae wéi dat, wat geschitt ass, fir der Politik eebe just déi Indikatiounen ze ginn, déi se brauch, fir den Hierscht da vum Joer 2021 déi richteg Konklusiounen ze zéien.

Mir hätten och déi Äntwerte gäre gehat, well mer gären hätten, an ech mengen, dat ass de Souci vun eis alleguer, do maachen ech iwwerhaapt keng Divergenz, dass dat Liewen an den Altersheemer nees mënschewierdeg gëtt. Dat kanns de awer nëmme maachen, wann s de genau weess: Wéi kommen d'Clusteren eran? Wéi hu se ugefaangen? Wéi hu se sech verbreet? Wat hätt ech vläicht dee Moment kënne maachen, fir se ze verhënneren? Wat muss ech elo maachen, fir se ze verhënneren? Wéi bréngen ech déi Relatioun eebe fäerdeg, déi manifestement net geklappt huet, tëschent deene gesondheetspoliteschen an deene private Problemer vun de Leit an Erwaardungen an Erausfuerderungen, wéi bréngen ech déi op en Nenner? Wéi kann ech d'Dignitéit an d'Liewensqualitéit vun de Bewunner an hire Famillen ophalen?

Dat ass d'ailleurs och eng Fro, déi haut an der Press gestallt ginn ass, mat der Äntwert drop, dass den

Debat do jo manifestement awer nach net ka mam Dag vun haut eriwwer sinn.

Wéi kann een den Haiser, déi vill geschafft hunn an déi ganz oft eleng waren, am Respekt vun hirer spezifescher Situatioun ...? An d'ailleurs d'Ministesch, esou fräi ass se awer, dass se seet: „Mir hunn dat wëssentlech gemaach. Mir hunn de Leit eng ganz Rei vu Libertéite gelooss." Meng Äntwert dorobber, Madamm Ministesch, dat ass: Ech brauch en nationale Plang. Ech kommen nach dorobber zréck. Ech brauch en nationale Plang, deen ech natierlech 56-mol muss deklinéieren. Et kann een dach net soen: „Mir hunn elo ee Plang an dee gëtt elo an all Haus gläich ugewannt." Dat ass, wéi wann Der sot: „Ech hunn ee Plang, an all Gemeng muss et d'selwecht geschéien." Dat ass jo net de Fall. Dat ass och net an den Altersheimer de Fall.

All Mënsch, dee sech mat der Politik beschäftegt, dee weess dach ganz genau, dass de de Lauterbann net kanns vergläiche mat engem Haus, wat virun zwee oder dräi Joer opgaangen ass. Et gëtt Haiser, déi sinn a véier gedeelt. Ech kennen Haiser, déi hu sech eigentlech banne geclustert. Ech kennen Haiser, do hu Leit wärend Woche gewunnt, quasi mat hire Patienten - nee, „Patienten" ass net dat richtegt Wuert, mat hire Bewunner. Et si jo fantastesch Saache geschitt. Et mécht ee jo kengem e Reproche, och kengem Haus mécht een e Reproche.

Ech si fest dervun iwwerzeegt, dass jiddwereen no beschtem Wëssen a Gewësse gehandelt huet. Mee dat ass awer net d'Fro, déi mer haut diskutéieren, ob jiddwereen no beschtem Wëssen a Gewësse gehandelt huet, mee ob jiddwereen déi Méiglechkeeten hat, déi en hätt kënne kréien, an och déi Hëllefstellunge krut, déi, wann en e Cluster hat an e wollt bei d'Regierung goen an en huet eventuell net déi Äntwerte kritt, déi e gäre gehat hätt.

An dofir, Dir Dammen an Dir Hären, an ech hunn et mat menger Partei doriwwer geschwat, well et an deene 24 Stonnen elo därmoosse séier huet misse goen, hätt ech gär a mengem perséinlechen Numm, Här Di Bartolomeo, dass mir eng Santéskommissioun zesumme mat der familljepolitescher Kommissioun géifen zesummeruffen. Et ass e Begier un Iech, eng Fro, fir iwwert deen doten Deel vun der Etüd nach eng Kéier ze schwätzen an eis d'Fro ze stellen, ob mer net weesentlech méi an d'Déift vun den epidemiologeschen Aspekter vun deem, wat an den Haiser geschitt ass, kënnen agoen.

Ech kommen dann zur Analys, Dir Dammen an Dir Hären, vum Rapport Waringo. Ech hunn iwwer eng Rei Saache geschwat, déi dra waren, iwwer eng Rei Saachen, déi net dra waren. Mee et sinn awer eng Rei Saachen dran am Rapport vum Här Waringo, och wann e keng Konklusioun gezunn huet. Hie mécht dat ëmmer anescht. Hie mécht dat an de Kapitelen. Da kënnt op eemol e Saz an dann huet ee gemierkt: „U, do wollt en eis nees eppes soen." An ech muss Iech wierklech soen, och do divergéieren ech fundamental awer wierklech bis un d'Äusserst mat deem, wat ech héieren hunn, wat den Här Baum gëschter gesot huet, de Bericht hätt d'Virwërf vun der Oppositioun entkräft.

Also ech soen Iech ganz éierlech, Här Baum: Mir liesen net dee selwechte Rapport. An ech wäert Iech elo op sechs oder siwe Punkte weisen, dass en fin de compte quasi all Kritik, déi mir gemaach hunn den 1. Abrëll hei an der Chamber, am Rapport Waringo erëmkënnt an dass en d'Oppositiounsmeenung net entkräftegt, mee bekräftegt. Pièces à l'appui kann ech Iech dat weisen, net emol dat, wat ech soen, dat, wat den Här Waringo seet, dat, wat anerer soen. A wann Der Iech ..., op Facebook hunn ech dat gesinn, ënnert dem Titel: „Rapport Waringo confirméiert de Lëtzebuerger Wee, och an den Altersheimer:" - confirméiert de Lëtzebuerger Wee! - „Balance tëschent Sécherheet a Fräiheet." Dann hu mir net dee selwechte Rapport gelies.

Well dat ass d'Kärstéck vun der Kritik vum Här Waringo un der Politik vun der Regierung, nämlech dass quasi permanent déi ganzen Zäit zweegleiseg gefuer ginn ass, dass et eeben net dat Matenee ginn ass, wat noutwendeg gewiescht wär, fir déi Balance do hierzekréien. An e seet dat op e puer Plazen a sengem Rapport. Do seet en exakt de Contraire vun deem, wat Dir hei sot. Ech iwwerloossen de Kommentatoren ..., et ass d'ailleurs de Moien an der Press scho largement geschitt, well et huet een Här am „Tageblatt" geschriwwen: „Baum emanzipiert sich von der Realität." Ech hunn dat super fonnt. Dat ass wierklech en Term, deen dat beschreift, wat ech gëschter gespuert hunn, gefillt hunn, wéi ech Iech héieren hunn, op de Rapport agoen.

Ech géif op all eenzel Kritik, déi mer gemaach hunn, nach eng Kéier gären agoen. Et waren der sechs oder siwen.

Mir hunn den 1. Abrëll kritiséiert: Et gëtt keng eenheetlech Politik. Mir hunn dat jo de 25. Mäerz an eiser Pressekonferenz kritiséiert. Dir Dammen an Dir Hären, dat zitt sech wéi e roude Fuedem duerch de Rapport, Divergence d'opinions fondamentale tëschent der Santé an der Famille, d'Fro vun der Fräiheet par rapport zu de Gesondheetsaspekter. Dat ass dach op x Plazen an deem Rapport present. Et ass déi ganzen Zäit an zwou Richtunge gaange bis, jo, bis Enn Abrëll.

An Enn Abrëll sinn nämlech zwou Saache passéiert: Fir d'éischt huet d'Madamm Lorsché eng Question parlementaire am Numm vun deene Gréngen gestallt, wou se an der Fro vun de Soins à domicile eng total aner Positioun verteidegt huet, wéi d'Regierung déi virdru verteidegt huet. An et ass geschitt, dass eng Proposition de loi deposéiert ginn ass, eng Proposition de loi, déi déi logesch Konsequenz war vun der Debatt, déi mer den 1. Abrëll hei an der Chamber haten an déi dunn derzou geféiert huet, nodeem den 12. Abrëll dat nach e bëssen aneschters war - ech kommen an enger Minutt dorobber zréck -, an dat weess ech, dass d'Majoritéitsvertrieder gesot hunn: „Elo geet et duer! Elo ass et fäerdeg. Elo musse mer an der Fro vun den Impfungen, an der Fro, wie wou, wéini an op wat fir eng Aart a Weis muss weisen, ob e geimpft ass oder getest ass oder net, zu enger Konklusioun kommen."

Ech war houfreg driwwer, dass fir d'alleréischte Kéier an deem doten Domän eng Propositioun vun der Oppositioun de leschte Mount hei an der Chamber ugeholl ginn ass. Mee si wär ni ugeholl ginn, wann net op dëser Säit vum Parlament eng Rei Leit iergendwann eng Kéier gesot hätten: „Et geet elo duer! Et geet elo duer mam Gespills tëschent zwee Ministèren a mir musse kucken, dass mer op eng Linn kommen!" Ech hoffen zumindest, dass déi Linn fir d'Zukunft dann elo däitlech ass. Ech kommen nach herno a menge Konklusiounen dorobber zréck.

Déi zweet grouss Kritik, déi mir gemaach hunn, an ech wëll déi nach eng Kéier widderhuelen, mir hu gesot: „Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt keen nationale Plang." D'Madamm Ministesch seet: „Mir wëllen dat net." Ech soen: Mir brauchen dat! Mir brauchen en nationale Plang deklinéiert a senger Gesamtheet an duerno op déi eenzel Haiser erof. A wann Der net genuch Leit hutt, da musst Der Leit aus dem Ausland komme loossen, fir Iech ze hëllefen, fir esou e Plang auszeschaffen.

Säit eelef vum Rapport vum Här Waringo: D'Santé hätt ëmmer méi wäit wëlle goen, d'Famille wollt net. D'Beispill vun der Ordonnance vum 12.4. ... Den Här Waringo beschreift eigentlech a sengem Rapport ..., mir hunn eng Beschreiwung vun der Realitéit. Wat ech nach weess, dat ass, dass et eng éischt Versioun vun där Ordonnance vum 12. Abrëll gouf. An déi war ganz aneschters geschriwwen. Déi éischt Versioun vun der Ordonnance vum 12. Abrëll, déi war nämlech net esou mat „recommande" geschriwwen, déi war méi geschriwwe mat: „Elo musst Der et maachen", „et gëtt elo Zäit", „et geet elo duer". An dat ass den 12. Abrëll nach net duerch de Conseil de Gouvernement manifestement gaangen, wat d'ailleurs d'Onverständnis an deem ganze Kapitel, mengen ech, vum Rapport Waringo och weist.

Eréischt nom Depot vun der Proposition de loi a vun der Question parlementaire vun déi gréng sinn aner Momenter komm. Et bleift fir eis, an dat ass just eng politesch Divergenz, déi mer hunn, dass et an eisen Aen net gutt ass, dass am Mount 17 vun der Pandemie et nach ëmmer keen nationale Plang fir d'Altersheimer gëtt, deen d'ailleurs vun alle Säite gefrot gëtt, a mat dem Zousaz, dee mir ëmmer gesot hunn, natierlech erofdeklinéiert op d'Situatioun vun all eenzelnem Haus. Mir hunn dëst am Oktober vum Joer 2020 an der Chamber gefrot. Dat ass mat 31 géint 29 Stëmmen am Januar 2021 ofgeleent ginn.

Drëtte Reproche, dee mer den 1. Abrëll formuléiert hunn, dat ass deen, dass mer gesot hunn: D'Familljeministesch iwwerhëlt keng Responsabilitéit. Dat ass eigentlech de Refus, fir hir Responsabilitéit ze huelen. Och dat geet, Dir Dammen an Dir Hären, wéi e roude Fuedem duerch de Rapport vum Här Waringo, wann e schreift, dass d'Santé iwwer Ordonnancë gefuer wär an d'Famille iwwer Recommandatiounen, wann e schreift, dass d'Famille hir Saachen „non daté", „non signé", „sans en-tête" ...

Ech si frou, dass d'Madamm Ministesch seet, dass se dat elo an Zukunft wëllt maachen. Ech war och zéng Joer an der Regierung. Also ech soen Iech ganz éierlech, et wär näischt erausgaange bei mir am Haus mat der Entête vum Interieursministère deemools un iergendenger Recommandatioun, Ordonnance oder wat och ëmmer, wat d'Ënnerschréft an den Datum net vum Minister gedroen hätt. Et stellt sech also d'Fro: Firwat ass dat net datéiert ginn? D'Äntwert mussen déi ginn, déi se wëlle ginn.

Den Här Waringo schreift, dass d'Ministesch vun der Famille vu Juni 2020 bis Februar 2021 eigentlech keng Recommandatioune méi erausginn huet, se quasi vun der ëffentlecher Bildfläch verschwonne wär. Et ass alles op d'Santé gedréckt ginn, déi wuel oder iwwel - an dat ass meng Meenung, nodeem ech dat heiten elo säit Méint suivéieren - déi Responsabilitéit vum Familljeministère iwwerholl huet. An ech weess aus ville Gespréicher, dass et zu ganz zolitte Verwerfunge komm ass, besonnesch op deem dote Punkt, dass eigentlech net an der totaler Harmonie, mee eigentlech nolens volens d'Santé eng ganz Rei vu Responsabilitéite vun der Famille huet missen iwwerhuelen. D'ailleurs, am Leitartikel vum „Lëtzebuerger Wort", fir dass Der net mengt, ech géif dat elo hei soen, do steet genau dat selwecht.

Véiertens: Mir hunn deemools gesot, et géife keng Reaktioune ginn op d'Clusteren. Den Här Waringo widderhëlt dat op der Säit eelef vu sengem Rapport. E seet, wäertvoll Zäit wär verluer gaangen, näischt wär geschitt an de Summerméint 2020. Dat konnt en aus de Kommunikatiounen einfach erausliesen. Hien huet dat einfach hannereneegeleecht an en huet festgestallt, dass do näischt war. An och déi Äntwert, déi gëschter koum, fir ze soen, déi wären dach all an der Rei, also mir hunn dat emol nogekuckt, wat am Juni d'Situatioun war a wat am Oktober, November d'Situatioun war, dat war awer net grad dat selwecht. A fir elo heihinnerzekommen an ze soen, dat vum Juni 2020 dat wär nach gutt gewiescht am November 2020, dat kann ee behaapten, mee ech sinn awer net esou dervun iwwerzeegt, dass dat d'Strooss hält.

Am Rapport ass den Här Waringo weesentlech méi zréckhalend, wann et ëm d'Fro vun de Clustere vum Oktober bis den Dezember geet. Ech huelen un, well e keng Zäit hat, fir dat genau ze ënnersichen. Dat wär awer an eisen Aen eng zentral Fro gewiescht, ech hunn et virdru scho gesot.

D'Fro, déi mir eis nach ëmmer stellen: Wéi war dann d'Nobehandlung? Wat ass mat de Rapporte vun der Inspection sanitaire geschitt? Sinn déi an Aarbechtsgruppen agefloss? Sinn déi an den Aarbechtsgruppen net nëmmen agefloss, mee si Konklusioune gezu ginn, Adaptatioune geholl ginn?

Fënnefte Reproche, dee mer gemaach hunn, dat war - an op dee geet den Här Waringo net an -, dass vertuscht ginn ass, esou laang, wéi et méiglech war. Ech iwwersprangen dat, well ech dat schonn dräimol hei an der Chamber gemaach hunn. Et ass manifest bis zum leschten Dag versicht ginn, d'Existenz och nëmme vu Clusteren an den Altersheimer net dem Public zougänglech ze maachen.

D'Madamm Ministesch huet an engem Moment, wou scho 14 Leit um Lauterbann gestuerwe waren, an engem Presseinterview gesot, et wär bei 5 an et wär alles an der Rei. Dat kënnt Der alles noliesen - „Lëtzebuerger Wort" vum 12. Mäerz. Et ass eng Situatioun, muss ech ganz éierlech soen, ech hunn ech virdru gesot, déi fir eis net akzeptabel ass.

An dee sechste Reproche - an dat ass nees e Reproche, deen un déi béid Ministèrë geet -, dat ass, dass mer der Meenung waren an eis och elo bestätegt fille mam Rapport vum Här Waringo, dass de Cordon sanitaire falsch ugesat gi war. D'Madamm Ministesch huet virdrun nach eng Kéier hir Approche erkläert. Den Här Waringo a säin Expertenteam, déi expriméieren hiert Onverständnis haaptsächlech fir de Fait, dass bei der Vaccinatioun an den Altersheimer net op d'Funktioun, mee op de Statut gekuckt ginn ass, wat mat sech bruecht huet, dass Leit, déi net no ware bei de Clienten, geimpft gi sinn, wärend aner Leit, déi all Dag duerch d'Haiser gejauft sinn, net geimpft gi sinn.

Et ass an et bleift fir mech, ech hunn Iech et schonn eng Kéier gesot, a mengen Aen, dat ass ganz perséinlech meng Meenung, dee gréisste politesche Feeler niewent 100 Saachen, déi Der gutt gemaach hutt an där ganzer Bekämpfung vun der Pandemie. Et ass fir mech niewent 100 Saachen, déi der gutt gemaach hutt, dee gréisste politesche Feeler, deen Der gemaach hutt, dass Der de Cordon sanitaire ... A mir hunn Iech drop higewisen an Dir hutt et bäibehalen, Dir hutt et explizéiert. Den Här Waringo ass net mat Iech d'accord, ech sinn och net mat Iech d'accord, dass Der dat net aneschters gemaach hutt. Zumindest am Lauterbann mengen ech, dass dat vläicht nach hätt kënnen eppes bréngen.

Mee, wéi seet een et esou gutt: Et weess een et jo net, well dat, wat ee gemaach huet, do weess een, wat geschitt ass, dat, wat een hätt kënne maachen, do kann ee jo net beweisen, dass et besser oder méi schlecht gewiescht wär, well et hat ee jo net d'Méiglechkeet, fir et ze maachen.

Ech kommen, Dir Dammen an Dir Hären, zu menger Konklusioun. Ech wëll soen, dass ech déi ganz staark aus dem Leitartikel vum „Lëtzebuerger Wort" vun haut ofgeknäipt hunn, dat nees, fir dass net gesot gëtt: „Et ass nees de Wolter!", mee einfach, dass ee mierkt, dass déi Analys, déi gemaach gëtt, dass dat eng Analys ass, déi largement gedeelt gëtt.

De Leitartikel am „Lëtzebuerger Wort" schreift, ech iwwersetzen dat fräi: „De Rapport Waringo huet d'Fanger op déi politesch Wonne geluecht", déi politesch Wonnen, wat exakt dat ass, wat mir hei ze kontrolléieren hunn: onkloer, deels widderspréchlech Empfeelungen a Richtlinnen aus de Ministèren; d'Zoustännegkeeten a Verantwortungen, déi net däitlech waren; keen zentralen Uspriechpartner bei Froen; kee Kriseplang fir déi am Hiersch 2020 ze erwaardend zweet Well, net emol Empfeelungen, déi tëschent Juni a Februar erauskomm wären; eng ze spéit Reaktioun vun der Regierung op déi zweet Well; keng Impf- an net emol Testflicht vum Personal - woubäi Impf- an Testflicht, dat ass nees Ausso Waringo -; eng falsch opgestallten Impfstrategie fir Altersheimer; Haiser, déi sech duerchgeschloen hunn, probéiert hunn, iwwert d'Ronnen ze kommen, eng gutt Aarbecht gemaach hunn an awer am Ree stoe gelooss gi sinn an zerrass gi sinn tëschent dem Usproch, Fräiheet ze loossen, an dem Usproch, d'Gesondheet ze schützen.

„Et ass", esou schreift d'Madamm Welsch, „e vernichtend Urteel", well eigentlech op déi dote Froen, déi ech elo hei nach eng Kéier opgeworf hunn, hätten d'Äntwerte misse vun der Regierung bruecht ginn ... Et ass ee leider, an dat soen net ech, dat kann een aus dem Rapport vum Här Waringo ..., an ech soen et och. Ech verstoppe mech elo net hannert dem Här Waringo, mee mir kommen eigentlech zu där selwechter Konklusioun. An d'ailleurs, an der nofollgender Berichterstattung iwwert d'Medie spieren ech a ganz ville Medien déi selwecht Reaktioun.

Mir kommen zur Konklusioun, dass opgrond vun den Obligatiounen, an ech hunn dat schonn zweemol hei an der Chamber gesot, vun den Artikele 6 an 9 vum Gesetz, vum ASFT-Gesetz, d'Familljeministesch hir Aarbecht an eisen Aen net esou gemaach huet, wéi se et dem Geescht an dem Buschtaf vum Gesetz no hätt misse maachen.

Och am Santésministère si manifest eng Rei Feeler geschitt. Mee wie mécht scho keng Feeler? De Cordon sanitaire, ech hunn et virdru gesot, mee dat ass eng politesch Decisioun ..., Inspection sanitaire, wou ech nawell ganz gären dat e bësse méi am Detail gekuckt hätt opgrond vu munche Gespréicher, déi ech hat. Mee dat sinn an eisen Ae Feeler, esou wéi ee se eebe mécht an esou wéi den Här Waringo dat a sengem Rapport gesinn huet, déi op engem ganz aneren Niveau an hirer Gesamtanalys berouen.

Och hei soe mir näischt aneschters wéi schonn am Abrëll a fillen eis an eiser deemoleger Analys komplett bestätegt. Dobäi ass den Dossier jo net fäerdeg. Et stelle sech nach ëmmer vill Froen. D'Ministesch huet haut probéiert - et ass schéin an et ass ganz nei - ze soen: „Mir sinn dach fir alles op. All Diskussioune féiere mer zesumme mat der Chamber." Ma hätte mer dat déi lescht 18 Méint kënne maachen, dass mer eigentlech all eenzel Saache mat hätte kënnen diskutéieren an debattéieren!

„Ech maachen net emol méi Amendementen", seet d'Ministesch, „déi kënnt Dir elo maachen. Ech maache se net méi." An da schreiwen ech dat op, wat se als Amendementen do wëllt maachen. Ech hunn et op máin Ziedelchen do doctement gemaach an da stellen ech mer awer Froen, dass et nach eng ganz Rei aner Froe gëtt, déi politesch ze beäntwere sinn. Kréie mer dann elo eng national Strategie, déi individuell un d'Besoine vun den Haiser ugepasst gëtt, an dat manifestement géint de Wëlle vun der Ministesch vun der Famille? Wéi ass et mat der Informatiounsflicht an der Schutzflicht vum Personal? Wëllt d'Regierung, d'Politik - an där Debatt kënne mer eis net méi enthalen - op de Wee vun enger Impfflicht goe fir d'Personal an den Haiser? Ech sinn net iwwerzeegt dovunner. Ech war ni iwwerzeegt dovunner. Mee ech sinn der Meenung, dass een alles muss maachen, souwäit et geet, fir sécherzestellen, dass d'Leit, déi mat Vulnerabelen a Kontakt kommen, wa méiglech de Virus net a sech hunn.

Mee ech spieren awer, ech gesinn awer ... Italien huet et adoptéiert, Griicheland huet et adoptéiert, Grousbritannien huet et adoptéiert a gëschter huet de franséische President och dovunner geschwat.

Et ass also esou, Dir Dammen an Dir Hären, wann een eng Konklusioun wëllt zéien aus deem Debat, an do si mer hei matzen am Sujet dran, am Sujet: Wéi verhale mer eis mat deenen, déi bei déi Leit ginn, déi am vulnerabelste vun eiser Gesellschaft sinn? -: Mir mussen Äntwerten op déi Fro fannen, wa méiglech musse mer se zesumme fannen.

Wéi ass et mam Dateschutz? Den Här Waringo stellt déi Fro. Stelle mer den Dateschutz - also de Schutz vun deene Leit, déi sollen déi Leit schützen, déi vulnerabel sinn - iwwert de Schutz vun deenen, déi vulnerabel sinn? A wéi wäit kucke mer dat Spill nach no, dass einfach gesot gëtt: „Et ass Dateschutz"? Dateschutz heescht: Ech brauch da keng Informatiounen ze ginn. A wat fir eng Konsequenzen huet dat op d'Aarbechtsrecht? Et war jo awer elo dräi Méint Zäit, fir sech d'Fro ze stellen, wéi een dat gesäit!

Ech liesen, dass a verschiddene Länner gesot gëtt, wann ee sech do elo net wëllt impfe loossen, dass een dann an Zukunft seng Aarbecht net méi huet. Da misst een elo awer zumindest mol eng Diskussioun driwwer féieren an deenen nächsten zwee, dräi Méint fir ze kucken: Ma wat ass dann d'Approche, déi mir hei zu Lëtzebuerg wëlle maachen? Wëlle mer esou wäit goen, wëlle mer net esou wäit goen? Wat fir eng Konsequenzen huet dat? Wat fir eng Konsequenzen huet dat aarbechtsrechtlech? An net, fir ze soen: „Dat ass eigentlech nëmmen e

Punkt, deen all eenzelne Patron ugeet." Dach, et ass e Punkt, deen all eenzelne Patron a senger Relatioun mat sengem Arbeitneemer ugeet, mee et ass awer och en essentielle Punkt an der Fro, déi ech ëmmer nees wëll stellen: Wéi schütze mer déi Leit, déi ze schütze sinn?

Wéi geet et dann elo am Ëmgang mat de Bewunner an hire Familljen? Wéi gëtt dat gereegelt? D'Famillje stelle mir nach ëmmer Froen. Wat geschitt dann elo, wann am Hierscht d'Saach nees e bësse méi komplizéiert gëtt? Gëtt dann de Kontakt nees komplett ofgebrach? Hu mer net entre-temps d'Méiglechkeet, fir op aner Aart a Weisen d'Leit an de Kontakt kommen ze loossen, déi et hinnen erlaben, mateneen ëmzegoen?

Gëtt eng déifgräifend Analys iwwert d'Clusteren an d'Verbreedung gemaach, esou wéi ech dat virdru gefrot hunn, mam Zil, Erkenntnisser fir d'Zukunft ze kréien?

Wéi ass et dann, Dir Dammen an Dir Hären, mam Ëmgang vu Soins à domicile - fir emol deen Deel vun der Debatt, deen der Madamm Lorsché och vill um Häerz läit, nach eng Kéier opzewerfen -, wann ech gëschter an der Zeitung gelies hunn, dass an deem Domän manner wéi 50 % vun de Leit geimpft sinn? Manner wéi 50 % vun de Leit si geimpft an engem Domän, deen e bëssen en dehors vun der Diskussioun vun haut ass, mee awer iergendwou och ganz dran. Well och déi Leit liewe jo an enger gewëssener Isolatioun an deen, dee bei si heem kënnt, fir hir Pickür ze maachen, fir hir Soinen ze maachen, ass oft déi eenzeg Kontaktpersoun, déi se hunn. An ech kenne Fäll, dat si vläicht keng Honnerten, mee ech kenne Fäll, wou Leit gestuerwe sinn, wou d'Famillje mir ugeruff hunn a gesot hunn: „Här Wolter, eis Mamm huet just nach déi gesinn." Ech soen elo Soins à domicile am groussen Déngen, net eng eenzel Boîte. Déi Fro ass awer nach ëmmer ze beäntweren, wéi mer domat ëmginn.

An déi Fro, ob mer deen doten Domän an de Santésministère solle ginn oder an der Famille solle loossen, ech muss Iech ganz éierlech soen, dat ass fir mech eng ganz witzlos Debatt. Mee ech weess awer, firwat den Här Waringo et esou geschriwwen huet, well e mécht eigentlech eng Propositioun opgrond vun engem Constat. An de Constat ass deen, dass deejéinegen, dee sech eigentlech dorëms hätt solle bekëmmeren, dat manifestement an deem leschten annerhallwe Joer net esou gemaach huet, wéi en et hätt misse maachen, well soss géif e jo iwwerhaapt net op d'Fro kommen, e géif sech déi Fro jo net stellen. E géif déi Propositioun jo guer net maachen, wann et esou gewiescht wär, wéi hien a seng Leit do a sengem Grupp zur Konklusioun komm gewiescht wieren, dass et misst goen.

Wat fir eng Äntwerte gi mer op d'Tatsaach, dass manifestement 30 % vun de Geimpfte keng Anticorpsen entwéckelen? Eng drëtt Impfung ass eng vun de méiglechen Äntwerten. Si mer virbereet op eng aner Variant, déi eventuell kënnt an eigentlech nees eise ganze Plang op d'Kopp geheit? An aus all deem kënnt alt nees ëmmer erëm d'Fro: Wat ass déi Strategie, déi mer eigentlech an deem ganzen Domän wëlle maachen?

A mir haten elo quasi all Fall, vun der totaler Rou bis zum totale Chaos. An aus deem misst een eigentlech kënnen elo fir d'ganzt Land - mir sinn net esou grouss - a fir déi 54 Haiser oder 64 Haiser, jee nodeem, wéi een et kuckt, wien do mat erakënnt, eng Strategie entwéckelen.

Fir op all déi Erausfuerderungen anzegoen, Dir Dammen an Dir Hären, brauche mer e staarke Minister. An dat Vertrauen hu mir - och a besonnesch nom Rapport vum Här Waringo - net méi an d'Madamm Cahen. Si huet d'Vertrauen net an der Politik an ech mengen, dass se et och net hätt an den Haiser. An ech mengen, dass dat däitlech aus dem Rapport vum Här Waringo erausgeet. D'Spëtze vun deene véier Oppositiounsfraktiounen hu sech gëschter an haut concertéiert. Si hu sech op eng gemeinsam Positioun géeenegt, dat, nodeem jiddwereen dat mat senge Leit diskutéiert hat.

A fir och do mat der Legendenbildung ee vir allemol opzehéieren, wëll ech soen, dass ech a kengem vun deene Gespréicher gëschter an haut derbäi war. Ech hunn awer den Optrag kritt, si hu mech gebieden, am Numm vun deene véier Fraktiounen, a well mir als CSV nun eemol déi stäerkste Fraktioun hei sinn, eng Motioun ze deposéieren, déi d'Madamm Minister opfuerdert, hir politesch Responsabilitéit ze huelen an dem Grand-Duc hir Demissioun ze froen.

Ech soen Iech Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant le débat parlementaire du 1er avril 2021 relatif aux foyers de contamination (« clusters ») dans certaines structures d'hébergement pour personnes âgées ;

- considérant la motion déposée par les Députés Michel Wolter (CSV), Fernand Kartheiser (ADR), David Wagner (déi Lénk) et Sven Clement (Piraten) le même jour, invitant Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration à prendre ses responsabilités (« motion de censure ») ;

- considérant la motion de la Chambre des Députés du 1er avril 2021 invitant le Gouvernement à commanditer une étude externe et indépendante au sujet des clusters observés dans certaines structures d'hébergement pour personnes âgées ;

- constatant que la précitée étude (dite « Rapport Waringo ») a été présentée à la Chambre des Députés le 12 juillet 2021 ;

- constatant que le Rapport Waringo confirme la teneur de la précitée motion de censure de l'opposition parlementaire ;

- constatant que les auteurs du Rapport Waringo font notamment état de/d'

• l'absence d'élaboration par le ministère de tutelle d'un plan de gestion de crise au profit des structures d'hébergement pour personnes âgées au cours de la période de l'accalmie relative des mois d'août et de septembre 2020, i. e. en anticipation de la deuxième vague ayant frappé le pays au cours des mois d'octobre à décembre 2020,

• un décalage de la réaction des instances politiques en comparaison avec celle de nos pays voisins pour contenir la seconde vague avec pour conséquence (i) un niveau comparativement élevé des cas de Covid-19 enregistrés au Luxembourg par rapport aux pays voisins, (ii) un accroissement du nombre des infections à la Covid-19 dans les structures d'hébergement pour personnes âgées et (iii) surtout une surmortalité importante,

• une communication par moments déficiente, insuffisante voire inexistante envers les gestionnaires des structures d'hébergement en raison d'une absence de répartition clairement arrêtée des rôles respectifs des ministères de la Famille et de la Santé et de leurs services et pire encore en raison de conceptions en termes de gestion de crise foncièrement différentes,

• une stratégie manquée en termes de testing et de vaccination des personnes composant ce qu'on pourrait qualifier de « cordon sanitaire élargi » au sein des structures d'hébergement pour personnes âgées,

- constatant qu'au vu de ce qui précède et considérant l'article 6 de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique (« loi ASFT ») disposant qu'« en cas de risque imminent pour la santé physique ou morale de l'usager d'un service, le ministre compétent ou le fonctionnaire délégué à cet effet peut prendre toute mesure appropriée ou saisir l'autorité compétente en vue de la protection de l'usager concerné » ;

- constatant que la responsabilité politique de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration est dès lors engagée,

invite

- Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration à présenter sa démission au Grand-Duc.

(s.) Michel Wolter, Myriam Cecchetti, Sven Clement, Martine Hansen, Fred Keup, Gilles Roth.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Wolter. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Merci fir d'Wuert, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, ech wéilt gär ufänke mat engem ganz grousse Merci un den Här Waringo an un alleguerten déi Leit, déi um Rapport matgeschafft hunn. Hire Rapport ass eng Fläissaarbecht a bitt eng ganz gutt Basis, fir eng sachlech Debatt haut de Mëtten hei ze féieren.

Nieft der epidemiologescher Analys an nom Opbereede vu statisteschen Donnéeën hu si virun allem de Kontakt mam Terrain gesicht. Si waren a villen Haiser an hu mat de Responsabele geschwat. Ech mengen, dass si esou en éierlechen Androck dovunner kruten, wat an den Haiser geschitt ass a wat d'Beweeggrënn waren, fir déi eng oder déi aner Entscheedung ze treffen. Hir Bestandsopnam wäert e wichtege Bäitrag leeschten, fir dës Kris opzeschaffen a Verbesserungspotenzial erauszeschielen. Dat war de Grond fir dëse Rapport.

Dobäi, mengen ech, soll ee sachlech bleiwen an ophalen, mam Fanger op deen een oder aneren ze weisen. Jiddereen huet wärend dëser Kris no beschtem Wëssen a Gewësse gehandelt a geschafft.

Sécherlech, besser kann een et ëmmer maachen, besonnesch am Kontext vun enger Pandemie, mat där kee gerechent hat, keen op der Welt, an och mir net. Lëtzebuerg ass an dëser Kris säin eegene Wee gaangen, de Lëtzebuerger Wee. Mir hu vun Ufank un op e flexibele Modell gesat, deen et eis erméiglecht, reegelméisseg op d'Virusgeschéien ze reagéieren. Net fir näischt hu mir hei all dräi Wochen en neit Covidgesetz gestëmmt.

Dëse Modell huet et erlaabt, eng ganz Panoplie vun ënnerschiddlechen Indicateuren a Facteure gläichzäiteg a Betruecht ze zéien an d'Entscheedungen ofzeweien - esou vill Sécherheet wéi néideg an esou vill Fräiheete wéi méiglech. Mat dësem Leitmotiv si mer bis elo zesumme besser duerch dës Kris komm wéi déi meescht Länner an Europa an eng rezent Etüd vum „Spiegel" huet dat elo kuerz nach eng Kéier op eng androcksvoll Aart a Weis ënnermauert.

Wat huet dat mat den Altersheimer ze dinn? Ma och d'Strategie an den Altersheimer war en Deel vum Lëtzebuerger Wee. An och an den Altersheimer ass gekuckt ginn, fir déi verschidden Elementer géinteneen ofzeweien. Dat war natierlech de Schutz vun den eeleren a vulnerabele Leit an awer och vum Personal, et war awer och d'Liewensqualitéit vun de Leit, déi do wunnen a liewen.

Aus deem Rapport geet ervir, dass eis Zuele par rapport zum Ausland an der Moyenne leien. Wann dat esou ass, dann ass dat virun allem de Verdéngscht vun de Leit um Terrain, déi duerch hiren Engagement an hire ganz, ganz groussen Asaz déi Vulnerabelst geschützt hunn. Et ass de Verdéngscht vun de Familljemembere an de Residenten, déi sech un d'Consignë gehalen hunn, obwuel dat hinne mat Sécherheet heiansdo schwéiergefall ass.

Heescht dat, dass alles gutt gelaf ass, dass näischt hätt kënne besser gemaach ginn? Mat Sécherheet net! Et si Leit gestuerwen. Et hu Leit hir Léifste wéinst dësem fuerchtbare Virus verluer. An natierlech ass all Doudegen een ze vill. A grad aus dësem Grond ass et ëmsou méi wichteg, dass mir haut oppen iwwert de Rapport schwätzen, eis oppe mat deem Rapport auserneesetzen, déi verschidde Recommandatiounen, déi en enthält, zu Häerz huelen an och déi richteg Léieren doraus zéien.

Wa mir Mesurë geholl hu géint d'Verbreede vum Covid-19, dann hu mer ëmmer erëm missen ofweien tëschent Fräiheet a Sécherheet. Fräiheeten hu missen ageschränkt ginn, fir d'Sécherheet vun de Bierger, virun allem vun deene vulnerabele Gruppen, ze garantéieren. Dës Decisioune waren net einfach, mee si hu misse geholl ginn, fir dës aussergewéinlech Situatioun, an där mer eis nach ëmmer befannen, ze meeschteren.

An den Altersheimer war dës Aufgab besonnesch schwéier. Hei gëtt sech ëm déi vulnerabelst Mënschen an eiser Gesellschaft bekëmmert, déi Leit, déi de gréisste Risiko vun enger Infektioun an engem schwéiere Krankheetsverlaf droen. En eenzegen asymptomatesche Fall an esou enger Struktur ka fir déi Vulnerabelst an eiser Gesellschaft schlëmm Konsequenzen hunn.

Dat gëtt an deenen Haiser nach verstäerkt, wou besonnesch al a krank Leit liewen a wou d'Architektur ze vereelzt ass an dowéinst verschidde sanitär Mesuren emol iwwerhaapt net ëmgesat kënne ginn. Ee vun den Auteure sot gëschter selwer, dass et heiansdo eng Chancësaach war, dass de Virus net de Wee an e bestëmmtent Altersheim fonnt huet.

Et gouf heibanne vill driwwer diskutéiert, ob d'Recommandatiounen dat richtegt Instrument sinn, fir duerch dës Kris ze féieren, oder ob ee besser gehat hätt, iwwer Gesetzer ze fueren. An eisen Ae waren d'Recommandatiounen dee beschte Wee, fir séier, flexibel an adequat op déi spezifesch Situatioun kënnen ze reagéieren. Et ass nämlech net eng Struktur wéi déi aner. Si ënnerscheede sech duerch hir Infrastrukturen, hir Spezifissitéit, hir Pathologien an och duerch d'Besoine vun de Leit, déi do wunnen.

D'Gestionnairë vun den Heemer kennen hir Strukture mat alle Particularitéite mat Sécherheet am beschten. Si sinn duerfir och am beschte placéiert gewiescht, fir d'Recommandatiounen no hire Besoinen ëmzesetzen. Et gouf also op d'Erfarung an op den Knowhow vun dem Professionelle Wäert geluecht.

E rigide Modell hätt net einfach esou un all Haus kënnen ugepasst ginn. An aus deem Grond waren d'Recommandatiounen, déi iwwregens ëmmer mat der COPAS zesummen ausgeschafft gi sinn, déi mat hinnen ofgeschwat waren, dee richtege Wee.

Här President, haut weess ee villes méi iwwert dee Virus, iwwert d'Krankheet an och iwwert den Ustiechungsrisiko. Et ass duerfir intellektuell och net ganz éierlech, fir d'Situatioun vun deemools mam Bréll vun haut ze kucken an dann nach ze bewäerten. Et muss ee sech an d'Situatioun vun deemools zréckversetzen!

Am Mäerz d'lescht Joer wousst nach keen, wéi mir am beschte mat dëser Situatioun ëmgoe kéinten. Wéi wäit dierften d'Sécherheetsmesurë goen an aner Saachen dobäi op der Streck bleiwen? Trotz engem quasi kompletten Isolement an den éischte Méint vun der Kris huet de Virus säi Wee an d'Alters- an d'Fleegeheimer fonnt. Do gesäit een, dass et keng honnertprozenteg Sécherheet gëtt. Déi gouf et ni, souguer net am Prisong.

Op där anerer Säit huet een awer séier festgestallt, dass esou e kompletten Isolement vun den eelere Leit extreem op hir Moral gedréckt huet. Et huet de Risiko vun enger Vereinsamung bestanen, si hu verlaangert, si konnten hiert Liewen net méi liewen an hiert mentaalt Wuelbefannen huet extreem dorënner gelidden.

An ech géif gär drun erënneren, dass den honorabelen Deputéierte Paul Galles am Mee 2020 hei uewe stoung an eis gebieden huet, d'Altersheimer opzemaachen, an eis gebieden huet, d'Leit erëm an d'Altersheimer ze loossen. Mir wësse jo, dass de Paul e ganz gudde Feeling huet fir eeler Leit. Et gesäit een e jo och nach vill mat sengem Bopa, deen 103 Joer huet. Ech mengen, dass de Paul hei déi richteg Wierder fonnt huet, wéi en hei uewe stoung. An ech kann Iech soen, ech hunn dat Gefill och, well mäi Bop huet bis zu sengem Doud mat 96 Joer bei eis doheem gewunnt. Ech hunn do also déi selwecht Affinitéite wéi de Paul Galles.

De Marc Fischbach huet et am Fong op de Punkt bruecht. Net nëmmen de Moien am „10 op 8", mee och am „Paperjam" de 4. Abrëll 2021 seet de President vun der COPAS Folgendes: « Il y a avait aussi des cas de Covid-19 durant le premier confinement, qui était strict, donc isoler les maisons de soins n'empêche pas les contaminations, et le virus de circuler. Cela a au contraire un impact sur la santé mentale des pensionnaires. »

Aus dem éischte Lockdown hu mer also eis Léiere gezunn. Wéi d'Neiinfektiounen am Oktober d'lescht Joer nees geklomme sinn, huet een op déi gutt Saachen aus der éischter Phas opgebaut an et huet een awer och nei Elementer op d'Wo geluecht. Et huet een e besonnesche Wäert geluecht op d'Balance tëschent der Sécherheet an der Fräiheet.

Et muss ee sech natierlech froen, wat d'Alternativ gewiescht wier. Déi eenzeg Alternativ wär gewiescht, fir nees an e Lockdown ze goen, mat alle Konsequenzen, déi dat fir d'Residenten aus de Strukture mat sech bruecht hätt fir den allgemenge Gesondheetszoustand an hiert Wuelbefannen. Dat wollte mir de Leit aus den Altersheimer net undoen an d'Residenten aus den Altersheimer wollten dat och net. Mir wollte si net erëm an hirem klengen Zëmmer iwwer Méint aspären.

Wat gouf an dëser Phas amplaz gemaach? Enn Oktober 2020 huet d'Regierung Bréiwer un d'Alters- a Fleegeheimer verschéckt, an deeen nach eng Kéier un d'Anhale vun de sanitäre Mesuren erënnert gouf an och mobill Testekippe vum Large-Scale-Testing ugekënnegt goufen. Onnéideg Deplacementer also, fir e PCR-Test ze maachen, goufen esou fir déi vulnerabel Leit evitéiert. Grad an engem Moment, wou d'Infektiounszuele jo nees um Klamme waren, war dat déi richteg Decisioun. Ausserdeem huet de Familljeministère deemools dozou opgefuerdert, dass d'Visitten an d'Sortien op e Minimum limitéiert solle ginn, fir potenziell Infektiounsrisiken ze reduzéieren.

An Zesummenaarbecht mat der COPAS, déi, wéi gesot, vun Ufank un an d'Ausschaffe vun de Recommandatiounen agebonne war, gouf et e Stufeplang, fir de Fonctionnement vun de Strukturen un d'sanitär Situatioun unzepassen. De Plang huet véier Phase festgeluecht: An der Phas 1 besti keng Restriktioune fir Visitten, an der Phas 2 mussen d'Visitten op enger festgeluechter Plaz stattfannen, an der Phas 3 gëtt et weider Restriktiounen, zum Beispill eng Reduktioun vun der Unzuel vun de Leit, déi kënne kommen, an dass virdru muss e Rendez-vous ausgemaach sinn, an an der Phas 4 ass d'Haus einfach zou. An deem Fall ass d'Haus nach just op fir Leit, déi kënne Besuch kréien, wa se um Stierwe leien.

Verschidden Altersheimer ware bei de Visitte méi streng, well si net iwwert déi néideg separat Raim verfügen, wou d'Visitte kéinten ofgehale ginn, an hinnen de Risiko ze grouss war, dass doduerch de Virus e Wee erafanne kéint an hir aner Bewunner kéinten a Gefor geroden. Och de Cohortage war net an all Strukturen ëmzesetzen. E Regruppéiere vun infizéierte Persoune war zum Beispill zu Nidderkuer net méiglech, wouduerch sech de Virus hei méi séier verbreet huet.

Ech war dorobber schonn eng Kéier an enger anerer Ried agaangen, mee ech wollt nach eng Kéier betounen: D'Gebai zu Nidderkuer huet scho laang virun der Pandemie net méi den Ufuerderunge vun enger moderner Fleegestruktur entsprach. De Familljeministère hat dowéinst scho virun der Pandemie decidéiert, dëst aalt Gebai zouzemaachen an amplaz en neit Gebai zu Käerjeng ze bauen. Wann d'Altersheem schonn en neit Gebai gehat hätt, wou de Cohortage méiglech gewiescht wär, da wier et och vläicht net zu esou vill Neiinfektioune komm.

D'Pandemie huet eis dorobber opmierksam gemaach, wéi Fleegestrukturen an Zukunft mussen ausgesinn a wéi eng Mindestufuerderunge se mussen erfëllen, fir dass mir an Zukunft besser op esou eng Situatioun virbereet sinn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Recommandatioune vun der Santé a vum Familljeministère hunn am Verlaf vun der Pandemie ni opgehalen ze gëllen. Hei kann ee kritiséieren, dass zu engem

Zäitpunkt keng nei Recommandatiounen erausgaange sinn oder firwat net op d'mannst e Rappel gemaach ginn ass. Op där anerer Säit ware se publizéiert, waren d'Recommandatiounen nach ëmmer en place. Just well keng neier erauskomm sinn, heescht dat jo net, dass déi al net méi gülteg waren. A si si jo vun den Haiser gelieft ginn, dat confirméiert de Rapport Waringo ganz kloer.

Déizäit gouf och oft no enger staarker Hand gefrot, well d'Leit sech eleng gespiert hunn. Dat Gefill kann een an Extreemsituatiounen duerchaus verstoen. Et ass mënschlech. Ouni dat wëllen erofzespillen, wëll ech hei e Lieserbréif vum 22. Februar aus dem „Wort" virliesen. D'„Wort" ass jo de Moie scho vu mengem Virriedner zitéiert ginn. Et ass geschriwwe vun den Trägere vum HPPA, Pescatore, Hospices civils vun der Ville de Luxembourg a Réimech, vun der Résidence des Ardennes, vu Servior a vum CHNP: „Um der Individualität der Häuser und ihrer Bewohner (Gesundheitszustand, Bedürfnisse und so weiter) Rechnung zu tragen, war es dem Dachverband der Betreiber COPAS wichtig, jegliche Maßnahme individuell pro Haus und pro Situation anpassen zu können." D'Flexibilitéit, vun där ech virdru geschwat hunn, gouf also um Terrain ëmgesat.

A weider: „Dieses Unterfangen wurde von der zuständigen Ministerin für Familie geteilt und unterstützt. Somit wurden Richtlinien ausgearbeitet, die kontinuierlich angepasst werden. […] Somit ist es dem Verständnis der Familienministerin für die Heimbetreiber und der Kompetenz, der Professionalität und der langjährigen Erfahrung der jeweiligen Direktionen und Mitarbeiter zu verdanken, dass die Konzepte unter Einbeziehen aller Fachbereiche (Pflege, Betreuung, Küche, Service, Hauswirtschaft, technischer Dienst und Verwaltung) erstellt und umgesetzt werden können. Im Austausch mit den jeweiligen Ministerien, Verbänden, Experten und Kollegen wurden punktuelle Fragen zeitnah gelöst" - „zeitnah gelöst"!

An nach e leschte Saz: „Die kontinuierliche Unterstützung von den zuständigen Instanzen hat alle Grundlagen geschaffen, die es der Heimleitung ermöglichen, sich auf ihre Arbeit zu konzentrieren und die notwendigen Entscheidungen zu treffen."

Här President, nom État de crise war e komplette Confinement vun de Leit an de Strukture fir eis keng Optioun méi. Personal, Residenten a Visiteuren goufen dowéinst opgefuerdert, sech un déi allgemeng sanitär Mesuren ze halen, déi och iwwerall soss am Land gegollt hunn, a besonnesch virsiichteg ze sinn, well vulnerabel Leit nun emol méi staark um Virus erkranke kënnen.

D'Regierung huet dës Situatioun gemeeschtert a probéiert, den Equiliber tëschent Fräiheet a Sécherheet ze halen, fir net nëmmen déi kierperlech Gesondheet ze schützen, mee och déi mental Gesondheet.

Esou sinn och verschidden Alters- a Fleegeheimer op de Wee gaangen, hire Residente Videocalls mat hire Familljen ze organiséieren, iwwer Tablet oder Smartphone, wann eng Visite en présentiel net méiglech war.

Iwwerhaapt goufe Mesuren en place gesat, déi duerchaus och an Zukunft kéinten a sollte bäibehale ginn. Ech denken do un de Service de continuité des soins de médecine générale, deen de Gesondheets- a Familljeministère zesumme mat der AMMD a mat der COPAS an enger Konventioun festgehalen hunn. Dës Ligne de garde garantéiert medezinnesch Soinen an der Nuecht, weekends an och op Feierdeeg an den Alters- a Fleegeheimer, fir onnéideg Trageten an d'Spideeler ze evitéieren.

Zousätzlech gouf mat engem Règlement grand-ducal de Gestionnairë vun Alters- a Fleegeheimer erlaabt, verschidde Medikamenter an den Haiser ze stockéieren, fir se esou direkt bei Hand ze hunn a besser op onerwaart Situatioune virbereet ze sinn.

D'sanitär Recommandatiounen, d'Ligne de garde vun den Dokteren an de Stockage vu Medikamenter hu geholl̈ef, fir déi vulnerabel Leit an de Strukturen hei am Land beschtméiglech ze schützen. Mee et waren d'Vaccinatiounen, d'Impfungen, déi wierklech zu der Verbesserung vun där Situatioun bäigedroen hunn.

Här President, ech kommen nach eng Kéier zréck op de Cluster am CIPA „Um Lauterbann" zu Nidderkuer. Et ass tragesch, dass et do Mëtt Februar zu Infektioune koum, kuerz éier d'Residentë fir d'éischt geimpft goufen. Elo kann ee sech froen, firwat zu Nidderkuer eréischt Mëtt Februar geimpft gouf, wärend aner Haiser schonn am Januar den éischte Vaccin kruten. D'Reiefolleg vun de Vaccinatioune gouf zesumme mat der COPAS ausgeschafft an et ass, wéi den Dokter Schmit am Mäerz sot: Et ka kee wëssen, ob bei enger anerer Reiefolleg net e Cluster an enger anerer Struktur opgedaucht wier.

„Um Lauterbann" komme vill ongléckllech Ëmstänn zesummen: d'Architektur vum Gebai, wouduerch e Cohortage, wéi gesot, net méiglech war, awer och den héijen Altersduerchschnëtt vun de Bewunner, déi zousätzlech vill Virerkrankungen haten, an dass nach keng Persoun zum Zäitpunkt vun den Infektioune geimpft war.

Ech sinn awer der Iwwerzeegung, dass d'Regierung zu all Moment alles gemaach huet, wat méiglech war, fir déi vulnerabel Leit ze schützen. D'Recommandatioune goufe reegelméisseg un déi allgemeng sanitär Situatioun ugepasst. D'Personal an d'Residentë goufen ëmmer nees drun erënnert, den direkte physesche Kontakt mat aneren ze vermeiden, e Mask ze droen, Distanz ze halen, sech reegelméisseg d'Hänn ze wäschen oder ze desinfizéieren an op Covidsymptomer opzepassen.

Et gouf vill getest, souwuel iwwert de Large-Scale-Testing wéi och mat Schnelltester, soubal dës zur Verfügung stoungen a konnte verdeelt ginn. D'Gesondheets- a Fleegepersonal souwéi d'Bewunner aus den Alters- a Fleegeheemer goufe prioritär geimpft, well et eisen éischte But war, déi Vulnerabelst an eiser Gesellschaft ze schützen an esou schwéier Krankheetsverleef an Doudesfäll ze verhënneren.

Kolleeginnen a Kolleegen, gëschter bei der Presentatioun vum Rapport ass et scho gesot ginn: Duerno weess een et ëmmer besser. Elo am Réckbléck loosse sech Mesuren identifizéieren, déi een elo vläicht méi séier oder op eng aner Manéier en place gesat hätt. Et ass mat Sécherheet net alles perfekt gelaf. An esou enger aussergewéinlecher Situatioun, wéi mir se dach dat lescht annerhallef Joer erlieft hunn, hätt et awer och staark verwonnert, wa kee Verbesserungspotenzial géif bestoen. An awer sinn ech der Meenung, dass Lëtzebuerg sech gutt duerch dës Kris geschloen huet.

Aus dem Rapport vum Här Waringo geet ervir, dass eist Land am Vergläich mat den Nopeschlänner am Mëttelfeld läit. Wéi kann een dat feststellen? Et kuckt een einfach déi plakeg Zuele vun den Infektiounen. Dat ass sécherlech en Indicateur, awer net deen eenzegen. En aneren Indicateur, deen ass méi schwéier ze quantifizéieren, mee ëmsou méi wichteg fir d'Altersheimer, an dat ass dee vum mentale Wuelbefanne vun de Residenten.

Et gouf souwuel positiv Erkenntnisser wéi Kritikpunkten. An op déi positiv Punkte sinn ech schonn agaange wéi zum Beispill d'Entscheedung, et de Gestionnairë vun den Altersheimer ze iwwerloossen, wéi d'Mesuren zum Schutz vun de Bewunner an hire Strukture sollen ëmgesat ginn. Eng Top-down-Approche mat Mesuren, déi een an all Haus op déi selwecht Manéier hätt missen ëmsetzen, dat wär opgrond vun der Partikularitéit vun de Strukture guer net méiglech gewiescht.

Positiv ervirgehuewe gouf och, dass d'Alters- an d'Fleegeheimer net eleng gelooss goufen. Des Gestionnairë stounge reegelméisseg a Kontakt mam Familljeministère, mat der Santé, mat der Inspection sanitaire, déi jo och ganz vill an den Haiser ënnerwee war, fir ze kontrolléieren an ze ënnerstëtzen.

Natierlech gëtt et och Punkten, déi ee verbessere sollt. Esou weist de Rapport drop hin, dass d'Recommandatioune vum Familljeministère an de Partage de responsabilité méi kloer hätte kënnen definéiert ginn. Et ass verständlech, dass virun allem am Ufank vun der Kris vill Froen aus dem Secteur komm sinn. A well et net ëmmer kloer war, u wie sech déi Froe geriicht hunn, ass et vläicht och emol zu Konfusioune komm.

Och gouf d'Fro gestallt, firwat tëschent Juni an Oktober keng nei Recommandatiounen un d'Alters- an d'Fleegeheimer geschéckt goufen, besonnesch nodeems d'Infektiounszuelen nees um Klamme waren. D'Recommandatioune vum Juni waren nach en place a si ware streng. Et war also net esou, wéi wann zu iergendengem Zäitpunkt keng Recommandatioune gegollt hätten.

Haut kann een natierlech driwwer diskutéieren, ob ee se net awer hätt missen éischter upassen, mee et war een der Meenung, dass dës Recommandatioune géifen duergoen. De Stufeplang, deen zesumme mat der COPAS an och op Virschlag vun der COPAS hin ausgeschafft gouf, war och relativ vag gehalen, fir de Fleegestrukturen eeben dee gewëssene Spillraum kënnen ze loossen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, den Hierscht d'lescht Joer war eng schwéier Zäit. Mee wéi de Virus an der allgemenger Populatioun ugefaangen huet, nees méi staark ze zirkuléieren, do war et dach bal onëmgänglech, dass de Virus och nees méi an den Alters- a Fleegeheimer géif optauchen. D'Visitten an d'Sortië ware mat engem héije Risiko verbonnen an och iwwert d'Personal huet dee Virus warscheinlech nees an deem engen oder aneren Haus de Wee erafonnt.

Ech wëll elo nach eng Kéier ganz kloer a ganz däitlech soen: e ganz, ganz grousse Merci un d'Personal aus de Fleege- an Altersheimer. Gëschter ass oft ugeklongen, och am Rapport, dee mer virgestallt kruten, dass sech d'Personal géif ongerecht behandelt fillen. Wann d'Infektiounen an den Haiser waren, da gouf oft op si mam Fanger gewisen, dat an den allermeeschte Fäll zu Onrecht.

Dës Kris huet eemol méi gewisen, dass déi Leit eng Wäertschätzung verdéngen. Ouni si geet et net an ech hoffen, dass sech trotz dëser Kris nach vill Leit fir dëse Secteur begeeschtere loossen.

Wichteg ass et elo, déi richteg Léieren aus dem Rapport ze zéien a fir d'Zukunft besser preparéiert ze sinn. De Rapport Waringo bitt do eng zolidd Basis, fir déi Saachen zesummen unzegoen. Ech soe bewosst „zesummen". Ech zielen do op jiddereen, fir dat an engem gedigene Kader unzegoen, mat konstruktive Virschléi an ouni Scholdzouweisungen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gilles Baum. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass …

M. Gilles Baum *(DP)*.- Här President, Här President, erlaabt mer nach kuerz, eng Motioun ze deposéieren, déi déi wichtegst Recommandatiounen aus dem Rapport Waringo ervirsträicht a wou mer mengen, dass mer kéinten eng ganz Rei vun deene Recommandatiounen an dat neit ASFT-Gesetz mat eranhuelen. Ech géif Iech déi Motioun hei iwwerreechen.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- vu la motion adoptée le 1er avril 2021 invitant le Gouvernement à commanditer une étude externe indépendante afin d'analyser les sources des clusters qui se sont produits dans les structures d'hébergement pour personnes âgées (maisons de soins, centres intégrés pour personnes âgées, logements encadrés) ainsi que leur cheminement, et d'en déterminer les causes ;

- vu le rapport du Groupe de travail en charge de la réalisation de cette étude, présenté en date du 12 juillet 2021 ;

- félicitant les membres du groupe de travail pour la réalisation dudit rapport ;

- considérant que les constats et recommandations formulés par le groupe de travail constituent une base constructive pour cerner le potentiel d'amélioration dans un contexte de crise sanitaire liée à une pandémie ;

- considérant la volonté du gouvernement de trouver un équilibre entre l'autonomie et la responsabilité du gestionnaire, d'un côté, et la sécurité et la liberté du résident, d'un autre côté ;

- considérant la déclaration du Gouvernement sur l'étude externe indépendante relative aux clusters dans les structures d'hébergement pour personnes âgées et le débat subséquent ;

- considérant la collaboration étroite et constructive entre les ministères de la Santé et de la Famille ainsi que les gestionnaires de structures et services pour personnes âgées ;

- considérant la nécessité de pérenniser et d'institutionnaliser l'étroite coopération ayant existé au cours de la pandémie entre les ministères, les administrations, les médecins, les professionnels de santé et les gestionnaires de structures et services pour personnes âgées ;

- considérant le projet de loi n° 7524 portant sur la qualité des services pour personnes âgées et ayant pour objet de procéder à une refonte du volet des personnes âgées de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique (« loi ASFT ») ;

- considérant que le projet de loi n° 7524 introduit un système gestion de qualité ayant comme objectif l'amélioration de la qualité des infrastructures, des prestations et des services en faveur des personnes âgées,

invite le Gouvernement

- à mettre en place ad hoc une commission permanente pour le secteur des personnes âgées composée d'un représentant :

• du ministre ayant la Famille dans ses attributions,

• de la Direction de la santé,

• du ministre ayant la Sécurité sociale dans ses attributions,

• de l'Administration d'évaluation et de contrôle de l'assurance dépendance,

• de l'association la plus représentative des médecins et médecins-dentistes,

• du Conseil supérieur de certaines professions de santé,

• du groupement le plus représentatif des organismes gestionnaires de services pour personnes âgées,

• du Conseil supérieur des personnes âgées,

et dont la mission est d'émettre des recommandations à l'adresse du secteur pour personnes âgées et concernant la gestion de la crise sanitaire dans les structures et services pour personnes âgées ;

- à proposer une base légale pour cette commission permanente dans le cadre du projet de loi° 7524 ;

- à présenter des amendements au projet de loi n° 7524 introduisant des indicateurs harmonisés concernant la quantité et la qualité des activités et ressources des services pour personnes âgées ;

- à mettre en place dans le cadre du projet de loi n° 7524 un système d'évaluation externe des activités des services pour personnes âgées.

(s.) Gilles Baum, Simone Asselborn-Bintz, Francine Closener, Carole Hartmann, Josée Lorsché.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Baum. An da wier et elo un der honorabeler Madamm Simone Asselborn-Bintz. Madamm Asselborn-Bintz, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären - oder den Här - aus der Regierung, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ier ech op de Rapport vum Aarbechtsgrupp ënnert der Leedung vum Här Waringo wëll agoen, wëll ech vu ganzem Häerzen all deene Leit mäin oprichtegt Bäileed ausdrécken, déi ee vun hire Léifsten un der Suite vun der Pandemie verluer hunn.

Wärend Méint a bis haut nach ëmmer gehéieren d'Zuelen, déi all owes vun der Santé kommunizéiert ginn, mëttlerweil leider zu eisem Alldag derzou. Dat sinn d'Zuele vun den Neiinfektiounen, d'Zuele vun de Leit, déi am Spidol behandelt ginn, awer och d'Zuele vun all deene Persounen, déi un oder mam Coronavirus verscheet sinn. Och wann dës lescht Zuele mëttlerweil erofgaange sinn, verstoppt sech hanner all eenzel vun deenen Zuelen ëmmer e Schicksal, eng Liewensgeschicht an an der Reegel och eng Famill.

Schonns an normalen Zäiten ass et net einfach, eng Mamm, e Papp, e Bopa oder eng Boma oder soss e Familljemember goen ze loossen. Mee wärend der Kris war et nach vill méi schwiereg, well net jiddwereen d'Geleeënheet hat, fir och Äddi ze soen, esou wéi ee sech dat gewënscht hätt. Dat an déi ganz Onsécherheet, déi wéinst der Pandemie an der Loft houng, hunn d'Situatioun fir d'Familljen nach vill méi schlëmm gemaach, wéi se schonns war.

Ech wëll awer och profitéieren, op dësem Wee, am Numm vun der LSAP, dem Här Waringo an all de Memberen aus dem Groupe de travail, den Dammen Aguayo, Hanquet a Kerger an den Hären Abdelrahman, Bausch, Rolland a Mossong, Merci ze soen.

Hir neutral an onofhängeg Aarbecht huet dozou bäigedroen, dass mer am Parlament hei konnte ganz gewëssenhaft un dësen Dossier erugoen. Perséinlech hunn ech gutt fonnt, wéi si mat hirer nuancéierter Aart a Weis un dat Ganzt erugaange sinn a eis de Rapport presentéiert hunn, well d'Welt ass nun emol net nëmme schwaarz oder nëmme wäiss.

Ech begréissen och, dass dëse Rapport zäitgläich an der Chamber an och der Regierung presentéiert ginn ass. Domat ass en Zeeche gesat ginn, wéi wichteg dësen Dossier eis ass an dass et eis alleguerten eppes ugeet. Well d'Aart a Weis, wéi ee mat sengen Eelsten a Vulnerabelsten a senger Gesellschaft ëmgeet, seet ganz villes iwwert dës Gesellschaft aus.

Ech felicitéieren der Regierung och, dass si opgrond vun der Motioun dës Prozedur an d'Liewe geruff huet, déi eis fir d'Zukunft begleede kann. Sou wéi mer dëst hei handelen, ass et dee richtege Wee, an et hëlleft eis och ganz sécher, eis weiderzeentwéckelen, well dës Kris huet eis all iwwerall op der Welt kal erwëscht. An dat ass och schonn dacks haut hei gesot ginn. D'Zil ass, dass mer an Zukunft besser preparéiert sinn, sollt, wat ech jo net hoffen, eng änlech Kris sech widderhuelen.

De Rapport mécht ganz vill Feststellungen. E gesäit dat eent oder anert awer och méi kritesch. Mee, an dat huet och nach de Marc Fischbach vun der COPAS de Moien um Radio gesot oder bestätegt souguer: Et si keng gréisser Feeler an den Haiser geschitt.

Den Här Waringo huet bei der Presentatioun vum Rapport den Asaz vum Personal an deene verschiddenen Haiser ënnerstrach. An deem kann ech och nëmme bäiflichten. E ganz grousse Merci jiddwer Eenzelnem, deen um Terrain geschafft huet an och nach schafft.

Mir sinn eis all hei bewosst, dass et net einfach war an och nach deelweis ass. Dës Situatioun, wéi se an der leschter Zäit war, bréngt eis erëm dat Weesentlecht virun Aen a jidderee gëtt sech bewosst, wéi vill mer een op deen aneren ugewise sinn an een deen anere brauchen.

Dir wësst, dass ech aus enger Gemeng kommen, déi e gemengeneegene CIPA bedreift. Ech war an där CIPA-Residence „Op der Waassertrap" vun 2011 bis genee op den Dag haut d'lescht Joer Ressortcheffin. Ech hu selwer materlieft, wéi en Engagement d'Personal an dësem CIPA zu Bieles dagdeeglech gewisen huet. Do huet kee sech beschwéiert, dass en huet missen Iwwerstonne maachen, well e Kolleeg oder eng Kolleegin krank ginn ass oder huet missen a Quarantän goen. Do war eng grouss Solidaritéit ënnert dem Personal ze spieren. An ech denken, dat war an ass a ganz villen Haiser esou.

An déi grouss Solidaritéit war och ausserhalb vun eisem CIPA ze spieren. Esou hunn zum Beispill d'Käch an d'Kächinnen aus der Kichen, déi normalerweis d'Iesse fir d'Kanner an der Maison relais zoubereeden, wärend dem Lockdown eng Hand an der Kiche vum CIPA mat ugepaakt, well do Nout um Mann oder un der Fra war. An zousätzlech hunn och Educateuren an Educatricë gehollef beim Repas sur roues, fir do kënnen d'Nofro, déi op eemol staark an d'Luucht gaangen ass, Meeschter ze ginn. Mee dat geet natierlech nëmmen, wann een zesummeschafft a wann een all déi Servicer wéi an eisem Fall als Gemeng selwer ubitt. Dat ass fir mech eng ganz wichteg Léier, déi ech aus dëser Kris zéie kann.

Elo zum Rapport. Wéi kann een an d'Zukunft kucken? Wat ass dat, wat mer festhale kënnen? Wat sech duerch dat Dokument zitt wéi e roude Fuedem, ass d'Sich no der richteger Balance tëschent individueller Fräiheet an dem Schutz virum Virus. Am Fall vu Residentë vun enger Struktur fir eeler Leit ass dat besonnesch delikat. Wou soll een do d'Linn zéien? Dat ass eng vun deene ganz schwierege Froen, mat deene mer als Gesellschaft wärend dëser Kris konfrontéiert gi sinn.

Natierlech kann een am Nachhinein soen: „Dat eent war ze spéit" oder „dat anert war ze fréi" oder „ze vill Fräiheet" oder „ze mann". Mee et muss ee sech och hei erëm zréckversetzen a sech drun erënneren, dass mer nach viru gutt siwe Méint keen Impfstoff haten an net genau woussten, wéini dass dëse géif kommen a wéi e géif wierken. Deemno konnt een deemools net aschätzen, wéi laang déi ganz Kris nach géif undaueren. An u sech wësse mer dat haut och nach net richteg.

Deemno muss ee sech och virun Aen halen, dass ee Persounen net dozou condamnéiere kann, iwwer Méint hiert Iesse just nach an hiren Zëmmeren you sech ze huelen. Do ka jo jidderee sech och hei virstellen, wat dat fir ee selwer géif bedeiten. An da kënnt derbäi, dass fir vill eeler Awunner, déi all ënnerschiddlech Pathologien hunn, d'Iessenszäit e wichtege Bestanddeel vum soziale Liewen ass. Jo, fir muncher een ass dat mat dee wichtegste Moment am Dag. A ganz dovunner ofgesinn ass et wuel eng Saach vun der Onméiglechkeet, fir vu Leit mat Demenz ze verlaangen, dass si hiert Zëmmer net verloossen dierfen.

Déi Debatt iwwert d'Mesuren an Altersstrukturen ass jo och queesch duerch d'Gesellschaft geféiert ginn. Wärend verschidde Familljemembere kritiséiert hunn, dass se net méi bei hir Léifsten op Besuch konnte goen, hunn anerer fonnt, dass d'Awunner vun den Heemer net genuch geschützt wieren.

Dës Debatten hate mer och hei an der Chamber an ech behaapten emol souguer bis innerhalb vun den eenzelne Parteien an de Ministèren. An dat ass och méi wéi novollzéibar, vu d'Komplexitéit vun der Fro.

Aus deene schwieregen Diskussiounen, wou et quasi onméiglech ass, mat Jo oder Nee ze tranchéieren, huet sech dann och wuel erginn, dass d'Kommunikatioun an enger Pandemie en Élément-clé ass, dass hei zu Lëtzebuerg de Ministère vun der Santé an dee vun der Famille fir dës Haiser, vun deene mer schwätzen, zouständeg sinn, dass et eng Differenz an der Kommunikatiounsaart a -weis gëtt, well, wéi schonn dacks gesot, d'Santé mat Ordonnancen an d'Famille mat Recommandatiounen operéiert, dass d'Ordonnancë global méi eng grouss Attentioun kruten an dass d'Recommandatioune vläicht och net ëmmer esou kloer waren. Dat ass eng Feststellung, déi och aus dësem Rapport erausgeet, an déi soll een eescht huelen. An déi huele mer eescht!

Mee et ass awer och kloergestallt ginn, dass déi eenzel Haiser net am Ree stoe gelooss gi sinn an dass si sech un d'Santé an un de Familljeministère zu jidder Zäit wenne konnten an dass se do gehollef kruten. Och dat ass aus den Explikatiounen erauskomm, déi mer gëschter kruten.

Aus dem Rapport kann een och erausliesen, dass mat der Zäit de Santésministère ëmmer méi Initiativ geholl huet. Mee dat ass jo och u sech an enger gewësser Weis logesch vun der Entwécklung vun der Kris aus. D'Santé an den Direkter vun der Santé hunn hir Ordonnancen ausgestallt iwwerall am ganze Land an dann natierlech och an de Strukture fir eeler Leit. An dat weist och, dass d'Santé an deem Fall hir Aarbecht gutt gemaach huet.

Eng weider Feststellung aus dem Rapport ass, dass kee Plan de gestion de crise wärend dem Summer 2020 opgestallt ginn ass. Mee och dat ass net esou einfach, wéi dat do steet. Och hei kënne mer aus deenen Erfarunge léieren. An esou engem Plang kéint een eng eege ministèreiwwergräifend Kommunikatiounszell virgesinn. Ech mengen, dat ass jo och schonn ugeklongen. An dat géif da vläicht verhënneren, dass d'Haiser vläicht net wëssen, u wie se sech direkt solle wennen. An dat ass dee Constat, deen am Rapport steet.

Mee d'Zil vun dësem Exercice soll jo sinn, d'Situatioun an Zukunft ze verbesseren an net mam Fanger elo hei een op deen aneren ze weisen. Et ass jo och verständlech, dass elo vun de Verantwortleche vun den Haiser opgegraff gëtt, dass net genuch Recommandatiounen ausgestallt gi wären. Mee och dat kann ech net esou gëlle loossen.

Et ass scho gesot ginn: Et ware Recommandatiounen do a si hunn och iwwer méi e laangen Zäitraum gegollt. An déi ganzen Zäit, fir dat nach eemol ze bestätegen, war de Kontakt mam Familljeministère oder och mat der Santé do. An ech mengen, dat hunn och meng Virriedner scho gesot.

An där Zäit ass awer ënner anerem zum Beispill en Accord fonnt ginn, dat huet d'Ministesch, mengen ech, am Ufank och gesot, dass d'Doktere konnten an den Altersheimer weekends, nuets an d'Feierdeeg present sinn, wat jo da gehollef huet, dass d'Residenten net hu missen esou dacks hospitaliséiert ginn.

Wärend der Kris huet also d'Konscht doranner bestanen, de Spagat tëscht den Ordonnancen an de Recommandatiounen an der Selbststännegkeet vun den Haiser ze respektéieren. Dozou hat ech mech och an der Vergaangenheet schonns eemol op der Tribün hei geäussert. Mir ass et drëms gaangen, de richtegen Equiliber ze fannen. All Haus huet seng Spezifissitéiten, seng Stäerkten a seng Schwächten.

Deene verschiddenen Haiser ass schlussendlech eng gewëssen Autonomie iwwerlooss ginn. Et ass jo och evident, dass an engem Haus wéi deem zu Nidderkuer, wou a verschiddenen Zëmmere keng Toilette ass, wat jo awer 2021 fir e Land wéi Lëtzebuerg u sech e Skandal ass, een d'Leit net kann d'selwecht confinéiere wéi a modernen Ariichtungen. An do ass jo aus dem Rapport erauskomm, dass verschidden Direkteren, déi mat der Ekipp vum Här Waringo geschwat hunn, déi Autonomie als ganz gutt empfonnt hunn.

Gläichzäiteg steet dann awer och am Rapport, dass verschidden Direktere sech méi Direktive gewënscht hätten - jee, alt erëm e Spagat, wou et ganz schwiereg ass, dee richtegen Equiliber ze fannen. An och hei ass een duerno, wéi bei allem, ëmmer méi schlau.

An dofir ass och nach ee Punkt fir mech wichteg, deen elo vläicht net esou am Rapport erwäänt ass, deen ech awer wollt soen, an dat ass d'Ausbildung vum Direkter a senge Leit. Fir mech ass et ganz wichteg, Personal an den Haiser ze hunn, virun allem an der Direktioun, dat aus dem Milieu vun der Medezinn an der Gerontologie kënnt. Dat hëlleft ganz staark, wann ee mat esou enger Situatioun konfrontéiert ass, wéi dat an dësem Fall de Fall war.

E weidere Punkt, deen am Rapport opgeworf gëtt, ass dee vum Projet de loi iwwert d'Qualitéit vun de Servicer fir eeler Matbierger. Do sinn ech dem Här Waringo a senger Ekipp dankbar, dass en dorop agaangen ass. Dëse Projet de loi, dee jo sécherlech dréngend gebraucht gëtt a seng Meritte wäert hunn, ass virun enger Zäit geschriwwe ginn, wou et nach keng Pandemie gouf. Deemno wär et also ubruecht, de Projet de loi nach emol unzepassen an op d'Situatioun, déi mer elo haten, ze adaptéieren. An ech mengen, d'Ministesch huet dat schonn thematiséiert. An doduerch, dass mer eng Motioun eraginn hunn, ass dat dann och de Fall, dass mer dat gären hätten.

Wéi gesot, et geet eis dorëms, aus dëser Pandemie déi richteg Léieren ze zéien. De Virschlag, harmoniséiert Qualitéitsindicateuren anzeféieren, ass sécherlech och eng Diskussioun wäert. An do wäerte mir eis als LSAP och net verschléissen.

A wann ech schonns bei der Qualitéit sinn, da sinn ech natierlech frou, dass aus den Erklärungen, déi eis gëschter gi goufen, och erausgeet, dass mir mat eisen Dotatiounen an dem Fleegesecteur an enger ganz favorabeler Lag sinn an dass mer och eng Assurance dépendance hunn, déi gutt fonctionéiert.

Do ass jo gëschter an den Erklärunge vum Här Bausch nach emol ënnerstrach ginn. Doduerch waren eis Haiser och besser ausgerüst an et kéint eng Erklärung sinn, firwat déi éischt Well bei eis vläicht net esou schlëmm verlaf ass wéi bei eise belsche Noperen zum Beispill.

Zousätzlech ass et och esou, dass eis Strukture jo och gehollef kruten, well se wärend enger Zäit keng nei Admissioune konnten empfänken. Do huet de Sécurité-sociales-Minister Romain Schneider d'Haiser net fale gelooss a si hu finanziell Dotatioune kritt, fir dës Ausfäll opzefänken, ouni d'Réserve sanitaire ze vergiessen, déi vun der Santé agesat ginn ass fir sécherzestellen, dass de Betrib ëmmer konnt um Lafe gehale ginn.

Am Rapport gëtt eis Situatioun, wéi gesot, mat där an eisen Nopeschlänner verglach. An do huet jo awer ganz rezent den däitsche Magazin „Spiegel" e Klassement erausbruecht, an deem Lëtzebuerg jo op der zweeter Plaz ass, wat d'Krisebewältegung ugeet. Dat ass natierlech erfreelech. Et soll en Usporn sinn, fir weider drun ze schaffen, déi Kris gutt ze bewältegen.

Et geet ervir, dass eis Alters- a Fleegeheimer am Ufank vun der Kris manner betraff ware wéi déi an eisen direkten Nopeschlänner. Spéiderhi schéngt et, wéi wann eist Land proportionell gesinn änlech Infektiounszuelen hat an den Altersstrukture wéi déi, déi an eisen Nopeschlänner constatéiert gi sinn. An deem Zesummenhang ass erkläert ginn, dass, wann d'Zuelen an der Bevëlkerung méi héich sinn, se natierlech och an den eenzelne Strukture méi héich sinn. Dat ass souwuel hei zu Lëtzebuerg wéi awer och an deenen anere Länner beobacht ginn.

De Virus ass also deemno ganz schwiereg ze stoppen, soulaang ee keen Impfstoff huet. Deemno gëtt et leider och keng Wonnermesuren, déi géifen verhënneren, dass de Virus an eng Altersstruktur géif erakommen.

Dat bestätegt och d'Analys vum Sequençage vun de Virusvarianten. Sou weist zum Beispill de Sequençage vun de Varianten am CIPA zu Nidderkuer, dass virun allem eng lokal Variant sech op der Plaz verbreet huet. Mee donieft sinn och nach eng Rei aner Variante fonnt ginn, wat nach eng Kéier dorobber schléisse léisst, dass de Virus net just duerch eng Ursaach, mee éischter och duerch méi verschidden aner Entréeën an d'Altersstruktur erakomm ass. An et dierft een unhuelen, dass dat bei deenen anere Clustere wuel änlech war.

Ausserdeem seet de Rapport eis och nach, dass et héchst onwarscheinlech ass, dass d'Impfcampagne aus dem Februar an dësem Haus d'Ursaach vun den Infektiounen ass, well de Virus dee Moment leider schonns am Haus war.

Et sinn nach aner Clustere ginn, net nëmmen zu Nidderkuer. Leider ass dëst Haus eeben duerch dës Motioun elo méi an de Schlagzeilen, mee hei huet de Rapport och gewisen, dass an aneren Haiser och a souguer méi Leit verscheet sinn.

Eng erfreelech Informatioun geet awer och aus dem Rapport ervir an dat ass déi, dass d'Impfe wierkt.

Wat d'Entwécklung vun den Zuelen an de leschte Wochen a Méint gewisen huet, ass hei nach emol confirméiert ginn, woubäi d'Effikassitéit jo net direkt ass, mee se eréischt véier Wochen no der éischter Impfung respektiv no der zweeter richteg effikass ass, wat leider erkläert, dass et no der éischter Impfung nach zu Ustiechunge komme kann, wéi dat dann zum Beispill „Um Lauterbann" war.

Allerdéngs geet de Rapport och op d'Problematik vun der Impfbereetschaft beim Personal an. Do sinn ech ganz bei den Auteure vum Rapport, wa si net verstoe kënnen, dass d'Leit, déi sech professionell ëm déi Vulnerabelst an eiser Gesellschaft këmmeren, sech net wëllen impfe loossen. Ech perséinlech kann dat och beim beschte Wëllen net novollzéien.

Natierlech ass d'Fro vum Impfen e sensibelt an emotionaalt Theema. Et kann een awer och novollzéien, dass sech zu engem gewëssenen Zäitpunkt, wéi d'Niewewierkunge vun den Impfunge staark thematiséiert goufen, zum Beispill jonk Frae retizent gewisen hunn, fir sech impfen ze loossen. Mee ech mengen, menger Meenung no ass dat elo éischter aus der Welt, well et jo och mëttlerweil méiglech ass, sech fir eng Impfung anzeschreiwen, an ee säin Impfstoff och selwer erausssiche kann, eng Offer, déi sech jo u Leit ab 18 Joer an och un d'Frontaliere riicht. Ech hoffen dann och domadder, dass nach méi Leit de Wee zur Impfung fannen.

Ech wëll och weider bemierken, dass mer säit deem leschte Covidgesetz, also e Mount laang schonns, eng Testobligatioun fir medezinnescht a Fleegepersonal hunn, wat jo dann och erméiglecht, dass d'Residenten an den Haiser sech kënne sécher spieren.

Ech kommen dann och schonn zu menger Konklusioun. « Gouverner, c'est prévoir », heescht et allgemeng. Mee wéi konnt een esou eng Kris hei virausgesinn? Ech denken, do war keen op dëser Welt richteg virbereet. Mir heibannen - well d'Parlament war hei zu all Moment mat abezunn - hunn Decisiounen zu där Zäit geholl, déi hu misse geholl ginn, opgrond vun den Informatiounen, déi mer zu deem Zäitpunkt haten. D'Regierung an déi eenzel Ministeren hunn nom beschte Wëssen a Gewësse gehandelt an et ass eis zu Lëtzebuerg gelongen, vergläichsweis gutt duerch dës Kris ze kommen. An och dat liest een aus dësem Rapport eraus, wat net heescht, dass een net Verschiddenes besser hätt kënne maachen, richteg. Dat wier och vermessen, fir esou eppes ze behaapten, dëst ëmsou méi wéi d'Fro tëschent der Sécherheet op där enger Säit an der privater Fräiheet op enger anerer Säit esou eng schwiereg Fro ass.

Dofir si mir als LSAP frou, iwwert dëse Rapport ze verfügen, deen eis Piste gëtt, wat een dann nach verbessere kéint. An déi zwou Ministeschen hu jo och virdru scho gesot, dass se bereet sinn, iwwer alles matzediskutéieren. Kommt, mir kucken zesummen an d'Zukunft!

Dat duerf mat dësem Rapport natierlech net gedoe sinn, well och wann de Secteur vun den Altersstrukture besonnesch wärend der Kris getraff ginn ass, sou ass dat just een Deel vun deem Ganzen. Eisen Usproch muss et sinn, wann dës Kris bis eriwwer ass, déi ganz Krisebewältegung ënnert d'Lupp ze huelen.

Ech denken do ënner anerem un déi Jonk, wou een elo schonns vun enger Covidgeneratioun schwätzt, an awer och nach weider un déi eeler Matbierger, déi kann een och zu enger Covidgeneratioun zielen. Si sinn duerch dës Kris markéiert ginn. Fir Verschiddener war et souguer dee leschte Kampf géint en hannerhältege Virus.

An eise Strukture fir eeler Leit hu sech ganz schwiereg Situatiounen ofgespillt. Dat soll een op kee Fall klengrieden. Dat si mer och de Famille schëlleg, déi hannerbliwwe sinn. Dofir muss elo eise vollen Asaz deem gëllen, de Virus weiderhin ze bekämpfen, besonnesch elo, wou d'Zuelen erëm amgaange sinn ze klammen. Dofir passt all op Iech op a bleift gesond!

Nach eemol dem Här Waringo a senger ganzer Ekipp merci. An de Rapport an och d'Explikatioune vun de Ministeren am Ufank hu mir a menger Partei gewisen, dass d'Ministesch Cahen d'Recommandatiounen eescht hëlt an dass si sech dofir asetzt, alles ze maachen, fir dës Pandemie zesumme mat der Ministesch Lenert an och mat der ganzer Regierung gutt ze meeschteren an op e gutt Enn ze féieren. Dofir hu mir Vertrauen an d'Corinne Cahen an an déi ganz Regierung.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Asselborn-Bintz. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och vu grénger Säit geet e grousse Merci un den Här Jeannot Waringo an un d'Membere vum Aarbechtsgrupp, déi sech mat vill Erfarung, Wëssen a Kompetenz un der Ausaarbechtung vum virleiende Rapport bedeelegt hunn. Innerhalb vu kuerzer Zäit ass et de Fachleit aus deene verschiddenste Beräicher zesumme gelongen, e sachlechen an objektive Rapport iwwert d'Krisegestioun an den Alters- a Fleegeheimer ze presentéieren.

Dës neutral Grondlag ass net nëmmen nëtzlech, fir d'Problemer an d'Erausfuerderunge vum Secteur besser ze verstoen, och fir d'Leit dobaussen, dës Grondlag ass natierlech och nëtzlech, fir déi néideg Léieren ze zéien am Hibléck op d'Moderniséierung vun eiser ëffentlecher Gesondheets- a Familljepolitik.

Fir d'éischt muss een emol bedenken, Dir Dammen an Dir Hären, datt de Fleegesecteur ënner enger duebeler Tutelle steet, virun allem an der Pandemie, wat net ëmmer jiddwerengem bewosst ass, éischtens der Tutelle vum Familljeministère, wann et ëm d'Organisatioun vun den Haiser, d'Agrementen an aner organisatoresch Froe geet, an zweetens där vum Gesondheetsministère respektiv der Santésdirektioun, wann et ëm déi sanitär Moossname geet wéi beispillsweis Impfungen an Tester, déi an eng Strategie agefloss sinn, wuel wëssend datt et dann awer nees um Familljeministère ass, fir de Fonctionnement vun den Haiser an d'Ëmsetzung vun de sanitäre Konzepter ze kontrolléieren.

Wat déi obligatoresch Moossnamen ugeet, déi an der Pandemie e bessere Schutz an den Haiser solle garantéieren an och ëfters vun der Oppositioun gefuerdert gi sinn, sou ass et kloer, datt de Santésdirekter zu all Moment d'Recht huet, esou Moossnamen iwwert de Wee vun Ordonnancen ze dekretéieren.

Manner kloer war an der Vergaangenheet awer, datt d'Familljeministesch hirersäits keng legal Basis huet, fir sanitär Moossname virzeschreiwen, well d'ASFT-Gesetz dat net hiergëtt.

En drëtten Acteur, deen nieft deenen zwee Ministèren, vun deenen ech elo geschwat hunn, net vergiess däerf ginn, ass dann dee vun der Sécurité sociale, dee fir d'Assurance dépendance zouständeg ass, wuel wëssend datt e groussen Deel vun de Bewunner vun den Alters- a Fleegeheimer zu de Beneficiairë vun der Assurance dépendance gehéiert. Dat mécht de System ganz komplex.

Fazit ass fir eis, datt de Groupe de travail sech mat engem eebe grad ganz komplexe Secteur beschäftegt huet, deem seng Organisatioun fir vill Mënschen eppes ass wéi e Buch mat siwe Sigelen.

Opgrond vu senger primärer Missioun, an zwar der Fleeg vu vulnerabele Mënschen, steet dëse Secteur a sanitäre Krisenzäiten d'office méi am Fokus an en ass och d'office méi gefuerdert wéi an deenen Zäiten, wou d'Welt normal dréit.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Dir Dammen an Dir Hären, de Rapport Waringo 2 - et geet jo elo net ëm den Haff - weist déi volatill a geféierlech Situatioun an den Haiser. An et war eng Situatioun, op déi béid Ministère séier hu misse

reagéieren. D'Opléschtung vun deene verschiddene Kommunikatioune vun den Autoritéiten un déi Responsabel vun den Haiser - et ass de Punkt 6 vum Rapport - liest sech am Fong wéi e Logbuch vun der Pandemie, an där et drëms geet, eng Faart duerch e geféierlecht Gewässer ouni all ze vill Schued ze iwwerstoen.

Am Géigesaz zu engem Tagebuch, wat jo vill Leit gäre schreiwen, ass e Logbuch verbindlech an déngt als Beweismëttel respektiv als Dokumentatioun vu villen Efforten, wou jiddwereen, an dovu sinn ech iwwerzeegt, säi Bescht ginn huet.

Net vergiessen däerf een an deem laange Prozess vun der Krisegestioun, datt de Virus ëmmer op en Neits mat Iwwerraschunge verbonnen ass an datt en och nach haut net berechebar ass. Am Fong huet de Kenntnisstand kontinuéierlech geännert, wann een iwwerhaapt vu Kenntnis ka schwätzen. A grad dowéinst muss een einfach emol unerkennen, an dat géif jiddwerengem gutt zu Gesiicht stoen, datt et fir d'Gestioun vun enger Pandemie keng fäerdeg Rezepter a Gebrauchsuweisunge gëtt, weeder zu deem Moment, wou se ausbrécht, nach zu deem Moment, wou se scho laang amgaangen ass, a vill Méint duerno.

An och haut, wäit no engem Joer, leien net op alle Pläng eenheetlech wëssenschaftlech Erkenntnisser vir, wat d'Effikassitéit vun där enger oder anerer Moossnam ugeet, wat natierlech vill Onsécherheet schaaft. Datt d'Fuerscher selwer mat der ganzer Sintflut u Studien haderen a sech selwer net iwwerall eens ginn, jo, souguer sech widderspriechen, wann et drëms geet ze definéieren, wéi eng Moossnam dann elo ganz sënnvoll an effikass ass a wéi eng net oder manner, seet scho genuch. An duerfir si mer iwwerzeegt, datt grad wéi bei der Influenza-Gripp no Joerzéngten och nach un der Covidpandemie wäert gefuerscht ginn.

Dat Eenzegt, wat längst feststeet a wat och bewisen ass, ass, datt eng Pandemie just mat flächendeckenden Impfungen ausgerott ka ginn an datt Tester en zousätzleche Schutz assuréieren. Wat méi Leit sech impfe loossen - an einfache Wierder -, wat mir d'Pandemie méi séier lass sinn.

Net fir näischt setzt d'Regierung dowéinst geziilt op béid Instrumenter, op d'Impfen an op d'Testen, mam Resultat, datt mer e gutt Stéck Fräiheet konnten zréckgewannen an datt d'Stierffäll an den Alters- a Fleegeheimer, grad wéi och an de Spideeler, nees op en normalen Niveau zréckkomm sinn, nodeems natierlech eng Rei Clusteren entstane ware mat de Konsequenzen, déi mer kennen an déi traureg sinn.

De Rapport, deen dës Clusteren an engem breet gefächerte Kontext ënnersicht, ass, wéi gesot, nëtzlech, fir d'Haiser an hir Situatioun besser kennen ze léieren an ze verstoen. Als eent vu villen Elementer schreift de Rapport sech awer och an de Gesamtkontext vun der Krisegestioun an. Wichteg ass mir hei, ze betounen, datt dës Gestioun net nëmmen an den Alters- a Fleegeheemer vill Efforte verlaangt huet, mee och an allen anere Secteuren. Dat sinn der jo net grad wéineg. An och déi mussen analyséiert ginn.

Den Ënnerscheed, Dir Dammen an Dir Hären, zu deenen anere Secteuren ass allerdéngs deen, dass de Fleegesecteur ee vun de vulnerabelsten a sensibelsten Terrainen iwwerhaapt ass. Betraff sinn ëm déi 4.800 Persounen, déi entweeder an engem Altersheim oder an engem Fleegeheim liewen, wuel wëssend datt zousätzlech iwwer 10.000 ofhängeg Persoune laut dem Prinzip vum Maintien à domicile vun der Assurance dépendance doheem versuergt ginn an och geschützt a gefleegt musse ginn.

D'Analys vum Aarbechtsgrupp huet sech, wéi d'Motioun et verlaangt huet, op d'Strukturen an op hir Bewunner limitéiert an domat op déi Vulnerabelst vun deene Vulnerabelsten, iwwert déi ech e puer Wierder wéilt verléieren.

Den duerchschnëttlechen Alter vun de Bewunnerinnen a Bewunner, de Residenten, geet kontinuéierlech erop. Momentan läit e bei enger Moyenne vu 84,9 Joer. De medianen Alter läit sengersäits bei 87 Joer, dat heescht datt 50 % vun de Bewunnerinnen a Bewunner méi al si wéi 87 Joer. Dobäi handelt et sech ëm Mënschen, déi net méi doheem kënne liewen, well déi vill Aiden a Prestatiounen, déi all Assuré doheem an Usproch huele kann, net méi duerginn, fir déi betraffe Persoune genuch ze ënnerstëtzen, hinne genuch Soinen a Sécherheet ze assuréieren. A wa se dann an eng Institutioun iwwerwise ginn, heescht dat also automatesch, datt hire Gesondheetszoustand extreem vulnerabel ass, dëst och doduerch, datt vill Persounen oft net just un enger, mee u méi Virerkrankunge leiden, déi sech am Laf vun der Zäit cumuléieren, ugefaange bei Häerzkreeslafstéierungen, héijem Bluttdrock, Insuffisance rénale, chronesche Bronchitten, erliddenen AVCen, degenerative Krankheete bis hin zu kognitiven Troubelen a schwéierer Demenz.

Den Epidemiolog, de Joël Mossong, deen am Aarbechtsgrupp matgeschafft huet, war virun e puer Wochen an der Santéskommissioun op Besuch an huet vu Polypathologië geschwat, déi am Kontext vun den analyséierte Stierffäll ganz relevant waren. Derbäi koume sougenannte Pathologies sous-jacentes, déi bis dohin net erkannt gi waren an d'Personal vun den Haiser virun nach méi grouss Erausfuerderunge gestallt hunn.

Ginn dës ganz staark virbelaascht Persounen nämlech vum Covid, mee och vun anere Viren infizéiert, läit et op der Hand, datt se extreemst gefäerdet sinn, souguer dann, wa se geimpft sinn. D'Ursaach ass, datt d'Immunäntwert bei eeleren, virerkrankte Mënsche generell méi schwaach ass an datt de Risiko vun enger sougenannter Duerchbrochinfektioun noutgedronge méi héich läit. An et ass och esou, datt de Vaccin bei eelere Leit zu manner Immunitéit féiert, och dann, wa se net virerkrankt sinn. Trotz zwou Impfunge kënnen eeler Leit also méi wéi anerer de Virus nach erwëschen an dru stierwen, och wann déi Fäll méi rar sinn. Am Hibléck op d'Zukunft stellt sech dann awer och d'Fro vun der drëtter Impfung bei dëse Mënsche prioritär.

Här President, ech soen dat ganz sécher net, fir iwwert déi eng oder aner Schwaachstellen ewechzekucken, déi am Rapport opgeworf gi sinn, esou zum Beispill vun der „deroutanter" - wéi den Här Waringo et ausgedréckt huet - Kommunikatioun respektiv dem Fait, datt d'Schnelltester fir d'Personal an d'extern Prestatairen net fréi genuch obligatoresch gi sinn. Dës Schwaachstelle mussen thematiséiert ginn, natierlech mam Zil, et an Zukunft nach besser ze maache wéi an der Vergaangenheet. Ech soen et awer och einfach, fir d'Realitéit an hirem Ganzen duerzestellen.

Fakt ass, datt déi sanitär Konzepter, mee och de virbildlechen Asaz vum Personal net verhënnere konnten, datt vill Mënschen um Virus oder mam Virus gestuerwe sinn. Eng traureg Tatsaach ass och, datt déi Persounen, déi mam Doud vun engem Familljemember, engem Frënd oder enger Frëndin konfrontéiert waren, ganz vill matgemaach hunn an eist déifst Matgefill verdéngen. Vill matgemaach hunn och d'Familljen, besonnesch och zu där Zäit, wou se hir Nächst net konnte besichen, well dës an hiren Zëmmeren isoléiert waren.

Dat féiert mech dann zu der wichteger eethescher Fro, wéi et ka geléngen, eng gesond a mënschewierdeg Balance tëscht den individuelle Fräiheeten an de Grondrechter op där enger Säit an dem sanitäre Schutz vun der Populatioun op där anerer Säit hierzestellen.

Dës Fro gëtt am Rapport net weider analyséiert a scho guer net jugéiert, well se net zur der Missioun vum Grupp gehéiert huet, a si géif och iwwert déi reng sanitär Analys erausgoen. Si ass awer net onwichteg. Sou weist den Här Waringo drop hin, datt dëse Punkt fundamental ass an datt en am Laf vun der Krisegestioun e ganz dominante Sujet war, wéi gesot, ouni en ze jugéieren. An en huet och geschriwwen, datt dëst Theema d'Decisioune vun Ufank u beaflosst huet.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut kann ech nëmme widderhuelen, wat ech scho viru Méint an enger Heure d'actualité gesot hunn op dëser Plaz. Si war vum Kolleeg Marc Spautz ugefrot ginn, fir iwwert déi vill kritiséiert Isolatioun vun de Bewunner an hiren Zëmmeren ze diskutéieren. Schonn deemools hunn ech betount, datt d'Decisioun oder besser gesot d'Recommandatioun, d'Residenten ze isoléieren, ganz sécher net aus Nonchalance, Inkompetenz oder Indifferenz getraff ginn ass. Dëse Schrëtt ass eenzeg an eleng aus Virsiicht gemaach ginn an aus der Angscht eraus, an enger iwwerraschend schwiereger Situatioun e Feeler ze maachen.

Gëschter huet den Här Waringo e Schwäizer Artikel zitéiert, deen et op de Punkt bruecht huet. An der Schwäiz hunn d'Heemleedungen Drounge kritt, wa Persoune gestuerwe sinn, well se sech am Kontakt mat aneren ugestach haten. Gläichzäiteg hu se Drounge kritt, wa se déi vulnerabel Persounen aus Virsiicht isoléiert hunn. Zu Lëtzebuerg war et net vill anescht.

Datt d'Isolatioun letztendlech net dee richtege Wee ass, well se schwéier zoumuttbar an eethesch net vertriedbar ass, huet zu Lëtzebuerg séier Konsens fonnt. An dowéinst huet d'Familljeministesch zesumme mat der COPAS a mat den Haiser nei Weeër ageschloen an en Ampelsystem op d'Bee gestallt, deen de Besuch an den Heemer grondsätzlech, mat den néidegen Ausnamen natierlech, nees erlaabt huet. Dëst war an eisen Aen eng ganz positiv Entwécklung, déi och emol muss ervirgestrach ginn, wa mer hei nëmme vu Schwaachstelle schwätzen.

Domat ass en aneren Doud verhënnert ginn. Et ass en Doud, dee sech „mort sociale" nennt an duerch Vereinsamung entsteet. Et ass en Doud, deen an eiser wäertorientéierter Gesellschaft op d'mannst esou bedenklech ass wéi am Alter un engem Virus ze stierwen.

Als ganz positiv bewäerte mir dann och, datt d'Zesummenaarbecht tëscht béide Ministèren, der COPAS, der AMMD an den Haiser sech am Laf vun de Méint kontinuéierlech verbessert huet an datt vill Efforte gemaach gi sinn, net nëmmen, fir d'Bewunner besser ze schützen, mee och, fir se medezinnesch besser ze versuergen.

Dës Zesummenaarbecht huet dann och derzou geféiert, datt d'Haiser och nuets an iwwert de Weekend Generalisten zur Verfügung haten. Datt mer eng Penurie u Generalisten hunn, ass natierlech kloer, mee ech mengen, dat ass hei net d'Theema.

Vill Hospitalisatioune konnten op déi Manéier op alle Fall verhënnert ginn an domat och dee ganz belaaschtenden Transfert vu kranke Mënschen an eng aner an oft friem Institutioun.

Wat allerdéngs ze denke gëtt, sinn déi infrastrukturell Problemer, déi sech an deem engen oder aneren Haus nach ëmmer stellen, se si schonn oft genannt ginn. Ech schwätze vun Nidderkuer, wou vill Zëmmeren nach net emol iwwer eng Toilette verfügen, oder awer dem Fait, datt et wéinst feelende Raimlechkeeten net méiglech war, Leit a klenge Gruppen ze impfen, esou wéi dat an den Impfzentere gängeg ass.

D'Léier, déi mer heiraus mussen zéien, ass déi, datt kee Wee laanscht d'Konstruktioun vu modernen an zäitgeméissen Infrastrukture fir de Fleegesecteur féiert, iwwerall do, wou se feelen. An duerfir begréisse mir ausdrécklech, datt op deem Niveau net gespuert wäert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ier ech zum Schluss kommen, wéilt ech nach eng kleng Remark maachen. D'Membere vum Groupe de travail hu bei der Ausaarbechtung vum Rapport insgesamt eelef Visitte gemaach an hu sech sur place mat de Responsabelen a mam Personal vun 18 verschiddene Strukturen ausgetosch.

Wéi een am Rapport ka liesen, haten déi Befroten e grousse Bedarf fir ze schwätzen a sech matzedeelen an hir ganz perséinlech Erliefnisser ze beschreiwen. An dëse Gespréicher huet sech gewisen, datt vill vun hinne markéiert waren, net vun hirer schwiereger Aarbecht, mee vun eenzelne politeschen Aussoen a vum negativen Discours an de soziale Medien. Si hu sech selwer, hiren Engagement an hir Aarbecht net ëmmer geschätzt gefillt a sech ongerecht behandelt gefillt.

Ech muss soen, datt mir als Gréng déi do Entwécklung zudéifst bedaueren. An dowéinst läit mir als Vertriederin vun eiser Fraktioun och drun, deene ville Mënschen, déi an de Strukture schaffen, nach eng Kéier eis déif Unerkennung auszeschwätzen, esou wéi meng Virriednerin an och déi aner Riedner dat op dëser Plaz gemaach hunn. Ech mengen, mir mussen hinnen all zesumme Merci soen, well si hunn et verdéngt.

An duerfir wënschen ech mir och ëmsou méi, datt d'Debatt iwwert d'Gestioun vum Fleegesecteur méi e positiven a konstruktiven Dréi kritt wéi an der Vergaangenheet. Hei geet et net drëms, op d'Leit ze klappen, mee op de Virus. An et geet och net drëms, Zizanie ze streeën. Et geet drëms, de Feind ze verdrängen an de Feind nennt sech „Virus".

Här President, e leschte Punkt, deen ech nach wéilt thematiséieren, ass dann dee vun der Gouvernance, deen am Rapport och zu gewësse Kriticke geféiert huet. Eng Krisesituatioun wéi déi vun der Pandemie kann natierlech och gewësse Schwaachstellen an der Gouvernance un d'Liicht bréngen. Esou gëtt am Rapport drop higewisen, datt d'Kommunikatioun vun de Recommandatiounen un d'Alters- an d'Fleegeheemer fir eng gewësse Konfusioun gesuergt huet. Dat louch ënner anerem dorunner, datt net ëmmer kloer war, wéi eng Instanz oder wéi e Ministère dee richtegen Uspriechpartner war.

Et ass kee Geheimnis, och scho virun der Pandemie stoung d'Fro vun enger effizienter Opdeelung vun de Kompetenzen am Laf vun de leschte Jore reegelméisseg am Raum, wuel wëssend, datt Ressortiwwerschneidungen och an anere Beräicher ni ausbleiwen.

An deem Sënn kann een hei vu Querschnëttskompetenz schwätzen, déi eng gutt Organisatioun viraussetzt an en zentralen Urspriechpartner brauch. Dobäi kënnt an dësem Fall, datt d'Roll vun den Haiser konstant am Wandel ass, ënner anerem, well déi medezinnesch Komponent am Fleegesecteur ëmmer méi weesentlech gëtt. D'Ursaach läit zum Beispill dodran, datt d'Liewenserwaardung vun de Residenten ëmmer méi héich gëtt a vill Mënschen trotz oder mat verschiddene gesondheetleche Gebriechen a Pathologien ëmmer méi al ginn an an den Haiser bleiwen.

Eng kloer Struktur, déi d'Kompetenze vun deenen engen an deenen anere formell zesummebréngt, ass an deem Sënn ganz hëllefräich. Si ass souwuel am Sënn vun enger besserer Reaktivitéit wéi och am Sënn vun enger méi klorer Opdeelung vun de Kompetenzen.

An da kommen ech bei d'Motioun, déi vum Gilles Baum deposéiert ginn ass. Déi geet ganz genee an déi richteg Richtung an dowéinst fënnt se déi voll Ënnerstëtzung vun der grénger Fraktioun. Si fuerdert d'Mise en place vun enger Commission permanente fir de Secteur vum Drëtten Alter mat gesetzlecher Basis.

Doriwwer eraus sollte mer eis och méi grondsätzlech mat der Evaluatioun vun den ëffentleche Politicke beschäftegen, esou wéi den Här Waringo dat och ugestouss huet. D'Chamber huet sech déi Missioun eigentlech scho selwer ginn. Am Ausland ass längst üblech, datt onofhängeg Gremie reegelméisseg e kritesche Bléck op déi konkreet Ëmsetzung vun de sougenannte „politiques publiques" geheien a Verbesserungsvirschléi maachen.

Dëse Rapport ass e gutt Beispill, wéi e multidisziplinäert Team nei Erkenntnisser ka liwweren, och wa se net ganz komplett sinn, an zwar Erkenntnisser, déi onopgereegt an onofhängeg recherchéiert gi sinn an eng gutt Grondlag fir frësche Wand an de politeschen Decisiounen duerstellen.

Eng wichteg Konditioun ass natierlech déi, datt d'Banque nationale de données opgestallt gëtt, déi et erlaabt, déi eenzel Secteuren an aller Transparenz ze evaluéieren. Well wéi sot den Här Waringo gëschter ganz richteg: „Nëmmen, wat ee ka moossen, kann ee verbesseren." An duerfir brauch een déi néideg comparabel Indicateuren.

Am Numm vun der grénger Fraktioun begréissen ech ausdrécklech, datt d'Reform vum ASFT-Gesetz och dësem Volet wäert Rechnung droen. Si wäert derzou bäidroen, datt dee ganz komplexe System méi modern a méi transparent gëtt an datt en an Zukunft nach besser dosteet wéi an der Vergaangenheet.

Dir Dammen an Dir Hären, och wa mir bis haut besser duerch d'Kris komm si wéi déi meescht aner Länner an am internationale Ranking, kann ee soen, jo, op der zweeter Plaz leien, quitte datt ee bei Enquêten oder Etüden heiansdo virsiichteg muss sinn, esou heescht dat net, datt mir d'Hänn an de Schouss wäerte leeën.

Dëse Rapport dréit och zur Motivatioun bäi, e Gesamtbilan vun der Krisegestioun opzestellen an d'Kräften ze bündelen am Hibléck op d'Zukunft. A fir déi Zukunft opzebauen, brauche mer och Iech, Madamm Familljeministesch, an duerfir hu mir och eist vollt Vertrauen an Iech.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och der Madamm Lorsché. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup *(ADR).*- Merci. Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der ADR wëll ech och hei dem Här Waringo a senger Ekipp Merci soe fir dee Rapport, oder besser déi Bestandsopnam, déi se geschriwwen hunn an déi se gëschter presentéiert hunn, dat opgrond vun de Virkommnisser an den Alters- a Fleegeheemer - 345 Doudeger, 113 Clusteren.

Den Här Waringo a seng Ekipp haten zwee Méint Zäit a si soen och, dass dat am Fong net duergaangen ass, fir eng richteg déifgräifend Analys ze maachen. Dat ass schued, mee mir mussen domadder liewen.

Ier ech awer op de Rapport kommen, wollt ech och eppes hei betounen, wat mech dach awer ganz staark gestéiert huet am Laf vum Dag, haut de Moien, dat war effektiv déi ugesote Pressekonferenz vun der Madamm Ministesch fir d'Gesondheet an der Madamm Ministesch fir d'Famill um hallwer eng. Ech hunn dat en Affront fonnt par rapport zu der Aarbecht vun der Chamber, an dat weist am Fong déi Absicht, fir dat ze maachen. Ech weess net, firwat et net gemaach ginn ass, aus Zäitgrënn oder wat och ëmmer, mee déi Absicht weist am Fong, dass d'Regierung dëst Parlament net esou eescht hëlt, wéi se et misst eescht huelen.

Dem Här Waringo säi Rapport, jo, den Här Waringo ass hei kee Procureur, kee Riichter. Hien huet keng „Anklageschrift" geschriwwen, en huet souguer keng Konklusioune gezunn. Dat iwwerléisst en eis. Déi eng zéien dann déi eng Konklusiounen, déi aner déi aner. Mee ech mengen, dass et, wann een de Rapport liest, ganz interessant ass, wat eeben zwëschent den Zeile steet, well ech mengen, dass den Här Waringo e Mënsch ass, dee ganz diskreet an zréckhalend ass, an dass en dat och esou am Rapport ausgedréckt huet.

Awer wann een et eebe genee esou liest, da fënnt een eraus, wou de Schong dréckt. An en huet et och gëschter gesot heibannen. Mir hunn héieren, wat e gesot huet iwwert d'Situatioun an den Heemer: „kee Plang", „alles schlecht ukomm", „vag", „onkloer", „erstaunlech", „Duerjerneen", „Feeler". Dat alles, an ech wäert nach e bëssen drop agoen, huet derzou geféiert, dass mer hei zesumme mat deenen dräi aneren Oppositiounsparteien nach eng Kéier d'Demissioun vun der Madamm Cahen froen. Si soll als Ministesch ophalen a bei de Groussherzog goen, fir d'Demissioun anzereechen.

D'Regierung ass ugetrueden an huet gesot, déi vulnerabelst Leit misste geschützt ginn, dat wier d'Prioritéit. Dat ass awer hei net anstänneg geschitt an d'Madamm Cahen huet duerfir déi politesch Responsabilitéit.

Erauskomm ass dat Ganzt am Mäerz zu Nidderkuer oder besser gesot, jo, an der Gemeng Käerjeng

duerch den Här Wolter, wou vun der Madamm Cahen geschwat ginn ass vun engem Cluster vu 5 Doudegen, a Wierklechkeet waren et der awer scho 15, a wou ee sech also froe konnt: Wat gëtt hei erofgespillt oder wat gëtt hei verheemlecht?

Doropshin ass et hei den 1. Abrëll zu enger Debatt komm, wou schonn déi ganz Oppositioun, déi sech jo soss net onbedéngt eens ass, sech awer deemools eens war, fir d'Demissioun ze froen. D'Reaktioun vun der Madamm Ministesch dorobber war an eisen Aen an an den Ae vu ville Leit eng Frechheet. Si ass nämlech guer net op d'Kriticken agaangen. Si huet einfach opgezielt, wat si gemaach huet, oder besser gesot, wat si gemaach hätt.

Wann een deen Dag gutt nogelauschtert huet an de Waringo-Rapport elo kennt an et kuckt een déi dräi Saachen zesummen, déi ech elo wäert nennen, da kënnt een zu enger interessanter Feststellung. Éischtens emol kuckt een: Wat huet deemools den 1. Abrëll d'Oppositioun gesot? Wat huet d'Madamm Cahen deemools gesot? A wat steet am Waringo-Rapport?

An da muss een zur Feststellung kommen: Ma de Waringo-Rapport, dee stellt d'Madamm Cahen blouss! Si gëtt bloussgestallt, well all déi Saachen, déi am Rapport stinn, dat sinn am Fong déi Saachen, déi d'Oppositioun hei deemools gesot huet an déi si deemools net wollt agesinn an eebe gréisstendeels och elo nach net.

Si geet zwar elo hin an huet och hei an hirer Ried de Rapport kritiséiert, zum Beispill an der Fro vun der Educatioun, well den Här Waringo hat jo gesot, an der Educatioun wier e bessere Plang gewiescht. Dat huet d'Madamm Cahen hei kritiséiert. Och aner Saachen aus dem Rapport. Dat ass natierlech och ze notéieren.

Mir haten, jo, 345 Doudeger, 113 Clusteren, keng Recommandatioune wärend Méint. D'Ministesch huet hir Verantwortung do net geholl.

An ech wëll och deem widdersprieche n, wat meng dräi Virriedner hei gesot hunn, déi Saach mam „Spiegel", wou am „Spiegel" jo steet, dass Lëtzebuerg anscheinend esou gutt duerch déi ganz Pandemie komm ass, zesumme mat Finnland an Norwege géif Lëtzebuerg da ganz uewe leien, wat se awer net gesot hunn.

Do gi ganz aner Facteure gekuckt am „Spiegel". Zum Beispill ass do de Facteur „Abroch vum PIB" derbäi. Dorëms geet et jo hei guer net. Duerfir fannen ech och, dass déi Etüd, déi do am „Spiegel" gemaach gëtt, hei absolutt net ze zitéieren ass.

Wa mer just déi zwee Länner kucken, Norwegen a Lëtzebuerg, hat Norwege proportionell gesinn zéngmol manner Doudeger wéi Lëtzebuerg. Lëtzebuerg war och net dee Schlechtsten. Lëtzebuerg läit iergendwou an der Mëtt am europäesche Verglach, net bei deene ganz Gudden, net bei deene ganz Schlechten, mee eebe mëttelméisseg. Dat ass wichteg! Do kënnt Der d'Zuele kucke vun den Doudege pro eng Millioun Awunner. Hei leie se. Gutt.

Dann huet den Här Waringo och gesot: „déi formidabel Aarbecht, déi um Terrain gemaach ginn ass!" An déi Leit, wann ee mat hinne schwätzt, och déi Responsabel, déi soen, dass se sech am Stach gelooss gefillt hunn.

Am Stach gelooss hu mir eis och hei an der Chamber am Januar gefillt, wéi eng Motioun hei diskutéiert ginn ass vun der Madamm Hansen, fir e Plang auszeschaffen, fir déi geféierdet Persounen, also déi vulnerabel Leit, besser ze schützen. D'Madamm Cahen war net hei. Dat war fir mech e ganz schlecht Zeechen, en Zeeche vun Desinteressi un deem Ganzen. Si wollt net hei lauschtere kommen, wéi mir e Plang gefuerdert hunn, dee si net gemaach hat. Si wollt sech d'Fangeren net verbrennen. An dat Ganzt weist och e bëssen déi Inkompetenz, déi awer deelweis do ass.

D'Feele vum Kriseplang: Et war keen do, d'Oppositioun huet ee misse fuerderen. Firwat muss eng Oppositioun hei no Méint e Kriseplang fir déi vulnerabel Leit fuerderen? Well d'Regierung en net gemaach huet! Och den Här Waringo huet gesot, am Summer wier genuch Zäit do gewiescht, fir e Kriseplang auszeschaffen. Dat ass leider net gemaach ginn.

D'Kommunikatioun: Den 18. Mäerz geet e Bréif eraus, ouni Entêtëpabeier, non signé.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

De 15. Mee 2020 geet e Bréif eraus ouni Entêtëpabeier, non signé, den 20. Mee idem an da vu Juni bis Oktober näischt, obwuel d'Situatioun am Oktober ugefaangen huet, ganz grav ze ginn. Also mir muss emol een erklären: Firwat gëtt e Bréif erausgi vum Staat, wou keng Ënnerschrëft drop ass a keen Entêtëpabeier?

An ech wëll elo eng Klammer opmaachen, et ass vläicht béis elo, mee ech soen et awer. Am November 2019 hat d'Madamm Cahen e Bréif gemaach un de Stater Geschäftsverband, fir sech iwwert den Tramschantier opzereegen - Dir hutt dat vläicht vergiess! -, an do huet se awer den Entêtëpabeier vum Familljeministère benotzt an hir Ënnerschrëft. Ech verstinn net, firwat se dat an enger privater Situatioun deemools gemaach huet an hei, menger Meenung no, bewosst net.

Alles dat ass schlecht ukomm an den Haiser an, dat huet den Här Waringo och gëschter gesot, och schlecht bei him: Bréiwer, déi net ënnerschriwwe ginn, net datéiert sinn, keen Entêtëpabeier hunn.

Vag Recommandatiounen, eng erstaunlech Situatioun. „Wann d'Infektioune klammen, kënnt keng Recommandatioun", huet den Här Waringo gesot. D'Madamm Cahen huet do d'Verantwortung net geholl. Si huet se op de Gesondheetsministère ofgedréckt an deen huet missen d'Feier läschen, esou gutt wéi et eebe gaangen ass.

An déi Motioun, déi elo grad hei proposéiert ginn ass, déi ass ganz interessant, well déi Motioun, déi ass am Fong en Aveu, en Aveu, dass d'Saachen net esou gelaf sinn, wéi se hätte misse lafen. Do gëtt nämlech proposéiert, eng Commission permanente anzesetzen, fir alles dat nozehuelen, fir déi Aarbecht ze maachen, déi am Fong de Familljeministère all déi lescht Méint hätt misse maachen. Dat wär d'Aarbecht gewiescht vun der Ministesch. Dat ass net geschitt!

Da steet an där Motioun: „gutt Zesummeschaffen." Dat ass awer net d'Bild, wat mer gëschter krute vum Här Waringo. Do war en Duerjerneen tëscht Gesondheetsministère a Familljeministère, do war kee Mateneen, do waren Divergenzen, et war keng Linn do, widderspréchlech Empfeelungen. Wien hat d'Soen? An dass den Här Waringo eng Propos mécht - e proposéiert nämlech, d'Altersheemer an d'Fleegeheemer ënnert de Gesondheetsministère ze stellen -, dat bestätegt jo subtill, dass eppes beim Familljeministère net geklappt huet, wéi et hätt missen.

Konkreet Feeler, déi geschitt sinn: de sougenannte „Sperrgürtel" oder „cordon sanitaire"; d'Prioritéit fir ze impfen, wou Leit, déi Kontakt hate mat de vulnerabele Persounen an den Altersheimer, net prioritär geimpft gi sinn. Zum Beisill déi Fraen oder Männer, déi fir d'Botzen zoustänneg waren, oder d'Coifferen, déi am Kontakt ware mat de Persounen an den Heemer, déi sinn net prioritär geimpft ginn. Par contre si Leit, déi an de Büroe souzen a kee Kontakt hate mat de vulnerabele Persounen, geimpft ginn.

Et louch also net drun, an dat schreift den Här Waringo och, dass dee Moment net genuch Impfstoff do war. Et louch dorunner, dass den Impfstoff net anstänneg verdeelt ginn ass. An dat huet negativ Konsequenze gehat. An dat huet den Här Waringo och richtegerweis kritiséiert.

Da kann ee sech och Froe stellen, dat ass elo net hei gesot ginn, wéinst der Reiefolleg vum Impfen. D'Altersheim zu Nidderkuer ass geimpft ginn op 66. Plaz. Wann ech mech net ieren, sinn de 6. Januar d'Impfungen an Altersheimer ugaangen an Nidderkuer war eng vun deene leschte Plazen, déi drukomm sinn. An ech froe mech, firwat. Well wann een hei déi positiv Fäll vun Enn Dezember bis Ufank Januar kuckt, da stellt ee fest, dass am Süde vum Land grad déi meescht Infektioune waren. Ech ginn zou, am Nachhinein ass ee méi clever, mee hätt een net missen higoen an eebe geografesch kucken, do an deene Regiounen, wou d'Leit sech am meeschten ustiechen, an de Fleegeheemer an an den Altersheemer als Éischt ze impfen?

D'Impressioun, déi d'Leit hunn, ass also: Do ass net op der Héicht geschafft ginn! Et ass ze spéit reagéiert ginn. Et ass ze laang nogekuckt ginn, och am Verglach zu den Nopeschlänner. Do ass eis Situatioun net gutt!

Mir hunn en héijen Niveau vun Infizéierte gehat zu engem gewëssene Punkt, eebe besonnesch an den Alters- a Fleegeheemer. Mir haten eng Iwwerstierflechkeet, eng Surmortalité, an 345 doudeg Bewunner ze bekloen.

Ech mengen, dass et do nach hätt misse méi gi wéi just de Rapport. Firwat net - doriwwer ass d'leschte Kéier geschwat ginn - eng Enquêtëkommissioun? Dozou ass et awer net komm.

Iergendwann geet et eeben duer. An d'Aufgab vun der Oppositioun ass et, d'Aarbecht vun de Ministeren a vun der Regierung ze kontrolléieren. An dat hu mir hei gemaach. An dat si mer 345 Doudegen, hire Familljen an de Bierger, all de Bierger hei am Land, schëlleg. A wa mir trotzdeem nach iergendwéi eenegermoossen derduerchkomm sinn, dann nëmmen, well déi Verantwortlech um Terrain hiert Bescht gemaach hunn a well déi grouss Majoritéit vun den Awunner ganz disziplinéiert war. Duerfir soll een hinne Merci soen a mir soen hinnen e grousse Merci.

Der Ministesch Madamm Cahen par contre soe mer net Merci. Well Dir hutt net méi d'Vertraue bei de Leit, net méi bei den Haiser um Terrain, net méi bei deene Leit, déi um Terrain schaffen, net méi bei de Responsabelen. An duerfir biede mir Iech: Gitt bei de Groussherzog a reecht Är Demissioun an!

Merci.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président*.- Merci, Här Keup. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Myriam Cecchetti** *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'alleréischt emol, vun déi Lénk dem Här Waringo mat senger multidisziplinärer Ekipp e grousse Merci ze soe fir dëse Rapport, deen een eigentlech schonn e Joer éischter hätt missen an Optrag ginn, da wär eis an och ganz ville Familljë vill Leed a Misär erspuert bliwwen.

Wa mir elo awer just dëse Rapport als eppes kucken, wat Erkenntnis gëtt iwwert dat, wat war, ouni ze kucken, wéi mir an Zukunft wëlle mat Krisesituatiounen ëmgoen, wéi mir eis Altersfleeg nach kënne verbesseren an eis Infrastrukturen a Stand setzen, da bréngt dat net vill.

De Rapport seet kloer aus, wou d'Responsabilitéiten hätte misse geholl ginn a wou se och an nächster Zäit musse leien: bei der Politik. Et geet dréms, datt mir als Politiker eis deene Problemer unhuelen a se verbesseren. Et geet dorëms, all déi Facetten, déi an dësem Rapport opgegraff goufen, ze analyséieren a Proposen auszeschaffen.

Villes muss anescht reglementéiert ginn. Et muss sech eppes änneren, och innerhalb vun der Regierung. Et liicht mir awer elo mol an, firwat d'Regierungsparteien esou eng Retizenz vis-à-vis vun Enquêtëkommissiounen un den Dag leeën. Mat dësem Rapport ass nämlech eng „black box" opgemaach ginn, déi „pas mal" ass. A stellt Iech emol vir, den Här Waringo hätt och nach méi Zäit gehat a seng multidisziplinär Ekipp wär och nach méi grouss gewiescht! Et kann een elo mol als Aussesteeënde verschidde Werdegäng novollzéien an deem doten Dossier a verstoen, firwat esou villes schifgelaf ass.

Här President, erlaabt mir hei och nach déi Bemierkung, datt dëse Rapport leider just an deem heite Beräich, CIPA an Altersheimer, gemaach ginn ass. Mee et wär sécherlech net vu Muttwëll, wann een dësen ausgedeent hätt op déi ganz sanitär Entwécklung, wéi et iwwregens och scho vun dëser Chamber an der Vergaangenheet gefrot gouf. Wie weess, wat net ass, ka jo nach ginn. Die Hoffnung stirbt zuletzt!

Vläicht gesinn d'Regierungsparteien elo endlech an, wat fir eng Plus-value dat wär, wann een op fiabel Zuele kéint zréckgräifen, wann een déi sanitär Moossnamen, déi getraff gi sinn, mol géif op de Leescht huelen.

Här President, déi zentral Fro, déi sech stellt, ass: Wat maache mir mat dësem Rapport? Welch Konklusiounen zéie mir dorauser? An dat betrëfft an éischter Linn emol déi direkt, onmëttelbar Zukunft. Si mir elo gerüst, fir wann ieren eng véiert Well kënnt? Ass de Cordon sanitaire elo en place? Hu mir elo Protokoller a Kriseplàng en place? Iwwerwaache mir d'Immunitéit vun de Persounen an de Strukturen, wou mir jo wëssen, datt d'Immunitéit mat der Zäit ofhëlt? Sinn d'Responsabilitéiten, d'Kompetenze mëttlerweil kloer definéiert ginn? Weess all Acteur elo genee, wat en ze dinn huet, wa mer erëm mat enger Krisesituatioun konfrontéiert sinn? Wéi eng Léiere gi gezunn, fir an Zukunft net déi selwecht Feeler ze maachen, net just, wat d'Pandemiegestioun ugeet, mee d'Entwécklung vun de Servicer am Beräich vun der Altersfleeg hin zu méi Responsabilitéit an der ëffentlecher Hand?

Am Réckbléck op déi sanitär Entwécklung an den Alters- a Fleegeheimer an opgrond vun de Constaten am Rapport erhoffe mir eis, datt elo zumindest gekuckt gëtt, de Recommandatioune vum Familljeministère eng legal Basis ze ginn, Pläng auszeschaffen, fir an Zukunft eng méi koordinéiert Zesummenaarbecht tëschent den zoustännege Ministèren an den Direktioune vun den Haiser ze erméiglechen, wou och kloer soll gesot ginn, wien de politeschen Uspriechpartner fir d'Leit um Terrain ass.

Et hätt een an der Period tëschent deenen zwou Wellen och misse vun den Haiser verlaangen, datt se Krisepläng ausschaffen an eraschécken, déi dann hätte kënne vun de Ministèrë validéiert ginn. Ma bon!

Kloer ass, datt et hei bis elo wéinstens zwee Patréiner gi sinn, déi ganz aner Richtlinnen hunn an och aner Kompetenzen. Déi eng Säit hu mir d'Santé mat ganz klore Virgaben, mat Contrainten, Ordonnancen, déi op enger legaler Basis bestinn an déi net falsch ze verstoe sinn. Gesetz ass Gesetz!

Op där anerer Säit hu mir d'Famille, déi Recommandatiounen erausgëtt, déi keng prezis Base légale hunn an déi ausgeleucht kënne ginn e bëssen esou, wéi dat engem grad an de Krom passt.

Hei hu ganz kloer déi Responsabel vun den Alters- a Fleegeheimer de Schwaarze Péiter gezunn. Wat och net gewosst ass, well et net analyséiert ginn ass, ass, ob verschidde Recommandatiounen iwwerhaapt mat verschiddene Gesetzer iwwereneen konnte stëmmen. Dat gëllt besonnesch fir d'Aarbechtsrecht, wann d'Personal aus den Alters- a Fleegeheemer muss verstäerkt an den Asaz a vläicht méi laang schaffe muss, wéi et legal erlaabt ass.

Dat gëllt awer och fir d'Teste vum Personal. D'Direktioune vun den Haiser sollen d'Personal dozou opruffen, sech reegelméisseg testen ze loossen. Si kënnen awer keen zwéngen, dat ze maachen, a si dierfe keng Informatioune froen an enregistréieren iwwert d'Impfbereetschaft vum Personal.

D'Direktioune mussen also iergendwéi kucken, esou Saachen informell erauszefannen, a si maache selwer Tester am Haus, fir sécher ze goen. Mee och do kënne sanitär Feeler ënnerlafen, besonnesch wann d'Raimlechkeeten net ideal sinn, fir physesch Distanzen anzehalen.

Här President, allgemeng waren d'Recommandatioune vum Familljeministère vill ze schlecht formuléiert an onmoosseg flou. Den Här Waringo huet e puer Beispiller a sengem Rapport genannt. Expressioune wéi „doivent", „aussi moins que possible" oder „si possible" oder „au besoin" oder nach „libre de prendre ses responsabilités" hunn näischt an enger Situation d'urgence verluer, wou schnell a radikal muss gehandelt ginn.

Wiem seet de Responsabelen dann elo, wéi esou Formulatiounen ausgeluecht solle ginn? Dat ass esou e Genre „débrouillez-vous! A wann et schif ausgeet, ass et Är Responsabilitéit!" Dës Recommandatiounen hate jo dann zum Deel emol keng Entête, keng Ënnerschrëft, keen Datum, wat zwar zimmlech laxistesch ass an e Manque de respect.

Här President, et huet sech jo dann erausgestallt, datt déi Recommandatiounen an der Noutsituatioun immens schlecht formuléiert waren, nodeems et iwwer eng ganz Period tëscht Juni 2020 a Februar 2021 bal guer keng Recommandatioune méi gi sinn. Och wa sech d'Situatioun iwwert dës Period vläicht berouegt huet, ass dat grad ee Moment, deen een hätt missen notzen, fir Bilanen ze zéien a sech op déi nächst Well virzebereeden, voire eng Situatioun wéi déi, déi am Oktober 2020 koum, ze verhënneren.

Här President, d'Kommunikatioun mat den Haiser war schlecht. D'Gestionnairë sinn am Ree stoe gelooss ginn. An eisen Aen huet d'Zerstéckelung vun de Responsabilitéiten am Beräich vun der Altersfleeg, wou ëmmer méi verschidden Acteuren, notamment privater, sech ëm d'Gestioun këmmeren, d'Saach méi schwéier gemaach, wéi wann de Ministère eng zentral Koordinatioun iwwerholl hätt.

En plus war all Gestionnaire oder Direkter vun engem Haus virun e komesche Fait accompli gestallt ginn. Si hu missen hir Entscheedunge selwer fällen, op Basis vu kontradiktoresche Recommandatiounen a mat de Suerge vum Personal an och de Familljë vun de Residenten am Réck. Si woussten net ëmmer, u wie se sech dann elo sollte wennen - d'Santé, d'Famille?

Bei de Recommandatioune vum Santésministère engersäits an der Famille anerersäits ginn et ganz kloer zwou Richtlinnen, déi diamétralement opposé sinn. Déi eng: D'Santé huet als Virgab, d'Populatioun ze schützen a strikt sanitär Moossnamen en place ze setzen, déi d'Infektiounszuelen erofdrécken, domadder awer och d'Fräiheeten aschränken. Déi aner, déi vum Familljeministère, muss deene sanitäre Recommandatiounen an der Santé Rechnung droen, mee wëllt gläichzäiteg keng Fräiheeten aschränken, fir sech d'Familljen net zum Feind ze maachen, mee och well all Haus seng Spezifissitéiten huet.

Fräiheete versus Protektioun ass eng ganz schwéier politesch an eethesch Fro. Et ass eng gesellschaftlech Fro, iwwert déi eigentlech hätt missen en ëffentlechen Debat geféiert ginn. Déi Fro ass awer vun der Regierung ni beäntwert oder thematiséiert ginn.

Déi Divergenz op där Fro tëschent Santé a Famille, tëschent DP an LSAP huet schlussendlech dozou geféiert, datt d'Responsabilitéit einfach un d'Haiser weidergi gouf. Menger Meenung no ass hei déi ganz Regierung mat responsabel, well et war un hir, dës Fro ze tranchéieren an d'Verantwortung ze iwwerhuelen an net un de Chargés de direction vun de Strukturen. A wann d'Regierung dozou net amstand war, dann hätt se d'Decisioun missen un d'Parlament weiderginn!

Här President, wärend der roueger Period tëschent den zwou Wellen hätt een awer kënnen en homogeent Reegelwierk, e gemeinsame Kader schafen, fir kloerzestellen, wie wiem säin Uspriechpartner ass, wéi d'Zesummespill tëscht de Ministèrë vun der Santé a Famille, der Assurance dépendance, de Gemengen, de private Strukture soll verlafen.

Bei enger dezentraliséierter Gestioun mussen dës Aspekter kloer sinn! D'Anhale vu Reegelen, wa se bis kloer gewiescht wieren, hätt missen iwwerpréift ginn. Dat ass och d'Verantwortung vum Familljeministère. De Familljeministère huet eng Mission de contrôle et de surveillance. Mee wann de Ministère keng kloer contraignant Recommandatioune gëtt,

kann e seng Kontrollmissioun natierlech och net erfëllen.

Här President, dëse Rapport huet eis gewisen, wéi wichteg et ass, sech op fiabelt Zuelematerial kënnen ze baséieren an dëst och kënnen ze vergläichen. Et war awer schwéier, un Donnéeën ze kommen, besonnesch hei am Land. Mee allgemeng ass dat och en europäesche Problem. All Land mécht jo e bëssen, wéi et wëllt. Dat huet d'Pandemie nach méi kloer zum Virschäi bruecht, mam Resultat, datt déi Donnéeën zum Deel net komparabel respektiv net harmoniséiert sinn.

Et ginn hei zu Lëtzebuerg keng Indicateurs de performance, fir d'Qualitéit vun der Altersfleeg an der Krisegestioun anstänneg kënnen ze moossen. Ouni Donnéeën an ouni Referenze kann een awer och schwéier Konklusiounen zéien a Verbesserungen aleeden - net nëmmen an dësem Beräich, mee an allen anere Beräicher och.

Mir hu schonn oft hei am Parlament méi Zuele verlaangt, zum Beispill am Logement oder bei de Steieren, fir datt een op Basis vu Fakte kann diskutéieren. Mee Digital Lëtzebuerg schéngt nach net esou wäit ze sinn.

Här President, d'Konklusioun vun dësem Rapport kann och net sinn, datt elo d'Responsabel aus dem Secteur mat all hire Leit, déi do schaffen an eng immens Aarbecht geleescht hunn, virun de Pranger gestallt ginn. D'Responsabilitéit läit bei der Politik. An déi ass Rechenschaft schëlleg! Net just ee Ministère, mee déi ganz Regierung läit an der Responsabilitéit an ass verantwortlech fir d'Feeler, déi an dësem Fall ënnerlaf sinn, an och d'Parlament, well et net scho vill méi fréi d'Handbrems gezunn a Saachen hannerfrot huet. Ech mengen, et wier gutt, eis selwer och ze hannerfroen.

Här President, am Rapport, dee sech jo och mat der Situatioun an den Nopeschlänner befaasst huet, fir d'lëtzebuergesch Situatioun komparativ ze analyséieren, ass och erauszeliesen, datt an deene Strukturen, déi an der ëffentlecher Hand an ëischter kleng an iwwersiichtlech waren an och genuch Personal haten, d'Leit och am mannsten um Covid gestuerwe sinn.

Och dat soll eis interpelléieren. A mir sollen als Staat hei eis Responsabilitéiten huelen a genee erëm dëse Secteur dohinnerbréngen, wou en higehéiert, nämlech an d'Gemengen, bei de Staat - an net bei privat Investisseuren, deenen et just ëm de Boni geet.

Dat ass net dat, wat verschidde Reformprojeten hei undeiten. Datt mir am Moment op der komplett falscher Schinn sinn, beweist dat neit ASFT-Gesetz. Dëst gesäit weeder gemeinsam Datebanke vir, nach ginn d'Reklamatioune systematesch erfaasst, wat een als Qualitéitsindicateure kéint huelen. Et gëtt keng Präistransparenz; et kann ee vu „Wildwuchs" schwätzen. A last but not least: De Logement encadré soll emol keen Agreement kréien, emol keng minimal ëffentlech Kontroll méi kréien! Gläichzäiteg läit och nach de Projet vun der Privatiséierung vu Servior um Dësch. Dat geet alles an déi komplett falsch Richtung!

Et ass also net just esou, datt de Familljeministère seng Responsabilitéiten an der Krisegestioun net gedroen huet, mee et gëtt en plus einfach stuer - awer wierklech stuer! - déi selwecht Politik esou weidergefëiert, déi d'Altersfleeg ëmmer méi a privat Hänn iwwergëtt an ëmmer manner accessibel mécht fir ëmmer méi Leit. Dat ass net ze verstoen! An dat do ass net nëmmen déi dote Richtung, do sinn och nach aner politesch Richtungen, déi stuer weidergefëiert ginn, obscho mer mat 200 an d'Mauer rennen!

Mir hoffen, datt d'Madamm Ministesch sech hirer Responsabilitéit an hirer Nonchalance an deem doten Dossier bewosst ass an agesäit, datt si besser huet ze demissionéieren.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Cecchetti. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt och vu menger Säit e grousse Merci un de Jeannot Waringo a seng ganz Ekipp, déi hei de Meritt huet, e faktuellen, nuancéierte Rapport virgeluecht ze hunn.

Wann awer de virleiende Rapport eppes duerstellt, dann ass et, datt dës Kris an den Alters- a Fleegeheemer net primär vun hirem Ministère de tutelle, mee vum Gesondheetsministère geréiert ginn ass. Wärend de Familljeministère sech ëmmer méi effacéiert huet, huet de Ministère de la Santé seng Responsabilitéite geholl. D'Familljeministesch war wärend dëser Kris bis elo esou onpresent, datt souguer d'Fro am Rapport opgeworf gëtt, ob een net misst iwwer eng nei Opdeelung vun de Ressorten nodenken an der Santé einfach direkt dee ganze Beräich vun de Soins fir eeler Leit iwwerginn.

Selbstverständlech ass eng sanitär Kris e Problem, deen een net ouni Bedeelegung vum Gesondheetsministère abordéiere kann. Datt dat awer net heescht, datt ee sech als Minister komplett senge Responsabilitéiten entzéie kann, an datt een och selwer aktiv misst ginn, hunn aner Ministèrë gewisen. Vum Mëttelstandsminister iwwert d'Sécurité sociale bis hunn zur Bildung hunn d'Ministeren agéiert.

A jo, ech muss hei souguer den Educatiounsministère luewen. Et iwwerrascht mech e bësse selwer, mee souguer eise Bildungsminister hat no enger zimmlech inaktiver Startphas, wou de Virus nach op magesch Aart a Weis d'Schoulen ëmgaangen huet, erausfonnt, datt en eppes maache misst. Wéi eng Mesuren zu wéi engem Zäitpunkt déi richteg ware fir d'Schoulen, doriwwer léisst sech elo ganz gutt streiden. Mee ëmmerhin: Et ass eppes geschitt! Egal wat ee vum Plang, dee fir d'Schoulen opgestallt gouf, hält - et gouf gemaach!

Vum Familljeministère konnt dogéint emol net dëse minimalen Aktivitéitskrittär erfëllt ginn. Mee dat ass u sech jo nach keng nei Informatioun. Dat hate mer jo och schonns virun dësem Rapport beklot. An duerfir gouf jo och drëm gebieden, datt eng approfondéiert Analys gemaach géif ginn.

Wat de Rapport engem awer elo nach eemol virun Ae geféiert huet, ass d'Ausmooss, an deem sech hei d'Ministesch virun hirer Verantwortung gedréckt huet. Recommandatiounen ouni Ënnerschrëft,- Datum oder Entête, vun deenen net kloer ass, ob se vun der Santé, der COPAS oder vläicht dach awer nach vum Familljeministère geschriwwe goufen. Wat also bei privatem Bréifverkéier ganz gutt fonctionéiert huet, schéngt bei offizielle Kommunikatiounen op eemol net méi ze fonctionéieren.

Recommandatiounen, déi mat „il est interdit" uginn, a gläichzäiteg Empfeelungen, an deenen all d'Responsabilitéit op den Terrain ofgedréckt gëtt mat de Wierder: „Chaque gestionnaire est libre de prendre ses responsabilités", wat jo bal eng Frechheet ass, engem esou eppes als Recommandatioun ze ënnerbreeden! Wéi wann d'Gestionnairen dat net souwisou scho gewosst hätten!

Dann nach e ganze Summer an eng Rentrée, wou et guer keng nei Recommandatioune gouf, well déi al einfach weider gëlle sollten, obwuel sech d'Situatioun awer lues a lues ëmmer weider zougespëtzt huet. An dann och nach eng Ministesch, déi am Hierscht mat eidelen Hänn do stoung an net op eng weider Well preparéiert war, obwuel de ganze Summer Zäit gewiescht wär, Konklusiounen aus där éischter Well ze zéien an ze plangen.

Esou gesäit e kompetente Krisemanagement einfach net aus. An ech verstinn do och, datt d'Gestionnairë sech um Terrain an éischter Linn un d'Ordonnancë vun der Santé gehalen hunn a manner un déi sougenannt „Recommandatioune" vum Familljeministère. Do war schliisslech net vill ze huelen.

Wann ech dann och nach héieren, wéi e puer DP-Politiker elo virun hir Ministesch sprangen a betounen, datt iwwert de leschte Summer jo dach awer esou vill gemaach gi wier, well Preparatioune getraff gi sinn, fir de Large-Scale-Testing an d'Haiser ze kréien an och nach e Stufeplang mat der COPAS auszeschaffen, da kann ech nëmme staunen.

Den ominéise Stufeplang, op deen elo hei op eemol verwise gëtt, gouf an de Medie kloer vun der COPAS an, souwäit ech mech erënneren, net vun der Ministesch presentéiert. Wat d'Ministesch ëmmer nees sot, war just, datt all Gestionnaire seng Responsabilitéite selwer sollt huelen. Well si sech eeben net kloer an ëffentlech hannert dëse Plang gestallt huet, hat en um Terrain wuel och esou eng, soe mer emol, limitéiert Wierkung, datt en et emol net kloer an de Rapport Waringo gepackt huet. An dat seet jo u sech schonn alles dozou aus!

A wat de Large-Scale-Testing betrëfft, esou kann ee wuel net behaapten, datt et eng grouss Leeschtung wier, datt Persounen, déi sech wéinst Handicap oder Krankheet net deplacéiere konnten, eréischt Méint nom Rescht vum Grand public vum LST profitéiere konnten.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Très bien!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Do hu sech méintelaang Invitatiounen an den Altersheemer gestapelt fir vulnerabel Persounen, déi ganz gär vun der Offer profitéiert hätten, mee fir déi en Deplacement bis an d'Teststatioun méi Gefore beinhalt hätt, wéi den Test en Notzen hat. Datt do am Hierscht endlech eppes geschitt ass, nodeems d'Leit sech scho méintelaang beschwéiert haten, war keng Leeschtung, mee et war den absolutte Minimum!

Duerfir bleiwen ech, genee wéi dëse Rapport, bei der Aschätzung, datt et iwwert d'Summerméint am vergaangene Joer eng Phas gouf, wou keng Recommandatiounen un den Terrain méi erausgaange sinn an och kee konkreete Plang fir eng nächst Well ausgeschafft gouf.

Deen eenzege Punkt, deen an dëser Phas gewënnbréngend war, war d'Opstelle vun enger Ligne de garde aus Dokteren. Mee dat war jo och nees e Projet, wou et eigentlech ëm d'Gesondheet goung. An datt d'Dokteren an de Gesondheetsministère wärend dëser Kris hiert Bescht ginn hunn, stellt wierklech keen a Fro!

Mir Piraten deelen och d'Aschätzung aus dem Rapport net, datt et keng legal Basis ginn hätt fir Aktiounen a Virgabe vusäite vum Familljeministère. Wéi den honorabele Kolleeg Gilles Roth geschter schonns bei der Presentatioun vum Rapport ugemierkt huet, kann een och an eisen Aen d'ASFT-Gesetz hei als legal Basis ufléieren. Et hätt kënne méi gemaach ginn, mee et ass einfach net geschitt.

Här President, dëse Rapport huet eis awer net nëmmen Informatiounen iwwert d'Aarbecht vum Familljeministère geliwwert, mee och konkreet Analysen iwwert d'Impf- an Teststrategie.

Ee vun den Haaptproblemer, deen hei direkt an d'A sprénqt, ass deen zum Deel dach vill ze niddrege Participatiounstaux, souwuel wat d'Bereetschaft ugeet, sech testen ze loossen, wéi och, wat d'Impfungen ugeet. Hei ass et elo wichteg, weider Opklärungsaarbecht um Terrain ze maachen an déi, déi sech net impfe gelooss hunn, nach eemol ze invitéieren, sech dach awer nach e Rendez-vous an engem Impfzenter ze huelen.

De Gesondheets- a Fleegesecteur krut ganz fréi d'Méiglechkeet, vun Impfunge profitéieren ze kënnen. An dat war och d'Zäit, an deene Suergen ëm d'Niewewierkungen an de Medie grad fir eng Schlagzeil no där anerer gesuergt hunn. Do ass et duerchaus méiglech, datt et fir eng Rei Persounen ze séier goung a si sech nach net prett gefillt hunn, fir direkt geimpft ze ginn. Mëttlerweil sinn awer e puer weider Méint vergaangen. Ëmmer méi Leit krute schonn eng Impfung an esou hunn och ëmmer méi Persoune Vertrauen an d'Sécherheet vun der Impfung kënne faassen, ganz besonnesch bei den mRNA-Impfstoffer.

Well vergiesse mer net: De Gesondheetssecteur, de Fleegesecteur besteet zu engem groussen Deel aus jonken a manner jonke Fraen, déi an enger éischter Phas, wéi déi Impfungen ugefaangen hunn, och spezifesch vun AstraZeneca, oder Vaxzevria, wéi en haut heescht, ofgerode kruten aus Angscht viru Sinusvenenthrombosen. Dës Angscht ass haut geholl. Mëttlerweil hu mer Impfstoffer, genuch Impfstoffer, fir och jiddwerengem kënnen eng Offer mat engem mRNA-Impfstoff ze maachen, dee sech bis elo net geimpft huet.

Ech deposéieren dofir haut och dës Motioun, mat där ech d'Regierung wëll alueden, den Employéen aus dem Santés- a Fleegesecteur nach eemol e Bréif zoukommen ze loosse mat enger Invitatioun, an de kommende Wochen nach e Rendez-vous maachen ze kënnen, fir mat engem mRNA-Impfstoff geimpft ze ginn, falls se nach kee Vaccin kruten.

Ech weess, datt et jidderengem aktuell fräisteet, sech op eng Lëscht anzedroen, fir sech impfen ze loossen. Mee grad well et hei ëm esou e wichtege Secteur geet an de Rapport Waringo jo ganz kloer gesot huet, wéi wéineg Leit sech do bis elo impfe gelooss hunn, denken ech, datt et wichteg wier, d'Fleege- a Gesondheetspersonal nach eemol prioritär drunzehuelen, éier dann de Rescht vun der Populatioun och nach eng zweet Chance op eng Impfung kritt. Här President.

Motion 3

D'Chamber vun den Deputéierte

stellt fest:

- dass den Taux u geimpfte Persounen an den Alters- a Fleegeheemer beim Personal ëmmer nach net héich genuch ass;

- dass d'Personal aus Alters- a Fleegeheemer fréi eng Impfoffer gemaach krut an et nach eng gewëssen Onsécherheet um Terrain gouf;

- dass eng zweet Invitatioun fir en mRNA-Impfstoff hëllefe kéint, d'Personal aus dem Gesondheets- a Fleegesecteur ze motivéieren, sech géint de Covid-19 impfen ze loossen.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung:

1. den Employéen aus dem Gesondheets- a Fleegesecteur nach emol e Bréif zoukommen ze loossen, mat enger Invitatioun, an de kommende Wochen e Rendez-vous maachen ze kënnen, fir nach prioritar mat engem mRNA-Impfstoff geimpft ze ginn, falls si nach kee Vaccin kruten.

(s.) Sven Clement.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Impfunge si wichteg a si schützen. Dat geet och aus den Etüden aus dem virleiende Rapport ervir. Déi tragesch Verloschter, déi mer säit dem Ufank vun dëser Kris an och nach dëst Joer haten, hunn eis gewisen, wéi geféierlech de Virus grad fir déi vulnerabel Leit ass. An dofir musse mer se beschtméiglech schützen. Dofir ass et och wichteg, datt mer Konklusiounen aus der Vergaangenheet zéien, fir eventuell Feeler net ze widderhuelen.

Ech vermëssen et dofir och, datt an dësem Rapport net méi genee analyséiert gouf, wéi eng Mesurë wéi eng Haiser wéini en place haten a wéi sech d'Infektioune par rapport zu genau dëse Mesuren entwéckelt hunn.

Haten Haiser no Phasen, an deenen d'Residentë just nach an hiren Zëmmer iessen duerften, manner Infektioune wéi Haiser, déi hir Salle à manger opgelooss hunn? Wéi een Afloss haten déi verschidde Modeller, fir Visitten ze maachen? Goufen et Ënnerscheeder tëscht Haiser, bei deene verschidde Servicer sous-traitéiert goufen oder en héije Personalturnover war, par rapport zu Haiser, wou dat anescht war? A wéi ass et mat de verschiddene Modeller, fir de Cohortage ze maachen, also de Méiglechkeeten, fir infizéiert Persoune vu gesonden ze trennen, andeems een entweeder ganz Etagë fir positiv geteste Residentë virgesäit oder awer just besonnesch Hygiènesmoossnamen asetzt, wann ee vun Zëmmer zu Zëmmer geet? Wat waren hei eis Erfarungen?

Zu dësen Detailer seet de Rapport leider näischt, wat vläicht engem Mangel un Zäit geschëllt ass. Mee esouwäit et aus dem Rapport ervirgeet, waren d'Gestionnairë jo méi wéi entgéintkommend, wann et ëm d'Dokumentatioun vun hirer Krisegestioun goung, soudatt ech mengen, datt hei definitiv nach nodréiglech Auswäertunge misste méiglech sinn. Duerfir hoffen ech och, datt déi ganz Dokumentatioun, déi dësem Rapport zugronn läit, wäert archivéiert a fir weider Fuerschungszwecker kënnen opgeluecht ginn, natierlech nodeems verschidden Dokumenter anonymiséiert oder pseudonymiséiert goufen, fir den Dateschutz ze gewäerleeschten.

Et wär wichteg, der Fuerschung hei zäitno en Zougang ze bidden, fir datt si zum Beispill och nach mat Leit um Terrain schwätze kann, fir vläicht d'Siicht vu Mataarbechter, Mataarbechterinnen, Residenten a weiderem Personal um Terrain auszewäerten, soulaang wéi hir Erënnerungen un déi vergaange Méint nach frësch sinn. Dat konnt aus Zäitgrënn fir dëse Rapport jo nach net gemaach ginn.

Mee och wa vergläichend Etüden tëscht den Haiser aktuell nach feelen, sou fanne mer an dësem Rapport awer schonn e méi konkreet Beispill vun engem Haus, an deem et ganz vill Infektioune gouf. An och hei falen e puer Punkten op, aus deenen een éischt Léieren zéie kann an och zéie misst.

Éischtens gëtt hei vu Persoune geschwat, déi Symptomer presentéiert sollen hunn an awer eréischt e puer Deeg méi spéit getest goufen. Hei muss kloer sinn: Soubal e Resident e Krankheetssymptom presentéiert, dat bei eng Covidinfektioun passt, muss direkt getest ginn! Ech hoffen, datt dat mëttlerweil klappt.

Da gëtt och dovu geschwat, datt den Oflaf vun den Impfungen an dësem Haus soll chaotesch gewiescht sinn. Do ass natierlech all Haus anescht an dës Impfunge ware fir jiddereen eppes ganz Neies an och verschidde Feeler sinn ze excuséieren. Mee och hei musse Léieren aus de Feeler, déi gemaach goufen, gezu ginn.

An zu gudder Lescht bleift dann och nach d'Fro vun deene ville Varianten, déi hei kuerz noeneen an engem Haus opgetaucht sinn an drop schléisse loossen, datt och, nodeems déi éischt Persoune positiv getest goufen an d'Virsiichtsmoossname jo awer méi streng goufen, ëmmer nach nei Infektioune vu baussen erageschleeft goufen. Hei muss ganz kloer nach eng méi déifgräifend Analys gemaach ginn, fir ze kucken, wat konkreet hätt kënne besser gemaach ginn. Dat gëllt net nëmme fir dat heiten Haus, dat gëllt, mengen ech, fir all déi Haiser, déi méi wéi zwee Clusteren haten. Well wa mer eppes aus dem Rapport Waringo kënnen zréckbehalen, dann ass et dach erschreckend, datt et véier Haiser gouf, déi véier oder méi Clustere wärend dëser Pandemie haten, esou als wär aus deenen éischte Clusteren näischt geléiert ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen: 27,7 Fäll an der Moyenne pro Cluster an eng kloer Surmortalitéit. Dat ass den traurege Bilan vun dësem Rapport. Mir hu vill Leit verluer an et gouf a gi Problemer, iwwert déi een net einfach esou ewechkucke kann. Do hëlleft et och net, ëmmer nees ze betounen, datt mer par rapport zum Ausland gutt ewechkomm sinn.

Wann ech an enger Schwammkompetitioun mat Flossen an Taucherbrëll un de Start ginn, wärend déi aner ouni Hëllefsmëttel auskomme mussen oder souguer mat uneneegestréckte Bee probéieren, iwwer Waasser ze bleiwen, da kann ech et duerno net eleng op meng Kompetenze schiben, wann ech gewannen. Da muss een déi individuell Leeschtung bewäerten. An do denken ech, datt ee muss zouginn, datt eise Familljeministère Chance hat, datt eise Gesondheetsministère sech trotz der gudder Ausgangssituatioun net dorop ausgerout huet a sech zu all Moment voll investéiert huet, wat déi glécklech Konsequenz hat, datt esou souguer

genuch Kraaft opbruecht gouf, fir dat kläglecht Geplanschs wéinstens e bëssen auszegläichen.

Mee hei wär méi dra gewiescht! Et wär méi dra gewiescht, wann hei all Regierungsmember sech voll investéiert a seng Responsabilitéiten iwwerholl hätt! Mee dat ass, wéi dëse Rapport weist, net geschitt.

Mir hate scho säit laangem d'Gefill, datt et hei zu Versäumnisser koum. An de Rapport Waringo huet eis Ängschten, déi jo och schonn un den Originne vun der éischter Motioun stoungen, elo och confirméiert. Duerfir hu mer d'Motioun vun allen Oppositiounsparteien ënnerstëtzt a reaffirméieren eisen Opruff un d'Familljeministesch, hir Konsequenzen ze zéien.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt!

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools Här Clement. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth. Här Gilles Roth, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Merci, Här President. Den Här Wolter huet haut de Mëtten zum Ufank vun dësen Debatten eng exzellent Ried gehalen. Si war argumentativ, si war sachlech fundéiert, an dat an enger Zäitspan vu 24 Stonnen, nodeem de Rapport vum Här Waringo public war. Ech wëll em am Numm vun eiser Fraktioun duerfir villmools Merci soen an ech moosse mer och net un, fir iergendwéi eppes complementaire dozou ze soen.

Dass ech gefrot hunn, Här President, fir d'Wuert zum Schluss vun dësen Debatten ze kréien, do geet et einfach drëms, dass ech wëll - an och, mengen ech, muss - Stellung huele par rapport zu enger Ufanksremark, déi d'Madamm Cahen als Familljeministesch am Ufank vun der Regierungsdeklaratioun gemaach huet an an där se eigentlech gesot huet, et wier net richteg, wat ech gëschter suggeréiert hat, dass d'ASFT-Gesetz eng legal Basis géif hierginn, fir dass och am Beräich vum Familljeministère Moossname respektiv Recommandatiounen um Niveau vun deene verschiddenen Altersheimer kéinte gemaach ginn.

Meng Virremark: Ech muss soen, dass ech et awer e bësse kokass fannen, dass ee sech hei e bëssen op den Terrain vun enger juristescher Hoerspléckerei begëtt, wann ee weess, wéi grav déi Situatioun war. Hei ass et net, fir dann an deenen Termen ze bleiwen. Et ass net ëm Kinkerlitzche gaangen, mee et ass ëm Mënscheliewe gaangen. Et huet sech jo manifestement no deenen Zuelen, op deenen Tableauen, wou den Här Waringo dat a sengem Rapport verdäitlecht huet, erausgestallt, dass hei virun allem a verschiddenen Altersheimer, wou et einfach iwwerduerchschnëttlech vill Doudesfäll gouf, eng anormal Situatioun war.

Wann ech kucken, sinn hei jo vill Kommunalpolitiker dobäi. Abee, wann e staarke Reen ass, wann Iwwerschwemmunge sinn, da soen, mengen ech, déi mannst heibannen: „Elo kucken ech emol, sinn ech elo, opgrond vun der Securitéit, der Salubritéit, als Buergermeeschter zoustänneg? Oder ass et de CGDIS?" Da fänken ech net un, eng parallell Lektür ze maachen zwëschent dem Gemengegesetz, den Ordonnancë vu 1789 an dem Gesetz vun dem CGDIS. An ech huelen nëmmen ee Beispill: den Här Kaes, dee souwuel Buergermeeschter wéi och Pompjee ass. Wat mécht deen, grad wéi vill aner Kommunalpolitiker heibannen? Ma déi soen: „Elo gi mer op den Terrain a mir kucken, wéi mer dee Problem zesumme kënnen léisen." An dat ass och dat, wat eiser Meenung no hei déi richteg Approche gewiescht wier.

Onofhängeg dovunner, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wëll ech dann awer nach eng Kéier soen, dass eiser Liesaart no d'ASFT-Gesetz ganz kloer eng juristesch a legal Basis gëtt, fir och dem Familljeminister kënnen eng Basis ze ginn, fir Recommandatiounen ze maachen, fir Moossnamen ze huelen. En ass jo als Minister, als Regierungsmember per se responsabel fir deen Domän, an deem e gemäss dem Arrêté royal grand-ducal, deen d'Regierung jo opdeet ..., fir do déi Moossnamen ze huelen, déi sech imposéieren.

Ech ginn Iech och emol eng Kéier hei an ëffentlecher Sitzung d'Liesung vun deem betreffenden Artikel. Dee seet: « En cas de risques imminents pour la santé physique ou morale de l'usager d'un service » - an dësem Fall vun de Servicer vun den Altersheimer -, « le ministre compétent ou le fonctionnaire délégué à cet effet peut prendre toute mesure appropriée ou saisir l'autorité compétente en vue de la protection de l'usager concerné. »

Dee Saz, deen Abschnitt, Dir Dammen an Dir Hären, steet do ouni Restriktiounen, ouni Verweis op iergenden aneren Artikel, dee géif soen, dass dat dote just bei engem Agrement spillt. A mir sinn hei ..., et si jo eng Rei vu Juristen hei dobäi, déi heibanne sinn an déi eis och nolauschteren, déi wëssen, dass mer hei am Domän vum Droit public sinn. An dem Droit public « qui est d'interprétention stricte » kann een net eng extensiv Liesaart maachen, mee do kann een och keng restriktiv Liesaart maachen, wann d'Gesetz dat vu sech aus net virgesäit. Et ass och net esou, dass d'Travaux préparatoires, déi vag sinn, kéinte geholl ginn, fir ze soen: „Majo, deen Text do, dee mag wuel do stoen, mee dee spillt just fir en Agrement an duerfir hunn ech mam Rescht näischt ze dinn. An dee gëtt mir och keng Base légale, fir Moossnamen ze huelen."

Ech soe riichteraus - an de Sven Clement huet am Numm vun de Piraten, mengen ech, eng änlech Liesaart gehat -, dass fir eis deen Artikel hei net als Deni ka geholl gi fir ze soen: „Doropshin hunn ech keng legal Basis, fir an deem Domän do ze agéieren."

Ech hu virdru gesot, dass et an enger Rei vun Altersheimer zu iwwerduerchschnëttlech villen Doudesfäll komm ass - Doudesfäll! Et si Mënschen, déi an der Pandemie hiert Liewe gelooss hunn, mee et sinn der an deenen Altersheimer méi wéi an anere Strukturen. Also muss et do jo och iergendwéi eng Ursaach gi sinn.

Eent vun deenen Altersheimer, Dir Dammen an Dir Hären, ass „Lauterbann". Den Här Wolter huet dee Fall hei an der Chamber zweemol an ëffentlecher Sitzung ganz detailléiert auserneegeholl.

Abee, wann d'Ministesch seet: „Majo, ech hu keng legal Basis", kënne mir och nach weiderfueren. Et gëtt e Gesetz vun 1998, dat sech op déi sougenannten Établissements publics Servior applizéiert. Wéi der wësst, hunn déi sengerzäit eng ganz Rei vu staatlechen Altersheimer, Fleegeheimer, Maison-de-soinen iwwerholl. Si hunn an der Zäit no 1998 nei Strukture betreit. Mee dat ass en Établissement public. Duerfir och dat Gesetz. An Établissement-publicken, ob dat am Familljeberäich ass, ob dat am Finanzberäich ass wéi d'Spuerkeess, aner Établissement-publicken, jo, dat sinn net fräischwiewend Satellitten. Well et Établissement-publicke sinn, gëtt et och e politesche Responsabelen an deenen Etablissementer.

A wann d'Madamm Cahen nach seet: „Ma ech hat do keng legal Basis", also Madamm, da liesen ech Iech den Artikel 16 aus deem Gesetz iwwert d'Servior vir. An dee seet näischt aneschters: « [L']établissement » - also Servior mat allen ugeschlossene Sendeanstalten, y compris „Um Lauterbann" - « est soumis à la surveillance », also ënnert der Opsiicht, « du ministre de tutelle compétent, qui peut, en tout temps, en contrôler ou faire contrôler la gestion. »

Wann een do seet: „Ech hu keng legal Basis fir ze äntweren, fir Moossnamen ze huelen, fir Recommandatiounen ze huelen", jo, dann applizéiert een dat Gesetz ganz kloer net, well do steet: « sous la surveillance », do steet: « la tutelle ». E lëtzebuergesch Wuert fir „Tutelle", wat ass dat? „Vormundschaft"! Wat ass Tutelle? Tutelle beinhalt „protection", dat beinhalt Schutz. Also huet ee schonns déi legal Opsiicht a Flicht, och als Minister déi politesch Moossnamen ze huelen, déi sech an esou extreeme Situatioune wéi deenen doten imposéieren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Roth, erlaabt Der, datt d'Madamm Polfer Iech eng Fro stellt?

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Selbstverständlech, jo.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Här Roth, ech hunn Iech elo nogelauschtert. Wat seet den Här Waringo dann dozou?

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Ech mengen, dass den Här Waringo ...

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Wat seet den Här Waringo dann dozou? Well ech hunn a sengem Rapport awer eppes aneschters gelies, datt do d'Base légale eeben net do wier.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Majo, ech hunn Iech elo d'Demonstratioun gemaach, Madamm Polfer, op Base vun deene Gesetzer, déi ech invoquéiert hunn, dass fir eis ganz kloer eng Base légale do ass, fir dat do ze geréieren, souwuel d'ASFT-Gesetz wéi och dat hei. A wann den Här Waringo dat Gesetz iwwert d'Établissements publics net a Consideratioun gezunn huet, dann ass dat esou. Den Här Wolter huet virdru mat Recht gesot: „Et si Saachen, déi den Här Waringo gesot huet, an et si Saachen, déi den Här Waringo net gesot huet."

Mir sinn hei am Parlament. Dem Här Waringo säi Rapport ass keng Bibel. Mir hunn deen diskutéiert. An dat hei ass eng Argumentatioun am Kontext vun enger Ried vun engem gewielten Deputéierten. Déi kënnt Der jo da contestéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Roth.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Merci, Här President. Et ass eng laang Debatt gewiescht, interessant. Ech sinn ëmmer erëm impressionéiert, wat alles esou gewosst ass, wat u Wëssen do ass. Den Här Wolter weess, wat den Här Waringo net seet. Dat impressionéiert mech. Ech hunn de Rapport zwar ganz gelies - net just en Deel, wéi hien -, mee ech sinn net an der Capacitéit ze soen, wat dee Mann net seet, muss ech zouginn.

Une voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Hie weess och vu sëllegen Differenzen - d'„Lëtzebuerger Wort" och - tëschent mir an der Madamm Cahen. Ech weess och net wierklech genau, wourop en uspillt. Mir schwätze scho vill an intensiv zesummen, an dat säit Méint.

Dir wësst och, Här Wolter, dass den Här Waringo an d'Chamber wollt kommen a gäre komm wier. Mir woussten dat net. Ech muss leider soen, mir haten net de Privileeg vun esou engem extensiven Echange mat him.

Den Timing huet hie selwer estiméiert. Dat war dat Éischt, wat e gemaach huet. En huet seng Ekipp zesummegesat, d'Experten, an en huet eis seng Propos ginn, wéi hien den Timing géif gesinn. Et ass keng Demande un eis erukomm, fir dat ze verlängeren, soss wäre mer jo selbstverständlech oppen dofir gewiescht. Mee, wéi gesot, esou e privilegéierten Echange hate mir wuel dann net.

Et ass och net no méi Moyene gefrot gi vum Här Waringo, op alle Fall net bei eis. Bei Iech huet en dat vläicht ubruecht, mee bei eis ass esou eng Demande net eragaangen, soss hätt een och doriwwer kënnen diskutéieren, soudass ech och do nëmme ka feststellen, dass mir effektiv e bëssen d'Wëssen net hunn.

Ech mengen, Dir wësst och, wat mer op enger Pressekonferenz, déi schlussendlech net war, gesot hätten a wéi kritikabel dat war.

Ech géif just gär preziséieren, dass dësen Dag extreem geféllt ass, dass mer och ganz gären der Press hir Froe wëlle beäntweren. Dat war am Ufank ugeduecht am Owend. Du sollt dat net sinn, well mer d'Chamberskommissioun sollte spéit no dëser Sitzung hunn, dat heescht no aacht Auer warscheinlech. Do hu mer gesicht, wéi mer dat kënne maachen. Wéi dat verréckelt ginn ass, hu mer selbstverständlech och déi Pressekonferenz geréckelt. Mee ech sinn awer schonn e bëssele perplex, wa mer kritiséiert gi fir eppes, wat net war, par rapport zu eppes, wat mer gesot a gemaach hunn, woubäi am Fong kee vun Iech, muss ech elo mol éierlech soen, weess, wat mer do wëlles haten. Sou vill hu mer dat och net ofgeschwat. Et ass drëms gaangen, och der Press hir Froen ze beäntweren. Och do kréie mer ëmmer reprochéiert, mir géife vläicht net genuch Ried an Äntwert stoen. Méi wéi dat wollte mer eigentlech net maachen.

Une voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Da géif ech eng Kéier kuerz op e puer Saachen agoen, déi ech einfach wollt richtegstellen. Ech sinn och e bësselche perplex, wa grad hei an der Enceinte am Parlament verschidde Saache vermëscht ginn.

Et gëtt e bësselchen duergestallt, wéi wa scho ganz vill europäesch Länner sech mat enger sektorieller Impfflicht befaasst hätten. Mir hunn dat selbstverständlech och ganz enk suivéiert. Ech kann Iech dat opzielen, bis elo gëllt eng obligatoresch Impfflicht - ass also rechtens an huet de parlamentaresche Wee duerchlaf -: Et ass am Tadjikistan de Fall, et ass am Turkmenistan de Fall, et ass am Vatikan de Fall, et ass a Russland de Fall, et ass am Kasachstan de Fall, et ass op de Fidschi-Inselen de Fall, et ass an de Vereenegte Staaten an der Stad San Francisco elo rezent de Fall an deels a Saudiarabien - awer och zum Beispill am Enseignement an an anere Beräicher -, am Pakistan an der Provënz Punjab. Do kritt ee souguer den Telefon ofgeschalt, wann ee sech net impfe léisst, ganz interessant!

A fir op Europa ze kommen, do hutt Der zitéiert: England, Frankräich, Griicheland an Italien. Ech géif ganz gäre preziséieren, dass bis elo just an Italien an deem Sënn en Décret de loi duerchgaangen ass. Do ass och e gréissere Contentieux, e gréissere Geriichtsprozess, dee muer, mengen ech, wäert sinn, de 14. Juli, well dat natierlech effektiv zu enger grousser Kontrovers och geféiert huet. Annoncéiert ass et - an et ass e groussen Ënnerscheed, ob eng Intentioun oppegeluecht ass oder ob eppes duerch d'Parlamenter gaangen ass - an England, effektiv a Frankräich an a Griicheland, Stand elo. Mir suivéieren natierlech och déi Aarbechte ganz enk.

Ech géif warnen, fir hei ze schnell ze schéissen. Et ass e ganz schwieregt Theema. Et ass villschichteg. Et si Grondrechter, déi openeekommen. D'ëffentlech Gesondheet muss een evaluéieren, et sinn awer och Grondrechter, déi am Raum stinn, Privatpersounen, Mënscherechter an och Dateschutz.

An hei géif ech och ganz gäre betounen, dass een och den Dateschutz an der Emotioun elo net ze vill séier ewechfeege soll. Ech sinn op d'Positioun vun eisem Land an Europa fir den Dateschutz perséinlech ëmmer immens stolz gewiescht. Do hu mer e ganz héije Standard. Vill Leit op der Welt beneiden eis dofir. An ech kucken op d'Madamm Reding, ech hunn ëmmer bewonnert, mat wéi engem Asaz si sech an hire fréiere Fonctioune fir den Dateschutz staarkgemaach huet. Ech mengen, dat war keng einfach Aufgab, dee Standard, dee mer hunn, an Europa ze sécheren. Mir hu vill Widderstand an ech géif och do virdru warnen, dat elo am Kontext an an der Emotioun vun enger Pandemie ze vill séier ze relativiséieren. Dat muss ee sech ganz gutt iwwerleeën. Selbstverständlech sollen déi Diskussioune geféiert ginn, mee et muss ee se seriö féieren. A mir wäerten dat och maachen!

Dann huelen ech Kenntnis vun där Motioun. Mir kréien eng Datz fir eis Impfstrategie an der éischter Phas. Effektiv, ech hunn et erkläert, war de Cordon sanitaire méi nuancéiert. Mir haten déi Haaptprioritéit bei de vulnerabele Leit selwer. Mir hate wéineg Impfstoff. An der éischter Phas hu mer mat där Prioritéit geschafft. Ech hunn allerdéngs vu kengem héieren - an dat ass eng Fro, déi ech Iech zréckstellen -, wiem mer deen Impfstoff dann net hätte solle ginn, wann een eng aner Gewiichtung gemaach hätt? E war beschränkt. Wou hätte mer sollen zréckstufen? D'Richtlinn war ëmmer fir d'Personal, déi Leit, déi am Kontakt sinn, effektiv éischter statutaresch an deem dote Secteur. Eis Richtlinne ware kloer.

Mir hunn och an der zweeter Phas, ech hunn nach elo just zréckgekuckt, de 16. Abrëll zum Beispill, direkt ausgedeent. Soubal e bësselche méi Impfstoff disponibel war, kruten och sämtlech Leit aus dem Secteur, déi a Kontakt waren - do hu mer expressis verbis d'Coifferen, d'Botzpersonal, d'Pedikür an esou weider visiéiert an dat ass och iwwert d'COPAS esou kommunikéiert ginn -, d'Méiglechkeet, am Cordon sanitaire geimpft ze ginn. Dat ass also alles scho geschitt.

Mee an der éischter Phas war wéineg do. Ech wär ganz frou, ze soen ... Wou hätte mer eng Impfung sollen ewechhuelen? Hätte mer manner al Leit impfen an dat e bëssen op de Cordon sanitaire opdeele sollen? Dat war net eise Choix. Ech sinn awer ganz oppen, fir do och ze héieren, wien Dir dann ewechgelooss hätt. Mir hate vill Iddien, wien een hätt kënne méi impfen. Mir hunn och déi dote Leit, déi am Kontakt waren, au fur et à mesure bäigeholl, soubal dat méiglech war. Mee zu deem éischten Zäitpunkt, wou wéineg do war, louch d'Prioritéit wierklech bei deene vulnerabele Leit selwer.

Ech sinn haut iwwerzeegt, dass dat de richtege Wee war zu deem Zäitpunkt. Et war een net zu 100 % sécher. Mir ware bei näischt zu 100 % sécher. Wa mer haut gesinn, wéi d'Immunitéit do ass, mengen ech, dass mer richteg gehandelt hunn, fir bei deene Leit, déi de Schutz selwer wierklech gebraucht hunn, esou schnell wéi méiglech virunzekommen.

Dann ass vill iwwert déi Base légale diskutéiert ginn. Ech géif just gären eng Kéier preziséieren: Ech mengen, et ass e politesche Choix gewiescht, fir hei e bësse Fräiheet ze loossen. Wa mer onbedéngt eng Base légale gehat oder gebraucht hätten, dann hätte mer et och an d'Covidgesetz kënne schreiwen. Mir hu jo och vill Saachen doranner geschriwwen, also, „wenn alle Stricke reißen". Ech fannen déi Diskussioun e bësselche müüsseg, muss ech perséinlech soen. Ech mengen, et ass e politesche Choix, deen assuméiert a vun der ganzer Regierung ënnerstëtzt ginn ass.

D'selwecht hu mer och an der Educatioun net de Wee vum Covidgesetz gewielt, mee en anere Wee. Mee u sech hu mer ganz vill Saachen, bei deenen ee keng Base légale hat, an d'Covidgesetz gesat. An ech mengen, Dir sidd gutt placéiert fir ze wëssen, dass och dat ëmmer eng Méiglechkeet gewiescht wär.

Da gesinn ech an där Motioun, dass elo d'Demissioun vun engem Regierungsmember gefrot gëtt, jo, dat dann opgrond vun enger verpatztener Impfcampagne. Bei allem Respekt fir der Madamm Cahen hir Aarbecht ass si awer sécherlech net aleng fir d'Impfstrategie responsabel. Do stécht d'ganz Regierung dohannert. An där Logik misst hei d'ganz Regierung goen an net just d'Madamm Cahen. An dat selwecht gëllt fir mech och.

Den Decalage, deen hei expressement viséiert ass ... Dir reprochéiert eis, dass mer hei decaléiert waren op engem gewësse Punkt bei der zweeter Well par rapport zur Belsch a Frankräich. Ech loossen am Endeffekt jiddwereen doriwwer jugéieren, mee och dat, mengen ech, ass definitiv net der Madamm Cahen zouzeweisen. Ech verstinn déi Logik net richteg. An där doter Logik misst een dat weiderdenken an da misst u sech déi ganz Regierung goen.

Ech kéint nach weider aushuelen. Ech si perséinlech enttäuscht iwwert déi Konklusiounen, déi hei aus där Analys gezu gi sinn. Ech hu perséinlech éischter déi Aschätzung gehat, wéi den Här Fischbach se de Moien hat. Ech hu kee gréissere Feeler hei kënnen héieren an erausliesen. Et si sécher Kritikpunkten, déi mer all opgegraff hunn. Mir komme mat Proposen, wéi een deene kann entgéintwierken. Ech muss éierlech soen, ech hätt mer net erwaart, dass dat doten d'Konklusioun wär, déi hei esou breet géif gezu ginn.

Ech si perséinlech wierklech getraff an enttäuscht dovunner an ech sinn éierlech gesot ganz gespaant, wéi all Eenzele vun der Oppositioun de Knäppchen hei wäert drécken oder ob dat nach e bësse méi nuancéiert ass.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kéimen dann elo … Den Här Wolter freet nach d'Wuert. Parole après ministre fir den Här Wolter.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Entschëllegt, Här President. Ech hat gemengt, d'Madamm Cahen géif och nach eppes soen, an dofir hat Der mech elo mer der Ausso, d'Diskussioun wär eriwwer, e bëssen de court geholl, well ech et awer bei all deem, wat haut vu ganz ville Leit gesot ginn ass, ganz interessant fannen, dass d'Madamm Cahen der Meenung ass, dass si dorobber net brauch ze äntweren. Dont acte!

Déi eenzeg, déi also dorobber geäntwert huet, ass d'Madamm Gesondheetsministesch - wéi soll ech dat elo soen? -, e bësse mat engem spëtze Mëndchen, well se an hirer Äntwert eigentlech nëmme véier Punkten oder fënnef Punkten opgeworf huet.

Deen éischten, dat ass deen, dass den Här Wolter e privilegéierte Rapport mam Här Waringo gehat hätt. Also ech sinn emol ganz gespaant ze héieren, ob Dir oder d'Madamm Cahen oder wien och ëmmer ni mam Här Waringo geschwat hätt. An ech hunn a menger Ried expressis verbis gesot, dass net ech den Här Waringo gefrot hunn, mee dass den Här Waringo mech gefrot huet. A wann ech gesot hunn, dass den Här Waringo mir gesot huet, dass hie gären an d'Kommissioun komm wier, da kënnt Der mer gleewen, dass dat esou ass, …

(Interruption par Mme Paulette Lenert)

… well soss hätt ech et nämlech net gesot. Also hei vun engem privilegéierte Rapport ze schwätzen ..., jo, mir kommen nach ...

Da sot Der …

(Interruptions)

Jo, dat ass an der Rei, mee da musst Der op d'Tribün kommen a soen, dass déi Demande vum Här Waringo net komm ass. Ech kann Iech just soen, ...

(Interruptions)

... wat den Här Waringo mir gesot huet.

Dann den zweete Punkt, ...

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Här Wolter, entschëllegt.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Dir wësst, Dir kënnt herno d'Wuert roueg froen.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Nee, nee, entschëllegt, ...

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Nee, nee, ech wëll gäre mäin …

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- ... ech wëll Iech just soen, dass den Här Waringo ni bei der Kommissioun ugeklappt huet.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- An ech ... Här President, wien huet d'Wuert?

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Da soen ech Iech villmools Merci.

D'Kritik un der Pressekonferenz vun hallwer zwou, Madamm Gesondheetsministesch, war jo net fir ze soen, dass mir géife wëssen, wat Dir do wéilt soen. D'Kritik war eng fundamental Kritik, dass een als Regierung annerhallef, eng Stonn virun engem Debat an der Chamber eng Pressekonferenz mécht zu engem Sujet, deen d'Press elo säit dräi an enger hallwer Stonn eigentlech konnt suivéieren, an dass Dir duerno, muer, iwwermuer, mat der Press nach eng Kéier d'Froe wëllt beäntweren, esou wéi mir als Parteien d'Recht hunn, dat ze maachen, dass Dir op de Gedanke kommt, …

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Ech mengen net, ...

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Ech maachen och dës Kéier eng Pressekonferenz, wann en Debat ass!

M. Michel Wolter *(CSV)*.- … dass Der annerhallef Stonn virun esou enger Debatt vun där doter Tragweit eigentlech ... An dat hunn ech jo net gesot, dat hunn d'Medie kommentéiert - d'Medien hunn dat kommentéiert! -, dass et Iech eigentlech nëmmen drëm gaange wier - esou steet et an de Medien! -, fir d'Hoheitsgewalt iwwert d'Diskussioun ze kréien.

Da schwätzt Der vum Tadjikistan a vum Turkmenistan a vun ech weess net wat. Ech hu meng Notten nogekuckt: Ech hu vu véier Länner geschwat. Ech hu geschwat vun Italien, vu Griicheland, vun England a vu Frankräich.

(Interruption)

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Do ass awer keen islamescht Land!

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Jo. Just, si huet mech kritiséiert, ech hätt hei iwwer Saache geschwat, vun deenen ech d'Envergure eigentlech net richteg kenne géif.

(Brouhaha et interruptions)

A menger Ried, déi ech gehalen hunn, …

(Coups de cloche de la présidence)

… hunn ech iwwer véier Länner geschwat an d'Madamm Ministesch huet mech dofir kritiséiert, dass se gesot huet: „Dir hutt iwwert déi dote véier Länner geschwat." Dont acte!

Dir frot: „Wiem hätte mer den Impfstoff net solle ginn?" Madamm, esou diskutéiert een net. Esou diskutéiert een net! Liest de Rapport Waringo! Den Här Waringo huet gesot, Dir hätt um Niveau vum Personal déi falsch Decisioune geholl, wéi et drëm gaangen ass, d'Impfprioritéit ze maachen, andeem Der Leit, déi an de Büroe waren, eigentlech eng Invitatioun ginn hutt, an Dir hutt Leit, déi bei de Clientë waren, keng Invitatioun ginn. Dat ass déi fundamental Kritik, déi komm ass!

Den Här Waringo, dee schreift a sengem Rapport, dass genuch Impfstoff do war, dass e just aneschters hätt misse verdeelt ginn. Da kommt also elo net heihinner a sot dat, wat den Här Schmit schonn eng Kéier an der Kommissioun gesot huet, mir wären op engem Punkt gewiescht, dass, wa mer deen ee geimpft hätten, deen aneren näischt hätt kënne kréien.

Ech stellen Iech déi aner Fro, op déi Der net geäntwert hutt: Firwat hu 650.000 Leit - 650.000 Leit! - säit 18 Méint allméiglech Entbierunge missen iwwert sech ergoe loossen, wann et net drëm gaangen ass, déi Leit an déi, déi all Dag bei hinnen duerch d'Zëmmer lafen, prioritär ze impfen? Wat ass dat fir eng Diskussioun driwwer, fir ze soen: „Dir däerft zu zwee oder zu véier bei Iech Chrëschtdag mat Ärer Famill feieren", wann ech wärend där selwechter Zäit, dee selwechten Dag op 64 Plazen am Land zouloossen, dass Leit, déi net geimpft an net getest sinn - an dee Moment net getest, well d'Impfe jo nach net ugefaangen huet -, weider duerch d'Zëmmere bëselen däerfen an domadder, an dat steet och am Rapport, an de Méint Oktober, November, Dezember eng Surmortalitéit ervirbruecht hunn, an zwar an den Altersheimer? Dat ass eng Logik, wann Der iwwert d'Logik wëllt schwätzen ...

Ech sinn enttäuscht, dass alles, wat Iech elo zu dëser Debatt agefall ass - siwe Parteien, mengen ech, si mer an der Chamber; et ass jo esou: dräi an der Majoritéit a véier an der Oppositioun? -, dass de ganze Resümmee, deen Dir zwee Ministeren aus siwen, aacht Beiträg hei zitt, deen ass, dass deen ee Minister iwwerhaapt net méi äntwert an deen anere Minister eigentlech soss näischt mengt mussen ze maachen wéi eng Diatribe par rapport zu enger Ried vun engem Deputéierten oder vun zwee Deputéierten.

Ech stellen Iech nach eng Kéier d'Froen: Sidd Der domadder d'accord, dass eng wierklech epidemiologesch Etüd gemaach gëtt? Sidd Der domadder d'accord oder sidd Der net domadder d'accord? Dat ass déi Fro, déi ech Iech gestallt hunn. Den Här Clement huet Iech eng Fro gestallt, op déi Der net geäntwert hutt, déi ganz no dorunner ass: Sinn déi verschidde Modellen analyséiert ginn, déi an deene verschiddenen Haiser ugewannt gi sinn? Si Konklusiounen dorauser gezu ginn? Si Recommandatiounen dorauser entstanen? A wann dat net gemaach ass, sidd Der domat d'accord, mat deem, wat den Här Clement gefrot huet, nämlech dass Dir selwer dat decidéiert, dass fir Fuerschungszwecker gekuckt gëtt, dass dat, wat an den Altersheimer geschitt ass am leschte Joer a bis an dëst Joer eran, seriö analyséiert gëtt, fir dass mer Konklusiounen zéien? Jo oder Nee? Dat sinn d'Froen, déi hei am Debat gestallt gi sinn an op déi Der net geäntwert hutt.

Dir hutt och net geäntwert op d'Fro, firwat Der Clustere vum November bis an de Määrz net kommunizéiert hutt. Firwat hutt Der dat net gemaach? Firwat hutt Der wärend Méint ...? Firwat ass de Lauterbann eigentlech den Ufank vun der Diskussioun gewiescht? An da kommt Der op d'Chamberstribün an da sot Der: „Ma mir woussten dach am Oktober, am November, dass an den Haiser gréisser Clusteren a Problemer wieren." Den Här Clement huet Iech och déi Fro gestallt!

Wéi ass et da méiglech, dass fréier …?

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Wolter, erlaabt Der, datt ech Iech just drop opmierksam maachen, datt bei Parole après ministre den Temps de parole op fënnef Minutte limitéiert ass an datt Der déi Zäit elo schonn ëm eng Minutt iwwerschratt hutt? Dir däerft Äre Räsonement just fäerdeg maachen.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Jo, ech géif mech entschëllegen. Mee bon, da muss ech erëmkommen, well ech jo net ganz fäerdeg sinn. Mee et ass schued. Ech maachen et dann am Schnelldurchgang.

Firwat ass dat net geschitt? Firwat ass d'Wourecht zum Lauterbann net gesot ginn? Ech hunn Iech dat gefrot, Dir hutt keng Äntwert ginn.

Wéi stitt Der dann elo schlussendlech zu enger nationaler Strategie? Déi ass iterativ hei gefrot ginn. Gëtt et eng national Strategie, déi d'Madamm Ministesch net wëllt, oder gëtt et se net? Dat ass awer eng Äntwert, déi ech gär gehat hätt.

Dir hutt eng tronquéiert Äntwert ginn op d'Fro vun der Schutzflicht, Impfflicht, Informatiounsflicht. Dir sot: „Ech hu Retizenzen."

Ech géif gär vun der Majoritéit ..., ech hätt gär en Debat driwwer, ob dat, wat an hallef Europa amgaangen ass, diskutéiert ze ginn, hei zu Lëtzebuerg an deenen nächste Wochen diskutéiert gëtt: wéi mer mam Dateschutz ëmginn. Gëtt den Dateschutz engem just eng absolutt Prioritéit oder geet et eis drëm, fir ze verhënneren, dass Leit stierwen?

A wéi ass d'Relatioun zu deem Ganzen? „Wat sinn d'aarbechtsrechtlech Konsequenzen?", hunn ech Iech gefrot. Wéi geet et mat de Soins à domicile weider, an deenen nëmme 50 % vun de Leit geimpft sinn? Loosst Der dat einfach weiderfueren oder wëllt Der géigesteieren?

Ech hunn Iech d'Fro gestallt: Mir hunn 30 % Geimpfter an Altersheimer, déi keng Anticorpse weisen, ech hunn Iech gefrot: „Wat fir eng Strategie maache mer doropshin?" Dorobber äntwert Der mer net. Dir musst mir elo net dorobber äntweren.

(Interruption par la présidence)

Ech wier just frou, wa mer an deenen nächste Wochen eng seriö Diskussioun iwwert déi doten zukunftsweisend politesch Froe kéinte féieren, fir dass mer zesummen - zesummen! - eng Solutioun am Interêt vun eise Leit an eisem Land fanne kënnen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Wolter. Den Här Mars Di Bartolomeo freet nach d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Merci, Här President. Vu dass ech déi Richtegstellung net konnt wärend der Ried vum Här Wolter maachen, wëll ech soen, dass den Här Waringo zu kenger Zäit, zu kengem Zäitpunkt gefrot huet, fir an d'Santéskommissioun ze kommen. A wann en hätt wëllen an d'Santéskommissioun kommen, da wär e selbstverständlech wëllkomm gewiescht.

Den Här Wolter huet jo och gesot, den Här Waringo hätt gefrot, fir bei hien ze kommen. Wann dee Wëlle wierklech do gewiescht wär - mir kennen eis gutt genuch -, hätt en nëmme bräichten en Zeechen ze maachen, da wären d'Dieren opgaangen.

Ech wollt dat just preziséieren. An ech wollt och nach eng Kéier soen, dass ee jo alles ka kritiséieren, mee dass een een awer net kritiséiere ka fir eppes, wat een net gemaach huet. Beispill: Pressekonferenz - déi huet jo net stattfonnt!

(Brouhaha)

Da soll een och net esou maachen, wéi wa se stattfonnt hätt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem President vun der Santéskommissioun fir déi Prezisioun. An dann ass d'Parole après ministre fir d'Madamm Martine Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Ech wëll just eng Richtegstellung maachen. Den Här Di Bartolomeo huet gesot, datt u sech kee gefrot hätt, fir datt den Här Waringo soll an d'Kommissioun kommen, respektiv den Här Waringo hätt et net gefrot. Ech wëll just soen, dass ech et awer gefrot hat, datt den Här Waringo soll kommen. An dunn ass keng Äntwert drop komm. Dat heescht, et war schonn eng Demande do vun der Oppositioun, fir en ze invitéieren.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président*.- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Motions

Da kéime mer elo zum Vott vun deene verschiddene Motiounen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi vum Här Michel Wolter deposéiert ginn ass am Numm vun der CSV, der ADR, déi Lénk an de Piraten, ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Egal wat, dat do.

M. Fernand Etgen, *Président*.- … wou dann d'Madamm Gesondheetsministesch opgefuerdert gëtt, dem Grand-Duc hir Demissioun ze …

(Brouhaha général)

Wie wëllt nach zu dëser Motioun Stellung huelen? Den Här Gilles Baum.

Une voix.- Familljeministesch!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Et war d'Familljeministesch, net d'Gesondheetsministesch.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Pardon, pardon, d'Madamm Familljeministesch Corinne Cahen!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Merci fir d'Wuert an och, dass ech d'Geleeënheet kréien, zu dëser Motioun e puer Wuert ze soen. Et huet sech eng ganz kleng Coquille ageschlach am zweete Considerant. Do steet a Klammere „motion de censure". Wann ech mech net ieren, bezitt eng „motion de censure" sech op de Récktrëtt vum Gouvernement. Dat ass dann hei e ganz, ganz klenge Feeler, mee „on ne va pas jouer sur les mots", géif ech soen.

Ech wéilt ganz kuerz op dat zréckkommen, wat den Här Roth gesot huet, wat d'ASFT-Gesetz ugeet. Den Här Roth als eminente Jurist, deen ech net sinn, huet dat warscheinlech ganz gutt gekuckt. Dat Eenzegt, wat en net gemaach huet, ass, den éischten Alinea ze liesen. Dat huet e gëschter net gemaach an en huet et haut net gemaach. Duerfir wëll ech Iech den éischten Alinea awer och virliesen, just deen, deen uewendriwwer steet.

« Dans l'intérêt physique ou moral des usagers, le ministre compétent peut, dans les cas prévus aux articles 3 et 4, demander à une personne ou à un organisme exerçant une activité similaire dûment agréée, de reprendre » - oppassen, hei ass d'Nuance -, « pour une durée maximale d'un an renouvelable une fois, la gestion du service auquel l'agrément a été retiré ou refusé. » Dat heescht konkreet, et geet ëm d'Situatioun, wou en Träger den Agrement géif ewechgeholl kréien, an nëmmen da kann de Minister en anere Gestionnaire beoptragen, d'Gestioun vun engem Haus ze iwwerhuelen, an nëmmen da kann de Minister Mesuren ergräifen, fir d'Gesondheet an d'Santé mentale vun de Leit ze schützen.

(Interruption par M. Gilles Roth)

Erlaabt mer just, Här Roth - wéi gesot, ech wëll Är Kompetenz iwwerhaapt net a Fro stellen, d'Kompetenz, déi ech net hunn -, awer och de leschte Saz ze liesen, wat am Rapport vun der Kommissioun steet vum Joer 1998. Ech liese just ee Saz vir: « L'article garantit ainsi » - „ainsi", wa keen Agrement méi do ass - « une protection de l'usager et une continuité des services offerts, même au cas d'une perte ou d'un refus de l'agrément. »

Ceci étant dit, wollt ech Iech just soen, dass ech gëschter och hei dobäi war, wéi den Här Waringo säi Rapport virgestallt huet. Dat huet vun aacht bis eelef Auer gedauert. Ech war zéng Minutten net heibannen. Ech géif also mengen, kënnen ze soen, dass ech ganz gutt matkritt hätt, wat hei gesot ginn ass.

Et ass mir gaange wéi dem Här Wolter. Gëschter Owend hunn ech och de Rapport nach eng Kéier gelies. Ech sinn och net méi fäerdeg ginn. Ech wëll also mengen, dass ech scho gutt informéiert sinn, wat an deem Rapport steet.

Ech mengen, dass souwuel d'Madamm Cahen wéi d'Madamm Lenert hei am Ufank vum Debat an hirer Deklaratioun eng ganz Rei Erklärunge ginn hunn zum Rapport Waringo, natierlech och, wou gesot ginn ass: „Et ass gutt. Jo, dat hätte mer kënnen. Am Nachhinein, wësse mer, ass een ëmmer méi gescheit." Ech bedaueren e bëssen, dass vun de véier Oppositiounsparteie keen oder kaum een dat opgegraff huet, wat vun den zwou Ministesche virdru gesot ginn ass. Dat ass schued.

Ech wëll Iech just soen: D'Demokratesch Partei wäert d'Motioun Nummer 1 natierlech net matdroen. Mir sti weider fest hannert der Familljeministesch, esou wéi mer fest hannert der ganzer Regierung stinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gilles Baum. Dann huet den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech fannen dat doten e bëssen, muss ech elo soen, intellektuell onéierlech, fir den éischten Alinea ze zéien an dann den zweeten Alinea awer ze ignoréieren, wou nämlech drasteet - an an der Motioun steet et dran, duerfir gëtt et kee Grond, dat net ze zitéieren, an et ass e Saz fir sech, deen net dependant ass, et ass net en „et" zum éischten Alinea -: « En cas de risque imminent pour la santé physique ou morale de l'usager d'un service, le ministre compétent ou le fonctionnaire délégué à cet effet peut prendre toute mesure appropriée ou saisir l'autorité compétente en vue de la protection de l'usager concerné. »

Et geet do net ... Dat ass meng Liesweis an ech mengen och, datt d'Juristen heibannen - ech sinn och kee Jurist, mee ech liesen et d'nämmlecht wéi verschidde Juristen - ganz kloer soen, datt dat eng Base légale ass.

Den Här Waringo ass gëschter dorobber ugeschwat ginn an huet gesot, dat wier him ze komplizéiert gewiescht an e wéilt do keng Konklusioun zéien. Dat ass ee Saz am ganze Rapport! An domadder war e ganze Volet, deen haut och an dëser Motioun thematiséiert gëtt, ...

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

... vum Dësch geholl. Dat fannen ech schued! Ech hätt mer gewënscht, datt déi Analys gemaach géif. Déi Analys gouf net gemaach. Den Här Waringo huet awer och gesot, et wär dann un der Politik, déi Konklusiounen ze zéien.

Majo, déi véier Oppositiounsparteien hunn hir Konklusioun dorauser gezunn an hunn dorauser gezunn, datt mer weiderhin dat fuerderen, wat mer scho bei der éischter Motioun gefuerdert hunn.

Dat gesot, mengen ech, datt et hei net ëm Hoerspalterei geet, mee datt et wierklech, an dat hunn ech a menger Ried duergeluecht, ëm méi wéi eppes geet. Et geet net nëmmen ëm eng vermasselt Impfcampagne. Dat ass nämlech, mengen ech, ze kuerz gegraff. Et geet jo och ëm d'Teststrategie. Et ass u sech déi ganz Strategie ronderëm d'Alters- a Fleegeheemer, wou Feeler gemaach goufen. An ech mengen, datt den Här Waringo dat ganz kloer a sengem Rapport opgeworf huet.

Mir hunn heibannen eng ënnerschiddlech Liesweis. Dont acte! Ech mengen, datt och d'Wielerinnen an d'Wieler eng ënnerschiddlech Liesweis dovunner hunn, an dat kënnt dann och bei dësen Debaten hei zum Ausdrock.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Clement. Dann huet nach den Här Gilles Roth d'Wuert gefrot.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Majo, Här President, ech fannen, dass den Här Clement dat ganz gutt erklläert huet.

(Hilarité)

Also, et sinn zwou Saachen. Wann an engem Text - an dat hunn ech virdru gesot, ech ginn dovun aus, dass den Här Baum seng Interventioun vläicht virdru virbereet hat -, deen de droit public ass - an hei si mer am Droit public, mir sinn net am Privatrecht -, wann do duerch de Gesetzestext keng Aschränkung ass, wéi dat bei deem Abschnitt virdrun ass, deen den Här Baum genannt huet, dann zielt deen Text esou, wéi den Här Clement et virdrun ugedeit huet, nämlech ouni Restriktioun an och ouni Extensioun. Fir eis ass déi Liesaart op Franséisch, esou wéi mir dat virgedroen hunn, ganz kloer.

Zousätzlech - dorop ass den Här Baum net agaangen - hunn ech lech och d'Lektür gemaach vum Text iwwert den Etablissement Servior. Den Här Wolter huet virdrun nach eng Kéier rappeléiert, dass et do iwwerduerchschnëttlech vill Doudesfäll ginn. Ech mengen, dass een déi Konklusioun vum Här Clement do kéint huelen: Da sollen d'Leit dat politesch bewäerten, ob ee juristesch Hoerspléckerei mécht, wann ee seet, eng Ministesch hätt keng Base légale, fir déi Fäll do ze schützen, oder wann ee seet: „Majo, wa se der Meenung gewiescht wier, si hätt keng gehat, ma dann hätt se eng schafe sollen."

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- An do fanne mir, dass do Versoen ass. An duerfir stëmme mir dës Motioun.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Roth. Dann huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, Här President. Villmools merci. Ech wéilt just eng Observatioun maachen an e bëssen ewechkomme vum Droit, éischter eng politesch Reflexioun maachen an och e bëssen zréckkucken op d'Geschicht vun deene leschte Joren, déi mer awer an der Politik an och an der Lëtzebuerger Politik erlieft hunn.

Wësst Der, et gëtt esou eppes wéi eng Kultur vun der politescher Verantwortung. An ech wëll hei just vläicht drop uspillen, datt d'Madamm Cahen et net fir néideg fonnt huet, op déi Interventioune vun deene véier Orateuren oder fënnef Orateuren, déi Stellung geholl hunn an der Debatt, iwwerhaapt ze äntweren.

Ech erënnere mech, datt en LSAP-Politiker, ech mengen, den Här Johny Lahure, als Gesondheetsminister demissionéiert huet, fir politesch Verantwortung ze huele fir e finanzielle Problem a sengem Ministère - en Dysfonctionnement, wéi dat deemools duergestallt gouf. Den Här Lahure huet dofir déi politesch Verantwortung iwwerholl an en huet e grousse Gest gemaach: En huet demissionéiert.

Hei geet et net ëm e finanziellen Dysfonctionnement. Hei hunn 345 Leit an deene Strukturen hiert Liewe verluer a si hätte sécher nach kënne gerett ginn, wann dës Regierung anescht agéiert hätt.

Ech denken un de Jacques Santer, deen als President vun der Europäescher Kommissioun seng Demissioun agereecht huet wéinst eppes, woufir hie strictement keng perséinlech Verantwortung hat.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Och dat war a mengen Aen en Zeeche vu politescher Gréisst.

An haut hu mer eng Regierung, déi mer hei als Oppositioun esou dacks schonn ugeklot hunn - a menger Meenung zu Recht! Do ginn d'Meenunge sécher auserneen, mee mir haten dat hei mat der Madamm Dieschbourg, mir haten et mam Här Asselborn, mir haten et zweemol scho mat der Madamm Cahen a mir kënnen ëmmer erëm feststellen, datt an dëser Regierung déi Kultur vun der politescher Verantwortung, déi mir awer mat gudde Beispiller an der Lëtzebuerger politescher Geschicht haten, absolutt feelt. An dat ass och eppes, wat eis soll interpelléieren.

Et geet hei iwwert d'Bedeitung vun dëser Diskussioun eraus an et kann een nëmmen där heiter Regierung un d'Häerz leeën, fir sech emol drun ze erënneren, datt se an der Verantwortung steet virun der Moral, virun de Wieler, virun der Politik, virun hire Verspriechen. An dat do ass e Behuelen, wat dat absolutt net kann iergendwéi illustréieren! Et ass lamentabel.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Kartheiser.

Et ass keng weider Wuertmeldung méi do, soudatt mer kënnen zur Ofstëmmung vun der Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

An domadder ass dës Motioun bei 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Josée Lorsché), François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

(Exclamations)

Motion 2

Da komme mer zum Vott vun der Motioun Nummer 2. Wëllt nach een zu där Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Jo, merci, Här President. Ech hu mer déi Motioun gutt ugekuckt. Et sinn zéng Consideranten an et liest sech e bësse wéi d'Schéifäerberei, déi verschidde Leit op Datingportaler gären emol maachen.

Virun allem de Considerant 5 fannen ech dann och ganz speziell an dat ass och de Grond, firwat mer déi Motioun hei net kënne matstëmmen, dat soen ech direkt. Et goung nämlech ni ëm eng Balance tëschent Autonomie vun de Gestionnairen, mee et goung ëm politesch Verantwortung. An dat gëtt hei e bësse kuerz gegraff. Et gëtt nämlech just geschriwwen, et géif ëm en Equiliber zwëschent der Autonomie an der Responsabilitéit vum Gestionnaire an der Sécherheet an der Fräiheet vun den Usagere goen. Ech mengen, datt et u sech falsch do drasteet. Et geet ëm d'politesch Responsabilitéit versus d'Sécherheet an d'Fräiheet vun den Usageren.

An da muss ech ganz éierlech soen, fannen ech déi Motioun generell e staarkt Stéck fir d'Lëtzebuerger Parlament, well d'Invitten 2, 3 a 4 sinn u sech eppes, wat ech awer e bëssen e geféierlechen Trend fannen. D'Chamber - e Legislateur - invitéiert d'Regierung, fir hir Aarbecht ze maachen. Ma da kënne mer de Buttek hei zoumaachen! Genau dat ass de Grond, firwat mir mat Nee stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Clement. Et ass keng weider Wuertmeldung méi do. Dach, d'Madamm Martine Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här President. Also nieft dem Considerant 5 hu mir och nach mam Considerant 7 e Problem, well mer dat definitiv ganz anescht gesinn. Hei steet: « considérant la collaboration étroite et constructive entre les ministères de la Santé et de la Famille ». Ech mengen, de Michel Wolter war drop agaangen, datt mer déi Zesummenaarbecht net grad esou gesinn.

Dann, beim Invite fanne mer et scho speziell, an dëser Zäit, wou mer fest dovunner iwwerzeegt sinn, datt d'Madamm Minister hei eng Verantwortung hätt missen iwwerhuelen, fir dës Kris an den Haiser ze geréieren, eeben déi Verantwortung elo hei par motion ofzeginn un eng Commission permanente. Et steet hei dran, déi Commission permanente misst am Prinzip Recommandatioune gi fir d'Gestion de crise. Dat fanne mer also ganz speziell a mir hu jo eng aner Interpretatioun vum ASFT-Gesetz wéi d'Majoritéit.

Idem ass et fir den Opruff, fir elo hei an engem Projet de loi Amendementer ze maachen. Dat fanne mer ganz spezifesch.

Wou mer awer averstane sinn a wat fir eis extreem wichteg ass, dat ass, datt mer Qualitéitskritäre kréien, fir déi Haiser ze geréieren. An do wäerte mer natierlech och positiv zu deene Qualitéitskritäre stoen, well mer fannen, datt e Qualitéitssystem an och eng Evaluatioun vun den Haiser noutwendeg ass.

Mee mat dëser Motioun kënne mer esou net averstane sinn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Hansen.

Da kéime mer zum Vott vun der Motioun Nummer 2.

Vote sur la motion 2

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 31 Jo-Stëmmen, 23 Nee-Stëmmen a 6 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Josée Lorsché), François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Aly Kaes et Serge Wilmes ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 3

Da kéime mer zur Motioun Nummer 3, déi vun de Piraten deposéiert ginn ass. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Jo, merci, Här President. Effektiv ass et esou, dass et Employéen aus dem Fleege- a Gesondheetssecteur gëtt, déi net geimpft sinn. Dat ass net gutt. Et wär u sech flott, wann een do méi en héijen Taux vu Leit hätt, déi geimpft sinn. Et leeft eng grouss Sensibiliséierungscampagne. Déi leeft elo schonn eng ganz Zäitchen. Déi leeft och elo nach ëmmer. Säit dem 8. Juli kann een och Kräizimpfungen hei zu Lëtzebuerg maachen. An am ganze Juli kënnen d'Leit sech op impfen.lu e Rendez-vous huelen. Esou séier, wéi et geet, kréie se dann och hir Impfung, esou wéi alleguerten déi aner Leit och.

Ech mengen net, dass e Bréif eleng déi Bereetschaft, fir sech impfen ze loossen, elo considerablement steigere wäert, mee déi, déi sech wëllen impfe loossen an déi eng Kräizimpfung wëllen, déi kënnen dat iwwert de Site impfen.lu maachen. Mee alleguerten déi aner Leit, déi eng Kräizimpfung wëllen, kënnen dat och maachen. Duerfir géif ech proposéieren, déi Motioun hei net unzehuelen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Engel. An dann d'Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech sinn oder mir sinn net averstan mam Här Engel senger Erklärung, well mer fannen, datt mer all Initiativ, fir u sech d'Leit ze sensibiliséieren, fir datt se sech zousätzlech impfe loossen, mussen ergräifen. Duerfir ass et net eleng e Bréif, mee et ass awer och e Bréif, deen dobäi hëlleft, an duerfir wäerte mer dës Motioun ënnerstëtzen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Hansen. Dann huet den Här Fred Keup d'Wuert gefrot.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Merci, Här President. Effektiv gëtt et fir déi Leit, déi informéiert sinn an dat och siche ginn, d'Méiglechkeet, fir sech um Site vun impfen.lu anzeschreiwen. Mir hunn awer gëschter och vum Här Waringo héieren, dass et ganz vill Leit gëtt, déi sech net geimpft hunn, dass et och ganz vill Leit gëtt, déi net hei am Land wunnen, déi net geimpft sinn an déi och, soen ech elo mol, vläicht net wëssen, wou a wéi a wat impfen.lu ass an esou weider. Et kann net schueden - et ass jo fräiwëlleg -, wa mer deene Leit nach eng Kéier e Bréif zoukomme loossen, an deem mer se invitéieren, soudass dat heiten eigentlech eng gutt Saach ass.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Keup. An da geet d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, den Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Jo, merci, Här President. Ech sinn an engem anere Film, sorry! Ech hu mat kengem Wuert an där Motioun hei vu Kräizimpfunge geschwat. Ech hunn dovunner geschwat, datt déi Leit, déi sech nach net impfe gelooss hunn - null Dosen, net eng Dosis, mee null Dosen; well dat vläicht net kloer war, wëll ech et hei nach eng Kéier kloerstellen -, déi sollen ...

Nach eng Kéier, mir wësse jo, wéi mer se erreechen. Malheureusement, an dat ass e Problem mam Dateschutz an deem heite Fall, wësse mer jo net forcement, wie sech geimpft huet. Dat heescht, mir mussen d'Gesondheetspersonal am Ganze sensibiliséieren. An ech weess, do lafe Campagnen. Do gëtt och iwwert d'Haiser geschafft, an e grousse Merci fir all Initiativ, déi do geholl gëtt, och an den Haiser, wou wierklech probéiert gëtt ze sensibiliséieren.

Mee ech mengen, datt et hei wierklech sënnvoll wär - a mir kommen un déi Adressen, well mir wëssen, iwwert den LST bréngе mer et och fäerdeg -, Leit geziilt ze invitéieren. Op Basis vun hire Code-socio-professionnelle sollte mer, an dat ass meng fest Iwwerzeegung, Leit geziilt nach eng Kéier uschreiwen, fir sech och prioritär zu allen aneren impfen ze loossen, well hei geet et drëm, déi Leit ze impfen, déi déi vulnerabelste Leit all Dag begéinen. An do ka keen Effort ze grouss sinn. A wann d'Regierung oder d'Majoritéitsparteien do dergéint stëmmen, ma dat seet vill doriwwer aus, wéi se d'Impfbereetschaft wëllen erhéijen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Clement. Dann nach eng Wuertmeldung vun der Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, wannechgelift.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk)*.- Jo, ech gesinn dat gradesou, wéi den Här Clement dat elo seet. Ech verstinn elo hei d'Welt net, well dat do ass jo just en zousätzlechen Incentive fir een, dee sech impfe kéint loossen oder sollt loossen, well e mat vulnerabele Leit ze dinn huet. Ech kann net verstoen, wéi ee kann dergéint stëmmen. Dat ass fir mech net ze verstoen, dat do.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Cecchetti.

Da kéime mer elo zum Vott vun dëser Motioun.

Vote sur la motion 3

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole

Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Josée Lorsché), François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

5. Dépôt d'une résolution par M. Mars Di Bartolomeo

Mir kommen elo zur Consultatiounsdebatt iwwert d'interministeriell ... Nee, fir d'éischt wëll ech awer nach dem Här Mars Di Bartolomeo d'Wuert gi fir den Depot vun enger Resolutioun.

Här Mars Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), auteur.*- Merci, Här President. Muer de Moien hu mer um Ordre du jour eng Resolutioun vum Kolleeg Fernand Kartheiser iwwert d'Informatioun ronderëm déi successiv Revisioune vun eiser Verfassung. Dee Punkt, deen ass fir muer de Moie fréi virgesinn. An ech mengen, dat soll och esou bleiwen. Mir hunn eis zesummegesat no den Diskussiounen an der Institutiounskommissioun, fir eng Resolutioun ze presentéieren, déi d'Ënnerschrëft vu Vertrieder vu fënnef vu siwen Fraktiounen oder Sensibilitéiten hei dréit, mat der Sympathie vu mindestens enger Sensibilitéit nach derbäi, fir d'Geleeënheet vun deene successive Revisiounen ze notzen, fir d'Informatioun iwwer eis Verfassung ze verbesseren, fir d'Informatioun esou gutt ewéi méiglech ze maache ronderëm déi Revisiounen.

Wéi gesot, déi Resolutioun, déi ech Iech elo iwwerginn, Här President, a wou ech frou wär, wa se zur Diskussioun géif kommen, wann dat am Sënn ass vun der Conférence des Présidents, no der Resolutioun vum Kolleeg Fernand Kartheiser. Ech iwwerginn Iech se heimat.

Résolution

La Chambre des Députés,

- convaincue que les révisions constitutionnelles engagées dans la voie législative constituent une occasion de choix pour informer et intéresser les citoyens du pays de l'importance de notre loi fondamentale ;

- rappelant les efforts entrepris par la Chambre des Députés par le biais du site dédié à la réforme, les forums de discussion citoyens et l'appel à présenter des propositions par le biais du site « Är Virschléi » ;

- saluant qu'un certain nombre de propositions de la part de la société civile ont été reprises dans les propositions de révision successives ;

- notant que le Bureau de la Chambre des Députés est saisi de propositions en faveur d'un vaste effort d'information sur les différents chapitres soumis à la révision ainsi que sur la Constitution dans son ensemble,

propose

- de lancer dans les meilleurs délais les initiatives suivantes afin d'informer le grand public au mieux sur le devenir des modifications prévues à notre Constitution :

• conférence de presse ;

• réunion d'information et de discussion entre les partis représentés au Parlement et le grand public ;

• diffusions de films d'animation et de cahiers pédagogiques ;

• publications dans la presse et le compte rendu de la Chambre des Députés ;

• tables rondes et interviews diffusées par « Chamber TV » ;

• publications dans les médias sociaux ;

• informations détaillées sur le site Internet de la Chambre des Députés ;

• publication d'une brochure plurilingue distribuée à tous les ménages reprenant le texte révisé et des explications de texte ;

• exposition sur l'histoire de la Constitution.

(s.) Mars Di Bartolomeo, Simone Beissel, Sven Clement, Léon Gloden, Charles Margue.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), auteur.*- Merci villmools, Här President.

www.chd.lu

6. Débat de consultation sur la note interministérielle sur la criminalité liée aux stupéfiants au Luxembourg

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da kéime mer elo zur Consultatiounsdebatt iwwert d'interministeriell Nott iwwert d'Drogekriminalitéit. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Léon Gloden, d'Madamm Carole Hartmann, den Här Dan Biancalana, d'Madamm Stéphanie Empain, den Här Fernand Kartheiser, d'Madamm Nathalie Oberweis, den Här Marc Goergen, den Här Laurent Mosar an d'Madamm Francine Closener. Den Här Henri Kox, Minister fir d'bannenzeg Sécherheet, huet d'Wuert. Här Kox, wannechgelift.

Exposé

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Mëtten hunn ech en Débat de consultation ugefrot, fir iwwer eng Note interministérielle iwwert d'Drogekriminalitéit hei zu Lëtzebuerg ze debattéieren, en Debat, deen Iech heibannen d'Méiglechkeet gëtt, iwwer éischtens d'Situatioun vun der Drogepolitik ze debattéieren an och iwwert d'Demarche, déi mäi Ministère säit engem Joer ënnerholl huet, fir an dëser Problematik méi eng holistesch Approche anzehuelen.

De Phenomeen vun der Drogekriminalitéit ass säit Joren, wann net säit Joerzéngten eng Erausfuerderung, déi souwuel de Sécherheetsberäich betrëfft, wéi och de Gesondheetsberäich, awer och d'Inklusioun mat sech bréngt. Et kënnt mat reegelméissegen Ofstänn ëmmer op d'Dagesuerdnung, och hei an der Chamber, an awer, déi néideg Äntwerten oder zefriddestellend Äntwerten hu mer nach net alleguerte geliwwert.

Dës Problematik gëllt natierlech net nëmmen an deene sougenannten Hotspotten. Ech wëll just do awer vun deene Stied schwätzen, wou awer och ganz vill Efforte gemaach ginn, bekannt sinn dann awer Déifferdeng, Ettelbréck, Esch an natierlech an der Stad Lëtzebuerg op der Gare, wou déi Problematik méi present ass.

Reng statistesch gesinn ass et och e Phenomeen, deen e bësse sinusfërmeg geet. An ech hat Iech nach leschte Freiden eng Statistik zoukomme gelooss, déi zréck geet bis op 2000, iwwer 20 Joer. An do mierkt een, dass an de Joren 2014 an 2015 och schonn e Peak war, deen och elo ze beobachten ass, wëssend dass awer an deene leschte sechs Joer zousätzlech 70.000 Leit méi hei zu Lëtzebuerg wunnen.

An de leschte sechs Méint war awer och besonnesch d'Police e bësse méi am Fokus, besonnesch op der Gare hei an der Stad, fir ze soen, dass hir Interventiounsenergie vläicht net duergeet, fir nach méi Presenz ze weisen. An dat huet och zu verschiddenen Interpretatioune bei aneren Agrëff vu staatlechen oder kommunalen Autoritéite gefeiert.

Ech hu vun Ufank un och bei dëser Ausernanersetzung ëmmer drop higewisen, dass d'Police selbstverständlech d'Responsabilitéit vun der Kriminalitéitsbekämpfung huet, och vill hëlleft, massiv hëlleft, awer leider net eleng de Problem ka léisen.

Den Effektiv ass 2019 op der Gare entspriechend an d'Luucht gesat ginn, fir grad an deem Beräich méi intensiv ze schaffen, dat a Concertatioun mat der jeeweileger Gemengenautoritéit. An et ass an deene leschte Méint och probéiert ginn, d'Aarbechtsmethod unzepassen, fir dem Phenomeen vun der Drogeproblematik besser bäizekommen. Ouni wëllen op d'Statistiken anzegoen, weist sech awer, dass och d'Aarbecht vun der Police gefruchtet huet, an dat soen ech och. D'Drogebekämpfung ass jo eppes, wou weeder den Dealer nach de Konsument bei d'Police kënnt, awer et ass duerch eng aktiv Policeaarbecht, wou een engem Deel vun där Kriminalitéit awer ka bäikommen.

Mee d'Police ass effektiv nëmmen een Deel. An duerfir, mengen ech, ass et wichteg, dass mer och méi eng holistesch Approche dofir huelen.

D'Problematik ass vill méi komplex, fir et just op dem Deel vun der Repressioun ze maachen an et geet wäit iwwert den Domän vun der Police eraus. Et ass e Beräich vun der Santé, et ass e Beräich vun der Immigratioun, et ass och e judiciairë Problem, dee mer mussen ugoen.

Vläicht kuerz op den Historique awer vun dësem Debat, dee jo awer op eng Initiativ zréckgeet, fir zesummen ze kucken, hei bäizekommen. D'Virgoensweis, d'Drogekriminalitéitsbekämpfung méi breet ze diskutéieren, ass eng scho laang geféiert Diskussioun, déi och a mengem Ministère ugefouert ginn ass. Mir sëtzen och deels selwer an deem Glashaus, well verschidde Responsabilitéiten ënnerschiddlech sinn, awer jeeweils an hire respektive Méiglechkeeten, déi se zur Verfügung hunn.

An de fréiere Minister vun der bannenzeger Sécherheet, de François Bausch, hat déi Debatt - an dat ass e bësse méi wéi ee Joer hier, de 24. Juni 2020 - hei an der Chamber an enger Kommissiounssëtzung ugereegt, fir eeben éischtens dat méi holistesch ze kucken, awer och, fir dat mat an de Conseil de Gouvernement ze huelen, fir dass och d'Regierungskolleege mat op dee Wee ginn.

Ech selwer hunn als Ministre délégué den 20. Juli 2020 an der Chamberskommissioun, och hei am Cercle war dat, ugereegt, dass déi Aarbechten un där Nott ugefaangen ginn. Déi Nott, déi (veuillez lire: Deen Aarbechtsgrupp, dee) sech zesummegesat huet - als Coordinateur vun där Nott war mäi Ministère zoustänneg -, dat ass engersäits den MSI, et ass de Ministère de la Justice, et ass de Ministère des Affaires étrangères et européennes, d'Direction de l'immigration, de Ministère de la Santé, de Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, de Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes. An den Intérieur huet och nach eng Kéier déi Nott kënne kréien als Informatioun.

De 5. Mäerz 2021 ass déi Nott am Regierungsrot approuvéiert ginn an déi nächst Etappe fir eng concertéiert Zesummenaarbecht vun de verschiddenen Acteure goufe festgehalen, fir d'Situatioun fir déi betraffe Mënschen - virun allem déi, déi an der Situatioun sinn, awer och fir d'Awunner an de betraffene Quartieren, sief et hei an der Stad, awer sief et och an deenen anere Regioune wéi virdru genannt - ze verbesseren a fir schlussendlech um Terrain mat den Acteure Solutiounen ze sichen.

Et goufen zwou Commission-jointen aberuff, déi ech awer wollt onbedéngt aberuffen, fir déi zwee Voleten eng Kéier ze diskutéieren, déi zwee Voleten, déi fir mech net getrennt, awer dach eenzel musse gekuckt ginn, well déi zwee Voleten - et ass eng Kéier de repressive Volet - eenzel musse gekuckt ginn, wou verschidden Nobesserunge musse gemaach ginn, awer och am preventive Volet.

An duerfir hate mer de 24. Juni, virun engem Mount, eng éischt Reunioun, praktesch ee Joer no der Initiativ, déi mer hei an der Chamber geholl hunn. Dat war dunn d'Commission de la Sécurité intérieure, an dann d'Commission des Affaires étrangères, d'Kooperatioun an d'Immigratioun, an dann d'Égalité entre les femmes et les hommes, fir mat der Justiz iwwert de repressive Volet ze diskutéieren.

Ech muss awer och op déi Debatt hiweisen, déi mer den 11. Mäerz hei an der Chamber haten, wou mer awer och eng Motioun gestëmmt hunn, ugeholl hunn, wou eng ganz Rei Elementer schonn dra sinn, wou d'Regierung natierlech och wäert liwweren. Verschidden Elementer aus där Motioun si jo och scho mëttlerweil iwwert de Staatsrot komm - ech denke just un d'Kompetenze vun den Agent-municipallen. Dir wësst, ënner anerem ass d'Gesetz iwwert de VisuPol, dee jo indirekt e Drogebekämpfungsmoyen ka sinn, awer net ausschliisslech, just e klengen Deel, mëttlerweil gestëmmt ginn.

Also et ass schonn intensiv an der Zwëschenzäit un där Motioun geschafft ginn, fir dat awer och ëmzesetzen, wat deemools hei an der Chamber festgehale ginn ass.

Den 2. Juli hate mer dann eng zweet Kommissioun an do war d'Theema de preventive Volet. Mir wëssen, d'Police kann natierlech ganz vill am Secteur maachen, awer wa mer dat do net méi breet, méi dezentral, méi preventiv kënnen ugoen, dann ass et oft ëmmer eng End-of-Pipe-Politik, déi do kënnt. An duerfir muss een déi zwee Volete matenee kucken.

An där Kommissioun vum 2. Juli war ënner anerem och mäi Ministère dobäi, well mer d'Koordinatioun an dësem Dossier weiderhi wëllen assuméieren. Ënner anerem war awer och eeben d'Educatioun, d'Commission de la Famille, d'Santé, awer och den Intérieur mat der Égalité entre les femmes et les hommes hei dobäi, fir dat kënnen ze diskutéieren.

Op Basis vun deenen zwou Kommissiounen hu mer versicht, e Resümmee ze maachen an och e Questionnaire auszeschaffen, dee mer Iech zoukomme gelooss hunn. Wann ech dee Questionnaire kucken - ech hunn en och elo nach eng Kéier hei viru mer leien -, dee sech opgedeelt huet a sechs méi generell Froen, awer och an eng Rei méi konkret Froen, wat de preventive Volet ubelaangt. Mir haten der do emol eelef erausgeschielt. Natierlech ass dat net exhaustiv an et kënnen da wuel duerchaus nach aner Punkten derbäikommen.

Och am repressive Volet hu mer nach déi eng oder aner derbäigesat, wëssend dass mer jo den 11. Mäerz schonn eng Debatt doriwwer haten an déi Punkten hei nach eng Kéier widderhuelen.

Dir hutt also eng Rei vu Froen zur Verfügung gestallt kritt, fir hei da kënne Stellung ze huele respektiv eis dann och matzebegleeden an déi Richtung.

Den Objektiv vun dem Debat ass keen endgültegen Debat an et ass och net haut, fir do e Punkt ze setzen. Mir sinn an enger ganzer Rei vun Demarchen, déi musse gemaach ginn. Ech op menger Säit, wat d'Police ubelaangt, kann Iech jiddefalls versécheren, dass eng ganz Rei vun Initiative mëttlerweil ugeholl gi sinn. An ech wëll just drun erënneren, dass mer e ganz staarken Accent op de Recrutement gesat hunn, dat wësst Der. Den éischten Erfolleg hu mer och do ganz kloer, dass mer elo eng Policeschoul konnten ufänke mat 200 neie Recrutten, déi awer och schmäerzhaft a ville Beräicher gebraucht ginn.

Et ass eng Nott, déi, mengen ech, ganz vill Aspekter ugeschwat huet, mat Géométrie variable, déi, wéi gesot, net ausféierlech ass. Vläicht just e puer Wuert dozou: Et ass probéiert ginn an där Nott, déi vun engem interministeriellen Aarbechtsgrupp war, wéi gesot, wou mir de Lead haten, fir d'Koordinatioun ze iwwerhuelen, eng aktuell Situatioun ze weisen, fir och déi eventuell Hindernisser opzezielen, déi et dohier gëtt, awer och Propositioune fir eng Verbesserung.

Ech weess, dass et verschidden Divergenzen tëschent vläicht där enger Interpretatioun innerhalb vun der Nott a vläicht der Stad Lëtzebuerg gëtt. Awer dat ass wierklech net geduecht, fir hei net wëllen ausféierlech ze sinn. Déi Nott ass e Punkt gewiescht vum 5. Mäerz an ech mengen, dass dat awer duerchaus ëmmer e Punkt ass, dee muss verbessert ginn, un deem muss weidergeschafft ginn, awer wou jiddereen och seng Responsabilitéit muss iwwerhuelen.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- D'Zuele mussen einfach richteg sinn!

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- D'Zuele sinn och richteg, déi do dra sinn. D'Zuele si ganz richteg. D'Zuele sinn ...

Mme Lydie Polfer *(DP).*- ... vun der Caritas ginn nëmme vun der Stad Lëtzebuerg bezuelt an net vun ...

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Jo, nach eng Kéier, ech wëll nach eng Kéier hin ... Ech hu jo als Koordinator vun deem probéiert, esou gutt wéi méiglech dorobber ze äntweren. Dir hutt jo d'Méiglechkeet, haut de Mëtten do nach eng Kéier Stellung derzou ze huelen.

Nach eng Kéier wëll ech awer drop hiweisen, dass jiddwereen a sengem Beräich muss seng Responsabilitéiten iwwerhuelen, an dat net réischt haut. Awer och schonn an der Vergaangenheet hätten e ganze Beräich vu Saache kënnen a wëlle gemaach ginn.

E puer Saache wëll ech eraushuelen aus där Nott respektiv aus deem Debat, dee mer awer hei geféiert hunn an deenen zwou Kommissiounen, am Santésberäich respektiv an der sozialer Inklusioun. Wann een deen eraushëlt, gëtt scho méi laang iwwer eng dezentral Offer vum Abrigado geschwat, fir ze soen, mir brauchen eng Dezentraliséierung. Natierlech huet d'Stad den Attraktiounsfacteur, dee se eeben huet. D'Konzentratioun ass méi grouss an der Stad, mee et soll awer och iwwert d'Dezentraliséierung iwwert d'Land geschwat ginn.

Dann: De Mënsch musse mer awer am Mëttelpunkt behalen. Et si spezifesch Problematiken do. Mir haten eng ganz flott Ausféierung vum Claude Meisch iwwert déi Jonk, dass mer déi Jonk an deem Beräich musse stäerken. Ech mengen, mir mussen eis ëm déi Jonk këmmeren, mir mussen eis ëm déi eeler Leit këmmeren, mir musse jonk Mamme mat Puppelcher, déi och erwäänt ginn, d'Fraen, d'Obdachlos, fir nëmmen déi ze nennen ...

An natierlech ass och hei iwwert d'Streetworker geschwat ginn. Initiativen, déi ech nëmme ka begréissen, well et och, wann et esou ausgefouert gëtt, wéi dat elo de Fall ass vun dem „à vos côtés", Leit aus dem Quartier selwer sinn, déi bekannt sinn, déi Uspriechpartner kënne sinn. Dann ass dat ze begréissen an och nëmme weiderzeféieren.

Och d'Problematik vun de Bodypacker hate mer ugeschwat an de Spideeler, fir d'Reaktivitéit vun der Police dann och entspriechend kënnen ze verbesseren, fir dann och méi schnell a proaktiv erëm zréck um Terrain kënnen ze sinn.

Um repressiven Niveau ass natierlech och iwwert d'Immigratioun geschwat ginn. Et ass den Artikel iwwert d'Immigratiounsgesetz, den Artikel 142, wou jo och an där Kommissioun driwwer diskutéiert gëtt, dass eng Adaptatioun misst méi prezis gemaach ginn, dass mer net déi ënnerschiddlech Interpretatiounen um Gericht hunn. Ech mengen, et ass deemools ugeschwat ginn, dass natierlech zesumme mat der Justiz muss do gekuckt ginn. Och déi bilateral Kooperatioune mat Drëttlänner respektiv um EU-Niveau sinn ugeschwat ginn.

Zum Schluss ass natierlech och de lokalen Niveau nach eng Kéier genannt ginn, dass, esou wéi am VisuPol - also d'VisuPolsgesetz iwwert d'Kamerauwendung vun der Police op der Gare hei zu Lëtzebuerg oder an deene Beräicher, déi elo bekannt sinn -, och gekuckt gëtt, fir den Urbanismus an aner Elementer gläichzäiteg ze kucken.

Ech mengen awer, an dat ass meng Iwwerzeegung, an dat wäert ech och probéieren, mat deenen eenzelne Gemengen nach eng Kéier ze thematiséieren, dass mer eis niewent deene lokale Preventiouns-

kommiteeën, déi mer jo hu laut Gesetz 2018, wou jo eng enk Kooperatioun awer trotzdeem besteet tëschent de jeeweilege Buergermeeschteren an dem Chef vun deem jeeweilege Kommissariat, iwwert déi lokal Securitéitskonzepter musse Gedanke maachen, wou ee méi Volete muss ënnersichen.

Et geet net nëmmen duer, dass déi Kommiteeën zesummekommen, mee wa mer de Kompetenze vum Agent municipal weider Beräicher zougänglech maachen, wa Streetworker ënnerwee sinn, wann aner Beräicher mussen ugeschwat ginn, esou, mengen ech, ass et wichteg, dass mer an deene Beräicher och weiderginn.

Ech wollt a menger Introduktioun net an deen allerleschten Detail goen. Ech mengen, mir haten d'Méiglechkeet hei iwwert déi Nott respektiv iwwer Är Diskussiounen, déi mer an der Kommissioun geféiert hunn, eis kënne Gedanken ze maachen. An dofir, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wollt ech Iech eeben dann d'Wuert ginn, dass déi jeeweileg Fraktiounen a Sensibilitéiten heizou jo da Stellung, Kritik, wéi och ëmmer, huelen. Ech mengen, do sidd Der fräigestallt, dat esou ze maachen, wéi Dir dat mengt.

Fir mech wollt ech zum Schluss no där Debatt - ech wëll Iech natierlech ganz gutt nolauschteren an och mäi Méiglechst dann och mat ewechhuelen - vläicht kuerz d'Wuert nach eng Kéier huelen awer och iwwert déi weider Demarche, déi a mengem Ministère an dësem Beräich wäert weider gemaach ginn.

Bis dohinner soen ech Iech dann elo emol Merci fir d'Nolauschteren. An da lauschteren ech Iech gespaant no iwwer Ären Input. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools fir elo emol dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet, dem Här Henri Kox.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden agedroen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Merci, Här President. No der Diskussioun vum Rapport Waringo gëtt dann elo d'Debatt iwwert d'Drogeproblematik an déi domadder verbonne Sécherheetsproblematik hei an der Chamber owes um siwen Auer an en Débat parlementaire eragequëtscht. Ech fannen dat inakzeptabel. Dat ass inakzeptabel! Et ass keng propper Aarbecht tëschent Regierung a Chamber. Dat weist erëm eng Kéier den Irrespect vun der Regierung par rapport zu der Chamber.

Mir hunn déi lescht véier, fënnef Méint des Ëfteren hei iwwert d'Drogeproblematik, besonnesch an deene gréisseren Uertschaften, diskutéiert, iwwert déi domadder verbonne Sécherheetsproblematik. An ech stellen och fest, datt déi Nott schonn op den 2. Mäerz datéiert ass, Här Policeminister. Mir hunn an de Kommissioune säit Mäerz gefrot, ëmmer erëm, déi Nott ze kréien. A mir krute se eréischt am Juni, well Der eis ëmmer erëm gesot hutt, si wier nach net fäerdeg.

Da muss ech och feststellen, an ech hunn dat och an der Kommissiounssëtzung gesot, datt ee wichtegen Acteur an där Nott anscheinend net zur Sprooch komm ass. Dat ass d'Douane. D'Douane spillt eng ganz wichteg Roll an der Drogebekämpfung. An ech konnt net méi gutt méi gëschter am „Wort" liesen, an Dir och, am Leitartikel, wou et iwwert de Mord un deem hollännesche Journalist gaangen ass, wou erauskomm ass, datt en am Drogemilieu an Holland enquêtéiert huet, datt Holland sech ëmmer méi duerch den Hafen zu enger Ëmschlagplaz vun den Droge „mausert" - entre guillemets - an datt déi Drogen iwwer Lëtzebuerg dann an Europa verkaaft ginn. Dobäi spillt grad d'Douane e ganz wichtege Rôle. Deen ass eebe leider net mat abezu ginn.

Da muss ech och feststellen, an de Kommissiounssëtzungen ... Här Minister, Dir waart do, Dir sidd och den Owend do, mee an de Kommissiounssëtzungen waart Der net flankéiert vum Här Ausseminister a vun der Gesondheetsministesch. Dir hutt et elo e puermol gesot: Déi Problematik muss global tëschent deene verschiddene Verwaltungen a Ministèren ugi ginn. Ech stelle fest: Si loossen Iech hei aleng sëtzen!

Dann zum Fong - an ech hat et an der Kommissiounssëtzung gesot: Déi Nott hei ass en Hëllefruff. En Hëllefruff vun der Police, en Hëllefruff vum Immigratiounsservice. D'Kand läit am Pëtz! D'Kand läit am Pëtz an dat huet awer och mat dëser liberaler Drogepolitik vun dëser Regierung ze dinn. Ech soen dat ganz kloer hei.

D'CSV huet do eng ganz aner Positioun! Mir soen Nee zu enger liberaler Drogepolitik. Mir soen Nee zu der Legaliséierung vun der genereller Consommatioun vum Cannabis. De Claude Wiseler an de Laurent Mosar hunn dat och schonn e puermol hei um Riednerpult gesot. Et ass eng fundamental aner Approche. An déi Fro hutt Der net gestallt, Här Minister, an där Nott an an deem Froekatalog, dee mer dann och eréischt de Freideg kruten.

Wéi ass d'Positioun vun de Parteien zu der Drogepolitik vun dëser Regierung? Approuvéiere se, jo oder nee, déi liberal Drogepolitik vun dëser Regierung? D'CSV seet do ganz kloer Nee.

Dir hutt et gesot an där Nott: Et sinn zwee Voleten. Op där enger Säit de Volet Preventioun an op där anerer Säit de Volet Repressioun.

Ech soen am Numm vun der CSV ganz kloer: Mir soe Jo zur Preventioun a mir soen och Jo zu enger globaler Approche tëschent de Servicer. Mir soen och Jo zu méi Streetworker. Mir soen och Jo zu enger verstäerkter Impfcampagne, pardon Infocampagne ...

(Hilarité)

... an de Schoulen. Mee mir soen och ganz kloer Jo zu méi Kleederstuffen. Mir soen och ganz kloer Jo zu méi Épicerie-sociallen.

A mir soen och ganz kloer Jo zum Ausbau vu Betreiungs- a Berodungsméiglechkeeten a virun allem, wéi d'Kolleegin Françoise Hetto dat nach d'lescht Woch hei ugefouert huet, zum Ausbau vu méi Therapieplazen. Well mir héieren ëmmer erëm reegelméisseg vun de Rekrutementsproblemer vu Psychiateren. Hei musse ganz vill Suen investéiert ginn, fir dës Filière opzewäerten. Dir sidd jo och do net där Meenung, déi d'Françoise Hetto hei am Numm vun der CSV d'lescht Woch gesot huet.

A mir soen och ganz kloer Jo zum Ausbau vun „Housing First"-Projeten. Wann ech d'Gemenge kucken, wou ënner anerem d'CSV mat um Rudder ass am Schäfferot, wéi d'Stad Lëtzebuerg, Esch, Schëffleng, Ettelbréck, Maacher, Déifferdeng, do gëtt et ganz vill där Initiativen. Et gëtt och ganz vill Gemengen, wou d'CSV net um Rudder ass, wou et och vill där Initiative gëtt. Dat heescht, et gëtt schonn e ganz groussen Effort gemaach an der Preventioun.

Ech soen awer och dann op där anerer Säit a ganz klore Jo zu enger verbesserter Sécherheetspolitik. Mir hunn déi lescht sechs Méint, an ech hunn et scho säit véier, fënnef Joer hei mat Äre Virgänger ëmmer erëm gesot am Kader vun der Lag zur Natioun, och wann ech e bësse beläche lt gi si vu Verschiddenen heibannen, wann ech erëm iwwert d'Sécherheet geschwat hunn. Well d'Sécherheetsgefill ass en Deel vun der Liewensqualitéit vun eise Bierger a Biergerinnen.

An ech muss soen, ech war wierklech erféiert, wéi d'Police an Dir, Här Minister, déi Zuelen hei presentéiert hutt: 30 % Multirecidivisten - 30 %! Dat heescht, déi Leit, déi wäerten ëmmer erëm eng Infraktioun begoen, fir un Drogen ze kommen, mat der Konsequenz, datt Leit iwwerfall ginn, datt d'Sécherheetsgefill vun de Leit net garantéiert gëtt.

Ech soen och ganz kloer, an ech hunn d'Impressioun, heiansdo gëtt dat hei esou gesot: Esou en Drogendelikt ass en Drogendelikt! Et ass kee Kavaléiersdelikt. Ech ka verstoen, datt Leit, deenen et ganz schlecht geet - a mir sollen och net ëmmer deen Debat just op déi Leit bezéien, well et sinn och Leit, deenen et gutt geet, déi och Problemer mat Drogen hunn -, dann en Delit maachen, datt se engem d'Kette vum Hals rappen oder d'Auer vun der Hand. Mee dat ass awer keng Entschëllegung. Et ass keng Entschëllegung!

Et ass e Constat, datt d'Preventioun feelschléit. Dont acte. Da musse mer do eppes maachen. Mee mir kënnen awer net op där anerer Säit soen: „Et deet mer leed, deen ass elo fir d'drëtt eraus aus dem Prisong komm. Deen huet Iech elo zweemol iwwerfall. Mir kënnen do näischt maachen." Dat ass net d'CSV-Politik. Jo zu der Preventioun a Jo zu enger verbesserter Repressioun.

Dofir fuerdert d'CSV säit Joren, Här Minister, méi Polizisten um Terrain. An dat war jo eng beoptraagt Question parlementaire vun der Madamm Empain, fir dann elo haut nach ze weisen, wivill Polizisten ënnert de gréngе Policeministere rekrutéiert gi sinn.

An ech hunn Iech dat schonn e puermol hei op der Tribün gesot: Dir gitt ëmmer nëmmen d'Brutto-Chifferen un. D'Netto-Chiffere gesi ganz anescht aus. 20 Brutto-Leit - fir dat dann esou ze soen - méi op der Gare, dat ass effektiv herno just nach 10! Déi Leit gi krank ..., Congé parental, Congé de maternité. D'Poliziste soen engem dat um Terrain. Ech komme jo och als Buergermeeschter vill a Kontakt mat de Polizisten.

An dann déi Froen, déi Der stellt, Här Minister. Ech hunn d'Impressioun, datt dat hei eng Alibidiskussioun ass, well d'CSV huet längst op déi kloer Äntwerte ginn: Bodycammen, verbesserten Ekipement fir d'Police, de Platzverweis, Bodypacker, de System Remise/Reprise, d'Videosurveillance, den Unisec-Problem an d'Iwwerschaffung vum legale Kader fir d'Identitéitskontrollen.

Op de Volet Migratioun geet mäi Kolleeg Laurent Mosar an. Duerfir wäert ech dat elo hei iwwersprangen. Mäi Constat ass - an, ech mengen, op deem Punkt si mer eis eens, Här Minister -: Mir mussen de Spagat packen, fir d'Preventioun an d'Repressioun ze equilibréieren. Mee d'CSV seet ganz kloer och: Wann d'Preventioun net gräift, muss d'Repressioun gräifen!

Dës Regierung ass säit 2013 um Rudder. A wann ech dann awer d'Konklusioun vun där Note interministérielle liesen ... Wat ass d'Konklusioun, Här President? D'Konklusioun ass, datt e Groupe de travail soll agesat ginn - op der leschter Säit -, fir e Livre blanc auszeschaffen.

D'Kolleeginnen a Kolleegen, déi am Europarecht doheem sinn, wëssen, wat e Livre blanc heescht. Duerno dauert et nach 30 Joer, bis eng Direktiv oder e Reglement ausgeschafft gëtt. Dat ass d'Konklusioun vun där Note interministérielle: e Groupe de travail, deen eng Studie ausschafft?!

Här President, dat ass net dat, wat d'CSV sech erhofft hat. Mir hu säit Méint, säit Jore Léisungsproposen op den Dësch geluecht. An ech kommen zréck op dat, wat ech am Ufank gesot hunn: Fir eis ass dat hei just eng fadescheineg Diskussioun, fir dobaussen ze weisen, et géif eppes geschéien. Mee, Här President, et geschitt leider nach net genuch. Ech fäerten, datt mer an zwee Joer nach ëmmer iwwert de Groupe de travail an iwwert d'Etüd da wäerten hei schwätzen.

Duerfir, Här President, wäert ech eng Rei Motiounen deposéieren.

Eng éischt Motioun, datt de Policeminister spéitstens fir de 15. September 2021 - ech preziséieren d'Joer - de Projet de loi, säi Projet de loi iwwert de Platzverweis hei an der Chamber deposéiert.

Dann datt esou schnell wéi méiglech de Projet pilote fir d'Bodycammen ëmgesat gëtt.

Datt dann a Kollaboratioun mat de Responsabele vun de Spideeler verbessert Ekipement a méi Espace fir d'Prise en charge vu Bodypacker op d'Bee gesat gëtt.

An dann eng lescht Motioun vu menger Säit, an den Här Mosar huet och nach eng herno: e ganze Katalog mat Mesuren, fir d'Preventioun ze verbesseren. Ech mengen, ech hunn et gesot: Streetworker, Housing First. Mee d'Leit gi jo klauen, well se eppes net hunn. An déi meescht Leit, déi klauen, hunn dat Néidegt, wat ee fir e liewe brauch, net - sief et Kleeder, sief et Iesswueren. Dat ass e Punkt, deen net an Ärer Nott virkënnt. Duerfir si mir der Meenung, déi Institutioune wéi Kleederstuffen, Épiceries sociales an esou viru mussen nach méi ënnerstëtzt ginn, fir datt déi Leit eeben net musse klauen, fir Kleeder ze hunn a fir sech kënnen anstänneg ze ernären.

Ech deposéieren hei déi Motiounen. Här President, wannechgelift.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que malgré certains efforts, beaucoup de citoyens éprouvent un sentiment subjectif d'insécurité ;

- considérant que la sécurité est un préalable indispensable à l'exercice effectif des droits et libertés publiques ;

- considérant que le maintien de la sécurité et de l'ordre publics constitue une mission primaire de l'État et des autorités communales ;

- considérant que le Gouvernement a déjà à maintes reprises été invité à introduire dans l'arsenal juridique l'instrument du « Platzverweis », c. à d. le pouvoir d'enjoindre à des personnes qui troublent l'ordre public de quitter un lieu donné, voire de leur interdire de s'y rendre pendant une période donnée ;

- constatant que le « Platzverweis » est ancré dans diverses législations étrangères ;

- rappelant que la proposition de loi n° 7589 a comme objet l'introduction du « Platzverweis » ;

- sachant que le Gouvernement est en train d'élaborer un projet de loi prévoyant entre autres des mesures similaires au « Platzverweis »,

invite le Gouvernement

- à déposer au plus tard pour le 15 septembre 2021 le projet de loi qui prévoit des mesures similaires au « Platzverweis » mentionné ci-dessus.

(s.) Léon Gloden, Martine Hansen, Laurent Mosar, Gilles Roth, Claude Wiseler.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que les caméras corporelles, appelées bodycams, sont destinées à filmer les interventions de la police permettant ainsi de retranscrire avec véracité d'éventuels faits de violence ;

- considérant qu'en France, en Allemagne et dans certaines régions belges les bodycams constituent déjà un instrument précieux pour les policiers lors de leurs interventions ;

- constatant que selon des experts ce dispositif a un effet éducatif et dissuasif et permet de réduire le risque de confrontation violente ainsi que le nombre de plaintes non fondées ;

- sachant qu'au Luxembourg le cadre législatif est toujours à l'étude et que Monsieur le Ministre vient d'annoncer que certains détails devront encore être réglés, notamment la conformité à la loi sur la protection des données,

invite le Gouvernement

- à clarifier au plus vite tous les détails légaux et à mettre en œuvre le projet pilote des bodycams dans les meilleurs délais.

(s.) Léon Gloden, Martine Hansen, Laurent Mosar, Gilles Roth, Claude Wiseler.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- sachant que le « bodypacker » est une personne qui fait passer clandestinement des drogues illicites (essentiellement cocaïne et héroïne) dans des ballons, des préservatifs ou des sacs en plastique similaires qui ont été avalés ou insérés dans le rectum ou le vagin ;

- constatant que dans le domaine de la criminalité liée aux stupéfiants, ce phénomène s'amplifie de plus en plus ;

- sachant que ce transport de drogues dans le corps peut être mortel en cas de rupture de l'emballage ;

- sachant que généralement les bodypackers sont identifiés par les services de police et de douane sur la base de plusieurs indices permettant de les suspecter ;

- considérant que le dépistage et le diagnostic reposent essentiellement sur l'imagerie abdominale, de préférence l'examen tomodensitométrique lorsqu'il est disponible ;

- considérant qu'en cas de diagnostic positif, les passeurs sont placés sous surveillance médicale ;

- sachant que le pays rencontre un manque de place dans les hôpitaux pour la prise en charge des bodypackers,

invite le Gouvernement

- à créer, en collaboration avec les responsables des structures hospitalières, des espaces supplémentaires avec l'équipement nécessaire pour la prise en charge des bodypackers.

(s.) Léon Gloden, Martine Hansen, Laurent Mosar, Gilles Roth, Claude Wiseler.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- estimant que toute politique en matière de lutte contre la criminalité liée aux stupéfiants doit être le résultat d'un effort commun entre travail de prévention, travail social et travail de répression ;

- estimant qu'en matière sociale, seule une étroite collaboration avec les différents acteurs impliqués (communes, ministères, associations actives dans le domaine, population) permet de garantir, dans la mesure du possible, une offre la mieux adaptée aux personnes concernées ;

- considérant que même avec une offre sociale importante, il n'existe cependant aucun moyen d'action de la part des autorités publiques pour obliger les personnes concernées à recourir à ces offres ;

- estimant qu'une offre de logement bas-seuil pour personnes toxicomanes ou sans-abri de façon décentralisée à travers le pays, permettrait aux personnes concernées de s'éloigner du lieu de leur addiction et de bénéficier d'un élément stabilisateur les aidant à se reconstruire éventuellement ;

- constatant que la cohabitation des résidents, des commerçants et des personnes qui vivent dans la rue peut s'avérer compliquée et conflictuelle ;

- constatant que parmi les personnes accueillies dans les différentes structures sociales à Luxembourg se retrouvent régulièrement des personnes venant des pays limitrophes, mais également de pays plus lointains et que la qualité de l'offre sociale à Luxembourg attire un certain tourisme social ;

- constatant que la plupart des personnes concernées sont des personnes malades et que les responsables de l'Abrigado ont noté une forte hausse des consultations médicales ;

- estimant qu'il est urgent d'adopter une approche plus médicale de la lutte contre la toxicomanie et les dépendances de manière générale ;

- constatant qu'il existe un manque important de structures pour les patients qui sortent de séjours psychiatriques stationnaires mais qui ne sont pas encore capables de mener leur vie de manière complètement autonome,

invite le Gouvernement

- à renforcer les efforts en matière de prévention avec les acteurs sur le terrain et la Police et d'intégrer davantage ce sujet dans les programmes scolaires à plusieurs niveaux ;

- à développer le « Housing First » en tant qu'offre de logement bas-seuil pour personnes toxicomanes ou sans-abri de façon décentralisée à travers le pays ;

- à développer davantage le service Streetwork en encourageant notamment une offre de médiation et de prévention ;

- à développer une décentralisation des structures sociales au-delà des frontières de la capitale et même au niveau de la Grande Région ;

- à associer davantage les hôpitaux à l'élaboration de pistes en matière de lutte contre la toxicomanie ;

- à créer une meilleure offre pour la prise en charge des maladies mentales et neuropsychiatriques et à augmenter les capacités des centres thérapeutiques pour personnes dépendantes ou en situation de maladie mentale ;

- à créer des structures assurant un encadrement des personnes dépendantes ou souffrant de troubles psychiques à partir du moment où elles peuvent quitter la psychiatrie stationnaire.

(s.) Léon Gloden, Martine Hansen, Laurent Mosar, Gilles Roth, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gloden.

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Domadder huet den Här Mosar nach 18 Minutten, fir herno nach eng Kéier nozekommen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Gloden. Als nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann agedroen. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Très bien!

Mme Carole Hartmann *(DP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir schwätzen haut iwwert d'Drogekriminalitéit. E Sujet, deen a praktesch all Stad op der Welt an och zu Lëtzebuerg zanter Joren existéiert a fir deen et net een eenzegt Allheelmëttel gëtt. Dofir ass et ëmsou méi wichteg, dass mir haut iwwert dëse wichtege Sujet, awer och komplexe Sujet hei schwätzen. D'Drogekriminalitéit dréit zum Onsécherheetsgefill vu ville Leit bäi, déi op verschiddene Plaze vun eise Stied ënnerwee sinn, wunnen oder schaffen. D'Drogekriminalitéit ass awer natierlech och virop e Problem fir déi ofhängeg Leit.

De Problem vun der Drogekriminalitéit huet, wéi gesot, schonn immens vill Voleten. Deemno sinn och d'Léisungen, déi mir brauchen, ganz villsäiteg. Dës verschidde Léisunge mussen Hand an Hand goen. Ech denken hei virun allem un zwee grouss Voleten: dee vun der Preventioun an dee vun der Repressioun.

D'Preventiounsaarbecht betrëfft fënnef Ministèren: de Policeministère, de Familljeministère, d'Educatioun, d'Santé an d'Egalité tëschent Fraen a Männer. Mir hunn déi lescht Woche vill iwwer Preventiounskonzepter, Therapieofferen a Preventiounsstrukture geschwat. Niewent der Preventioun läit eis als DP och d'Therapie vu suchtkranke Persoune besonnesch um Häerz. D'Preventioun an d'Therapie sinn zwou ganz ënnerschiddlech Baustellen, an awer hänke se enk mateneen zesummen.

D'Preventioun soll souvill Leit wéi méiglech dervun ofhalen, Drogen iwwerhaapt emol ze consomméieren. Dat wäert eis awer ni zu 100 % geléngen. Dee Moment kënnt d'Therapie an d'Spill, fir d'Sucht ze bekämpfen an dem potenzielle Réckfall virzebeugen.

D'Strukture sinn de Moment nach gréisstendeels an der Stad Lëtzebuerg zentraliséiert. Dat féiert natierlech derzou, dass et an der Stad zu méi Drogendelikter kënnt. Gläichzäiteg beweegt sech net all Drogekranken an der Stad, mee hält sech och op anere Plazen am Land op. Mir brauchen dofir dréngend d'Dezentraliséierung vun den entspriechende Strukturen. En Aarbechtsgrupp ass mat enger Enquête beoptraagt, wéi grouss d'Demande zum Beispill am Norde vum Land ass, fir nei preventiv an therapeutesch Infrastrukturen och do ze schafen.

Niewent der Stad Lëtzebuerg sinn et virun allem Stied mat gréissere Garen, wéi Esch/Uelzecht an Ettelbréck, déi vun der Drogekriminalitéit an dem Drogekonsum betraff sinn. Dat huet eis och den nationalen Drogecoordinateur an der Kommissiounssitzung confirméiert. Hien huet eis och doriwwer informéiert, dass verschidden Toxikomanen op Lëtzebuerg reesen, fir hei zu Lëtzebuerg Drogen ze kafen an och ze consomméieren.

Här President, d'Schoul spillt eng immens wichteg Roll an der Drogepreventioun. Den Educatiounsminister Claude Meisch huet an der Commission jointe vum 2. Juli d'Wichtegkeet vun der Preventioun am ganz jonken Alter ënnerstrach. Et gëtt schonn eng ganz Rei Programmer an de Schoulen, fir déi Jonk ze sensibiliséieren an awer och fir si drop ze preparéieren, dem Reiz vun dem Drogekonsum ze widderstoen.

Den nationalen Aktiounsplang fir d'Jugend 2022 bis 2024 huet zum Zil, d'Wuelbefanne vun deene Jonken esou ze steigeren, dass si eebe just net riskéieren, op eng schif Bunn ze geroden oder carrement an d'Kriminalitéit ze rutschen. Effektiv gëtt et nämlech eng Kausalitéit zwëschent onzefriddene Kanner a Jugendlechen an och dem Drogekonsum.

Kanner, déi e gesond Ëmfeld, e gutt soziaalt Liewe kennen, sinn net esou vulnerabel, an dësen Däiwelskrees ze geroden. De formelle Schoulkader bitt déi néideg Grondviraussetzungen, fir déi Jonk iwwert d'Gefore vum Drogekonsum opzeklären, hinnen e gesonde Liewensstil ze vermëttelen an hinne bäizebréngen, Eegeverantwortung fir d'Gesondheet ze iwwerhuelen.

Zesumme mat privaten Organisatiounen an Associatioune gi reegelméisseg Seminären, Trainingen an Theemendeeg an de Schoulen organiséiert, wou d'Schüler op eng interaktiv Aart a Weis iwwert d'Drogeproblematik informéiert ginn. An deem Kader huet de Centre de prévention des toxicomanies eng Toolbox entwéckelt, déi d'Schoule bei der Ëmsetzung vun hire Preventiounsaktivitéite begleede soll. Donieft huet den Zenter och e Guide mat Recommandatioune fir d'Léierpersonal an d'Educateuren ausgeschafft a bitt spezifesch Formatiounen iwwert den Ëmgang mat jonken Drogekonsumenten un.

D'Schoul wäert och weiderhin eng Schlësselroll bei der Preventioun an der Sensibiliséierung am Kader vun der Legaliséierung vum Cannabis spillen. Et wäert drëm goen, dass d'Legaliséierung vum Cannabis de Jugendlechen net e falscht Bild iwwert den Drogekonsum gëtt. Och liicht Droge wéi de Cannabis kënnen en negativen Impakt op déi physesch a psychesch Gesondheet hunn, besonnesch bei Jugendlechen.

Natierlech ginn och ausserhalb vun de Schoulen eng Partie Preventiounsmesuren organiséiert. Esou gëtt et zum Beispill eng Rëtsch Ulafstellen am Land, wou déi Jonk anonym Rotschléi an Informatioune kënnen ufroen. An Zukunft soll hei verstäerkt op déi digital Berodung zréckgegraff ginn an d'Potenzial vum eHealth an mHealth, also der Mobile Health, genotzt ginn.

Dës Mesurë falen ënnert d'Strategie vun der universeller Preventioun. Dëst sinn also generell Mesuren, déi d'Gesamtbevëlkerung vun eisem Land betreffen. Hei dernieft gëtt et nach déi selektiv Preventioun, déi sech, wéi d'Wuert et scho seet, just op eng bestëmmten Zort vu Leit konzentréiert. Nämmen déi vulnerabelst Persounegruppe gi bei dësen Aktivitéite viséiert.

Nieft de Kriseninterventiounen an de Schoule sinn dat virun allem Mesuren, déi an engem informelle Kader applizéiert ginn. D'ASBL Solidaritéit Jeunes offréiert zum Beispill eng spezifesch Berodung fir Mannerjäreger, déi a Konflikt mat dem nationalen Drogegesetz gerode sinn. Mat hire Programmer „Choice" oder „Choice18+" wëllt d'ASBL déi Jonk nees zréck op déi riicht Bunn kréien. Och d'Fondatioun Jugend- an Drogenhëllef steet den drogenofhängege Jugendlechen an hiren Eltere bei Froen zur Säit.

Här President, wann ech vu vulnerabele Persoune schwätzen, denken ech och ganz besonnesch u Mënschen, déi nu wierklech näischt fir hir Situatioun kënnen. Ech denken zum Beispill un neigebuere Kanner vun drogenofhängege Fraen, déi ab deem Moment, wou se op der Welt sinn, vun enger Ofhängegkeet betraff sinn.

Et ass eis Flicht als Gesellschaft, dës Kanner opzefänken an hinnen déi beschtméiglech Start- an Zukunftschancen ze erméiglechen. Mir hunn aktuell scho Strukturen, wou dës Kanner engem Sevrage ënnerzu ginn. Den nationalen Drogebeoptraagten huet awer an der Kommissioun ënnerstrach, dass och dës Strukturen nach ausbaufäeg sinn. Beschtefalls ass och en Encadrement tëschent der Mamm/den Elteren an dem Kand méiglech, fir dass déi ganz Famill kann zesummen aus der Ofhängegkeet kommen.

Niewent dësen dach ganz komplizéierten an dacks dramatesche Familljesituatiounen, wëll ech awer och op d'Situatioun vun de Sans-abrise kommen. An ech wëll op désem Punkt als Alleréischt widderhuelen an ënnersträichen, wat d'Familljeministesch Corinne Cahen och an der Kommissioun gesot huet: D'Sans-abrise si keng Krimineller. Änlech wéi d'Prostituéiert si si extreem vulnerabel. A well si vulnerabel sinn, si se dem Risiko, Drogen ze konsuméieren, op eng direkt Aart a Weis ausgesat.

Ech wëll op dëser Plaz d'Initiativ Housing First ernimmen, well et fir eis als DP eng absolut Prioritéit ass, Sans-abrisen, déi dat och wëllen, zréck an d'Gesellschaft ze integréieren. Dat geet an éischter Linn mat engem Daach iwwert dem Kapp.

Här President, ech komme vun der Preventioun an och den Therapien zu dem repressive Volet. Hei spillt natierlech virun allem d'Police eng ganz wichteg Roll, déi iwwregens och an der Preventioun aktiv ass. De Service de prévention vun der Police huet verschidde Programmer, wou se Preventiounsaarbecht am Zesummenhang mat Droge maachen.

D'Police mécht reegelméisseg Visitten an de Lycéeën, fir d'Schüler iwwert d'Geforen vum Drogekonsum opzeklären an erreecht domat e Public vun zirka 6.000 Schüler pro Joer. Esou adresséiert si sech notamment un de Cycle 4.2 aus dem Fondamental an och u verschidde Klassen aus dem Secondaire. D'Schüler kréien d'Gefore vun den Droge méi no bruecht, awer och de legale Kader erkläert.

Och fir d'Elteren, d'Léierpersonal an d'Associatioune gëtt et Programmer vun der Police, wou si erkläert kréien, wéi si richteg handelen, wa Problemer bei Jonken opkommen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir adequat opgestallt ze sinn, fir der Drogekriminalitéit Meeschter ze ginn, brauch d'Police déi néideg personell a juristesch Moyenen. Wa mir gären eng effikass Police hunn, musse mer hinnen och déi deementspriechend Moyene ginn. D'Police huet an der Kommissioun betount, dass si duerch hire Personalmanktem muss Prioritéite setzen, an deemno net ëmmer déi selwecht Presenz an deene betraffene Quartiere weise kann.

D'DP begréisst an dësem Kontext ganz däitlech de Rekrutementsplang vun dem Ministère de la Sécurité intérieure. D'Policepresenz ass a bleift nämlech den A an den O, fir d'Sécherheet vun de Bierger ze garantéieren. Mir hunn als DP och schonn zanter Laangem gefuerdert, dass d'Police entlaascht gëtt bei Aufgaben, déi och vun den Agents municipaux kënne gemaach ginn. Dat entspriechend Gesetz soll elo séier gestëmmt an och ëmgesat ginn.

Wa mer vun de Moyene vun der Police schwätzen, wëll ech hei awer och de Platzverweis uschwätzen, eng laangjäreg Fuerderung vun der demokratescher Partei. En éischte Schratt, dee mir als Demokratesch Partei wëlle séier ëmsetzen, ass de Platzverweis bei privaten Entréeën oder Entréeë vu Commercen a Residenzen, wou Persoune de Leit de Wee verspären.

An, Här President, dobäi geet et net ëm d'Sans-abri, mee et geet ëm Leit, déi an engem ganz schlechten Zoustand mat Iwwerdosis oder souguer schlëmmstefalls mat enger Sprëtz an dem Aarm virun den Entréeë vun de Gebaier leien. Dat geet deelweis esou wäit, dass d'Bierger net méi an hir eege Wunneng erakommen.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Ganz richteg!

Mme Carole Hartmann *(DP)*.- An deene Situatioune besteet aktuell e Vide juridique. D'Police huet nämlech keng Méiglechkeet, déi Leit aus den Entréeë fortzehuelen, ausser si erwëschen een in flagranti, dat heescht bei enger Strofdot. Mir mussen der Police och hei déi néideg Moyene gi fir en effikasst Ermëttelen an dëse Situatiounen an och dës Persoune kënnen hei vun deenen Entréeën ewechzehuelen.

Och musse mir handelen, fir dass d'Police déi néideg Moyenen huet, fir géint organiséiert Drogebande virzegoen. Allgemeng ass et schwéier, d'Identitéit vun Drogenhändler ze ermëttelen. Wann en Dealer bis gepëtzt ginn ass, brauch d'Police adequat Strukturen an och Klinicken, fir sougenannt „Bodypacker" ze betreien, also Dealeren, déi d'Wuer an hirem Kierper verstoppt hunn. Esou eng Struktur gëtt et bis ewell just am CHL.

En anere Problem, mat deem d'Police des Ëfteren ze kämpfen huet, ass dee sougenannten Eloignement vun Drogenhändler, déi aus dem Ausland iwwer eis Grenze kommen. Et ass esou, dass verschidden Drogenhändler en Openthaltsrecht an engem aneren EU-Memberstaat hunn. A genau bei dëse Leit stoussen d'Moyene vun der Police un hir Grenzen. Et ass net ëmmer einfach, d'Identitéit vun dëse Persounen entgülteg ze kläeren.

D'Direktioun vun der Immigratioun huet betount, dass de Centre de rétention permanent och u seng Limitte stéisst. Oft verhënnert eeben en Openthaltsrecht aus engem anere Memberstaat de Rapatriement an d'Hierkonftsland. Eng besser Kooperatioun ass hei eiser Meenung no d'Stéchwuert - eng besser Kooperatioun um europäeschen Niveau an awer och eng besser Kooperatioun mat de jeeweilegen Hierkonftslänner.

Loosst mech op dëser Plaz awer kloerstellen: Eng Persoun, déi an engem Séjour irrégulier ass, huet nach kee kriminellen Akt begaangen. Strofbar ass déi Persoun eréischt, wa si hei géint eise Code pénal verstéisst, also zum Beispill illegal Droge verkeeft oder eppes anescht komme léisst.

Wat awer strofbar ass nom Gesetz vum 19. August 2008 (veuillez lire: 29. August 2008) iwwert déi fräi Zirkulatioun vun de Persounen an der Immigratioun, dat ass, wann eng Persoun, déi aus dem Land expulséiert oder eloignéiert gouf, trotzdeem zréck an d'Land kënnt. Dorop steet eng Amende vun 251 bis 3.000 Euro souwéi eng Prisongsstrof vu sechs Méint bis dräi Joer.

Allerdéngs ass et esou, an et ass schonn ugeschwat ginn, dass den Term Eloignement net kloer genuch am Gesetz definéiert ass. D'Urteeler vun eise Juridictioune maache verschidden Interpretatioune vum concernéierten Artikel. Als Demokratesch Partei ass et eis dofir wichteg, dass mer dësen Artikel 142 aus dem Gesetz preziséieren an dann och zu enger eenheetlecher an effektiver Uwendung vun dësem Artikel kommen.

Une voix.- Très bien!

Mme Carole Hartmann *(DP)*.- Här President, d'Repressioune vu Verstéiss géint eise Code pénal si wichteg a richteg. Mir kënnen als Gesellschaft just zesummeliewen, wa jidderee sech un d'Reegelen hält. Wien dat net mécht, muss dofir bestrooft ginn.

A menger leschter Ried zur Legaliséierung vum Cannabis hunn ech awer och ugemierkt, dass fir d'DP déi repressiv Drogepolitik aus de leschte Joerzéngten zumindest deelweis gescheitert ass. Eleng mat repressive Mëttele kritt een d'Drogekriminalitéit net an de Gréff. Eng grouss Zuel vun Drogendelikter hunn en direkte Lien mat dem Konsum vu Cannabis. Dës liicht Drog ass änlech wéi den Alkohol an der Mëtt vun eiser Gesellschaft ukomm. De Verbuet vum Cannabiskonsum verschléngt Moyene bei der Police an der Justiz, déi op anere Plaze besser agesat wieren. De Verbuet vu liichten Droge wéi dem Cannabis dreift d'Bierger och an d'Hänn vun organiséierten Drogebanden, déi jo grad eise gréisste Problem sinn.

Här President, ech kommen op de gesetzleche Kader vun der Drogekriminalitéit. Am Gesetz vum 17. Januar 1973 sinn an den eenzelnen Dispositiounen eng Rei Strofdoten opgezielt an et ass och festgeluecht, wéi se bestrooft ginn. Bei Widderhuelungstäter kënnen d'Strofen ëm dat Duebelt eropgesat ginn. No engem Procès-verbal vun der Police decidéiert de Parquet, ob poursuivéiert gëtt oder net.

D'DP ass der Meenung, dass grondsätzlech all Strofdot soll poursuivéiert ginn. Mir sinn de Moment awer konfrontéiert mat enger Justiz, déi de kriminellen Drogenakten net méi nokënnt. E relativ rezente Moyen, fir verschidden Affäre méi séier um Geriicht ze evakuéieren, ass dee vum sougenannte „jugement sur accord", eng Aart Transaktioun, wou de Stroftäter d'Strof, déi de Parquet proposéiert, unhëlt an da vum Geriicht an engem Urteel aktéiere léisst. Dësen Outil ka vun der Justiz benotzt ginn, fir laang Prozeduren ze evitéieren an domat och Zäit ze gewannen. Eiser Meenung no kéint esou eng Transaktioun nach méi oft an d'A gefaasst ginn, sief et an Drogenaffären oder och bei anere Strofdoten.

Här President, niewent de klassesche Prisongsstrofen an Amenden, déi ee bei Drogendelikter riskéiert, ass et fir d'DP-Fraktioun awer och wichteg, déi alternativ Strofen ze férderen.

A menger rezenter Ried iwwert d'Abus sexuels hat ech scho gesot, dass Therapië fir Täter missten ordonnéiert ginn. Dat selwecht gëllt och am Drogeberäich. Dobäi kënnt, dass déijéineg, déi eng Prisongsstrof ofsëtze mussen, a mir wëssen, dass och vill Ofhängeger an eisem Prisong sinn, och do e spezifeschen Encadrement kréie mussen, fir vun den Droge fortzekommen. Hei spillt den Traitement pénologique e wichtege Rôle. Bei der individueller Aarbecht mat all Detenu geet et doréms, seng sozial Reinsertioun ze preparéieren a weider Strofdoten och ze vermeiden.

Dëse Suivi muss och weidergefouert ginn, souwuel am Kader vun de méiglechen Aménagements de peine wéi enger Fräiloossung mat Bracelet électronique oder och enger Libération conditionnelle, mee och no hirer definitiver Entloossung aus dem Prisong.

Här President, ofschléissend wëll ech nach emol betounen, dass Preventioun a Repressioun am Kader vun der Drogekriminalitéit Hand an Hand musse fonctionéieren. Mir mussen eis déi néideg Mëttele ginn, fir d'Leit dervunner ofzehalen, Drogen ze consomméieren, notamment duerch genuch Informatiounsstellen.

Mir mussen eis awer och agestoen, dass d'Preventioun ni zu 100 % geléngе wäert. Dofir musse mir alles drusetzen, fir déi Leit ze begleeden, déi consomméiere respektiv eng Sucht hunn. Besonnesch physesch an digital Ulaafsstellen, awer och Therapië fir Drogenofhängeger si vu grousser Bedeitung. D'Police brauch do déi néideg Moyenen, fir hir Missiounen ze erfëllen. Dozou zielt natierlech dat néidegt Personal, de Platzverweis an déi néideg juristesch Mëttelen, fir hir Aarbecht am Wuel vun eiser Gesellschaft ëmzesetzen.

Une voix.- Très bien!

Mme Carole Hartmann *(DP)*.- Mir begréissen, dass et do scho séllegen Initiative gëtt an och weiderer an Aussiicht sinn. Net ze vergiessen ass d'Justiz, fir déi ech Iech och e puer Pisten opgezielt hat.

De Sujet vun haut den Owend ass e ganz vasten. Dat gesäit een un der Unzuel vun de verschiddene Voleten, déi am Kader vun dëser Debatt ugeschwat goufen. Fir d'DP ass et en Zesummespill vun den ënnerschiddlechen Usätz, déi eis wäerte weiderbréngen.

D'DP wäert sech och an Zukunft fir Mesuren asetzen, déi d'Sécherheet hei am Land garantéieren an e friddlecht Matenee férderen. Dat ass d'Zil an do si mir a mengen Aen och um richtege Wee derfir. Et

wäert sécherlech net déi leschte Kéier sinn, wou mer hei am Haus iwwert dëse wichtege Sujet schwätze wäerten.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen der Madamm Carole Hartmann villmools Merci a ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana *(LSAP)*.- Merci, Här President. Jo, an dem Minister merci, dass en dësen Debat haut mat eis wëllt féieren; och merci fir d'Froestellungen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Drogen a psychoaktiv Substanze si säit jeehier en Deel vun der Mënschheet. Se kënnen Existenzen zerstéieren a ganz wäit och d'Souveränitéit vu Länner geopolitesch ënnergruewen.

Am Juni 1971, also virun zimmlech genau 50 Joer, huet de Richard Nixon den Droge mat senger „War on drugs"-Politik de Krich erkläert.

Wéi mer als Gesellschaft mat Drogen ëmginn, huet sech iwwert d'Joerhonnerte geännert.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Wann et laang virun allem iwwer sozial Norme gereegelt ginn ass, hu mer eis am 20. Joerhonnert legal Kadere ginn, international an national, wouduerch verschidde Substanze kontrolléiert a verbuede goufen an anerer eeben halt net.

Et hu sech ronderëm d'Drogen och eng organiséiert Kriminalitéit a weltwäit Reseauen entwéckelt, déi notamment am Kontext vun der Globalisatioun an enger ëmmer méi grousser Mobilitéit ënnerhalb an tëschent Länner grouss Erausfuerderunge mat sech brénge. Dat gëllt virun allem fir Stied, déi meeschtens am Fokus vun der Drogekriminalitéit stinn, awer och fir Länner, a Lëtzebuerg ass do keng Ausnam.

Déi Erausfuerderunge stelle sech engersäits a Saache Repressioun an awer och Sécherheet am ëffentleche Raum. An der Lescht huet zum Beispill Holland sech mam Afloss vun Drogebanden ausenanersetze mussen, déi do ëmmer méi grouss goufen. Dat sinn effektiv beonruegend Entwécklungen. Eis als LSAP ass et wichteg, dass mer do géigesteieren, fir esou Tendenzen hei am Land net opkommen ze loossen an dass se sech och net verstäerken.

Mir mussen anerersäits awer och den Impakt vu Suchtkrankheeten op déi ëffentlech Gesondheet gesinn an eis den Erausfuerderungen a Saache Schadensminderung a Reduzéierung vu Risike stellen. Doriwwer gi Suchtkranker ze oft marginaliséiert. All dëst kann déi sozial Kohäsioun ënnergruewen an eist Zesummeliewen am ëffentleche Raum staark belaaschten.

An och zu Lëtzebuerg kréie mer dat op verschiddene Plazen ze spieren, an d'Note interministérielle, déi mer haut debattéieren, befaasst sech justement mat verschiddenen Dimensioune vun der Drogekriminalitéit, déi virun allem an der Stad Lëtzebuerg, mee och an anere Stied wéi Esch, Déifferdeng an och Ettelbréck besteet. Mee och iwwert déi Plazen a Gemengen a Regiounen eraus gëtt et Problemer mat Drogen, wann och manner akut.

Dofir spillen an den Ae vun der LSAP d'Gemengen eng ganz wichteg Roll an dëser Diskussioun. Et ass op deem Niveau, wou sech dat subjektiivt Onsécherheetsgefill bemierkbar mécht. An och si, d'Gemengen, musse mat an d'Boot geholl ginn, fir lokal Strategien op Gemengenniveau auszeschaffen. D'Gemenge kënnen do op verschiddenen Niveauen agéieren, zum Beispill am soziale Beräich duerch hir Office-sociallen, duerch den Urbanismus an och duerch d'Implantatioun vu soziale Strukturen.

Här President, d'Statistike vun der Police weisen, dass d'Zuel vun den Affäre ronderëm Drogen an deene leschte Jore steeteg geklommen ass an an der Commission jointe hate mer jo do och Statistike gewise kritt. Den Trend ass och den Ausdrock vun enger ëmmer méi aktiver Police, déi sech dëst Theema zu enger Prioritéit gemaach huet an och méi Ressourcen an Zäit investéiert huet, an dat begréisse mir ausdrécklech.

An ech wëll op dëser Plaz awer och kuerz op den Term vun der Drogekriminalitéit agoen, well den europäeschen Zenter fir Monitoring vun Drogen an Drogesucht huet véier verschidde Forme vu Kriminalitéit genannt, déi dynamesch matenee verbonne sinn an déi e bëssen an der Drogekriminalitéitsbekämpfung den Iwwerbau ginn.

Éischtens Strofdoten, déi ënnert dem Afloss vu proaktive Substanzen duerch en akuten oder chronesche Konsum geschéien. Zweetens Beschafungskriminalitéit, also Strofdoten aus wirtschaftlechen Zwäng, fir dann d'Drogen ze kafen. Drëttens systembedéngte Strofdoten a véiertens Verstéiss géint Drogegesetzer an aner zesummenhängend Gesetzer. Déi véier Elementer deiten am Fong schonn op déi komplex Matière hin an awer och, dass d'Linn tëschent Affer an Täter net ëmmer ganz kloer ass.

Drogendelikter wéi zum Beispill d'Beschafungskriminalitéit hunn déi Partikularitéit, dass Affer an Täter oft eng an déi selwecht Persoun sinn. Well ass den Drogenofhängegen, deen oft just als Problem duergestallt gëtt, net och Affer, vu senger Suchtkrankheet, vun der Gesellschaft, déi e marginaliséiert, vum perfide System vun enger organiséierter Drogekriminalitéit, déi vulnerabel Mënschen ouni mat der Wimper ze zécken ausnotzt?

Sucht ass kee Randproblem an eiser Gesellschaft, och wann déi Concernéiert oft um Rand vun eiser Gesellschaft liewen. Sucht, a virun allem déi ronderëm Drogen, ass heefeg mat dramatesche perséinleche Schicksaler verbonnen. Si betrëfft d'Familljemembere genausou wéi Frënn a Kolleegen. An et kënnt och net vun ongeféier, dass d'Liewensëmstänn vun de Betraffenen an hirer Gesamtheet a Betruecht musse gezu ginn.

An do ass och den integrativen Usaz an der Drogenan an der Suchtpolitik wichteg op véier Niveauen: Éischtens d'Preventioun, zweetens d'Berodung an d'Behandlung, drëttens d'Schadensminimiséierung an d'Risikoreduzéierung a véiertens - an et ass och hei schonn ugeschwat ginn - d'Repressioun.

Wichteg ass dofir op jidde Fall, dass déi verschidden Acteuren, déi hei aktiv sinn, sech un een Dësch setzen an dann eng gemeinsam transversal Strategie ausschaffen. An dofir ass och d'Note ministérielle de richtegen Usaz, fir en État des lieux mat de verschiddene Problemer an eventuelle Léisungen ze maachen.

Als LSAP si mir awer och der Meenung, dass mer méi ganzheetlech denke mussen an net nëmme punktuell Verbesserunge virhuele sollen, also och méi generell Ziler festleeën, wou mer dann an Aktiounen an Interventiounen drop schaffen. An de Plan gouvernemental 2020-2024 en matière de drogues d'acquisition illicite et de leurs corollaires geet hei schonn an déi richteg Richtung an ech mengen, do kann ee sech och inspiréieren, fir hei déi iwwergräifend Approche a Synergien a Strategien ze entwéckelen.

D'Aufgab vun der Drogepolitik muss et sinn, de komplexe Risiken op individueller a gesellschaftlecher Ebene ze begéinen an da mat alle Mëttelen, déi hir zur Verfügung stinn, preventiver a repressiver Natur, entgéintzewierken. D'Note interministérielle veranschaulecht dës Komplexitéit an Erausfuerderungen am Fong ganz gutt.

Här President, ech hunn et virdru scho gesot: D'Preventioun ass der LSAP immens wichteg, souwuel déi primär, déi sekundär an och déi tertiär, a meng Kolleegin Francine Closener wäert duerno méi am Detail op déi zwou éischt agoe mam Fokus op Kanner a Jugendlecher.

Ech wëll virun allem déi wichteg, awer nidderschwelleg Interventiounen, déi am Alldag geleescht ginn, uschwätzen, déi oft Drogenofhängeger cibléieren, déi scho seriö Problemer gesondheetlecher Natur hunn. Dass der vill keng Wunneng hunn, ass oft en zousätzlechen Exklusiounsfacteur. Dofir ënnerstëtze mer, wéi effektiv och d'Fro gestallt gouf, eng Etüd zum Sans-abrisme. Mënschen, déi drogenofhängeg sinn an och an der Beschafungskriminalitéit sinn, cumuléiere ganz oft eng Rei Problematiken: déi vum Logement, déi vun de Finanzen, déi vun der Gesondheet inklusiv der mentaler Gesondheet, déi vun der Famill, déi vun der Justiz, déi vun der Aarbecht, déi vum Emploi. Dat sinn also vulnerabel Mënschen an et schéngt mer wichteg, hinnen eng sozial adequat Couverture ze ginn. An deem Kontext ass et dann och wichteg, déi Projete wéi den Housing First mat differenzéiertem Encadrement och kënne weider auszebauen, an dat soll och kënnen dezentral gemaach ginn, fir dass am Fong déi Leit och erëm de Wee zréck an d'Mëtt vun der Gesellschaft fannen.

Wat déi nidderschwelleg Drogenhëllef ugeet, hu mer op der éischter Plaz virun allem den Abrigado, deen eng ganz Rëtsch Servicer ubitt an dee, mengen ech, eng exzellent Aarbecht leescht, dat muss ech hei soen. An dovunner konnt meng Fraktioun sech am Kader vun enger Visitt an och an Diskussioune mat de responsabele Mataarbechterinnen a Mataarbechter iwwerzeegen.

Fir d'LSAP ass et kloer, dass d'Offer ausgeweit an dezentraliséiert muss ginn. Eng Trennung an Auslagerung vu verschiddenen Offere vum Abrigado an zousätzlech Strukture sinn an eisen Aen néideg, mee awer éischter a klengen Unitéiten. Ech mengen, do ass et preferabel, fir effektiv och eng besser Reinsertioun an e besseren Encadrement kënnen ze maachen, notamment och bei der Substitution de bas seuil, déi een dann och do kann deementspriechend ubidden.

Et gëtt bei esou Ariichtungen awer och, an dat mierkt ee jo och an der Stad, ëmmer e gewëssent Spannungsfeld tëschent der Gesondheetspolitik, déi do gemaach gëtt, an der kommunaler Ordnungspolitik. A mir sinn och d'accord, dass een esou Strukturen esou sozial verträglech wéi méiglech gestalte soll.

Mir kënnen awer och iwwer mobill Strukturen - firwat net - nodenken, zum Beispill e mobille Konsumraum, deen och Berodung ubitt. Esou Beispiller gëtt et zu Montreal, zu Barcelona, zu Berlin, zu Köln. Esou mobill Strukture ginn och vläicht - do kann ee sech d'Fro vläicht och stellen! - besser akzeptéiert, och wa se just eng Ergänzung zu feste Strukture kënne sinn. Hei sinn natierlech d'Gemenge gefrot, fir eng konstruktiv Roll ze spillen.

An als LSAP ënnerstëtze mer natierlech och den Ausbau vum Netzwierk vu Streetworker, déi um Terrain aktiv sinn an déi och do eng wäertvoll Aarbecht maachen. An et ass grad esou wichteg, dee ganze Volet vun de Kueren, de Cures de désintoxication, dee ganze Sevrage an de Spideeler wéi awer och d'Traitementer an d'Therapieméiglechkeeten, wéi gesot, auszebauen. An och do ass et wichteg, dass déi Concernéiert sozialverséchert sinn, fir hinne justement hir Traitementer an och hir Behandlungen esou einfach zougänglech kënnen ze maache wéi méiglech.

Här President, jo et gëtt de Sozialisten heiansdo nogesot, si hätten et net esou mat der Repressioun. Mee dat ass wäit gefeelt. Mir gesi se als essenziell un, ganz kloer, zesumme mat enger effikasser, penaler Poursuite vun der Police a vun der Justiz. Mee mir wëlle se do geziilt asetzen, wou se den Ënnerscheed mécht an net onnéideg ass. Esou denke mer, dass reng repressiv Mesurë géint Suchtkranker kontraproduktiv sinn a si weider an en Däiwelskrees stierze kënnen, aus deem se weider schwéier erauskommen.

Esou denke mer, dass mer resolutt géint organiséiert Kriminalitéit an hir Reseaue solle virgoen, fir d'Offer ze reduzéieren, fir systembedéngte Strofdoten ze minimiséieren. An do ass natierlech och d'Strofmooss, d'Reform vum Strofmooss - dat ass och virdru vu menge Virriedner ugeschwat ginn - e wichtege Punkt, och, fir hiren Afloss am ëffentleche Raum ze ënnerbannen. An hei spillt natierlech d'Police wierklech eng Haaptroll, eng repressiv Haaptroll, nieft der Preventioun, déi se mécht, awer och eise Justizapparat. Mir begréissen dofir, dass och déi lescht Jore sech eppes um Niveau vun den Effektiver gedoen huet an och weider deet, fir mëttelfristeg eng méi staark Polizeipresenz um Terrain ze assuréieren. Dat ass a bleift fundamental wichteg an der Drogebekämpfung.

Wann een awer iwwert den Tellerrand vu Lëtzebuerg erauskuckt, ass a wäert d'international Kooperatioun vu grousser Wichtegkeet bleiwen, well d'Reseaue sech transnational organiséieren.

Mir begréissen och, dass d'Police an awer och d'Douane reegelméisseg an esou Operatiounen agebonne ginn, zum Beispill d'Operatioun Hazeldonk, déi Enn Mee duerchgefouert gouf. Dat, mengen ech, kann zum Kampf géint organiséiert Kriminalitéit bäidroen. An do ass et natierlech och wichteg, dass d'Police déi néideg Mëttelen zur Verfügung huet.

Mee wa mer awer och nei reng repressiv Mesuren aféiere wëllen, déi d'Police ausféiere soll, dann ass et awer och an eisen Ae gläichzäiteg wichteg, an d'Preventioun an a sozial Begleetmesuren ze investéieren an och Méiglechkeete ze schafen, fir déi concernéiert Leit ze stabiliséieren, hinnen och Strukturen unzebidden, wou se kënne weider Suchttherapië maachen. Si mussen nohalteg sinn um Niveau vun hiren Interventiounen.

Mir fannen et d'ailleurs och gutt an der Praxis, dass ugeeënd Polizisten am Kader vun hirer Ausbildung den Abrigado besichen, fir eng zousätzlech Perspektiv ze kréien, wat d'Drogeproblematik an och d'Drogekriminalitéit ugeet, fir do eng Gesamtheet, e Gesamtbild, ze gesinn, och wann dat net onbedéngt hir primär Aufgab ass.

Och a Saachen Immigratioun kënne mer punktuell agéieren, d'Virriedner sinn dorop agaangen. Mee eppes ass kloer: Et ass net an éischter Linn an net nëmmen e Problem vun der Immigratioun, well sech illegal hei am Land ophalen, ass nach bei Wäitem laut dem Code pénal kee Crime. Mee et soll een natierlech weider dru schaffen op europäeschem Niveau, dass d'Eloignementer besser ausgefouert kënne ginn.

Ech hunn et virdru schonn ugeschwat: Eng performant Justiz ass en integranten Deel, fir d'Drogekriminalitéit ze bekämpfen. Si soll en dissuasiven Effekt hunn, en Effet hunn um Quota vum Strofmooss, dee geschwat gëtt. An et soll awer och un alternativ Strofe geduecht ginn, déi effektiv de Code pénal an déi verschidde Gesetzer virgesinn, mat engem therapeuteschen a sozialen Usaz, d'Injonction thérapeutique, do, wou et effektiv Sënn mécht.

Och kéint een, an an der Note interministérielle gouf et ugeschwat, op de Wee goen, fir d'Retentiounsperiod vum Mandat d'amener a vum Mandat d'arrêt ze verlängere vu 24 op 48 Stonnen. Mee wann een dat mécht, muss dat am Kader vu klore rechtsstaatleche Prinzippie sinn; déi musse ganz kloer garantéiert bleiwen. An an dësem Kontext bleift natierlech och de Parquet e wichtegen Acteur. Deen huet Mesuren, déi zu senger Dispositioun stinn am Kader vun der Opportunité des poursuites an op déi en zréckgräife kann.

Här President, ech kommen zum Schluss. D'Note interministérielle war eng wichteg Initiativ, fir all déi pertinent wichteg Acteure beieneenzebréngen. Dësen Elan soll een notzen, fir sech besser opzestellen an der Drogebekämpfung a fir d'Drogekriminalitéit besser an de Gréff ze kréien. Dat heescht awer och, dass an eisen Aen déi néideg budgetär Mëttelen, fir verschidde Mesuren ëmzesetzen, och zur Verfügung gestallt musse ginn. Et geet an eisen Aen awer net duer, dass all Acteur eenzel an aleng seng Problemer uschwätzt, mee dat muss gesamtheetlech gemaach ginn, an och alleguerten d'Associatiounen aus dem Zivillberäich wéi och d'Gemenge musse mat an d'Boot geholl ginn.

An ech mengen, do kann ee sech effektiv och un aneren europäesche Stied inspiréieren, sech och mat deenen austauschen, well Lëtzebuerg jo bei Wäitem net eleng ass mat dësem Problem, virun allem duerch seng Taille an och, well mer wëssen, dass an anere Stied an anere Länner d'Drogekriminalitéit méi ausgepräägt ass. Do gëtt et och en europäesche Forum vun de Gemengen, déi um Niveau vun der Bekämpfung vun der Drogekriminalitéit aktiv sinn, preventiv a repressiv, European Forum for Urban Safety, un deem kann ee sech roueg inspiréieren.

Ofschléissend, als LSAP wäerte mer jiddefalls eis proaktiv weider do mat abréngen, wou et néideg ass. Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och dem Här Biancalana. An nächst Riednerin ass d'Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Diskussioun ronderëm d'Sécherheet zu Lëtzebuerg begleet eis jo elo schonn zënter enger Zäitchen an huet och scho fir déi eng oder aner e bësselche méi hëtzeg Diskussioun gesuergt.

Den 11. Mäerz hu mer zum Sujet vun der Sécherheet am ëffentleche Raum schonn eng Heure d'actualité geféiert, wou mer d'Méiglechkeet haten, de Sujet graff unzeräissen, wat awer nëmmen e Virgeschmaach war op den Dag vun haut, wou mer dann awer elo d'Geleeënheet hunn, eis méi am Detail a méi strukturéiert ressortiwwergräifend mam Sujet ze befaassen.

Natierlech, keen hei bestreit, dass mer och bei eis zu Lëtzebuerg Hotspots hunn, wou et e méi héicht Opkommes vu Kriminalitéit gëtt a wou d'Auswierkungen an de soziale Misär ronderëm d'Drogeproblematik besonnesch ervirstiechen. A well besonnesch d'Stad Lëtzebuerg den Zentrum vun engem grenziwwerschreidende Ballungsraum ass, zéie mer hei net just klassesch Frontalieren un, mee och Leit, déi mat manner legitimmem Hannergrond bei eis kommen.

Anerersäits, an dat wéilt ech awer och virewech soen, sollte mir awer och net aus dem Bauch eraus reagéieren an de Problem méi schlëmm duerstellen, wéi en ass, well dat géif eis och an eise Léisungsusätz op falsch Piste leeden. Mir musse faktebaséiert schaffen an eis op Basis vun de Statistiken an och der soziologescher Analys no eis Strategie ginn.

An ech mengen, et ass och wichteg, direkt am Ufank ervirzesträichen, dass mer zu Lëtzebuerg awer an engem vergläichsweis séchere Land liewen an dass contrairement zu deem, wat oft gesot gëtt, d'Zuelen iwwert déi lescht Joren net esou an d'Luucht gaange sinn.

Hescht dat, dass mer eis roueg zréckleene kënnen? Nee, natierlech net, engersäits well et natierlech och Kriminalitéit gëtt an déi soll och un der Wuerzel ugepaakt ginn, anerersäits awer och, well duerch d'Drogeproblematik, egal wéi grouss oder kleng se ass, ëmmer Schicksaler vu Leit an der Detresse dohannert stiechen an et natierlech wichteg ass, do esou gutt et geet, Hëllef ze leeschten. An zulescht natierlech, well et och e Salubritéitsproblem ass an d'Leit, déi ronderëm déi sougenannten „Hotspots" wunnen a schaffen an am Alldag virun der Hausdier domat konfrontéiert sinn, et verdéngt hunn, a Sécherheet ze liewen.

Et bréngt awer näischt, ëmmer nëmmen no der Police ze ruffen a méi Moyene fir d'Police ze fuerderen, well d'Police gräift natierlech ëmmer nëmmen an, wann et eigentlech schonn ze spéit ass. Wann d'Police bis gefrot ass, bedeit dat am Fong geholl, dass déi Etappe virdrun net gegraff hunn.

Dofir musse mer endlech eng méi equilibréiert a ganzheetlech Approche unhuelen. De Fokus dierf net just op der Repressioun leien, mee eebe vill méi op der Preventioun, fir ze verhënneren, dass déi Mënschen, déi mer haut hei virfannen, an den Däiwelskrees vun der Drogenofhängegkeet an engem ganz onstabillen Ëmfeld geroden.

Am Idealfall gräifen d'Zännrieder vun der Gesondheetspolitik, der Sozialpolitik, der Educatioun, der Justiz an der Sécherheetspolitik per-

fekt anenaner. An et war och an där Optik, wou de viregte Policeminister François Bausch am Juni 2020 e Comité interministériel an d'Spill bruecht huet, dee sech eebe méi holistesch sollt mam Sujet befaassen. An dat war awer och en Exercice, dee bis elo nach ni gemaach ginn ass. Dee sollt sécherstellen, dass sech iwwert déi verschidde Ressorten ewech op eng kohärent an zilorientéiert Politik an der Fro ronderëm d'Drogekriminalitéit gëeenegt gëtt.

Déi Nott ass also keen Hëllefsruff, mee se bitt e kohärente Léisungsusaz. Ënnert dem Lead vum Ministère fir bannenzeg Sécherheet an dem Minister Henri Kox sinn déi Aarbechten elo iwwert déi lescht Méint finaliséiert ginn a goufen an enger Note interministérielle kompiléiert.

Dës Nott gëtt eis elo e gudden Iwwerbléck iwwert déi aktuell Situatioun, an dat aus der Perspektiv vun de verschiddenen implizéierten Acteuren. Se gëtt eis awer och iwwert déi verschidden Demarchen, déi schonn an d'Weeër geleet gi sinn, e gudden Iwwerbléck souwéi och Pisten, déi mer suivéiere kënnen, fir der Problematik entgéintzewierken.

Wat eis dës Nott elo schwaarz op wäiss virun Ae bruecht huet, ass, dass d'Problematik ganz komplex ass. Se couvréiert eng Partie Ressorten, vun der Santé iwwert d'Immigratioun bis eriwwer an de Volet judiciaire, an et geet eeben och kloer aus der Nott ervir, dass - wéi och elo schonn esou oft gesot - d'Police eleng d'Drogeproblematik am Land net kann an de Grëff kréien.

Mir mussen also all d'Acteure responsabiliséieren, um nationalen, awer och um kommunale Plang. Dës Nott, och wa se natierlech net a Stee gemeesselt ass an evoluéiere wäert, ass en éischte wichtege Schratt a Richtung vun enger kohärenter Politik iwwert d'Ressorten ewech, ugefaange mat der Aarbecht, déi um Niveau vun der Police gemaach gëtt. D'Drogeproblematik ass natierlech just een Deel vun der Policeaarbecht, awer e wichtegen, deen och prioritär behandelt gëtt.

D'Police mécht do ganz kloer hir Aarbecht an dat weist sech och an de Statistike vun der Bekämpfung vun der Drogekriminalitéit an den Drogenaffären. Hei gëllt dann awer och: Wat d'Police méi schafft, wat d'Drogestatistiken natierlech och méi an d'Luucht ginn!

Fir der aktueller Situatioun gerecht ze ginn a fir besonnesch op déi méi speziell Situatioun vun der Stad Lëtzebuerg an de Quartiere Gare a Bouneweg anzegoen, ass och reagéiert ginn. D'Policepresenz ass verstäerkt gi mat engen 30 zousätzleche Polizisten, déi do agesat gi sinn. Ausserdeem ass um Niveau vun der Reorganisatioun vun der Policeaarbecht geschafft gi mam Projet Remise/Reprise, deen et erlabe soll, eng méi effizient Presenz um Terrain ze erméiglechen.

Zur Effizienzsteigerung gehéiert och d'Digitalisatioun, déi elo konsequent virugedriwwe gëtt. Allgemeng geet et natierlech och drëm, d'Polizeipersonal ze stäerken. Iwwer en neie Plan de recrutement ass jo schonn oft geschwat ginn. Iwwer 600 weider Polizisten an 240 Zivilisten op dräi bis véier Joer mat enger 200 neie Rekruten, déi an dësem Joer schonn ausgebilt ginn.

An net ze vergiessen, dass och d'Reform fir d'Kompetenzerweiderung vun den Agents municipaux eng Entlaaschtung fir d'Police wäert bedeiten, vu dass hei och e Genre Service de proximité wäert ugebuede ginn.

Wat d'Kameraiwwerwaachung, also VisuPol, ubelaangt, do hu mer de Projet de loi jo elo ganz rezent gestëmmt, wou dësen Outil, deen natierlech och just en Deel vun der Léisung ka sinn, endlech eng zolidd legal Basis kritt huet. Virun allem ass elo séchergestallt, dass d'Kameraiwwerwaachung an e Gesamtkonzept agebett ass a just punktuell do an den Asaz kënnt, wou et och Sënn ergëtt an och nodeems all aner Moossnamen op deene Plaze sech als net effikass erwisen hunn.

Am Bezuch op d'Drogeproblematik an d'Beschafungskriminalitéit ass et virun allem evident, dass Kameraen eleng net duerginn, fir de Problem ze reduzéieren. Dës Kriminalitéit gëtt et do, wou eng Demande ass. Et ass also evident, dass, wa mer hir wëlle lassginn, mer à la base d'Demande an de Grëff kréie musse.

Wat den Accès zu den Entréesdieren ubelaangt, do ass de Projet de loi an der Maach. Well, wéi gesot, d'Police setzt alles drun, fir hirem Deel vun der Responsabilitéit gerecht ze ginn a villes ass schonn an d'Weeër geleet ginn. Allerdéngs hänkt hir Aarbecht och vu villen anere Ramebedéngungen of an do kommen dann eeben och eng Rëtsch aner Acteuren an d'Spill. An do si mer als Alleréischt emol bei der Ursaachebekämpfung, well weeder Repressioune um Niveau vun der Police nach um Niveau vu private Sécherheetsfirme bidden e Léisungsusaz.

D'Policeaarbecht, déi fënnt statt ganz um Enn vun der Léisungsketten. An dofir muss d'Preventiounspolitik ganz konsequent ugaange ginn.

A wa mer soe Preventioun, da fänkt dat mat deene ganz Jonken um Niveau vun der Educatioun schonn un: Sensibiliséierung an der Schoul, der opsichender Jugendaarbecht, mee och via d'Elteren. Déi Jonk staark maachen an hir sozioemotional Kompetenzen opbauen, dat si wichteg Elementer hei derbäi.

Stéchwuert Bien-être bei de Jonken: Wie sech wuel fillt a senger Haut, wie sech auszedrécke weess, wann e sech net gutt spiert, wien e gesonden Ëmgang zu sech a sengem Kierper huet, dee ka sech och méi gesond entwéckelen a Standfestegkeet opbauen.

Schonn an der Primärschoul soll ugefaange gi kloerzemaachen, wat Suchtverhalen ass, wat Droge sinn a wat d'Risiken dovunner sinn, natierlech ëmmer erëm altersgerecht opgebaut. Well och hei gëllt: Wou d'Demande à la base net do ass, hëlt d'Offer an déi domat verbonne Problematik vun der Drogekriminalitéit of.

Dofir ass et immens wichteg, dass Ufäng fréi erkannt ginn, d'Alarmklacke beim Ëmfeld schnell lauden an dass et jugendcibléiert Strukture gëtt, déi dann aktiv ginn, wann et nach net ze spéit ass.

Mee mir wëssen alleguer: Dat grad Gesotent geléngt eis net ëmmer. Mir schwätzen do vu schwierege Situatioune vu Mënschen, déi an der Prekaritéit liewen, déi drogesüchteg sinn an déi fir d'alleréischt emol krank sinn, ier se eventuell kriminell ginn. Fir si sinn an éischter Linn adaptéiert Strukturen an Encadrement néideg. An dobäi wéilt ech och umierken, dass net all Drogenofhängegen oder Obdachlosen automatesch e Kriminellen ass. Ech mengen, et ass wichteg, dat och reegelméisseg ze rappeléieren.

An domadder si mer beim soziale Volet. Deen hei auszeklameren, well een d'Problemléisung an der Policeaarbecht gesäit, dat wär eiser Meenung no einfach farlässeg. Dofir musse repressiv Aktiounen ëmmer och vu preventiver sozialer Aarbecht begleet ginn, och fir déi sozial Ausgrenzung unzegoen. Hei si Streetworker gefrot, am beschten där mat zolitten interkulturelle Kompetenzen, déi aktiv um Terrain op d'Leit duerginn an esou gutt et geet mat hinne schaffen. Hei sinn och Ulafstelle gefrot, wou déi concernéiert Leit gutt encadréiert ginn a wou se sech a Sécherheet spiere kënnen. Dozou gehéieren och Hëllefsangeboter fir Fraen, déi an der Prostitutioun schaffen, wou se berode ginn a wou hinne gehollef gëtt, fir den Ausstig aus der Prostitutioun ze packen.

Allgemeng gëllt: Mënschen, déi opgrond vu prekäre Liewensëmstänn oder Schicksalsschléi an d'Drogesucht ofgerutscht sinn, déi brauchen Hëllef an Opfangstrukturen. An do brauche besonnesch d'Fraen och separat Strukturen, esou wéi elo och den Halte de nuit fir Fraen, dee vun der Caritas an der Stad bedriwwen an encadréiert gëtt.

Mee och déi méi eeler Populatioun op der Strooss brauch adaptéiert Strukturen. Dofir ass dee Projet fir eng Maison de soins fir eng alternd Populatioun esou ervirzesträichen, well e 45-Järegen, deen an der Prekaritéit lieft oder ofhängeg ass, deen ass kierperlech méi schnell gealtert a brauch eventuell schonn Hëllef, déi soss just enger eelerer Populatioun virbehalen ass. Dee kann awer elo net schonn an en Altersheem goen. Also ass et gutt, dass dëst elo an Ugrëff geholl gëtt.

Als ganz wichteg gesi mer och déi Offer ronderëm de sougenannten Housing First. Et handelt sech heibäi ëm eng nidderschwelleg Offer, wat näischt aneres heescht wéi dass Mënschen Accès zu dignem Wunnraum kënne kréien, ouni virdrun x Krittäre mussen ze erfëllen. Prioritär ass bei däser Offer, d'Sans-abrisen erëm zréck an e reguläert Liewen ze kréien, hinnen hir Dignitéit zréckzeginn, an dat alles, andeems een hinnen als Alleréischt erëm e séchert Doheem bitt, fir da mat hinnen de Rescht unzegoen. Esou kréie si en Auswee aus dem Misär gewisen a kréien e reegelméissege soziopedagogesche Suivi, deen hire Besoinen no ugepasst ass.

An do ass et jo och net, wéi wann nach iwwerhaapt keng Offer géif bestoen. Se geet aktuell nëmmen net duer a se ass och ze vill konzentréiert, wat eng Integratioun an eng adequat Prise en charge vun de concernéierte Leit och erëm erschwéiert. Dat solle jo och keng Massestrukture sinn, mee kleng Wunnunitéite mat deem néidegen Encadrement. Experte schwätze vum Dräifachen un Angebot, wat néideg wär, fir der Demande nozekommen.

An hei schwätze mer dann och vun enger Dezentraliséierung an zwar net just ënnerhalb vum Territoire vun der Stad Lëtzebuerg, mee och an anere Gemengen. Dofir ass et wichteg, dass och aner Gemengen encouragéiert ginn, fir an deem Beräich eng Offer ze schafen.

An ier elo eng gréisser Angscht opkënnt: Déi „Housing First"-Bewunner sinn am grousse Ganze ganz normal Leit, déi kaum Problemer maachen. Wann do bis en uerdentlleche Suivi ass, da leeft dat no den Informatiounen, déi mer och vun der Familljeministesch kritt hunn, ganz gutt.

Eng aner Struktur, déi enorm wichteg Aarbecht leescht, ass den Abrigado, deen am Optrag vun der Stad Lëtzebuerg an dem Ministère de la Santé bedriwwe gëtt. Dëst ass e weidert nidderschwellegt Angebot, wou daagsiwwer en Accueil stattfënnt, ...

(Interruption)

A, ech hat gemengt ...

(Interruption)

Dëst ass e weidert nidderschwellegt Angebot, wou daagsiwwer en Accueil stattfënnt, wou sozial a medezinnesch Hëllef ugebuede gëtt a wou och en Drogekonsumraum derzougehéiert. Nuets kënnen obdachlos Drogekonsumenten hei ënnerkommen.

Bon, ech brauch den Abrigado elo net méi am Detail virzestellen, mee den Abrigado ass esou gesinn eng Erfollegsgeschicht mat Virbildcharakter. Nëmmen, och hei ass de Problem vun der Konzentratioun vun der Offer. Den Abrigado kann trotz der Initiativ vun der Stad Lëtzebuerg, fir d'Ëffnungszäiten ze erweideren, der Demande net méi gerecht ginn. An doduerch, dass sech alles ronderëm den Abrigado konzentréiert, entstinn natierlech och eng Rëtsch Problemer, déi och d'Awunner aus deene Quartieren esou net méi akzeptéiere kënnen. Souwuel fir d'Clientë vum Abrigado, awer och fir d'Personal, dat do schafft, sinn déi aktuell Zoustänn kaum nach auszehalen.

Hei ginn all Dag bis zu 200 Leit empfaangen, optimal wären et der 50. Och hei misst also dréngend dezentraliséiert ginn, an hei och erëm souwuel um Niveau vun der Stad wéi awer och uechtert d'Land. Och mussen d'Fonctioune vum Drogekonsum sur place an dem Foyer de nuit getrennt ginn. Positiv ass op alle Fall scho mol d'Ukënnegung vun der Stad Lëtzebuerg, e Genre Abrigado fir Fraen op d'Been ze stellen.

Wat awer elo de kommunalen Niveau ubelaangt, do kënnen a sollen d'Gemenge léisungsorientéiert mat all den Acteuren zesummeschaffen, fir ze hëllefen, iwwer Land weider Hëllefs- an Encadrementsstrukturen opzebauen. Dat ass wichteg. Mee ech mengen, mir däerfen eis awer och näischt virmaachen. Och wann aner Gemengen hiren Deel zur Léisung bäidroen, an dat solle se maachen, wäert sech de Gros vun der Consommatioun awer nach ëmmer an der Stad ofspillen.

Och wann elo zu Esch en Drogekonsumraum besteet, heescht dat net, dass den Drock op d'Strukturen am Garer Quartier domadder spierbar manner gëtt. Et ass jo net esou, dass d'Stad wéinst senger Offre bas-seuil esou attraktiv ass an dofir sech de Gros an der Stad konzentréiert, mee eebe well et eng Haaptstad ass, wou alles zesummekënnt. An op Basis vun deem Besoin ginn um Territoire vun der Stad eebe vill méi Strukture gebraucht, wéi dat soss éierens am Land de Fall ass.

An d'Stad Lëtzebuerg huet, wéi gesot, schonn esou munch Initiative geholl a kuckt am Alldag op den ënnerschiddlechsten Niveauen, hirer Responsabilitéit nozekommen.

Une voix.- Merci.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Wat awer e Constat ass … Et ass gär geschitt!

Wat awer e Constat ass, dat ass, dass ënnerhalb vum Territoire vun der Stad e Mangel un dezentraliséierte Strukture besteet an do misst dringend nogebessert ginn, och fir den Drock ronderëm den Abrigado erofzesetzen.

Déi besteeënd Offer ze dezentraliséieren an auszebaue geet awer net duer. Mir musse weider un der Prise en charge vu Leit mat enger Sucht schaffen. De Sprëtzenaustausch- an och de Methadonprogramm mussen ausgebaut an esou méi accessibel gemaach ginn. Well och hei: Wie seng Sucht ka mat legale Mëttele befriddegen, deen drosselt d'Demande schonn emol um Drogemarché.

Wa mer da scho bei der Stad respektiv dem kommunale Plang sinn, da wollt ech awer och nach emol kuerz op dat agoen, wat d'Gemenge kënne maachen um Niveau vum Urbanismus. Och dat ass nämlech eng punktuell preventiv Moossnam, vu dass duerch geziilt urbanistesch Mesuren däischter Ecke kënne verschwannen an d'Stroossen esou méi sécher gemaach ginn.

Ausserdeem ginn d'Bierger esou och encouragéiert, Plazen, déi se virdrun als onsécher oder bedrolech empfonnt hunn, erëm ze notzen. Duerch eng erhéicht Attraktivitéit vum ëffentleche Raum gëtt een de Mënschen dee Raum also zréck an d'Liewen an de concernéierte Quartiere gëtt erëm gestäerkt.

Bon, elo hunn ech mech relativ vill mam Volet vun der Preventioun beschäftegt an ech sinn dervun iwwerzeegt, dass dat och net verkéiert ass. Preventioun erspuert vill Leed, stäerkt den Zesummenhalt an der Gesellschaft a gëtt ënnert dem Stréch och méi gënschteg. An trotzdeem komme mer natierlech net derlaanscht, eis och déi néideg Moyenen um Niveau vun der Repressioun ze ginn.

Wat d'Police ubelaangt, do war ech jo am Ufank scho relativ vill drop agaangen, mee et ass eeben net just d'Police. Och d'Justiz an d'Immigratioun sinn hei concernéiert. An och si hu sech aktiv un der Elaboratioun vun däser Nott bedeelegt.

Wat d'Immigratioun ubelaangt, musse mer einfach festhalen, dass et keng einfach Léisunge gëtt. A virun allem muss eppes als Alleréischt kloergestallt ginn: Net all deboutéiert Leit, déi an enger irregulärer Situatioun hei sinn, sinn automatesch Kriminneller. Mir sollten dréngend ophalen, permanent deen Amalgamm ze maachen. Trotzdeem, an dat hu mer jo och esou duergeluecht kritt, gëtt et do Problemer um Terrain, déi eng effizient Policeaarbecht deels erschwéieren.

Fakt ass, dass déi meescht vun deenen, déi hei opfalen, keng Demandeure bei eis am Land sinn. Si hunn entweeder en Titre de séjour oder sinn Demandeur an engem anere Memberstaat. An dofir hu mer do och um Niveau vun der Friemepolizei einfach manner Méiglechkeeten.

Déi aner Saach ass de Centre de rétention a seng Capacitéiten. Déi sinn nämlech grad duerch d'Pandemie halbéiert ginn. Erschwéierend kënnt derbäi, dass an Zäite vun der Pandemie den Eloignement nach méi schwéier ass, well et u Volle feelt oder well d'Transitbestëmmunge wéinst Covid et net erlaben.

An natierlech brauch een och eng Perspective d'éloignement, fir an de Centre de rétention ze kommen, well de Centre de rétention ass natierlech net derfir geduecht, fir d'Leit alt emol vun der Strooss ze huelen. An et ass natierlech och keen zweete Prisong.

Hei ass et also engersäits wichteg, iwwert d'Plaz am Centre de rétention ze schwätzen. Anerersäits ass et awer och wichteg, bilateral Readmissiounsaccorden ze negociéieren an och ze kucken, d'Zesummenaarbecht op EU-Niveau ze verstäerken, fir dass d'Expulsioune vun de concernéierte Leit kënne stattfannen. Mee esou einfach ass dat leider net, well mer hei och ofhängeg si vun de Pays d'origine, déi net ëmmer immens gutt hei matschaffen.

Dann hu mer och an der Praxis Fäll vu Leit, déi mat méi wéi engem Pass an der Täsch ënnerwee sinn, wouduerch et net einfach ass, se ze identifizéieren. Fir deem entgéintzewierken, muss een d'Méiglechkeet hunn, fir op eng biomeetresch Identifikatioun zréckzegräifen. Hei feelt et awer un enger legaler Basis. Dofir ass et wichteg, an dat ass och eng international Demande, dass mer hei e klore Kader schafen, deen natierlech och muss am Aklang mam Dateschutz stoen.

Net zulescht musse mer dann och iwwert den ominéisen Artikel 142 vum Gesetz vun 2008 iwwert d'Libre circulation schwätzen. Hei ass duerch d'Nott däitlech ginn, dass et verschidden Interpretatioune gëtt, wat den Eloignement ubelaangt, wat eng kloer Definitioun heivunner néideg mécht.

Loosst mech zum Schluss just nach ganz kuerz op de Volet vun der Justiz agoen. Do ass eppes à la base wichteg: D'Justiz muss all d'Bierger d'selwecht traitéieren. Et kann net einfach jiddereen, dee festgeholl gëtt, op Schraasseg geschéckt ginn, wann d'Konditioun fir eng Verurteelung net erfëllt ass. Wann et u Beweismaterial feelt, da kann een eng Persoun net einfach esou an de Prisong stiechen - Stéchwuert: État de droit.

A wa mer soe Justiz, dann denken ech awer och un de Sujet vum Gardiennage. Hei ass scho vill driwwer geschwat ginn. A wat kloer ass, dat ass, dass privat Sécherheetsfirme laut dem aktuelle Gesetz net patrouilléieren dierfen. Dat ass fir eis Gréng och net gewollt, well de Gewaltmonopol an de Schutz vum ëffentleche Raum fir eis kloer bei der Police läit.

Wat awer och däitlech ginn ass, dat ass, dass d'Gardiennagegesetz net prezis genuch ass, wat eeben derzou gefëiert huet, dass et verschidden Interpretatiounen dovunner gi sinn. Hei muss nogebessert ginn. Dofir huet d'Ministesch Sam Tanson jo och ugekënnegt, dass dëst Gesetz op de Leescht geholl gëtt.

Op Basis vun all deem heiten an der Unerkennung vun der Tatsaach, dass hei all d'Zännrieder mussen anenanergräifen, deposéieren ech dann och hei am Numm vun de Majoritéitsparteien eng Motioun, déi genee dat erëmspigelt a konkreet Fuerderungen an deem Sënn opstellt.

Motion 5

La Chambre des Députés,

- vu la motion du 11 mars 2021, adoptée lors de l'heure d'actualité au sujet de l'organisation de la sécurité publique du 11 mars 2021 ;

- considérant la complexité de la problématique de la criminalité liée aux stupéfiants et la multitude d'acteurs engagés intervenant à différents niveaux et à différents stades ;

- considérant que les solutions à apporter devront englober aussi bien la prévention de la toxicomanie, l'encadrement des personnes vulnérables que la répression des infractions, et qu'il serait réducteur

d'attribuer la responsabilité de la recherche de solutions à un seul acteur ;

- soulignant que seule une approche holistique engageant les différents intervenants sur les plans relevant de leur mission permettra d'accompagner ce phénomène et d'en atténuer les retombées néfastes ;

- saluant dans ce contexte toutes les mesures et initiatives déjà entreprises par les différents acteurs sur le terrain ;

- saluant dans ce contexte les travaux du groupe interministériel menés par le Ministère de la Sécurité intérieure et réunissant tous les acteurs, qui ont donné lieu à la note dressant l'état des lieux sur la criminalité liée aux stupéfiants au Luxembourg,

invite le Gouvernement

- à élaborer des stratégies transversales en matière de prévention et de répression concernant la criminalité liée aux stupéfiants, tout en tenant compte du plan d'action gouvernemental 2020-2024 en matière de drogues d'acquisition illicite et de leurs corollaires ;

- à encourager les différents acteurs gouvernementaux concernés ainsi que les communes à poursuivre les travaux sur la base des constats dressés lors des commissions parlementaires jointes afin d'aborder la problématique dans sa globalité et en profondeur ;

- à mettre en œuvre d'ores et déjà certaines solutions identifiées et proposées dans la note interministérielle et lors des commissions parlementaires jointes, qui permettent de faciliter le travail des personnes sur le terrain et d'améliorer la sécurité, à savoir :

• une augmentation de l'offre en matière de traitements thérapeutiques et postthérapeutiques ;

• l'augmentation des capacités hospitalières pour des cures de désintoxication pour les personnes toxicodépendantes et le développement de traitements de la toxicomanie par substitution ;

• la décentralisation des structures et la séparation, le cas échéant, des différentes offres bas-seuil se trouvant dans une même structure en vue d'optimiser la prise en charge directe des bénéficiaires et d'améliorer les conditions de travail des équipes encadrantes ;

• la mise en place d'un lieu de consommation supervisée mobile ;

• le développement des offres de prévention existantes, notamment pour les populations jeunes, dans le sens d'une prévention holistique visant le bien-être et le développement des compétences socio-émotionnelles des jeunes ;

• le développement des programmes de prévention existants qui ciblent la population jeune, d'analyser l'opportunité de rendre obligatoire les concepts d'intervention de détection précoce au sein des lycées et d'adapter les stratégies de communication par le biais des nouvelles technologies de l'information ;

• étudier la mise en place d'un centre thérapeutique pour mineurs toxicomanes ;

• l'augmentation du nombre de streetworkers ayant entre autres des compétences interculturelles nécessaires pour intervenir efficacement ;

• le développement de l'offre pour femmes enceintes présentant des troubles addictifs, les jeunes mères toxicodépendantes et les nouveau-nés de mères toxicodépendantes ;

• l'augmentation de places disponibles pour femmes en matière d'offres contre l'exclusion sociale, y compris des logements ;

• le développement des offres « outreach », à l'instar du programme MOPUD/Xchange ;

• une meilleure prise en charge des « bodypackers » en augmentant les espaces dédiés à cet effet dans les hôpitaux et la mise en service de toilettes mobiles ;

• le renforcement des efforts entrepris en matière d'encadrement de la prostitution ;

• une analyse permettant à définir des solutions concrètes en matière de réinsertion socioprofessionnelle des populations en situation de précarité ;

• le développement de l'approche Housing First ;

• le développement des capacités spécialisées pour prendre en charge et pour encadrer les usagers de drogues vieillissants ;

- à augmenter les moyens humains et matériels en faveur d'un encadrement et d'une prise en charge adaptée aux profils des délinquants, notamment le développement des structures encadrées pour délinquants en situation irrégulière et le développement des structures encadrées pour les délinquants mineurs ;

- à poursuivre les efforts envers la mise en œuvre des actions gouvernementales, formulées dans le cadre de la motion du 11 mars 2021, adoptée lors de l'heure d'actualité au sujet de l'organisation de la sécurité publique du 11 mars 2021 ;

- à présenter régulièrement à la Chambre des Députés un bilan détaillant le stade de mise en œuvre des différentes solutions identifiées, ainsi que des mesures proposées dans cette motion et celle adoptée le 11 mars 2021.

(s.) Stéphanie Empain, Dan Biancalana, Carole Hartmann.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Wëssend, dass dës Motioun déi aner Motioun vum Mäerz dëst Joer zur Sécherheet am ëffentleche Raum completéiert, fuerdere mer hei ënner anerem, dass d'transversal Strategië souwuel um Niveau vun der Preventioun wéi och um Niveau vun der Repressioun ausgeschafft ginn, dass direkt soll dermat ugefaange ginn, déi Solutiounen ëmzesetzen, déi an der Note interministérielle identifizéiert gi sinn an déi en direkten Effekt op d'Aarbecht um Terrain respektiv op d'Sécherheet kënnen hunn.

Dozou gehéieren: d'Erhéije vun der therapeutescher Offer; d'Erhéije vun de Capacitéiten an de Spideeler fir d'Detoxikatiounen an och vu Substitutiounstraitementer; d'Dezentraliséierung vun de Strukturen an domadder och d'Trenne vun den Offres bas-seuil, fir d'Prise en charge ze verbesseren; d'Schafe vun engem mobille Konsumraum; d'Preventiounsaarbecht fir d'Jugend; d'Erhéije vun der Unzuel vu Streetworkers; d'Schafe vun enger Offer fir Fraen, notamment fir schwanger Fraen, déi an der Ofhängegkeet sinn, souwéi och fir hir Puppelcher; eng besser Prise en charge vun de Bodypackers duerch eng méi héich Offer an d'Entwécklung vun den „Housing First"-Angeboter; d'Erhéijung vun de Moyene fir d'Prise en charge vu verschiddenen Typpe vun Delinquanten, notamment jugendleche Stroftäter oder Stroftäter, déi sech irregulär am Land hei befannen, a schlussendlech - an ech mengen dat ass e wichtege Punkt, well mer jo wëllen, dass mer als Chamber och weiderhin am Loop bleiwen - d'Fuerderung, dass mer reegelméisseg an der Chamber informéiert gi via aktualiséiert Versioune vun der Nott respektiv Tabloen, wou een eng Checklist kann ofhaken, déi eis dann och iwwert d'Ëmsetzung vun de verschiddene Solutioune soll um Stand halen.

Dat hei ass also fir eis absolutt keng „Alibidiskussioun", wéi haut vum Här Gloden gesot ginn ass, well genausou wéi den Effort, deen hei gemaach ginn ass, fir an enger holistescher Approche un déi Saach erunzegoen a gemeinsam d'Responsabilitéit fir d'Problematik ze iwwerhuelen ..., och dat ass keen Alibiexercice.

D'Silosdenke vun eenzelne Ministèrë bréngt eis hei net weider. Nëmmen duerch eng staark interministeriell Zesummenaarbecht a gemeinsam Verantwortung ka sech eist Land däser Verantwortung stellen.

Dës Nott ass vläicht net ganz komplett oder net ganz à jour. Mee, wéi gesot, ass et eis all en Uleies, dass se reegelméisseg en Update kritt a keen doudegt Dokument ass. Well mir kommen net derlaanscht, de Wee, dee mer elo ageschloen hunn, och zesumme weiderzegoen.

Fir eis Gréng ass dat en enorm wichtege Punkt, well eis natierlech vill dru geleeën ass, d'Aarbecht vun der Police esou effizient et geet ze gestalten, d'Police ze stäerken, mee anerersäits se awer och net fir alles verantwortlech ze maachen, wat net richteg leeft.

Dofir engagéiere mer eis och, dës Aarbechte weiderzeféieren an de Sujet net mam Debat vun haut am Tirang verschwannen ze loossen. Well: Jo, mir wëllen, Här Gloden, an zwee Joer nach hei iwwert dës Nott schwätzen! Dir hat zwar „gefaart", mir géifen an zwee Joer nach driwwer schwätzen. Ech weess elo net, firwat een Angscht soll dovir hunn. Dir gitt jo warscheinlech net dovunner aus, dass et e Bouton magique gëtt, dee mer elo drécken an dass mer dann innerhalb vun zwee Joer de ganze Problem geléist hunn.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Et komme keng Léisungen, just eng Etüd!

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Natierlech mussen a wëlle mer heirunner weiderschaffen. An deem Sënn begréisse mer och, dass d'Regierung sech engagéiert huet, heifir déi néideg Moyenen zur Verfügung ze stellen. Et ass elo un eis all, iwwert déi verschidde Ressorten ewech, iwwer eng national awer och eng kommunal Responsabilitéit, fir Léisungen a Musek ëmzesetzen, an net an eng NIMBY-Reaktioun ze verfalen.

D'Zil ass kloer: Mir mussen eng besser Koordinatioun ustriewen an déi detektéiert Problemer effizient zesummen ugoen am Sënn vun enger zilorientéierter Politik, well nëmmen esou kënne mer d'Ursaachen un hirer Wuerzel bekämpfen, Mënschen an Nout rechtzäiteg opfänken, d'Kriminalitéit reduzéieren an eis all tatsächlech an enger méi sécherer Gesellschaft zesummeliewe loossen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och. An nächste Riedner, dee scho prett ass, ass den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, ech soen och, ech sinn nach ganz ënnert dem Androck vun de Wierder, déi meng Virriednerin gesot huet. Dat war alles elo esou fromm, datt een dat awer muss e bëssen hannerfroen.

Déi éischt Constatatioun, déi ech wëll maachen, dat ass, datt mer dës Regierung zënter 2013 hunn - mir sinn 2021! Dat sinn elo aacht Joer. An da kréie mer eng Nott vun der Regierung hei presentéiert, wou mer solle Froe beäntweren, déi wierklech vu enger formidabeler Naivitéit sinn.

Si mer fir d'Zesummenaarbecht vun allen Acteuren, Staat a Gemengen, fir géint d'Kriminalitéit virzegoen? Ma natierlech! Et ass jo keen hei, deen de Contraire mengt. Si mer fir Preventiounsaarbecht? Selbstverständlech! Si mer fir Sozialaarbecht? Selbstverständlech!

Wann een esou Froe gestallt kritt, da muss ee sech awer d'Fro stellen, ob dat net alles ass fir ze temporiséieren. Mir ginn hei beschäftegt als Chamber fir ze soen: „Majo, natierlech, dat sinn alles gutt Saachen. Maacht emol!" An ech mengen, dat, wat d'Madamm Empain eis proposéiert huet elo an där Motioun do, dat ass warscheinlech ... Et si esou Low-Level-Saachen, déi bestëmmt och e gudden Afloss hunn, awer nach wäit, wäit dervun ewech sinn, déi Problemer hei ze léisen.

Gradesou wéi déi Fro, ob mer besser Spidolsinfrastrukture fir Bodypacker an esou weider brauchen, fir Entzéiungskueren. Selbstverständlech! Et ass jo kee Mënsch hei, deen iergendwéi géif de Contraire behaapten. Mee firwat ass déi Fro elo eréischt um Dësch? Firwat hutt Der net déi aacht Joer, déi Der elo schonn an der Regierung sidd, benotzt, fir dat alles ze maachen?! Dir hätt eis emol net musse froen, mir hätten dat doten all begréisst.

Mee et feelt u ganz anere Saachen. Et feelt emol och bei där ganzer Sozialaarbecht ... An ech wëll emol der Police an all deene Sozialaarbechter en häerzleche Merci soen, déi sech Dag fir Dag hei engagéieren, sief et am Sécherheetsberäich oder am Preventiounsberäich oder och an der Justiz, fir déi Problemer hei unzepaken. Do ass eng formidabel Aarbecht, déi geleescht gëtt.

Mee déi Leit brauchen e Konzept! Si musse sech och gehale fille vun der Regierung. Si musse sech ënnerstëtzt fille bei der Aarbecht. Bei all deene Sozialaspekter do - Heescherei, Prostitutioun, Drogen, sozialpsychologesch Fragilitéit -: Mir brauchen eng Richtung, an déi mer schaffen, e kloert Zil! An dat feelt awer. Mir musse emol kucken: Wivill Initiative gëtt et? Wat kënne mer maachen, fir d'Kooperatioun an d'Komplementaritéit do ze stäerken?

An da frot Der eis: Sidd Der fir d'Dezentraliséierung vun den Drogestrukturen? Jo, dat kann een alles maachen. Mee och dat ass eigentlech net den Haaptproblem. Mir gesinn, datt mer hei am Land eng enorm Unzéiungskraaft hu vun Drogesüchtegen och aus anere Regiounen, aus der Groussregioun. An do gëtt et Modeller, fir deem entgéintzewierken, wéi den Zürecher Modell.

Mir mussen dach higoen an an Zesummenaarbecht mat eisen Nopeschregiounen och déi encouragéiere fir ze soen: „Hei kuckt, datt Der bei Iech Strukture kritt!" Mir kënne jo hei net alles packen, wat u Problemer aus der Groussregioun op Lëtzebuerg kënnt. Mir wëlle weeder all déi Süchteg unzéien, deenen natierlech muss gehollef ginn, wa se an enger Noutsituatioun sinn, nach wëlle mer déi ganz Kriminalitéit do ronderëm.

Dat heescht, och do muss een de Courage hu fir ze soen, datt d'Dezentraliséierung en Deel vun der Léisung ass, awer nach guer net déi ganz Léisung.

Dir schwätzt vun der Prostitutioun. Natierlech si mer géint d'Beschafungsprostitutioun a mir mussen deenen hëllefen, déi wéinst hirer Drogesucht an der Prostitutioun sinn. Dat ass eng Selbstverständlechkeet. Mee dat muss een awer och maachen, andeem een déi Leit stabiliséiert, andeem een drun denkt, eng Krankeversécherung fir déi Leit ze kréien.

Dat ass alles wichteg, mee dat hätt scho laang kënne gemaach ginn. Et ass awer net gemaach ginn!

Den Housing First: Ech erënnere mech u meng alleréischt, mengen ech, Interpellatioun, déi ech an däser Chamber gehalen hu virun enger Dose Joer. Dat war iwwert deen dote Problem vun de Sans-abri an den Housing First. An ech muss Iech soen - an dofir iergert mech eigentlech déi Diskussioun -: Ech kucken, wat mer déi ganz lescht Jore gemaach hunn. Dat war e formidabelen Effort.

Logistesch a personalméisseg a finanziell hu mer onheemlech vill Strukturen opgebaut, fir Migranten hei am Land opzehuelen. Dat war e groussen nationalen Effort. An haut ginn den Här Asselborn an anerer nach vu Gemeng zu Gemeng a soen: „Hei wëllt Der eppes bauen? Mir hëllefen Iech, mir finanzéieren an esou weider." Firwat hu mer dat net gemaach fir déi sozial Fragiliséiert, déi psychologesch Fragiliséiert hei am Land. Mir hätte scho laang kënnen en änlechen Effort maachen, fir Wunnengen ze bauen! Firwat hu mer et net gemaach?!

Et feelt um politesche Wëllen! Wann Der dee Wëllen hutt fir Migranten - dat kann een diskutéieren; mir hunn do eng aner Approche -, an Dir gesitt, datt mer d'Capacitéit hunn, firwat maacht Der et net fir déi Fragiliséiert an der Gesellschaft?

Dat ass einfach net ze akzeptéieren! An et ass eng Hypokrisie doranner, well et kann een net higoen an ëmmer nëmme soen: „Hei, sidd Der d'accord?" Jo, natierlech si mer d'accord. Mee maacht et! Dir sidd an der Regierung, Dir hutt déi Méiglechkeeten, da maacht et!

Kuckt och all déi Foyeren, déi mer hunn! Ech soen Iech och als Vertrieder vun der ADR hei: Mir hunn hei ganz vill Leit an deene Foyeren, déi keen internationale Schutz méi brauchen. Ma da schéckt se heem! Well dat ganzt Asylrecht besteet jo doranner, datt mer déi Leit schützen. An et ass och gutt esou, soulaang se de Schutz brauchen. Wa se kee méi brauchen, da brauche se och net méi hei ze sinn. Majo, dann hu mer och déi Plaz - Sozialwunnengen a Foyeren an esou weider -, fir sozial fragiliséiert Leit kënnen opzehuelen.

Dir schwätzt vun der Police. An do muss ech Iech och soen: Dat ass eng Diskussioun. Dir fänkt elo u mat rekrutéieren, 2021, no aacht Joer Gambia-Regierung. Natierlech si mer dermat d'accord, datt massiv rekrutéiert gëtt. Mee och dat geet net duer!

D'Police muss sech och ënnerstëtzt fille vun der Regierung. Aktivitéite mussen ausgelagert ginn, wéi de Gefaangenentransport. Mir kënnen e SAMU social maachen. Mir kënnen d'Réckféierungen international organiséieren, vill méi, wéi mer et elo maachen. Virun allem musse mer der Police méi Kompetenze ginn - vill méi Kompetenzen, net nëmmen de Platzverweis, mee och bei den Duerchsichungen zum Beispill. Bei den Identifizéierunge musse mer kënne vill méi wäit goen, fir der Police et ze erméiglechen, hir Aarbecht ze maachen. Et geet net duer ze rekrutéieren. Déi Leit mussen och kënnen ënner anstännege Konditioune schaffen!

Mir haten eng Diskussioun iwwert d'Kameraiwwerwaachung hei viru Kuerzem. Mir hunn Iech erkläert, firwat dat Gesetz eis net duergeet. Mir géifen et nobesseren. Mir hunn iwwert d'Vermummungsverbuet eng ganz aner Approche wéi Gambia. Mir si géint d'Vermummung - Dir net.

Beim Strofrecht ... Och do muss ech aus aktuellem Grond soen, datt Är Positioun net kredibel ass. Mir haten dee Skandal, datt elo e Jonken, deen 18 Joer al ginn ass, aus der Unisec entlooss gouf an dunn net an de Prisong komm ass wéinst enger Lacune am Gesetz, huet d'Madamm Tanson erkläert. Dann hätt ee jo kënnen ... Dat wousst se jo scho virdrun! Si hätt jo scho kënne virdrun hei iwwer iergendeng legislativ Moossnam ganz séier déi Dispositioun schafen, datt dat net virkënnt. Dat ass net gemaach ginn! Da seet se: „Jo, mir maachen dat elo an engem anere legislative Kontext, wa mer dat alles gekuckt hunn", an esou weider. Irresponsabel!

An deen Artikel 142, iwwert deen hei geschwat gëtt, datt een eng Strof kritt, wann een eloignéiert ginn ass aus dem Land an et kënnt een awer zréck. Och dat geet net duer. Dee Séjour irrégulier um Territoire, déi illegal Presenz am Land, dat soll selwer en Delikt sinn! Dat muss en Delikt sinn!

Dann hu mer dat och am Gréff. Da kënne mer och déi Leit hei juristesch erfaassen, wa se hei illegal am Land sinn. Et huet keen eppes hei verluer, deen illegal hei ass. Firwat solle mer dat toleréieren? Dat soll en Delikt sinn. Da kënne mer och deene Leit hëllefen a se ënnerstëtzen. Och déi maache sech deen Abléck stroffälleg. Mir brauchen net drop ze waarden, datt Leit, déi an enger irregulärer Situatioun sinn, och nach géint de Code pénal verstoussen.

Den Här Asselborn ass a méi wéi enger Hisiicht hei direkt concernéiert. E war ni an iergendenger Debatt hei am Sall, wa mer driwwer geschwat hunn. Net, wa mer iwwert d'Asylrecht geschwat hunn, well et ass jo bekannt an der Tëschenzäit, datt e grousen Deel - natierlech se net all -, mee e groussen Deel vun deenen Drogenhändler, déi mer hei am Land hunn, nun emol en Asylstatut hunn, meeschtens a Frankräich a leschter Zäit, oder mat italieneschen oder spuenesche Pabeieren hei opdauchen. Alles dat ass bekannt, et ass vill diskutéiert ginn. Den Här Asselborn war ni do!

Bei der internationaler Zesummenaarbecht zum Beispill, fir Leit zréckzeféieren - och eppes, wou säi Ministère direkt concernéiert ass. Ech mengen, d'Madamm Empain hat souguer gesot: Déi Länner schaffen dacks net mat eis zesummen, wa mer se wëllen zréckféieren. Kompetenz: Här Asselborn. Den Här Asselborn ass ni do! Dat ass net normal! Et ass net un dem Policeminister eleng oder un der Justizministesch eleng, mee och den Här Asselborn ass concernéiert an ass absolutt net in-

teresséiert, soss wär e bei deenen Diskussiounen - och haut! - hei a géif mat doriwwer diskutéieren a géif Konklusioune fir seng eege Politik zéien. Mir wären op jidde Fall do vill méi streng.

Den Unisec-Ausbau ass an eisen Aen eng absolutt Noutwendegkeet. Natierlech musse mer déi Strukturen ausbaue, wéi de Centre de rétention, d'Unisec. Dat ass eng Saach, déi mer der Sécherheet vum Land schëllegen, eise Bierger!

An natierlech brauche mer e Jugendstrofrecht. Well wann een al genuch ass, fir een ëmzebréngen, dann ass een och al genuch, fir eng Strof ze kréien! Mir haten dach elo e Fall vu Bouneweg. Dat ass dach dramatesch! A mir mussen dach och iwwer Saache schwätze wéi Gewalt an de Schoulen an esou weider. Et geet net duer, datt mer elo hei soen: „Jo, déi jonk Leit solle sech gutt fillen." Natierlech ass dat en Idealzoustand. Jo, si solle sech gutt fillen, awer wa Gewalt a Schoulen ass, wéi mer et elo ëmmer méi hunn, wat och d'Leit zum Deel demoraliséiert, d'Léierpersonal ...

Mir haten nach eng Interpellatioun viru Kuerzem iwwer: Firwat hu mer net genuch Léierpersonal? Ma dat ass ee vun deene Grënn, firwat d'Leit keng Loscht méi hunn: Well se d'Situatioun an de Schoule fäerten an zum Deel net méi Meeschter ginn.

Mir wëllen déi Problemer uspriechen als ADR a mir wëlle se och léisen. Genausou wéi déi organiséiert Heescherei. Dat ass eppes, wat aner Länner scho laang geléist hunn. Firwat bréngen mir et net fäerdeg, hei déi organiséiert Heescherei an de Gréff ze kréien? Aus Mangel u politeschem Wëllen! An dat ass alles.

An Dir kënnt sécher sinn: Et ass e groussen Ënnerscheed tëschent Gambia-Politik an ADR-Politik. Bei eis géif et dat net ginn!

(Interruptions)

Et géif et net ginn! Mir géifen där Saach en Enn maachen, well et eng Exploitatioun vu Leit ass duerch aner Leit. Et ass einfach net akzeptabel vun all deenen Nuisancen - fir déi Leit, déi do iwwert d'Stroosse musse goen, emol ganz ofgesinn.

(Interruption)

Ech wëll hei resuméieren vläicht an engem Gedanken ... Et gëtt einfach e ganz kloren Ënnerscheed tëschent Parteie wéi deenen, déi hei an der Regierung am Abléck sinn, an eis.

■ **Une voix**.- Jo!

(Interruptions)

■ **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)*.- Jo, well mir hunn dee klore konsequenten an onverhandelbare Wëllen, fir d'Sécherheet hei am Land ze stäerken an Dir hutt deen net!

Ech soen Iech Merci.

■ **M. Georges Engel** *(LSAP)*.- Mat Ärer rietser Politik, jo.

(Interruptions)

■ **M. Mars Di Bartolomeo,** *Président de séance*.- Merci och. An nächst Riednerin ass d'Madamm Nathalie Oberweis.

(Interruption par M. Georges Engel)

Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)*.- Merci, Här President.

■ **M. Georges Engel** *(LSAP)*.- Et ass schwéier nom Här Kartheiser.

■ **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)*.- Ech hunn et hei schonn emol gesot: De Krich géint Droge kann een net gewannen. Den exzessiven Drogekonsum ass e Spigelbild vun eiser Gesellschaft. Mir liewen an enger Konsumgesellschaft, wou et generell e Problem vum exzessive Konsum gëtt, eng Gesellschaft, déi Exklusioun produzéiert, déi Ongläichheeten an Aarmut produzéiert, also Verléierer a Gewënner.

Den Drogeproblem musse mer als gesellschaftleche Problem gesinn, als Ausdrock vun enger kranker Gesellschaft, an net als Sécherheetsproblem. Vill vun den drogekranke Mënsche refletéieren den Echec vun eiser Gesellschaft, dëse Mënschen eng Plaz ze ginn.

Et wonnert wuel keen, dass een als Lénken hei manner op repressiv Äntwerte setzt wéi op Preventioun. Repressioun ass ni eng nohalteg Léisung, well se de Problem net un der Wuerzel hëlt, och wa mir eis natierlech net ganz der Repressioun verschléissen.

Par contre, d'Preventioun versicht, de Problem un der Wuerzel unzegoen. Deemno enttäuscht sinn ech, dass an der interministerieller Nott nëmmen op dräi Säiten iwwert d'Preventioun rieds geet an awer siwe Säiten der Repressioun zegutt kommen. Derbäi kënnt, dass déi Preventioun, vun där hei rieds geet, keng Preventioun ass.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Wat ass dat fir e Verständnis vu Preventioun, wann een ënner Preventioun en Inventaire vun de Strukturen a Servicer mécht, déi am Beräich vun Drogekranken täteg sinn. Déi Mënsche si jo schonn drogekrank deen Ament. Natierlech ass déi Aarbecht enorm wichteg an eiser Meenung no misst déi nach ausgeweit ginn, mee dat ass awer ëmmer nach keng Preventioun.

Wierklech Preventioun wier, wa mir eis fir d'éischt emol géifen déi Froe stellen, firwat mer dann drogekrank Mënschen hunn a firwat - mir schwätze jo hei vun Drogekriminalitéit - Mënschen aktiv ginn an der Drogekriminalitéit. Op kenger Plaz gëtt dat erwäänt an der Nott. Firwat hu Mënschen de Besoin no Drogen, no exzessivem Drogekonsum? Wéi e Besoin ass hannendru verstoppt? Eng konkreet Pist wier vläicht, esou eng Etüd bei der Uni an Optrag ze ginn.

Eent vun den Elementer, dat och ugeschwat gëtt, ass also den Housing First. Dovunner ass jo scho vill hei rieds gaangen. Dat misst och ausgeweit ginn, esou d'Iwwerleeung an der Nott. Domadder si mir natierlech averstanen. Et ass evident, dass den Housing First eng wichteg Äntwert ass, well d'Wunnen ass en existenzielle Besoin. An natierlech misst dat uechtert d'Land passéieren.

D'Wunnen ass och en éischte Schratt a Richtung Resozialisatioun. Wann de Besoin no engem Daach iwwert dem Kapp, no Schutz an no Sécherheet an no enger gewëssener Würde erfëllt ass, da lindert een domadder och schonn aner Besoinen. An den Echangen, fir dës Debatt ze preparéieren, huet d'Familljeministesch dëst och explizitt ënnerstrach, wat mech erfreet huet. Et gouf awer och vum nationalen Drogebeoptraagte gesot, dass een - ech zitéieren hien - „keng Objete fënnt".

An deem Kontext kommen ech op eng Fuerderung zréck, déi och d'CSV an enger rezenter Aktualitéitsstonn iwwer eidelstoend Wunnengen ukléngе gelooss hat: e Relevé vun de staatleche Wunnengen, déi fir residenziell Zwecker kënne benotzt ginn, ze kréien. De Minister hat an deem Kontext ze verstoe ginn, dass eng Rei Wunnenge musse renovéiert ginn. Dozou hat ech elo viru Kuerzem via parlamentaresch Fro nogefrot, wéi vill vun deene Wunnengen nëmme kleng Aarbechte brauchen an deemno schnell kënne mobiliséiert ginn. Dat wier dann och weider eng konkreet Pist, déi d'Regierung kéint kucken - eebe fir den Housing First.

A fir op eng Rei vun de Froen anzegoen, well ech hu mer eeben och déi Froe gutt ugekuckt: Jo, mir begréissen natierlech och eng holistesch Approche. Wéi kéint et och aneschters sinn, vu dass d'Drogeproblematik eng iwwergesellschaftlech Fro ass. A jo, déi verschidden Acteure solle mat agebonne sinn a bleiwen. Mir sinn natierlech fundamental der Meenung, dass ee soll solidaresch sinn an aner Gemenge solle méi aktiv ginn, wat d'Strukturen an d'Servicer ugeet. Mir mengen awer och, dass dës national Dezentraliséierung net heescht, dass et keng kommunal Dezentraliséierung um Terrain vun der Stad Lëtzebuerg soll ginn. Déi zwee gi mateneen, well et ass souwuel eng national Suerg wéi och eng, déi d'Haaptstad besonnesch betrëfft.

D'Konklusioune vun enger Evaluatioun, déi de Gesondheetsministère an Optrag ginn hat - Evaluatioun, vun där an der Nott rieds geet -, soe kloer, dass den Abrigado saturéiert ass an dass d'Offer sollt um Gemengenniveau dezentraliséiert ginn. Mir begréissen dëse Virschlag. Eng Dezentraliséierung a méi kleng Strukturen ass déi eenzeg richteg Approche, déi ka verhënneren, dass op enger Plaz e Ghetto entsteet.

Déi Konklusiounen awer sinn elo scho säit annerhallwem Joer bekannt. A wou si mer dann dru mat der Dezentraliséierung? Souwäit ech weess, geet rieds dovunner, dass eng aner Plaz fir den Abrigado soll gesicht ginn. Mee heescht dat dann, dass de Problem einfach verlagert gëtt?

Och geet rieds vun enger Struktur fir Fraen an der Stad Lëtzebuerg. Och dat ass ze begréissen, mee dat léist och net de Problem vun der Saturatioun an der Iwwerbelaaschtung vum Abrigado. D'Experte soen awer kloer, dass maximal 60 bis 70 Leit pro Struktur ideal sinn. Beim Abrigado sinn dat der awer ëm déi 200 den Dag. An dat ass net gutt fir déi betraffen drogekrank Leit an och net gutt fir d'Personal, wat do schafft.

Et ass des Weideren eng Noutwendegkeet - an domat ginn ech op eng weider Fro an -, dass mer méi Capacitéite kréien, fir Drogekranken d'Méiglechkeet ze ginn, eng Entgëftungskuer ze maachen. Et ass gewosst, dass mer net genuch Plazen hunn an dass et dofir Waardeléschte gëtt a Mënsche mussen an d'Ausland goen. Mee dat kann dach net sinn! Mir mussen eis selwer ëm dës Mënsche këmmeren.

Och Substitutiounsprogrammer si fir eis e Schratt an déi richteg Richtung. Et ass eng Illusioun ze mengen, déi Leit, déi sougenannt haart Droge consomméieren, vun hirer Ofhängegkeet kënnen ze heelen. Dofir geet et drëms, de Leit dat ze ginn, wat se brauchen, an hannendrun e psychosozialen an e medezinneschen Encadrement ze assuréieren.

Där Programmer gëtt et och schonn an dat ass gutt. An ech héieren, dass déi Programmer Erfolleg hunn. A wa mer éierlech sinn, ass dat e Schratt a Richtung Akzeptanz vun engem Problem, fir deen et keng Léisung gëtt. Dofir si mir derfir, dass esou Programmer och regional ausgebaut solle ginn.

A wann een dat mécht, kann ee sech jo och d'Fro iwwert d'Dekriminaliséierung vun den Droge stellen. Dat mécht een, wann ee wierklech eppes wëllt géint de Schwaarzmaart maachen. Mir wëssen, dass Portugal et gemaach huet, a mat groussem Erfolleg.

Här President, ech hat mech awer och bei den Echangen an der Kommissioun am Virfeld vun dëser Debatt schonn immens opgereegt. An dat war natierlech, wéi et ëm de repressive Volet gaangen ass. Do gëtt hantéiert mat onkloren Zuelen. Mir kruten zwar vun der Police deen Ament gesot, dass d'Affäre ronderëm d'Drogekriminalitéit ëm 60 % an d'Luucht gaange sinn an deene leschte véier Joer, mee gläichzäiteg ass d'Policepresenz um Terrain an d'Luucht gaangen.

Dat heescht konkreet, dass mer déi Zuelen, 60 %, net objektiv kënne benotzen. Mir kënne se net objektiv benotzen, well parallell Polizisten um Terrain méi aktiv waren, wéi d'Police selwer seet. Op meng Nofro hin, krut ech gesot, dass déi 60 % eng Aarbechtsstatistik sinn. Dat si keng objektiv Zuelen a si refletéieren esou net d'Realitéit um Terrain. Ech hunn dee Moment no relativen Zuele gefrot, also no Zuelen, déi proportionell wieren. Mee déi gëtt et net, krut ech gesot.

Ech hunn an deem Kontext och virun e puer Wochen eng Question parlementaire gestallt. Eisen Informatiounen no krut nämlech d'Police den Uerder, méi Drogenaffären ze kontrolléieren. Sollen domadder d'Zuelen nach weider an d'Luucht goen? Ass et gewollt, dass méi héich Zuelen um Pabeier stinn? Ech kann net prejugéieren, well ech krut nach keng Äntwert, mee déi Zuele vu virdrun deiten op eng geféierlech Debatt op engem glëtschegen Terrain hin. Eng geféierlech Debatt, well se schnell riskéiert, friemefeindlech a rassistesch Zich ze kréien a Mënsche mat bestëmmten Originnen an en Dëppe mat Kriminellen ze geheien. An e glëtschegen Terrain eebe grad, well déi Zuelen onkloer sinn.

Déi Debatt mécht mech immens rosen, well ech d'Gefill net lassginn, dass hei aus falsche Grënn op déi Thematik gesprong gëtt. Mir interesséieren eis net fir e Problem vun ëffentlecher Gesondheet, well et eis ëm d'Gesondheet vun deene Mënsche geet, mee et geet drëms déi „Incivilitéiten", wéi ech et hei an der Kommissioun héieren hat, net méi ze gesinn.

Ech ginn d'Gefill net lass, dass dës Debatt parallell mam Tram a mat der Gentrifizéierung vum Garer Quartier gewuess ass. Ech hu jorelaang am Garer Quartier geschafft an ech wunnen am Bouneweger Quartier. Vu Leit, déi bei der Police an am Drogesecteur schaffen, weess ech, dass et net méi schlëmm ginn ass. De Problem ass anescht visibel ginn duerch d'Chantieren an duerch d'Policepresenz. A wéi d'Police och selwer seet, féiert méi Iwwerwaachung derzou, dass de Problem sech verlagert an eeben aneschters visibel gëtt.

Ech ginn d'Gefill och net lass, dass no joerzéngtelaangem Desinteressi fir de Garer Quartier sech elo op eemol fir de Quartier interesséiert gëtt, säitdeem den Tram dohikënnt a säitdeem do een Haus nom anere frëschgemaach gëtt respektiv een Eck nom anere bebaut gëtt an eeben déi Plaze sollen deier verkaaft a verlount ginn.

Wat mech awer wierklech beim Echange an der Kommissioun a beim Liese vun der Nott traureg a rose gemaach huet - an ech hat et hei gesot -, ass d'Aart a Weis, wéi iwwert déi kleng kriminell Drogendealer geschwat gëtt. D'Police huet et selwer gesot: E ganz groussen Deel vun den Affäre si kleng Affären, sougenannt „kleng Fësch" also.

Ech hu mech immens dru gestéiert, wéi mer iwwert dës Mënsche geschwat hunn, wéi wann een d'Welt kéint a gutt an a schlecht andeelen. An eeben dës Nott mécht och implizitt den Amalgamm tëscht deenen Drogekriminellen, wéi gesot, dacks Klengkrimineller, a Mënschen, déi net d'Chance hunn, Pabeieren ze hunn, déi an der Rei sinn oder eeben déi richteg Pabeiere sinn.

Well menge mer dann, déi Mënschen - allez, déi Klengkriminell - hu sech d'Situatioun erausgesicht? Mengt Der, se géifen net léiwer op eng aner Aart a Weis u Sue kommen? Mengt Der, dass se dës Aarbecht maachen, well se soss vläicht keng aner Perspektiven hunn? Stellt iergendee sech d'Fro, firwat Mënschen zu klengkriminellen Drogendealer ginn? Dat wier vläicht och en Usaz fir eng weider Nott.

Fir kuerz bei de Mënschen an enger irregulärer Situatioun ze bleiwen: Ech war eng Zäitche Visiteur justement an deem Centre de rétention, vun deem an der Nott rieds geet. Ech kann Iech just roden, dat eemol ze maachen. Dat ass eng eemoleg mënschlech Experienz. Mënschen, déi och Affer sinn, well se net d'Chance haten, op enger bestëmmter Plaz gebuer ze ginn, déi net déi richteg Pabeieren hunn an déi d'Gefill hunn, zu Onrecht agespaart ze sinn, een Deel vun hirem Liewen ewechgeholl ze kréien an déi Angscht hunn, an e Land zréckgeschéckt ze ginn, wat se verlooss hunn oder aus deem se hu musse flüchten.

An der Nott awer och an am Echange, dee mer haten, goung virun allem driwwer rieds, wéi mer dës Mënsche kënne lassginn a firwat et schwéier ass, se lasszeginn. Doriwwer gouf jo och scho virdru geschwat.

Kann dat d'Léisung sinn? Kann et d'Léisung sinn, déi „kleng Fësch", vun deene jo grad geschwat gouf, lasszeginn? Ass dat eng nohalteg Léisung fir d'Drogekriminalitéit? Mengt Der net, dass deen Nächsten an d'Lach spréngt, eebe grad well et vill Mënsche gëtt, déi keng Perspektiven hunn? Fir mech sinn Drogekranker an zum Deel och déi Klengkriminell béid Affer. Déi kleng Fësch ze joen, ass, wéi Gras ze schneiden. Et wiisst ëmmer no, eebe grad well et vill Leit gëtt, déi keng aner Perspektiven hunn.

Mee da kommt, mir sinn emol éierlech a courageis a mir stellen eis déi déifgräifend richteg Froen: Firwat huet eis Gesellschaft esou vill drogekrank Mënschen? Firwat produzéiere mer esou vill Exklusioun? A parallel: Firwat gi se am klengen Drogebusiness täteg? A wie sinn déi Leit hannendrun?

Merci fir d'Nolauschteren.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président*.- Merci villmools, Madamm Oberweis. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Marc Goergen** *(Piraten)*.- Merci, Här President. D'Theema haut ass jo erëm ganz interessant. Mee déi Diskussiounen, déi haut de Mëtten, oder besser haut den Owend, geféiert ginn, sinn u sech zum Deel eng Verlängerung vun der Aktualitéitsstonn, déi am Mäerz ugefrot gi war vun eis, just haut méi spezifesch op den Drogenhandel, mee awer nach ëmmer iwwert déi illegal Sécherheetsfirmen op der Stater Gare.

Jo, d'Situatioun op verschiddene Plazen hei am Land ass fir d'Leit eeben aktuell net agreabel. Trotzdeem, mir Piraten setzen awer, wéi esou oft, op eng mënschlech, sozial a fair Approche. Et dierf an eisen Aen net dorobber erauslafen, dass mer an dëse stännegen Diskussiounen Drogenofhängeger als béis ofstempelen.

Drogenofhängeger dierfen net wéinst hirem Krankheetsbild - an dat ass et nun emol - kriminaliséiert ginn. Well oft ass et esou, dass vill vun hinnen déi Schwächst an eiser Gesellschaft sinn. Et ass d'Gesellschaft, déi dës Leit un engem Matmaachen an eiser Ekonomie gehënnert huet. Dës Leit sinn an enger Situatioun gelant, wou se oft selwer emol guer net wëllen dra sinn. Dat verdéngt eist Matgefill an eis Solidaritéit, an net eisen Haass.

Aus deem Grond musse mir och ewechkommen, d'Drogenzeen als Ënnerwelt ze gesinn. Villméi ass dës „Ënnerwelt" en Deel vun eiser Gesellschaft. Se war et ëmmer a se wäert et ëmmer bleiwen. Droge sinn zënter Joerdausende schonn an eiser Kultur. Deemno sinn d'Mënschen an den Drogenzeene Bierger wéi mir alleguerten heibannen. Ech wäert mech awer och op déi verschidde Punkten aus dem Rapport beschränken an eis Positiounen zu de verschiddene Propose kloermaachen.

Fir unzefänken, d'Statistike vun 2000 bis 2020, déi de Policeminister eis zoukomme gelooss huet a wou en ze erkenne gëtt, dass d'Unzuel un Drogenaffären an de leschten 20 Joer konstant eropgaangen ass. Jo, et ass kloer: Wat méi Policekontrollen, wat d'Affäre méi eropginn. Also sinn och d'Zuelen en Unzeeche vun enger effektiver Policeaarbecht.

Zweetens, eis Bevëlkerung zu Lëtzebuerg ass zënter der Joerdausendwend immens gewuess, wou ee vläicht och nach duerch déi modern Technologië vill méi Droge vill méi einfach fënnt. Et wär dach interessant ze kucken, ob zënter de 60er-Joren an der Zäit, mir wëssen et alleguer, vun der Hippiebeweegung den Drogekonsum, prozentual gesinn, souguer ofgeholl huet oder vläicht stabill bliwwen ass. Den Drogeproblem war schonn ëmmer e Problem, well et ëmmer e gesellschaftlechen Tabu war, Drogen ze huelen oder ze verkafen.

Den Ënnerscheed tëscht erlaabten a verbuedenen Droge berout éischter op enger Traditioun wéi op medezinneschen a wëssenschaftlechen Tatsaachen. Dat läit awer och nëmmen dodrun, dass konservativ Politiker mat enger Politik vu Wonschdenken an Angschtmaacherei sech deemools duerchgesat hunn. Ma genee aus dësem Wonschdenke muss eis Gesellschaft elo erauskommen. Drogenofhängeger dierfen net méi wéinst hirem Krankheetsbild kriminaliséiert ginn. Suchtverhalen ass eng Krankheet, déi behandelt muss ginn, ouni dass d'Affer aus Angscht viru Strofen op eng Behandlung verzicht.

U sech musse mir an eiser Gesellschaft eis schummen, Mënschen, déi an eng Ofhängegkeet vun enger Substanz komm sinn, ze stigmatiséieren an ze verdäiwelen. Mir sollte mat dëse Leit matfillen, se verstoen; verstoen, dass se heiansdo awer selwer net ganz kloer mat sech sinn, dass et immens schwéier fir si ass, aus dëser Situatioun erëm erauszekommen.

Fir eis Approche vun der Behandlung an der Unerkennung vun Drogenofhängegen als Mënschen ass dat de richtege Wee. Dofir si mir och ganz averstanen, dass d'Strukture wéi den Abrigado fir d'Leit do sinn, awer dat net nëmmen an der Stad, mee se musse vill méi dezentral ugebuede ginn.

Une voix.- Très juste!

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Mir mussen der Realitéit an d'Ae kucken. Mir brauchen dezentraliséiert Strukturen. Den Abrigado ka gären eng Empfangsstruktur si mat Servicer, vläicht och 24 op 7 fir d'Leit. Mee d'Behandlung vun den Ofhängege misst an eisen Ae vill méi dezentral stattfannen, fir dass dës Leit erauskommen aus der Drogenzeen, aus de sougenannten Hotspots, déi mer selwer kreéiert hunn. Mee och d'Dealere mussen eng Méiglechkeet gebuede kréien, fir erëm aus déser Drogenzeen erauszeklammen. D'Deale mat Drogen gëtt een net duerch d'Gesetz lass. Et sicht och kee sech eraus, en Dealer ze ginn, mee oft ass et eng Verzweiflung, déi een dozou gezwongen huet.

Mir brauche keng repressiv Drogepolitik méi, wéi déi konservativ Parteien dat zënter de 60er diktéieren, an déi fir vill Leed an Zerstéierung suergt an Hierstellerlänner souwéi bei de Konsumenten.

Fir déi Kriminell Meeschter ze ginn, musse mir deene mat deenen décke Portmonnien un den Hals an net de klengen Dealeren op der Gare. Mir mussen déi Schwaach, déi vun de Groussen ausgenotzt ginn, schützen. All déi repressiv Mesuren an dem Code pénal, déi iwwert d'Deale mat Drogen handelen, mussen op de Leescht geholl ginn an eng tolerant Drogepolitik erëmspigelen. Liicht Droge musse legaliséiert ginn an haart Droge mussen endlech entkriminaliséiert ginn, op jidde Fall bei de klenge Quantitéiten, déi u sech jo net dem Dealer gehéieren, mee dem Chef ganz uewen. De Besëtz an den Handel mat Droge muss déi grouss Käpp treffen an net déi kleng.

Här President, oft kritt ee vun de rietspopulistesche Parteien ze héieren, de Problem wären eh d'Auslänner. Déi riets Parteien, fir Law and order, benotzen awer d'Auslänner just fir hire politesche Profitt, fir quasi en Dämon ze molen, deen awer net do ass. Well et sinn déi Law-and-order-Parteien, déi etabléiert Parteien, déi iwwerhaapt d'Flüchtlingen derzou zwéngen, an esou eng Situatioun ze kommen. Bal kee Flüchtling kënnt hei an Europa, fir kriminell ze ginn. Déi puer, déi et geplangt hunn, jo, déi ginn et och. Dat wëll ech net verheemlechen. Mee dat ass wéi an all Gesellschaftsschicht. Wivill kriminell Banker gëtt et? Wivill kriminell Millionären? A firwat net, wivill kriminell Politiker?

All Gesellschaftsschicht huet hir schwaarz Schof - jo, dat stëmmt. Et ass dofir awer net fair, all Mënsch ... A wa mir iwwer Auslänner oder Flüchtlinge schwätzen, sinn et nach ëmmer Mënschen ..., kee Géigestand, kee Mënsch, dee manner Wäert ass. Nee. All Mënsch - a mir sinn alleguerten d'selwecht - soll och gläich behandelt ginn. Et sinn awer déi begrenzt Méiglechkeeten, déi d'Flüchtlingen hunn, déi se zwéngen, via dubios Weeër u Geld ze kommen oder sech souguer op déi falsch Leit anzeloossen.

Mir brauche Gesetzer, déi de Flüchtlingen et méi einfach maachen, sech legal an d'Aarbechtswelt ze beweegen, fir sech eng Zukunft opzebauen. Mir dierfen et net de Schlepper oder soss Gangsteren iwwerloossen, fir hinne falsch Verspriechungen ze maachen. Nee, d'Leit, déi Schutz sichen, musse sech op de Staat, op eis Gesellschaft verloosse kënnen.

Zu den eenzelne Punkten, déi mir elo schonn héieren hunn, wëll ech nach e puer Bemierkunge lassginn, an dat un déi streng an etabléiert Parteien, grad eng DP an CSV, déi, kéint ee bal mengen, enger ADR-Wielerschaft nolafe wëlle mat hiren Aussoe ronderëm d'Stad Lëtzebuerg. Huet een aus dem Stater Schäfferot sech scho gefrot, wat fir e Bild ee vu sech gëtt, wann ee grouss via Press der Police an de Réck fält, andeems een eng, fir eis illegal, Sécherheetsfirma fir Aktivitéite bezilt, an dat aus dem Gemengebudget? Rifft dat net no nach méi Kriminalitéit, wann een de Gangstere grouss via Press erkläert, dass d'Police eh an der Stad op der Gare näischt mécht? Oder wann eng CSV grouss op Pressekonferenzen an d'Welt erausposaunt, wéi schlecht eis Police op der Gare ass, lackelt een do net fir politesche Profitt nach méi Krimineller un?

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- O nee!

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Spillt een do net bewosst mat deem oft zitéierte Sécherheetsgefill vun den Awunner? Hei hunn ech d'Gefill, dass vill Diskussiounen, grad vun enger DP an CSV, dorops aus sinn, politesche Profitt ze maachen, awer net wierklech eng legal Léisung ze fannen. Dann huet awer de Schäfferot aus der Stad den Hëllefsveräiner, als Beispill huele mer d'Street Angels, keng Plaz méi zu Bouneweg ginn, fir de Leit ze hëllefen, ier se kriminell gi sinn.

Jo, dat gehéiert och gesot, dass een duerch esou eng Politik, dass een deenen d'Hëllef ewechhëlt, erëm déi Leit ouni Perspektiv zréckléisst. Mee mir dierfen net um Réck vu kommunale Muechtpositiounen, och net wann et eis Haaptstad ass, eis national Sécherheets- an Drogepolitik ausriichten. Eist Land ass méi wéi d'Stad Lëtzebuerg.

Här President, Preventioun ass eng gutt Saach, mee virdrunner brauche mer e Paradigmewiessel, deen Drogen endlech als Bestanddeel vun eiser Gesellschaft begräift. D'Politik muss déi sougenannten Ënnerwelt als Bestanddeel vun eiser Gesellschaft begräifen a se integréieren amplaz se ze ënnerdrécken, soss si mir an den nächsten 20 Joer genau do, wou mir virun 20 Joer stoungen.

Mir brauchen en Ëmdenken, wéi mir mat auslännesche Matbierger ëmginn, wéi mir hinnen d'Méiglechkeete ginn, sech an eisem Land erëmzefannen. Mir hunn eng richteg gutt Police hei am Land. All Polizistinnen a Poliziste schaffe ganz vill fir eis Sécherheet hei am Land. Si schaffen awer mat de Mëttelen, déi d'Politik hinne ginn huet. An do ass den Enkpass. Der Police e grousse Merci fir hiren Asaz.

Mir Piraten si bereet fir méi Courage a méi Mënschlechkeet an der Drogepolitik. Mir sti prett fir eng fair, modern an transparent Sécherheets- an Drogepolitik.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, ech sinn ee vun deenen, dee warscheinlech am Längste schonn an dësem Haus ass. Mee ech muss Iech soen, wat ech elo de Mëtte respektiv hei den Owend materliewen, dat sprengt awer alles, wat ech bis elo gesinn hunn. Dir alleguer an ech, mir sëtze respektiv stinn elo hei säit zwou Auer. Et ass elo 20:40. Ech hu mat ganz vill Interessi, wéi Dir och, de ganze Mëtten d'Diskussioune gelauschtert, fir d'éischt iwwert de Rapport Waringo an elo iwwer e ganz passionante Sujet, d'Drogeproblematik an d'Drogekriminalitéit an eisem Land an och ganz besonnesch an eiser Haaptstad.

An ech hu mat ganz vill Interêt quasiment all d'Riedner héieren, déi gesot hunn, datt dat en transversalen Dossier wier, wou all Ministèrë missten zesummeschaffen. An déi Ministèrë sinn opgezielt ginn, ausser dem Här Kox, de Ministère vun der Justiz, de Ministère vun der Immigratioun, de Ministère vun der Santé, de Ministère vun der Famill, de Ministère vun der Éducation nationale, fir nëmmen déi wichtegst ze nennen.

Wie sëtzt hei, Dir Dammen an Dir Hären? Een eenzege Minister! Zwee Ministeren, déi warscheinlech mat déi wichtegst an där Debatt sinn, d'Gesondheetsministesch an den Immigratiounsminister, hunn ech an deene Kommissiounen nach ni héieren a gesinn, esou wéi ëm e fundamentale Problem geet. An ech muss Iech soen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt ech net kann akzeptéieren, datt eng Gesondheetsministesch hei d'Parlament verléisst bei esou enger Thematik, fir eng Pressekonferenz dobaussen ze ginn!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption)

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Ech muss Iech soen: Wou bleift do, Här Engel, de Respekt virum Parlament?

(Brouhaha)

Wou bleift do de Respekt virum Parlament, wann et hei ëm esou eng weesentlech Thematik geet - Drogen -, an do fënnt eng Gesondheetsministesch et net néideg, heihinner ze kommen. Dat selwecht zielt par ailleurs och fir den Immigratiounsminister. Mir haten zwou Sitzungen; den Immigratiounsminister huet et net fir néideg fonnt, dohinner ze kommen. En huet seng Beamten dohinner geschéckt. An ech muss Iech soen, dat si Saachen, déi ech net akzeptéieren.

Mir alleguer, Dir an ech, mir ginn eis hei vill Méi. Mir komme mat Propositiounen. All d'Riedner hu sech extreem vill Méi ginn, fir hei konkreet Propositiounen ze maachen. Dat Mannst, wat een awer kéint erwaarden, an ech géif wierklech den Här Kox bieden, dat senge Kolleeginnen a Kolleege matzehuelen, dat wier de Respekt vun de Ministere fir nozelauschteren, wat déi verschidde Riedner hei ze soen hunn. Ech mengen, wa mer dat net méi fäerdegbréngen, da solle mer net méi vu Parlamentarismus schwätzen, Dir Dammen an Dir Hären. Ech géif dat wierklech der Regierung ..., an den Här Kox bieden, dat mat op de Wee ze huelen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Dir Dammen an Dir Hären, et ass de Mëtte ganz vill gesot ginn. A wéi gesot, leider Gottes, ech musse e scho bal bedaueren, den Här Kox, dee muss op ganz vill Froen hei äntweren, déi eigentlech net a seng Kompetenz falen. An ech mengen, mir sinn alleguerten d'accord, den Här Kox eleng als Polizeiminister wäert déi komplex Problematik net eleng mat senge Moyenen, och net mat der Polizei, léisen. An duerfir wollt ech och elo mol nach eng Kéier do op eng Rei vu Punkten agoen.

Ech wollt fir d'éischt ufänke mat engem ganz wichtege Sujet, nämlech der Preventioun an där ganzer sozialer Thematik. An ech wollt do awer vläicht eng Kéier ufänken, fir ze soen, datt mir, an da schwätzen ech hei ënnert dem Contrôle och vun de Kolleegen aus dem Stater Schäfferot, net frou sinn, wéi déi Note interministérielle formuléiert ass par rapport zu deem, wat d'Stad Lëtzebuerg am soziale Beräich säit Joren, och ënner Schäfferéit, wou meng Partei net dra war ..., wat do alles realiséiert ginn ass.

A wann ech da liesen, datt dat zum Deel falsch oder onkomplett resuméiert gëtt, a mir froen, d'Madamm Buergermeeschter an ech selwer, datt dat soll redresséiert ginn, a mir diskutéieren dann haut erëm eng Kéier iwwer eng Note interministérielle, wou kee Komma dovunner geännert ginn ass, dann ass dat fir eis net akzeptabel. An et ass wichteg, datt dat endlech emol eng Kéier kloer gesot gëtt, well ech héieren hei ëmmer erëm an den Interventioune falsch Saachen, déi gesot ginn.

D'Madamm Empain huet et bestëmmt net schlecht gemengt, mee ech wéilt hir nach eng Kéier rappeléieren, datt den Abrigado e Projet vun der Santé ass. Et ass e Projet vun der Santé. Et ass kee Projet vun der Stad Lëtzebuerg. Dat Eenzegt, wat d'Stad Lëtzebuerg mécht, ass den Terrain zur Verfügung ze stellen an eng Rei vu Leit zur Verfügung ze stellen, déi sech ëm den Entretien do këmmeren. Mee et ass e Projet vun der Santé. Wann een also net d'accord ass mat der Ausriichtung vun deem Abrigado, da soll ee sech wannechgelift un de Ministère de la Santé an net un de Stater Schäfferot adresséieren.

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Da wollt ech och an deem ganze Kontext ..., ech wéilt dat net nach eng Kéier alles widderhuelen, esou vill Zäit hunn ech net, ech wëll just soen, datt, wéi d'leschte Kéier déi verschidde Ministeren hei an der Kommissioun waren, eigentlech d'Stad Lëtzebuerg nëmme gelueft ginn ass vun der Madamm Cahen, vun deem Responsabele vum Ministère de la Santé, dee gesot huet, d'Stad Lëtzebuerg wier eigentlech beispillhaft, wat d'Preventioun betrëfft. Duerfir brauch ech do net méi drop anzegoen.

Ech wollt awer eppes zu deem Sujet nach soen, och e bësselchen à l'attention vun der Madamm Oberweis, där ech och ganz opmierksam nogelauschtert hunn. An ech wollt einfach do emol dat heite soen, an dat si ganz vill Etüden, déi dat d'ailleurs bestätegen: D'Onsécherheet an engem Land, an enger Stad, geet haaptsächlech op Käschte vun deene sozial Schwaachen - vun deene sozial Schwaachen!

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- An ech kann Iech soen, an hei sinn, wéi gesot, nach verschidden aner Kolleege vum Schäfferot, déi dat kënne bestätegen: Wann ech esou gesinn, déi Leit, déi sech bei eis an d'Stad Lëtzebuerg bekloe komme wéinst der Onsécherheet, Madamme Oberweis, dat sinn net déi Räich. Déi kënne sech Alarmanlage leeschten. Dat si Leit, deenen et schlecht geet, déi a Quartiere wunnen, wou et sozial heiansdo e bësse méi schwiereg ass. A mir hunn eng verdammte Flicht, och deene sozial schwaache Leit ze hëllefen, an dat ass e wichtege Punkt. Duerfir kann ech dat net akzeptéieren, wann ëmmer hei gemaach gëtt, wann ee Kriminalitéit bekämpft, wéi wann dat eppes Antisoziales wier. Nee, et ass eppes Soziales, well et sinn haaptsächlech déi sozial Schwaach, déi ënnert der Onsécherheet leiden.

Zu den Zuelen, Här Minister Kox, an ech hunn Iech dat schonn e puermol gesot an et ass och de Mëtten erëm hei ugeklongen: Déi Zuelen, déi kann ee jo op verschidden Aart a Weisen interpretéieren. Ech kann Iech just soen, déi Zuele vun 2020, déi si par rapport zu 2019 relativ stabel, se sinn an d'Luucht gaangen. Et muss een allerdéngs wëssen, Här Minister, datt mer awer an engem speziellе Joer do waren. A wann ech da vergläichen, an dat kann ee vergläichen, déi doten Zuele mat den Zuele vun der Groussregioun, an ech hunn Iech schonn eng Kéier déi Zuele genannt, Rheinland-Pfalz, Saarland, Grand Est, do sinn d'Zuelen massif ...

(Interruption par M. Henri Kox)

Da loosst mech vläicht ... Dir kënnt jo herno äntweren, Här Kox. Do sinn d'Zuele massiv erofgaangen, bis zu 10 % manner Kriminalitéit zum Beispill am Saarland. Duerfir haalt wannechgelift op, esou ze maachen, wéi wann déi Zuele fantastesch wieren. Déi sinn net gutt. Déi sinn net gutt a mir solle kucken, wéi mer déi verbesseren.

Da wollt ech e puer Wierder soen zu där ganzer Thematik Immigratioun, well déi mech awer wierklech plot. Wann een dee Rapport do liest, do stinn zwou, dräi Säiten, an et ass virdru scho vu mengem Kolleeg Léon Gloden hei ugeklongen, dat ass en Hëllefruff net nëmme vun der Police, mee och en Hëllefruff vum Ministère de l'Immigration par rapport zu enger Thematik vu Kriminellen, déi hei zu Lëtzebuerg sinn a déi eigentlech net hei dierfte sinn, a wou den Immigratiounsministère seet, e géif déi leider net erauskréien, well déi ganz Procédure d'éloignement net géif fonctionéieren.

Ech muss Iech soen, ech hunn elo net Zäit, fir nach eng Kéier déi ganz Note interministérielle do ze resuméieren. Ech muss Iech just soen, wat ech net verstinn. Wien ass duerfir zoustänneg? Et ass net den Här Kox. Et ass och net d'Madamm Tanson. Dat ass den Här Asselborn. Wann do um Niveau vun der Immigratioun verschidde Saachen net fonctionéieren, datt zum Beispill verschidde Länner refuséieren, hir Bierger zréckzehuelen, majo da musse mer do eppes ënnerhuelen.

Ech héieren elo säit fënnef, sechs Joer ëmmer erëm vum Här Asselborn, datt en net géif virukommen um Niveau vun der Benelux mat den Accords de réadmission. Ma nondikass, wann dat net um Niveau vun der Benelux an net um Niveau vun der Europäescher Unioun méiglech ass, da musse mer dat eebe bilateral organiséieren. Mir kënnen awer net einfach nëmmen de Constat maachen an da soen, dat ass esou, a mir ënnerhuelen näischt. Duerfir hunn ech och nach eng Kéier an enger Question élargie, déi den Owend leider net méi kann drukommen, mir wäerten dat dann eng Kéier am Oktober maachen ..., géif ech elo mol och eng Kéier gär hei Äntwerte vum Här Asselborn zu deenen dote Sujeten héieren. Well et ka jo net sinn, datt ëmmer nëmmen - an da muss ech en emol eng Kéier luewen - den Här Kox muss de Kapp duerhalen, an déi aner, déi stiechen de Kapp an de Sand an déi loossen den Här Kox gewäerden. Esou geet et och net. A fir den Här Kox dann emol eng Kéier ze luewen, wëll ech dat och emol eng Kéier kloer soen. An ech bedaueren Iech heiansdo, Här Kox, datt Dir ganz eleng dostitt an Dir gitt vun deenen aneren alleguerten am Stach gelooss.

Här President, ech wollt dann awer nach zu engem Punkt kommen, deen eis an der Stad ganz besonnesch um Mo läit, dat wësst Der. Dat ass dee Problem vun der Videosurveillance. Dir wësst, ech wëll net nach eng Kéier op déi ganz Diskussioun agoen, déi Bouneweger Leit kréien elo säit 2018 eng Videosurveillance versprach. Dir hutt Iech laang dohanner verstoppt, datt Der gesot hutt, mir misste fir d'éischt d'VisuPolsgesetz ofwaarden, ier mer dann elo kéinten déi Prozedur entaméieren. Mir hunn dat VisuPolsgesetz elo gestëmmt. Et ass eigentlech elo kee Grond méi do, datt net endlech déi Kameraen do kéinten installéiert ginn.

Ech wäert elo hei eng Motioun deposéieren, wou ech froen, datt Der mat der Prozedur ufänkt.

Motion 6

La Chambre des Députés,

- sachant que le projet de loi n° 7498 portant modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale vient d'être adopté lors de la séance publique du 1er juillet 2021 ;

- sachant que ce texte a comme objet d'encadrer la vidéosurveillance mise en œuvre et exploitée par la Police grand-ducale ;

- considérant que la vidéosurveillance ne pourra concerner que des lieux présentant un risque de commission d'infractions et où tous les autres moyens préventifs se sont montrés inefficaces ;

- sachant que les caméras contribuent de manière significative au sentiment de sécurité ;

- constatant que le quartier de Bonnevoie est depuis des années lieu d'un grand nombre d'infractions ;

- constatant que dans un sondage réalisé récemment, 67 % des personnes interrogées se sont prononcées pour une extension de la vidéosurveillance sur le territoire de la Ville de Luxembourg,

invite le Gouvernement,

à entamer la procédure de mise en place de caméras de surveillance dans le quartier de Bonnevoie au plus tard pour le 15 septembre prochain.

(s.) Laurent Mosar, Léon Gloden, Martine Hansen, Gilles Roth, Claude Wiseler.

Ech froen net, datt Der d'Kameraen direkt elo installéiert, mee datt Der wéinstens elo mol d'Prozedur enclenchéiert, an zwar bis de 15. September. Ech mengen, Dir musst jo do fir d'éischt mat der Stad Lëtzebuerg Kontakt ophuelen. An ech wier wierklech ganz frou, wann Der déi dote Motioun géift akzeptéieren, fir och ze weisen, datt déi Engagementer an déi Verspriechen, déi Är Virgänger geholl hunn, datt Der déi och ëmsetzt.

Da loosst mech vläicht nach e lescht Wuert soe generell zu de Motiounen. Et ass hei eng Motioun vun der Madamm Empain deponéiert ginn. Déi kënne mir mat ënnerstëtzen, Madamm Empain. Do sti ganz vill gutt Saachen dran, do hu mir och kee Problem. Zum Weesentlechen awer, wou mir elo scho säit Méint a Joren drop waarden, steet näischt an där Motioun. An dofir wëll ech nach eng Kéier op dee sougenannte Platzverweis leider agoen.

Här Kox, Dir hutt eis elo säit Méint hei versprach, Dir géift e Projet de loi deponéieren. Dir hutt eis dat nach eng Kéier d'leschte Kéier gesot. Mir wëssten elo wierklech gär, wéini datt dee Projet de loi kënnt. Wéini gëtt deen deposéiert? Mir erwaarde vun Iech de Mëtteg eng Äntwert. Ech hat Iech och schonn eng Kéier gefrot, ob dat richteg wier, datt de Staatsrot do e relativ negativen Avis zu deem Projet de loi gemaach huet. Da sot eis wéinstens, ob dat richteg ass a sot eis, wéi Der wëllt domadder virufueren. Och do musse mer endlech virukommen.

Duerfir, an dat ass och e bësselchen de Resümmee vun eiser Interventioun a vu menger Interventioun: Mir kënne stonnelaang diskutéieren, mir kënnen nach e puer Consultatiounsdebatte maachen, mee wa mer et net fäerdegbréngen, endlech Neel mat Käpp ze maachen an déi Engagementer, déi Är Virgänger an déi Dir geholl hutt, dann och ëmzesetzen, komme mer kee Millimeter virun an där Diskussioun!

Duerfir géif ech wierklech nach eng Kéier hei e waarmen Appell maachen, datt Der déi Mesuren, déi Der eis versprach hutt, endlech ëmsetzt. An ech soen och, léif Kolleeginnen a Kolleegen: Mir hunn elo fënnef Motiounen deposéiert. Ech hoffen, datt déi fënnef Motiounen elo net einfach hei vun der Majoritéit ofgewiert ginn! Dat wier nämlech och e ganz schlecht Zeeche fir den Dialog ënnert de Fraktiounen, ënnert de Parteien. Duerfir wier ech wierklech frou, wann Der Iech déi Motioune géift ganz genee ukucken a kucken, ob Der net déi eng oder aner direkt kënnt unhuele respektiv se zumindest an d'Kommissioun verweisen. Wat mir op jidde Fall net wäerten akzeptéieren, an da wäerte mer dorauser eis Lektiounen zéien, ass, wann déi elo alle fënnef global géifen ofgeleent ginn.

(Interruption)

Ech mengen, dat wier net gutt, dat wier net gutt.

(Interruption)

Dat wier net gutt! Duerfir géif ech wierklech drëm bieden, am Interêt vun enger produktiver Diskussioun, datt mer dat dote kucken. Dat gesot, nach eng Kéier, d'Sécherheet ass eent vun deene fundamentale Mënscherechter. Jiddwereen huet d'Recht op Sécherheet an d'Regierung ass an éischter Linn responsabel, fir déi Sécherheet vun alle Bierger ze garantéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. An nächsten ageschriwwene Riedner …

Fir d'éischt nach d'Madamm Stéphanie Empain fir Fait personnel.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Jo, merci, Här President. Majo, vu dass den Här Mosar mech ugeschwat hat: Ech hunn dat elo net direkt verstan. Et geet ëm den Abrigado a wien dofir zoustänneg ass oder am Optrag vu wiem den Abrigado schafft. Ech hunn do net direkt verstan, et kënnt mer e bësselche vir, wéi wann Dir Iech do mat Hänn a mat Féiss dergéint wiert, mam Abrigado associéiert ze ginn, obwuel dat jo eigentlech eng ganz gutt Struktur ass.

Ech wëll just soen, ech hunn dat ofgelies, wat op der Internetsäit vum Abrigado steet. An do steet, ech liese vir: „Die Mission des Abrigado richtet sich nach dessen Auftraggebern, dem Gesundheitsministerium und der Stadt Luxemburg." Voilà, falls dat falsch ass ..., ech wollt natierlech net der Stad Lëtzebuerg oder iergendengem op d'Féiss tréppelen, andeem ech e mam Abrigado a Verbindung bréngen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Kox, et wier gutt, wann Der e bësse méi roueg wiert, datt mer d'Madamm Empain héieren.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Jo, Här Kox.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Da géif ech der Madamm Empain äntwerten. Dir hutt mer jo eng Fro gestallt.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Gären.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wann Dir alles héieren hutt, dann dierft Der äntwerten.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Plus ou moins.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech hunn nämlech net alles héieren, doduerch datt den Här Kox drageschwat huet.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Ech kann et awer gär nach eng Kéier widderhuelen. Ech wollt just soen, ech wollt kengem op d'Féiss …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Mosar huet et jo héieren, dann …

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Mee ech mengen, et ass awer wichteg, dass jiddereen et matkritt huet. Ech wollt natierlech elo kengem op d'Féiss tréppelen, andeem ech e mam Abrigado a Verbindung bréngen. Et war wierklech „no offense"! Mee erkläert!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Madamm Empain, wat mech an Ärer Interventioun e bësselchen interpeléiert huet, duerfir hunn ech et nach eng Kéier hei gesot: Ech hu gemengt, verstanen ze hunn, datt Dir do eng liicht Kritik um Abrigado artikuléiert hätt à l'attention vun der Stad Lëtzebuerg, datt een dat nach misst ausbauen, nach besser an nach méi Servicer do ubidden. Ech wollt Iech just soen: Natierlech kann een dat envisagéieren! Just nach eng Kéier: De Projet Abrigado, an dat wollt ech domadder ënnersträichen, ass e Projet vum Ministère de la Santé an et ass deen, deen an éischter Linn duerfir responsabel ass, net d'Stad Lëtzebuerg!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Domadder ass dat kloergestallt. Da freet awer nach d'Madamm Nathalie Oberweis d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Merci villmools. Et deet mer leed, virdrun hat ech Iech nëmmen esou hallef matkritt, Här Mosar. Ech war amgaang, mat menger Kolleegin iwwert d'Motiounen ze kucke parallell. Dofir, et deet mer leed, ech mengen, ech hunn awer matkritt, dass Dir gesot hutt, dass Dir eeben déi sozial Schwaach och wéilt beschützen, déi eeben och Ärer Analys no, deemno, wat Dir och héiert, Affer si vun Onsécherheeten. Ech héieren dat an ech weess dat och.

Ech soen net, dass et keng Onsécherheet gëtt. Ech soen dat net. Dat Eenzegt, wat ech sot, ass, dass et net onbedéngt méi schlëmm ginn ass. Ech soen, dass et méi visibel ginn ass, well et méi en Interessi gëtt fir e gewëssene Quartier. Dat heescht, et ass méi visibel ginn. Och duerch verschidde Chantieren huet de Problem sech verlagert. D'Police ass méi present ginn. De Problem ass aneschters visibel ginn. Ech soen net, dass en net do ass. A mir sinn och net géint eng Policepresenz. Am Géigendeel! Mir si géint eng méi staark Policepresenz. Mir si géint privat Sécherheetsentreprisen. Mee wat ech awer wëll soen: Mir sinn eeben net dergéint. Also, an deem Sënn sinn ech och Ärer Meenung, dass déi sozial Schwaach natierlech musse geschützt ginn. Mee wat ech eebe wollt soen ass, dass deen eenzege Volet, dee wierklech nohalteg ass, ëmmer d'Preventioun ass. Preventioun ass dat eenzegt Wuert, wat de Problem ka mat der Wuerzel huelen. Just eng Sécherheetsapproche ass net dat, wat eis op laang Frist iergendwou hibréngt. Dat ass dat Eenzegt, wat ech wollt soen. Dofir sinn ech do net mat Iech averstanen.

Wat ech wollt soen: Dir schwätzt vun de sozial Schwaachen. Jo, mee et sinn net just si. Et sinn och déi Drogekrank selwer, déi e Sécherheetsproblem hunn! Mengt Der, si wieren net och an enger Onsécherheetslag? A souguer déi Klengkriminell, vun deenen ech virdru geschwat hunn, sinn zum Deel Affer. Dat muss een och kënne soen. Dat sinn zum Deel och Affer. Déi hu secht net gewënscht - oft, net ëmmer -, zu Klengkriminellen ze ginn.

(Brouhaha)

(Coups de cloche de la présidence)

Déi sinn och zum Deel Affer a musse vläicht och beschützt ginn. Dat heescht, vill Leit sinn an enger Sécherheetssituatioun, wou se e Problem hu mat der Sécherheet, ...

(Coups de cloche de la présidence)

… jo, ech halen elo op, net just eng gewësse Kategorie. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Oberweis. An elo ass et un där leschter ageschriwwener Riednerin, un der honorabeler Madamm Francine Closener.

Mme Francine Closener *(LSAP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn elo just nach e puer Minutten Zäit an ech kéint déi elo drop verwenden, fir d'Regierung ze verteidege géint dat, wat den Här Mosar elo grad vu sech ginn huet. Mee ech si sécher, datt de Minister Kox, deen engem wierklech net muss leeddoen, dat ganz souverän wäert maachen.

Ech notze meng Zäit fir e bësse méi Sënnvolles. Ech konzentréiere mech nämlech gären op d'Suchtpreventioun fir déi Jonk, well dat a mengen Ae guer net uewe genuch ka stoen op eiser politescher Prioritéitelëscht, souwisou net.

D'Preventioun muss ganz uewe stoen, méi héich wéi all Repressiounsfro, wéi all Platzverweis, mee besonnesch elo, well d'Pandemie an hir sozial an ekonomesch Suitten d'Ufällegkeet nach vill méi grouss gemaach hunn, fir an e Suchtverhalen ze rëtschen, och a grad bei Jugendlechen.

Hire Bien-être, virun allem och de mentale Bien-être vun de Jonken, ass jo zu Recht an de leschte Méint an de Fokus vun eiser ëffentlecher Debatt geréckelt. A fir hiert Wuelbefannen ze stäerken, muss déi primaire a secondaire Suchtpreventioun am Zentrum vun all Strategie stoen; eng Strategie, wou Santé an Educatioun Hand an Hand schaffe mussen. An d'Regierung ass jo och amgaang, dat verstäerkt ze maachen, och en vue vun där geplangter Reglementéierung vum net medezinnesche Cannabis. D'Preventiounspolitik krut also eng nei Dynamik an eng zousätzlech Dimensioun.

A mir begréissen ausdrécklech, datt engersäits de CNAPA den Optrag krut, fir e globaalt nationaalt Konzept auszeschaffen an datt och anerersäits geziilt un enger Vernetzung geschafft gëtt vun allen Acteuren an hire jeeweilege Moossnamen. Et gëtt där nämlech vill, an et ass richteg, d'Zesummenaarbecht ze verbesseren, méi effikass ze maachen.

Mir brauche kloer Äntwerten op d'Froen, déi déi Jonk, déi Probleemer mat Drogen hunn, sech stellen. U wien adresséieren ech mech? Wou kréien ech séier onbürokratesch Hëllef oder Rot? Wien ass eigentlech fir wat zoustänneg? An och, u wie kënnen d'Eltere sech adresséieren, wa se Droge bei hirem Kand fonnt hunn a weeder direkt d'Police nach d'Schoul wëllen informéieren? Wann ee mat Betraffene schwätzt, da mierkt ee ganz séier, datt dat leider net ëmmer ganz kloer ass, datt dee Parcours du combattant heiansdo ganz schwiereg a laang ka sinn.

Duerfir fannen ech et och ganz richteg, fir Onlineconsultatiounen unzebidde via Internet, Appen, E-Mailen an och iwwer Telefon. Et muss een déi Jonk do erreechen, wou se sinn, an dat ass nun emol ganz oft um Smartphone, fir sech online eng Informatioun, e Rot sichen ze goen. Dat ass vill méi einfach, wéi wann ee sech muss e Rendez-vous huelen an an eng klassesch Consultatioun deplacéieren.

Wa mer wëllen eng Chance hunn, fir u si erunzekommen a se eventuell virunzeleeden u Plazen, déi hinnen eng méi spezialiséiert Hëllef kënne bidden, da muss deen éischte Kontakt esou onkomplizéiert wéi nëmme méiglech sinn. Dat gëllt, wéi gesot, och fir hiren Entourage, fir Famill oder Frënn.

An datt och d'Schoulen eng ganz wichteg Roll an der Preventioun ze spillen hunn, dat läit jo op der Hand. D'Ekippe vun de SePASen am Secondaire maachen hiert Bescht, se maachen eng wichteg Aarbecht. Se bräichten nach méi Moyenen. Allerdéngs, d'Beréierungsängschte vun de Jonke mat de Psychologen am Lycée sinn deelweis ganz grouss.

An och dowéinst muss een hei nach op aner Weeër goen.

Och d'Enseignantë musse besser gestiwwelt sinn. Stéchwuert: Formatioun, Formation continue. Si brauchen eng gewësse Sensibilitéit, Wëssen an Aarbechtsmaterial, fir och ze erkennen, fir matzekréien, wa Jonker iwwerhaapt riskéieren ofzerutschen, fir se mat deem néidege Fangerspëtzegefill unzeschwätzen an déi richteg Schrëtt ze ënnerhuelen.

Duerfir goufe Konzepter entwéckelt fir d'Interventioun de détection précoce. Dës Konzepter op Basis vum Evaluatiounsmaterial mat Grillë sinn an e puer Lycéeë schonn amgaang ëmgesat ze ginn a se sollen no enger Evaluatioun an alle Lycéesgebaier generaliséiert a systematesch appliziéiert ginn.

Här President, nach e lescht Wuert zu engem Projet, deen ech hei onbedéngt wëll ernimmen. Dat ass de Projet vun engem nationalen Therapiezentrum fir Mannerjäreger. Dee Projet ass am nationalen Drogenaktiounsplang ageschriwwen an e muss a mengen Aen esou séier wéi méiglech realiséiert ginn.

Bis ewell gi mannerjäreg Drogesüchteger an d'Ausland orientéiert, fir do dacks iwwer laang Zäit eng Therapie ze maachen. Fir Munchereen ass dat gutt, fir eng gewëssen Distanz zum Milieu ze kréien, wou se mat den Drogen a Kontakt waren. Och d'Distanz zum Doheem kann heiansdo guttdoen. Mee fir aner Kanner a Jugendlecher gëllt dat awer guer net. Fir vill jonk Leit ass eng wochen- oder souguer méintelaang Therapie am Ausland ganz schwéier. Sproocheproblemer, d'Verlaangeren an och d'Fro vun der Scolarisatioun vun deem Jonken, all dat mécht d'Saach net méi einfach.

Duerfir, dee Projet vun engem eegenen nationalen Therapiezentrum fir Mineuren, esou wéi en den Ament virgesinn ass, gesäit eng komplett Offer fir mannerjäreg Drogenofhängeger vir, mat Therapie a medezinnescher Prise en charge, engem Encadrement 24 Stonnen op 24, 7 Deeg op 7, an net zulescht och enger Posttherapie.

Dat bedeit natierlech e ganz grousse finanziellen a personellen Opwand. Mee wa mer eis net wëllen de Reproche gefale loossen, datt mer eis Probleemer och an dësem Beräich léiwer an d'Ausland auslageren, wéi eis selwer dréms ze këmmeren, da musse mir zu deem Opwand stoen. A mir als LSAP stinn derzou.

Bref, an der Drogepolitik ass et net „entweeder oder", mee „souwuel wéi och" Preventioun a Repressioun, awer wannechgelift an där Reiefolleg.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Closener.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet, den Här Henri Kox.

www.chd.lu

Prise de position du Gouvernement

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Merci, Här President. Merci och alleguerten den Intervenanten hei zu spéider Stonn iwwer e wuel ganz wichtegt Theema. An ech kann nëmmen ënnersträichen, dass eng ganz Rei vu Virriedner et och mat der néideger Seriositéit an och Serenitéit, awer och mat der néideger Ausféierlechkeet hei erkläert hunn.

An ech erlabe mer, net op alles anzegoen, awer op déi grouss Linnen, an awer och ganz kloer zu deenen eenzelne Motiounen dann och Stellung ze huelen. Awer dat iwwerloossen ech Iech, hei dann entspriechend ofzestëmmen. Mee ech mengen, ech kann Iech awer déi eng oder aner Pist ginn. A wann ech dat schonn eng Kéier am Virfeld gesot hunn zu engem Punkt oder deem aneren, da kënnt Der mech mam Wuert huelen, dass ech dat och anhale wäert.

Vläicht ganz am Ufank wëll ech wierklech alleguerten de Servicer dobaussen, sief et d'Police, sief et d'Douane - an ech kommen och gläich op d'Douane ze schwätzen -, awer sief et och alleguerten déi, déi an deem Beräich ënnerwee sinn, déi sech mat där ganzer Drogeproblematik ausenanersetzen, Merci soe, well et ass e gesellschaftleche Phenomeen, deen net nei ass, dee ganz al ass. An et verkennt een dat liicht, soudass een esou aus dem Bauch eraus a vun haut op muer wëllt Léisunge fannen.

Ech jiddefalls, an ech mengen, och mäi Kolleeg François Bausch, an eisen Tiräng, déi ech elo mol opgemaach hunn iwwerall, hunn näischt direkt fonnt, fir an enger holistescher Approche un dat Theema erunzegoen.

Ech hunn och näischt direkt fonnt, wat d'Police méi gestäerkt hätt. Ech muss soen - an ech hunn dat elo ausféierlech gemaach dat Joer, wou ech Haaptresponsabele sinn am Secteur vun der Police -, dass ech mer ganz vill Gedanke gemaach hunn iwwert de Rekrutement: d'Leit, déi net do sinn, d'Leit, déi iwwerall erwaart ginn. An ech hunn och zréckgekuckt, säit wéini et dee Problem gëtt. Wann ech eng Question parlementaire soll gestallt hunn oder stelle gelooss hunn iwwert de Rekrutement, sou wëll ech net ze vill an d'Vergaangenheet goen, soss musse mer eis awer all virun Aen halen, dass mer et verpasst hunn, eis Police mat dem néidege Rekrutement auszestatten, mat dem néidege Personal, fir och déi Defien unzegoen, déi haut an eiser Gesellschaft verlaangt gi vun eiser Police. An ech mengen, mir hunn dat och ugedeit. Ech sinn et mat voller Energie ugaangen, dat wierklech ronn ze kréien. A mir hunn net fir näischt innerhalb vun engem Joer eng Schoul aus dem Buedem gehuewen, fir deem och kënne gerecht ze ginn. D'Zuele si ganz kloer, an et deet mer leed, dat hu mer an der Vergaangenheet awer verpasst.

D'Infrastrukturen: Ech war mer ganz vill Infrastrukturen ukucken. Ech war zu Esch. Dass e Kommissariat zu Esch haut esou ass, wéi et nach ëmmer ass, ass net vu gëschter a vu virgëschter. Dat ass eppes vu virun 20 Joer, wéi ech do war. Virun 20 Joer war d'Problematik schonn op der Police zu Esch.

Wann ech op Déifferdeng ginn, och do ass d'Infrastruktur net entspriechend an der Rei. A wann ech op Ettelbréck ginn, och do sinn d'Infrastrukturen net an deem Mooss ...

An dann d'Moyenen: Jo, ech ginn der Police déi Moyenen, déi gesellschaftlech gefrot sinn an déi am Konsens hei an der Chamber och gestëmmt kënne ginn. Déi Moyenen, do muss ech awer soen, wann ech VisuPol huelen: Den Här Mosar freet mech, innerhalb kierzester Frist elo alles an d'Weeër ze leeden. Ech muss soen, all déi Avisen, déi mir iwwer VisuPol gelies hunn, vun der CNPD an nach anerer, dass dat net an der Rei ass! Mir ginn interpelléiert iwwert d'Fichieren, dass d'Police schlampeg mat Fichieren ëmgeet. Mee och hei: Wa mer e Gesetz hunn! Scho säit zéng Joer, oder 2007, do gouf VisuPol ugefaangen, ass déi legal Basis awer net esou richteg do. An dat éischt, wat ech gemaach hunn, war, déi legal Basis awer op déi richteg Féiss ze stellen.

A mir ware jo am Konsens hei alleguerten. Ech kann Iech Är Ried vun dem CSV-Vertrieder nach eng Kéier soen, deen dat mat ënnerstëtzt huet, wat do dra war. Och déi Kommissioun, wou mer do gesot hunn, dass mer eng holistesch Approche mussen hunn, well dat net eleng duerch eng Kamera ka geléist ginn. D'Kamera ass en Deel, e ganz klengen Deel vun der Léisung, a bei der Drogepolitik, bei der Drogebekämpfung a ganz klengem Mooss. Et gëtt vu 6, 7 % geschwat, an dann nach nëmmen in flagranti, an da mussen nach déi néideg Initiative vun der Police hannert dem Schierm an um Terrain iwwerenee spillen.

VisuPol ass ee Moyen, ee Moyen vu villen. Wat ass dat Éischt, wat mer gemaach hunn? D'Gesetz emol an dee richtegen Encadrement gesat. D'Prozedur anzeleedeen, dat ass net de Minister. Am Gesetz steet do de Policedirekter, an ech sinn am stännegen Austausch mat deem, fir dass déi Prozeduren ulafen. Dofir ass déi Motioun superfetatoire. An iwwregens wäert ech och elo den Depot vum Règlement grand-ducal maachen - ech hunn nämlech

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
brain&more, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Mediahuis Luxembourg SA
60, rue des Bruyères
L-1274 Howald

Editpress SA
Belval Plaza, 7, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette

d'Gesetz mussen ofwaarden, also wann d'Gesetz gestëmmt ass -, de Règlement grand-ducal vun der Kommissioun ass fäerdeg, geet elo an de Regierungsrot a gëtt gestëmmt.

Dat heescht, ech wëll nëmmen dorobber hiweisen, dass ech der Police déi néideg Moyenen zur Verfügung stellen, sief et d'Personal - an dat kënnt Der noliesen, d'Rekrutementsperiod -, déi logistesch an déi finanziell Moyenen. An insbesondere, wann Der wësst, dass d'Digitaliséierung ee vun de groussen Defien ass an der nächster Zukunft, wäerte mer am nächste Budget pluriannuel iwwer 50 Millounen an d'Infrastrukture stiechen, wat déi ganz Digitaliséierung ubelaangt. Wat jo och hoffentlech, wann dat intelligent agesat gëtt, um Terrain eng Entlaaschtung ka si fir d'Leit.

Ech sinn och net zefridden, dass haut déi Preventioun, esou wéi se am Gesetz vun 2018 virgesi war - nämlech d'Preventioun an d'Interventioun um Terrain kënnen ze maachen, déi Preventioun, dat, wat de Bierger gären hätt, dass d'Police un d'Bierger erugeet, u jiddereen, a freet: „Wéi geet et der? Wéi geet et?" -, awer nach net geet. Et geet wierklech nach net! Well mer Lächer musse stoppen, well mer de Rekrutement iwwer Jore verpasst hunn ze maachen, richteg ze maachen, op deene richtege Plazen! An dofir hu mer elo Moyene fir d'Remise/Reprise, wou mer probéieren, duerch nei Systemer d'Méiglechkeet ze kréien, dass mer erëm méi séier um Terrain kënne sinn, awer och, fir déi Interventiounsaarbecht ganz gutt um Terrain kënnen ze verwierklechen.

A mir schaffen dodrun. Ech hu jo d'Ënnerstëtzung hei vun Iech, fir an deem Beräich kënnen eppes ze maachen. Dofir, mengen ech, dofir war déi Aarbecht hei, an dofir stinn ech och vläicht eleng hei, well mer virun engem Joer gesot hunn: Kommt, mir kucken dat holistesch! Kommt, mir kucken dat iwwert déi Beräicher eraus! Kommt, mir kucke se alleguerten! Well et wär jo och net geléist, wann elo nach e Minister hei gewiescht wär. Dat ass eréischt geléist, wa mer dat, wat elo an deenen zwou Motiounen ... Déi eng Motioun vum 11. Mäerz ...

An déi Debatt ass net, well deemools d'Piratepartei dat ugefrot huet. Déi war an der logescher Suite vun deem, wat mer virun engem Joer ugefaangen hunn. Well de François Bausch, de viregte Policeminister, gesot huet: „Mir maache fir d'éischt eng holistesch Approche, mir kucken dat, mir maachen eng Note interministerielle a mir schaffen dodrop." An haut ass d'Resultat dovunner, dat innerhalb vun engem Joer komm ass. Wéi gesot, ech hunn näischt um Tirang fonnt gehat.

An der Motioun vum 11. Mäerz stinn eng ganz Rei Saachen dran an dofir wäerte mer déi hei weiderféieren. Dann déi Motioun ...

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Wie war da Minister, Här Minister?

(Brouhaha)

Wie war dann do Minister?

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- D'Tiräng bis 2000 war ech och kucken. Ech war nach méi déif an den Tirang kucken.

Mme Octavie Modert *(CSV)* - Ma déi Zäit ass e Rekrutementsplang opgestallt ginn! Dat wësst Der dach ganz gutt.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Et ass lëschteg. An aacht Joer ass Gambia fir näischt responsabel, fir näischt.

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Deen ass och ausgefouert ginn.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Här Wiseler, Här Wiseler …

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dat ass liicht nervend. Alles, alles wat net fonctionéiert, dat waren déi aner, well d'Tiräng waren eidel, wéi Dir komm sidd!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Minister Henri Kox huet d'Wuert a soss keen. Här Kox, fuert roueg weider.

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Här Wiseler, ech kucken dann net méi zréck. Ech kucken no vir.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Et gëtt och Zäit, datt eppes kënnt no vir.

Plusieurs voix.- O!

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Ech mengen, ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Kox, fuert roueg weider a loosst Iech net beieren.

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Ech loosse mech gären dann un den Tate moossen. An dat kënne mer gäre maache mat all deenen Dossieren, déi ech de Moment dann niddergeluecht hunn.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- De Bilan vun engem Joer ass besser wéi vu Verschiddene vun zéng Joer.

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Ech wëll just nach eng Kéier drop hiweisen, dass dëst nëmmen zesumme ka geléist ginn an dass ech natierlech mat ville Gemenge mëttlerweil geschwat hunn an och mat ville Buergermeeschteschen a Buergermeeschteren, fir de Problematiken um Terrain Här ze ginn. An dat léisst sech net eleng duerch d'Policeaarbecht léisen. An dat hunn ech schonn e puermol gesot. An dofir ass déi Nott och wichteg an ech verspriechen Iech och, an dofir steet dat jo och an där zweeter Motioun, déi d'Majoritéit haut deposéiert huet, nämlech, dass mer e Bilan zéien, e reegelméissege Bilan.

Ech wäert mech engagéieren, fir dee reegelméissege Bilan hei ze zéie mat Iech zesummen, well ech hunn en ugefaangen an ech wäert en och zu Enn féieren. An Dir kënnt mech gär drun erënneren d'nächst Joer, wa mer hei eenzel Punkte wäerten uschwätzen.

Dofir, all déi Punkten, déi hei vu menge Virriedner alleguerte gesot gi sinn, kann ech nëmme mat ënnerstraichen, zemools wa se d'Preventiouns- a Repressiounsaarbechten och effektiv um Terrain gemeinsam wëllen ugoen.

Da just nach zu deene Motiounen, déi och nach eng Kéier hei deposéiert gi sinn. D'Garantie d'accès, wat d'Entréesdieren ubelaangt, wou mäi Virgänger schonn deemools an der Debatt hei gesot huet: „Mir schaffen eppes aus." An et ass och eppes ausgeschafft ginn. An net méi spéit wéi muer, nee, de Freiden am Regierungsrot - an et deet mer leed, dass mer haut heizou nach net Stellung kënnen huelen, well de Premierminister, wéi Der wësst, leider an engem Regierungsrot gefeelt huet a mir dat an engem Konsens wëllen diskutéieren - wäerte mir och doriwwer diskutéieren, an da wäert Der zäitno dozou och meng Stellungnam kréien, soudass dat heiten och superfetatoire wär, fir dat unzegoen.

D'Bodycam: Ech mengen, dass och do d'juristesch Basis feelt. An ech hunn Iech dat jo gesot, dass ech un där juristescher Basis wäert schaffen. An dat hunn ech an enger Question parlementaire an och nach an aneren Interventioune gesot. Ier mer dat zum Asaz bréngen, musse mer kucken, ob déi juristesch Basis och kënnt an ob och nach déi richteg Moossnamen do kënne geféiert ginn. Och dat ass a menger Aufgabestellung, fir dat ëmzesetzen. Iwwregens steet et och am Koalitiounsvertrag, dass mer dat uginn, an ech hale mech dodrun, fir dat och ëmzesetzen.

Dann de Bodypacker, deen hunn ech jo selwer mat opbruecht. Ech wär jo awer blöd, eppes opzewerfen, wat ech net selwer wëll ëmsetzen, wou ech Léisunge siche mat der Santé, fir op anere Plazen aner Méiglechkeeten ze kréien, fir dat kënnen ëmzesetzen.

Dann déi lescht Motioun: Bon, déi, mengen ech, ass an der Motioun vun der Majoritéit ganz gutt zréckgespigelt. Wann ech awer resuméiere kann, déi véier Motiounen, oder fënnef Motioune vun der CSV, esou schaffen ech dodrun, an déi si fir mech da superfetatoire.

Ech sinn awer frou, fir Är Beiträg alleguer, déi konstruktiv Beiträg, an ech wäert op dësem Dossier weiderschaffen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Minister Henri Kox. Parole après ministre fir den Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo, merci, Här President. Merci dem Här Minister fir seng Ausféierungen. Fir d'alleréischt, fir dat nach eng Kéier ze confirméieren, wat den Här Minister gesot huet vun den eidelen Tiräng. Wann ech dat richteg verstanen hunn, huet hie respektiv säi Virgänger eidel Tiräng virfonnt, wat de Rekrutement vun neie Poliziste betrëfft. Mir huelen Akt do dervun. Et ass ëmmer interessant, wann een dat vun engem Minister héiert.

Da wollt ech awer nach eng Kéier op déi Motioun zréckkommen, wat justement de VisuPol an d'Videosurveillance betrëfft. Also, Här Minister, ech wëll Iech soen, datt a sech jo scho Kameraen ubruecht gi sinn 2019, 2020, wéi et zu enger Extensioun komm ass. Dat heescht, dat fréiert VisuPolsgesetz huet dat jo net verbueden. Dat heescht, mir hätten och elo, oder Dir hätt och elo scho kënnen iergendwou aneschters, zu Bouneweg oder soss enzwousch, Kameraen ubréngen. Dofir ass dat net ganz richteg, wann Der sot, mir hätten elo missen ofwaarden, datt dat VisuPolsgesetz komm ass.

Wat richteg ass, an do sinn ech mat Iech eens, ass, datt dat VisuPolsgesetz eis méi eng kloer Base légale mat klore Reegele gëtt. An duerfir hu mir dat jo matgestëmmt, well mer dat a sech eng ganz gutt Saach fannen.

Dat, wat awer fir eis kloer ass, an dat wollt ech awer elo nach eng Kéier vun Iech wëssen, well mir et natierlech och dovun ofhängeg maachen, ob mer eis Motiounen, oder déi eng oder aner, bäibehalen oder net: Wat elo d'Installatioun vu Kameraen zu Bouneweg betrëfft, hunn ech et esou verstanen, wéi wann Dir elo géift déi Prozedur engagéieren. Nee, jo, ech weess, Här Minister, Dir sidd Polizeiminister. Also, Dir lieft jo awer elo net an engem fräie Raum. Ech menge schonn, datt Dir kënnt der Direktioun vun der Police soen, wou solle Kameraen installéiert ginn. Kommt, mir ginn awer elo net Saache siche wéi dat doten!

Dat heescht, Dir kënnt bien entendu der Police elo proposéieren, datt se soll déi Prozedur entaméieren, fir Kameraen op Plazen, déi mer natierlech zesumme mat der Stad sollen determinéieren, ze installéieren.

Dat, wat ech elo vun Iech wierklech wëll wëssen: Dir sidd also am Prinzip d'accord, fir op dee Wee ze goen. Dir wëllt just, an dat fannen ech och normal, datt mer d'Prozedur esou respektéieren, wéi se am VisuPolsgesetz steet. An natierlech soll dat zesumme mat der Stad Lëtzebuerg geschéien. Wann Der mer elo sot, datt Der dat esou gesitt, sinn ech bereet, déi Motioun en suspens ze halen, fir Iech dann d'Chance ze ginn, dat bis an den Hierscht ze maachen. A sollt dat am Oktober net gemaach sinn, da loosse mir nach eng Kéier iwwert déi Motioun ofstëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Wier dat esou fir Iech an der Rei? Da géif ech nämlech dem Här President proposéieren, datt mer déi Motioun, wat d'Videosurveillance betrëfft, géifen en suspens loossen.

Voilà, dat wollt ech soen. An den Här Gloden hält nach Positioun par rapport zu deenen anere Motiounen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. Wëllt den Här Minister nach eng Kéier dorobber reagéieren?

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Also, ech entaméieren d'Prozedur. Dat heescht jo net, ob nach eng Kamera dohinnerkënnt oder net. Mir lancéieren d'Prozedur an an där Prozedur ass selbstverständlech d'Kommunikatioun tëschent dem Ministère an der Policedirektioun. An natierlech gëtt et do eng Reunioun mat deenen zoustännege Gemengen, oder hei speziell der Gemeng Lëtzebuerg. An dat ass entaméiert.

(Interruption par M. Laurent Mosar)

A wat d'Motioun awer ubelaangt, mengen ech, da misst se jo awer zeréckgezu ginn. Ech weess net, ob een eng en suspens kann halen.

(Interruptions)

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Nee, nee. Nee, Här Minister, ech muss awer do nach eng Kéier, Här President, d'Wuert huelen. Dat do ass elo erëm eng aner Äntwert wéi déi éischt. Ech mengen, den Här Minister weess jo pertinemment, datt d'Stad Lëtzebuerg Demandeur ass, fir datt déi Kameraen op Bouneweg kommen. Duerfir maacht elo net esou, wéi wann Der nach misst d'Autorisatioun vun der Stad Lëtzebuerg do froen.

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Ech hunn haut e Bréif ënnerschriwwen. Ass dat ok?

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Dat heescht, Dir engagéiert Iech, déi Kameraen zu Bouneweg ze installéieren no der …?

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Nee!

(Brouhaha)

Une voix.- Très bien!

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- D'Prozedur anzeleeden! Et ass eréischt herno ...

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo, dat do ass keng Äntwert.

Une voix.- Dach!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Nee.

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Also, et ass en oppene Prozess. Wann een eng Prozedur aleet, fir Kameraen nom Gesetz vum VisuPol, wéi mer et hei gestëmmt hunn, dann ass et en oppene Prozess. Et kann eng Kamera dohinnerkommen, et kann awer och keng Kamera dohinnerkommen. Mir lancéieren d'Prozedur an d'Resultat ka sinn, dass Kameraen dohinnerkommen. Wa mer mat der Stad Lëtzebuerg, mat der Police a mat där zoustänneger Kommissioun d'Prozedur ofgelaf hunn an d'Konklusioun ass, dass et Jo ass, da kënnt eng Kamera dohinner. An esou ass et virgesinn. An déi hunn ech lancéiert.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Här President?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Minister.

Motions

Ech mengen, mir kommen elo einfach emol zur Diskussioun vun de Motiounen. Schéin eng no där anerer. An da gesi mer bei der Motioun 6, wat mer do maachen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1. Wëllt nach een dozou d'Wuert ergräifen? D'Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Jo, bon, wéi gesot ... Kann ech vläicht eventuell zu sämtleche Motioune matenee Stellung huelen oder solle mer eng no där anerer dann duerchgoen?

Une voix.- Eng no där anerer.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Eng no där anerer!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Eng no där anerer.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Ok. Bon, wéi gesot, den Här Minister hat schonn derzou Stellung geholl. Mee mir hunn effektiv elo schonn e puermol geschwat iwwert dee Projet fir den Accès zu den Entréesdieren. En plus hu mer dat schonn an enger Motioun akzeptéiert gehat. Dat hu mer gestëmmt. Dat war déi vum 11. Mäerz. Ech si mer elo net méi sécher, ob d'CSV déi matgedroen hat oder net. Ech menge souguer jo. Dat heescht, fir mech ass dat dote komplett iwwerflësseg. Mir hunn dat dote scho laang an enger Motioun ugeholl.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci Madamm Empain. Den Här Gloden.

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Merci, Här President. Also, ech hunn dem Här Minister elo hei gutt nogelauschtert an och der Madamm Empain an ech muss soen: Et ass ëmmer déi Diskussioun „Mir maachen eppes, awer ...".

Une voix.- Très bien!

M. Léon Gloden *(CSV)*.- An dat nervt mech, besonnesch an där heiter Debatt! An ech trauen dem Minister net, datt en déi de Freideg deposéiert. Duerfir wëlle mer déi Motioun zur Ofstëmmung bréngen.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech mengen, da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domat ass dës Motioun bei 27 Jo-Stëmme géint 33 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole

Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Josée Lorsché), François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 2

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2. D'Madamm Empain.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Voilà, och hei, wéi scho gesot ginn ass: Éischtens, dat steet am Koalitiounsvertrag. Den Här Minister huet gesot ... en huet confirméiert, dass dru geschafft gëtt, an zwar elo net op laang Siicht, mee kuerzfristeg. Am Géigesaz zu anere vertraue mir eisem Minister, wann hie seet: „Et gëtt elo dru geschafft." Dann ass dat och esou. An dofir ass dat heiten och superfetatoire.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Empain. Den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci. Also, ech si jo hei ganz neutral wéi d'Schwäiz. Ech wollt just da froen, mat wéi enger Deadline dass een do ongeféier kéint rechnen, wat den Zäitraum ass vun deene Bodycams. Well mir als Piraten géife se och gär gesinn: eng Kéier, fir natierlech d'Leit ze schützen, awer och fir de Poliziste selwer méi Sécherheet ze ginn. Ech wollt elo just wëssen, wa mer elo schonn de Vott hei maachen, wat dann déi Zäit ass, ob mer vun engem Joer schwätzen, zwee Joer oder zwee Méint.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Kox.

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Et ass am Koalitiounsvertrag virgesinn. A wann Der ...

(Exclamations)

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Här Kox, Dir kënnt jo awer soe wéini ongeféier!

(Interruptions)

Ech war jo awer ganz fein, ech hu ganz normal gefrot.

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Wann Der wësst, wéi d'Prozeduren daueren, wäert ech zäitno bei Iech kommen, fir dat doten ze diskutéieren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech mengen, da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 2

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domat ass dës Motioun bei 27 Jo-Stëmme géint 33 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Josée Lorsché), François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 3

Elo kéime mer zur Motioun Nummer 3. Wie wëllt nach zu där Motioun d'Wuert ergräifen? D'Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Voilà, ech wollt just soen, dass mir dat doten och an eiser Motioun, déi jo wierklech ganz komplett ass, dran hunn. Fir eis mécht dat elo kee Sënn, déi doten elo separat ze droen. Mir hunn alles an eiser Motioun stoen.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Léon Gloden, wannechgelift.

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Merci, Här President. Also, dat do ass jo typesch, typesch Majoritéit!

Une voix.- Très bien!

M. Léon Gloden *(CSV)*.- De Minister seet: „Well et an der Oppositiounsmotioun steet ass et superfetatoire a well et an der Motioun vun de Regierungsparteie steet, ass et net superfetatoire."

Une voix.- Très bien!

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Dat weist, datt e Refus total vum Dialog hei ass!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech mengen, elo kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

(Brouhaha général)

Vote sur la motion 3

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech och hei den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domat ass dës Motioun mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Josée Lorsché), François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Motion 4

Da kéime mer zur Motioun Nummer 4. Wie wëllt dann nach dozou d'Wuert ergräifen? D'Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Jo, villmools merci, Här President. Ech ginn elo net ganz an den Detail, mee do sinn eng Partie Saachen an de Consideranten, déi eis wierklech elo net immens gutt erschéngen. Mee dovun ofgesinn, ass och de ganze Contenu an eiser Motioun dran an ass superfetatoire.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Léon Gloden.

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Ech reege mech elo net nach eng Kéier op. Au vote!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Da komme mer direkt zum Vott vun dëser Motioun.

(Interruption par Mme Nathalie Oberweis)

Nee, d'Madamm Nathalie Oberweis wëllt nach eppes soen.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Jo, merci villmools. Ech géif gär wëssen, wat gemengt ass mat dem „tourisme social". Éischtens emol, wat mengt Der domadder a firwat steet dat do? Wat bréngt dat?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Oberweis. Et ass keng Wuertmeldung méi do. Da kënne mer zum Vott kommen.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Kéint Der et vläicht just erklären? Wat mengt Der? Et steet ganz ënnen op der éischter Säit „attire un certain tourisme social". Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Gloden reagéiert.

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Jo, well mir hei eng ganz Rei sozial Offeren hunn an den Här Mosar ass dorobber agaangen, datt eeben aus der Grossregioun eng Rei Leit heihinnerkommen, déi da soss net géifen heihinnerkommen, well eng ganz Rei Infrastrukturen hei sinn, déi net an der Grossregioun sinn.

Dofir huet den Här Mosar jo ganz kloer, wann Der gutt nogelauschtert hutt, an der Ried gesot, datt mer och sollen zesumme kucken, fir och an der Grossregioun - mir hu jo och eng Ministesch fir d'Grossregioun, déi sech derfir kann asetzen - eng Rei Institutiounen, sozial Institutiounen anzeféieren, zesumme mat den däitschen, franséischen, belsche Kolleegen. Dat ass richteg geliefte Grossregioun. An duerfir dee Considerant hei.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Gloden.

Ech hunn de Vott schonn opgemaach.

Vote sur la motion 4

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domat ass dës Motioun bei 27 Jo-Stëmme géint 33 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Josée Lorsché), François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 5

Da kéime mer zur Motioun Nummer 5. Dat ass déi, déi vun der Majoritéitsparteien deposéiert ginn ass. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Léon Gloden.

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Jo, Här President, e puer Bemierkungen. Éischtens stellen ech fest, datt d'Regierungsparteien hei d'Regierung opfuerderen: „Regierung maach endlech eppes!" Well an der Konklusioun vun der Note interministérielle, ech hunn dat virdrun a menger Ried gesot, do koum d'Regierung just zur Konklusioun, datt se elo emol e Groupe de travail op d'Bee setze fir e Livre blanc.

Hei soen d'Regierungsparteie selwer hirer eegener Regierung: „Maach eppes!" A se ginn eng ganz Rei konkreet Mesuren.

Mir kënnen als CSV mat deene Mesurë liewen, well mer d'ailleurs een Deel vun deene Mesurë selwer an eise Motiounen, souwuel iwwert d'Preventioun wéi och zum Beispill iwwert d'Bodypackeren, virgeschloen hunn. D'Regierungsparteien an de Minister hu gemengt, eis wiere superfetatoire. Mir si vill méi konstruktiv, mir stëmmen dës Motioun mat.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- An der Hoffnung, datt d'Regierung eppes mécht.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Gloden. Dann ass et um Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, Här President. Ech mengen, deen Text hei, deen d'Koalitioun eis hei presentéiert, ass wierklech interessant. Well si soen an der Introduktioun: „Mir brauchen eng Approche holistique, wou eigentlech jidderee matmécht." A wann een dann déi eenzel Dispositioune kuckt, da gesäit ee schonn, datt Verschiddener net matmaachen. An notamment d'Immigratioun mécht net mat.

An dat ass erëm e bëssen ... Dat rejoignéiert, wat verschidden Intervenanten, och d'ADR, virdru gesot hunn, datt d'Absence vum Här Asselborn ..., de Service de l'immigration, do geschitt guer näischt. An déi Motioun hei illustréiert dat, beweist dat op en Neits.

An dat stëmme mir net mat! Contrairement zu der Generositéit vun der CSV soe mir als ADR: „Et geet eis kloer net duer!" Dofir si mir net do hannendrun a mir wäerten dat hei och net matstëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. Dann ass et nach um Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci, Här President. Also, mir ass déi Motioun do ganz sympathesch. Do stinn och ganz vill Saachen dran, déi eis gutt gefalen. Ech hu just nach eng Fro un d'Auteuren: wéi vill dann dovunner am Koalitiounsaccord ze fannen ass.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Well ech hu jo elo grad geléiert: Alles, wat am Koalitiounsaccord ... oder wat ee wëlles huet, souwisou ze maachen, an elo an de Regierungsrot an den nächste Woche kënnt, gëtt jo hei net ofgestëmmt. Dat heescht, ech huele jo och elo un: Déi Passagen huelt Der elo nach eraus, ier Der zur Ofstëmmung kommt, well et schonn iergendwou steet.

Merci.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Goergen. Dann huet d'Madamme Stéphanie Empain d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Mir änneren d'Motioun natierlech net of, well mer eis alleguerten dorobber gëeenegt hunn.

Dovun ofgesinn, wollt ech awer op den Här Kartheiser reagéieren a just preziséieren, dass mer net d'Tendenz hunn, Saachen, déi mer schonn an enger Motioun ofgestëmmt hunn, nach eng Kéier explizitt an d'Motioun dranzeschreiwen. An dat ass de Grond, firwat zum Beispill dee ganze Volet vun der Immigratioun net hei explizitt drasteet. En ass opgefouert iwwert de Renvoi op d'Motioun vum 11. Mäerz. Ok?

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Empain.

Ech mengen, da kënne mer zum Vott vun dëser _ Motioun kommen.

Vote sur la motion 5

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech och hei den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domat ass dës Motioun bei 54 Jo-Stëmme géint 6 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Josée Lorsché), François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 6

Da komme mer zur Motioun Nummer 6. Wëllt do nach een d'Wuert ergräifen? Den Auteur, den Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo, Här President, also, ech muss Iech soen: De Mëtten huet d'Majoritéit erëm eng Kéier hiert richtegt Gesiicht gewisen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Hei gëtt iwwerhaapt keng Zesummenaarbecht mat der Oppositioun gemaach. Mir, muss ech awer elo mol eng Kéier soen, d'CSV, stëmmen hei eng Motioun vun der Majoritéit mat, well mer gesinn, datt do eng Rei gutt Saachen drastinn. Mir hunn op där anerer Säit och eng Rei gutt Saachen, wou Der dermat d'accord

sidd, wou Der sot, Dir géift se maachen, mee Dir sidd awer net bereet, se matzestëmmen. Ech fannen dat traureg! Ech fannen dat äusserst traureg!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- An haalt op, nach iergendwéi eng Kéier eppes ze ziele vun Zesummenaarbecht mat der Oppositioun! Dir hutt wierklech de Mëtten Äert richtegt Gesiicht gewisen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Mosar. Da kënne mer …

(Brouhaha général)

D'Madamm Lydie Polfer.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Also, wann ech richteg verstanen hunn …

M. Fernand Etgen, *Président*.- Hei wannechgelift, nach ee Moment e bësse méi roueg, dann hu mer et gläich gepackt. Madamm Polfer, wannechgelift.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Wann ech déi Diskussioun virdru richteg verstanen hat, déi, zu där den Här Minister jo och Stellung geholl huet an dee gesot huet, en hätt de Mëtten dee Bréif ënnerschriwwen, fir datt eeben déi Prozedur soll ufänken, quitte datt do verschidden Acteure mussen eebe gefrot ginn an datt duerno e Resultat derbäi erauskënnt … Ech wëll vläicht just ënnersträichen: Et wier an dësem Fall an deem Sënn méi einfach sinn, well hei hutt Der bestëmmt keng eidel Tiräng fonnt, well de Minister Étienne Schneider hat deen heite Projet wierklech ganz fest ausgeschafft scho mat dem ganze Wee. Mee mir fänken dat nei un.

Une voix.- Très bien!

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- An ech wëll dem Minister gleewen. Duerfir géif ech, esou wéi am Ufank den Här Mosar jo awer och bereet war ze soen, déi Motioun bis den Oktober elo emol net wierklech hei ofstëmmen. Esou huet den Här Mosar gesot: Hie géif se zréckzéie bis den Oktober. Well mir wëllen, an ech op alle Fall, ech wëll dem Minister gleewen. An ech gleewen och, datt e sech un dat hält, wat en elo de Mëtten hei gesot huet. Dofir wier et och gutt, wann den Här Mosar och géif bei deem bleiwen, wat hie gesot hat, dat heescht se bis den Oktober zréckzezéien.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ass d'Chamber d'accord, fir dës Motioun bis den Oktober en suspens ze setzen? Dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Zréckzezéien!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Nee, also …

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Zréckzezéien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Zréckzezéien.

(Interruptions diverses)

Plusieurs voix.- Psch!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Nee, ech wëll nach eng Kéier soen: Mir si bereet … Ech si bereet, déi Motioun en suspens ze halen, awer ech hätt gär e kloert Engagement vum Här Kox, datt et zu der Installatioun vu Kameraen ...

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Zréckzéien!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- … zu Bouneweg kënnt, natierlech op deene Plazen, wou mer zesumme kucken. Mee ech hätt hei gären e formellen Engagement! Mir geet et net duer, datt einfach gesot gëtt: „Mir fänken elo emol mat der Prozedur un a « le résultat est ouvert ».“ Dat geet eis net duer!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Jo, ech mengen, Här Mosar.

(Interruption par Mme Lydie Polfer)

Et muss een dann awer déi Motioun zréckzéien. An dann hutt Der jo den Oktober eventuell d'Chance, fir se dann nach eng Kéier nei ze produzéieren.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Nee, Här …

M. Fernand Etgen, *Président*.- Soss si mer jo a kenger Prozedur dran. Dir wësst dat jo besser wéi ech, well Der méi laang derbäi sidd.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Här President, ech hätt awer gär fir d'éischt e formellen Engagement vum Här Kox, datt et a Richtung vun Installatioun vu Kamerae geet zu Bouneweg!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Den Här Kox huet dat elo grad gesot.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Ech hunn dat bis elo nach net kloer héieren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- D'Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Ma ech kann elo net onbedéngt zu enger Léisung hei warscheinlech bäidroen. Ech wëll just soen: Souwäit ech weess, kann een eng Motioun net en suspens halen. Dat heescht, entweeder mir stëmme se of oder Dir zitt se zréck.

(Interruptions)

Falls mer se sollen ofstëmmen …

(Brouhaha)

Bon, et ass vläicht scho spéit, mee mir kënnen eis vläicht nach dräi Sekonne berouegen.

Falls Der se wëllt zur Ofstëmmung bréngen, da bleiwe mer derbäi, dass d'Prozedur esou net richteg ass. Mir hunn e Gesetz gestëmmt, wat definéiert, wéi d'Prozedur ass, an dat ass net doranner, dass de Minister déi Prozedur elo hei lancéiert. Voilà!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Empain. Den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci, Här President. Also, mir Piraten wäerten déi Motioun natierlech net matstëmmen, well d'Kameraen net wierklech zu enger Sécherheet wäerte bäidroen. Mee et wär éischter emol un der Zäit, dass een deene Leit, déi de Leit géifen zu Bouneweg hëllefen, huele mer d'Street Angels, do eng Plaz géif ginn, wou déi kéinte fest an all Dag de Leit hëllefen, anstatt dass de Schäfferot do leider en negativen Avis ofginn huet, soudass déi Leit elo net méi kënnen um Terrain hëllefen. Do bréngen dann och keng Kameraen eppes!

Merci.

Plusieurs voix.- Au vote!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Da komme mer zum Vott vun dëser Motioun.

Vote sur la motion 6

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech och hei den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 27 Jo-Stëmme géint 33 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 6 est rejetée par 25 voix pour et 35 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par Mme Mme Simone Asselborn-Bintz), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Josée Lorsché), François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Moien um aacht Auer nees zesummen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- D'Sitzung ass ogehuewen.

(La séance publique est levée à 21.43 heures.)

Sommaire des séances pub iques n^{os} 67 et 68

67e séance

Ouverture de la séance publique .... p. 993

Dépôt d'une résolution par M. Gilles Roth .... p. 993-994

Dépôt d'une motion par Mme Viviane Reding .... p. 994

Heure de questions au Gouvernement .... p. 994-998

- Question n° 233 du 8 juillet 2021 de M. Laurent Mosar relative à la constitutionnalité des taux d'intérêt négatifs, adressée à M. le Ministre des Finances .... p. 994

- Question n° 234 du 5 juillet 2021 de M. André Bauler relative à l'octroi de primes pour l'achat d'un véhicule hybride suite aux retards de livraison accusés en raison de la pénurie de certains matériaux, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable .... p. 994

- Question n° 235 du 8 juillet 2021 de M. Fernand Kartheiser relative à un bataillon belgo-luxembourgeois, adressée à M. le Ministre de la Défense .... p. 994-995

- Question n° 236 du 5 juillet 2021 de M. Georges Engel relative à l'évolution et aux conclusions de l'état des lieux des projets réalisés ou entamés dans le cadre de l'étude dite « Rifkin », adressée à M. le Ministre de l'Économie .... p. 995

- Question n° 237 du 7 juillet 2021 de M. Sven Clement relative à la rupture de stock du cannabis médical, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale .... p. 995-996

- Question n° 238 du 7 juillet 2021 de Mme Stéphanie Empain relative à la situation des entreprises de voyages dans le contexte de la pandémie, adressée à M. le Ministre des Classes moyennes .... p. 996

- Question n° 239 du 8 juillet 2021 de Mme Octavie Modert relative au site gallo-romain à Dalheim, adressée à Mme la Ministre de la Culture .... p. 996

- Question n° 240 du 7 juillet 2021 de M. Gusty Graas relative à la proposition de la Commission européenne d'introduire une taxe sur le kérosène, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics .... p. 996-997

- Question écrite n° 4630 de M. Max Hahn concernant les passages à niveau, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
et
Question n° 242 du 7 juillet 2021 de M. Mars Di Bartolomeo relative aux dangers des passages à niveau, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics .... p. 997

- Question n° 241 du 8 juillet 2021 de M. Jean-Paul Schaaf relative aux étudiants résidant au Luxembourg et vaccinés contre la Covid-19 à l'étranger, adressée à Mme la Ministre de la Santé .... p. 997-998

- Question n° 243 du 8 juillet 2021 de Mme Martine Hansen relative aux tests antigéniques rapides certifiés, adressée à Mme la Ministre de la Santé .... p. 998

- Question n° 244 du 7 juillet 2021 de M. Charles Margue relative au remboursement de certains traitements pour les personnes transgenres, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale .... p. 998

Question élargie n° 107 de Mme Josée Lorsché au sujet du centre de prise en charge postaiguë de l'accident cérébral vasculaire (Nachsorgezentrum) et de la prise en charge du Long Covid .... p. 998-999

Question élargie n° 108 de M. Marc Hansen au sujet de la sécurité informatique des hôpitaux luxembourgeois .... p. 999

Question élargie n° 109 de Mme Françoise Hetto-Gaasch au sujet de la situation des personnes souffrant de troubles psychiques .... p. 999-1000

Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Lies .... p. 1000

7631 - Projet de loi relatif à un régime d'aides en faveur du journalisme professionnel .... p. 1000-1007

Motion de Mme Viviane Reding relative à la possibilité des radios dites « communautaires » de pouvoir profiter du standard numérique DAB+ .... p. 1007-1008

Résolution de M. Gilles Roth relative à la tenue des séances publiques sous le régime Covid-Check .... p. 1008

68e séance

Ouverture de la séance publique .... p. 1008

Communications .... p. 1008

Ordre du jour .... p. 1008

Déclaration du Gouvernement sur l'étude externe indépendante relative aux clusters dans les structures d'hébergement pour personnes âgées, suivie d'un débat .... p. 1009-1024

Dépôt d'une résolution par M. Mars Di Bartolomeo .... p. 1024

Débat de consultation sur la note interministérielle sur la criminalité liée aux stupéfiants au Luxembourg .... p. 1024-1035

Sommaire

Question n°	Auteur	Objet
5088	Francine Closener	Redoublement de la 5e dans l'enseignement secondaire général
		Session ordinaire 2021-2022
5119	Georges Mischo	Vaccins à virus inactivé contre la Covid-19
5158	Sven Clement	Autorisation de sortie dans le cadre d'une quarantaine
5163	Chantal Gary	Extension de la gratuité du transport public aux P&R transfrontaliers
5193	Gilles Baum, André Bauler	Interventions chirurgicales reportées
5273	Sven Clement, Marc Goergen	Frais liés au traitement de la Covid-19
5291	Gusty Graas, Max Hahn	Imperméabilisation des sols
5334	Chantal Gary	Égalité femmes-hommes dans l'arbitrage sportif
5362	Max Hahn	Entretien des pistes cyclables
5368	Marc Goergen	Digitalisation des registres de la population des communes
5372	Marc Lies	Terrains potentiellement urbanisables
5373	Sven Clement	Syndrome de la Havane
5374	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	Statistiques sur les appartements vendus en état futur d'achèvement
5376	Laurent Mosar	Agence eSanté
5377	Laurent Mosar, Léon Gloden	Zones où certaines activités sont interdites
5378	Marc Spautz	Anciens fours à chaux à Rumelange
5379	Georges Mischo	Comité consultatif du co-développement France-Luxembourg
5380	Fred Keup	Lettre ouverte du Musée national de la résistance et des droits humains
5381	André Bauler	Piscine du nouveau Nordstad-Lycée à Erpeldange-sur-Sûre
5382	Mars Di Bartolomeo	Directive réformant le régime européen des taux réduits de taxe sur la valeur ajoutée (TVA)
5383	Fernand Kartheiser	Plan d'action contre la polarisation et la radicalisation
5384	Gusty Graas	Lutte contre l'industrie illégale de la drogue et la criminalité organisée
5386	Jeff Engelen	Lits d'hôpitaux
5387	Fernand Kartheiser, Fred Keup	Réserves de pétrol
5388	Nathalie Oberweis	Activités des sociétés luxembourgeoises dans le domaine militaire
5389	Max Hahn, Claude Lamberty	Bâtiments publics vandalisés
5391	Marc Spautz	Réaction des syndicats concernant la tripartite du 13 décembre 2021
5392	André Bauler	Effectifs de la Police grand-ducale dans le nord du pays
5394	André Bauler	Château de Vianden
5395	Fred Keup	Impact du gel sur les éoliennes
5396	Marc Goergen	Discrimination par l'Église catholique
5397	Sven Clement	Évaluation de l'utilisation des tablettes en classe
5398	Martine Hansen, Serge Wilmes	Application Adapto
5399	Marc Spautz	Promotion des voitures « plug-in hybride »
5400	Myriam Cecchetti	Pollutions de l'Attert
5401	Nancy Arendt épouse Kemp	Jeux olympiques d'hiver 2022
5402	Martine Hansen	Apprentis non vaccinés
5404	Sven Clement	Mesures privatives de liberté
5405	Jeff Engelen	Règle 2G dans le secteur hospitalier et de la santé
5406	Myriam Cecchetti	Incendie dans une zone industrielle à Mertzig
5407	Nathalie Oberweis	Prise en charge des naissances prématurées
5408	Laurent Mosar, Diane Adehm	Composition de la Commission nationale pour la protection des données (CNPD)
5410	Roy Reding	Jeux de hasard sur Internet
5414	Fernand Kartheiser	Manifestations contre les mesures sanitaires du 11 décembre 2021
5415	Sven Clement	Commission spéciale de réexamen de l'ADEM
5416	Laurent Mosar, Léon Gloden	Participants aux manifestations contre les mesures sanitaires appartenant à l'extrême droite
5418	Carole Hartmann, André Bauler	Travaux dans le parc d'Echternach
5419	Léon Gloden	Dispositions transitoires concernant la psychothérapie
5420	Sven Clement	Médicaments contre la Covid-19
5422	Fred Keup	Élèves de l'enseignement fondamental parlant le luxembourgeois à domicile
5423	Marc Spautz	Taxes communales
5426	Jeff Engelen	Application du régime 2G dans le sport
5428	Paul Galles, Marc Lies	Réserve de gaz
5430	Jeff Engelen, Fernand Kartheiser	Effets secondaires des vaccins contre la Covid-19
5432	Fred Keup	Recensement national 2021
5433	Martine Hansen	Production de lait bio
5434	Jeff Engelen	Statistiques mettant en relation les tests Covid-19 et le statut vaccinal
5437	Fernand Kartheiser	Archivage des conférences de presse du Gouvernement
5438	Fred Keup, Jeff Engelen	Camion du type « éco combi »
5439	Diane Adehm	Pacte de stabilité et de croissance
5443	Marc Goergen	Indemnités des bénévoles du CGDIS
5444	Marc Goergen	Contrôle médical des agents du CGDIS
5446	Laurent Mosar	Uniformisation de l'outil informatique au sein des établissements hospitaliers
5447	Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo	Pilule anti-Covid
5449	Chantal Gary	Action « Go to Sports »
5450	André Bauler	Projets d'infrastructures réalisés sur le territoire de la « Nordstad »
5456	Fernand Kartheiser	Utilisation du logo officiel des ministères luxembourgeois
5472	Fernand Kartheiser, Jeff Engelen	Pilule anti-Covid Paxlovid
6063 urgente	Laurent Mosar	Avenir du site sidérurgique de Dudelange

Question 5088 (11.10.2021) de **Mme Francine Closener** *(LSAP)* concernant le **redoublement de la 5e dans l'enseignement secondaire général :**

D'Promotiounscritèren am Enseignement secondaire général (ESG) erméiglechen et am Cycle inférieur, trotz Notten tëscht 20 an 29 a sämtlechen Disziplinnen, weider an dat nächst Joer ze kommen; souguer eng eenzel Nott ënner 20 bedeit net, dass een echouéiert an d'Joer widderhuele muss. Vu 5e op 4e ESG ginn d'Critèren fir eng Reussite weesentlech méi streng, et dierf ee maximal zwou ongenügend Notten hunn. Zousätzlech kommen hei, jee no Sektioun, weider Critèren derbäi. Sou brauch ee beispillsweis fir verschidde Sektiounen zumindest eng 40 an de Sproochen oder an der Mathematik.

An deem Zesummenhang wëll ech dem Här Educatiounsminister dës Froe stellen:

1. Wéi vill Schüler*Innen redoubléieren d'Klass vun der 5e ESG, well se echouéiert, spréch weeder den Niveau „globalement avancé" nach den Niveau „globalement de base" gepackt hunn?

2. Wéi vill Schüler*Innen redoubléiere fräiwëlleg, well se déi gewënscht Sektioun mat hire Punkten net auswiele kënnen? Wéi gesäit hei d'Evolutioun iwwert déi lescht Joren, voire säit der Reform vun de Promotiounscritèren aus?

3. Wat bedeit de „fräiwëllege Redoublement" fir d'Organisatioun vun de verschiddene Lycéeën?

4. Am Laf vum Cycle inférieur ka just eemol e fräiwëllegen Redoublement ugefrot ginn - wéi dacks ass dat fir 7e, 6e a 5e de Fall? Wéi ass d'Evolutioun déi lescht fënnef Joer? Gëtt et Fäll, wou am Cycle inférieur zweemol e Redoublement ugefrot gëtt? Wa jo, wéi gëtt dëst gehandhaabt?

5. Wéi reagéiert de Minister op d'Kritik, dass d'Schüler*Innen op 7e a 6e a verschiddene Fächer manner Efforte weisen, well se duerch déi nei Promotiounscritèren en règle générale awer den nächsten Niveau erreechen?

Réponse (26.11.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Den Tableau 1 weist d'Evolutioun vum Taux de redoublement op den ënneschte Klasse vum Enseignement secondaire général.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Déi dräi nächst Tableaue weisen, op wéi enger Klass d'Schülerinnen an d'Schüler vu 7e G (Tableau 2), 6e G (Tableau 3) a 5e G (Tableau 4) hire schoulesche Parcours poursuivéiert hunn.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2. - 4. Et leie keng Zuelen iwwert de sougenannte fräiwëllege Redoublement vir; dëse gëtt am Fichier élèves net erfaasst.

All Redoublement huet en Impakt op d'Schoulorganisatioun; dësen Impakt gëtt awer limitéiert duerch de Fait, datt op der 7e an op der 6e manner Schülerinnen a Schüler hiert Joer redoubléieren. Ee fräiwëllege Redoublement ka laut Promotiounsreglement just eemol vun den Elteren ugefrot ginn; eng zweet Ufro kann am Prinzip net gemaach ginn.

ad 5. D'Diskussioun iwwert de Redoublement muss een a méi ee breede Kontext stellen. All national an international Etüde weisen drop hin, datt de Redoublement an der Reegel keng pedagogesch sënnvoll Moossnam duerstellt.

Et ass wuel richteg, datt den Taux de redoublement op 7e a 6e niddreg ass. Dëse Phenomeen ass duerch d'Aféierung vun de „cours de base" an de „cours avancés" ze erklären: e Schüler, dee punktuell Schwächten huet, muss net automatesch säi Joer redoubléieren, mee gëtt an engem oder méi Fächer op den „niveau de base" agestuuft; dëst ass de Sënn an den Zweck vun der Reform.

Wéi aus dem Tableau 1 ervirgeet, klëmmt den Taux de redoublement op der 5e. Et mussen hei an éischter Linn méi Efforte bei der Orientéierung vun de Schülerinnen a Schüler wärend deenen éischte Jore vum Enseignement secondaire général gemaach ginn, d. h. d'Schülerinnen a Schüler an hir Eltere musse vun Ufank un informéiert ginn iwwer

d'Ausbildungsméiglechkeeten, déi hinne jee no hire schoulesche Resultater opstinn. Ech hu meng Servicer domat chargéiert, eng informatesch Applikatioun ze entwéckelen, déi dëst soll liicht verständlech duerstellen.

Question 5119 (19.10.2021) de **M. Georges Mischo** *(CSV)* concernant les **vaccins à virus inactivé contre la Covid-19 :**

Wann ee momentan hei am Land géint de Sars-CoV-2-Virus geimpft ass, huet een entweeder en mRNA-baséierte Vaccin oder awer e Vektorimpfstoff gesprëtzt kritt.

Et ass gewosst, datt et eng Rei Leit gëtt, déi net onbedéngt generell géint eng Impfung sinn, awer si hunn net onbedéngt grousst Vertrauen an mRNA- oder Vektorimpfstoffer. Doweinst waarde wuel vill Leit op déi sougenannt „Totimpfstoffer", déi op Proteine baséieren an als „klassesche" Vaccin ugesi ginn. Bei dëse ginn doudeg Bestanddeeler vun den Erreeger (evtl. nach mat engem Wierkverstäerker) gesprëtzt, déi dann eng Immunreaktioun am Kierper ausléisen. Esou funktionéiere jo bekanntlech och d'Gripp-Vaccinen.

Bei dëse Vaccine sinn déi dräi Phase vun den Etuden ofgeschloss a se weisen eng Effizienz vu gutt 90 % géint eng symptomatesch Covidinfektioun. D'Niewewierkunge solle wuel och nach méi geréng si wéi bei den mRNA-Vaccinen.

Op EU-Niveau leeft d'Zouloossungsprozedur an d'EMA préift och schonn op d'mannst de Vaccin vun engem Hiersteller. Et ass also ze hoffen, datt et eng Zouloossung bis Enn des Joers oder Ufank 2022 ka ginn. D'EU-Kommissioun huet sech am Fall vun esou enger Zouloossung och schonn 200 Milliounen Dose geséchert.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Deelt d'Regierung d'Meenung, datt dës Totimpfstoffer dozou kënne bäidroen, eis Impfquoten ze hiewen?

2. Wéi steet d'Regierung zu dëse Vaccinen?

3. Huet d'Regierung sech evtl. schonn Totimpfstoffer geséchert?

4. Wa jo, eleng oder iwwer d'EU-Kommissioun?

5. Wa jo, wéi vill Dose soll de Grand-Duché kréien?

Réponse (19.11.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Déi national Impfstrategie gesäit vir, eng Villfalt un zougeloossenen Impfstoffer géint de Covid-19 anzesetzen, fir soumat sou gutt wéi méiglech de Schutz vun der Bevëlkerung duerch d'Impfung an d'Luucht ze setzen. Déi sougenannt „Totimpfstoffer" sinn natierlech en Deel vun dëser nationaler Strategie.

ad 2. Aktuell si verschidden inaktivéiert Impfstoffer an der Entwécklungsphas, dovunner véier, déi d'Phas 3 vun de klineschen Tester mat positive Resultater, wat d'Efficacitéit an d'Sécherheet betrëfft, ofgeschloss hunn. Zwee vun dësen Impfstoffer gi vun engem chineesesche Produzent hiergestallt, ee vun engem indesche Produzent an ee vun deem europäesche Produzent Valneva.

An deem Kader huet d'Europäesch Kommissioun en Accord mat Valneva ofgeschloss, dee fir déi zwee nächst Joren den Akaf vu bis zu 60 Milliounen Dose vu sengem inaktivéierten Impfstoff géint Covid-19, dem VLA2001, virgesäit. Ronn 27 Milliounen Dose sollen am Joer 2022 fir d'EU geliwwert ginn.

ad 3. Den Advanced Purchase Agreement fir den Akaf vum Impfstoff vun der Firma Valneva ass amgaang, vun deene verschiddene Memberstaaten ënnerschriwwen ze ginn. Soumat stëllt d'EU sécher, datt wärend der ganzer Impfcampagne op dësen Impfstoff zeréckgegraff ka ginn.

ad 4. Den Akaf vum Impfstoff vu Valneva gëtt iwwert de Mechanismus vun der Europäescher Kommissioun gesteiert. Soumat ka garantéiert ginn, datt genuch Dose fir all Memberstaaten zur Verfügung gestallt kënne ginn.

ad 5. An enger éischter Phas, an am Hibléck op d'Gesamtunzuel un Impfstoffer, déi Lëtzebuerg an deenen nächste Woche wäert geliwwert kréien, huet Lëtzebuerg sech an enger éischter Phas 10.000 Dose vum Valneva-Impfstoff geséchert. Laut dem aktuellen Ofkommes, deen d'Kommissioun mat Valneva ofgeschloss huet, huet d'Europäesch Kommissioun d'Méiglechkeet, hir initial Commande vum VLA2001-Impfstoff am Laf vum Joer 2022 op en Total vu 60 Milliounen Dosen ze erhéijen, déi bis Enn 2023 geliwwert kënne ginn.

Ënner der Bedéngung, datt déi europäesch Medikamentenagence (EMA) den Impfstoff autoriséiert, géif, laut den leschten Informatioune vun Valneva, d'Liwwerung vum Impfstoff am Abrëll 2022 ufänken.

Question 5158 (28.10.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**autorisation de sortie dans le cadre d'une quarantaine :**

Am Fall, wou eng Persoun a Quarantän muss, gëllt dës Quarantän siwen Deeg, falls d'Testresultat vum sechsten Dag negativ war. Am Normalfall dierfen déi Betraffen hiert Doheem net verloossen. Am Fall, wou den Direkter vun der Santé awer eng Autorisation de sortie ausstellt, gëtt et Ausnamen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministeren dës Froe stellen:

1. Wat sinn d'Bedéngunge vun enger Autorisatioun fir d'Sortie?

2. Muss all betraffe Persoun selwer eng Demande fir eng Autorisation de sortie areechen oder gëtt dës och d'office u verschidde Persounen ausgestallt?

3. Wéi ass dëst bei Enseignantë gehandhaabt? Wéi bei de Schüler?

Réponse commune (25.11.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Eng Autorisation de sortie an enger Quarantän kann een nëmme kréien, wann een eng Demande iwwert de recours-covid@ms.etat.lu mécht, an dëst och just fir eng Visite médicale. Falls e medezinneschen Noutfall virläit, brauch ee keng Autorisation de sortie. Fir Schüler gëtt et donieft nach spezifesch Dispositiounen, déi ënner der Fro 3 am Detail beschriwwe ginn.

ad 2. Jidderee muss selwer eng Demande fir d'Autorisation de sortie maachen. Fir Schüler gëtt et donieft nach spezifesch Dispositiounen, déi ënner der Fro 3 am Detail beschriwwe ginn.

ad 3. D'Enseignantë kréien eng Autorisation de sortie ënner deene selwechte Konditioune wéi all aner Bierger am Fall vun enger Visite médicale. Fir d'Enseignantë gëtt et doriwwer eraus kee spezielle Regime spezifesch fir d'Schoul. Och fir d'Schüler gëtt et d'Méiglechkeet vun enger Autorisation de sortie fir eng Visite médicale. Donieft kréie Schüler am Kader vun engem Zenario 1 oder engem Zenario 2 mat hirer Ordonnance de quarantaine eng „dérogation école", déi et hinnen erlaabt, um Presenzunterricht deelzehuelen an an d'Maison relais ze goen, dëst ënner der Bedéngung, datt si un engem sougenannten „testing renforcé" deelhuelen, d. h. all 48 Stonnen e Schnelltest an der Schoul duerchféieren an e PCR-Test nom sechsten Dag maachen. Et sief preziséiert, datt just net geimpfte Persounen a Quarantaine gesat ginn.

Question 5163 (29.10.2021) de **Mme Chantal Gary** *(déi gréng)* concernant l'**extension de la gratuité du transport public aux P&R transfrontaliers :**

Les projets d'amélioration de la qualité et d'extension des capacités des transports publics luxembourgeois ne manquent pas, y compris ceux destinés à augmenter l'attractivité de l'offre transfrontalière, telle que la construction de parkings relais à des endroits stratégiques des deux côtés de nos frontières. Certains projets s'inscrivent d'ailleurs dans une démarche de cofinancement entre le Luxembourg et ses pays voisins, comme le P&R de Metzange (F) qui a bénéficié d'un financement luxembourgeois.

Ces P&R frontaliers visent à offrir des aires de stationnement situées plus proche du point de départ matinal des flux quotidiens et à absorber en amont des frontières une partie plus ou moins importante du trafic motorisé en proposant une connexion confortable au réseau ferré ou aux lignes de bus transfrontalières. Or, tandis que les utilisateurs potentiels des parkings relais situés du côté luxembourgeois peuvent profiter de la gratuité des transports publics, les frontaliers utilisant les parkings relais situés à peine quelques kilomètres plus loin, doivent se munir d'un titre de transport payant. Dans ce contexte, une extension de l'offre de transports publics gratuits vers ces parkings relais frontaliers, même limitée à quelques kilomètres ou aux seuls P&R cofinancés, voire à tous ceux desservis par les lignes de bus transfrontalières, pourraient rendre les parkings relais proches de nos frontières encore plus attractifs. Ceci profiterait à la fois aux navetteurs frontaliers, délesterait le réseau routier et réduirait les embouteillages, la consommation de carburant et les émissions polluantes.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Combien de parkings relais et emplacements de parkings le réseau des P&R compte-t-il au Luxembourg ? Quelle est l'évolution de leur nombre respectif au cours des dix dernières années ?

2) Combien de parkings relais dans nos trois pays voisins sont actuellement desservis par une ligne de bus RGTR ? Combien de projets de construction de nouveaux parkings relais ou d'extension des emplacements existants sont actuellement en cours ?

3) Est-ce qu'une extension de la gratuité aux P&R étrangers desservis par le réseau RGTR est politiquement et financièrement envisageable ?

Réponse (24.01.2022) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) Le réseau national des P&R au Luxembourg compte environ 14.500 emplacements de parking.

Historique des dix dernières années dans l'évolution des P&R :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Ces deux P&R transfrontaliers sont desservis par le réseau RGTR.

ad 2) P&R transfrontaliers desservis actuellement par le réseau RGTR :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3) Une extension de la gratuité aux P&R étrangers situés dans une zone de 5 km autour des frontières est à l'étude avec un projet pilote à Roussy-Le-Village.

Question 5193 (08.11.2021) de **MM. Gilles Baum** et **André Bauler** *(DP)* concernant les **interventions chirurgicales reportées :**

À en croire les dernières nouvelles, la quatrième vague d'infection par le virus du Covid-19 est en plein développement. Il en résulte que le nombre d'hospitalisations va croissant quoique ce nombre reste bien en dessous de celui enregistré l'an dernier à la même époque - en raison des vaccinations réalisées durant 2021.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Pour réagir au mieux à cette évolution inquiétante, les hôpitaux du pays ont-ils déjà décidé de reporter des interventions chirurgicales, voire d'autres opérations médicales nécessitant une hospitalisation plus ou moins longue ?

2) Quelles sont généralement ces interventions qui sont ou qui risquent d'être reportées ?

3) Est-il possible d'indiquer d'ores et déjà quels sont les hôpitaux les plus concernés par cette réalité ? Quelles sont les prévisions en la matière ?

Réponse (07.12.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) À l'heure actuelle, il n'y a pas de report systématique des interventions chirurgicales.

ad 2) Selon les critères retenus avec les représentants des établissements hospitaliers et mis en place lors des première et seconde vagues, les interventions reportées en premier lieu sont celles dont le report a le moins de conséquence sur l'espérance de vie et la santé des patients et qui ne remettent pas en cause le résultat d'un acte technique déjà réalisé (cas des chirurgies en plusieurs temps opératoires).

De plus, le conseil scientifique du domaine de la santé a émis des recommandations afin que les hôpitaux s'organisent pour étudier, au cas par cas, les gestes opératoires prévus et proposer une priorisation pour ne pas aboutir à une perte de chances pour les patients. Ces recommandations sont consultables sous le lien suivant : https://conseil-scientifique.public.lu/dam-assets/publications/covid 19/Priorisation-Covid-vdef.pdf

ad 3) Le nombre de lits occupés par des patients pour une prise en charge en raison de Covid-19 et le taux d'occupation des soins intensifs étant actuellement très fluctuants, il n'est pas possible d'indiquer les établissements plus concernés que d'autres ni d'indiquer les établissements touchés en premier.

Question 5273 (22.11.2021) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **frais liés au traitement de la Covid-19 :**

D'Zeitung „Welt am Sonntag" huet Zuele vun däitsche Privatversécherunge publizéiert, laut deenen d'Behandlung vu Patiente mat schwéiere Covidkrankheetsverleef an der Moyenne 38.500 € kaschten. 10 % vun den ze beootmende Patiente géinge souguer iwwert 85.000 € kaschten. Eng stationär Behandlung an enger Klinik an Däitschland géing laut Bericht 10.700 € kaschten. D'Zuelen, wéi vill d'Patienten d'Versécherunge bei Long-Covid-Symptomer kaschten, ginn net genannt.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir Sozialversécherung a fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Kënnen d'Ministere chiffréieren, wéi vill eng komplett Impfung vun engem Bierger/enger Biergerin an der Moyenne kascht, op Basis vu follgende Käschtefaktoren:

1) Invitatioun,
2) Werbekampagnen,
3) Vaccin,
4) Honoraire vun den Dokteren,
5) Salaire vun de Persounen am Impfzentrum,
6) Loyeren, Energiekäschten etc.?

2. Kënnen d'Ministeren aschätzen, wéi vill eng stationär Behandlung vun engem Bierger/enger Biergerin wéinst enger Covid-19-Infektioun an enger Klinik kascht?

3. Kënnen d'Ministeren aschätzen, wéi vill an der Moyenne d'Behandlung vun engem Bierger kascht, dee wéinst enger Covid-19-Infektioun fir d'éischt stationär an dann intensiv an enger Klinik zu Lëtzebuerg behandelt muss ginn?

4. Kënnen d'Ministeren aschätzen, wéi vill an der Moyenne d'Behandlung vun engem Bierger kascht, dee wéinst enger Covid-19-Infektioun op der Intensivstatioun beotemt muss ginn?

5. Kënnen d'Ministere chiffréieren, wéi vill an der Moyenne d'Behandlung vun engem Bierger bis elo kascht huet, dee wéinst den Niewewierkunge vu Covid-19 behandelt gëtt?

6. Hunn d'Ministeren Zuelen zu de Käschte fir de Gesondheetssystem vu Patienten, déi ënnert Long-Covid leiden?

Réponse commune (25.01.2022) de **M. Claude Haagen,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

An der Tabell hei drënner ass eng syntheetesch Duerstellung betreffend d'Froen 2, 3 a 4 vun der parlamentarescher Fro vun den honorabelen Deputéierte Sven Clement a Marc Goergen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

D'Bevëlkerung, déi fir dës Berechnungen zeréckbehale gouf, sinn d'Lëtzebuerger Awunner, déi am Moment vun der Spidolsadmissioun eng valid Affiliatioun bei der Gesondheetskeess haten.

Fir dës Käschten ze berechnen, goufe just national Spidolsopenthalter agebonnen, déi am Joer 2020 ugefaangen hunn, well fir d'Joer 2021 nach net all Käschten disponibel sinn. D'Käschten, déi fir dës Berechnung integréiert goufen, sinn d'Käschte vum Spidolsopenthalt, all medezinesch Akte vun den Dokteren, déi dësem Openthalt kënnen zougedeelt ginn a bis haut vun der CNS rembourséiert goufen, esou wéi all aner Akten a Servicer, déi mat engem Openthalt kënne gelinkt ginn (Labosanalysen, Dispositifs médicaux, Medikamenter etc.). D'Käschten an den auslännesche Spideeler, déi ugefall sinn, well ee Patient an ee Spidol am Ausland verluecht ginn ass, sinn hei net mat abezunn.

Et ass awer wichteg dorop hinzeweisen, dass een dës Zuele virsiichteg behandele muss wann et doréms geet se mat den Zuelen aus Däitschland ze vergläichen. Den Tarificatiounssystem vun de Spideeler an Däitschland baséiert op Forfaite fir verschidde Behandlungen, a fält an d'Kategorie Diagnostic related groups (DRG) System[1], wärend zu Lëtzebuerg d'Aktivitéit an de Spideeler iwwert eng „rémunération à l'activité"[2] bezuelt gëtt. Dësen Ënnerscheed am Fonktionement féiert dozou, dass an Däitschland den extreeme Wäerter net esou vill Rechnung gedroe gëtt, wéi dat zu Lëtzebuerg de Fall ass.

D'Käschten aus dem Spidol spigelen deemno net onbedéngt déi reell Ressourcen zeréck, déi fir d'Be-

[1] Paiement prospectif basé sur l'activité par patient, le patient étant classé en groupes en fonction des diagnostics et de l'utilisation des ressources.

[2] Paiement rétrospectif basé sur l'activité : facturation des services individuels et des contacts avec les patients.

Le saviez-vous ?

COMMISSIONS PARLEMENTAIRES

Pour faciliter, rationaliser et préparer les travaux parlementaires en séance publique, la Chambre forme des commissions permanentes et, en cas de besoin, spéciales. Les commissions sont chargées d'examiner les projets et propositions de loi ainsi que les amendements et motions que le Président leur renvoie. Elles ont également pour mission de préparer des débats ainsi que d'organiser des auditions et des visites.

handlung vum Traitement néideg waren, mee éischter eng Moyenne vu Ressourcëkäschten, déi ee Service am Spidol iwwert dat ganzt Joer bezuelt krut. Zousätzlech ass am Tarif vun der Gesondheetskeess just een Deel vun de Käschten als Amortissement vum Gebai a vun der Infrastruktur dran (20 %), an de Rescht ass schonns iwwert de Staatsbudget finanzéiert ginn[3].

ad 1. Par rapport wat bis Enn November dem Staat a Rechnung gestallt gouf all, huet eng administréiert Dosis de Staat, all d'Fraisen inclus, ëm déi 60 € kascht. Als Informatioun, een Dag op enger Intensivstatioun kascht ëm déi 1.600 € den Dag an dat fir een Net-Covidpatient. Bei de Covidpatiente leien dës Käschten nach bedeitend méi héich.

ad 2. Am Joer 2020 goufen et 1.990 stationär Behandlunge wéinst Covid-19 am Spidol, déi am Duerchschnëtt 17.110 € kascht hunn. Déi deierst 10 % vun dësen Openthalter hu méi wéi 36.779 € kascht. Vu dass de Medianwäert mat 8.085 € wäit ënnert dem Duerchschnëtt läit, ginn et eng Partie Openthalter, déi d'Verdeelung vun de Käschten no uewe verzerrt.

ad 3. Am Joer 2020 goufen et 286 intensiv Behandlunge[4] wéinst Covid-19 am Spidol, déi am Duerchschnëtt 56.919 € kascht hunn. Déi deierst 10 % vun dësen Openthalter hu méi wéi 126.692 € kascht. Vu dass de Medianwäert mat 36.553 € wäit ënnert dem Duerchschnëtt läit, ginn et eng Partie Openthalter, déi d'Verdeelung vun de Käschten no uewe verzerrt.

ad 4. Am Joer 2020 goufen et 173 intensiv Behandlunge mat kënschtlecher Beootmung wéinst Covid-19 an engem Spidol, déi am Duerchschnëtt 70.719 € kascht hunn. Déi deierst 10 % vun dësen Openthalter hu méi wéi 152.440 € kascht. Vu dass de Medianwäert mat 53.126 € wäit ënnert dem Duerchschnëtt läit, ginn et eng Partie Openthalter, déi d'Verdeelung vun de Käschten no uewe verzerrt.

ad 5. + 6. Wat déi materiell Ressourcen ugeet, déi fir de Long-Covid-Pilotprojet fir eng Dauer vu sechs Méint deblockéiert goufen, sinn nei technesch Plateaue fir d'Prise en charge vun de Patiente fir e Betrag vun 257.486 Euro geschafe ginn. Wat déi personell Ressourcen ugeet, leien d'Personalkäschte bei 12 ETP (équivalent temps plein) fir sechs Méint bei 757.093 Euro.

Déi medezinnesch Fraisen am Zesummenhang mat der Prise en charge vun de Long-Covid-Patiente gi vun der Gesondheetskeess iwwerholl.

Question 5291 (24.11.2021) de **MM. Gusty Graas** et **Max Hahn** *(DP)* concernant l'**imperméabilisation des sols :**

De Flächeverbrauch zu Lëtzebuerg ass an de leschte Joren am Kader ënnert anerem vun der wirtschaftlecher Aktivitéit, dem Ausbau vun den ëffentlechen Infrastrukturen an der Schafung vun neiem Wunnraum däitlech an d'Luucht gaangen.

Am Sënn vum Erhalt vun der Aartevillfalt, mee och dem preventive Schutz géint eventuellt Héichwaasser, ass et wichteg, d'Buedemversigelung, déi dës Aktivitéite mat sech zéien, sou gutt et geet ze minimiséieren. Sou kann een z. B. Parkinge waasserduerchlässeg amplaz ganz aus Makadamm bauen, soudass net just d'Waasser ofzéie kann, mee och Liewensraum fir Planzen an Insekten entsteet.

Vu dass de Staat och hei mam gudde Beispill virgoe sollt, wollte mir dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Wéi eng Richtlinnen applizéiert de Staat beim Bau vun neie Strukturen, fir d'Buedemversigelung sou kleng wéi méiglech ze halen?

2. Ginn et vum Ministère Recommandatiounen un d'Gemengen, fir bei Gemengeprojeten d'Buedemversigelung ze reduzéieren? Falls net, ass virgesinn, Recommandatiounen an där Hisiicht auszeschaffen?

3. Wat wieren d'Grënn, dës eventuell Richtlinnen net ze respektéieren, wéi z. B. beim neie Park & Ride zu Schweebech-Bréck, dee komplett aus Makadamm gemaach gouf?

Réponse commune (25.01.2022) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Allgemeng ass ze betounen, dass souwuel aus ekologeschen, wéi aus ekonomesche Grënn, d'Zuel vun de versigelte Flächen sou kleng wéi méiglech gehale gëtt. All neie Bauprojet gëtt no den aktuelle gültegen techneschen Norme geplangt an natierlech och sou ausgeschafft, dass all d'Konditiounen, fir déi néideg Geneemegunge vun ënner anerem der Naturverwaltung an der Waasserverwaltung ze kréien, erfëllt sinn an den Impakt op d'Natur sou kleng wéi méiglech ausfällt.

Sou ginn déi baussecht Parkinge vun de Schoulen a Verwaltungsgebaier sou oft et geet als ekologesch Parkinge gebaut. Den ekologesche Parking vum neie Lycée agricole zu Gilsdref erfëllt zum Beispill gläichzäiteg méi Funktiounen: fir déi initial Biotopen ze kompenséieren, ass de Parking als permeabel Fläch ausgefouert ginn, soudass d'Waasser natierlech ofzéie kann, an déi nei geplanzte Beem an Hecken, déi d'Parkplazen optesch vuneneen trennen, garantéieren engersäits eng optimal Integratioun an d'Landschaft a schafen anerersäits ee Liewensraum fir Planzen an Insekten.

Souwäit de Bauprogramm an d'Bautereglement et erlaben, gëtt och versicht, d'Emprise um Buedem sou kleng wéi méiglech ze halen. D'École internationale zu Déifferdeng zum Beispill huet ee ganz kompakte Grondrëss. Doduerch, dass d'Sportshal komplett an de Volume vum Bau integréiert ass, gëtt op dem Bauterrain vill manner Fläch versigelt.

Dozou kënnt, dass vill nei Konstruktioune komplett mat engem Gréngdaach bedeckt ginn. Sou kann de Reen op der bebauter Fläch als éischt emol um Daach zréckgehale ginn, iert d'Waasser zäitversat ofleeft. Och dat dréit indirekt zu enger reduzéierter Buedemversigelung bäi.

Fir Verkéiersflächen, wéi Staatsstroossen, déi duerch de Verkéier staark an Usproch geholl ginn, ginn et allerdéngs momentan keng Alternativen zu der bewäerter Bauweis.

ad 2. Nieft dëse Recommandatiounen, sollen d'Gemengen am Kader vun der Gestaltung vun de Siidlungsraim, dat heescht beim Ausschaffe vun de PAGen a PAPen, och eng méi nohalteg Gestioun vum Reewaasser virgesinn. An dësem Kontext huet d'Waasserverwaltung ee Leitfaden ausgeschafft, deen d'Gemengen heizou ënnerstëtzt („Leitfaden für den naturnahen Umgang mit Regenwasser in Siedlungsgebieten Luxemburgs" - https://eau.gouvernement.lu/dam-assets/publications/regenwasserleitfaden/Regenwasserleitfaden-2013-Broschure.pdf).

Dëse Leitfade beschreift d'Moossname fir ee méi natierleche Reewaassermanagement, zum Beispill fir den Offloss ze verzögeren duerch Infiltratiounssystemer, Reewaassernotzung oder d'Notzung vu Gréngdiecher. De Leitfade weist d'wirtschaftlech an ökologesch Virdeeler vun dësen alternative Prozesser a gëtt konkreet Rotschléi iwwer d'Planung an déi praktesch Ëmsetzung. Dëse Leitfaden gëtt aktuell vun der Waasserverwaltung aktualiséiert. D'Iwwerschaffe vum Leitfade gëtt an Zesummenaarbecht mat de Gemengen, Gemengesyndikater, Bureaux d'études an Ëmweltorganisatiounen ausgeschafft.

Donieft ginn d'Gemengen och am Kader vum Klima- an Naturpakt dozou motivéiert, fir Versigelung ze vermeiden an ze reduzéieren. Hei gesäit ënnert anerem d'Moossnam 2.13 aus dem Moossnamekatalog vum Naturpakt vir, datt d'Gemengen eng Decisioun am Gemengerot huelen, fir ee gewësse Prozentsaz un onversigelte Flächen an de Wunnberäicher virzeschreiwen. Wat dëse Prozentsaz méi héich ass, wat d'Gemeng méi Punkten accordéiert kritt.

De Klimapakt 2.0 gesäit an de Moossnamen 1.1.3 an 1.2.3 vir, datt d'Gemenge Konzepter, Strategien a Moossnamen ëmsetze fir d'Upassung un de Klimawandel. An dësem Kontext si gréng Infrastrukturen, dat heescht onversigelt Flächen, ee ganz wichtege Punkt.

Dëst gëtt och an der nationaler Strategie fir d'Upassung un de Klimawandel op verschiddene Plazen ënnerstrach. Esou gesinn zum Beispill d'Moossname BW01 (Upassung vun de Baunormen), I02 (de Klimawandel berécksiichtege bei der Gestaltung vun neien Infrastrukturen), LP01 (de Klimawandel berécksiichtege bei der Gestaltung vun nationalen a lokale Pläng) an d'Moossnam UR02 (Upassungspläng fir urban Infrastrukturen) allkéiers vir, datt een d'Buedemversigelung reduzéiert a vermeit.

ad 3. D'Versigelung vum Buedem ass net bei allem, wat gebaut gëtt, noutwendeg, wéi zum Beispill beim Park & Ride zu Schweebech-Bréck. Hei handelt et sech kengesfalls, wéi et an der parlamentarescher Fro steet, ëm ee Parking aus Makadamm. Ganz am Géigendeel, et ass, wéi och beim Lycée agricole zu Gilsdref, een ekologesche Parking ganz ouni Makadamm. Hei gouf zesumme mat allen Acteure vum Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung no enger Méiglechkeet gesicht, fir den Impakt op d'Ëmwelt sou wäit wéi méiglech ze reduzéieren.

D'Parkplaze bestinn aus „Cordolith-Schotterrasen", wat ee Gemësch aus Buedem a Steng ass, an deem Grassom integréiert ass. Dono, wann d'Gras bis gewuess ass, entsteet eng gréng Parkfläch, respektiv eng Wiss. Dee grousse Virdeel vum Schotterrasen ass, datt déi Parkplazen eng héich Waasserduerchlässegkeet an ee gudde Buedemloftaustausch hunn, wat eng gutt Alternativ zu versigelte Parkplazen duerstellt. D'Waasser, wat bei méi héijen Nidderschléi net am Buedem versickert, fléisst net an d'Kanalisatioun, mee gëtt iwwerflächlech duerch oppe Cunetten an ee Retentiounsbaseng gefouert.

Zousätzlech gouf d'Zirkulatiounsfläch um Parking aus versickerungsfäegem Pawee gebaut. Ausschliisslech an der Entrée vum Parking huet missen ee Schwaarzbelag agebaut ginn, well do de Bustrafick an de Verkéier fir an dat neit Lotissement driwwer leeft. Duerch eng méi grouss Belaaschtung wéi zum Beispill duerch Bussen, déi do d'Kéier maachen, oder allgemeng duerch Autoen, déi driwwer fueren an net just do stationéieren, hätt dat Ganzt mat engem aneren Ënnergrond net gehalen. Donieft goufen am Kader vun de Kompensatiounsmesuren um ganze Parking déi néideg Ökopunkten duerch d'Planze vun Hecken a Beem an duerch d'Uleeë vu Fiichtbiotopen, wéi och Blummen- a Kraiderwisen (magere Flachland-Mähwiesen) kompenséiert. All déi Ausgläichmesurë ginn der Vegetatioun op där Plaz ee faarwegen a villfältegen Aspekt, wat villäicht dem laanschtfuerenden Automobilist net direkt opfält.

Generell ass ze ënnersträichen, datt an Drénkwaasserschutzzonen d'Versickere vu potenziell verschmotztem Waasser d'Drénkwaasserqualitéit beaflosse kann. Aus dësem Grond gëllen an dëse Gebidder besonnesch Oploen a verschidde Verbueter, wat Infiltratiounen ubelaangt.

Zu gudder Lescht bleift nach ze soen, datt déi ganz Iddi, déi hannert dem Parking Schweebech-Bréck stécht, souwisou am Interessi vun der Ëmwelt ass. Domat soll nämlech de Covoiturage, respektiv d'Weiderfuere mam Bus a Richtung Stad, encouragéiert ginn.

Question 5334 (02.12.2021) de **Mme Chantal Gary** *(déi gréng)* concernant **l'égalité femmes-hommes dans l'arbitrage sportif :**

Dans les sports d'équipe, les femmes actives au niveau de l'arbitrage ne représentent qu'une minorité des arbitres au niveau national. Ceci est particulièrement vrai pour les catégories d'âge et les ligues supérieures. Alors qu'il est normal que les arbitres masculins interviennent sur des parties opposant des équipes féminines, le contraire ne s'observe que très rarement dans la pratique.

Sachant que de manière générale, l'arbitrage sportif souffre de sous-effectifs, et que le recrutement davantage de femmes constitue une piste à suivre afin d'y remédier, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports et à Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :

1) Combien de nouvelles licences d'arbitrage l'ENEPS émet-elle chaque année au niveau des sports d'équipe ? Quelle est l'évolution du pourcentage de femmes parmi les nouvelles licences sur les dix dernières années ?

2) Des efforts d'information et de recrutement de nouveaux arbitres féminins sont-ils entrepris ? Dans l'affirmative, lesquels ?

3) Afin d'accroître la visibilité et partant l'attractivité de la fonction de l'arbitre féminin dans le sport, ne faudrait-il pas veiller à les attribuer de manière plus systématique aux parties opposant des équipes masculines ?

Réponse commune (17.01.2022) de **M. Georges Engel,** *Ministre des Sports,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :*

ad 1) Au cours des dix dernières années, l'ENEPS a émis en moyenne 40,5 brevets d'État d'arbitrage par année dans les sports d'équipe avec un pourcentage moyen de 18,8 % de femmes ce qui représente en moyenne six brevets d'État par année.

À noter que les pourcentages en brevets d'États pour arbitres féminins varient fortement d'année en année avec au cours des dix dernières années des extrêmes de 3 % en 2019 à 38 % en 2021.

Le tableau ci-joint montre l'évolution des pourcentages :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2) Le recrutement d'arbitres, voire d'arbitres féminins, relève évidemment de la responsabilité des différentes fédérations sportives. Il en était ainsi lors de la campagne #norefnogame lancée par plusieurs fédérations sportives en 2017, lors de laquelle la parité des sexes a été mise en avant dans les différents visuels. Plus récemment, la FLF, dans son plan stratégique 2022-2026, dans le contexte de la promotion de l'arbitrage en général, a retenu l'objectif d'inspirer et de recruter spécifiquement plus de femmes arbitres.

ad 3) Cette question relève essentiellement de la compétence des organes respectifs des fédérations sportives et ce notamment en vertu du principe de l'autonomie du sport ancrée dans la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le sport. D'ailleurs cette pratique est chose courante au sein de certaines fédérations sportives.

D'une manière générale, l'exemple relatif à l'arbitrage féminin dans le sport est représentatif pour les efforts à mener en matière de promotion de l'égalité des sexes dans le sport qui est justement repris dans le Plan d'action national pour une égalité entre les femmes et les hommes.

Le Ministère de l'Égalité entre femmes et hommes mise sur une approche multidimensionnelle :

- en promouvant la recherche dans le domaine des stéréotypes sexués et ses effets sur la société à travers une coopération avec l'Université du Luxembourg ;

- en mettant en œuvre une large campagne d'information et de sensibilisation contre le sexisme en se basant sur la campagne « Sexisme : Vois-le, dis-le, stoppons-le ! » du Conseil de l'Europe, qui inclut également le sexisme dans le sport ;

- en cherchant le dialogue avec les acteurs clés, dont - en ce qui concerne le sport - le Ministère des Sports, le Conseil supérieur des sports, les fédérations sportives, le COSL et la presse sportive.

Des discussions sont en cours pour mettre en place cette collaboration visant, à moyen terme, la mise en place d'un plan d'action d'égalité dans le sport.

Question 5362 (08.12.2021) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant l'**entretien des pistes cyclables :**

D'Fërderung vun der doucer Mobilitéit ass eng vun de Prioritéite vun der Regierung, dat net just am Kampf géint de Klimawandel, mee och, fir e Mentalitéitswiessel hin zu enger méi multimodaler an nohalteger Approche an der Mobilitéit zu Lëtzebuerg ze encouragéieren. An deem Kader goufen z. B. net just speziell Primme fir de Kaf vun engem Vëlo oder Pedelec agefouert, et gouf a gëtt och den nationale Vëlospistereseau kontinuéierlech ausgebaut.

Allerdéngs ass et besonnesch an der naasser Joreszäit op ville Plaze sou, dass Blieder, Knascht a Bulli op de Vëlospiste leien, déi souwuel e Sécherheetsrisiko fir Cyclisten duerstellen, wéi och generell d'Leit net onbedéngt encouragéieren, de Vëlo ze huelen, sief et fir op d'Schaff oder soss Deplacementer.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Ginn déi staatlech Vëlospiste reegelméisseg gebotzt respektiv ënnerhalen?

2. Wann net, ass virgesinn, dëst an Zukunft méi systematesch ze maachen, besonnesch wärend den Hierscht- a Wantermëint?

3. Weess den Här Minister vun Accidenter vu Cyclisten, déi op de schlechten Zoustand vun enger Vëlospist zréckzeféiere wieren?

4. Wéi vill Meldunge krut d'Administration des ponts et chaussées an de leschten dräi Joer iwwer den Zoustand vu Vëlospisten?

Réponse (26.01.2022) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. + 2. Als éischt gëllt et ze betounen, dass een tëscht dem konstruktiven an dem lafenden Ënnerhalt vun de staatleche Vëlospiste muss ënnerscheeden.

Laut dem modifizéierte Gesetz vum 28. Abrëll 2015 iwwert den nationale Vëlosreseau, sinn d'Ponts et chaussées fir de konstruktiven Ënnerhalt vun den nationale Vëlospisten, déi ausseruerts an inneruerts op Staatsstroosse verlafen, zoustänneg. Zum konstruktiven Ënnerhalt zielt ënner anerem d'Flécke vu Räss, d'Schléisse vu Fouen, Accotementer, respektiv d'Erneiere vum ganze Belag. D'Ausnam vun däser Reegel sinn national Vëlospisten, déi op enger Gemengestrooss inneruerts verlafen, hei fält de konstruktiven Ënnerhalt an d'Kompetenze vun der Gemeng.

De konstruktiven Ënnerhalt gëtt, wann d'Wiederkonditiounen et zouloossen, vu de Ponts et chaussées iwwert dat ganzt Joer gemaach. Déi meeschten Aarbechte ginn allerdéngs am Fréijoer an am Summer gemaach.

De lafenden Ënnerhalt fält allgemeng ënnert den Zoustännegkeetsberäich vun de Gemengen. Ënnert dem lafenden Ënnerhalt versteet sech ënner anerem d'Botze vun der Strooss, de Kanalisatiounen, den Equipementer, d'Fortmaache vu Graffitien op den Ouvragen, d'Botze vun der Beliichtung (déi net zur der ëffentlecher Beliichtung vun der Strooss gehéiert), ewéi och d'Schneide vun de Beem an Äscht an de Wanterdéngscht.

Dobäi ass ze bemierken, dass follgend dem Artikel 6 quater, de lafenden Ënnerhalt vu Vëlosexpressweeër vun de Ponts et chaussées assuréiert gëtt.

[3] Art. 15 de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière

[4] Covid-19-Patienten, déi kënschtlech hu misse beotemt ginn, sinn hei mat dran.

ad 3. Mir läit keng Statistik iwwert Accidenter vu Cyclisten op den nationale Vëlospiste vir. Et ass dobäi awer ze erwänen, dass d'Vëlospisten am allgemengen an engem gudden Zoustand sinn.

ad 4. Säit 2017 kann all Reklamatioun oder Commentaire zum Zoustand vun de Vëlospisten op d'E-Mail-Adress pistescyclables@pch.etat.lu geschéckt ginn. Am Fall wou d'Ponts et chaussées net zoustänneg sinn, ginn dës Mailen un déi zoustänneg Gemenge weidergeschéckt.

Am Joer 2019 krut d'Ponts et chaussées 18 Meldungen, 2020 waren et der 14 an 2021 nach 7 iwwert den Zoustand vu Vëlospisten eran. Dobäi muss een awer nach soen, dass och Reklamatiounen iwwert net gebotzte Vëlosweeër bei d'Ponts et chaussées erakommen, wou awer déi jeeweileg Gemengen zoustänneg sinn.

Question 5368 (09.12.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **digitalisation des registres de la population des communes :**

D'Lëtzebuerger Kathoulesch Kierch stellt via de Site https://data.matricula-online.eu/de/LU/luxemburg/Daten zu den Dafen, Bestietnisser a Stierffäll aus dem 18., dem 19. an dem 20. Joerhonnert zu Lëtzebuerg fräi zur Verfügung.

Iwwert dëse Wee kënnen all Biergerinnen a Bierger Recherchë maachen iwwert d'Famille vun „deemools" an et kënnen och ganz Duerfchroniken analyséiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi steet d'Ministesch dozou, och d'Populatiounsregëster vun de Gemengen online zur Verfügung ze stellen? Wann d'Ministesch dëser Propos favorabel géigniwwer steet, wéi een Zäitraum vun Daten (Joergäng) kéinten de Bierger hei accessibel gemaach ginn?

2. Wéi steet d'Ministesch zu der Propos, fir al Populatiounsregëster och a Papeierform op de Gemengen de Biergerinnen a Bierger zur Verfügung ze stellen?

3. Ginn d'Donnéeën aus de Populatiounsregëster haut schonn all digital an enger Datebank gespäichert?

Réponse (22.12.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Dozou ass fir d'éischt emol ze bemierken, dass d'Populatiounsregëstere just aktuell Donnéeën zu der administrativer Situatioun vun de Persounen ophuelen, déi ageschriwwe sinn, an dass keen Historique dovunner gemaach gëtt. De Populatiounsregëster kann een also guer net mat den Donnéeën aus den dräi leschte Joerhonnerte vergläichen, déi d'kathoulesch Kierch ëffentlech zur Verfügung stellt.

Ausserdeem imposéiert et sech, e gewëssene Grad u Vertraulechkeet ze garantéiere wéinst der Sensibilitéit vun den Donnéeën iwwert d'Persounen, déi am Populatiounsregëster agedroe sinn. Dofir gesäit dat ofgeännert Gesetz vum 19. Juni 2013 iwwert d'Identifizéierung vun de physesche Persounen am Kapitel 3 speziell Dispositiounen zur Protektioun vun den Donnéeë vir. Ech zitéieren notamment den Artikel 41: « Les données ou listes de données figurant au registre national ou communal ne peuvent être communiquées à des tiers. Cette interdiction ne vise pas les autorités, administrations, services, institutions ou organismes habilités, par ou en vertu de la loi, à obtenir de telles données ou listes de données et ce pour les informations sur lesquelles porte cette habilitation. »

Question 5372 (09.12.2021) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant les **terrains potentiellement urbanisables :**

Enn November hunn de Minister fir d'Landesplanung an de Logementsminister nei Zuelen iwwert Baulandreserven zu Lëtzebuerg presentéiert. Laut rezenten Etüden hätt Lëtzebuerg 5.000 Hektar u Baulandreserven, vun deenen eng 3.750 Hektar fir de Logement kéinte genotzt ginn. Laut Landesplanungsminister wiere fir méi wéi 300.000 Leit Flächen an de Bauperimeteren, dofir misste Bauperimeteren net vergréissert ginn an domadder misst net méi Natur futti gemaach ginn, fir de Wunnengsbauproblem zu Lëtzebuerg ze léisen. Fir d'Etüde gouf mat 89 Gemengen zesummegeschafft.

Wéissend, dass bis dato ëmmer vun 2.900 Hektar u Baulandreserve riets gaangen ass, wollt ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Sinn déi zousätzlech 850 Hektar Flächen, déi bei der Reform vun de PAGen zousätzlech an de Gemengen ausgewisen an an de Bauperimeter erageholl gi sinn?

2. Kann den Här Landesplanungsminister eis eng genau Opléschtung vun de Fläche pro Gemeng zoukomme loossen, esouwuel wat de Wunnengsbau an awer och d'Zone économique/industrielle ugeet?

3. Wéi vill Prozent vun deenen 3.750 Hektar pro Gemeng si Baulücken a wéi vill Prozent si Gréngflächen, wou nach kee PAP gemaach ginn ass?

4. Handelt et sech bei de Gréngflächen an der Reegel ëm Flächen, déi an enger Hand sinn oder muss bei dëse Flächen nach een opwendege Remembrement urbain gemaach ginn?

5. Wat ass d'Estimatioun vun der Regierung, wéi laang et am Schnëtt dauert, bis datt dës Gréngflächen duerch déi administrativ Prozedur sinn, bis déi Fläche lotisséiert sinn, a wéi laang et dauert, bis datt déi éischt Wunnengen op dëse Fläche gebaut kënne ginn?

Réponse commune (13.01.2022) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Aménagement du territoire,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

ad 1. Wann een d'Resultater vun de Flächereserve fir Wunnzwecker vun 2016 an 2020/2021 vergläicht, sinn et 2020/2021 effektiv zousätzlech 886 ha, déi fir Wunnzwecker zur Verfügung stinn. Dësen Ënnerscheed kënnt zu engem klengen Deel duerch Ännerunge vum Bauperimeter, mee et ginn awer och eng Rei aner Ursaachen:

- 2020/2021 sinn nëmme PAGe betruecht ginn, déi nom Gesetz vun 2004 respektiv 2011 opgestallt gi sinn an entweeder geneemegt waren oder an der Prozedur waren. 2016 haten déi meescht Gemengen nach ee PAG, dee laut dem Gesetz vun 1937 opgestallt ginn ass. Wann een d'Bauland fir Wunnzwecker vun 2020/2021 mat deem vun 2016 vergläicht an ëmgedréint, kënnt een zu follgende Resultater:

• 492 ha vum aktuelle Bauland fir Wunnzwecker wieren nom Stand vum PAG vun 2016 a kengem bestëmmte Zoning gewiescht an hätten a sougenannte „zones non affectées" geleeën. Heibäi handelt et sech an den ale PAGen ëm Zonen, op deenen ee PAP huet misse gemaach ginn, mee ouni datt déi spéider Notzung preziséiert war, soudatt een net wousst, ob dës Zone fir Wunnzwecker, Aktivitéitszonen oder aner Zwecker virgesi wieren. Dat selwecht gëllt fir d'ZAD-Zonen oder Zone à études etc., bei deenen d'Notzung net preziséiert war. An den neie PAGen ass déi zukünfteg Bestëmmung iwwerall uginn.

• Wann een déi aktuell Wunnreserve kuckt, da wieren 264 ha dovunner 2016 net am Bauperimeter gewiescht. Mee do donieft ass et awer och wichteg ze soen, datt de Bauperimeter zwar op där enger Säit méi grouss gëtt, mee datt et awer och Fäll ginn, wou e méi kleng gëtt. Wann ee lo d'Wunnreserve vun 2016 kuckt, da wieren 150 ha dovunner haut net méi am Bauperimeter. Alles an allem wieren dann ongeféier 113 ha duerch d'Erweiderung vum Bauperimeter derbäikomm.

• Zousätzlech sinn 109 ha Wunnbauland wéinst aneren Notzungsännerunge vum PAG dobäikomm.

- Doriwwer eraus ginn et och Ännerungen an der Methodologie vun der Erhiewung, déi un d'Raum+-Method ugepasst ginn ass. Dës Ënnerscheeder sinn op verschiddenen Niveauen:

• Duerch dat direkt Gespréich mat de Gemenge ginn et Ënnerscheeder, well verschidden Terrainen, déi um Loftbild als net bebaubar erschéngen, vun der Gemeng als bebaubar ugesi ginn, oder ëmgedréint.

• Bis 2016 si bebauten Terrainen ni als Bauland betruecht ginn. Lo ass et allerdéngs sou, datt an den Nouveau-quartier-Zonen (NQ), Gebaier wéi Scheieren, Ställ o. ä. als Bauland betruecht gi si, well d'Gemengen et deementspriechend ugesinn. Wa sech am Gespréich mat de Gemengen erausgestallt huet, datt och d'Wunnhaiser an den NQ-Zone solle mat a Betruecht geholl ginn, ass dat och gemaach ginn, anerwäerts sinn se erausgeschnidde ginn.

• D'Methodologie ass awer och bei de Parzelle mat Verdichtungspotenzial ugepasst ginn. Bis 2016 ass een Terrain, op deem ee Gebai stoung, als bebaut ugesi ginn, egal ob den Terrain an zwou verschiddenen Zonen innerhalb vum PAG louch oder net, oder ob en nach Verdichtungspotenzial huet. Bei der neier Method ass eng Parzell, déi an zwou verschiddenen Zone vum PAG läit, als zwee eegestänneg Terrainen ugesi ginn. Doriwwer eraus sinn awer och Terrainen déi scho bebaut sinn, mee wou nach een zousätzlechen Deel dovunner kéint verdicht ginn, och als zousätzlecht Bauland betruecht ginn.

- Zousätzlech ass d'Berechnungsmethod ugepasst ginn:

• Bis 2016 si 75 % vum Flächepotenzial vun der gemëschter Zon als Wunnbauland betruecht ginn (souwéi 100 % vum Flächepotenzial an de Wunnzonen). Bei der ugepasster Method sinn 100 % vun de gemëschten Zonen als Bauland erfaasst ginn. Déi nei PAGen erlaben et, fir kënnen unhand vun de Koeffizienter, déi digital am PAG definéiert sinn, d'Wunndicht pro Terrain ze berechnen. Fir dem Ënnerscheed tëschent de Wunnzonen an de gemëschten Zone gerecht ze ginn, ass keen Ënnerscheed um Niveau vun der Gesamtfläch gemaach ginn, mee d'Wunnkapazitéit (also d'Zuel vun de Wunnengen déi kënne gebaut ginn) ass ugepasst ginn. Wann ee lo géif kucken, wéi vill Flächen 2020/2021 géifen zur Verfügung stoen, wann ee genee wéi 2016 nëmme 75 % vun der Fläch vun de gemëschten Zone betruecht hätt, dann hätt een 3.602 ha amplaz vun 3.732 ha.

- Et dierf een awer och net vergiessen, datt et doriwwer eraus och nach aner Ännerunge ginn. Wann et nämlech keng Ännerungen am PAG gi wieren, an och wann d'Method genee déi selwecht gewiescht wier, ass den Ënnerscheed tëschent dem Stand vum Baupotenzial vun zwee verschiddene Joren net ausschliisslech duerch d'Consommatioun vu Bauland bedéngt:

• Et gi Gebaier ofgerappt, soudatt neit Bauland entsteet.

• D'Parzelle sinn net statesch, mee si änneren am Laf vun der Zäit, wat Auswierkungen op d'Bauland huet.

Dacks spillt awer net nëmmen eng Ursaach eng Roll, mee bei engem Terrain kann een een Zesummespill vu verschiddenen Ursaachen hunn.

ad 2. Am nofollgenden Tablo ginn d'Donnéeë pro Gemeng duergestallt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3. Am Ganze ginn et 3.732 Hektar Bauland fir Wunnzwecker. Vu deene sinn 618 Hektar Baulücken (16,6 %) an 141 Hektar sougenannte Baulücke „Minus" (3,8 %). D'Baulücke „Minus" änelen de Baulücken, mee den Ënnerscheed ass, datt se nach net komplett parzelléiert oder erschloss sinn oder aus rechtleche Grënn net direkt bebaubar sinn, wärend d'Baulücken direkt mat enger Baugeneemegung kënne bebaut ginn.

Déi aner Kategorie vu Bauland sinn d'Bannenentwécklungspotenzialer an d'Baussereserven. Als kleng Prezisioun bleift ze soen, datt d'Terrainen, déi net bebaut sinn, net automatesch Gréngfläche sinn, mee wéi virdrun erkläert, kënnen et och an den NQ-Zonen Terraine sinn, déi bebaut sinn an déi duerch ee PAP wäerten ëmstrukturéiert ginn.

Et ginn 1.120 ha Bannenentwécklungspotenzialer (30,0 % vu sämtleche Wunnreserven) an 1.853 ha Baussereserven (49,6 %). Innerhalb vun de Kategorië vun de Bannenentwécklungspotenzialer an de Bausserreserven zesummegeholl, ass op 337 ha ee PAP net geneemegt ginn (9,0 % vu sämtleche Wunnreserven) an op 2.635 ha ass e PAP geneemegt ginn (70,6 %).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 4. D'Bannenentwécklungspotenzialer, d'Baussereserven an och d'Baulücke „Minus" kënnen aus méi wéi enger Parzell bestoen, wärend d'Baulücke jeeweils aus enger eenzeger Parzell bestinn.

D'Bannenentwécklungspotenzialer an d'Baussereserven, déi all innerhalb vum Perimeter leien, zesummegeholl entspriechen 2.973 ha. Dës Terraine si meeschtens aus verschiddene Parzellen zesummegesat. Déi Terrainen, déi mindestens zwee verschidde Proprietären hunn, entspriechen 2.436 ha. Op 396 ha ginn et zwee verschidde Proprietären, op 304 ha ginn et dräi Proprietären. Bei 718 ha ginn et zéng oder méi Proprietären.

ad 5. Wärend dem Erhiewungsgespréich mat de Gemengen, hunn d'Gemengevertrieder fir all Terrain ofgeschat, wéi laang datt et dauert, bis ugefaange ka gi mat bauen. Heibäi hunn se geschat, wéi laang datt d'Prozeduren daueren, an awer och, wéi den Interessi vun de Proprietären ass. D'Resultat vun dëse Schätzunge fënnt sech och an de publizéierten Etüden:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

No dëser Aschätzung kéinten an den nächste fënnef Joer ronn 37.800 Wunnenge gebaut gi fir ca. 87.000 Awunner.

Question 5373 (10.12.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **syndrome de la Havane :**

Tëscht 2016 an 2020 gouf bei amerikaneschen Diplomaten an anere Regierungsbeamten ee Krankheetsbild festgestallt, wat d'Dokteren net kloer anuerdne konnten. No engem Drockgefill am Kapp hunn d'Beamten ë. a. Schwindel, Iwwelkeet a Schied um Gehier erlieft. Den éischte bekannte Fall gouf 2016 zu Havanna festgestallt, mëttlerweil ginn d'Autoritéite vun 130 méigleche betraffenen amerikanesche Beamten a ville verschiddene Länner aus. Et ass net kloer, wien oder wat responsabel ass, fir dës „anomalous health incidents". Russland gëtt vun Amerika als méigleche Schëllege genannt. Amerikanesch Fuerscher solle laut „New York Times" amgaange sinn, un engem Apparat ze schaffen, deen den „Havanna Syndrom" kéint ausléisen. Den 8. Oktober huet de President Biden den Havana Act ënnerschriwwen, ee Gesetz wat d'amerikanesch Beamten am Fall vun neurologeschen Attacke soll besser finanziell ofsécheren. Am Havana Syndrome Attacks Response Act gi méiglech Sanktioune géint Persounen an och Länner festgehalen, wann eng Schold géing festgestallt ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aussenugeleeënheeten an Europa dës Froe stellen:

1. Ass dëse Sujet bei Gespréicher tëscht dem Minister a sengen Homologen opkomm?

2. Wéi positionéiert Lëtzebuerg sech par rapport zu dëse Virfäll?

3. Gesäit de Minister d'Gefor, dass sech „anomalous health incidents" och kéinten op héich Beamten an Diplomaten aus EU-Länner auswäiten?

4. Huet d'USA schonn seng NATO-Partnerlänner ëm Hëllef gefrot?

5. Wéi d'„New York Times" an engem Artikel vum 24. Mee 2021 schreift:

"U.S. national security agencies have a program under way to develop effective countermeasures. They are currently looking into what it might take to build a device that can cause brain injuries similar to those which have been observed in Havana syndrome patients. As part of that effort, scientists at a military laboratory are planning on exposing primates to pulsed microwave radiation and then studying their brains."

Wéi positionéiert sech Lëtzebuerg par rapport zur Entwécklung vun enger Maschinn, déi soll kënne Schied um Gehier ervirruffen?

Réponse (11.01.2022) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

De sougenannten „Havanna Syndrom" ass an eise Kontakter bis ewell net opkomm, a mir hu keng Informatiounen, déi iwwert déi erausginn, déi an der Press ze fanne sinn.

Question 5374 (10.12.2021) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant les **statistiques sur les appartements vendus en état futur d'achèvement :**

Lors de la Commission parlementaire du Logement du 17 octobre 2019, les députés ont été informés qu'au niveau des prix des appartements en construction, respectivement de vente en état de futur achèvement (VFA) le Statec retrace l'évolution des appartements « pour propriétaires-occupants », soumis au taux de TVA super-réduit de 3 %, ainsi que l'évolution des appartements « pour investissement » soumis quant à eux au taux de TVA ordinaire de 17 %.[5]

De plus, lors de ladite réunion, nous avons été informés qu'une hausse considérable du nombre d'appartements « pour investissement » a été constatée à Cessange (Cloche d'Or) ; ainsi les ventes desdits appartements « pour investissement » dans ce quartier de la ville de Luxembourg sont passées de 16 en 2018 à 177 en 2019.

Or, les responsables du Statec et du LISER nous ont informé que ces données concernant les ventes en futur état d'achèvement ne sont pas systématiquement publiées.

Vu qu'il s'agit d'informations importantes et afin de bien pouvoir analyser le marché du logement, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement, à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent nous communiquer un tableau contenant le nombre total des ventes d'appartements, le nombre total des appartements vendus à construire, le nombre total des appartements vendus en état futur d'achèvement, le nombre total des « VFA pour propriétaires occupants » ainsi que le nombre total des « VFA pour investissement » pour les années 2019, 2020 et 2021 ?

2) Messieurs les Ministres voudraient-ils nous communiquer ces statistiques pour toutes les années pour lesquelles cette sous-série des VFA a été établie mais non publiée ?

3) Est-ce qu'une répartition territoriale pour les « VFA pour investissements » peut être établie pour les dix dernières années (de 2010 à 2020), afin d'avoir une vue géographique de ces investissements ?

4) Pour les années 2019, 2020 et 2021, est-ce que Messieurs les Ministres ont pu constater une hausse dans des quartiers spécifiques pour les « VFA pour investissement » ?

5 Voir pour le détail : Commission du Logement, Procès-verbal de la réunion du 17 octobre 2019, p. 6 à 7.

Réponse commune (11.01.2022) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement,* de **Mme Yuriko Backes,** *Ministre des Finances,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1) Les statistiques ci-dessous s'appuient sur les données de la publicité foncière, système informatique qui relie les notaires à l'Administration de l'enregistrement et des domaines ainsi qu'à l'Administration du cadastre et de la topographie. Il s'agit donc de statistiques basées sur les actes notariés, qui permettent de distinguer clairement les ventes d'appartements existants et les ventes d'appartements en construction (VEFA - Ventes en état futur d'achèvement).

Depuis la réforme de la TVA-logement entrée en vigueur au 1er janvier 2015, il est également possible de décomposer les ventes d'appartements en construction (VEFA) selon le taux de TVA appliqué : en règle générale, les « propriétaires-occupants » sont soumis au taux de TVA super-réduit de 3 % (dans la limite d'une faveur fiscale totale de 50.000 €), alors que les « investisseurs » (ayant déjà une résidence principale et envisageant la mise en location du bien nouvellement acquis) sont quant à eux soumis au taux de TVA ordinaire de 17 %.

Le tableau 1 ci-dessous décompose le nombre total d'appartements vendus pour les années 2019, 2020 et 2021. Il faut toutefois souligner que les statistiques pour l'année 2021 sont incomplètes pour l'instant : elles ne tiennent compte que des trois premiers trimestres de l'année. Notons également que ces statistiques reflètent les volumes de transactions après sélection, traitements et rejets des extrêmes, tel qu'expliqué dans le document méthodologique conjoint du Statec et de l'Observatoire de l'habitat :

https://logement.public.lu/dam-assets/documents/observatoire-habitat/Methodologie-PrixVenteAppartements-2013-12.pdf

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2) Il est possible de décomposer les ventes d'appartements en construction (VEFA) selon le taux de TVA appliqué depuis la réforme de la TVA-logement entrée en vigueur au 1er janvier 2015.

Le tableau 2 reporte donc ces statistiques sur la période 2015-2021.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3) Il est possible de réaliser une telle décomposition des ventes d'appartements en construction (VEFA) selon le taux de TVA appliqué depuis la réforme de la TVA-logement entrée en vigueur au 1er janvier 2015.

Le tableau 3 reporte ces statistiques sur la période 2015-2021, en utilisant le découpage du territoire retenu par le Statec et l'Observatoire de l'habitat dans leur publication conjointe « Le logement en chiffres ». Il présente cinq zones géographiques correspondant à des cantons ou à des regroupements de cantons.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 4) Au vu des statistiques présentées précédemment, des changements structurels sont difficilement perceptibles, d'autant plus que l'année 2021 est encore incomplète. Il est toutefois à noter que le nombre de transactions portant sur des appartements en construction (VEFA) aux trois premiers trimestres 2021 est en baisse par rapport aux niveaux d'activités relevés aux mêmes périodes en 2019 et 2020, alors que les niveaux d'activité se sont maintenus à des niveaux élevés pour le marché de la vente d'appartements existants sur la même période. Il est à ce stade difficile de conclure quant aux raisons de cette baisse du nombre de transactions pour les appartements en construction, qui pourrait être le signe d'une décélération des mises en chantier ou de la commercialisation de nouveaux logements, ou plus simplement un phénomène transitoire lié au report de nouveaux chantiers en fin d'année 2020. Les prochains mois fourniront ici des indications précieuses.

En revanche, il est intéressant de noter que la proportion relative des ventes d'appartements en construction entre propriétaires-occupants et investisseurs fluctue beaucoup au cours des années. En moyenne, les investisseurs ont acquis 40,4 % des appartements vendus en état futur d'achèvement entre 2015 et 2021. En 2019 et 2020, la part représentée par les investisseurs locatifs (42,1 % en 2019, puis 40,7 % en 2020) avait nettement augmenté pour retrouver des niveaux relevés avant 2017. En 2021, en revanche, cette proportion s'est nettement réduite : seules 36,6 % des transactions en VEFA avaient été réalisées par des investisseurs aux trois premiers trimestres de l'année 2021. Ceci suggère que la baisse de l'activité sur le marché des appartements en construction aux trois premiers trimestres 2021 pourrait provenir d'une baisse de la demande de la part des investisseurs locatifs, elle-même probablement liée en partie aux changements dans les contraintes d'emprunt et la fiscalité de l'investissement immobilier (réduction du taux et de la durée de l'amortissement accéléré), au 1er janvier 2021.

Le tableau 3 ci-dessus suggère également que c'est dans le canton de Luxembourg que la baisse de la demande émanant des investisseurs locatifs a été la plus marquée aux trois premiers trimestres 2021 : alors que le canton de Luxembourg représentait en moyenne 45,7 % des ventes d'appartements en construction réalisées par des investisseurs, cette part s'est réduite à 34,8 % aux trois premiers trimestres de l'année 2021. Une explication potentielle pourrait être la forte hausse des prix et la baisse subséquente des rendements locatifs bruts à Luxembourg-ville, qui expliqueraient un déplacement des ventes vers des zones où les rendements locatifs bruts sont supérieurs.

Si l'on regarde plus précisément au niveau des communes et/ou quartiers, deux observations peuvent être ajoutées. D'une part, l'augmentation de la part des appartements en construction acquis par des investisseurs qui étaient localisés dans le canton de Luxembourg sur les années 2019-2020 était probablement en relation avec la vente des appartements dans la Cloche d'Or. D'autre part, un phénomène particulier est notable dans la zone Est du pays, qui correspond aux cantons d'Echternach, de Grevenmacher et de Remich : une augmentation importante du nombre d'appartements en construction au deuxième semestre 2020 et en début d'année 2021, avec par exemple la construction d'un nouveau lotissement à Mondorf-les-Bains (incluant notamment 46 appartements vendus en état futur d'achèvement au dernier trimestre 2020).

Question 5376 (10.12.2021) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**agence eSanté :**

Lescht Woch huet d'AMMD staark Virwërf un d'Adress vun der Agence eSanté formuléiert. Dobäi ass souguer och vun Dysfonctionnementer rieds gaangen.

An dësem Kontext wéilt ech gäre follgend Froen un den Här Minister fir sozial Sécherheet stellen:

1. Wéi héich ass de Budget, deen d'Agence eSanté vun hirer Grënnung un allouéiert kritt huet - am Total an opgeschlësselt no Joer?

2. Wéi eng extern Entreprisë kruten a kréien ëffentlech Suen - vun der Grënnung vun der Agence eSanté un a Stand haut?

3. Wéi héich ass de Betrag, deen am Ganze fir extern Entreprisen an deem Beräich ausgi gouf?

4. Wéi vill Soumissions publiques goufen erageereecht säit der Grënnung vun der Agence eSanté?

5. Wéi vill Sue goufen engagéiert, ouni dass eng Soumission publique opgemaach ginn ass?

6. Huet den Här Minister Kenntnis vun enger - privater oder professioneller - Relatioun vum Direkter vun der Agence eSanté mat enger Firma aus deem Beräich, éier hie seng Funktiounen opgeholl huet an dës Firma ugefaangen huet, fir d'Agence eSanté ze schaffen?

Réponse commune (11.01.2022) de **M. Claude Haagen,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. De Finanzement vun der Agence eSanté ass am Artikel 60ter, 3. Alinea vum Code vun der sozialer Sécherheet definéiert:

« Le financement des missions de l'Agence définies à l'alinéa 1 est pris en charge à raison de deux tiers par la Caisse nationale de santé et d'un tiers par l'État. L'Agence peut acquérir des fonds d'autres sources. »

D'Missioune vun der Agence eSanté sinn am selwechten Artikel, 1. Alinea definéiert:

« Il est mis en place une Agence nationale des informations partagées dans le domaine de la santé », désignée ci-après par l'"Agence" qui a pour missions :

1) la réalisation, le déploiement, l'exploitation et la gestion administrative et technique d'une plateforme électronique nationale d'échange et de partage de données de santé, ainsi que d'applications et de systèmes informatiques de santé à l'échelle nationale, comportant :

- le dossier de soins partagé dont question à l'article 60quater ;
- d'autres projets informatiques à envergure nationale visant à faciliter l'échange, le partage ou une meilleure utilisation des données de santé ;
- les systèmes électroniques de communication avec la plateforme et ses applications, les mécanismes de sécurité et les autres services de base y liés ;
- la communication de données avec des plateformes similaires dans d'autres États membres de l'Union européenne ;

2) la promotion de l'interopérabilité et de la sécurité dans la mise en place de systèmes d'information de santé, moyennant :

- la production et la promotion de référentiels contribuant à l'interopérabilité et à la sécurité des systèmes d'information de santé ;
- la mise en œuvre d'une convergence des systèmes d'information de santé grâce à l'implémentation des référentiels d'interopérabilité ;
- la veille des normes et standards pour les systèmes d'information en santé ;
- la collaboration avec les organisations internationales en charge de la standardisation dans le domaine des systèmes d'information de santé ;

3) l'établissement et la tenue à jour d'un schéma directeur des systèmes d'information de santé, déclinant une stratégie nationale, articulée avec les priorités sanitaires du pays d'une part et les besoins d'échange et de partage des acteurs du secteur d'autre part. Ce schéma directeur organise en outre les projets et activités directement ou indirectement gérés par l'Agence, ainsi que les autres projets stratégiques de systèmes d'information contribuant au partage et à l'échange de données de santé, gérés directement par les acteurs du secteur ;

4) le conseil des autorités de tutelle en matière des choix stratégiques des systèmes d'information de santé ;

5) l'information des patients et prestataires sur les modalités opérationnelles et les mesures de sécurité en rapport avec le dossier de soins partagé et la plateforme électronique nationale d'échange et de partage de données de santé. »

De follgenden Tableau retracéiert de Budget vun der Agence eSanté, deen an engem Contrat d'objectifs et de moyens (COM) definéiert ass:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - *Questions parlementaires - rechercher n° de la question).*

Zousätzlech hat d'Agence eSanté fir d'Joer 2012 e Budget vun 3 Milliounen (1 Millioun € vum Staat an 2 Millioune € vun der Gesondheetskeess) kritt, fir kënnen dat néidegt Personal ze rekrutéieren a sech administrativ an technesch opzestellen, fir d'Missiounen, déi am Code virgesi sinn, och ëmzesetzen.

Den neie COM fir d'Joren 2022-2024 ass amgaangen, opgestallt ze ginn.

D'Konte vun der Agence eSanté ginn och all Joer vun engem agreéierte Réviseur d'entreprises kontrolléiert an an der Generalversammlung approuvéiert.

ad 2. Fir datt d'Agence eSanté hir Missiounen an Objektiver erfëllt, gräift d'Agence eSanté op verschidden extern Acteuren zeréck, déi a verschiddene Beräicher spezialiséiert sinn.

Esou goufen zënter 2013 eng Rei Firme bei verschiddenen Zorte vun ëffentlechen Ausschreiwungen ausgewielt, esou wéi déi legal Prozedur vun den ëffentlechen Ausschreiwungen et virgesäit. Dat waren haaptsächlech MIPIH, NexThink, POST Luxembourg, Orchester, BMS. Dozou koumen nach eng Rei méi kleng Betriber fir punktuell Aarbechten, grad ewéi eng Rei Lëtzebuerger Firmen, déi ënner deene selwechte Konditiounen ausgewielt goufen, fir d'Sécherheet vun der Lëtzebuerger eSanté-Plattform ze garantéieren an ze testen.

ad 3. Am follgenden Tableau stinn déi op- bzw. ofgeronnt Montante fir déi extern Prestatairen, opgelëscht no Beräich:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - *Questions parlementaires - rechercher n° de la question).*

ad 4. + 5. Mat Ausnam vun der Covid-19-Pandemiephas, wärend där e puer Betriber iwwert d'Procédure d'urgence impérieuse hu missen ausgewielt ginn, hunn all déi envisagéiert Ausschreiwungen entweeder iwwer eng oppen oder negociéiert Prozedur mat Veröffentlechung vun enger Notifikatioun (procédure ouverte ou négociée avec publication d'avis) oder iwwer eng limitéiert oder negociéiert Prozedur ouni Veröffentlechung vun enger Notifikatioun (procédure restreinte ou négociée sans publication d'avis) stattfonnt a Funktioun vun de jeeweilege Seuilen, woubäi dann zwee bis fënnef Acteure consultéiert goufen, esou wéi et am gesetzleche Kader virgesinn ass an am Aklang mat den interne Reegele vun der Agence, déi am ROI definéiert sinn.

Déi verschidde Prestatairë goufen op Basis vun der negociéierter oder limitéierter Prozedur ausgewielt.

Zousätzlech goufen op europäeschen Niveau déi zwou follgend Ausschreiwunge mat Veröffentlechung vun enger Notifikatioun (offre avec publication d'avis) gemaach:

- Konsortium eSanté-Plattform;
- Grënnung vum Gesondheetsinfrastrukturreseau.

Ausserhalb vun deene Prozeduren, déi am legale Kader vun den ëffentlechen Ausschreiwunge virgesi sinn, a fir déi uewegenannte Firmen a Fäll, goufe keng finanziell Engagementer gemaach.

ad 6. Laut den Informatiounen, déi zur Verfügung stinn, huet de Generaldirekter vun der Agence eSanté weeder eng privat nach eng berufflech Relatioun mat engem Hiersteller oder engem Zouliwwerer vun Applikatiounen aus dem Beräich eSanté. Dës gouf iwwregens wärend der Rekrutementsprozedur vum Generaldirekter analyséiert, y compris vum Conseil de gérance vun der Agence eSanté.

Dës Fro ass iwwregens schonn an der Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 3840 vum honorabelen Deputéierte Sven Clement beäntwert ginn.

Question 5377 (13.12.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **zones où certaines activités sont interdites :**

Le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités expose que les fonctions propres au pouvoir municipal sont [...] de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Intérieur, à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Madame le Ministre de la Justice :

- D'après le Gouvernement, cette disposition constitue-t-elle une base légale suffisante pour permettre aux responsables communaux de déclarer des parties du territoire communal comme zones où certaines activités sont interdites (même s'il s'agit d'activités qui ne sont pas répréhensibles pénalement) ?

- Quels sont les moyens à disposition des autorités communales pour faire respecter les règles applicables dans de telles zones ?

- Les responsables communaux pourraient-ils éventuellement requérir l'intervention de la police pour éloigner les personnes qui contreviendraient au régime communal en place ?

• Dans l'affirmative, dans quelles circonstances et à quelles conditions une telle intervention pourrait-elle avoir lieu ?
• Dans la négative, le Gouvernement ne considère-t-il pas qu'il faille légiférer en la matière ?

Réponse commune (13.01.2022) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

La définition de l'objet de la police administrative communale résulte implicitement du décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités et du décret des 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire qui constituent le fondement de la police administrative communale, et notamment de l'article 50 du décret de 1789 précité, qui dispose que : « Les fonctions propres au pouvoir municipal [...] sont [...] de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité [sic] dans les rues, lieux et édifices publics. ».

La prévention et le maintien de la sécurité publique sont dès lors des missions de police administrative communale, dont l'objectif est d'éviter la survenance d'événements susceptibles de causer des dommages aux personnes ou aux biens. La police administrative se définit comme l'ensemble des moyens juridiques et matériels en vue d'assurer, de maintenir ou de rétablir l'ordre public. Il en découle nécessairement une limitation des libertés des individus pour assurer l'ordre public. Les autorités communales ont notamment le droit de prendre, à l'égard de rassemblements en plein air, les mesures préventives nécessaires pour assurer le maintien de la sécurité publique, tout en apportant des limitations à l'utilisation collective des biens du domaine public en établissant des zones interdites à certains événements ou des zones réservées à ces événements.

Toutefois, l'adoption de mesures de police administrative communale est soumise à des conditions telles que le respect des libertés et des droits garantis par la Constitution, qui peuvent néanmoins être limités sous certaines conditions, le respect des lois et règlements grand-ducaux, l'existence de circonstances présentant un risque pour l'ordre public ou encore la proportionnalité de la gravité de la mesure à prendre par l'autorité publique et le risque pour l'ordre public.

Le respect des mesures adoptées par les autorités communales peut être assuré à l'aide de moyens matériels que la commune peut mettre en œuvre de

ses propres moyens, tels que l'installation de clôtures et de barrages ou encore la diffusion d'informations ou de signalisations destinées au public.

L'exécution des règlements de police des autorités communales revient à la Police grand-ducale en vertu de l'article 3 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la police grand-ducale[6].

Les bourgmestres et les échevins délégués par eux ont par ailleurs le droit de réquisitionner la Police grand-ducale pour assurer l'exécution des lois et règlements de police en vertu de l'article 68 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988[7], de l'article 30 de la loi précitée du 18 juillet 2018[8] et de l'article 13-1 du Code de procédure pénale[9]. Le cas échéant, la police se doit d'obtempérer aux réquisitions[10].

L'article 6 de loi précitée du 18 juillet 2018 énonce par ailleurs les conditions dans lesquelles le bourgmestre peut instituer un périmètre de sécurité et, le cas échéant, demander l'intervention de la police afin de faire éloigner des personnes d'une zone spécifique[11].

Question 5378 (10.12.2021) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **anciens fours à chaux à Rumelange :**

Seit einigen Jahren sorgt der marode Zustand der ehemaligen Kalköfen nahe der „Cité Kiirchbierg" in Rümelingen nun für Unmut. Grund war, dass einer der beiden Übergänge, die zu den Kalköfen führten, einstürzte und ein Trümmerfeld aus Beton hinterließ. Seitdem sind immer mehr Risse auf den Außenmauern des Gebäudes erkennbar und das Dach sowie die beiden Kamine seien zudem instabil und schief und könnten bei einem möglichen Einsturz die angrenzende Straße treffen.

Neben der Verhinderung der Einsturzgefahr ist es wichtig den Erhalt des historischen Standortes zu garantieren.

Laut meinen Informationen befindet sich das „Projekt Kalköfen" aktuell in einer Analyse- und Studienphase, welche durch die Pandemie aber in Rückstand geraten sei. Konkrete Pläne zur Umwandlung des Gebäudes würden seitens der Gemeinde aktuell noch nicht existieren. Dies auch, weil ein entsprechendes Vorhaben ohne massive finanzielle Unterstützung seitens des Staates zurzeit nicht finanzierbar sei. Die Regierung hätte zudem den Vorschlag der Gemeinde, die beiden maroden Schornsteine abzureißen und in identischer Form neu zu errichten, abgelehnt.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an die Frau Kulturministerin sowie an den Herrn Minister für Mobilität und öffentliche Arbeiten stellen:

- Ist die Regierung auch der Meinung, dass es wichtig ist einen Einsturz der Kalköfen zu verhindern und deren Erhalt zu garantieren?

- Plant die Regierung, die Umwandelung des Gebäudes finanziell zu unterstützen?

- Aus welchem Grund hat die Regierung den Vorschlag der Gemeinde, die beiden maroden Schornsteine abzureißen und in identischer Form neu zu errichten, abgelehnt?

Réponse (22.12.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Die ehemaligen Kalköfen nahe der „Cité Kiirchbierg" in Rümelingen gehörten zu den Anlagen der „Usines et Minières Berens" (UMBR), welche nicht nur als Erzlieferant bekannt waren, sondern sich auch durch die Kalkproduktion einen Namen machten. Nach dem Zweiten Weltkrieg, mit dem Bau von moderneren und größeren Anlagen, steigerte das Unternehmen seine Kalkproduktion um ein Vielfaches und wurde so zu einem bedeutenden wirtschaftlichen Faktor der Stadt Rümelingen. Aufgrund dieser wirtschaftlichen Bedeutung für die Stadt Rümelingen, der Symbolik des wirtschaftlichen Aufschwungs Rümelingens und der Region, und als wichtiger Zeuge der Industrie- und Technikgeschichte, stehen die Überreste der ehemaligen Kalköfen seit 1988 unter Denkmalschutz. Der Erhalt der Kalköfen ist somit oberstes Gebot und ein Einsturz oder Abbruch muss, wenn möglich, verhindert werden.

Wegen des Schutzstatus als nationales Monument, kann eine finanzielle Unterstützung für Analysen und Dokumentationen sowie für sämtliche baulichen Maßnahmen, die den Erhalt der Bausubstanz garantieren, vom Kulturministerium gewährleistet werden.

Nach Begutachtung vor Ort wurde die Entscheidung getroffen, dass vor Abbruch historischer Bausubstanz, welche unter Denkmalschutz steht, unbedingt eine statische Analyse gemacht werden muss, die dem Denkmalamt und der Gemeinde einen objektiven Überblick über den Zustand der Bauteile liefern soll. Nach dieser Analyse, die momentan läuft, kann dann entschieden werden, ob ein Erhalt der originalen Bauteile möglich ist oder nicht. Im Rahmen dieser Analyse werden dann auch ein Konzept und eine Kostenschätzung aufgestellt, wie ein Erhalt und eine Instandsetzung der ehemaligen Kalköfen gewährleistet werden kann. Die beauftragten Ingenieurleistungen werden vom Kulturministerium finanziell unterstützt.

Question 5379 (13.12.2021) de **M. Georges Mischo** *(CSV)* concernant le **Comité consultatif du co-développement France-Luxembourg :**

Les travaux de la dernière commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise du 19 octobre dernier ont pu mettre en évidence d'associer les élus quant à la préparation et aux réflexions sur l'avenir des relations franco-luxembourgeoises. Dans cet ordre d'idée, le Secrétaire d'État aux affaires européennes français installera un « comité consultatif du co-développement France-Luxembourg ». Ce comité regroupera e. a. des représentants de collectivités territoriales.

La Ville d'Esch-sur-Alzette est fortement impliquée au niveau de la politique transfrontalière et assume momentanément la présidence du GECT Alzette-Belval, et est impliquée dans un grand nombre de projets transfrontaliers (question de coopération sanitaire, mobilité, culture, ...).

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame le Ministre à la Grande Région :

1) Est-il prévu d'instaurer un tel comité consultatif du côté luxembourgeois impliquant surtout les communes membres du GECT Alzette-Belval ?

2) Est-il prévu d'associer des fonctionnaires des communes impliquées dans les groupes de travail de la CIG ?

Réponse (13.01.2022) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre à la Grande Région :*

ad 1) Dans son programme gouvernemental de 2018-2023, le Gouvernement luxembourgeois a instauré un Comité de coordination interministérielle pour la coopération transfrontalière (CICT) qui assure la coordination des positions et projets soutenus par le Luxembourg dans les différentes enceintes ou réseaux de coopération. Les quatre ministères représentés au sein du GECT Alzette-Belval (le Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, le Ministère des Finances et le Ministère de l'Intérieur) participent aux travaux du CICT. Le CICT est par ailleurs toujours ouvert à dialoguer et collaborer avec d'autres acteurs de la coopération transfrontalière tels que le GECT Alzette-Belval, dont il serait envisageable d'inviter des représentants de manière ad hoc pour un échange de vues sur des questions d'intérêt mutuel.

ad 2) La Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise pour le renforcement de la coopération transfrontalière (CIG) et ses groupes de travail sont des enceintes de nature intergouvernementale. Selon les sujets abordés et les compétences respectives, rien n'exclut que les présidents des groupes de travail spécifiques décident, après consultation des autres délégués, d'inviter des fonctionnaires des communes concernées à participer de manière ad hoc à certains travaux.

Question 5380 (13.12.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **lettre ouverte du Musée national de la résistance et des droits humains :**

An engem „Oppene Bréif un d'Manifestante vum leschte Samschdeg", vum 7. Dezember 2021, deen den 10. Dezember 2021 an der „Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek" publizéiert gouf, kritiséiert de Musée national de la Résistance et des Droits humains d'Demonstranten, déi de Samschdeg, 4. Dezember 2021, géint d'Coronamoossname vun der Regierung protestéiert hunn. An dësem Bréif gëtt net ënnerscheet tëscht der Majoritéit vu friddleche Manifestanten an deenen, déi hire Protest op eng net friddlech Manéier ausgedréckt hunn. Pauschal ginn d'Demonstrante mat deene Persoune verglach, déi uganks 2021 de Kapitol zu Washington gestiermt hunn.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Kulturminister:

1. Kann d'Madamm Minister preziséieren, ob dësen „Oppene Bréif" ofgeschwat gouf mam Kulturministère?

2. Wier et fir d'Madamm Minister akzeptabel, wann ee Musée sech géif mat den Demonstrante vum leschte Samschdeg solidariséieren an een oppene Bréif an deem Sënn géif veröffentlechen?

3. Geet d'Madamm Minister dervun aus, datt d'Muséeën hei am Land d'Recht an d'Aufgab hunn, sech an oppene Bréiwer oder op engem anere Wee zu gesellschaftspolitesche Sujeten ze äussere bzw., wat hei de Fall ass, d'Regierungspolitik ze validéieren? Ass dat net e Wee hin zu enger Politiséierung vun de Muséeën?

4. Am „Oppene Bréif" heescht et: „Et ass duerchaus warscheinlech, dass bei enger Volleksofstëmmung iwwert Covidreegelen eng Majoritéit vun de Lëtzebuerger Bierger de Kurs vun der Regierung géif ënnerstëtzen." Ass d'Madamm Minister der Meenung, datt et engem Musée zousteet, sech iwwert den Ausgank vun hypotheetesche Volleksofstëmmungen zu Sujeten, déi net am Kompetenzfeld vum betreffende Musée leien, ze äusseren?

Réponse (06.01.2022) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

ad 1. Den oppene Bréif vum 7. Dezember 2021, dee vum Musée national de la Résistance et des Droits humains veröffentlecht ginn ass, gouf net mam Kulturministère ofgeschwat. De Musée ënnersteet enger Fondatioun, déi d'Verantwortung vum Musée a sengen Aktivitéiten dréit.

ad 2. All Musée huet d'Recht eng Meenung ze veröffentlechen, soulaang dëst am Aklang mat de Wäerter a Rechter vun enger Demokratie ass an de Musée sech un d'Gesetzer a Reegele vum Lëtzebuerger Staat hält.

ad 3. All Musée huet d'Recht sech zu gesellschaftspolitesche Sujeten ze äusseren, an de Limitten, déi uewe genannt sinn. Muséeë sinn Institutioune wou Wëssen a Wäerter vermëttelt ginn. Dës Vermëttelung huet vun Natur aus eng politesch - mee net parteipolitesch - Dimensioun. Si erlaabt dem Publikum sech mat gesellschaftlechen Theeme kritesch auserneenzesetzen a sech eng eege Meenung ze bilden.

Doriwwer eraus gehéiert et zu de Missioune vum Musée national de la Résistance et des Droits humains sech fir d'politesch Bildung vun eise Bierger a Biergerinnen anzesetzen, d'Transmissioun vun der Memoire ze assuréieren a Brécken zu der haiteger Zäit ze schloen.

ad 4. De Saz, deen hei zitéiert gëtt, beinhalt eng Hypothees, an och hei steet et dem Musée fräi sech ze äusseren, soulaang dëst am Aklang mat den uewe genannte Wäerter geschitt.

Question 5381 (13.12.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **piscine du nouveau Nordstad-Lycée à Erpeldange-sur-Sûre :**

Récemment la Chambre des Députés a voté le projet de loi concernant la création du Nordstad-Lycée à Erpeldange-sur-Sûre. Le nouvel établissement hébergera également une piscine pour les besoins de sa population scolaire. Hélas, les capacités permettant de prendre en charge des activités de natation sont actuellement insuffisantes dans le canton de Diekirch.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics :

1) La piscine du nouveau lycée serait-elle également à la disposition des habitants des communes de la Nordstad ? Des synergies dans ce sens pourraient-elles être imaginables, voire souhaitées ?

2) Dans l'affirmative, les communes concernées pourraient-elles participer aux travaux de planification de cette piscine afin que le Gouvernement puisse répondre au mieux aux besoins des citoyens de la région en les identifiant au préalable ?

3) Dans la négative, la piscine de Diekirch, acquise par l'État, une fois qu'elle sera rénovée et modernisée, pourrait-elle également servir de piscine publique, du moins durant certaines plages horaires ? Une coopération avec les cinq communes de la Nordstad serait-elle envisagée le cas échéant ?

Réponse commune (26.01.2022) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*, et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) Le programme de construction du nouveau Nordstad-Lycée prévoit une piscine à six couloirs. À l'instar d'autres infrastructures de sport de lycées et afin de faire profiter les citoyens des infrastructures construites et de rentabiliser au mieux les équipements publics, il est envisagé de mettre celles du Nordstad-Lycée également à disposition du public, de clubs ou d'associations en dehors des plages horaires scolaires. L'organisation de cette mise à disposition revient à la direction du futur lycée. Les détails d'une telle utilisation seront réglés par une convention avec l'État.

La possibilité de synergies dépendra fortement des initiatives locales ainsi que des programmes scolaires en vigueur au moment de la mise en service du nouveau bâtiment.

ad 2) Les infrastructures de sport du lycée ont été planifiées afin de répondre en premier lieu au programme de construction élaboré par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) et donc aux besoins de la communauté scolaire.

Par ailleurs, il convient de noter que la loi relative à la construction du Nordstad-Lycée a été votée en janvier 2021, s'appuyant sur les plans et le budget élaborés sur base des besoins établis par le MENJE, de sorte que des changements au niveau des infrastructures de sport ne sont en principe plus possibles.

ad 3) Nous nous permettons de renvoyer l'honorable Député au premier point de notre réponse commune.

Question 5382 (13.12.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **directive réformant le régime européen des taux réduits de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) :**

Les Ministres des Finances de l'UE viennent de se mettre d'accord à l'unanimité sur une proposition de directive réformant le régime européen des taux réduits de taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Cette directive assurera plus de flexibilité pour choisir les produits ou services auxquels s'appliqueront des taux réduits.

En contrepartie, la directive vise la suppression progressive des taux réduits pour des biens ayant un impact négatif sur l'environnement et la santé.

À longue échéance, la directive veut limiter les taux réduits dans le domaine du logement ne relevant pas de la politique sociale.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Finances quels seront les effets de cette directive sur notre système de TVA en général et les taux réduits en particulier.

- Quels sont les produits et services pour lesquels des demandes de réduction des taux ont été introduites et n'ont pu être accordées sous la législation actuelle de l'Union européenne ?

- Quels seront les produits et services qui risquent de perdre les taux de TVA réduits ?

Réponse (14.01.2022) de **Mme Yuriko Backes,** *Ministre des Finances :*

Le texte de compromis adopté par les Ministres des Finances lors de l'Ecofin du 7 décembre 2021 relatif aux taux réduits de la taxe sur la valeur ajoutée (ci-après TVA) poursuit plusieurs objectifs, à savoir plus de flexibilité et une application plus équitable des taux réduits en matière de TVA pour les États membres, une extension du champ d'application pour ces taux et la suppression progressive des taux réduits pour des biens ayant un impact négatif sur l'environnement.

Dès l'entrée en vigueur de cette nouvelle directive, le Luxembourg aura l'option, comme les autres États membres, d'appliquer un taux de TVA réduit aux 24

---

6 Art. 3. Dans l'exercice de ses missions de police administrative, la police veille au maintien de l'ordre public, à l'exécution et au respect des lois et des règlements de police généraux et communaux, à la prévention des infractions et à la protection des personnes et des biens.

À cet effet, elle assure une surveillance générale dans les lieux qui lui sont légalement accessibles, exécute des mesures de police administrative et prend les mesures matérielles de police administrative de sa compétence.

7 Art. 68. Dans les cas prévus à l'alinéa 1er de l'article 58, le bourgmestre ou celui qui le remplace pourra requérir directement l'intervention de la force publique, à charge d'en informer sans retard le ministre de l'Intérieur. La réquisition devra être faite par écrit. Les commandants sont tenus d'y obtempérer.

8 Art. 30. (1) Lorsque l'ordre public est menacé, la police se concerte avec l'autorité compétente en vue des dispositions à prendre et de la réparation des mesures d'exécution.

(2) L'autorité compétente ne peut faire intervenir la police au maintien et au rétablissement de l'ordre public qu'en vertu d'une réquisition dans les conditions prévues par la loi. L'autorité compétente adresse la réquisition au directeur de la région de police territorialement compétent.

Au cours de l'exécution d'une réquisition, le responsable de la police se maintient en liaison avec l'autorité requérante et l'informe, à moins d'impossibilité, des moyens d'action qu'il se propose de mettre en œuvre.

9 Art. 13-1. Les bourgmestres et les échevins délégués par eux sont chargés de l'exécution des lois et règlements de police, conformément à la loi communale. Ils ont le droit de requérir directement le concours de la force publique pour l'exécution de leur mission.

10 Art. 27. La police doit obtempérer aux réquisitions prises dans les cas et par les autorités prévues par la loi.

11 Art. 6. (1) Lorsqu'il existe un danger grave, concret et imminent pour la sécurité publique, le bourgmestre peut, tant que ce danger perdure, instituer, pour la période de temps qu'il détermine et qui ne peut excéder dix jours, renouvelables sur décision du bourgmestre, un périmètre de sécurité par lequel il limite ou interdit l'accès et le séjour sur la partie de la voie publique ou dans les lieux accessibles au public concernés par ce danger, qui sont déterminés par lui.

[....]

(3) Le périmètre est établi moyennant des installations matérielles ou des injonctions.

Toute personne non autorisée qui tente d'accéder, accède, ou qui se maintient dans le périmètre de sécurité peut être éloignée, au besoin par la force. [...]

catégories de biens et services repris à l'annexe III de la directive 2006/112/CE relative à la TVA.

En ce qui concerne le régime du taux réduit de TVA relatif au logement applicable au Luxembourg, les nouveaux articles 98 et 105 bis garantissent la pérennité de ce régime.

Dans le passé des demandes pour soutenir l'économie circulaire ont été formulées, notamment par l'application d'un taux réduit aux services de réparation. Actuellement, le Luxembourg applique déjà le taux réduit de 8 % aux services de réparation prévus par la directive actuelle. La nouvelle directive prévoit cependant un élargissement du champ d'application des taux réduits en relation avec les services de réparation.

Jusqu'en 2030, toute prestation de service et livraison de biens qui bénéficie actuellement d'un taux réduit au Luxembourg continuera à en bénéficier. À partir de 2030, les taux réduits de TVA appliqués aux combustibles fossiles, aux autres biens ayant une incidence similaire sur les émissions de gaz à effet de serre, tels que la tourbe, et au bois de chauffage doivent être abolis. Ensuite, les taux réduits applicables aux pesticides chimiques et aux engrais chimiques cessent d'être applicables au plus tard le 1er janvier 2032.

À partir du 1er janvier 2032, l'application du taux super-réduit sera également limitée. En amont de cette échéance, il faudra décider quelles prestations de services ou livraisons de biens ne pourront plus bénéficier du taux de 3 %.

Question 5383 (14.12.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **Plan d'action contre la polarisation et la radicalisation :**

Am Kontext vun der Demonstratioun géint d'Coronamoossname vun der Regierung, déi de Samschdeg, 11. Dezember 2021, an der Stad Lëtzebuerg stattfonnt huet, huet den Här Staatsminister op senger Facebook-Säit geschriwwen:

„E grousse Merci u Police Luxembourg an hir Kolleegen aus der Belsch, déi gëschter verhënnert hunn, datt Haass a Gewalt sech ongestéiert zu Lëtzebuerg ausbreede kënnen.

D'Regierung hëlt de Phenomeen vun der Polariséierung an der Radikaliséierung vun engem Deel vun eiser Gesellschaft eescht. Dofir wäerte mir zesumme mat all den zivillen a politeschen interesséierten Acteuren - mat der Ënnerstëtzung vun Experten aus dem In- an Ausland - en Aktiounsplang ausschaffen, fir dëse Problem an de Grëff ze kréien."

An deem Zesummenhank hunn ech follgend Froen un den Här Staatsminister:

1. Kann den Här Staatsminister preziséieren, u wat fir „Experten aus dem In- an Ausland" hien dobäi denkt? Wéi ginn dës Experten ausgesicht?

2. Ass dru geduecht, fir dësen „Experten" eng institutionell Roll ze ginn? Wa jo: Wat fir eng Roll?

3. Gëtt et Beispiller aus dem Ausland, opgrond vun deenen d'Regierung d'Decisioun geholl huet, een „Aktiounsplang aus[ze]schaffen, fir dëse Problem an de Grëff ze kréien"?

4. Kann den Här Staatsminister confirméieren, datt duerch dëse geplangten „Aktiounsplang" d'Recht op Meenungsfräiheet an d'Demonstratiounsrecht a kengster Weis tangéiert wäert ginn?

5. U wéi eng Moossnamen denkt den Här Staatsminister eventuell scho konkreet, a wéi eng rechtlech Form solle si kréien?

Réponse (05.01.2022) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

Um Dag vum 17. Dezember 2021 huet d'Regierung eng Consultatiounsdebatt zum Theema « Lutte contre la polarisation et la radicalisation d'une partie de la société luxembourgeoise » an der Chamber ugefrot. Parallell wäert d'Regierung concernéiert Acteuren an Experten zu dësem Sujet consultéieren. En interministeriellen Aarbechtsgrupp wäert an den nächste Wochen dës Consultatioun preparéieren. D'Regierung wëll der Consultatioun net virgräifen a wäert sech dofir net ofschléissend iwwert de méigleche Contenu vum Aktiounsplang äusseren.

Question 5384 (14.12.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **lutte contre l'industrie illégale de la drogue et la criminalité organisée :**

En date du 11 décembre dernier l'Assemblée interparlementaire Benelux a approuvé unanimement une recommandation sur l'industrie illégale de la drogue et la criminalité organisée. Plusieurs demandes ont été formulées à l'adresse des trois Gouvernements.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice, Madame la Ministre de la Santé et Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- De quelle manière la coopération entre les pays dans ce domaine peut-elle être organisée encore plus systématiquement ?

- Il est proposé de recourir au joint targetting tout en brossant un tableau commun et en menant des enquêtes communes. Est-ce que le Gouvernement luxembourgeois partage cette recommandation ?

- Quelle est l'attitude du Gouvernement face à la demande d'explorer des possibilités de coopération avec des partenaires publics-privés et la société ?

- Est-ce que le Gouvernement est prêt à assister davantage le secteur logistique, vu que les entreprises concernées doivent consentir des frais élevés pour réduire les abus ?

- Comment l'approche de type « non conviction based » peut-elle être mise en œuvre ? Comment l'échange de données sur ce point peut-il être amélioré ?

Réponse commune (28.01.2022) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Il existe de nombreux traités, conventions et initiatives au niveau bilatéral, multilatéral et européen qui ont comme objet de renforcer la coopération policière transfrontalière.

Au niveau des pays Benelux, le traité de police Benelux du 23 juillet 2018, dont l'entrée en vigueur aura lieu au cours de l'année 2022, consolidera davantage la coopération policière entre les pays Benelux et constituera un instrument important dans la lutte entre autres contre la criminalité organisée. Il s'agit d'un traité novateur, qui pourra servir d'inspiration à l'Union européenne en matière de coopération policière.

Afin de mieux organiser la collaboration opérationnelle entre les pays du Benelux dans le domaine de la lutte transfrontalière contre le trafic de stupéfiants, des discussions ont été organisées dès l'année 2020 dans le but de réorienter les actions communes en y associant également les autorités françaises.

Suite aux conclusions de la concertation stratégique « Hazeldonk » du 15 janvier 2021, un plan d'action opérationnel (ci-après dénommé « PAO ») visant la lutte contre les réseaux organisés de distribution de drogues entre les quatre pays et les organisations criminelles impliquées a été élaboré par la concertation opérationnelle « Hazeldonk ». Ce PAO, qui énumère toutes les actions opérationnelles qui seront mises en œuvre durant la période 2021-2024, est subdivisé en trois piliers :

- l'échange d'informations et d'expertise ;
- l'approche des réseaux de distribution de drogues ;
- les actions de contrôle.

Le PAO énumère, pour chaque pilier identifié, un ensemble d'activités (collecte, analyse et échange d'informations, identification et partage des bonnes pratiques, organisation d'une concertation judiciaire périodique, etc.) auxquelles sont liées des actions concrètes.

Par ailleurs, les pays Benelux entendent renforcer leur coopération en matière de lutte contre le trafic international organisé de drogues via les services postaux et de courrier. Aussi bien les services de police, les services de douane ainsi que les ministères publics des trois pays et de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie (RNW) sont associés à cette coopération.

Enfin, un processus continu de partage d'informations est envisagé entre les pays Benelux. Cela inclut également le partage d'évaluations des modes opératoires criminels et l'élaboration d'analyses criminelles communes sur cette base. Ces analyses communes offrent de nouveaux points de départ pour l'approche transfrontalière de ce phénomène.

Parmi les actions concrètes prévues dans le chapitre « échange d'informations et d'expertise » du PAO 2021-2024 précité, il y a lieu de citer la collecte et l'analyse d'informations afin d'assurer que les autorités policières aient conclu des accords sur la manière de collecter des informations sur les réseaux de distribution de stupéfiants, et que sur la base des informations partagées, il existe une image commune de la composition et du modus operandi des principaux réseaux de distribution de stupéfiants opérant au niveau international (« joint targeting »).

En matière de stupéfiants et de blanchiment, la police n'a à l'heure actuelle pas recours à des partenariats publics-privés, mais les services postaux coopèrent régulièrement avec la police et la contactent directement en cas de colis suspects.

Le système général de confiscation en droit luxembourgeois est fondé sur la condamnation. Un régime plus étendu de confiscation s'applique cependant au blanchiment d'argent et à certaines autres infractions, auquel cas la confiscation du produit et des instruments de l'infraction principale peut également être ordonnée par le tribunal en cas d'acquittement, d'exemption de peine, d'extinction de peine ou si le délai de prescription a été atteint. Il s'agit d'une forme de confiscation spécifique, sans condamnation, dans certaines circonstances prévues par la loi.

Bien que le Luxembourg ne dispose pas d'un régime général en matière de confiscation sans condamnation, une décision britannique de la High Court de Londres a été rendue exécutoire en 2015 sur base de la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime du Conseil de l'Europe de 1990.

Question 5386 (14.12.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **lits d'hôpitaux :**

Säit dem Ufank vun der Covidkris ass d'Zuel vun de verfügbare Spidols- an Intensivbetten zu Lëtzebuerg zum entscheedende Krittär fir politesch Agrëffer an d'Ekonomie an d'Privatliewe vun de Leit an engem nach ni gekannten Ausmooss avancéiert. Gläichzäiteg hëlt d'Zuel vun den Awunner all Joers ëm circa 10.000 Leit zou, dobäi kommen all déi Leit, déi net hei wunne mee nei ufänke mat schaffen. Och si kréien eng lëtzebuergesch Matricule zougewisen a falen domat ënnert den nationale Gesondheetssystem.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, wéi d'Zuel vun de Spidols- an Intensivbetter, der Bevëlkerung an de Leit mat enger lëtzebuergescher Matricule sech am Zäitraum vun 1990-2020 iwwert d'Joren entwéckelt huet a wéi vill Awunner a Leit mat enger lëtzebuergescher Matricule sech all Joers op ee Spidols- an een Intensivbett verdeelt hunn?

2. Kann d'Regierung déi aktuell Zuel vun de Spidols- an Intensivbetter hei am Land, déi duerchschnëttlech Betribskäschte vun esou engem Intensivbett souwéi d'Zesummesetzung vun deene Käschte matdeelen?

3. Kann d'Regierung déi duerchschnëttlech Akafskäschte vu engem Spidols- souwéi engem Intensivbett presentéieren? Wéi vill Spidols- an Intensivbetter si säit dem Ufank vun der Covidkris net derbäikomm? Wéi eng Erweiderunge sinn aktuell geplangt?

4. Wier d'Regierung am Sënn vun der Fro virdru bereet, en automateschen Upassungsmechanismus vun der Zuel vun de Spidols- an Intensivbetter op Basis vun der Bevëlkerungszuel an der Zuel vun de Leit mat enger lëtzebuergescher Matricule op de Wee ze bréngen? Wann net, firwat net?

5. Verfügen d'Lëtzebuerger Spideeler iwwert déi néideg ekonomesch Fräiheet a Flexibilitéit, fir d'Zuel vun de Better am Fall vun Zousazbedarf kuerzfristeg upassen ze kënnen? Wann net, firwat net? Wéi gedenkt d'Regierung, deem Problem gegeebenefalls duerch administrativ Vereinfachungen entgéintzewierken?

6. Kann d'Regierung elaboréieren, wéi déi an de Froen dräi a véier genannte Käschten, de finanzielle Follge vum Lockdown op de Staatsbudget, d'Bruttoinlandsprodukt souwéi deenen doduerch am Gesondheets- a Fleegeberäich nei entstane Käschten an der Analys vun der Regierung géinteneen ofgewie gi sinn?

Réponse commune (18.01.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Haagen,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1. Zuel vun de Spidolsbetter

- Entwécklung vun den autoriséierte Better vun 1993 bis 2018

De follgenden Tableau gëtt déi autoriséiert Zuel vu Better un, esou wéi se an deene verschiddene groussherzogleche Reglementer zum Spidolsplang iwwert déi lescht Jorzéngte festgeleeët gi sinn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - *Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

Zu den Akutbetter gehéieren d'intensiv Spidolsbetter (soins intensifs), déi normal Spidolsbetter (soins normaux) an d'Better vun der akuter Psychiatrie (psychiatrie aiguë). Zu de Better mat enger duerchschnëttlecher Behandlungsdauer gehéieren d'Rééducation gériatrique an d'Rééducation fonctionnelle souwéi déi net akut Psychiatrie (psychiatrie non aiguë).

- Entwécklung vun de budgetiséierte Spidolsbetter vun 2005 bis 2020

Den nächsten Tableau gëtt d'Zuel vun de budgetiséierte Better an de Klinicken un. Dëst sinn d'Better, déi am Kader vun der Fixatioun vun der Enveloppe budgétaire globale vun de Spideeler vun der CNS zeréckbehale goufen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - *Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

- Entwécklung vun der versécherter Bevëlkerung vun 1995 bis 2020[12]

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - *Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

Déi versëchert Bevëlkerung ass tëschent 1995 an 2020 ëm knapp 93 % geklommen oder ëm 2,8 % an der Moyenne pro Joer. D'Residents sinn zur selwechter Zäit ëm 49 % geklommen.

- Entwécklung vun der versécherter Bevëlkerung relativ zu de Better

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - *Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

Wärend déi versëchert Bevëlkerung geklommen ass, ass d'Unzuel vun de Better virun 2005 zréckgaangen an ass säitdeem konstant bliwwen. D'Bettenzuel ass deemno relativ zur Bevëlkerung gefall.

ad 2. Aktuell gëtt et 2.669 budgetéiert Spidolsbetter hei am Land, dovunner sinn 145 Intensivbetter (Fro 1).

Déi reell Käschten, déi hei presentéiert ginn, bezéie sech op déi véier Centres hospitaliers CHdN, CHEM, CHL an HRS am Joer 2020. Variabel Käschte variéiere mat der Aktivitéit, fix Käschte variéieren net mat der Aktivitéit vun den Klinicken. Si setze sech zesummen aus der fixer Consommatioun (Energiekäschten), Personalkäschten, Amortissement, extern Chargen (Kontrakter) a Finanzkäschten (Zënsen) etc. a gi pro Mount vun der CNS un d'Klinicke bezuelt. Indirekt Käschte si Käschten, déi op ee Service Support (Apdikt, Informatique, Sterilisatioun, Administratioun etc.) comptabiliséiert ginn an dann op Basis vu Schlëssele, déi d'Klinicke mat der CNS festgeleuecht hunn, op déi d'komplett Aktivitéit verdeelt ginn.

Reell Käschte vun engem Intensivbett am Joer 2020

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - *Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

Déi reell Käschte vun engem Intensivbett belafe sech am Joer 2020 op 1.935 € pro Journée (pro Dag, wou d'Bett beluecht war). D'Personalkäschte maachen eleng méi wéi 50 % vun de Käschte vun engem Bett aus. Consommatioun a Fourrituren, dat sinn am Fall vun engem Intensivbett virun allem Medikamenter a Bluttkonserven, awer och Gebrauchsmaterialien ewéi Händschen a Sprëtzen, maache bal 258 € oder 13 % vun de Käschte vun engem Intensivbett aus. An dëse Käschten ass den Amortissement[13] net matgerechent ginn.

ad 3. De Präis vun engem Bett fir Soins normaux kascht 6.000 Euro a fir Soins intensifs 19.000 Euro. Dozou kommen niewent den néidege Surfacen och Peripherieequipementer, déi 20.000 Euro respektiv 120.000 Euro zousätzlech zu dem Amenagement vun dem Reseau vu Gaz médicaux duerstellen. Am Spidolsgesetz ass duerch d'Gesetz vum 29. Oktober 2020 am Artikel 4 virgesinn, dass bei Bedarf Reservebetter kënnen ugefrot an autoriséiert ginn. Dat war bis elo net néideg.

ad 4. D'Upassung vun der Zuel vu Better gëtt decidéiert a Funktioun vun de sanitäre Besoinen, déi duerch den Observatoire de la santé festgestallt ginn.

ad 5. Wéi an der Äntwert 3 geschriwwen, gëtt et Dispositiounen am Spidolsgesetz, fir zousätzlech Better unzefroen.

ad 6. Wéi beschriwwe si keng Better ugefrot ginn.

Question 5387 (14.12.2021) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Fred Keup** *(ADR)* concernant les **réserves de pétrole :**

Am Artikel „Europa droht diesen Winter eine Gaskrise", deen den 3. Dezember am „Lëtzebuerger Wort" publizéiert gouf, heescht et, datt Lëtzebuerg net iwwert eege Gasreserven um nationalen Territoire verfüügt, mee am Ganzen 135.000 Normkubikmeter an der Belsch, Däitschland, Frankräich an Holland stockéiert. Weider heescht et an deem besoten Artikel, datt dës Reserven dem Staat net direkt gehéieren, mee änlech wéi eis am Ausland

[12] Moyenne pro Joer vun der Situatioun um Enn vun all Mount.

[13] D'Investitioune ginn zum Deel vun der CNS finanzéiert a lafen zum Deel iwwert de Budget vum Staat. D'Konditiounen, ënner deenen de Staat sech an der Héicht vun 80 % un den Investitioune bedeelegt, sinn am Artikel 15 vum Gesetz vum 8. Mäerz iwwert d'Établissements hospitaliers an der Planification hospitalière preziséiert. An den Zuelen ass keen Amortissement berücksichtegt ginn.

gelagert Pëtrolsreserven, vun enger privatrechtlecher Firma geréiert ginn. De Gas gëtt iwwer verschidde Pipelinen op Lëtzebuerg geleet, allerdéngs gëtt am Artikel och preziséiert, datt de Koppelpunkt vun der Leitung Richtung Frankräich säit 2013 ofgespaart ass.

An deem Zesummenhang géife mir dem Här Energieminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi héich ass den duerchschnëttleche Lëtzebuerger Gasverbrauch pro Dag ausgedréckt an Normkubikmeter? Wéi presentéieren dës Zuelen sech fir en durchschnëttlechen Dag wärend de kale Wantermëint?

2. Firwat gouf de Kopplungspunkt zu der Pipeline mat Frankräich 2013 ofgespaart? Wéi ee vun deene bedeelegte Staaten huet dës Decisioun geholl? Falls et sech hei ëm eng Entscheedung vun der franséischer Republik handelt, op wéi eng Manéier waren d'Lëtzebuerger Autoritéiten hei abezunn? Wéi begrënnt d'Regierung de Fakt, datt dësen Zoustand säit 2013 unhält?

3. Wéi eng Indemnitéiten empfänken déi privat Firmaen, déi fir den Ënnerhalt an d'Gestioun vun eise Pëtrols- a Gasreserven am Ausland zoustänneg sinn? Wéi eng Modalitéite si fir de Fall virgesinn, datt dës Firmen am Fall vun héijerer Gewalt net op hir eege Ressourcen zougräife kënnen oder dës net wéi virgesinn op Lëtzebuerg bréngе kënnen?

4. Wéi déi kuerzfristeg Aussetzung vum Schengen-Vertrag wärend der rezenter Covidpandemie gewisen huet, hunn déi national Interesse fir vill vun eise Partnerlänner a Krisesituatioune Prioritéit. Et ass awer dovun auszegoen, datt et zu Lëtzebuerg net zu engem Gas- oder Pëtrolsmangel géif kommen, ouni datt dat och an eise Partnerlänner de Fall wier. Wéi ass séchergestallt, datt mir och am Fall vun enger akuter Kris den Zougrëff op eis Gas- a Pëtrolsreserven am Ausland behalen?

Wär et net méi sécher, déi Reserven um nationalen Territoire ze lageren?

Réponse (14.01.2022) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. Am Joer 2020 louch den duerchschnëttlechen Äerdgasverbrauch pro Dag fir ganz Lëtzebuerg laut dem Institut luxembourgeois de régulation (ILR) bei net grad zwou Milliounen Normkubikmeter (Nm^3). Dovun entfalen ongeféier 750.000 Nm^3 op Haushaltsclienten.

De Gasverbrauch wärend engem kale Wanterdag louch 2020 bei ongeféier 3,6 Milliounen Nm^3 fir ganz Lëtzebuerg. Den Dagesverbrauch wärend enger Kälteperiod vu 14 Deeg, déi statistesch mat enger Warscheinlechkeet vun eemol an 20 Joer virkënnt, läit bei 4,4 Milliounen Nm^3.

ad 2. Allgemeng ginn Netzkapazitéite vun de Gasnetzbedreiwer op de Grenzkoppelpunkten tëschent de verschiddene Memberstaaten, dem Maart, also de Fournisseuren, transparent an diskriminéierungsfräi op de Maartplattforme verkaf. Wa Gasfournisseuren déi noutwendeg Kapazitéiten op enger grenziwwerschreidender Ubannung méi bëlleg kréie wéi op enger anerer, da ginn d'Kapazitéiten op der méi deierer Entrée net verkaf. An der Suite dovunner, dass d'Kapazitéit um Grenzkoppelpunkt mat Frankräich net méi nogefrot ginn ass a well gréisser Investitiounen op der franséischer Säit noutwendeg waren, huet de franséischen Netzbedreiwer GRTgaz Creos Lëtzebuerg a SUDenergie 2013 informéiert, datt d'Leitung op Esch géif ausser Betrib geholl ginn.

Doriwwer eraus ass déi franséisch-lëtzebuergesch Leitung eng relativ kleng Leitung, déi laut den europäesche Bestëmmungen net als eng grenziwwerschreidend Interconnexioun ugesi gëtt, well déi net an d'Transportnetz vun der Creos, mee an d'Verdeelernetz vun der SUDenergie aspeist. Well de maximalen Drock vun där Leitung méi niddreg ass wéi den Drock am Transportnetz, kann de Gas, deen iwwert dës Leitung kënnt, och net am Transportnetz benotzt ginn. Domat a wéinst der klenger Kapazitéit vu maximal 20.000 Nm³/h bei 25 bar spillt dës Leitung keng Roll an der Versuergungssécherheet vu Lëtzebuerg.

Déi technesch Kapazitéite vun den dräi grenziwwerschreidenden Interconnexiounen, déi et zu Lëtzebuerg ginn, si follgend:

1) Pétange (aus der Belsch): 70.000 Nm³/h bei 32 bar
2) Bras (aus der Belsch): 110.000 Nm³/h bei 40 bar
3) Remich (aus Däitschland): 150.000 Nm³/h bei 30 bar

D'Zomm vun dësen technesche Kapazitéite geet duer, fir wäit méi wéi déi bis ewell maximal Dageskapazitéit vu 4,4 Milliounen Nm^3 pro Dag, déi wärend enger Kälteperiod vu 14 Deeg mat enger statistescher Warscheinlechkeet vun eemol an 20 Joer virkënnt, ze decken.

ad 3. + 4. Et muss een ënnerscheeden tëschent dem Äerdgas- an dem Pëtrolsberäich.

Am Pëtrolsberäich gëtt et eng europäesch Direktiv, déi an déi national Gesetzgebung duerch d'Gesetz vum 10. Februar 2015 iwwert d'Organisatioun vum Marché vun de Pëtrolsproduiten transposéiert ginn ass. No den Ufuerderunge vun där Direktiv gesäit d'Gesetz vir, dass all Importateur vu Pëtrolsproduiten eng Sécherheetsreserv vun 90 Deeg par rapport zu sengem Importvolume vum Joer virdru muss halen. D'Hale vun deene Reserven ass also eng Obligatioun, déi privatrechtlech vun de betraffenen Acteuren ëmgesat muss ginn. Fir d'Käschte fir d'Uleeën an d'Hale vun dëse Sécherheetsreserve mussen déi betraffen Importateure selwer opkommen a sinn Deel vun hirem Gesteeungspräis. D'Dispositiounen aus der europäescher Direktiv gesi vir, dass de Memberstaat, an deem een anere Memberstaat (respektiv seng Acteuren) seng strateegesch Reserven ugeluecht huet, muss dofir suergen, dass den Accès zu deene Stocken zu all Moment an ënner alle Bedéngunge geséchert ass.

Am Äerdgasberäich gëtt et keng änlech gelagert europäesch Virgaben. Dat heescht, dass de Fournisseur de fräie Choix huet, sech um Marché esou ze versuergen, dass d'Versuergungssécherheet vu senge Clienté garantéiert ass. Dee Choix beinhalt, vun deene Flexibilitéitsoffere vum Marché ze profitéieren, déi ënnert anerem och duerch den Zougang zu Stockagekapazitéiten duergestallt kënne ginn. Sollt ee Fournisseur de Choix gemaach hunn, fir op Stockagekapazitéiten zréckzegräifen, da geschitt dat op reng kommerziell vertraglecher Basis. D'Käschten, déi do entstinn, si vum Fournisseur ze droen a sinn Deel vu sengem Gesteeungspräis. Den Zougang zu deene Stocken ënnerläit da jeeweils der Legislatioun aus deem Land, an deem déi Stockagen sech befannen.

Question 5388 (14.12.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant les **activités des sociétés luxembourgeoises dans le domaine militaire :**

Dans une question parlementaire récente (n° 5272), j'ai interpellé Monsieur le Ministre au sujet de la collaboration d'une entreprise privée luxembourgeoise avec la Direction du renseignement militaire français (DRM) dans le cadre d'une opération militaire en Égypte (opération Sirli). Selon des documents fuités de la DRM, les vols de reconnaissance à laquelle cette entreprise luxembourgeoise a participé, auraient directement mené à des bombardements de nombreux civils par l'armée de l'air égyptienne, c'est-à-dire à des exécutions extrajudiciaires.

Dans sa réponse, Monsieur le Ministre a affirmé que ni le Ministère des Affaires étrangères, ni un autre service luxembourgeois étaient au courant de l'opération Sirli et que le Luxembourg n'a pas pris connaissance du contrat entre la DRM et ladite société. Il a également affirmé que le Gouvernement ne considère pas que cette collaboration puisse tomber sous le champ d'application de la loi du 27 juin 2018 relative au contrôle des exportations.

Cette réponse laisse à penser qu'actuellement, la collaboration d'une société luxembourgeoise avec un service de renseignement étranger ou encore la participation d'une société luxembourgeoise à des opérations militaires à l'étranger ne sont que très peu réglementées. Pourtant, il s'agit d'un domaine hautement sensible qui touche aux fonctions régaliennes de l'État.

Rappelons dans ce contexte que le Document de Montreux[14], soutenu par le Luxembourg depuis 2013, recommande que « les États d'origine devraient évaluer si leur cadre juridique national - qu'il soit central ou fédéral - est suffisamment propice au respect du droit international humanitaire et des droits de l'homme pertinents par les EMSP (entreprises militaires et de sécurité privées) et par les membres de leur personnel, ou si, étant donné la taille et la nature de l'industrie nationale des entreprises militaires et de sécurité privées, il serait souhaitable d'adopter des mesures additionnelles pour encourager ce respect et pour réglementer les activités des EMSP ». S'il ne s'agit pas d'un instrument juridiquement contraignant, le Document de Montreux énumère néanmoins une série de bonnes pratiques en la matière.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères :

1) Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer qu'une société privée luxembourgeoise peut entamer une collaboration avec un service de renseignement étranger sans être légalement obligée d'en informer les autorités luxembourgeoises, respectivement de demander une autorisation pour de telles pratiques aux autorités ?

2) Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer qu'une société privée luxembourgeoise peut effectuer des opérations militaires dans un pays tiers sans être obligée légalement d'en informer les autorités luxembourgeoises, respectivement de demander une autorisation pour de telles opérations aux autorités ?

[14] Document de Montreux sur les obligations juridiques pertinentes et les bonnes pratiques pour les États en ce qui concerne les opérations des entreprises militaires et de sécurité privées pendant les conflits armés.

3) Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas nécessaire de réglementer davantage les activités dans le domaine militaire des sociétés luxembourgeoises ou pour le moins d'évaluer le cadre juridique national en la matière ?

4) Dans l'affirmative de la question 3, pouvez-vous me détailler quelles démarches vous préconisez ?

Réponse (12.01.2022) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) Oui.

ad 2) Selon les informations disponibles dans les médias sur ce dossier, il ne s'agissait non pas d'opérations militaires, mais d'opérations de collecte d'informations dans un contexte de lutte contre le trafic de drogue. Il n'est pas nécessaire pour une entreprise luxembourgeoise d'informer les autorités luxembourgeoises ou de demander une autorisation avant d'entrer dans un tel contrat. Il est rappelé qu'il s'agissait, toujours selon les informations disponibles dans les médias, d'un contrat avec les autorités d'un pays allié, voisin du Luxembourg.

ad 3) + 4) Le Gouvernement attache la plus grande importance à tous les aspects liés à la sécurité et à la défense, et suit ces dossiers de près.

Question 5389 (14.12.2021) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant les **bâtiments publics vandalisés :**

D'Bereetschaft vun eenzele Persounen, Gebaier oder aner Saache muttwëlles ze beschiedegen, gëtt och hei zu Lëtzebuerg ëmmer méi offensichtlech. An och wa Vandalismus iwwer den Artikel 526 vum Strofgesetz verbueden an och strofbar ass, ginn ëmmer emol erëm och ëffentlech Bauten, Plazen oder Monumenter beschmiert, futti gemaach oder komplett zerstéiert. Dëst bréngt dann och grouss Käschte mat sech, déi op anerer Plaz méi sënnvoll kéinte genotzt ginn.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet follgend Froe stellen:

1. Wéi oft ass et iwwer déi lescht fënnef Joer pro Joer zu Lëtzebuerg zu Fäll vu Vandalismus un ëffentleche Gebaier an Installatioune komm?

2. Wat huet d'Reparatioun vun duerch Vandalismus zerstéiert Installatiounen de Staat iwwer déi lescht fënnef Joer pro Joer kascht?

3. Wéi vill Leit sinn iwwer déi lescht fënnef Joer wéinst Vandalismus zu Lëtzebuerg verbaliséiert ginn?

4. Gëtt et Pläng vum Ministère, dëser Evolutioun entgéintzewierken? Wa jo, kann den Här Minister Detailer dozou ginn?

5. Wat fir Plazen am Land si besonnesch concernéiert?

Réponse commune (31.01.2022) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. Et kann ee soen, dass am Duerchschnëtt iwwer déi lescht 5 Joer eng 15 bis 20 Fäll vu Vandalismus pro Joer un ëffentleche Gebaier an Installatiounen, déi am Patrimoine vum Staat sinn, un d'Verwaltung fir ëffentlech Bauten erugedroe gi sinn. Hei handelt et sech haaptsächlech ëm Graffitien, Brandstëftung, Zerstéierung vu Luuchten a Fënsteren.

D'Zuelen iwwer déi lescht fënnef Joer, déi der Police grand-ducale virleien, an déi all ëffentlech Infrastrukturen, souwuel kommunal wéi staatlech Infrastrukturen, betreffen, also och d'Stroossen, sinn am follgenden Tablo opgelëscht:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2. E genaue Käschtepunkt pro Joer ass schwiereg ze bestëmmen, well d'Reparaturen deelweis vum Service vun den Ateliere vun der Verwaltung fir ëffentlech Bauten direkt ausgefouert gi sinn. Anerer si vum Occupant selwer an d'Rei gesat ginn oder extern Firme si mat de Reparaturaarbechte beoptraagt ginn.

Am Allgemenge kann ee soen, dass de Käschtepunkt vun de Beschiedegunge meeschtens tëschent 1.000 Euro an 10.000 Euro louch.

ad 3. D'Zuelen iwwer déi lescht fënnef Joer sinn am follgenden Tablo opgelëscht:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 4. + 5. Et muss eng detailléiert Analys um lokalen/regionalen an nationale Plang gemaach ginn, wou wéi eng Faite genau geschitt sinn, fir der Evolutioun vum Vandalismus kënne sënnvoll entgéintzewierken. Aus de polizeileche Statistike geet z. B. ervir, datt ronn 71 % vun deene Faiten, déi an de leschte fënnef Joer geschitt sinn, op der ëffentlecher Strooss stattfonnt hunn a 6,2 % an oder ronderëm Schoulen.

Generell gëtt et ëmmer zwou Approchen, déi repressiv Schinn mat méi haarden a geziilte Strofen, an déi preventiv Schinn (Installatiounen, déi net kënne vandaliséiert oder zerstéiert ginn asw.).

D'Police kann hiren Deel dozou bäidroen, andeems se d'Auteure vun dëse Strofdoten ermëttelt an andeems se do Presenz weist, wou Vandalismus geschitt ass, respektiv probabel ass ze geschéien. Heifir fannen zum Deel am Kader vun de Comités de prévention Concertatiounen um lokalen Niveau statt. Déi Mesuren, déi do ugeduecht an en place gesat ginn, decken awer nëmmen e klenge Spektrum vu méigleche Léisungsusätz of, déi net nëmmen am Domaine vun der Police/Justiz ze siche sinn.

Question 5391 (15.12.2021) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **réaction des syndicats concernant la tripartite du 13 décembre 2021 :**

An engem gemeinsame Communiqué üben déi dräi national representativ Gewerkschafte CGFP, LCGB an OGB-L hefteg Kritik un der Regierung no der Tripartite vum 13. Dezember 2021.

Net nëmme war an ass den Datum vun där Reunioun de Gewerkschaften een Dar am A, mee och d'Aart a Weis vun der Regierung ass deenen dräi sauer eropgestouss. D'Incapacitéit, ee staarken nationale Sozialdialog opzebauen, der Press eppes virgegaukelt, en Event amplaz ee Prozess, sinn d'Virwërf un d'Adress vun der Regierung. Kee Versteesdemech weisen d'Gewerkschaftsvertrieder fir d'Aussoe vum Premier, dass d'Logements- an d'Klimakrise kee Sujet fir eng national Tripartite wieren.

Opgrond vun dësen harsche Kriticken, wéilt ech dem Premier- a Staatsminister follgend Froe stellen:

- Wéi bewäert den Här Minister dës Reprochë vusäite vun de Gewerkschaftsvertrieder?

- Gesäit den Här Minister kee Kafkraaftverloscht op Säite vun de schaffende Leit opgrond vun den enorm héije Logementspräisser, vum Unzéie vun den Energiepräisser etc.?

- Firwat ass den Här Minister net der Meenung, dass méiglech Léisungsusätz fir déi aktuell Logements- a Klimakrisen am Dialog mat de Sozialpartner sollten diskutéiert an decidéiert ginn?

- Beabsichtegt d'Regierung, d'Gewerkschaftsproposesen an nächster Zäit mat de Gewerkschaftsvertrieder ze verdéiwen? Gëtt et schonn ee konkreeten Zäitplang fir dës Gespréicher?

Réponse (11.01.2022) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

D'Regierung kann d'Reprochë vusäite vun de Gewerkschaftsvertrieder net novollzéien. De Sozialdialog huet wärend der ganzer Kris gutt funktionéiert. Et waren iwwert 100 Reuniounen am bilaterale Format oder zu dräi, a Presenz vun engem oder méi Ministeren, zum generelle Suivi vun den Auswierkunge vun der Kris op d'Wirtschaft an d'Gesellschaft, wéi och zu spezifesch a sektoriellen Thematiken.

D'Regierung ass duerchaus der Meenung, datt méiglech Léisungsusätz fir déi aktuell Logements- a Klimakris am Dialog mat de Sozialpartner kënnen diskutéiert ginn. Allerdéngs ass d'Tripartite net déi gëeegent Plaz fir esou Diskussiounen. Esou wéi et aus dem Gesetz vum 24. Dezember 1977 ervirgeet, ass et d'Aufgab vun der Tripartite, fir a wirtschaftlech konjunkturell oder strukturell schwieregen Zäite Mesuren ze diskutéieren an ze decidéieren, fir de Wuesstem ze fërderen an den Aarbechtsmarché ze ënnerstëtzen.

An der Tripartite Sitzung vum 13. Dezember 2021 sinn an deem Sënn och eng Rëtsch Decisiounen zesummen decidéiert ginn, déi en direkte Lien hu mat Defien, déi sech aus der Covidkris an hire Konsequenzen erginn, esou z. B. d'Verlängerung vun den Hëllefe fir Betriber aus vulnerabele Secteuren oder vereenzelt Vereinfachungen um Aarbechtsmarché.

D'Sozialpartner hunn eng ganz Rei u Virschléi op den Dësch geluecht, déi net chiffréiert waren. D'Regierung huet sech engagéiert, dës Mesuren ze analyséieren an iwwert déi nächst Méint mat de Sozialpartner a bilaterale Reuniounen an den zoustännege Ministèren ze diskutéieren.

D'Regierung ass zu all Zäit disponibel, fir mat de Sozialpartner iwwert Theemen ze schwätzen, déi iwwert de gesetzleche Kader vun enger Tripartite erausginn. Dofir huet d'Regierung de Sozialpartner offréiert, déi kompetent Ministeren ze kontaktéieren, fir iwwert sektoriell Froen ze diskutéieren. Dat gëllt och fir déi wichteg Sujete vum Logement a vum Klima.

Do donieft ginn et institutionell Gremien, wéi z. B. de Comité économique et social oder de Comité permanent du travail et de l'emploi, wou d'Sozialpartner zesumme mat der Regierung Echangë kënnen hunn.

D'Kafkraaft war, ass a bleift e prioritäre Sujet fir d'Regierung. D'Regierung huet an de leschte Jore ganz vill Mesuren decidéiert, fir d'Kafkraaft vun de Bierger ze stäerken, esou wéi den deemolege Finanzminister et wärend der Reunioun de Sozialpartner och um konkreete Rechebeispill heidrënner gewisen huet. De Statec huet a sengem leschte Rapport travail et cohésion sociale erausfonnt, datt den Aarmutsrisiko zu Lëtzebuerg trotz der Kris net an d'Luucht gaangen ass. Dëst ass e weidere Beweis dofir, datt d'Regierung déi richteg Mesurë geholl huet, fir d'Kafkraaft vun de Leit wärend der Pandemie ze erhalen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 5392 (15.12.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **effectifs de la Police grand-ducale dans le nord du pays :**

Datt et der Police de Moment u Personal feelt, ass gewosst. Mee et schéngt awer, wéi wa virun allem am Beziek Norden d'Personaldecken zimmlech dënn wier.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet follgend Froe stellen:

1. Wéi hu sech d'Effectiver vun de Policebeamten am Beziek Norden, virun allem och zu Dikrech, entwéckelt?

2. Wéi vill Beamten, déi am Norden affektéiert sinn, sinn op aner Plazen detachéiert ginn?

3. Wéi vill Beamte sinn de Moment am Laangzäitkrankeschäin?

4. Wéi vill Beamte maache keen Aussendéngscht méi? Wat sinn d'Ursaachen dofir?

5. Wéi vill Patrulle si pro Schicht op de jeeweilegen Déngschtstellen disponibel?

6. Wéi vill Beamte ginn an noer Zukunft am Beziek Norden an d'Pensioun? Kënne si ersat ginn?

7. Wéi vill Beamte sollen am Beziek Norden an den nächste Jore bäikommen?

Réponse (03.01.2022) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. Säit dem Akraaftriede vum Policegesetz vum 18. Juli 2018 bis zum 31. Dezember 2021 ass den Effectif aus der Regioun Norde vun 184 Polizisten an de Karriäre B1, C1 a C2 op 179 reduzéiert ginn. Den Effectif vum Kommissariat Dikrech ass an der selwechter Period vun 48 op 45 erofgaangen.

ad 2. Aktuell gëtt et an der Regioun Norden 179 Polizisten, dovunner sinn der zéng op aner Plazen detachéiert.

ad 3. De Moment sinn an der Regioun Norde véier Leit am Laangzäitkrankeschäin.

ad 4. Sechs Persounen dierfen den Ament keen Aussendéngscht maachen, dëst aus gesondheetleche Grënn.

ad 5. All Kommissariat mat zwee Roulemente muss souwuel op der Moies- wéi och op der Mëtteschicht eng Patrull stellen. D'Kommissariater, déi mat dräi Roulemente funktionéieren, mussen eng bis zwou Patrulle stellen, jee nom Gesamteffectif vun der jeeweileger Déngschtstell. Domat huet d'Regioun Norden an der Theorie am Dag zu all Moment e Minimum vun néng Patrullen a souwuel an der Nuecht wéi och weekends e Minimum vu fënnef Patrullen operationell. Duerch Spezialdéngschter kënnt et allerdéngs och vir, datt de Minimum net garantéiert ka ginn.

ad 6. Just eng Persoun huet bis elo fir d'éischt Semester 2022 hir Pensiounsdemande gestallt. Dës Persoun gëtt natierlech ersat.

ad 7. Op den 1. Januar 2022 kritt d'Kommissariat Ettelbréck ee Polizist bäi. Dono hänkt net nëmmen de Wuesstum vun der Regioun Norden, mee och dee vun deenen anere Regiounen an Unitéite vum Nettorekrutement vun der ganzer Police of.

Question 5394 (15.12.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **château de Vianden :**

Op der Nordbastioun vum Veianer Schlass si virun etleche Woche Steng erofgefall. Dës Mauer misst effektiv stabiliséiert gi fir ze vermeiden, datt sech eng Situatioun wéi zu Beefort ergëtt.

An deem Zesummenhang wollt ech der Madamm Kulturministesch follgend Froe stellen:

1. Ass de Service des sites et monuments schonn iwwer dëse Problem informéiert ginn? Wa jo, zu wat fir enge Konklusioune sinn d'Spezialiste komm?

2. Gëtt den Zoustand vum Mauerwierk vum Schlass a besonnesch vun der Rankmauer reegelméisseg iwwerpréift? Wa jo, wat fir Feststellunge konnte rezent gemaach ginn? Gëtt et eventuell aner Stabilitéitsproblemer?

3. Sinn d'Aarbechte schonn ausgeschriwwe ginn?

Réponse (07.01.2022) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Weeder de Service des sites et monuments nationaux (SSMN) nach d'Vertrieder vum Veianer Schlass kënne bestätegen, dass viru Woche Steng aus der Mauer vum Nordbastioun vum Veianer Schlass gefall sinn.

Den Zoustand vum Mauerwierk vum Schlass gëtt reegelméisseg vum SSMN iwwerpréift a wann Aarbechten ustinn, da gi se ausgefouert. Am Hierscht 2021 goufen déi lescht Stabilisatiounsaarbechten um Mauerwierk vum Schlass realiséiert. Wéinst der Iwwerwaachung vun de Mauere gouf virun e puer Méint e Laserscan an eng Dronendokumentatioun vun engem Ingenieursbüro gemaach. Déi Donnéeë ginn an den nächste Wochen ausgewäert, fir d'Prioritéite kënne festzeleeën an eventuell Beräicher duerch punktuell Aarbechten ze sécheren.

Den Nordbastioun ass en Deel vun de Maueren, fir déi vun 2022 bis 2026 Aarbechte budgetiséiert a virgesi sinn.

Question 5395 (15.12.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**impact du gel sur les éoliennes :**

Industriell Wandanlage béisse bei Fráscht bis zu 20 % vun hirer Leeschtungsfäegkeet an. Ausserdeem gëtt de Verschläiss staark erhéicht.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi eng Leeschtungsverloschter a Schied opgrond vu Frascht huet d'Regierung wärend de Joren 2013 bis 2020 bei eisen industrielle Wandanlage jeeweils konnte feststellen?

2. Wéi eng cheemesch Mëttele sinn an där Zäitperiod agesat ginn, fir eis industriell Wandanlagen ze entäisen? Koumen hei och potenziell ëmweltschiedlech Substanzen zum Asaz?

3. Wéi héich sinn d'Käschten, déi dës Entäisunge mat sech bréngen?

4. Wéi beurteelt d'Regierung dës Aschränkung am Hibléck op déi allgemeng Volatilitéit vun den erneierbaren Energien, déi am Wanter souwisou héich ass a woubäi de Wanter och deen Zäitraum duerstellt, wou am meeschten Energie gebraucht gëtt?

Réponse commune (30.12.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Op Nofro hi beim gréisste Bedreiwer vu Wandmillen hei am Land si säit 2013 keng Schied opgrond vu Frascht festgestallt ginn. Wandmille vun der neister Generatioun gi mat engem sougenannte „Rotorblattheizungssystem" ausgerüst, wouduerch Produktiounsverloschter duerch Äisusaz däitlech kënne reduzéiert ginn. Wandmille mat deem System hu ronn 50 bis 60 % manner Verloschter am Fall vun Äisusaz wéi Wandkraaftanlagen ouni dee System. E Retrofitting vun ale Wandmillen ass awer net méiglech.

Dank dësem System kënnen déi järlech Produktiounsverloschter weesentlech reduzéiert ginn, op ongeféier 0,5-0,8 % pro Joer.

ad 2. Et gi keng cheemesch Mëttel oder aner potenziell ëmweltschiedlech Substanze benotzt, fir d'Rotorblieder vun de Wandmillen ze entäisen. Dëst gëllt fir Wandmille mat oder ouni Heizungssystem.

ad 3. Et entsti keng Käschte fir Wandmillen ouni Heizungssystem, et kënnt just zu enger Ausfallzäit, well eng Wandmille mat Äisusaz ofgeschalt gëtt. Bei Wandmille mat Heizungssystem entsti Käschte fir d'Hëtze vun de Rotorblieder, déi awer vernoléissegbar sinn am Verglach zu den anere Betribskäschten an och am Verglach zu der zousätzlech méiglecher Stroumproduktioun vun de Wandmillen.

ad 4. Doduerch, dass d'Produktiounsverloschter geréng sinn (an ënnert 1 % leien), kann een net vun enger Aschränkung schwätzen. Bei den erneierbaren Energië ginn et nach aner Energieträger (Bsp. Fotovoltaik, Waasserkraaft, Biomass a Biogas), déi alleguerten ënnerschiddlech Volllaaschtstonnen a Produktiounsprofiller hunn. Dofir si Flexibilitéit- a Späichertechnologien an och d'Sektorkopplung sou wichteg am Stroumnetz vun der Zukunft.

www.chd.lu

Question 5396 (15.12.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **discrimination par l'Église catholique :**

Nach ëmmer gi Mënsche weltwäit wéinst hirer sexueller Orientéierung diskriminéiert. An och wann de Code pénal esou eng Diskriminatioun ënner Strof stellt, gëtt et awer ëmmer nees Ausnamen. Eng konkreet Ausnam schéngen verschidde Glawensgemeinschaften ze sinn.

Am US-Bundesstaat Michigan huet de Bistum ugewisen, dass keng Persounen, „déi ëffentlech an enger gläichgeschlechtlecher Bezéiung liewen", dierfe gedeeft, gefirmt oder eng lescht Salbung erhalen. Och transsexuell Mënsche mussen sech fir hir Identitéit entschëllegen, wann si erëm Deel vun där Kierch wëlle sinn. Kanner aus gläichgeschlechtleche Bezéiungen dierfen dann hei och net méi mat anere Kanner gedeeft ginn, mee just nach „privat".

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Cultes dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung der Meenung, dass esou Decisioune kënnen een negativen Impakt op d'mental Gesondheet vun de Betraffenen hunn? Wéi positionéiert d'Regierung sech par rapport zur Annonce aus Michigan?

2. Kann d'Regierung ausschléissen, dass d'kathoulesch Kierch zu Lëtzebuerg op de selwechte Wee wäert goen, well eis Gesetzer esou eppes net erlabe géifen?

Réponse (12.01.2022) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Cultes :*

ad 1. D'Lëtzebuerger Regierung kommentéiert keng Positioune vum „Bistum am US-Bundesstaat Michigan".

ad 2. Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1270 vum 1. Oktober 2019 elaboréiert, muss een am Fall vun engem Konflikt tëscht verschiddene Grondrechter, an dësem spezifesche Fall, tëschent der Reliounsfräiheet an der Netdiskriminéierung opgrond vun der Sexualitéit, déi zwee Grondrechter matenee conciliéieren, fir zu engem Equiliber ze kommen, ouni ee vun deene Grondrechter komplett auszehielegen.

Et opläit des Weideren och net der Regierung, fir den Equiliber tëschent de Grondrechter ze determinéieren, mee de Justizautoritéiten.

Question 5397 (15.12.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**évaluation de l'utilisation des tablettes en classe :**

Um Ufank vun der Covidkris hat de Minister ugekënnegt, iPaden anzekafen, fir deene Kanner zur Verfügung ze stellen, déi bis dohin net déi technesch Méiglechkeeten doheem haten, fir online kënnen um Unterrecht deelzehuelen. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2992 hat den Educatiounsminister erkläert, dass am Dezember 2020 25.500 Tabletten an de Lycéeën am Asaz waren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Wéi vill iPade goufen u Schüler aus de Lycéeën a Primärschoule wéinst der Covidkris verdeelt?

2. A wéi enge Schoule genau sinn dës iPaden zum Asaz komm?

3. Wéi vill vun deene geléinten iPade sinn um Enn vum Schouljoer 2020/2021 erëm ofgi ginn? Wéi vill Apparater hu wéinst Schied missen ersat ginn?

4. Wéi vill iPade si fir d'Schouljoer 2021/2022 un d'Schüler verdeelt ginn?

Réponse (18.01.2022) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. D'Prozedur, fir sougenannt „Covid-iPads" ze verschécken, ass am September 2020 vum Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE) en place gesat ginn. Tëscht dem 28. September 2020 an dem 3. Februar 2021 goufe 66 iPads am Kontext vun der Pandemie verschéckt; dovu waren der 15 fir vulnerabel Kanner bestëmmt an 51 fir Kanner, déi a Quarantaine oder an Isolement waren.

Vun deene 66 Demandë koumen der 29 aus dem Enseignement fondamental a 37 aus dem Enseignement secondaire. Zanter dem Februar 2021 ass keng nei Demande méi gemaach ginn, weeder iwwert déi definéiert Prozedur (Scolaria a Fichier élèves) nach direkt iwwert den Helpdesk vum CGIE.

Et sief nach preziséiert, datt Lycéeën och zum Deel „pedagogesch" iPads u Schülerinnen a Schüler erausginn hunn; dozou leien awer keng Zuele vir.

ad 2. D'iPads, déi den CGIE verschéckt huet, ware fir den Distanzunterrecht bestëmmt a sinn deemno bei de Schülerinnen a Schüler doheem an den Asaz komm.

ad 3. Déi 15 iPads, déi u vulnerabel Schülerinnen a Schüler verschéckt goufen, sinn um Enn vum Schouljoer 2020/2021 net zeréckgefrot ginn, well déi Schülerinnen a Schüler um Ufank vum neie Schouljoer an der Reegel nach ëmmer vulnerabel waren an dowéinst weider en iPad gebraucht hunn.

Vun deenen 51 aneren iPads sinn der siwen net zréckkomm; just een zeréckgeschéckten iPad war esou beschiedegt, datt en huet missen ersat ginn.

ad 4. Wéi gesot koum zanter Februar 2021 keng nei Demande am Kontext vun der Pandemie eran; fir sougenannt „one2one"-Zwecker goufen eng 10.000 iPads un d'Lycéeë geliwwert.

Question 5398 (15.12.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant l'**application Adapto :**

Eisen Informatiounen no gëtt d'Reservéierungsplattform vum Adapto-Service zanter dem 1. September 2021 net méi, wéi bis dohin, vun enger Lëtzebuerger Startup bedriwwen, mee vun enger hollännescher Entreprise mat US-amerikaneschen Originnen. Mam Wiessel vum Bedreiwer vun der Adapto-App wieren d'Kannerkränkte vum System zréckkomm, heescht et weider. Genau dës Problemer hätt déi Lëtzebuerger Startup, déi mat Subside vum Wirtschaftsministère ënnerstëtzt gouf, awer an der Tëschenzäit geléist gehat.

An der Praxis bedeit dat, dass d'Notzer vun der Adapto-App elo nees mat Problemer bei der Reservatioun vu Servicer konfrontéiert sinn.

Virum Hannergrond vun dësen Informatioune wéilte mir follgend Froen un den Här Mobilitéitsminister stellen:

- Kann den Här Mobilitéitsminister dëse Wiessel vum Bedreiwer vun der Adapto-Plattform confirméieren an eis, am positive Fall, d'Grënn nennen, firwat sech fir eng auslännesch Entreprise decidéiert gouf, obwuel virdru gutt Erfarunge mat enger Lëtzebuerger Startup gemaach goufen?

- Kann den Här Mobilitéitsminister confirméieren, dass et zanter dem Wiessel nees Problemer mat der Adapto-App gëtt, an eis, am positive Fall, eng detailléiert Opléschtung vun de Schwieregkeeten erstellen, mat deenen d'Notzer an der Praxis konfrontéiert sinn?

- Wéi eng Méiglechkeeten hunn d'Notzer en dehors vun der Adapto-App, fir am Fall vun engem Problem awer en Adapto-Bus onkomplizéiert kënnen unzefroen?

- Wéi ass de Kontakt tëscht dem Bedreiwer vun der Adapto-App, der Mobilitéitszentral an den Adapto-Bus-Operateuren um Terrain organiséiert?

- Wëssend, dass an der ëffentlecher Ausschreiwung vun der Reservéierungsplattform nieft dem Adapto-Service och de CAPABS-Transport (transport Complémentaire d'accessibilité pour personnes à besoins spécifiques) virgesi war, kann den Här Mobilitéitsminister confirméieren, dass déi entspriechend App nach ëmmer net operationell ass, an eis, am positive Fall, driwwer informéieren, wou d'Problemer leien a bis wéini déi solle behuewe sinn?

- Kann den Här Minister confirméieren, dass aner Fournisseuren, déi bei der ëffentlecher Soumissioun matgemaach hunn, méi eng präiswäert Offer wéi déi vun der auslännescher Entreprise agereecht haten?

- Wa jo, wat waren déi decisiv Facteuren, déi dozou gefouert hunn, dass déi auslännesch Entreprise den Zouschlag krut?

Réponse (18.01.2022) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Déi éierewäert Deputéierten hunn nees zousätzlech Froen zum Adapto, no de Froe vum 29. Oktober a 16. November; si bezéie sech op de Wiessel vum Bedreiwer vun der Reservatiouns-App, mat deem „d'Kannerkränkte vum System" zréckkomm wieren, ouni awer ze preziséieren, wéi eng Kränkten dëst wieren.

Déi konkreet Froe kann de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgendermoosse beäntwerten:

- De Kontrakt mam viregte Bedreiwer vun der Adapto-App war just op eng relativ kuerz Dauer gemaach ginn, am Kader vun der Reform vum Service vum 1. Mäerz 2020, a gouf als Pilotprojet gefouert. Dee Kontrakt ass zu Enn gaangen.

Fir no dëser Phas en definitive Kontrakt mat engem Fournisseur ofzeschléissen, huet missen eng ëffentlech Ausschreiwung gemaach ginn, esou wéi et laut Gesetz vum 8. Abrëll 2018 iwwer Marchés publics virgesinn ass.

Den aktuelle Bedreiwer war deen eenzegen (vun dräi Soumissionnairen), dee konnt zréckbehale ginn a gouf deemno den Adjudicataire vum Marché.

De Virgänger, déi besote Lëtzebuerger Startup, déi zwar méi bëlleg war, konnt net zréckbehale ginn, well no enger grëndlecher Analys seng Offer laut Artikel 38 vum Gesetz vum 8 Abrëll 2018, an trotz Justification de prix, als anormal niddereg ugesi gouf, souwuel am Hibléck op iwwer 20 Developpementer, déi nach sollte gemaach ginn, fir d'Spezifikatiounen ze erfëllen, wéi och vum Volume vun de Gefierer, déi mat der App ofzedecke wieren.

De betraffene Fournisseur hat um Tribunal administratif Recours géint d'Entscheedung vun der Adjudicatioun ageluecht, e Referé.

D'Geriichtsurteel vum 11. Juni 2021 huet dësem Soumissionnaire net Recht ginn, mee confirméiert, dass d'Virgeeënsweis vum Pouvoir adjudicateur richteg war (« il appert que le pouvoir adjudicateur a bien respecté la procédure protectrice décrite ci-avant et qu'il a interpellé la société A, de même qu'il s'est vu remettre une prise de position afférente, mais que cette prise de position ne l'a pas convaincu de la viabilité économique de l'offre en question. »); dass d'Offer an déi gefroten Erklärungen net gëifen duergoen (« En effet, la réponse adressée le 16 mars 2021 par la société A au pouvoir adjudicateur, ensemble les explications complémentaires formulées dans le cadre du recours ne parait pas de manière évidente à être de nature à établir la viabilité économique de l'offre rejetée, ces explications se bornant à expliquer que seuls 30 % des développements à faire seraient spécifiques pour les services Adapto et CAPABS et seraient facturés en conséquence, tandis que les 70 % des développements restants feraient partie "de notre planning interne concernant le développement de notre solution SaaS" et ne seraient donc pas facturés, sans justification documentée, comptable de ces chiffres. »); an och (« Il n'appert dès lors pas, à ce stade, dans quelles mesures les explications complémentaires formulées dans le cadre du présent recours contentieux, développées oralement à l'audience et appelées sans doute à être précisées par écrit devant les juges du fond, seront de nature à amener les juges du fond à annuler les décisions déférées. »).

De Fournisseur huet duerno och de Recours au fond zréckgezunn.

Fir op déi zwee lescht Punkte virzegräifen, déi éischter nach zu dësem Punkt passen, kann de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte confirméieren, dass och den drëtte Soumissionnaire zwar méi bëlleg war wéi deen, deen den Zouschlag krut, mee och deen huet missen ecartéiert ginn; dëse Soumissionnaire hat guer keng Developpementer virgesinn, fir déi Funktionalitéiten ze erfëllen, déi net a senger Basisplattform ugebuede waren; en huet och kee kompletten Dossier ofginn an huet doduerch dem Cahier des charges net entsprach.

- Wat d'Fro zu enger Lëscht vu Problemer ugeet, referéiert de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte sech op d'Froe 5168 a 5240 vun den éierewäerten Deputéierte Martine Hansen a Serge Wilmes, déi den 1. respektiv 13. Dezember beäntwert goufen.

- De Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte referéiert sech hei och op déi viregt parlamentaresch Froen an d'Online-Informationen op adapto.lu. De Callcenter vun der Verwaltung ass telefonesch erreechbar, a bei dréngende Fäll ausserhalb vun de Besetzungsstonne vum Callcenter huet den Notzer d'Méiglechkeet, an der Leetstell mat engem Agent ze schwätzen, fir den Noutfall direkt ze léisen.

- De Kontakt mam Bedreiwer ass ganz reegelméisseg, iwwer Mail a Reunionen entweeder am Presentiel oder iwwer Videokonferenz. Et gëtt och reegelméissegen Austausch mat de Busbedreiwer, entweeder direkt mat, oder och ouni, de Bedreiwer vun der App.

- Effektiv war nieft Adapto och eng Plattform an App fir de CAPABS-Transport mat ausgeschriwwen, déi awer nach net operationell ass. D'Ursaachen, wisou déi nach net fonctionéiert, si follgend:

• Am Cahier des charges vun der Ausschreiwung waren zimmlech enk Friste virgesi fir d'Ëmsetzung vu béiden Appen. Dee virdru genannte Recours huet dës Friste leider no hanne gedréckt a verkierzt. Vu datt de Kontrakt mam deemolege Bedreiwer vun der Adapto-App awer op en Enn gaangen ass, gouf sech op déi nei Adapto-App konzentréiert, wëll ee weeder fir déi intern Gestioun, a scho guer net fir d'Notzer vum Adapto, konnt e Lach loossen. Fir d'CAPABS-App soll sech genuch Zäit gelooss ginn; 1. gouf et do näischt ze ersetzen an 2. soll vun den Erfarunge vun der Adapto-App profitéiert ginn.

• Duerch de genannte Recours an de Report vun all den Delaien huet den aktuelle Fournisseur natierlech seng intern Planifikatioune mat anere Projete missen upassen. Deemno gouf am September, och opgrond vun deene verschiddene Schwiergegkeeten am Adapto, en Einvernehmen fonnt, fir prioritär dës Schwieregkeeten ze léisen an duerno eréischt d'Developpementer fir de CAPABS unzegoen.

• D'Kontrakter mat den Exploitants vun de CAPABS-Transporter goufen ëm ee Schouljoer verlängert, bis Enn Juli 2022. Haut ass et esou, dass d'Exploitants vum CAPABS selwer d'Faarte plangen an den Dispatch dovunner maachen. Dat soll mam neien Transportkontrakt anescht sinn. Dëst passt also gutt bei d'Ëmsetzung vun der CAPABS-App, well dës zousätzlech Zäit elo sënnvoll ka genotzt ginn, fir zesummen all Funktionalitéiten ze validéieren, fir dass d'App spéitstens dann operationell ass, wann d'Transportkontrakter och op en Enn ginn. Och ass geplangt, dëst an Zesummenaarbecht mat enger representativer Delegation vun de Responsable vun de Centres de compétences ze maachen, wou d'Beneficiairen hintransportéiert ginn, well déi Centren och sollen Zougang zur App kréien, fir domat ze schaffen. Dës Virgeeënsweis gouf och schonns mat verschiddene Centres esou ofgeschwat.

Question 5399 (15.12.2021) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **promotion des voitures « plug-in hybride » :**

An Däitschland huet den neie Wirtschaftsminister ugekënnegt, hire Férdersystem fir Plug-in-Hybriden, deen 2021 sollt auslafen, bis Enn 2022 weiderzeféieren. Zu Lëtzebuerg huet d'Regierung decidéiert, ab 2022 just nach de Kaf vu reng elektresche Gefierer ze férderen; fir de Kaf vu Plug-in-Hybridgefierer ass ab deem Moment kee Subsid méi virgesinn.

An dësem Kontext wéilt ech der Regierung gäre follgend Fro stellen:

- Aus wéi enge Grënn gi Plug-in-Hybridgefierer ab dem Joer 2022 zu Lëtzebuerg vu staatlecher Säit aus net méi geférdert?

Réponse commune (18.01.2022) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

D'Offer u Modeller vun rengen Elektroautoen huet iwwer déi lescht Jore staark evoluéiert: et gëtt an Tëschenzäit an alle Präiskategorien eng ganz Panoplie vun Autoen. Ausserdeem huet d'Autonomie an d'Plazkapazitéit an de Modeller zougeluecht.

D'Regierung wëll d'Elektromobilitéit als wichteg Komponent Richtung Klimaneutralitéit weiderhi konsequent ënnerstëtzen. D'Montante vun de Primmen (1.500 € max. fir Plug-in- an 8.000 € max. fir Elektroauto) hunn och ganz kloer gewisen, wou d'Preferenz vun der Regierung an dësem Beräich vun der Individualmobilitéit läit. Ab dem 1. Abrëll 2022 wäert et dowéinst weider Primme fir 100 % elektresch Gefierer ginn, woubäi déi genee Konditiounen dofir nach net am Detail festgeluecht sinn. Plug-in-Hybridgefierer wäerte jiddefalls net weider finanziell ënnerstëtzt ginn, well si manner energieeffizient sinn an awer deels nach op fossill Energie setzen.

Question 5400 (16.12.2021) de **Mme Myriam Cecchetti** *(déi Lénk)* concernant les **pollutions de l'Attert :**

Le cours d'eau de l'Attert a été récemment pollué à trois reprises par des déversements de digestat respectivement de lisier stocké par des entreprises agricoles situées dans son bassin. Une première pollution s'est produite le 2 mars 2021 suite au déversement de digestat dans un cours d'eau qui s'écoule en direction du Luxembourg par une unité de biométhanisation située sur le territoire belge.

Cette pollution a fait des dégâts importants au sein de l'écosystème aquatique des cours d'eau affectés et a entraîné des pertes substantielles au niveau de la population piscicole. De plus, le déversement du digestat a également impacté une zone Natura 2000 du côté luxembourgeois.

Deux autres pollutions se sont produites plus récemment en novembre 2021 suite au déversement de lisier dans deux affluents de l'Attert au niveau des sites agricoles à Hovelange ainsi qu'à Holtz.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement :

1) Quelles circonstances ont-été à l'origine des trois incidents de pollution mentionnés ci-dessus ?

2) a) Quels dispositifs de sécurité sont prévus au niveau des unités de biométhanisation sur le territoire luxembourgeois ? b) Est-ce que le type d'incident en question aurait également pu se produire au niveau d'une unité de biométhanisation réglementée par la législation luxembourgeoise ?

3) Quels dispositifs de sécurité sont ensuite prévus au niveau des unités de stockage de lisier ?

4) À quels contrôles les unités de biométhanisation et de stockage de lisier sont-elles soumises ? Quelles autorités réalisent ces contrôles et à quel rythme sont-ils effectués ?

5) Madame la Ministre prévoit-elle des mesures de sécurité supplémentaires au niveau des unités prémentionnées ? Dans l'affirmative, quelles mesures envisage-t-elle ?

6) Quel est l'état écologique des ruisseaux et cours d'eau concernés par les pollutions ? Les deux incidents de pollution survenus en novembre ont-ils entraîné une dégradation supplémentaire des eaux ?

7) Quel est l'état écologique de la zone Natura 2000 impactée par les pollutions ?

8) Madame la Ministre peut-elle me fournir les résultats des analyses les plus récentes effectuées suite aux pollutions des eaux ainsi que de la flore et de la faune ?

9) Un repeuplement piscicole sera-t-il envisageable dans les cours d'eau pollués ? Dans l'affirmative, dans quels délais un repeuplement sera-t-il possible ?

10) Quelles mesures supplémentaires Madame la Ministre envisage-t-elle pour éviter de telles pollutions à l'avenir ?

Réponse (18.01.2022) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Incident à Grendel (B) le 2 mars 2021 :

Suite à un incendie, une cuve de stockage de l'unité de biométhanisation a été endommagée, ce qui a provoqué une fuite importante de digestat. Lorsque l'incident s'est produit, des travaux d'agrandissement de l'unité de biométhanisation étaient en cours, ce qui a permis à une partie du digestat qui s'est déversée de s'écouler dans des tuyaux en attente de raccordement et d'aboutir dans le réseau d'égouttage interne de la société. Ce réseau d'égouttage passe sous un merlon en terre avant d'atteindre la station d'épuration de l'établissement. Cette dernière n'a pas été en mesure de retenir le digestat, qui s'est déversé par la suite vers le milieu ambiant.

Incident à Hovelange le 7 novembre 2021 :

Deux digesteurs de l'unité de biométhanisation ont débordé suite à une alimentation en continu de ces derniers. En absence d'une transmission des alarmes pour alerter un niveau trop haut des cuves, le digestat qui a débordé des cuves s'est déversé sur le site de la société et une partie de la biomasse s'est écoulée le long de la route en descendant la pente vers le cours d'eau « Millebach ».

Incident à Holtz le 30 novembre 2021 :

En raison d'un défaut technique au niveau d'un séparateur de lisier, une grande quantité de lisier a été pompée dans la cour du site agricole. Le lisier s'est ensuite écoulé directement vers la canalisation des eaux mixtes, puis vers la station d'épuration (mécanique) de Holtz. Cette dernière n'a pas été en mesure de traiter la charge accrue, ce qui signifie que les eaux fortement polluées par du lisier se sont déversées vers un affluent du cours d'eau « Noutemerbaach ».

ad 2) a) Au Luxembourg, en matière d'établissements classés, l'Administration de l'environnement prescrit conformément à la loi modifiée du 19 juin 1999 des conditions d'aménagements et d'exploitation afin de parer à tels déversements.

Les mesures de sécurité prescrites par l'Administration de la gestion de l'eau sur base de l'article 22 §1 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau stipulant qu'il est interdit d'altérer les conditions physiques, chimiques ou biologiques des eaux de surfaces et eaux souterraines, sont complémentaires aux prescriptions et exigences de la loi modifiée du 19 juin 1999 relative aux établissements classés.

En effet, l'Administration de la gestion de l'eau prescrit pour les stations de biométhanisation, tombant sous le champ d'application du régime d'autorisation de la loi relative à l'eau, entre autres les mesures de précaution et de sécurité suivantes :

- Toutes les eaux pluviales souillées par des matières organiques, les lixiviats issus des silos horizontaux, les eaux en provenance des aires de stockage de matières organiques, les eaux de lavage ainsi que tous les effluents agricoles utilisés sur les sites sont à traiter au sein du processus interne de la station de production de biogaz. Aucun rejet de ces eaux vers le milieu ambiant, vers un cours d'eau ou vers les eaux souterraines n'est autorisé.

- Les aires de vidange des lagunes et réservoirs de digestat/purin/lisier sont à construire de façon à empêcher le déversement de digestat/purin/lisier dans le milieu ambiant ou le réseau des eaux pluviales en cas d'incident ou de fuite.

- Les réservoirs de stockage de digestat, les lagunes de digestat ainsi que les fermenteurs doivent être équipés d'un système de contrôle d'étanchéité permettant la détection de fuites. Un rapport sur l'étanchéité des réservoirs, lagunes et des fermenteurs doit être établi par un organisme agrée et compétent dans le domaine avant la mise en service de l'infrastructure concernée.

- Un contrôle d'étanchéité selon les normes respectives DIN EN 1610, DIN EN 805 ou une norme équivalente des nouveaux réseaux de canalisation pour eaux usées doit être effectué avant la mise en service des stations de ceux-ci.

ad 2) b) Oui.

ad 3) L'Administration de la gestion des eaux prescrit les dispositifs de sécurité suivants au niveau des unités de stockage de lisier :

- Les réservoirs de stockage de lisier doivent être construits de manière à garantir une parfaite étanchéité et de résister aux actions physiques et chimiques du lisier.

- Les réservoirs de stockage de lisier doivent être équipés d'un système de contrôle d'étanchéité permettant la détection de fuites.

- Un rapport sur l'étanchéité des réservoirs de stockage de lisier doit être établi par un organisme agréé et compétent dans le domaine avant la mise en service de ceux-ci.

- Les aires de vidange des réservoirs de stockage de lisier sont à construire de façon à empêcher le déversement de lisier dans le milieu ambiant ou le réseau des eaux pluviales en cas d'incident ou de fuite.

ad 4) Les autorisations d'exploitation et les réglementations en matière d'établissements classés indiquent les contrôles à effectuer, le rythme de ces contrôles ainsi que les personnes habilitées à effectuer ces contrôles.

ad 5) Il va sans dire que ces unités doivent respecter les dispositions les concernant et que les systèmes de gestion, d'alimentation ou autres sont supposés être fonctionnels en permanence. Une analyse de l'opportunité de mesures supplémentaires est en cours.

ad 6) Tout d'abord il faut définir la notion d'« état écologique » des ruisseaux et des cours d'eau dans ce contexte afin d'assurer une base de connaissance commune.

En général l'état écologique d'un milieu, comme un ruisseau ou un cours d'eau, intègre le terme « écologie » qui est la science des interactions des organismes avec leur milieu pour former un écosystème en tenant compte des relations entre les êtres vivants et leur milieu. L'état écologique fait donc référence à l'ensemble des êtres vivants en interaction avec leur milieu environnemental, qui correspond dans ce cas au cours d'eau concerné.

En vertu de la directive-cadre européenne sur l'eau (DCE ; CE/60/2000), un système d'évaluation de l'état écologique a été mis en place dont des paramètres biologiques c.-à-d. une sélection d'organismes de la faune et la flore aquatiques sont les indicateurs principaux. L'état écologique en termes de l'évaluation en cinq classes de qualité (1 : très bon, 2 : bon, 3 : moyen, 4 : médiocre, 5 : mauvais) tel que publié dans le cadre du projet du 3e plan de gestion des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse des masses d'eau concernées pour le 3e cycle de gestion de 2021 à 2027 est repris dans le tableau suivant :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

En termes de l'évaluation suivant la DCE, l'état écologique des deux masses d'eau concernées par la pollution du 2 mars 2021 du cours d'eau « Attert » est qualifié par une classe de qualité moyenne. La masse d'eau de surface « Noutemerbaach » présente une classe de qualité écologique « moyenne » tandis que la masse d'eau de surface « Närdenerbaach » présente un état écologique de la classe de qualité « mauvaise ». Il faut noter que cette évaluation est basée sur les résultats du monitoring de surveillance réalisé pendant la période de 2015 à 2020, avant les épisodes de pollution en question.

Dans le cadre des mesures d'urgence, des monitorings biologiques sont ordonnés pour évaluer l'impact de la pollution sur l'état écologique du/des cours d'eau en question. La période de référence pour effectuer les monitorings biologiques assurant des résultats représentatifs se situe en période de végétation, soit entre avril/mai et septembre/octobre d'une année.

L'évaluation de l'état écologique suivant le paramètre « poissons » des résultats des pêches électriques sur le cours d'eau Attert en juin 2021, donc trois mois après l'incident du 2 mars 2021, présente un « bon » état écologique (classe de qualité 2 pour le paramètre « poissons »), indiquant que l'écosystème aquatique s'est remis de cet impact, sans repeuplement intermédiaire.

Comme les deux dernières pollutions, dont il est question à présent, se situaient en automne, voire hiver, l'impact écologique des pollutions n'est pas

mesurable du point de vue biologique, sauf si l'impact direct s'était manifesté par exemple sous forme d'un dépérissement de poissons. Or, pour les deux pollutions sur des affluents des cours d'eau « Närdenerbaach » et « Noutemerbaach », une telle observation manifeste immédiatement après l'incident n'a pas pu être faite, sauf que deux poissons morts ont été repérés dans le cours d'eau « Noutemerbaach ». Pour cette raison il faut attendre les évaluations des monitorings biologiques prévus pour la saison printanière 2022 afin de procéder à des conclusions par rapport à l'impact de ces pollutions sur l'état écologique des cours d'eau.

Il va de soi que tout déversement de substances polluantes contribue à une certaine dégradation du milieu aquatique immédiate ou retardée, passagère ou à long terme, en fonction de l'origine et envergure de la pollution, mais également en fonction d'autres facteurs, par exemple le débit au moment du déversement de substances polluantes dans le cours d'eau, quel que soit l'état initial de ce dernier.

ad 7) L'Administration de la nature et des forêts n'a pas encore évalué des éventuels impacts sur la zone Natura 2000.

ad 8) Veuillez trouver les résultats des analyses chimiques des échantillons prélevés lors des incidents de pollutions mentionnés dans la présente question parlementaire. Il convient toutefois de noter que dans le cadre de la pollution à Holtz les échantillons ont été prélevés par la Police grand-ducale. Le Parquet du Tribunal d'arrondissement de Diekirch nous a cependant autorisé à vous communiquer ces résultats.

En ce qui concerne les résultats des analyses biologiques, ces évaluations ne sont pas disponibles à ce stade, vu que les monitorings biologiques ordonnés dans le cadre des mesures d'urgence seront réalisés pour les raisons déjà mentionnées au printemps/été 2022 (cf. réponse de la question 6). Les résultats préliminaires de l'Attert ne sont pas encore complétés ni validés.

ad 9) Afin de connaître la nécessité ainsi que les modalités d'un éventuel repeuplement, il faut d'abord attendre les résultats de l'évaluation de l'impact potentiel sur l'écosystème aquatique, notamment sur la faune piscicole (cf. réponse de la question 6).

Pour la pollution du 2 mars sur l'« Attert », en ce qui concerne la perte des poissons de bonne prise dans le contexte de l'exercice de la pêche, l'établissement d'un plan de repeuplement adapté est en cours. Par ailleurs, les cours d'eau directement pollués lors des épisodes de pollution récents, sont de petits affluents des cours d'eau de surface « Noutemerbaach » et « Närdenerbaach », donc des ruisseaux qui hébergent plutôt les petites espèces piscicoles tolérantes, tels que loche franche, épinoche, vairon, etc. qui sont des espèces qui ne sont pas disponibles sur le marché, d'où l'impossibilité de repeupler ces espèces typiques.

Du point de vue qualité écologique, en cas d'un impact sur la faune piscicole constatée, les cours d'eau de surface récepteurs des deux affluents « Noutemerbaach » et « Närdenerbaach » potentiellement impactés ne présentent actuellement pas un état écologique en bonne classe de qualité, ce qui remet en question le sens scientifique/écologique d'un éventuel repeuplement d'espèces piscicoles dans un milieu non favorable au développement d'une communauté piscicole durable. Dans ce contexte, il y a lieu de rappeler l'instrument national de la mise en œuvre de la DCE, qui est le programme de mesures du plan de gestion pour les eaux de surface afin d'assurer l'atteinte du bon état écologique dans les masses d'eau au Luxembourg.

Néanmoins l'Administration de la gestion de l'eau envisage de lancer un projet qui consiste à installer des cages avec des œufs de truites de rivière issues de la pisciculture de l'État dans des zones favorables de cours d'eau impactés par des pollutions, sous condition que les qualités chimique et écologique permettent un développement de frai de truites de rivière afin d'enrichir la faune piscicole suite à des incidents de pollution.

ad 10) En plus des informations fournies à la question 5, des contrôles supplémentaires des installations concernées seraient une mesure possible pour réduire la probabilité de telles pollutions. Cependant, les services compétents manquent actuellement de personnel pour effectuer ces contrôles supplémentaires.

Question 5401 (16.12.2021) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant les **Jeux olympiques d'hiver 2022 :**

An deene leschten Deeg hunn eng Rei westlech Natiounen, dorënner d'Vereent Staate vun Amerika, Australien oder Groussbritannien, annoncéiert, dass si déi olympesch Wanterspiller vum 4. bis den 20. Februar zu Peking géifen opgrond vun de Mënscherechtsverletzungen a China boykottéieren. Momentan lafen dozou och Diskussiounen innerhalb der EU; bis elo awer ouni Resultat, vu dass et verschidde Positioune ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wat fir eng Positioun vertrëtt de Sportminister zu Bréissel? Wat sinn d'Grënn heifir?

Réponse (18.01.2022) de **M. Georges Engel,** *Ministre des Sports :*

Iwwer eng gemeinsam Positioun vun den EU-Länner iwwer een eventuelle Boykott vun de Wanterspiller zu Peking, gouf de 14. Dezember 2021 zu Bréissel um Conseil des affaires générales vun den europäeschen Ausseminister geschwat, wou Lëtzebuerg duerch säin Ausseminister vertruede war an net duerch säi Sportminister.

Déi europäesch Sportminister gesi sech eréischt am Abrëll dëst Joer zu Lëtzebuerg, dee Moment sinn déi olympesch Wanterspiller zu Peking eriwwer.

Well de Sportminister a Minister fir Aarbecht a Beschäftegung a fir Sozial- a Solidarwirtschaft sech elo mol virop op seng nei Missioune konzentréiert, wäert hien net op déi olympesch Wanterspiller op Peking fueren.

Generell soll een och Sport a Politik trennen - déi néideg Froe musse sech am Virfeld gestallt ginn, ier een eng Decisioun hëlt, wou eng grouss Sportsmanifestatioun stattfanne soll.

Question 5402 (16.12.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **apprentis non vaccinés :**

An deene meeschte Beruffsausbildunge sinn d'Schüler zum Deel an der Schoul an zum Deel am Ausbildungsbetrib. De Wierder vum Educatiounsminister no huet all Schüler d'Recht op Bildung, och wann e sech net wëll impfe loossen.

En net geimpfte Schüler, deen amgaangen ass, e Beruff ze léieren, riskéiert awer, dëst Recht op Bildung ze verléieren, wann e sech déi zertifiéiert Schnelltester net ka leeschten. Mengen Informatiounen no gëtt et nämlech dann elo e Fall, wou esou e Schüler muss ophalen, well en déi zertifiéiert Tester net ka bezuelen an esou d'Konditioun net erfëllt, fir beim Patron ze schaffen.

Virum Hannergrond vun enger eventueller Benodeelegung vun dëse Schüler an der Beruffsausbildung par rapport zu hire Kolleegen, déi 100 Prozent vun hire Schoulstonnen an der Schoul verbréngen, wéilt ech follgend Froen un den Här Educatiounsminister stellen:

- Wéi positionéiert sech den Här Educatiounsminister par rapport zum beschriwwene Fall an der Tatsaach, dass Schüler an der Beruffsausbildung déi noutwenneg zertifiéiert Tester musse bezuelen?

- Wéi eng Mesuré plangt den Här Minister ze huelen, fir dass och net geimpfte Schüler aus der Beruffsausbildung hiert Recht op Bildung an der Praxis zu 100 Prozent kënne wouerhuelen?

- Ass den Här Minister gewëllt, de Schüler aus der Beruffsausbildung gratis zertifiéiert Tester zur Verfügung ze stellen?

• Wa jo, vu wéini un an iwwer wéi e Wee?
• Wann net, firwat net?
• Oder ass den Här Minister gewëllt, d'Schnelltester aus der Schoul fir d'Beruffsausbildung unerkennen ze loossen?

Réponse (18.01.2022) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

D'Gesetz vum 16. Dezember 2021 preziséiert, datt souwuel Stagiairë wéi och Léierjongen a Léiermeedercher sech mussen am Betrib un den 3G-Regime am Kader vum CovidCheck halen.

Den Apprenti an de Stagiaire sinn am Artikel 1 Punkt 31 vum modifiéierte Covidgesetz vum 17. Juli 2020 definéiert: „‚salariés' : les salariés tels que définis à l'article L. 121-1 du Code du travail, ainsi que les stagiaires, les apprentis et les élèves et étudiants occupés pendant les vacances scolaires". Deemno ënnersti si am Betrib dësem Gesetz, esou wéi si och all aner Sécherheetsreglementer musse respektéieren.

Gratistester fir d'Salariéë sinn net virgesinn, soudatt dat och fir d'Apprentië gëllt.

Question 5404 (17.12.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **mesures privatives de liberté :**

Persounen, déi opgrond vun hirem mentalen oder physesche Gesondheetszoustand eng Gefor fir sech oder anerer duerstelle géifen, wann si sech fräi beweege kéinten, kënnen och géint hire Wëllen an hirer Beweegungsfräiheet ageschränkt ginn. Als fräiheetsentzéiend Moossname kënnen esou z. B. Gurten oder Barrièrë genotzt ginn, déi d'Beweegung aschränken, mee och Medikamenter, wéi bspw. Neuroleptika, déi de Patient roueg stellen. Am Ausland ginn d'Méiglechkeete fir den Asaz vun esou Mëttelen zum Deel duerch streng Gesetzer gereegelt. Zu Lëtzebuerg gëtt et esou e Gesetz (nach) net.

2010 gouf zu Lëtzebuerg eng Etüd mam Titel „Freiheitsentziehende Maßnahmen und Gewalt in der Altenpflege" vun der Fuerschungseenheet INSIDE an dem RBS-Center fir Altersfroen ASBL publizéiert, an där déi deemoleg Situatioun am Land analyséiert an evaluéiert gouf an deemools och schonn Diskussiounen ugestouss huet, ob Lëtzebuerg net e Gesetz bräicht, fir den Asaz vu fräiheetsentzéiende Moossnamen ze reguléieren.

Bis haut läit esou e Gesetzesprojet awer net fir an eng nei Etüd, an där déi aktuell Situatioun nach emol evaluéiert géif ginn, gouf bis elo och net gemaach.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Famill an Integratioun a fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Bleift d'Regierung bei hirer Aschätzung, dass eng konkreet Gesetzgeebung betreffend fräiheetsentzéiend Moossnamen net néideg ass, an eng kontinuéierlech Formatioun a Sensibiliséierung vum Personal um Terrain hei duergeet?

2. U wéi eng Instanz kann sech eng Persoun oder hir Famill wenden, wann de Verdacht besteet, dass fräiheetsentzéiend Moossnamen zu Onrecht agesat goufen? Wéi gëtt ouni gesetzlech Basis evaluéiert, ob eng fräiheetsentzéiend Moossnam rechtméisseg war oder net?

3. Plangt d'Regierung - méi wéi zéng Joer no der Etüd „Freiheitsentziehende Maßnahmen und Gewalt in der Altenpflege" - eng nei Etüd duerchféieren ze loossen, fir ze analyséieren, wéi d'Situatioun evoluéiert huet?

Réponse (18.01.2022) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

D'Sensibilisatioun an d'Formation continue vum Personal sinn en zentraalt Element, fir ze garantéieren, dass et am Beräich vun der Betreiung vun den eelere Leit net zu Aschränkunge vun de Fräiheete vun eenzele Mënsch kënnt an dass all Mënsch respektvoll am Alter versuergt gëtt. Esou gëtt zënter 2016 eng Weiderbildung am Beräich vun der Psychogeriatrie ugebueden, déi finanziell vum Familljeministère ënnerstëtzt gëtt. Dës Weiderbildung kritt ee legale Kader am Gesetzesprojet iwwer d'Qualitéit an de Servicer fir déi eeler Leit (doc. parl. 7524). An Zukunft mussen da 40 % vum Betreiungspersonal vun de Gestionnairë vun de Servicer a Strukture fir eeler Leit dës Formatioun absolvéiert hunn. Dëse Comité beschäftegt sech mat eethesche Froen an dem Respekt vun de Grondrechter vum Mënsch.

Eng respektvoll Betreiung vun den eeleren a vulnerabele Leit ass och Bestanddeel vun der Politik an deem Beräich; esou steet am Regierungsprogramm 2018/2023: « Reconnaître et promouvoir la richesse de ce rôle se traduit par un accompagnement et une prise en charge digne et de qualité. Une politique basée sur une conception positive du 3e âge sera poursuivie, qui favorise le bien-être physique, mental et social, la participation à des activités dans les domaines social, économique, culturel et sportif ainsi que la protection des personnes âgées contre toute atteinte à leur dignité, autonomie et indépendance. »

Verschidde Gestionnairen an och d'COPAS, den Daachverband vun de Gestionnairen aus dem Beräich vun de Servicer a Strukture fir eeler Leit a fir Leit mat enger Behënnerung, hunn eegen eethesch Chartaen elaboréiert, wou si sech Reegelen zu enger respektvoller Prise en charge ginn.

Wann eng Persoun oder e Familljemember der Meenung ass, dass eng Mesure agesat gouf, déi der Persoun hir Fräiheet ageschränkt huet, da kann se sech un de Chargé de direction vun der concernéierter Struktur oder un de Familljeministère wenden.

An dësem Kontext sief drop higewisen, dass de Gesetzesprojet 7524 iwwert d'Qualitéit an de Servicer fir déi eeler Leit d'Konzept vun der „bientraitance" an d'Organisatioun vun enger „gestion des réclamations" am „projet d'établissement" vun alle Strukture fir eeler Leit virgesäit.

De Gesetzesprojet gesäit och vir, dass en Eethikcomité muss vun alle Gestionnairen en place gesat ginn, dëst eleng oder an Zesummenaarbecht mat aneren Institutiounen. All Eethikcomité setzt sech zesummen aus mindestens dräi Leit, woubäi fir d'Diversitéit vun de Profiller soll gesuergt sinn, eng Persoun muss Dokter sinn, eng zweet Persoun muss eng erweidert Formatioun an der Stierfbegleedung absolvéiert hunn.

Et gëtt och en nationalen Informatiouns- a Mediatiounsservice geschaaft, deen e weidert Element duerstellt, wann e Bewunner, e Familljemember oder ee Gestionnaire een Uleies huet an Ënnerstëtzung brauch.

Zu dësem Zäitpunkt ass keng nei Etüd zum Sujet „Freiheitsentziehende Massnahmen und Gewalt in der Altenpflege" geplangt.

Le saviez-vous ?

DÉPÔT

Le dépôt est l'acte par lequel la Chambre des Députés est officiellement saisie d'un projet de loi ou d'une proposition de loi.

Question 5405 (17.12.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **règle 2G dans le secteur hospitalier et de la santé :**

Säit dem Ufank vun der Covidsituatioun gëtt ëmmer rëm d'Fro vun der Iwwerlaaschtung vum Gesondheetswiesen diskutéiert, souwuel am Hibléck op déi materiell Ressourcen, zum Beispill d'Zuel vun den Intensivbetter, wéi och d'Aarbechtsbelaaschtung vum Personal. Des Weidere féiert d'Fro vun engem allgemenge CovidCheck op der Aarbechtsplaz, dee vum 15. Januar un obligatoresch gëtt, säit Wochen zu staarken, gesellschaftleche Kontroversen.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Gesondheetsminister gär dës dréngend Froe stellen:

1. Leien der Madamm Minister Zuele vir, wéi vill Leit, déi am Gesondheets- a Fleegeberäich schaffen, d'Konditioune vum 2G aktuell net erfëllen? Wa jo, kann d'Madamm Minister dës Zuele matdeelen an zugläich preziséieren, op wéi enger aarbechts- an dateschutzrechtlecher Grondlag an zu wéi engem Zweck se ursprénglech erhuewe goufen?

2. Geet d'Madamm Minister net dovun aus, datt d'Aféierung vun engem allgemenge CovidCheck op der Aarbechtsplaz déi zäitlech a psychesch Stressbelaaschtung vum Gesondheets- a Fleegepersonal zousätzlech erhéijen an am uewe genannte Sënn en Däiwelskrees bei der Iwwerlaaschtung vun de medezinnesche Versuergungsstrukturen erzeuge wäert? Wéi begrënnt si hir Positioun?

3. Kann d'Madamm Minister elaboréieren, wéi eng ënnerschiddlech Zenarien am Sënn vun der Fro virdru gepréift a wéi eng Konklusiounen zeréckbehale goufen?

Réponse (17.01.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Och wann een sech op pseudonymiséiert Donnéeë baséiert, ass et net méiglech, mat Sécherheet ze wëssen, wat fir eng Persoun a wat fir enger Institutioun (Spidol, Maison de soins, CIPA, Réseau d'aide et de soins etc.) intervenéiert, well an dësem Secteur och eng Rei Leit am Statut vum Independant schaffen, respektiv als Sous-traitant Prestatioune liwweren. En plus ass et e Secteur, wou traditionell vill Frontaliere schaffen, déi eventuell an hirem Land geimpft respektiv op Covid positiv getest goufen. Dës Informatioune sinn net systematesch bei eis disponibel, soudatt de Gesondheetsministère keng Chifferen doriwwer huet, wéi vill Leit, déi am Gesondheets- a Fleegeberäich schaffen, an d'Konditioune vum 2G aktuell net erfëllen.

ad 2. + 3. D'Aféierung vun engem allgemenge CovidCheck op der Aarbechtsplaz ass fir Gesondheets- a Fleegepersonal an deem Sënn net nei, vu datt si scho säit dem Covidgesetz vum 12. Juni 2021 der Konditioun, en Impfcertificat, Geneesungscertificat oder Testcertificat virzeweisen, fir schaffen ze kënnen, ënnerleien. Allerdéngs kënnen d'Spideeler an d'Fleegestrukturen, opgrond vum Artikel 3 vum Covidgesetz, hirem Gesondheets- a Fleegepersonal nach zousätzlech d'Méiglechkeet vun engem Schnelltest sur place ubidden. Dëst erlaabt et dem Personal, dat, wéi den honorabelen Deputéierten et mentionéiert, enger zäitlecher a psychescher Stressbelaaschtung ënnerläit, och, en absence vun engem zertifiéierten Test, op d'Méiglechkeet vun engem Schnelltest sur place zeréckzegräifen a soumat schnell seng Aarbecht untrieden ze kënnen. Doriwwer eraus handelt et sech jo hei ëm geschoulte Personal, wat de Schnelltest sur place duerchféiert, wat nach eemol eng zousätzlech Sécherheet gëtt, datt de Schnelltest korrekt duerchgefouert ass.

Question 5406 (17.12.2021) de **Mme Myriam Cecchetti** *(déi Lénk)* concernant l'**incendie dans une zone industrielle à Mertzig :**

En date du 6 décembre 2021 un incendie dans une zone industrielle à Mertzig a ravagé une entreprise de traitement de métaux et une boulangerie industrielle.

Les informations sur l'incendie relayées par les médias indiquent qu'en ce qui concerne la boulangerie, une grande partie du site de production aurait été endommagée par l'incendie, ce qui aurait nécessité un arrêt total temporaire de la production. Dans un article paru le 16 décembre 2021 il est mentionné que la production aurait à nouveau re-

pris en partie, même si des travaux de réparation notamment au toit des halls de production seraient encore nécessaires.

De même, des agents de l'Administration de la gestion des eaux se seraient rendus sur place pour vérifier que le ruisseau de la Wark n'a pas été pollué suite au déversement des eaux d'extinction.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre du Travail :

1) La zone dans laquelle se trouvent les deux sites de production est-elle classée et autorisée en tant que zone industrielle conformément à la loi relative aux établissements classés ?

2) Comment la boulangerie est-elle classée par rapport à la réglementation portant nomenclature et classification des établissements classés ? La boulangerie disposait-elle d'une autorisation relative à la loi des établissements classés ?

3) Comment s'explique le débordement de l'incendie d'un site de production à l'autre ? Les mesures de protection en cas d'incendie ont-elles été respectées sur le site et ont-elles fait l'objet d'un contrôle par les administrations compétentes en amont de l'autorisation des sites de production en question ?

4) Quelles mesures de précaution Madame et Monsieur les Ministres ont-ils pris suite à l'incendie sur le site de production ? Des agents de l'ITM et de l'Administration de l'environnement ont-ils été envoyés sur place pour évaluer les risques ?

5) Des évaluations des risques notamment en ce qui concerne la stabilité des halls et la présence de polluants ont-elles été effectuées avant le début des travaux de réparation et de nettoyage ?

6) Madame la Ministre de l'Environnement peut-elle me communiquer les résultats des analyses effectuées par l'AGE concernant une pollution potentielle de la Wark ?

7) Existe-t-il un bassin de rétention des eaux d'extinction sur le site de production en question pour éviter que des eaux polluées ne s'écoulent dans le ruisseau ? Dans l'affirmative, le bassin de rétention a-t-il fonctionné correctement respectivement ses dimensions sont-elles adaptées aux besoins du site de production en question ?

8) Une nouvelle demande d'autorisation a-t-elle été adressée aux administrations compétentes tout en sachant que l'autorisation initiale devient caduque suite à la destruction de l'établissement par un accident quelconque et que l'accident a nécessité un arrêt total de la production ?

9) Dans l'affirmative, cette demande a-t-elle eu une réponse favorable et, dans l'affirmative, est-ce que tous les risques pour la santé et la sécurité des salariés et des autres personnes présentes sur place ont pu être écartés ?

Réponse commune (18.01.2022) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Georges Engel,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1) La zone a été autorisée au titre de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés par le ministre ayant dans ses attributions le Travail, par l'arrêté n° 1/2004/0077/22086/126 en date du 20 décembre 2005. Cette autorisation couvre la création, l'aménagement, les travaux d'infrastructure et l'exploitation d'une zone d'activité commerciale et économique.

La zone dispose d'une autorisation en matière d'établissements classés (1/04/0077 du 28 février 2019) délivrée par la ministre ayant l'Environnement dans ses attributions.

ad 2) À l'époque de l'aménagement de la boulangerie sur le site en question, les boulangeries et pâtisseries étaient soumises au régime de la classe 2 nécessitant une autorisation du bourgmestre.

Actuellement, selon le règlement grand-ducal modifié du 10 mai 2012 portant nouvelles nomenclature et classification des établissements classés, l'exploitation de la boulangerie respectivement de la pâtisserie tombe sous la classe 3.

Aucune autorisation de la classe 3 n'a été délivrée par le ministre ayant dans ses attributions le Travail au titre de la loi relative aux établissements classés.

Cependant, lors du contrôle de l'Inspection du travail et des mines (ITM) le 13 décembre 2021, l'exploitant n'a pas présenté d'autorisation de la classe 2, ni de la classe 3 couvrant l'exploitation de ladite boulangerie.

Une boulangerie située dans une zone d'activités autorisée au titre de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classé relève du point de nomenclature 030107 01 selon le règlement grand-ducal portant nouvelles nomenclature et classification des établissements classés.

Une demande d'autorisation a été introduite, une autorisation en matière d'établissements classés n'a pas encore été émise.

ad 3) En général, le débordement d'un incendie ne peut être exclu indépendamment des mesures de protection.

En général, un contrôle ne peut pas se faire en amont d'une autorisation d'exploitation.

En ce qui concerne les contrôles de l'ITM, il y a lieu de remarquer qu'actuellement, ceux-ci ne peuvent que se limiter à un échantillon de l'ensemble des établissements classés et/ou sur base de réclamations qui ont été portées à l'attention de l'ITM.

ad 4) Suite à l'incendie en question, des agents de l'ITM se sont rendus sur place le 13 décembre, afin de pouvoir fixer dans le cadre des compétences de l'ITM, respectivement du MTEESS, les mesures nécessaires à mettre en œuvre afin de garantir la sécurité et la santé des salariés.

Il a été constaté qu'aucun salarié ne travaille dans la zone de l'incendie qui a également été confinée.

Par ailleurs, aucune infraction considérée comme pouvant présenter un danger imminent pour les salariés occupés sur le site n'a été constatée.

Concernant la gestion des eaux d'extinction, des mesures ont été prises par le « Groupe d'intervention pollutions » de l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) afin d'empêcher que les eaux polluées se déversent dans le cours d'eau « Wark ».

La majorité des eaux d'extinction s'est déversée dans la canalisation des eaux usées, une partie des eaux d'extinction s'est déversée dans un bassin de rétention des eaux pluviales de l'entreprise de traitement de métaux, et une dernière partie s'est écoulée via les canalisations d'eaux pluviales vers le cours d'eau « Wark », ceci avant la mise en place d'une mesure suite à l'intervention des agents de l'AGE. Cette mesure consistait à boucher le regard donnant vers les eaux pluviales permettant de retenir les eaux d'extinction dans la cour externe, respectivement de dévier l'écoulement vers la canalisation des eaux usées.

Le Syndicat des eaux résiduaires du Nord (SIDEN) a été prévenu et a fermé les vannes de la station d'épuration afin de contenir les eaux d'extinction s'étant écoulées dans la canalisation des eaux usées.

Une mesure d'urgence a été envoyée en date du 8 décembre 2021 à l'intention de l'entreprise de traitement de métaux ordonnant à l'entreprise de vidanger le bassin de rétention des eaux pluviales concerné, ainsi que les eaux retenues dans la cour. Cette action a été mise en œuvre par l'entreprise en question.

L'Administration de l'environnement n'a pas effectué un contrôle sur site en décembre 2021. Un contrôle des deux établissements ravagés par l'incendie du 6 décembre 2021 a eu lieu le 4 janvier 2022 : Une pollution apparente n'y a pas été constatée, toutes les eaux sont déversées dans la canalisation pour eaux usées. En particulier, les eaux en provenance de la toiture sont collectées dans un réservoir et déversées après traitement dans une unité de filtration dans la canalisation pour eaux usées.

ad 5) Lors du contrôle du 13 décembre 2021, les agents de l'ITM ont enjoint les exploitants d'établir une étude afin de confirmer que la stabilité est garantie et d'effectuer des mesures des valeurs d'exposition sur le lieu de travail afin de garantir que celles-ci soient en dessous des valeurs limites d'exposition professionnelle.

Les déchets résultant d'un incendie doivent être évacués selon les dispositions de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets. Lors de la visite des agents de l'Administration de l'environnement, il a été constaté que les deux établissements ont prévu de confier les déchets générés par l'incendie à des collecteurs agréés.

ad 6) Des échantillons d'eau ont été prélevés par les agents de l'AGE dans le cours d'eau « Wark ». Ceci au niveau de la sortie de canalisation des eaux pluviales vers le cours d'eau, ainsi qu'en amont et en aval de la sortie, afin de procéder à une analyse. Veuillez trouver les résultats de ces analyses dans le rapport ci-joint.

ad 7) Comme décrit dans la réponse à la question 4), il existe un bassin de rétention des eaux pluviales sur le site de l'entreprise de traitement des métaux, ce qui a permis de retenir une partie des eaux d'extinction. Il n'existe par contre pas de bassin de rétention pour les eaux d'extinction au niveau de la zone industrielle, les eaux pluviales provenant des toitures et surfaces scellées se déversent directement dans le cours d'eau « Wark », ou de bassin de rétention pour eaux d'extinction sur le site de production en question.

ad 8) Suite au contrôle effectué par les agents de l'ITM, le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire a, conformément à l'article 27 de loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements « Mesures et sanctions administratives », imparti à l'exploitant de la boulangerie un délai dans lequel celui-ci est tenu d'introduire une demande d'autorisation relative à son exploitation actuelle et future et ainsi de se conformer aux dispositions de la loi relative aux établissements classés. Par analogie, l'exploitant de la société de traitement de métaux a été informé qu'en cas de continuation de l'activité, respectivement l'exploitation d'installations soumises à autorisation au titre de la loi relative aux établissements classés dans la partie sinistrée, une demande est à introduire avant la mise en exploitation de celles-ci.

Une nouvelle demande d'autorisation en matière d'établissements classés n'a pas encore été introduite, ni pour l'atelier, ni pour la boulangerie.

Le ministre ayant l'Environnement dans ses attributions a imparti aux deux exploitants un délai dans lequel ces derniers doivent se conformer aux dispositions de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés. Ces décisions ont été assorties de conditions d'exploitation.

ad 9) Au vu de la réponse donnée à la question 4), l'ITM a jugé que l'exploitation peut être continuée sans que celle-ci représente un danger imminent pour la sécurité et la santé des salariés et la sécurité des autres personnes présentes sur place. En fonction des informations fournies dans les demandes d'autorisation dont question au point 8), le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire jugera si des conditions supplémentaires seront exigées pour les exploitations concernées.

Question 5407 (17.12.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant la **prise en charge des naissances prématurées :**

La question des moyens à disposition dans les maternités luxembourgeoises pour prendre en charge les naissances prématurées, a été posée à plusieurs reprises au cours des dix dernières années par différents mandataires de la Chambre des Députés. À l'initiative d'un témoignage d'une patiente ayant fait part d'une expérience négative de prise en charge pour accouchement prématuré au Luxembourg, nous nous permettons de réitérer la question.

La possibilité d'une prise en charge digne des patientes concernées par un accouchement prématuré et celle des moyens disponibles pour soigner au mieux les enfants nés prématurément relève de la santé publique et de l'accès garanti à des soins fondamentaux. Or, force a été de constater qu'entre 2014, date de la réponse accordée à la question parlementaire n° 0310 de Monsieur le Député Marc Spautz, et 2019, date de la réponse accordée à la question parlementaire n° 1345 de Monsieur le Député Jeff Engelen, la situation a fortement évolué, si bien que l'infrastructure existante ne permettait plus de répondre aux besoins.

De même, en 2021, date de la réponse accordée à la question parlementaire n° 4526 de Monsieur le Député Sven Clement, la situation démographique a considérablement évolué avec plus de naissances et davantage de cas de naissances prématurées générant de nouvelles demandes de prise en charge des soins y afférés dans les maternités luxembourgeoises. Enfin, en suivant le fil des réponses aux questions parlementaires en question, j'ai constaté l'absence d'une augmentation considérable des moyens de prise en charge des accouchements et soins incombant aux naissances prématurées.

En effet, en 2014 on comptait :

- 14 places (couveuses et lits) de traitement en néonatologie intensive au CHL ;
- 7 places de traitement pour nouveau-nés et prématurés de plus de 32 semaines à la Clinique Bohler.

Le taux d'occupation du service national de néonatologie intensive du CHL variait autour de 85 % en 2014 et est resté stable les années précédentes. Il y était déjà question d'engorgement à des moments ponctuels.

Dans sa réponse à la question n° 0310 en 2014, l'ancienne Ministre de la Santé Lydia Mutsch répondait que l'infrastructure existante permettait de répondre aux besoins. Elle indiquait également la création d'un comité scientifique de néonatologie en février 2014, incluant une représentation de la Direction de la santé permettant de monitorer les flux des enfants nécessitant une prise en charge intensive à la naissance et d'en analyser les parcours.

Cinq années plus tard, dans sa réponse à la question n° 1345 de Monsieur le Député Jeff Engelen en 2019, l'ancien Ministre de la Santé Mars Di Bartolomeo expliquait que le nombre de lits disponibles en néonatalogie intensive au Luxembourg fut fixé par la loi hospitalière de 2018 et se situait entre un minimum de 14 lits et un maximum de 25 lits. Il indiquait aussi que le taux d'occupation de ces lits se situait au-dessus de 100 % entre les années 2016 et 2017. Pour ces raisons, des lits supplémentaires, 2 au total, ont été ajoutés en néonatologie intensive.

En 2019, on comptait :

- 16 lits en néonatologie intensive (CHL) ;
- 7 places de traitement pour nouveau-nés et prématurés de plus de 32 semaines à la Clinique Bohler.

Comme l'indiquait l'ancien Ministre de la Santé dans sa réponse à la question n° 1345, le rapport de 2017 du Conseil scientifique du service national de néonatologie estimait qu'un supplément de 6 lits s'avérerait nécessaire pour combler les besoins. En juin 2021, la Commission permanente du secteur hospitalier CPH - avait aussi comme projet l'introduction de 6 lits supplémentaires, comme l'indique la réponse de Madame la Ministre de la Santé à la question parlementaire n° 4526.

Or, en juin 2021 le nombre de lits disponibles en néonatologie intensive reste inchangé tout comme les places disponibles à la Clinique Bohler.

Devant ce fait, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Quel est le taux d'occupation de l'ensemble disponible des lits en néonatologie en moyenne par jour et quelle évolution a connu ce taux au cours des cinq dernières années ?

2) Quel est le nombre actuel de couveuses et lits disponibles en soins de néonatologie intensive au Luxembourg ?

3) Quand est-ce que la recommandation en question de la Commission permanente du secteur hospitalier sera-t-elle effectivement appliquée ? Quelles sont les prospections des besoins en néonatologie pour les années à venir ?

En 2014, les transferts in utero d'une maternité vers le service national de néonatologie intensive du CHL étaient rares, comme l'indique la réponse à la question parlementaire n° 0310 : « les demandes de transfert d'une maternité luxembourgeoise vers le CHL, qui ne peuvent être honorées faute de place au CHL, sont coordonnées par les médecins de service national de néonatologie intensive et restent exceptionnelles ». En revanche, en 2018, ces transferts ne sont plus évoqués comme exceptionnels. Le Ministre de la Santé de l'époque Mars Di Bartolomeo avait indiqué le nombre de transferts effectués en 2018 dans sa réponse à la question n° 1345. Il s'agissait alors de 35 transferts, le plus souvent vers l'étranger, moins souvent vers la Clinique Bohler. D'autres transferts à l'étranger dans le cadre d'un accouchement auraient également eu lieu depuis d'autres maternités ou cliniques ou cabinet gynécologiques - mais ces données ne seraient pas systématiquement enregistrées selon le ministre.

Face à ces informations, j'aimerais poser les questions suivantes respectivement à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale ainsi qu'à Madame la Ministre de la Santé :

4) Monsieur le Ministre peut-il me communiquer les informations dont dispose la CNS sur le nombre des affiliées ayant été transférées à l'étranger pour un accouchement et ce à partir de l'année 2014 ?

5) Les données concernant les transferts vers l'étranger pour des accouchements peuvent-elles à l'avenir être systématiquement enregistrées ?

Il est indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 4526 datant de 2021 que les transferts in utero des patientes à l'étranger ont lieu si leur transfert en Maternal Intensive Care au CHL n'est pas possible faute de lits ou parce que l'unité de néonatologie du CHL est saturée faute de couveuses.

Ainsi, selon les données transmises dans la réponse susmentionnée, les transferts in utero à l'étranger depuis le CHL pour manque de place en unité de soins MIC se chiffrent comme tel :

- 13 en 2017 ;
- 35 en 2018 ;
- 32 en 2019.

Les transferts depuis les HRS s'élèvent à :

- 10 en 2019 ;
- 1 en 2020 ;
- 3 en 2021 (entre janvier et juin).

Face à ces constats, je prie Madame la Ministre de bien vouloir répondre aux questions suivantes :

6) Madame la Ministre est elle prête à remédier au manque de lits en MIC ? Est-ce que des démarches concrètes dans ce sens ont déjà été entamées ?

Dans la mesure où « les indications de transfert in utero ne se résument pas au seul critère de la disponibilité des lits », mais qu'elles sont également liées à des pathologies ne pouvant être traitées dans les unités de soins luxembourgeoises, comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 4526, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre :

7) Quelles pathologies et quels diagnostics anténataux nécessitent un transfert dans un centre spécialisé à l'étranger ?

8) Pourquoi ces pathologies ne peuvent-elles pas être traitées au Luxembourg ?

Réponse commune (19.01.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Haagen,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) Le taux d'occupation varie entre 90 % et 100 % sur une grande partie de la période avec une tendance croissante et des dépassements ponctuels constatés qui nécessitent le cas échéant un transfert vers l'étranger.

ad 2) Le nombre actuel de couveuses en néonatologie intensive à la Clinique pédiatrique est de 16. L'autorisation de service accordée en 2019 a augmenté le nombre de couveuses autorisées à 22 en vue de permettre la planification d'une adaptation de l'unité stationnaire en vue de la création des places nécessaires.

Le nombre de places de traitement pour nouveaunés et prématurés de plus de 32 semaines à la Clinique Bohler est resté à 7 places.

ad 3) L'autorisation de service prévoit 22 places et la planification des 6 places complémentaires est en cours par le CHL. Le projet de planification soumis par le maître d'ouvrage sera avisé par la Commission permanente hospitalière en vue d'une autorisation ministérielle.

ad 4) Le tableau suivant reprend le nombre total d'autorisations délivrées dans le cadre d'une demande de transfert à l'étranger pour un accouchement à partir de l'année 2014 :

	Nombre total d'autorisations délivrées
2014	86
2015	122
2016	68
2017	62
2018	87
2019	60
2020	49
2021	59

ad 5) Il ressort de la réponse à la question précédente que les données concernant les transferts à l'étranger pour des accouchements font, à ce jour, déjà l'objet d'un enregistrement systématique.

ad 6) Dans le cadre des travaux de l'Observatoire de la santé, cette évolution sera prise en compte afin d'en tenir compte le cas échéant dans le cadre de la planification nationale en termes de lits à autoriser.

ad 7) Environ 95 % des transferts à l'étranger pour le CHL sont liés au manque de place, soit au service de grossesse à haut risque (Maternel Intensive Care), soit en néonatologie.

Les transferts pour des pathologies très spécialisées et rares qui ne savent pas être prises en charge au Luxembourg sont peu nombreux.

Voici les principales pathologies transférées in utero à l'étranger :

- transfusions in utero pour anémies ;
- bloc trachéal in utero traité par une pose fœtoscopie de ballonnet occlusif intra-trachéal (PLUG) ;
- traitement par laser du placenta chez les enfants atteints du syndrome transfuseur-transfusé, traitement du spina bifida, …).

Les quelques cas de chirurgie cardiaque sont par contre transférés en postnatal, la plupart du temps à l'Hôpital universitaire de Louvain, pour prise en charge.

ad 8) Ces transferts à l'étranger se limitent à des pathologies très spécialisées et trop peu nombreuses pour permettre une expertise au Luxembourg.

Question 5408 (17.12.2021) de **M. Laurent Mosar** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant la **composition de la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) :**

Afin de garantir une meilleure protection des données de personnes physiques, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE, dit règlement général sur la protection des données, est entré en vigueur en Union européenne le 25 mai 2018 (RGPD).

Le Chapitre VI du RGPD prévoit l'instauration d'une ou plusieurs autorités de contrôle nationales, rôle qui est assumé au Luxembourg par la CNPD. L'article 52 du RGPD exige au demeurant l'indépendance et la liberté de toute influence des autorités de contrôle nationales ainsi que de ses membres.

La semaine dernière, l'actualité politique belge a été marquée par la démission de la Présidente de l'Autorité de protection des données (APD), Alexandra Jaspar, déplorant une trop grande dépendance de son institution envers le Gouvernement. Plusieurs conseillers travailleraient ainsi pour le Gouvernement, voire auraient des contacts trop rapprochés avec des membres du Gouvernement, des ministres, des directeurs d'administration. L'APD serait fonctionnelle uniquement quand il s'agirait de contrôler les entreprises, mais pas les institutions publiques. La Commission européenne a d'ailleurs enjoint la Belgique de mettre fin aux irrégularités citées supra pour le 12 janvier 2022.

Au Luxembourg, la CNPD constitue un organe collégial composé de quatre membres, appelés Commissaires à la protection des données, auxquels s'ajoutent quatre membres suppléants appelés en cas d'absence ou d'empêchement des membres de siéger.

D'un point de vue formel, les garanties d'indépendance dont disposent les Commissaires de la CNPD sont les mêmes que celles applicables aux membres de l'APD. Ceci dit, certains des membres de la CNPD occupent actuellement encore des fonctions dirigeantes auprès diverses administrations voire services étatiques.

C'est ainsi que nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que la composition actuelle de la CNPD, y compris de ses membres suppléants, n'est pas sujette à critiques ?

- Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas que l'exercice de fonctions dirigeantes auprès d'administrations ou services étatiques devrait faire obstacle à une nomination en tant que membre voire membre suppléant de la CNPD ?

Réponse (14.01.2022) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

La situation concernant la composition de la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) n'est pas comparable à celle ayant suscité la démission à la tête de son homologue belge, telle qu'évoquée par les honorables Députés.

En effet, le règlement (UE) 2016/679 (« RGPD »)[15] requiert que les autorités de contrôle pour la protection des données soient indépendantes, et c'est bien le cas pour les quatre Commissaires à la protection des données actuels, qui exercent leurs fonctions à temps plein. Or, il convient de noter que les critères de recrutement des membres effectifs et des membres suppléants de la CNPD sont identiques. En effet, la loi organique de la CNPD[16] énonce qu'ils doivent tous remplir les conditions d'admission pour l'examen-concours du groupe de traitement A1, être de nationalité luxembourgeoise et avoir des compétences et de l'expérience en matière de protection des données à caractère personnel.

Les membres suppléants doivent donc présenter un profil spécialisé tout en ne pouvant exercer la fonction de suppléant que de façon sporadique : cette fonction a donc en principe vocation à être occupée par une personne exerçant un autre emploi à titre principal. Il peut à ce sujet être rappelé qu'une large majorité des entités au Luxembourg, qu'elles relèvent des secteurs privé ou public, sont soumises au contrôle de la CNPD, dans le champ du RGPD. C'est pourquoi, lorsque l'intervention d'un membre suppléant est requise de manière exceptionnelle, il appartient à la CNPD de veiller, au cas par cas, à l'absence de toute influence directe ou indirecte dans l'affaire concernée, en vue de préserver son indépendance.

Par ailleurs, la CNPD, depuis sa création, est un organe collégial. Selon sa loi organique initiale[17], la CNPD se composait de trois membres effectifs et de trois membres suppléants. Elle ne pouvait ni siéger ni délibérer qu'à condition de réunir trois membres, ce qui renforçait la nécessité de pouvoir requérir à des suppléants. La nouvelle loi organique de 2018 a porté le nombre de membres effectifs à quatre, ainsi que le nombre de suppléants. Le collège de la CNPD ne peut ni siéger ni délibérer « qu'à condition de réunir trois membres du collège au moins ».

Ces changements ont diminué la nécessité du recours aux suppléants, et de fait, depuis l'entrée en vigueur du nouveau cadre, il y a plus de trois ans, le recours à ceux-ci a été ponctuel et rare. La CNPD nous a ainsi communiqué que le nombre de vacations horaires des suppléants ne s'est élevé qu'à 20,75 heures au total, et que, « jusqu'à présent, aucun suppléant n'a participé à la prise de décision par la formation restreinte »[18].

Question 5410 (20.12.2021) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **jeux de hasard sur Internet :**

La loi du 20 avril 1977 permet au Ministre de la Justice d'autoriser l'exploitation de paris relatifs à des épreuves sportives (article 4) respectivement de casinos (article 5).

Dans ce contexte j'aimerais savoir combien de demandes d'autorisation dans l'une et l'autre de ces catégories ont été déposées au cours des huit dernières années.

La loi se limite aux paris « relatifs à des épreuves sportives ». Peut-on en déduire qu'a contrario l'exploitation de paris autres que sur des épreuves sportives (p. ex. sur le résultat d'élections ou autres événements) est possible sans autorisation préalable du Ministre de la Justice ?

- Est-ce qu'il y a eu des demandes d'autorisation pour l'exploitation de sites de paris sportifs (ou autres) ou de jeux « en ligne » au Grand-Duché dans cette même période ?

- Est-il légal pour des résidents luxembourgeois de participer à des paris sportifs ou des jeux « en ligne » sur des sites Internet basés à l'étranger ?

- Est-il légal de faire de la publicité pour des sites Internet de paris sportifs (ou autres) ou des jeux « en ligne » au Grand-Duché ?

- Est-ce que la réponse à cette question dépend du pays dans lequel la société exploitant un tel site est basée, respectivement si elle est basée en Union européenne ou non ?

Réponse (18.01.2022) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

L'article 4 de la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives prévoit que l'exploitation (sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg) de paris relatifs à des épreuves sportives est subordonnée à l'autorisation préalable du Ministre de la Justice tandis que l'autorisation visée aux articles 5 et 7 de la prédite loi du 20 avril 1977 et ayant trait aux autorisations d'ouvrir des casinos de jeux, c'est-à-dire l'autorisation d'ouvrir au public des locaux spéciaux, distincts et séparés, où sont pratiqués certains jeux de hasard, sont accordées sous certaines conditions par décision du Conseil de Gouvernement.

Aucune demande d'autorisation sur base des articles 5 et 7 de la prédite loi modifiée du 20 avril 1977 n'a été introduite au cours des huit dernières années, seule la durée de la concession du Casino 2000 à Mondorf a été prolongée en juillet 2019 pour une durée de 20 ans. En ce qui concerne les demandes d'autorisation préalables relatives à l'exploitation de paris relatifs à des épreuves sportives, le Ministère de la Justice s'est vu adresser deux demandes au cours des huit dernières années.

Il y a ensuite lieu de préciser que l'article 1er de la prédite loi modifiée du 20 avril 1977 pose le principe d'une interdiction générale de l'exploitation des jeux de hasard au Luxembourg, sous réserve des exceptions expressément prévues par la même loi. En vertu de la lettre b) de l'article 1er, sont exclus de cette interdiction les loteries et paris relatifs aux épreuves sportives organisées par la Loterie Nationale. Bien que la prédite loi modifiée du 20 avril 1977 prévoit en son article 4 que des paris relatifs à des épreuves sportives sont autorisables, cela ne veut pas dire - a contrario - que l'exploitation d'autres paris ayant les caractéristiques d'un jeu de hasard puisse être faite sans autorisation. Au contraire, ces jeux de hasard tombent sous le principe de l'interdiction de l'article 1er de la loi modifiée du 20 avril 1977.

Il convient encore d'opérer une distinction assez nette entre les jeux offerts sur Internet et ceux qui ont une assise locale physique fixe comme les bornes dans les débits de boissons.

En ce qui concerne plus précisément les jeux offerts sur Internet visés dans la question parlementaire, je renvoie son auteur à la réponse à la question parlementaire n° 0853 du 2 juillet 2019 de Monsieur le Député Marc Spautz. Ainsi, le caractère licite ou non de l'activité dépend de la législation en place dans le pays de résidence de l'opérateur. Même si la législation luxembourgeoise interdit l'établissement sur le territoire de sociétés offrant des jeux d'argent en ligne, exception faite pour la Loterie Nationale, d'autres pays de l'Union européenne disposent d'une législation permettant à des opérateurs d'exploiter des jeux de hasard en ligne à partir de leur territoire. Ainsi, les jeux offerts sur Internet à partir de pays où l'activité est légale ne peuvent être prohibés.

De manière générale, il y a lieu de préciser que les loteries et les jeux de hasard relèvent en principe du champ d'application du libre établissement et à la libre prestation des services à l'intérieur de l'UE, et en particulier des articles 49 et 56 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) qui prohibent, respectivement limitent les restrictions au libre établissement et à la libre prestation des services à l'intérieur de l'UE. L'applicabilité de la liberté de prestation de services est clairement admise au vu de l'ensemble de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne qui l'a ainsi considéré adaptée aux activités des jeux de hasard, en ce que de telles activités consistent à permettre aux utilisateurs de participer, contre rémunération, à un jeu d'argent qualifiable de service au sens du TFUE. L'article 56 du TFUE s'applique ainsi à un opérateur de jeux de hasard établi dans un État membre de l'Union européenne qui propose ses services dans un autre État membre, le cas échéant au moyen de l'internet.

Au vu de la jurisprudence de la Cour de justice, les éléments excluant le droit d'établissement sont de deux ordres. Le premier élément peut se rapporter à une constatation de fait selon laquelle l'opérateur exerce ses activités « exclusivement par l'internet », dans la mesure où de telles activités exercées exclusivement selon ce mode n'exigent pas un établissement ou même une présence stable sur place qui ferait d'office d'intermédiaire.

Le second élément tient à un constat opéré par les juridictions nationales, selon lequel le dossier de l'affaire ne fait pas apparaître que l'opérateur économique prestataire a l'intention de s'établir dans l'État membre où sont proposés les jeux de hasard. L'applicabilité de l'article 49 du TFUE s'impose au contraire dès lors que l'opérateur économique recourt, comme dans plusieurs affaires examinées par la Cour de justice sur renvoi préjudiciel, à des intermédiaires sur place susceptibles d'orienter les joueurs et de prendre des paris ou s'il indique clairement son souhait de s'établir sur le territoire de l'État membre où les jeux sont proposés. La référence à de tels critères de stabilité conduit alors à appliquer le droit d'établissement lorsque l'opérateur est établi dans l'État membre dans lequel il offre ses services. Il doit s'agir d'une offre de services de manière stable et continue, à partir d'un établissement dans l'État membre de destination des services de jeu.

Les considérations explicitées ci-avant ne sont valables que pour des sociétés établies dans un État membre de l'Union européenne.

Quant à la question de savoir s'il est légal de faire de la publicité pour des sites Internet de paris sportifs, ou des jeux en ligne au Grand-Duché de Luxembourg, force est de constater qu'en vertu des articles 15 et 16 de la loi modifiée du 20 avril 1977, sont punis d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 251 à 15.000 euros tous ceux qui, par avis, annonces, affiches ou par tout autre moyen de publication, auront fait connaître un établissement de jeux non autorisé, respectivement est interdite en vertu de l'article 15 du règlement grand-ducal modifié du 7 septembre 1987 concernant les paris relatifs aux épreuves sportives, toute publicité par bulletins de paris, feuilles de réclame, annonces, affiches, radiodiffusion, télévision, tout moyen audiovisuel ou tout autre moyen affirmant ou laissant entendre contrairement à la réalité des faits que l'organisation des paris a lieu au profit de l'État, d'un établissement public ou d'utilité publique, d'une association philanthropique ou sportive, ou d'une œuvre de bienfaisance. De manière plus générale, il y a lieu de rappeler que la publicité est une forme de communication faite dans le cadre d'une activité commerciale, industrielle, artisanale ou libérale, dans le but de promouvoir la fourniture de biens ou de services. La question de la publicité des jeux de hasard est actuellement régie par la directive 2006/114/CEE en matière de publicité trompeuse et de publicité comparative et la directive 2005/29/CE relative aux pratiques commerciales déloyales des entreprises vis-à-vis des consommateurs dans le marché intérieur, telles qu'elles ont été transposées au Code de la consommation.

Question 5414 (21.12.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **manifestations contre les mesures sanitaires du 11 décembre 2021 :**

Den 11. Dezember ass et an der Stad zum Asaz vu belscher Police komm, dëst am Kader vun enger Demonstratioun. Dëst ass eng ganz ongewéinlech Situatioun, an am Interessi vun der Police, Justiz an der breeder Ëffentlechkeet ass et wichteg, eng Rei vu rechtleche Froen an deem Kontext ze klären.

Dowéinst wéilt ech der Madamm Justizminister an dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

[15] Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

[16] Loi du 1er août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et du régime général sur la protection des données.

[17] Loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (abrogée).

[18] La formation restreinte est celle qui est compétente pour décider sur l'issue d'une enquête. Cf. règlement d'ordre intérieur de la CNPD.

1. Ass ee Waasserwerfer zu Lëtzebuerg als Waff ze consideréieren? Wann nee, firwat net? Wa jo, wéi eng legal Dispositioune reegele säin Asaz? Ass d'Police gehalen, Sommatiounen ze maachen, ier de Waasserwerfer agesat gëtt?

2. Versprëtzt ee Waasserwerfer normaalt Leitungswaasser oder sinn nach aner Substanze bäigemëscht?

3. Wien huet den Uerder fir den Asaz vum Waasserwerfer ginn? War dat eng Eegeninitiativ vun der belscher Police, een Uerder vun engem lëtzebuergeschen Offizéier oder een Uerder vun enger politescher Instanz, wéi zum Beispill dem Minister fir bannenzeg Sécherheet?

4. Wie kontrolléiert d'Konformitéit vum Asaz vun der belscher Police zu Lëtzebuerg mat der Lëtzebuerger, resp. belscher Legislatioun? Ass dat déi lëtzebuergesch Inspection générale de la police? War eng belsch Kontrollinstanz op der Plaz? Gëtt tëscht lëtzebuergeschen a belsche Kontrollinstanzen zesummegeschafft?

5. Op engem Video ass e Policehond ze gesinn, deen eng Passantin mat zwee klenge Kanner no bei der Kräizung Boulevard Prince Henri/Avenue de la Porte Neuve ouni Maulkuerf ubillt. Huet deen Hond zu enger belscher oder zu enger lëtzebuergescher Unitéit gehéiert? Hat d'Lëtzebuerger Regierung explizitt ee Waasserwerfer a Policehënn aus der Belsch zur Verstäerkung ugefrot? Wéi eng rechtlech Reegele gëlle beim Asaz vu Policehënn am Kader vun Demonstratiounen?

6. Wéi eng legal Dispositiounen hunn den Asaz vun der belscher Police zu Lëtzebuerg regéiert? Wéi eng Artikelen aus wéi enger Konventioun waren déi legal Basis fir déi Form vun internationaler polizeilecher Kooperatioun?

Réponse (21.01.2022) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. E Waasserwerfer ass net als Waff ze consideréieren, mee als e Moyen de police an ënnerläit de legale Bestëmmungen iwwert den Usage de la force (Gesetz vum 28. Juli 1973 „réglant l'usage des armes et autres moyens de contrainte par les membres de la force publique dans la lutte contre la criminalité" an dem Policegesetz vum 18. Juli 2018).

D'Artikelen 1 an 2 vum Gesetz vum 28. Juli 1973 iwwert den Asaz vu Waffen an aner Moyens de contrainte gesäit vir, a wéi enge Fäll Poliziste Gebrauch vun hire Waffen an anere Moyens de contrainte maache kënnen. Dëst Gesetz gesäit a sengem Artikel 7 des Weidere vir, dass d'Bestëmmunge vun den Artikelen 1 bis 4 sech och op den Asaz vu Bewässerungsmaterial applizéieren.

D'legal Bestëmmungen zum „maintien de l'ordre public sur réquisition" stinn an den Artikelen 30-34 vum Policegesetz vun 2018. Dës Bestëmmunge gesinn och d'Prozedure fir d'Sommatioune vir, déi musse gemaach ginn, iert et zu engem Usage de la force kënnt. Virum Gebrauch vum Waasserwerfer den 11. Dezember 2021 sinn déi virgeschriwwe Sommatioune gemaach ginn.

ad 2. De Waasserwerfer huet normaalt Leitungswaasser versprëtzt.

ad 3. D'Police ass zouständeg fir den Asaz ze leeden an dës Offizéier si speziell fir sou Asätz formeiert. De Poste de commandement opérationnel (PCO) vun der Police huet den Asaz vum Waasserwerfer fräiginn.

ad 4. Den Traité de police Benelux vum 8. Juni 2004 iwwer d'grenziwwerschreidend Policeinterventioune gesäit generell vir, dass bei engem Asaz d'Legislatioun vum État d'accueil, an dësem Fall déi Lëtzebuerger, ze berécksiichtegen ass. Et ass och virgesinn, dass déi auslännesch Policebeamten op Lëtzebuerger Territoire de lëtzebuergeschen Autoritéiten ënnerstinn. Dëst bedeit och, dass den Asaz vun auslännesche Policebeamten am Kader vun der Policekooperatioun de lëtzebuergesche Reegelen a Gesetzer ënnerläit a muss konform dozou sinn.

Als Auxiliär vun de Justizautoritéiten an als Acteur vum „contrôle de légalité" fält et an der IGP hir Kompetenz, den Asaz vun all de Policeunitéiten am Kader vun Demonstratiounen, déi hei zu Lëtzebuerg stattfannen, ze kontrolléieren. Fir all „opération d'envergure" am Beräich vum Maintien de l'ordre ass d'IGP, als Observateur, um Poste de commandement opérationnel (PCO) vun der Police vertrueden. Iwwer dee Wee kritt d'IGP e wichtegen Abléck op den Decisiounsmodus an op d'Ëmstänn, ënnert deenen dës Decisioune geholl ginn.

ad 5. D'Police grand-ducale setzt just hir eege Policehënn bei sou Asätz an. Den Asaz vu Policehënn fält och ënnert d'Dispositiounen iwwert den Usage de la force, dat heescht, et gëllen och déi virzitéiert Artikele vum Policegesetz vun 2018 resp. d'Bestëmmunge vum Gesetz vun 1973.

ad 6. Et gëtt op d'Äntwert zur Fro 4 verwisen.

Question 5415 (21.12.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **commission spéciale de réexamen de l'ADEM :**

« La Commission de réexamen ne siège pas dans les locaux de l'ADEM, mais se réunit une à deux fois par mois selon la disponibilité de ses membres. Vu le nombre toujours croissant des recours, les délais entre l'introduction d'une demande en réexamen et son traitement par les membres de la Commission lors de la prochaine session utile sont actuellement de deux à trois mois. »

Dëst ass d'Äntwert vun engem Demandeur d'emploi, deem säin Dossier bei der ADEM fir déi zweete Kéier bannent dräi Méint clôturéiert gouf. Bei der éischter Suspendéierung hat den Ageschriwwenen d'Recoursprozedur benotzt a Recht krut, well d'ADEM ni noweise konnt, dass si dem Demandeur d'emploi de Bréif och zougestallt huet (ergo de Bréif net per Recommandé zougestallt gouf).

Knapps nodeems d'Suspendéierung nom éischte Recours opgehuewe gouf, krut dës Persoun e puer Deeg dorobber schonn erëm ee Bréif, wou d'ADEM hiren Dossier op en Neits suspendéiert. D'Persoun, déi ouni dës Suspendéierunge schonn zënter Méint fir Beschäftegungsmoossnamen eligibel wier an deemno hir Astellungschancen erhéije kéint, hänkt deemno op enger Waardeléscht, well d'Kommissioun der d'Aarbechtslaascht net nokënnt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Wéi vill Demandeurs d'emploi kruten an de leschten zwee Joer, opgeléscht no Mount, hiren Dossier bei der ADEM suspendéiert?

2. Wéi vill Recourse goufen an der nämmlechter Zäit, erëm opgeléscht no Mount, bei der Commission spéciale de réexamen agereecht? Wéi vill Suspendéierunge goufen doropshin annuléiert?

3. Ass den Aarbechtsminister dorunner interesséiert, d'Beaarbechtungszäite vun de Recoursen, déi bei der Commission spéciale de réexamen aginn, an Zukunft ze verkierzen?

Falls jo,

- wäert de Minister dëst dann och zäitno maachen,
- wéi eng Mëttele wäerten agesat ginn,
- wéi ee maximalen Delai wëll deMinister imposéieren, fir eng Äntwert op ee Recours ze kréien,
- ab wéi engem Datum wëll de Minister dës Verbesserung realiséieren?

Réponse (21.01.2022) de **M. Georges Engel,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1. Wat d'Unzuel vun de Suspendéierunge vun den Dossieren ugeet, sou stellt sech d'Situatioun fir déi leschte zwee Joer follgendermoossen duer:

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Et goufen also 19 % respektiv 20 % vun de Sanktiounen annuléiert. Déi niddreg Zuele vu Mäerz, Abrëll a Mee 2020 si pandemiebedéngt, well wärend dem Lockdown och manner Rendez-vouse stattfonnt hunn.

ad 2. Wat d'Unzuel vun de Recoursen an den Annulatioune vun de Suspendéierungen ugeet, stellt sech d'Situatioun fir déi leschte zwee Joer follgendermoossen duer:

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

D'ADEM huet also 36 % (am Joer 2020) respektiv 27 % (am Joer 2021) vun de Recourse redresséiert, an d'CSR huet 11 % (am Joer 2020) respektiv 6 % (am Joer 2021) vun de Recoursen annuléiert.

ad 3. D'CSR ass eng Tripartite-Commissioun, wou d'Gewerkschaften an d'Patronat vertruede sinn an déi vun engem Fonctionnaire vum Aarbechtsministère presidéiert gëtt. D'ADEM assuréiert d'Sekretariat vun der CSR.

An de Kompetenzberäich vun der CSR falen notamment:

- d'Decisioune betreffend dem Refus vum Chômage, de Retrait, de Maintien, d'Verlängerung, den Ufank vum Paiement vum Chômage, d'Clôture vum Dossier etc.;

- d'Decisioune betreffend déi verschidde finanziell Aiden, wéi zum Beispill der Aide temporaire au réemploi, d'Bonification d'impôt, d'Aide à l'embauche de chômeurs âgés, de Chômage-intempéries, de Chômage partiel, d'Prime après stage de professionnalisation etc.;

- d'Decisioune vun der Commission d'orientation et de reclassement (COR);

- d'Sanctions administratives, déi d'Demandeurs d'emploi non indemnisés betreffen (i. e. Suspendéierung vum Dossier fir zwee Méint);

- zënter dem 1. November 2020 sinn och nach d'Decisiounen, déi d'Indemnité compensatoire an d'Indemnité professionnelle d'attente concernéieren, derbäikomm, souwéi och d'Decisioune betreffend d'Bedeelegung beim Salaire bei de reklasséierte Salariéen.

Den Tableau ënnendrënner gëtt en Iwwerbléck vun de Recoursen, déi déi leschte sechs Joer bei der CSR agereecht gi sinn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Am Joer 2020 gouf et, wéinst der Pandemie an domadder och wéinst dem Zeréckgräifen op de Chômage partiel, eng nei Rekordzuel un Dossieren, déi d'CSR huet missen traitéieren. Och wann déi absolutt Zuele fir d'Joer 2021 nees zeréckgaange sinn, esou leien se wäit iwwert den Zuele vun de Joren 2016 bis 2019. D'Zuel vun den Dossieren, déi de Chômage betreffen (y inclus d'Sanctions administratives) huet 2021 esouguer en neien Héchststand erreecht.

D'Zuele vun der Recourse sinn ëmmer en relatioun mat der Unzuel vu Leit ze gesinn, déi bei der ADEM ageschriwwe sinn.

Dës Zuelen erklären, firwat d'Beaarbechtungszäiten (d. h. vun deem Moment wou d'CSR saiséiert gëtt bis zur Notifikatioun vun der Decisioun) vun de Recoursen an d'Luucht gaange sinn. Dësen Delai läit am Moment bei ongeféier 6 bis 6,5 Méint. All Dossier gëtt individuell analyséiert, wat och e groussen Zäitopwand bedeit, virun allem bei Dossieren, déi ganz komplex sinn.

D'Delaie fir d'Beaarbechtegung vun de Sanctions administratives sinn allerdéngs weesentlech méi kuerz a leie bei 2 bis 2,5 Méint.

D'ADEM ass sech bewosst, dass d'Delaie momentan laang sinn.

Am Joer 2021 si Moossname geholl ginn, fir d'Delaien ze kierzen, ënner anerem ass d'Sekretariat vun der CSR personell opgestockt ginn.

D'ADEM ass och amgaang ze kucken, wou d'Beaarbechtungsprozedure weider kënne vereinfacht ginn an dreift donieft och d'Digitalisatioun vun der CSR virun, woubäi ee wësse muss, dass d'Analys vum Dossier selwer net kann digitaliséiert ginn.

Question 5416 (21.12.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **participants aux manifestations contre les mesures sanitaires appartenant à l'extrême droite :**

Am Kontext vun de Manifestatioune géint déi sanitär Moossname gëtt ëmmer nees drop verwisen, dass de Protest vu rietsextreeme Mouvementer ënnerwandert ass. Eng Persoun aus besotem Milieu gouf jo och schonn a mindestens enger Dageszeitung mam Numm genannt. Och bei engem Policeasaz leschte Samschden zu Gréiwemaacher, wärenddeems Sprengstoff a Waffe konnte gesécher ginn, gëtt dem Besëtzer ee rietsextreeme Profill nogesot.

Aus deem Grond wéilte mir follgend Froen un den Här Premier- a Staatsminister, d'Madamm Justizministesch an den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet stellen:

1. Kann d'Regierung confirméieren, dass sech ënnert de Manifestante Persoune befannen, déi sech rietsextreemen Tendenzen/Mouvementer zougehéiereg weisen?

2. Ëm wéi vill Persounen handelt et sech hei?

3. Ginn dës Persounen adequat surveilléiert? Awéifern ass de Sécherheetsautoritéiten erlaabt, Messengerdéngschter „matzeliesen"?

4. Bestinn eventuell Verbindungen tëscht dëse Persounen a Leit aus dem noen europäeschen Ausland? Kann d'Regierung bestätegen, dass d'Zesummenaarbecht an den Informatiounsaustausch mat de Sécherheetsautoritéiten aus deene Länner einwandfrei funktionéiert?

Réponse commune (17.01.2022) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. + 2. D'Regierung kann, à ce stade, net confirméieren, datt sech ënnert de Manifestante Persoune befannen, déi sech rietsextreemen Tendenzen oder Mouvementer zougehéiereg weisen, woufir een net kann erkennen, datt de Protest „vu rietsextreeme Mouvementer ënnerwandert" wier.

D'Regierung kann awer net ausschléissen, datt Persounen aus dem rietsextreeme Milieu versichen, d'Manifestatioune géint Coronamesurë fir hiren Agenda ze instrumentaliséieren.

Wat d'Perquisitioun vum 18. Dezember 2021 zu Gréiwemaacher betrëfft, handelt et sech heibäi ëm eng Enquête judiciaire, zu där d'Regierung sech net ka prononcéieren.

ad 3. Am Kader vum gewaltbereeten Extremismus sinn d'Iwwerwaachungsméiglechkeeten duerch d'Sécherheetsautoritéiten, y inclus d'Interception à la source, am Code de procédure pénale, souwéi am Geheimdéngschtgesetz, virgesinn a gereegelt. D'Sécherheetsautoritéiten handelen an deem hinne gesate legale Kader.

ad 4. Iwwerpréiwungen iwwert eventuell Verbindunge sinn en cours. D'Sécherheetsautoritéiten tauschen sech reegelméisseg mat hiren auslännesche Homologen heiriwwer aus. D'Zesummenaarbecht an den Informatiounsaustausch mat de Sécherheetsautoritéiten aus deene concernéierte Länner funktionéiert gutt.

Question 5418 (21.12.2021) de **Mme Carole Hartmann** et **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **travaux dans le parc d'Echternach :**

Bei de schroen Iwwerschwemmungen am Mount Juli gouf den Iechternacher Park staark getraff. Fënnef Méint no der Héichwaasserkatastroph ass de Park nach ëmmer an engem ganz schlechten Zoustand. D'Reparaturaarbechte vun de Gemengenekippe goufen administrativ gestoppt a waarden elo säit dem 5. Oktober op d'Erlabnis vum Kulturministère a vum Service des sites et monuments, fir dierfe virunzefueren.

An deem Kader wollte mir der Madamm Kulturministesch follgend Froe stellen:

- Wisou, an op Basis vu wéi enge gesetzlechen Dispositiounen, goufen d'Aarbechten am Iechternacher Park vum Service des sites et monuments nationaux gestoppt? Wéi laang leien d'Aarbechten elo schonn op Äis?

- Mussen Opraumaarbechten a kleng Reparaturen am Fall vun enger Naturkatastroph am Virfeld autoriséiert ginn?

- Hunn déi zouständeg Instanzen de Bréif vum 5. Oktober vun der Gemeng Iechternach receptionéiert? Wa jo, gouf d'Demande schonn traitéiert a fir wéini ass mat enger Äntwert ze rechnen?

- Wéini kënnen d'Aarbechte fir d'Instandsetzung vun de Weeër, der Beliichtung, den Tennisterrainen an dem Minigolf nees opgeholl ginn, a bis wéini sollen dës Reparaturen ofgeschloss sinn?

- A wat fir engem Mooss ass de Pavillon am Iechternacher Park duerch d'Héichwaasser beschiedegt ginn? Wéi eng Reparature mussen hei genee duerchgefouert ginn a wat wäert de Käschtepunkt vun dëse Reparature sinn?

Réponse (25.01.2022) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

- Den Iechternacher Park ass als Monument national klasséiert an all Aarbechten, déi do solle stattfannen, mussen deemno, laut dem modifizéierte Gesetz vum 18. Juli 1983 iwwert den Denkmalschutz, am Virfeld vum Kulturminister autoriséiert ginn. D'Gemeng Iechternach huet am Virfeld vun den Aarbechten awer keen Dossier agereecht an et gouf deemno keng Autorisatioun.

Déi net autoriséiert Aarbechte vun der Gemeng sinn dunn opgrond vun de Rapporte vum Centre national de recherche archéologique a vum Service des sites et monuments nationaux gestoppt ginn. D'Gemeng gouf opgefuerdert, en Dossier anzereechen, deen de 7. Oktober am Kulturministère ukomm ass. Vu datt den Dossier net komplett war, hunn nach Elementer vun der Gemeng nogereecht misse ginn. Fir d'Weeër gouf eng Fiche technique vum Aggregat gefrot an och eng vum Zonk vum Minigolf. D'Fiche technique vum Aggregat ass de 14. Januar eragereecht ginn, also no der Autorisatioun. Fir den neien Zonk gouf nach keen Dokument eragereecht.

- Opraumaarbechten a kleng Reparature goufen hei keng gestoppt, et ware gréisser Aarbechten amgaangen. Déif Grief goufe gezunn, Elektresch gouf verluecht an eng nei Beliichtung an eng nei Beplanzung waren um Punkt, fir installéiert ze ginn. Nei Zementsockele fir d'Beliichtung ware schonn installéiert, dat nodeems déi al Sockelen aus Steen ewechgemaach goufen.

- En onkompletten Dossier war de 7. Oktober erakomm. Bis deen opgeschafft a mëndlech completéiert gi war an no Reuniounen op der Plaz, konnt ech den 20. Dezember 2021 eng Autorisatioun erstellen. Meng Servicer waren a reegelméissegem Echange mat der Gemeng.

- D'Aarbechten un de Weeër an un hirer Beliichtung däerfen elo geschéien. Fir d'Beliichtung vun der Vëlospist muss eng nei Autorisatioun ugefrot ginn, well do nach déi al Beliichtung besteet. Ëm de Minigolf kënnt en neien Zonk. Fir den Tennisterrain läit nach keng Demande vir.

www.chd.lu

De Service des sites et monuments nationaux huet eng historesch an architektonesch Etüd iwwert de Park beoptraagt. Dës Etüd wäert och d'Flora analyséieren an e prezisen Diagnostik erstellen. Opgrond vu där Analys ginn déi konservatoresch a restoratoresch Moossname fir de ganze Park definéiert, souwéi d'Charte de Florence et virgesäit.

- De Pavillon ass net weider vum Héichwaasser beschiedegt ginn. D'Daachaarbechten, déi elo amgaange sinn, ware schonns virum Héichwaasser geplangt. Si hu misse gestoppt ginn, well d'Gemeng lechternach mat hiren onerlaabte Gruefaarbechte bis un de Pavillon erugefuer war. Esou stoung d'Stee net méi sécher.

Question 5419 (22.12.2021) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **dispositions transitoires concernant la psychothérapie :**

Per Gesetz vum 14. Juli 2015 gouf zu Lëtzebuerg de Beruff vum Psychotherapeut offiziell unerkannt.

Den Artikel 20 vum virgenannte Gesetz huet fir den Zougang zu deem Beruff Iwwergangsbestëmmunge festgeluecht, déi wärend dräi Joer nom Akraafttriede vum Gesetz zum Droe kéimen.

Déi mental Gesondheet vun eiser Gesellschaft huet duerch d'Pandemie gelidden an et ginn ëmmer méi Leit, dorënner vill Jonker, déi eng therapeutesch Behandlung froen an och brauchen.

Aus dësem Grond wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

1. Wéi vill Persoune sinn aktuell am Besëtz vun enger ministerieller Autorisatioun, fir de Beruff vum Psychotherapeut zu Lëtzebuerg auszeüben?

2. Wéi vill Psychotherapeute konnte bis dato vun den Iwwergangsbestëmmunge profitéieren?

3. Wéi vill Demanden, op Basis vum Artikel 20 vum Gesetz vum 14. Juli 2015, sinn aktuell nach unhängeg am Gesondheetsministère?

4. Wéi vill Demanden, op Basis vum Artikel 20 vum Gesetz vum 14. Juli 2015, goufe refuséiert?

- Wat war d'Begrënnung vun dëse Refusen?
- Wéi vill vun deene Refuse goufe viru Geriicht ugefecht an a wéi ville Fäll kruten déi betraffe Leit Recht viru Geriicht?

5. Wéi geet d'Madamm Ministesch mat Fäll ëm, déi vum Geriicht zréck u si verwise goufen (en prosécution de cause), wou et awer evident ass, dass d'Konditioune vum Gesetz erfëllt sinn, och virum Hannergrond vun engem rezenten Urteel vun der Cour administrative (Nr. 45993C/46024C)?

- Sinn där Affären (en prosécution de cause) nach bei der Madamm Ministesch unhängeg?

• Wa jo, wéi vill Leit sinn dovu betraff?
• Firwat kréien déi betraffe Leit net déi hinnen zoustoend Autorisatioun?
• Riskéiert de Staat net, op kuerz oder laang, vun de Betraffenen op Schuedensersatz verklot ze ginn?
• Wéi verhält sech déi zréckhalend Positioun vun der Madamm Ministesch mat der Annonce vun der Regierung, der mentaler Gesondheet vun de Leit déi néideg Opmierksamkeet ze schenken?

Réponse (25.01.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. 576 Persoune sinn aktuell am Besëtz vun enger ministerieller Autorisatioun, fir de Beruff vum Psychotherapeut zu Lëtzebuerg auszeüben.

ad 2. 536 Psychotherapeute konnte bis dato vun den Iwwergangsbestëmmunge profitéieren.

ad 3. Aktuell ass keng Demande, op Basis vum Artikel 20 vum Gesetz vum 14. Juli 2015, am Gesondheetsministère unhängeg. All d'Demanden, déi nom Artikel 20 vum Gesetz vum 14. Juli 2015 ze behandele waren, sinn ofgeschloss. Déi nei Demandë sinn no de Bestëmmunge vum Artikel 2 ze traitéieren.

ad 4. 120 Demanden, op Basis vum Artikel 20 vum Gesetz vum 14. Juli 2015, goufe refuséiert.

- D'Begrënnung ass jee no Dossier eng aner. All Dossier ass vum Collège médical a vum Conseil scientifique de psychothérapie individuell analyséiert ginn. Nodeems déi jeeweileg Gremien hiren Avis ofginn hunn, ass eng final Decisioun zum Dossier geholl ginn op Basis vun désen zwee Avisen. Et si Refusen ausgestallt ginn, well entweeder de Basisdiplom, oder déi praktesch Aarbecht an der Psychotherapie, oder well d'psychotherapeutesch Formatioun net unerkannt ginn ass oder awer well déi jeeweileg Persoun net konnt 450 Stonne „formation spécifique et continue" virweisen.

- Et si 15 Refuse viru Geriicht ugefecht ginn. Et sinn 8 Decisiounen annuléiert ginn. An engem Fall koum et zum Revirement vun der Decisioun. An 3 Fäll krut de Gesondheetsministère Recht an 3 Jugementer sinn nach net gesprach.

ad 5.

- Bei all Decisioun, déi annuléiert ginn ass, ass e Bréif un déi jeeweileg Persoune geschriwwen ginn, dass hir Demande nach eng Kéier géif analyséiert ginn.

- Jiddereen, deem eng Autorisatioun zousteet, kritt déi och, wann en d'Konditioune vum Gesetz erfëllt. An deenen aacht Fäll, wou et zur Annulatioun vun der Decisioun komm ass, war dëst wéinst engem Formfeeler. Déi Dossiere ginn also nei analyséiert. De Fall, wou et zum Revirement vun der Decisioun komm ass, do krut déi betraffe Persoun entretemps hir zoustoend Autorisatioun.

- Déi mental Gesondheet ass e wichtegt Theema, dat déi néideg Opmierksamkeet verdéngt, dëst ass an der Pandemie nach eng Kéier däitlech zum Virschäi komm. Et sollen awer och just qualifizéiert Leit, déi déi legal Konditiounen erfëllen, de geschützten Titel „Psychotherapeut" dierfen droen. Dëst ass virun allem wichteg fir Leit, déi op e Psychotherapeut zeréckgräifen, fir hinnen d'Sécherheet ze ginn, dass de Psychotherapeut, deen si consultéieren, déi néideg Qualifikatiounen huet.

Question 5420 (22.12.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **médicaments contre la Covid-19 :**

Am November huet d'EMA déi éischt Medikamenter géint de Covid-19 zougelooss. Ronapreve a Regkirona ginn iwwert eng Injektioun verofreecht a kënnen dofir nëmmen a Klinicken ugewannt ginn. Gläichzäiteg musse se am Ufank vun enger Infektioun genotzt ginn a wäerten dofir nëmme bei Persounen, déi e schwéiere Verlaf ze erwaarden hunn, genotzt ginn. Laut den Aussoe vum Dokter Reuter am RTL-Podcast „Wellebriecher" vum 13. Dezember hunn d'Klinicken nach keng Medikamenter kritt, mee de Ronapreve sollte se an deenen nächste Woche kréien.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill Ronapreve huet Lëtzebuerg bestallt? Wéini wäerten déi éischt Dosisse geliwwert ginn?

2. Wéi vill Regkirona huet Lëtzebuerg bestallt? Wéini wäerten déi éischt Dosisse geliwwert ginn?

3. Wéi ginn dës Medikamenter op d'Klinicke verdeelt?

Réponse (07.01.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Aktuell goufen 200 Ronapreve-Traitementer iwwert de European Joint Procurement Agreement (JPA) bestallt an den 22. Dezember 2021 geliwwert.

ad 2. Lëtzebuerg bedeelegt sech als EU-Memberstaat och un engem gemeinsame Marché vu Regkirona a proposéiert, 20 Traitementer pro Mount anzekafen. Den Traitement ass allerdéngs am Moment net disponibel an et ass och nach kee Liwwerdatum gewosst.

Et ass wichteg ze notéieren, datt Behandlungen op Basis vu monoklonalen Antikierpere spezifesch op déi viral Variant axéiert sinn an et gëtt all Grond unzehuelen, datt hir Effikassitéit net déi selwecht ass bei der Bekämpfung vun der Omikron-Variant.

ad 3. Déi Ronapreve-Traitementer, déi am Dezember ukomm sinn, goufen an d'Spidolsapdikt vum Centre hospitalier de Luxembourg (CHL) geliwwert, do, wou de Service national des maladies infectieuses och ënnerbruecht ass. De Santésdirekter huet via Circulaire d'Dokterschaft doriwwer informéiert, dass d'Medikament disponibel ass.

Question 5422 (22.12.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **élèves de l'enseignement fondamental parlant le luxembourgeois à domicile :**

Prozentual gesinn, schwätzen zu Lëtzebuerg ëmmer manner Awunner Lëtzebuergesch. Dëse Fakt léisst sech och gutt unhand vun de Statistiken aus der Grondschoul feststellen, wou d'Zuel vun de Lëtzebuerger Mammesproochler, respektiv vun deene Schüler, déi als éischt Sprooch doheem Lëtzebuergesch schwätzen, drastesch erofgeet. Louch hiren Undeel nach bei bal 60 % am Joer 2003, esou war en am Joer 2019 nëmmen nach bei 34 %.

An deem Kontext wollt ech eng Rei Froe stellen un den Här Schoulminister:

1. Kann den Här Minister eis déi entspriechend Statistike vun alle Joren, och vu virun 2003, presentéieren, sou wäit zeréck, wéi et dës Statistike gëtt?

2. Wéi héich (respektiv wéi niddreg) ass den Undeel vu Grondschoulkanner, déi doheem als éischt Sprooch Lëtzebuergesch schwätzen, fir d'Schouljoren 2020/2021 an 2021/2022?

3. Ginn et och Statistiken zur éischter Sprooch, déi all d'Schüler am Grondschoulalter ëmfaassen, dat heescht och déi, déi net am reguläre Lëtzebuerger Schoulsystem sinn? Wéi vill Kanner, déi zu Lëtzebuerg wunnen an am Grondschoulalter sinn, sinn dëst Schoulkanner net am reguläre Schoulsystem? Wéi héich ass hiren Undeel?

4. Wéi gesäit den Här Minister d'Entwécklung vum Undeel vu Kanner, déi doheem als éischt Sprooch Lëtzebuergesch schwätzen, an den nächste Joren evoluéieren?

5. Wann d'Zuelen esou weider erofginn, da schwätzen an e puer Joer nëmmen nach 15 % vun de Kanner doheem Lëtzebuergesch. Wéi kéint een dem Här Minister senger Meenung no dëse Réckgang vum Lëtzebuergeschen als doheem geschwater Sprooch ophalen?

Réponse (25.01.2022) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Den Taux vun de Lëtzebuerger Mammesproochler hei am Land huet effektiv prozentual ofgeholl, well vill Leit vu baussen an d'Land koumen. An absolutten Zuelen ass et awer net richteg, datt zu Lëtzebuerg géifen ëmmer manner Awunner Lëtzebuergesch schwätzen. Et ass esouguer de Contraire; nach ni virdrun hunn esouvill Mënsche kënne Lëtzebuergesch schwätzen, wann och net als Mammesprooch, well zanter Jore vill Immigranten, eng 10.000 Leit all Joer, Lëtzebuergesch léieren.

Am Kontext vun der Mammesprooch ass ze soen, datt an de leschte Joren éischter d'Notioun vun Éischtsprooch benotzt gëtt, also déi Sprooch, déi doheem benotzt gëtt, wann d'ganz Famill zesummesetzt an déi méiglecherweis net d'Sprooch vun der Mamm ass. Donieft gëtt och no der Zweetsprooch an esouguer Drëttsprooch gefrot, well een sech nëmmen esou ee kloert Bild ka maachen. Dofir erfaasst den Educatiounsministère zanter der Aféierung vun de Chiffres clés de l'Éducation nationale niewent den Nationalitéiten och d'Éischtsprooch vun de Schülerinnen a Schüler an zanter enger Zäit och déi weider Sproochen.

ad 1. Den Educatiounsministère freet zanter dem Schouljoer 2003/2004 mam digitale Fichier no de Sproochen, déi d'Schülerinnen an d'Schüler doheem schwätzen. Virdru waren et Pabeiersformulairen, op deene just d'Nationalitéit gefrot gouf.

Am Schouljoer 2003/2004 hate knapps 60 % vun de Kanner am Prescolaire a Primaire, also dem haitegen Enseignement fondamental ouni de Precoce, Lëtzebuergesch als Éischtsprooch uginn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2. Am Schouljoer 2020/2021 louch den Taux vun de Schülerinnen a Schüler am Enseignement fondamental (ouni de Precoce) mat Lëtzebuergesch als Éischtsprooch bei 33,1 %. Déi Zuele goufen ewéi üblech um Enn vum Schouljoer opgeholl.

Fir dat aktuellt Schouljoer 2021/2022 sinn d'Zuelen net déi vum Enn vum Schouljoer, mee déi vun der Rentrée. Hei louch den Taux vun de Schülerinnen a Schüler am Enseignement fondamental (ouni de Precoce) mat Lëtzebuergesch als Éischtsprooch och bei 33,1 %.

Et gëtt awer och no den Zweet- an Drëttsprooche gefrot. Wann een déi Kanner zesummenzielt, déi Lëtzebuergesch als Éischt-, Zwee- oder Drëttsprooch benotzen, kënnt een op ongeféier d'Hallschecht vun de Kanner, déi Lëtzebuergesch schwätzen.

ad 3. Et ginn aktuell keng Analysen iwwer d'Sprooche vun alle Kanner, déi zu Lëtzebuerg liewen. Op aktuell Resultater nom Recensement vun 2021 musse mir nach waarden.

Dem Statec seng Zuele weisen, datt eng 15 % vun de Kanner net an eisem Schoulsystem scolariséiert sinn, mee zum gréissten Deel an den net éffentlechen internationale Schoulen an an der Europaschoul.

Nom viregte Recensement gouf 2012 eng Etüd publizéiert, an där d'Sprooche gekuckt goufen, déi d'Kanner schwätze kënnen, ouni datt doraus ervirgeet, wéi eng Sprooch fir si Éischtsprooch ass:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 4. Den Taux vun de Schülerinnen a Schüler am Enseignement fondamental (ouni de Precoce) mat Lëtzebuergesch als Éischtsprooch ass no 2003/2004 erofgaangen, vu 60 % op nach 37 % am Schouljoer 2014/2015. An de Joren dono ass dee Réckgang méi gedam gewiescht. Den Taux schéint an de leschten dräi Jore relativ stabel bei 33 % ze bleiwen.

ad 5. Déi aktuell Entwécklung weist net, datt den Taux vun de Schülerinnen a Schüler am Enseignement fondamental (ouni de Precoce) mat Lëtzebuergesch als Éischtsprooch nach weesentlech géif falen.

De wichtegste Facteur ass natierlech d'Immigratioun. Déi absolutt Zuel vu Schülerinnen a Schüler, déi als Éischtsprooch Lëtzebuergesch hunn, wäert wuel stabel bleiwen. Mee prozentual hänkt et dovun of, wéi vill Leit an d'Land erakommen.

Lëtzebuergesch doheem kann een also domadder ënnerstëtzen, datt deen Elterendeel, dee Lëtzebuergesch schwätzt, encouragéiert gëtt, déi Sprooch och mat senge Kanner ze gebrauchen. Et hëlleft Kanner, wa si doheem mat méi Sproochen a Kontakt sinn. Esou ass jo och den Ëmgank mat de klenge Kanner an de Betreiungsstrukturen ze erklären, an deene si mat Lëtzebuergesch a mat Franséisch familiariséiert ginn. Wat déi staatlech international Schouloffer ugeet, ass ze preziséieren, datt déi concernéiert Schoulen zwou Stonne Lëtzebuergesch d'Woch an hire Programm mussen integréieren.

Question 5423 (23.12.2021) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **taxes communales :**

Souwuel bei de Waasser- an Ofwaassertaxe wéi och bei den Offalltaxen op Gemengenniveau gëllt de Käschtendeckungsprinzip, dat heescht d'Gemengen si gehalen, de Stéit dat weider ze verrechnen, wat si un Ausgaben hunn. Hei spille sozial Krittäre keng Roll, soudass d'Rechnungen net un déi ekonomesch Situatioun vun de Stéit gekoppelt sinn. Och d'Kompositioun vun engem Stot gëtt net consideréiert. Laut mengen Informatiounen hu verschidde Gemengen et refuséiert kritt, eng Stafflung bei den Taxe fir d'Waasser an Ofwaasser anzeféieren, déi dëse Krittäre Rechnung géing droen.

Ech wéilt dofir follgend Froen un d'Madamm Inneministesch an un d'Madamm Ëmweltministesch stellen:

1. Kënnen d'Madamme Ministere meng Informatioune confirméieren? Wa jo, firwat gëtt esou eng Stafflung net erlaabt?

2. Sinn d'Madamme Ministeren net der Meenung, dass een d'Kompositioun vun de Stéit bei den Ofrechnunge misst consideréieren?

3. Gëtt op Säite vun de Ministeren doriwwer nogeduecht, fir eng sozial méi gerecht Reegelung vun de Waasser- an Ofwaassertaxe souwéi den Offalltaxen anzeféieren?

Réponse commune (25.01.2022) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. Am Beräich vun der Waassertarifikatioun goufen effektiv am Kontext vum Artikel 43 vum verännerte Waassergesetz vum 19. Dezember 2008 schonn negativ Avise vun der Waasserverwaltung formuléiert fir vereenzelt Gemengereglementer, bei deenen eng Form vu gestaffeltem Waasserpräis sollt agefouert ginn, mat follgende Begrënnungen:

- Eng gewësse Quantitéit vu Waasser gratis zur Verfügung ze stellen, och wa se de primäre Besoin garantéiert, gëtt dem Prinzip vun der Käschtendeckung an dem Verursaacherprinzip (Pollueur-payeur) net gerecht an ass och net ze vereenbare mat enger rationeller Notzung vun den Drénkwaasserressourcen. Béid Prinzippie si festgeluecht an der Waasser-Kader-Direktiv (directive 2000/60/CE), déi duerch dat modifizéiert Waassergesetz vum 19. Dezember 2008 national ëmgesat gouf.

- D'Ëmsetze vun enger gestaffelter oder progressiver Waasserpräisgestaltung ass mat engem immensen administrativen Opwand fir d'Gemenge verbonnen, an et erschwéiert d'Ermëttele vun der Käschtendeckung vun alle Secteuren.

An dësem Kontext ass ze bemierken, datt de virdrun zitéierten Artikel vum Waassergesetz och virgesäit, datt d'Gemengen eng Allocation de vie chère am Beräich vum Drénkwaaasser kënnen aféieren.

Zu den Offalltaxe kann ee follgend Elementer festhalen: Den Artikel 17. (1) vum modifizéierten Offallgesetz vum 21. Mäerz 2012 iwwersetzt de Prinzip vum Pollueur-payeur an nationaalt Recht: « Sans préjudice des dispositions de l'article 19 de la présente loi et conformément au principe du pollueur-payeur, les coûts de la gestion des déchets sont supportés par le producteur de déchets initial ou par le détenteur actuel ou antérieur des déchets. » Den Artikel 17. (3) vum selwechten Offallgesetz gesäit dofir keng Méiglechkeet vir, fir d'Offalltaxen op sozial Kritären ze baséieren: « Les taxes communales relatives à la gestion des déchets doivent couvrir l'ensemble des frais encourus par les communes respectives en matière de gestion des déchets. Les taxes mises à charge des différents ménages et, le cas échéant, des établissements doivent tenir compte des quantités de déchets réellement produites. »

De Käschtendeckungsprinzip an de Verursaacherprinzip si fir d'éischt mam Offallgesetz vun 1994 agefouert ginn. Fir d'Modalitéite vun der Ëmsetzung vun dësem Prinzip festzeleeën, huet d'Ëmweltverwaltung an de Joren 1994 bis 1996 e grouss ugeluechte Pilotversuch an de SICA-Gemenge Koplescht a Käerch duerchgefouert. D'Taxemodalitéi-

ten, déi sech aus dem Versuch erginn hunn, si mam Inneministère ofgestëmmt ginn.

Vu datt déi Taxe sech zu engem groussen Deel um Gewiicht vum produzéierten Offall orientéieren, ass d'Fro vun der sozialer Verträglechkeet vun den Taxe gestallt ginn, besonnesch bei deene Leit, déi nach kleng Kanner am Wëndelalter hunn. Entspriechend de Virgabe vum Inneministère duerfen Taxe keng Quierverbindungen an deemno och keng sozial Komponent enthalen.

Fir trotzdeem där sozialer Komponent Rechnung ze droen, fuere Gemengen iwwer Subsiden. Esou ass an deene Gemengen eng „Wëndelprimm" fir Kanner ënner zwee Joer agefouert ginn.

ad 2. D'Kompositioun vun de Stéit mat ze considéréieren ass eebenfalls mat engem ganz héijen administrativen Opwand verbonnen. Ofgesinn dovunner, datt e prezise Recensement muss gemaach ginn, muss och all Changement an der Kompositioun vun engem Stot Rechnung gedroe ginn.

Dëst ass besonnesch am Kader vu Residenzen, vun deenen och nach vill mat just engem Compteur ausgestatt sinn a wou vill Mouvementer sinn, nach emol méi komplex.

Den Ament gi Stéit souwuel am Drénkwaasser wéi am Ofwaasser pauschal berechent an der Part fixe (op den Diameter vum Drénkwaasseruschloss, bezéiungsweis mat 2,5 gemëttelten Awunnergläichwäerter EHM fir d'Ofwaasser). Dëst ass schonn eng sozial Komponent, déi zum Beispill enger grousser Famill entgéintkënnt.

Et sief nach drun erënnert, datt d'Garantie fir den Accès op Waasser iwwert dat modifizéiert Gesetz vum 18. Dezember 2009 bezüglech d'Sozialhëllef festgehalen ass. Et gëtt eebenfalls d'Méiglechkeet vun der Allocation de vie chère iwwert den nationale Solidaritéitsfong.

ad 3. Duerch déi vun der Waasserverwaltung virgeschloen harmoniséiert Berechnung vum Waasser- an Ofwaasserpräis si verschidde sozial Komponente scho berécksiichtegt, wéi déi genannte Pauschaliséierung vun de Fixkäschten an d'Plafonéierung vum Präis.

Souwuel den Accès zu Drénkwaasser wéi och déi entspriechend Behandlung vum Ofwaasser sinn duerch d'Gesetz vun der Sozialhëllef virgesinn. Weiderhi gesäit d'Waassergesetz och vir, datt d'Gemenge kënnen eng Allocation de vie chère an de Beräicher vum Drénk- a vum Ofwaasser virgesinn.

Nieft der staatlecher Sozialhëllef erlaben dës Instrumenter de Gemengen eng cibléiert, sozial gerecht Reegelung anzeféieren, dëst am Aklang vum Käschtendeckungsprinzip, wéi en am Offall- an am Waassergesetz entspriechend den europäesche Virgaben ageschriwwen ass.

Question 5426 (23.12.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**application du régime 2G dans le sport :**

Säit dem 17. Dezember gëllt am Sport den 2G, dat souguer bei Eenzelsportaarten, wéi dem Fitness. De Sport spillt awer och eng wichteg Roll, fir d'Gesondheet vun de Leit ze schützen. Nieft der kierperlecher Aktivitéit hëlleft de Sport ville Leit, fir Stress ofzebauen a motivéiert, sech méi gesond ze ernieren an op de Konsum vu gesondheetsschiedleche Substanzen ze verzichten.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Gesondheetsminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi goufen déi divers negativ Konsequenze vum 2G am Sport géint deen erhofften, positiven Impakt en vue vun der Covidsituatioun an der Analys vun der Regierung géinteneen ofgewien? Kann d'Madamm Minister an deem Sënn matdeelen, wéi vill Leit säit dem 1. Mäerz 2020 noweislech an Zesummenhang mam Sport positiv op de Covid-19 getest goufen?

2. Gesäit d'Madamm Gesondheetsminister de Risiko, datt den 2G am Sport am Zesummespill mam allgemenge Stress, deen d'Covidmoossname mat sech bréngen, zu engem erhéichten Drogekonsum a Gewaltbereetschaft, besonnesch, awer net nëmmen, bei jonke Leit wäert féieren? Wann net, wéi begrënnt d'Madamm Minister hir Positioun?

3. Gesäit d'Madamm Gesondheetsminister de Risiko, datt den 2G am Sport am Zesummespill mam allgemenge Stress, deen d'Covidmoossname mat sech bréngen, zu enger weiderer Iwwerlaaschtung vun de Psychiatrië wäerte féieren, well vill Leit hiren alldeeglech Stress net méi an deem néidege Mooss ofbaue kënnen? Wann net, wéi begrënnt d'Madamm Minister hir Positioun?

Réponse commune (25.01.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Georges Engel,** *Ministre des Sports :*

ad 1. D'Wichtegkeet vum Sport an der Beweegung fir déi kierperlech a mental Gesondheet vun de Leit, souwéi och déi grouss sozial Komponent vum Sport, goufen zu kengem Moment a Fro gestallt. Et sief drun erënnert, dass zu Lëtzebuerg, am Géigesaz zum Ausland, de Sport ni ganz verbuede war am Kontext vum Kampf géint d'Pandemie.

Wat elo déi aktuell sanitär Mesuren ubelaangt, esou gëtt sech och am Sport un déi generell Richtlinn 2G an der Fräizäit an 3G op der Aarbecht gehalen.

Säit dem 1. Mäerz 2020 sinn dem Contacttracing 568 Fäll vu Covid-19 bekannt, déi potenziell mam Sport a Relatioun stinn, d. h. déi Fäll hu wärend dem Interview mam Contacttracing uginn, Sport mat anere Leit gemaach ze hunn, ier se positiv getest gi sinn. Sécher sinn elo net all déi Fäll op de Sport zréckzeféieren, mee wat méi Fäll an zäitlech begrenzte Clusteren opgetruede sinn, wat d'Chance méi grouss ass, dat et an deem Kontext zu Infektiounskette komm ass.

Am Contacttracing si 56 Clustere mat op d'mannst 3 Fäll bei Sportsclibb oder Sportsevenementer festgestallt ginn, wou am Ganzen 366 Covid-19-Fäll betraff waren. Gréisser Clustere mat méi wéi 10 Fäll si bei vereenzelte Fitnesszenteren, Handball-, Basket- a Fussballclibb festgestallt ginn, esou wéi bei enger organiséierter Seegelvakanz a Kroatien, déi vun engem Lycée organiséiert gouf.

ad 2. Virop gëllt et nach eng Kéier ze ënnerstraichen, datt zu Lëtzebuerg, am Verglach mat anere Länner, de Sport quasi onënnerbrach fonctionéiert, souguer an der éischter Well vun der Pandemie, wann och natierlech ageschränkt. De Rescht vun der Zäit hunn effektiv ëmmer Mesurë gegollt, fir déi sportlech Aktivitéiten ze encadréieren, mee d'Aktivitéiten hunn awer duerchgoend konnte stattfannen. Doriwwer eraus gëllt laut dem aktuelle Covidgesetz fir de Jugendsport eng Ausnam, déi beseet, datt den 2G-Regimm just fir Jugendlecher ab 19 Joer applikabel ass. Fir Jonker vu manner wéi 19 Joer gëllt den 3G-Regimm, also d'Méiglechkeet, fir och en Testcertificat virzeweisen. Dës Dispositioun gouf eebe grad agefouert, fir Jugendlechen, déi net geimpft oder geneese wieren, trotzdeem ze erméiglechen, hire sportlechen Aktivitéiten nozegoen.

Dem Gesondheetsministère ass net bekannt, datt eng Hausse vum Drogekonsum op e Manktem u Sportméiglechkeeten zeréckzeféiere wier an aktuell gëtt et och keng wëssenschaftlech Etüd, déi géif e kausale Lien tëscht 2G Covid-19-Reegelen a sportlechen Aktivitéiten an en doduerch erhéichten Drogekonsum beleeën.

ad 3. Aktuell ass dem Gesondheetsministère net bekannt, datt den 2G-Regimm am Sport am Zesummespill mam allgemenge Stress vun de Covidmesuren zu enger weiderer Iwwerlaaschtung vun de Psychiatrië gefouert huet, well vill Leit hiren alldeegleche Stress net méi an deem néidege Mooss ofbaue kënnen.

Question 5428 (23.12.2021) de **MM. Paul Galles** et **Marc Lies** *(CSV)* concernant la **réserve de gaz :**

An deene leschte Wochen a Méint koum et ëmmer rëm zu Problemer a Verzögerunge bei de Liwwerunge vu Gas aus Russland, och wa Gazprom hir aktuell Liwwerungsobligatiounen anhält. Esou goufen zum Beispill iwwert de Summer ons Gasreserven net esou opgefëllt wéi dat an deene leschte Joren de Fall war. Dëst huet souwuel technesch (zum Beispill Problemer a russeschen Äerdgasfërderungsanlagen) wéi och wirtschaftlech awer virun allem geopolitesch (etwa den Ukrainekonflikt oder Nordstream 2) Ursaachen. Och wann et haut net dono ausgesäit, dass ons de Gas géif ausgoen, esou besteet awer eng gewëssen Onsécherheet, ob déi zukünfteg Gasliwwerunge wäerte kënnen agehale ginn, sollt et zum Beispill zu engem Zouspëtzen am Ukrainekonflikt kommen.

Fir eventuell Enkpäss an der Energieversuergung ze vermeiden hat sech Lëtzebuerg kierzlech op EU-Niveau, zesumme mat Frankräich a Spuenien, dofir agesat, dass d'EU-Länner kënnen zesumme Gas akafen a strateegesch Reserven uleeën, fir esou och de Präisschwankungen entgéintzewierken.

Wat d'Präisdeierecht bei der Energie ugeet, esou sinn dovunner och d'elektresch Borne betraff fir d'E-Autoen opzelueden. D'Fournisseure mussen hir Tariffer upassen, soudass de Stroum bei den Chargy-Bornen ab dem 1. Januar wäert tëschent 31-34 Cent/kwh kaschten. An Zukunft muss een domadder rechnen, dass déi Präisser och net méi wäerte falen, mee eventuell souguer nach weider klammen. Dës Hausse vun de Präisser bei den ëffentleche Bornen ass awer net förderlech fir den Ausbau vun der Elektromobilitéit.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wéi gesinn déi aktuell Äerdgasreserven aus? Koum et rezent schonn zu Aschtränkunge bei de Liwwerungen? Wa jo, wéi oft an a wéi engem Ausmooss?

2. Wéi wëll sech d'Lëtzebuerger Regierung an Zukunft opstelle fir strateegesch Reserven un Äerdgas unzeleeën? Mat wéi enge Länner wëll Lëtzebuerg sech hei zesummendoen an zum Beispill Gas akafen?

3. Wéi reagéiert d'Regierung op déi méi héich Präisser bei den ëffentleche Bornen? Gesäit de Minister net d'Gefor, dass doduerch d'Strategie fir d'Ëmsetze vun der Elektromobilitéit zumindest kuerzfristeg a Gefor ass?

Réponse (25.01.2022) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. Laut „Gas Infrastructure Europe" (GIE), d'Associatioun déi d'Interesse vun den europäesche Gasinfrastrukturbedreiwer an Europa vertrëtt, leien aktuell (Mëtt Januar 2022) d'Äerdgasreserven an Europa bei knapp ënner 50 %, wat ongeféier 10 % méi en niddregen Niveau ass wéi typescherweis soss ëm dës Zäit. ENTSOG, den Daachverband vun den europäeschen Transportnetzbedreiwer am Gas, bestätegen dës Zuelen an hirem ugepassten Ausbléck op de Wanter 2021/2022. Dës méi déif Reserve ginn zum Deel duerch zousätzlech Liwwerunge vu Flësseggas mat Gastanker iwwert d'Mier op déi grouss Terminalen an Europa, wéi zum Beispill zu Zeebrugge an der Belsch, kompenséiert. Gasliwwerunge kënnen op dës Manéier an Europa assuréiert ginn, soudass et bis elo nach zu kengen Aschränkunge bei de Liwwerungen an de leschte Méint komm ass an et sinn och keng Enkpäss an den nächste Méint ze erwaarden. D'ENTSOG betount an hirer Analys och nach, dass de Gasmarché an Europa gutt fonctionéiert, och wann duerch déi méi héich Importer vu Flësseggas de Präis op den Handelspunkten aussergewéinlech héich ass.

ad 2. Esou wéi och schonn a menger Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 5342 duergestallt, gëtt, fir Äerdgas a grousse Quantitéite späicheren ze kënnen, allgemeng op ënnerierdesch Reservoiren, déi duerch entspriechend geologesche Strukturen (Salzkavernen, gasdicht ofgeschlosse porös Sandschichten, ausgedéngten Äerdgasfelder asw.) duergestallt sinn, zréckgegraff. Well déi geologesch Viraussetzungen zu Lëtzebuerg net gi sinn, ass et net méiglech, um nationalen Territoire vun esou ënnerierdesche Reservoiren ze profitéieren an Äerdgas a gréissere Quantitéite lokal ze stockéieren.

Lëtzebuerg ass awer ganz gutt am europäeschen Äerdgasnetz integréiert an huet Verbindunge souwuel mat Däitschland wéi och mat der Belsch. Dem ILR sengem Rapport „Chiffres clés du marché du gaz naturel - partie I" vum Juli 2021 no, koumen 22 % vun den Äerdgasimporter am Joer 2020 aus Däitschland an 78 % aus der Belsch. Zënter dem 1. Oktober 2015 ass den integréierte BeLux-Maart tëscht Lëtzebuerg an der Belsch operationell, soudass d'Gastransportnetzbedreiwer Creos Luxembourg SA an déi belsch Fluxys Belgium SA hir zwee national Mäert integréiert hunn, fir eng gemeinsam Belux-Zon ze bilden. Op dës Manéier kënnen d'Fournisseuren, déi zu Lëtzebuerg aktiv sinn, sech direkt um gemeinsame virtuellen Handelspunkt (ZTP) versuergen. Dësen Äerdgasmaart ass ee vun de liquidesten a sécherste Mäert an Europa. Den Energieministère ass och amgaangen op europäeschem Plang mat eisen Nopeschlänner iwwert eng besser Reguléierung vun de Gasspäicheren ze schwätzen. Eng gemeinsam preventiv Approche an dësem Domaine wier am Interêt vu Lëtzebuerg a géing dozou bäidroen, de Marché ze berouegen.

ad 3. Bis Enn 2021 konnten all d'Käschte fir d'Opriichten an d'Exploitatioun vum Chargy-System duerch d'Netznotzungstariffer vun den Nidderspannungsnetzer ofgedeckt ginn, esou wéi dat am Artikel 27 Paragraf 13 vum ofgeännerte Gesetz vum 1. August 2007 iwwert de Stroummaart virgesinn ass. Dës Käschte waren also net direkt am Präis, deen den Endverbraucher op enger Chargy-Born bezuelt huet, reflektéiert. Dëse Finanzéierungsmodell ass awer laut dem europäesche Reglement 2019/943 elo net méi méiglech. Dëst Reglement gesäit nämlech vir, dass d'Netznotzungstariffer nëmme Käschten enthalen däerfen, déi néideg si fir déi reng Gestioun vum Stroumnetz, wou d'Chargy-Borne laut Reglement net dozougehéieren. Den Institut luxembourgeois de régulation (ILR) berücksichtegt deemno d'Käschte vum Chargy-System ab 2022 net méi an der Berechnung vun den Netztariffer. Aus dësem Grond hunn d'Stroumnetzbedreiwer, déi och Bedreiwer vum Chargy-System sinn, d'Tariffer um Chargy-System, déi se u Fournisseurs de service de charge ab dem 1. Januar 2022 verrechnen, missen erhéijen.

Och mat den neie Präisser ass et awer esou, dass d'Käschte pro 100 km bei engem Elektroauto méi nidderег si wéi bei engem Bensinns- oder Dieselauto, an d'Elektromobilitéit doduerch och weiderhi fir den Endnotzer attraktiv bleift.[19]

[19] https://transports.public.lu/fr/mobilite/mobilite-electrique/comparateur-prix-carburants.html

Question 5430 (23.12.2021) de **MM. Jeff Engelen** et **Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **effets secondaires des vaccins contre la Covid-19 :**

Dem leschte Rapport vun der Pharmacovigilance no, sinn hei zu Lëtzebuerg, zënter dem Ufank vun der Covid-19-Impfcampagne, am Ganzen eelef Mënschen un de Suitte vun der Impfung gestuerwen. Weider sinn e puer honnert méi schwéier Fäll vun Niewewierkunge registréiert ginn. Dovunner iwwer honnert Hospitalisatiounen, woubäi an 18 Fäll Liewensgefor bestoung. Och Komplikatioune bei Fraen an aneren Ëmstänn goufe bekannt.

An deem Kontext hu mir follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Wat fir eng Konklusiounen zitt d'Santé aus dem leschte Pharmacovigilance-Rapport?

2. Och wann d'Zuel vun den Niewewierkunge statistesch gesinn niddreg ass, misst et dann net awer esou sinn, datt d'Leit, déi sech wëllen impfe loossen, virdrun iwwer méiglech Niewewierkungen opgekläert ginn? Wann een e Medikament keeft, läit en Ziedel dobäi, deen all méiglech Niewewierkungen oplëscht. Misste virun den Impfungen d'Leit net déi selwecht Informatiounen iwwer den Impfstoff kréien, deen si solle gesprëtzt kréien?

3. Wéi vergläicht sech d'Zuel vu méi schwéieren Niewewierkunge bei deene verschiddene Covidimpfunge mat deene rapportéierte schwéieren Niewewierkunge bei de Medikamenter? Mat wéi enge Medikamenter loossen sech dës Statistike vergläichen? Wéi gëtt bei Medikamenter verfuer, déi änlech statistesch Konsequenze kënnen hunn, wéi déi verschidde Covidimpfstoffer?

4. An e puer Fäll schéngt et zu schwéiere Komplikatioune bei Fraen an aneren Ëmstänn komme ze sinn. Wéi wäit ass bis well etabléiert, datt déi Komplikatiounen e kausale Zesummenhank mat der Impfung haten? Wéi eng Konklusioune mussen am Hibléck op d'Impfunge vu Fraen an aneren Ëmstänn gezu ginn?

5. D'Politik vun der Regierung geet duerch en ëmmer méi groussen Drock op déi ongeimpfte Leit Schrëtt fir Schrëtt a Richtung Impfflicht. Misst de Staat dann net och eng kloer Haftung fir méiglech Impfschied iwwerhuelen?

Réponse (21.01.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Dës parlamentaresch Fro erlaabt et nach emol, op de Fonctionnement vum de „systèmes de pharmacovigilance" anzegoen. De Prinzip heibäi ass, dass all méiglech Evenementer, déi zäitlech mat enger Impfung a Rapport stinn an déi eng gewësse Gravitéit hunn (also keng einfach Niewewierkunge wéi den Aarm wéi hunn oder sech e bësse midd fillen), gemellt ginn an dass fir dës Evenementer gekuckt gëtt, ob e kausalen Zesummenhang mat der Impfung méiglech oder warscheinlech ass. Dofir schafft Lëtzebuerg zesumme mam „Centre régional de pharmacovigilance" zu Nanzeg.

Heibäi gëtt - per internationaler Definitioun - all Niewewierkung als schwéier klasséiert, déi eng Aarbechtsonfäegkeet (sief et och nëmmen een eenzegen Dag) oder ee Spidolsopenthalt (egal wéi laang) no sech zitt.

Am Rapport vun der Gesondheetsdirektioun ginn all dës Situatiounen opgelëscht, egal ob ee kausalen Zesummenhang festgestallt gouf oder och net. D'Fro, déi dono muss gestallt ginn, ass ob esou Evenementer méi heefeg bei Leit optrieden, déi geimpft goufen, wéi bei Leit, déi net geimpft goufen. Zum Beispill kann een eng Thrombos no enger Impfung maachen, mee et sinn awer och ganz vill Leit, déi net geimpft ginn, déi all Dag Thrombose maachen. Dëst ass eng ganz heefeg Krankheet, déi meeschtens net duerch eng Impfung ausgeléist gëtt.

Aktuell stellt d'Gesondheetsdirektioun fest, dass d'Zuel vun den onerwënschten Evenementer relativ geréng ass, an dass fir déi allermeescht kee kausale Lien mat der Impfung festgestallt gouf oder och nëmme probabel ass. Dëst ass extreem berouegend.

D'Leit hunn effektiv e Recht, opgekläert ze ginn iwwert méiglech Niewewierkungen. D'Europäesch Medikamentenagence (EMA) stellt op hirem Site all d'Dokumenter iwwert d'Impfunge fräi zur Dispositioun. Dës Informatioune sinn och a vereinfachter Form an de „Beipackzettel". Ganz vill Informatioun ass och disponibel op Infovaxx an op covid19.lu.

Et kann een net direkt d'Evenementer aus der Pharmacovigilance vun den Impfstoffer mat deene vun anere Medikamenter vergläichen. Et kann een awer feststellen, dass d'Evenementer, déi kausal mam Impfstoff zesummenhänken, extreem seele sinn. Dëst ass och eng Konklusioun, déi vun der Pharmacovigilance an anere Länner gezu gouf, an dat bei weltwäit bal aacht Milliarden Impfdosen, déi schonns geimpft goufen.

Verschidde schwanger Fraen hate Komplikatiounen an der Schwangerschaft, och do ass kee kausale Lien bewisen, a Fraen, déi net geimpft sinn, hunn och reegelméisseg Schwangerschaftskomplikatiounen. Op där anerer Säit ass et ganz kloer, dass eng Covidinfektioun wärend der Schwangerschaft ganz uerg ka verlafen, esouwuel fir d'Kand wéi och fir d'Mamm. Et ass och entre-temps bewisen, dass d'Impfung wärend der Schwangerschaft d'Kand no der Gebuert wärend den éischte Liewenswoche viru schwéiere Fäll vu Covid-19 an Hospitalisatioune schützt.

Wéi schonns méi oft betount, läit d'Responsabilitéit vun der Impfung souwuel beim Produzent (hie muss en Impfstoff produzéieren, dee konform zu den autoriséierte Spezifikatiounen ass), wéi beim Dokter oder Gesondheetsberuffer, deen impft (hie muss de Vaccin korrekt benotzen an administréieren), wéi och beim Staat laut dem Gesetz vum 4. Juli 2000, wat d'Responsabilitéit vum Staat kläert (loi du 4 juillet 2000 relative à la responsabilité de l'État en matière de vaccinations).

Question 5432 (23.12.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **recensement national 2021 :**

Enn 2021 gouf zu Lëtzebuerg eng Vollekszielung duerchgefouert, en Exercice, deen all zéng Joer duerchgefouert gëtt an deemno gutt virbereet hätt misse sinn.

Allerdéngs waren dës Kéier Froen deelweis schlecht formuléiert oder falsch iwwersat, an et schéngt, wéi wann et och Ënnerscheeder gouf tëscht der Onlineversioun an der Versioun op Pabeier. Verschidde Resultater wäerten doduerch onbrauchbar sinn.

An deem Kontext hätt ech eng Rei vu Froen un d'Regierung:

1. Bei der Pabeierversioun vun der Vollekszielung gouf d'Geschlecht vun de Persounen net gefrot. Bei der Onlineversioun gouf d'Geschlecht awer gefrot. Gëtt et heizou eventuell eng Erklärung?

2. Bei der Fro 10.c., déi follgendermoosse formuléiert ass, ass een Iwwersetzungsfeeler ënnerlaf:

„Combien d'années d'études avez-vous poursuivies au Luxembourg ?

(Tous niveaux d'études confondus)

Wie viele Jahre Ihres Studiums/Ihrer Berufsausbildung haben Sie in Luxemburg absolviert?

(Alle Ebenen der Studien zusammen)"

Wärend nämlech dat franséischt Wuert „études" sech op all d'Schouljore bezitt, also och z. B. op d'Joren am Lycée, esou bezitt sech dat däitscht Wuert „Studium" exklusiv op d'Joren op enger Héichschoul respektiv Universitéit.

(Duden.de: Studium: „das akademische Ausbildung an einer Hochschule")

(Larousse.fr: études: 1. „Travaux et exercices nécessaires à l'acquisition ou au développement de connaissances effectués dans le cadre d'une institution scolaire ou universitaire.")

Dëst féiert dozou, datt déi eng Awunner bei dëser Fro z. B. 15 Joer uginn hunn, well si d'Spillschoul, d'Primärschoul an de Lycée matgezielt hunn, wärend aner Awunner mat exakt deem selwechte schoulesche Wee null Joer uginn hunn, well si jo null Joer zu Lëtzebuerg op der Uni waren.

Wéi kann den Här Minister dëse Feeler erklären a wéi een Afloss wäert dëse Feeler hunn am Hibléck op d'Richtegkeet vun der Ëmfro?

3. Bei der Fro 10.a., déi follgendermoosse formuléiert ass:

„Quel est le CYCLE D'ÉTUDES LE PLUS ÉLEVÉ que vous avez terminé avec succès ?

Welches ist der HÖCHSTE BILDUNGSABSCHLUSS, den Sie erfolgreich abgeschlossen haben?", stoung bei Punkt g. als méiglech Äntwert: „BAC".

Vu datt awer de „BAC" d'Ofkierzung ass fir „baccalauréat", een Diplom, deen a franséische Schoule vergi gëtt, a vu datt dat Wuert „BAC" net am Lëtzebuerger Sproochgebrauch ze fannen ass, bezitt sech dës Äntwertméiglechkeet also exklusiv op Persounen, déi hiren Ofschloss an enger franséischer Schoul gemaach hunn? Kann de Minister erklären, firwat an deem Kontext keng Äntwertméiglechkeet virgesi war fir Persounen, déi ee Lëtzebuerger „Diplôme de fin d'études secondaires", eng „Première" oder een däitschen Abitur-Diplom hunn? (Umierkung: Dat Wuert BAC ass am Däitschen net ze fannen.)

Réponse (25.01.2022) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Opgrond vun den Informatioune vum Statec ass et méiglech dem Här Deputéierte follgend Äntwerten op seng Froen am Kader vun der Vollekszielung 2021 ze ginn:

ad 1. Am Kader vun der Vollekszielung kënnt d'Informatioun, ob eng Persoun e Mann oder eng Fra ass, aus dem nationale Regëster vun de physesche Persounen. Dat groussherzoglecht Reglement iwwert d'Vollekszielung (règlement grand-ducal du 30 juillet 2021 prescrivant un recensement général de la population, des logements et des bâtiments du Grand-Duché de Luxembourg au 8 novembre 2021) gesäit dat explizitt esou vir. De Statec kritt dës Informatiounen also op déi Manéier fir déi ganz Bevëlkerung.

D'Fro zum Geschlecht ass am elektronesche Questionnaire aus praktesche Grënn am Ufank gestallt ginn, well sech duerno den Affichage vun dësem dynamesche Froebou un de Profil vun der Persoun upasst. Esou gouf zum Beispill nëmme bei de Fraen duerno och d'Fro iwwert d'Zuel vu lieweg gebuerene Kanner gestallt. Am Formulaire an der Pabeierversioun gëtt dofir och ausdrécklech dorobber higewisen, datt d'Fro iwwert d'Zuel vun de lieweg gebuerene Kanner nëmme sollt vu Frae beäntwert ginn.

ad 2. D'Iwwersetzung vum Froebou an déi verschidde Sproochen ass vun enger spezialiséierter Firma gemaach ginn. Bei der Fro, wéi eng Schoulen eng Persoun gemaach huet, ass de franséische Begrëff „études" wuel mat „Studium" oder „Studien" iwwersat ginn, allerdéngs ass am Questionnaire preziséiert ginn, datt sech déi Fro op déi gesamt schoulesch Niveaue bezitt.

Leit, déi Froen zum Questionnaire haten, konnten de Statec iwwert Telefon oder Email kontaktéieren. De Statec hat e puer Ufroen am Zesummenhang mat der Fro iwwert d'Studie kritt, esou datt den Impakt - wann iwwerhaapt - op d'Korrektheet vun der Vollekszielung op deem bestëmmte Punkt däerft limitéiert sinn.

ad 3. D'Formuléierung vun dëser Fro gouf vum Statec an Ofsprooch mam Educatiounsministère gemaach. De Begrëff „BAC" ass am Volleksmond geleefeg, esouwuel bei der Lëtzebuerger ewéi och bei der auslännescher Populatioun hei am Land.

Question 5433 (24.12.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **production de lait bio :**

Am Bioaktiounsplang vun der Lëtzebuerger Regierung solle bis 2050 sämtlech landwirtschaftlech Ubaufläche biologesch bewirtschaft ginn. Bis 2025 sinn 20 % vun der Fläch virgesinn. Dëst Joer louch den Taux bei grad emol 5,18 %.

Am „Lëtzebuerger Bauer" vum 17. Dezember 2021 gouf d'Situatioun vun engem Mëllechbauer beschriwwen, deen op Bio ëmgestallt hat, mëttlerweil awer nees op de konventionelle Betrib zréckkomm ass. Seng Entscheedung fousst, sengen Aussoen no, um Ëmstand, dass e kee fonnt huet, dee seng Biomëllech als solches ofgeholl huet an och bezuelt hätt (opgrond vu feelende Kapazitéite respektiv um Nethierstelle vu Bioprodukter duerch den „Abnehmer").

Ech wéilt duerfir follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

1. Wéi huet d'Produktioun vu Mëllech, déi lescht fënnef Jor evoluéiert?

- Wéi vill Kilo Biomëllech goufen an deenen eenzele Jore produzéiert? Wéi vill Kilo konventionell Mëllech waren dat?
- A wéi engem Verhältnis steet deemno d'Produktioun vu Biomëllech par rapport zur Produktioun vu konventioneller Mëllech iwwer déi lescht Jore gekuckt?

2. Wéi huet de Präis vun der Biomëllech an dee vun der konventioneller Mëllech, déi leschte fënnef Joer evoluéiert?

Réponse (19.01.2022) de **M. Claude Haagen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. D'Mëllechproduktioun ass säit 2016 vun 376.216.551 kg op 447.339.468 kg am Joer 2020 eropgaangen an dierft fir d'Joer 2021 an enger änlecher Gréisstenuerdnung si wéi 2020.

D'Steigerung vun der Biomëllech war an dësem Zäitraum weesentlech méi staark wéi déi vun der konventioneller Mëllech. Esou sinn am Joer 2016 ronn 3.188.081 kg Biomëllech produzéiert ginn, wat zu deem Moment ronn 0,85 % vun der ganzer Mëllechproduktioun zu Lëtzebuerg waren. Bis 2020 ass d'Biomëllechproduktioun dunn op 5.655.332 kg eropgaangen, an dëst stellt 1,26 % vun der ganzer Mëllechproduktioun vun 2020 duer. Dat war eng Steigerung vun der Biomëllechproduktioun vun 177 % par rapport zu 2016 (2016 = 100 %). Fir d'Joer 2021 gëtt sech eng änlech Mëllechproduktioun erwaart wéi 2020, an dat esouwuel fir d'Biomëllech wéi och fir déi konventionell Mëllech.

ad 2. Bis 2020 goufe just Informatiounen zum Mëllechpräis gesammelt, woubäi keen Ënnerscheed gemaach gouf tëschent Biomëllech a konventioneller Mëllech. Eréischt säit dem 1. Januar 2021 ginn elo genuch Informatioune gesammelt, déi et erlaben, och de Präis fir Biomëllech ze schätzen.

Am follgende Grafik ass d'Präisentwécklung vum Mëllechpräis vun 2016 bis November 2021 duergestallt, wéi och d'Präisentwécklung bei der Biomëllech fir d'Joer 2021. Dëst ass den Duerchschnëttspräis ouni TVA an Euro pro 100 kg Mëllech, esou wéi en un déi Lëtzebuerger Baueren ausbezuelt ginn ass.

www.chd.lu

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 5434 (24.12.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **statistiques mettant en relation les tests Covid-19 et le statut vaccinal :**

D'Regierung deelt reegelméisseg Zuelen a Statistiken zur Coronasituatioun zu Lëtzebuerg mat. Sou ginn de Leit ënner anerem an der Santé hirem Wocheréckbléck a Bezuch op Covid-19 spezifesch Informatioune vermëttelt. Et sinn awer ëmmer nees Detailfroen, déi sech stellen, an déi sech aus den opgefouerten Zuelen a Statistiken net beäntwerte loossen.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister gär follgend Froe stellen:

1. Mëttlerweil sinn zu Lëtzebuerg méi wéi 97.000 positiv PCR-Tester gemaach ginn.

a) Wéi vill net geimpfte Persoune goufen op d'mannst eemol op en Neits positiv getest - woubäi dat positiivt Resultat vun de PCR-Tester zäitlech wäit genuch ausernee louch, datt ee vun enger neier Infektioun ausgoe kann, an net vun där selwechter?

Wéi vill vun dësen op en Neits positiv geteste Persounen, déi net geimpft sinn, hu missen hospitaliséiert ginn?

b) Wéi vill Persoune goufen als net geimpfte Persoun positiv getest an no enger Covidimpfung op en Neits positiv getest?

Wéi vill vun dësen op en Neits positiv geteste Persounen hu missen hospitaliséiert ginn?

2. De Leit gëtt matgedeelt, wéi vill Neiinfektioune festgehale gi sinn a wéi den Inzidenztaux sech hei weist. Dobäi gëtt dann och tëscht vollstänneg geimpfte Persounen an net geimpfte Persounen differenzéiert.

a) Ass d'Madamm Minister gewëllt, de Leit zousätzlech matzedeelen, wéi vill vollstänneg geimpfte Persounen a wéi vill net geimpfte Persoune jeeweils getest gi sinn, onofhängeg vum Resultat?

b) Wier et net sënnvoll, d'Inzidenz fir geimpften an net geimpfte Persoune separat ze kucken, also den Taux vu positiven Tester bei geimpfte Persounen an den Taux vu positiven Tester bei net geimpfte Persounen?

3. Am Reegelfall gëtt den Impfstatus vu Persounen, déi un oder mat Covid-19 gestuerwe sinn, net matgedeelt. Kann d'Madamm Minister soen, wéi vill Persoune bis haut un oder mat Covid-19 gestuerwe sinn, déi

- zum Deel geimpft waren;
- vollstänneg geimpft waren;
- scho mam Booster geimpft waren?

Réponse (25.01.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. a) Bis de 24. Januar 2021 goufe 6.624 Reinfektioune festgestallt, d. h. Leit, déi zwee positiv PCR-Tester opweisen, déi op d'mannst 90 Deeg ausernee leien. Dës Zuelen, déi däitlech méi héich si wéi nach virun e puer Wochen (cf. Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 5320), deiten dorop hin, datt d'Omikron-Variant sech méi schnell iwwerdréit, och bei Leit, déi schonn op eng viregt Variant positiv getest gi waren an als geheelt gëllen.

Déi national Krisecellule huet den 18. Januar festgehalen, datt an Zukunft och d'Zuele vun de Reinfektiounen iwwerwaacht solle ginn. De Service Monitoring vun der Gesondheetsdirektioun ass amgaangen ze kucken, wat fir eng Informatiounen am Respekt vum legale Kader vum Dateschutz am Zesummenhang mat de Reinfektiounen analyséiert kënne ginn (Impfstatus, Hospitalisatioun etc.) a wäert en deementspriechenden Outil en place setzen, soudatt dës Zuelen an Zukunft och mat an den deegleche Rapport afléisse kënnen.

b) cf. Äntwert op d'Fro 1a).

2. a) Am Moment ass net virgesinn, bei den Zuele vum Testing en Ënnerscheed ze maache bei de Leit, déi sech teste loossen, tëschent de Leit, déi vollstänneg geimpft sinn, an de Leit, déi net geimpft sinn. Et geet een allerdéngs dovunner aus, datt geimpfte Leit just nach e PCR-Test maachen, wann si Symptomer vun enger Covidinfektioun hunn oder en Test brauchen, fir ze verreesen. Bei den net geimpfte Leit ass en Deel vun Tester och op dat néidegt Testresultat am Kader vum 3G op der Aarbechtsplaz zeréckzeféieren, quitt datt de gréissten Undeel vun Tester, déi am Kader vum 3G néideg sinn, Schnelltester sinn.

b) D'Moyennen op siwen Deeg vun der Inzidenz ginn an de wéchentleche Rapport, deen op www.covid19.lu ze fannen ass, publizéiert. Um Site www.covid19.lu ass och e Grafik „Taux d'incidence des personnes testées positives selon le statut vaccinal" opruffbar.

ad 3. Zënter dem Ufank vun der Pandemie bis de 24. Januar 2022 sinn 945 Covid-19 Doudesfäll gemellt. D'Donnéeën iwwer den Imfpstatus vun de verstuerwene Leit ass aktuell net disponibel. Et sinn awer Iwwerleeungen amgaangen, fir dës zousätzlech Informatioun mat am deegleche Rapport ze publizéieren.

Question 5437 (27.12.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**archivage des conférences de presse du Gouvernement :**

Et fält op, datt verschidde Pressekonferenze vun der aktueller Regierung weeder op hirem offizielle Site, nach um Site vun deene jeeweilege Ministèren audiovisuell an ëffentlech zougänglech dokumentéiert sinn. Bei esou Evenementer handelt et sech awer souwuel ëm eng dacks wichteg Kommunikatioun vun de Representante vum Staat mat de Bierger, op déi d'Leit dann och sollten Zougrëff hunn, wéi och ëm Dokumenter vun der Zäitgeschicht.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Staats- a Medieminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi gëtt de vollstännegen Enregistrement an déi ongeschnidden ëffentlech Dokumentatioun vu sämtleche Pressekonferenze vun enger Regierung an deenen eenzele Ministèren, vum Dag vun hirer Vereedegung bis zum Dag vun der Vereedegung vun enger nächster Regierung, séchergestallt? Kann den Här Minister déi rechtlech Basis vun dëse Prozeduren an déi aktuell Praxis duerstellen? Gëtt et ee Ministère oder eng Verwaltung, wéi z. B. de SIP, deen dofir zoustänneg ass? Falls heifir op d'Ënnerstëtzung vu private kommerziellen Acteuren zeréckgegraff gëtt, kann den Här Minister da matdeelen, a wéi engem Rechtsdokument dës Bezéiunge gereegelt sinn an opschlësselen, wéi eng Zomm d'Regierung säit hirer Vereedegung, de 5. Dezember 2018 all Joers fir dës Servicer bezuelt huet a preziséieren, ënnert wéi engem Budgetsartikel dës Sue gefloss sinn?

2. Kënnen d'Bierger d'Pressekonferenze vun der aktueller Regierung an enger zentraler, iwwersiichtlecher Mediathéik nosichen? Wann net, firwat net? Bis wéini wier an deem Fall de Start vun enger entspriechender Mediathéik virgesinn?

3. A wéi engem Delai muss den Nationalarchiv eng Kopie vun all dëse Videodokumenter erhalen? Gëtt den Transfert vun dësen Dokumenter protokolléiert a wa jo, ënnert wéi enger Form an no wéi enge Modalitéiten? Wéi eng Méiglechkeete hunn interesséiert Bierger, fir dës Videodokumenter ëffentlech zougänglech ze consultéieren?

Réponse (11.01.2022) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

ad 1. Wéi den Numm et seet, riichten d'Pressekonferenzen sech an éischter Linn un d'Vertrieder vun der Press.

Wann d'Aktualitéit, respektiv de Sujet, et verlaangen, ginn déi Pressekonferenze „live" iwwerdroen. Dëst erlaabt et de Vertrieder vun der Press, och à distance Pressekonferenzen ze suivéieren an hirer Aarbecht no kënnen ze kommen a férdert esou den Accès zur Informatioun - virun allem an der aktueller sanitärer Situatioun. Gläichzäiteg erlaabt et och, dass d'Bierger schnellstméiglech d'Informatioune kréien, wann d'Situatioun et verlaangt.

Et ass all Ministère selwer, dee seng Pressekonferenzen organiséiert a soumat och d'Modalitéite festleet, inklusiv de Choix, ob eng Pressekonferenz soll live iwwerdroe ginn oder net. Wann dat de Fall ass, an de SIP gëtt mat der Organisatioun vun der Konferenz beoptraagt, da gëtt gläichzäiteg zur Iwwerdroung och en digitale Video erstallt.

Fir dës Pressekonferenzen, déi de SIP organiséiert, gëtt op een oder zwee vun am Ganze véier verschiddene privaten Entreprisen zeréckgegraff, fir den technesche Volet vun der Iwwerdroung ze garantéieren, grad wéi déi eventuell simultan Iwwersetzung. De SIP publizéiert de Video vun dëse Pressekonferenzen dann op dem offiziellen Internetsite vun der Regierung, www.gouvernement.lu, an och op dem YouTubekanal vun der Regierung. D'Videosignal kann och zäitweileg RTL Tëlee zur Verfügung gestallt ginn, wann déi dat wënscht. Des Weidere gëtt och nach eng Kopie dovu beim SIP ofgespäichert a spéiderhin, souwéi am „tableau de tri" vum SIP virgesinn, un de CNA iwwerdroen, fir laangzäitarchivéiert ze ginn.

Et gëtt keng spezifesch rechtlech Basis, dëst geschitt am Kader vun der Informatioun vun der Press an de Bierger, vun der Transparenz an der Sensibiliséierung.

Heidrënner d'Joresbudgete vun 2018 bis 2021 vun de Pressekonferenzen (verschiddener goufen „direkt" iwwerdroen a gläichzäiteg opgeholl, anerer net), déi vum SIP organiséiert goufen:

2018 (no dem 5.12.2018): 0 Euro
2019: 27.455,60 Euro
2020: 369.954,79 Euro
2021: 152.141,33 Euro

Dës Ausgabe lafen iwwert den Artikel 004.12340 „Journaux et périodiques ; frais d'impression et de

publication ; documentation ; promotion de l'image de marque du Grand-Duché de Luxembourg ; frais d'études et dépenses diverses".

ad 2. Déi Pressekonferenze vun der aktueller Regierung, déi vum SIP opgeholl goufen, sinn an der Rubrik „Noriichten" um Internetsite vun der Regierung www.gouvernement.lu an op hirem YouTubekanal ze fannen. Vu Mëtt Januar 2022 u ginn déi Videoen op enger eegener Säit um Site vun der Regierung opgeläscht.

ad 3. Den „tableau de tri" vum SIP gesäit vir, dass d'Videoen no engem Joer un de CNA geliwwert ginn. Den 22. November 2021 gouf eng éischt Liwwerung vun all de Videoe vun de Pressekonferenze vun 2014 bis 2020 gemaach. Um Site an um YouTubekanal vun der Regierung bleiwen d'Videoe vun 2018 u weiderhin zougänglech.

Question 5438 (27.12.2021) de **MM. Fred Keup** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **camion du type « éco combi » :**

An der Äntwert op eis parlamentaresch Fro Nummer 5167 argumentéiert den Här Minister zu der testweiser Zouloossung vun Eco-Combien op ausgewielte Lëtzebuerger Strecken, ënner anerem, datt déi extern Käschte bei den aktuelle Rentabilitéitsberechnunge vun dëse Gefierer net genuch berécksichtegt goufen an den Transport op der Schinn pro Tonn/Kilometer sech souwuel méi käschtegënschteg op de Staatsbudget, wéi och op d'Ëmwelt géif auswierken. Op där Basis huet den Här Minister sech och weider géint all Form vun Zouloossung vun Eco-Combien op Lëtzebuerger Stroossen ausgeschwat.

An deem Zesummenhang géife mir dem Här Verkéiersminister gär dës Nofroe stellen:

1. Wéi vill huet eng Tonn/Kilometer Giddertransport iwwer d'Eisebunn de Staat an de Joren 2013 bis 2020 all Joers kascht? Wéi vill huet eng Tonn/Kilometer Giddertransport mat engem „klassesche" Camion de Staat an de Joren 2013 bis 2020 all Joers kascht? Wéi vill hätt eng Tonn/Kilometer Giddertransport mat engem Eco-Combi de Staat no Berechnung vum Minister wärend deene genannte Jore kascht? Kann den Här Minister d'Zesummesetzung vun deenen eenzele Käschte mat hiren ënnerschiddleche Komponenten um fiktive Beispill vun der Tonn/Kilometer opschlësselen?

2. Wéi eng Ëmweltkäschten huet eng Tonn/Kilometer Giddertransport iwwer d'Eisebunn an de Joren 2013 bis 2020 verursaacht? Wéi eng Ëmweltkäschten huet eng Tonn/Kilometer Giddertransport mat engem „klassesche" Camion an de Joren 2013 bis 2020 verursaacht? Wéi eng Ëmweltkäschten hätt eng Tonn/Kilometer Giddertransport mat engem Eco-Combi an de Joren 2013 bis 2020 verursaacht? Kann den Här Minister d'Modalitéite vun dëse Berechnunge presentéieren?

3. Kann den Här Minister garantéieren, datt ëffentlech a privat Eisebunnsbetriber kengerlee separat Subsiden empfänken, fir eng deloyal Konkurrenz mat dem Transport op der Strooss ze vermeiden?

Réponse (08.02.2022) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

An der Analys „Transportrechnung für Luxemburg und Methodik zu Kosten-Nutzen-Analyse für Verkehrsprojekte", déi 2018 vu BDO fir de Mobilitéitsministère duerchgefouert gouf, steet zur Thematik vun den externe Käschte vum Gidderverkéier:

„Die externen Umwelt- und Unfallkosten fallen bei der Allgemeinheit oder beim Staat an. Wie sich zeigt, sind die externen Umwelt- und Unfallkosten pro tkm bei den schweren Nutzfahrzeugen um ca. 50 % höher als im Schienenverkehr (0,034 versus 0,023 €/tkm)."

D'Gesamtkäschte vun Eco-Combie goufen deemools net analyséiert, dëst well, wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 5167 geschriwwen, déi extern Käschten ongeféier vergläichbar zu den normale Camione sinn. Zu den externe Käschte kommen dann awer nach zousätzlech Käschte fir d'Gesellschaft dobäi, well zum Beispill nach infrastrukturell Upassunge musse gemaach ginn, fir datt dës méi laang a schwéier Gefierer op den ëffentleche Stroosse kënne fueren.

D'Etüd gouf mat Donnéeën aus dem Joer 2016 gemaach. Et handelt sech heibäi ëm eng eemoleg Berechnung fir Lëtzebuerg, déi iwwerholl gouf, fir d'Gesamtkäschten an awer och déi extern Käschte vun den eenzelen Transportmëttel besser kënnen ofzeweien. Et ass momentan net geplangt, dës Etüd nach eemol nei ze maachen, virun allem, well den Ënnerscheed vun den externe Käschten tëschent den eenzelen Transportmëttel net grousaarteg ännere wäert. Den Ofschlossbericht vun der Etüd ass fräi zougänglech[20].

Wat d'Hëllefen, déi vum Staat iwwerwise ginn, ugeet, ka bestätegt ginn, datt d'Eisebunnsentreprisen net betraff sinn an et deemno keng deloyal Konkurrenz vis-à-vis vum Stroossentransport gëtt.

Well awer d'Käschte fir den Transport op der Schinn méi héich si wéi op der Strooss, wat ënner anerem verursaacht gëtt duerch d'Trassegebühren, déi ze bezuele sinn an d'Käschte fir d'Rullmaterial, huet de Staat entscheet, Hëllefen (Gesetz vum 31. Juli 2020 iwwer eng Bäihëllefreegelung fir d'Fërdere vum kombinéierten Transport) de Logistikfirmen ze accordéieren, déi op dës Léisung setzen. Duerch dës Mesurë soll den Transport vu Containeren iwwert d'Schinn gefërdert ginn, well dës Transportaart letztendlech méi ëmweltfrëndlech ass wéi déi iwwert d'Strooss.

[20] https://transports.public.lu/fr/actualites/2018/07-juillet-05-cp-mddi-ecoplan-lieb-cost-benefit-analysis.html

Question 5439 (27.12.2021) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant le **Pacte de stabilité et de croissance :**

Laut Maastricht-Kriterien darf der Schuldenstand eines Mitgliedstaates 60 Prozent des Bruttoinlandsprodukts nicht überschreiten und das gesamtstaatliche Defizit darf maximal 3 Prozent des Bruttoinlandsprodukts erreichen.

Die Auswirkungen der durch das Coronavirus ausgelösten Krise hat die öffentliche Verschuldung in vielen Ländern der EU weit über die im Stabilitäts- und Wachstumspakt vorgesehene Grenze von 60 Prozent des BIP getrieben. Die Regeln des Stabilitätspaktes sind aktuell für die Dauer der Pandemie aufgehoben, sollen aber 2023 wieder in Kraft treten.

Am 19. Oktober 2021 hat die EU-Kommission mit der Veröffentlichung eines Diskussionspapiers einen ersten Schritt hin zu einer möglichen Reform des Stabilitätspakts unternommen.

In der Debatte um die Reform bildet sich laut Presseinformationen ein Bündnis der Südstaaten wie Griechenland, Italien, Frankreich, Zypern, Spanien und Portugal. Sie treten für eine dauerhafte Lockerung der Defizit- und Schuldenvorgabe ein. Gemeinsamer Nenner dieser Länder ist nicht nur die geografische Lage im Süden, sondern es handelt sich auch um die Staaten mit den höchsten Schuldenquoten. Nordländer wie die Niederlande, Dänemark, Schweden und Finnland wollen zu den bisher geltenden Regeln zurückkehren und strenge Sanktionen für Verstöße einführen.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an den Herrn Finanzminister und den Herrn Staatsminister stellen.

- Wie steht die Regierung zu einer möglichen Reform des europäischen Stabilitäts- und Wachstumspakts?

- Wie könnte für die Regierung eine solche Reform konkret aussehen?

- Ist die Regierung bereit, so wie von vielen Südstaaten gefordert, die aktuelle Defizit- und Schuldenvorgaben zu lockern?

Réponse commune (05.01.2022) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

Die Regierung steht den Vorschlägen zur Reform des Stabilitäts- und Wachstumspakts aufgeschlossen gegenüber und beteiligt sich aktiv an den laufenden Gesprächen zur Überprüfung der wirtschaftspolitischen Steuerung in der Europäischen Union, die unter anderem darauf abzielt, die Haushaltsregeln einfacher, realistischer und transparenter zu gestalten.

Dabei darf man die zukünftigen Herausforderungen nicht aus den Augen verlieren und eine Reform des Stabilitätspakts sollte die Mitgliedstaaten bei ihren Bemühungen um ausgeglichene öffentliche Finanzen weiterhin unterstützen. Gleichzeitig ist es auch wichtig, die Fehler zu vermeiden, die nach der Finanzkrise in den 2010er Jahren begangen wurden, als viele Regierungen Investitionen zulasten des Wachstumspotenzials und der Wettbewerbsfähigkeit der Wirtschaft kürzten, um Schulden und Defizite abzubauen.

In den Erklärungen gegenüber den Finanzministerkollegen in der Eurogruppe und im ECOFIN-Rat hat Luxemburg deshalb dafür plädiert, öffentliche Investitionen differenzierter anzusehen als laufende Ausgaben. Eine solche Vorgehensweise wäre zum Beispiel denkbar für Klima- oder Digitalisierungsinvestitionen, die konsensuell als solche anerkannt wären, und hätte den dreifachen Vorteil, dass sie erstens im Rahmen der derzeitigen Verträge durchführbar ist, zweitens öffentliche Investitionen zu einem Zeitpunkt erhalten bleiben, an dem der Aufschwung unterstützt werden muss, und drittens Investitionen bevorzugt werden, die notwendig sind, um die historische Herausforderung des Klimawandels und des digitalen Übergangs erfolgreich zu bewältigen.

Le saviez-vous ?

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

Les projets et propositions de loi ainsi que les avis et rapports y relatifs sont publiés comme documents parlementaires qui font l'objet d'une numérotation continue.

Question 5443 (03.01.2022) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **indemnités des bénévoles du CGDIS :**

A menge parlamentaresche Froen N° 0429, 0971, 1859 an 2723 hat ech mech, op Basis vun Informatiounen, déi vu Fräiwëllege beim CGDIS u mech erugedroe goufen, iwwert feelend Ausbezuelunge vun den Indemnitéite bei der Ministesch fir Interieur informéiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch dës Froe stellen:

1. Sinn alleguer d'Indemnitéite fir déi fräiwëlleg CGDIS-Membere fir d'Joer 2021 ausbezuelt ginn?

2. Kann d'Ministesch den Tablo an der Äntwert op d'Fro N° 2723 fir d'Joren 2020 an 2021 presentéieren?

Réponse (31.01.2022) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. De Règlement d'indemnisation des pompiers volontaires vum CGDIS gesäit vir, datt d'Indemnitéite fir déi fräiwëlleg Pompjeeë semestriell ausbezuelt ginn. Sämtlech Indemnitéite fir dat éischt Semester 2021 sinn ausbezuelt ginn, déi fir dat zweet Semester 2021 wäerten och ganz geschwënn ausbezuelt kënne ginn.

ad 2. *(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

Question 5444 (03.01.2022) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **contrôle médical des agents du CGDIS :**

An der Äntwert op d'Fro N° 1505 hat d'Ministesch fir Interieur eis Informatiounen zum Contrôle médical beim CGDIS geliwwert. Der Äntwert vun der Ministesch no dierfte Persounen, déi d'medezinnesch Kontroll beim CGDIS net bestinn, zum Beispill net méi op Ambulanze fueren oder un Asätz mat Otemschutzmasken deelhuelen. An der Äntwert op d'Fro N° 4363 schreift d'Ministesch, dass de Règlement interne spezifesch bei de Krittäre vum Contrôle médical iwwerschafft wäert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch dës Froe stellen:

1. Ass et richteg, dass sech fir verschidden Zentre Problemer erginn, well net méi genuch Persoune vollstänneg asazfäeg sinn?

2. Ass et richteg, dass Leit, trotz engem ze héije BMI, falls si den Ausdauertest packen, nach ëmmer Otemschutzdréier kënne ginn? Falls jo, wäert dëst an der Refonte vum Règlement interne adaptéiert ginn?

3. Mussen d'Membere beim CGDIS aktuell e kompletten Impfzyklus gemaach hunn, fir hiren Déngscht kënnen unzetrieden? Ass geplangt, d'Aptitude beim Medico un d'Konditioun ze bannen, dass d'Membere vum CGDIS geimpft musse sinn?

Réponse (31.01.2022) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. D'Asazbereetschaft vun de Centres d'incendie et de secours (CIS) gëtt permanent iwwert den Einsatzleitsystem (ELS) vum 112 iwwerwaacht, a sollt et emol zu Enkpäss kommen, duerch z. B. e krankheetsbedéngte kuerzfristegen Ausfall oder aner Grënn fir d'Absence vun engem fräiwëllege Pompjee, gëtt dat jee no Méiglechkeet direkt vum Nopeschzenter kompenséiert. Zënter der Grënnung vum CGDIS ass flächendeckend iwwert d'Land eng konsequent Verdeelung vun haaptamtleche Fraen a Männer Pompjeeën op deene sougenannte CISe vu gréissere Kategorië gemaach ginn, fir grad hei ze versichen, wann néideg auszehëllefen. Aktuell gëtt et kee CIS, dee wéinst dem Contrôle médical net asazbereet wier.

ad 2. Ob e Pompjee vum CGDIS schwéieren Otemschutz dierf droen oder net, decidéiert de jeeweilegen Dokter vum Service santé au travail des pompiers (STP), deen d'Ënnersichung duerchféiert. Dësen hëlt seng Entscheedung op Basis vun der gesamter Aptitude, d. h. dem ganze Gesondheetszoustand vum Pompjee, an net opgrond vun de Resultater vun eenzele Krittären.

Dëst sinn d'Standarde vun enger medezinnescher Decisioun, deemno ass eng Upassung vum Règlement intérieur vum CGDIS net néideg.

ad 3. Ech ginn dovun aus, datt den Deputéierte mat senger Fro d'Impfung géint de Covid-19-Virus viséiert. De CGDIS appliz éiert säit November an all senge CISen den 3G. En net geimpfte Pompjee dierf also um Déngscht deelhuelen, wann hien, konform zu der 3G-Reegel, en negativen Test virweise kann.

Question 5446 (03.01.2022) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**uniformisation de l'outil informatique au sein des établissements hospitaliers :**

L'accord gouvernemental prévoit une uniformisation de l'outil informatique au sein des établissements hospitaliers (p. 96 : « Un système informatique national unique équipera tous les centres hospitaliers et centres hospitaliers spécialisés afin de faciliter l'échange d'informations entre eux et le DSP et d'éviter ainsi la multiplication des examens complémentaires. L'interopérabilité du système informatique du secteur hospitalier avec le secteur extrahospitalier (médecins, réseaux de soins, laboratoires, etc.) devra être assurée. »)

Deux des quatre hôpitaux nationaux, à savoir le CHEM et le CHL, ont récemment abandonné le projet informatique d'envergure avec la société Maincare. Ces coûts sont supportés directement et indirectement par la CNS et l'État.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Quelle est la valeur de l'ensemble des contrats conclus entre l'Agence eSanté et la société Maincare d'une part et entre les deux hôpitaux et Maincare d'autre part pour ce dossier en particulier ?

2) Quelles sont les entités étatiques qui ont participé au projet et quel est le montant total de frais internes (heures de travail) et externes (consultance) alloués au projet par ces entités ?

3) Qui est responsable de cet abandon ? Est-ce que des poursuites judiciaires sont envisagées ou en cours ?

4) Quel était le rôle de Luxith respectivement de l'Agence eSanté dans ce projet ?

5) Quelle est l'incidence de cet abandon sur la collaboration entre l'Agence eSanté et de Maincare au niveau des développements et la maintenance de l'application « Dossier de soins partagé » (application de la plateforme électronique nationale d'échange et de partage de données de santé visée à l'article 60ter du Code de la sécurité sociale ci-après « plateforme », permettant d'accéder, moyennant un compte personnel et dans les conditions du présent règlement grand-ducal, à un dossier de soins partagé) ?

6) Face aux constats ci-dessus, quelles sont vos conclusions au sujet de l'uniformisation ou de l'interopérabilité des systèmes informatiques hospitaliers ? Quelles solutions est-ce que vous en tirez ? Comment voyez-vous le lien entre l'interopérabilité des systèmes informatiques hospitaliers et le lien avec la plateforme du DSP et le lien avec le patient ?

Réponse commune (08.02.2022) de **M. Claude Haagen,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) La contractualisation pour la mise en œuvre d'un dossier patient informatisé commun a été réalisée directement par les centres hospitaliers CHL et CHEM avec l'éditeur Maincare. Pour ce dossier particulier, à savoir l'implémentation de la solution « DOP@MIN » (Dossier patient mutualisé informatisé) de la société « Maincare » des deux établissements hospitaliers cités ci-dessous, l'Agence eSanté n'a strictement aucun engagement financier avec ladite société.

Pour ce qui est des montants des contrats conclus entre l'Agence eSanté et le consortium de la plateforme eSanté, dont la société « Maincare » fait partie, il est renvoyé en l'espèce aux réponses fournies à la question parlementaire n° 5376 de l'honorable Député Laurent Mosar.

ad 2) L'Agence eSanté n'étant pas impliquée dans ce projet, elle ne dispose, de facto, d'aucune information y afférente.

La CNS a mis en place une enveloppe d'investissement spécifique sur base de l'article 74 du Code de la sécurité sociale qui établit le financement des établissements hospitaliers par l'assurance maladie, pour tous les hôpitaux qui pourraient solliciter ce soutien financier dans le cadre du projet d'acquisition et d'implémentation d'un dossier patient informatisé. Ce soutien financier est conditionné par la mise en œuvre du projet, l'évolution du projet de documentation hospitalière ainsi que le niveau de digitalisation atteint. Au titre des projets d'implémentation la CNS n'a accordé que des ressources physiques accompagnant le projet. Les autres investissements à faire par les hôpitaux sont à préfinancer en attendant une budgétisation du remboursement ultérieur.

La participation financière de la CNS aux coûts de développement, de migration des données, de maintenance et d'hébergement de la solution « DOP@MIN » était liée à une obligation de résultat, tant en

ce qui concerne le déploiement des différents modules de la solution qu'en termes d'objectifs d'usage de ces modules. Des critères d'interopérabilité avec le Dossier de soins partagé (DSP) avaient également été retenus.

Comme le projet a été abandonné, la CNS n'est pas intervenue dans le financement des coûts précités.

ad 3) En raison de la défaillance de l'éditeur à réaliser les développements informatiques établis sur base d'un cahier des charges contractuellement retenu les deux centres hospitaliers ont dû procéder à la résiliation de la relation contractuelle. Ils demandent des dommages et intérêts pour non-respect des engagements contractuels, à savoir la mise en œuvre du dossier patient informatisé, de la part de l'éditeur.

La gestion du projet est sous la responsabilité des directions des structures hospitalières qui participent au projet. Lorsque les hôpitaux sollicitent une partie du financement du projet, la CNS vérifie si les objectifs liés à l'obligation de résultat ont été atteints. La CNS ne dispose donc pas d'informations fiables pour identifier les raisons de l'abandon.

ad 4) L'Agence eSanté n'est pas intervenue dans ce projet qui a été géré directement par les hôpitaux eux-mêmes.

ad 5) À ce stade, il n'y a aucune incidence pour l'Agence eSanté et sa plateforme.

À cette date, la société « Maincare » confirme conformément à ses obligations contractuelles, notamment au regard des dispositions mentionnées au Plan qualité service (PQS) :

- le maintien et la délivrance des demandes d'évolutions liés au service DSP ;
- la garantie d'un processus de suivi rigoureux au niveau de la qualité pour ce qui est du fonctionnement du service du DSP.

ad 6) En pratique, l'acquisition d'une solution informatique est toujours liée à un risque sous-jacent tel que la faillite du fournisseur, son rachat potentiel par une autre entité (fusion, acquisition, etc.), ainsi que des éventuelles conséquences liées à l'arrêt de l'exploitation, pour quelque raison que ce soit, de sa solution applicative. Les HIS (Hospital Information System) sont des systèmes particulièrement complexes et nécessitent des moyens de développement très importants avec, comme conséquence, un nombre limité d'industriels qui proposent des solutions qui couvrent l'entièreté des besoins d'un hôpital. Il est d'ailleurs impossible de supprimer ce risque car tout environnement informatique se base sur des composants créés et maintenus par d'autres entités (fournisseurs ou communautés). Il est aujourd'hui impossible d'avoir une approche « 100 % fait maison » et ceci sans même tenir compte de l'impact économique direct et indirect d'une telle approche.

Ces points sont généralement pris en compte préalablement dans le cadre d'une analyse de risques à réaliser avant le lancement du projet et encadrés par la suite, au sein du contrat à passer avec le fournisseur, via notamment des clauses spécifiques (par exemple : la réversibilité des données, etc.). À ceci s'ajoute le fait que, lors du lancement du projet, sa gouvernance, en tant que maître d'ouvrage du projet, se doit d'intégrer ces risques, ainsi que les contremesures y afférentes, dans sa gestion journalière.

Les nouvelles technologies se développent et se propagent rapidement. Il importe d'adapter la gouvernance et la coordination de la digitalisation du système de santé afin de doter le Luxembourg d'un système de santé à la pointe du progrès, efficient et financièrement viable à long terme.

Question 5447 (03.01.2022) de **MM. Yves Cruchten** et **Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **pilule anti-Covid :**

Selon des informations dans la presse internationale, l'Agence américaine des médicaments vient d'autoriser la pilule anti-Covid de la société Pfizer. L'Agence européenne EMA est en train d'évaluer ce médicament ainsi que des médicaments similaires d'autres fabricants.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Quand peut-on s'attendre à voir ces médicaments être autorisés pour le marché européen ?

2) Est-ce qu'à l'instar des commandes communes européennes pour le vaccin, l'Union européenne vise à négocier également l'acquisition collective de ces nouveaux médicaments ?

3) Est-ce que le Luxembourg a déjà négocié l'acquisition de ces médicaments pour le marché luxembourgeois ?

Réponse (06.01.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) L'Agence européenne des médicaments (EMA) est en train d'évaluer deux antiviraux, le molnupiravir (Lagevrio™) de la société Merck et le nirmatrelvir (Paxlovid™) de la société Pfizer. Un avis de l'EMA, permettant éventuellement une autorisation de mise sur le marché, est attendu pour fin du mois de janvier 2022.

ad 2) Il y a effectivement une volonté de faire un joint procurement agreement (JPA) pour l'acquisition des médicaments au niveau européen, ceci en complément d'accords bilatéraux déjà signés ou en voie de signature.

ad 3) Le Luxembourg a négocié l'achat de 5.760 traitements par Lagevrio et de 20.000 traitements par Paxlovid dans une première commande via des accords bilatéraux. Le Luxembourg a également exprimé son intérêt de participer dans de futurs JPA.

Question 5449 (03.01.2022) de **Mme Chantal Gary** *(déi gréng)* concernant l'**action « Go to Sports » :**

Dans le cadre du plan de relance Sports 2.0, le Ministère des Sports a lancé l'action « Go to Sports », qui vise à encourager les familles à inscrire les jeunes dans un club de sport, en participant aux frais y relatifs, par l'allocation d'un montant de 50 € pour chaque nouvelle licence prise par un jeune en dessous de 16 ans.

Cette mesure est à la fois une mesure de relance pour le secteur du sport organisé, mais également une mesure sociale destinée à favoriser l'accès des enfants et jeunes à un environnement structurant et éducatif comme un club sportif peut en proposer.

La date limite de validité des bons ayant été le 31 décembre 2021, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports :

1) Combien de nouvelles licences ont été sollicitées dans le cadre de l'action « Go to Sports » et pour quelles disciplines sportives ?

2) Quel est le bilan en matière d'égalité entre femmes et hommes de l'action ?

3) Est-ce que le Ministère des Sports a pu recueillir des réactions de la part des clubs et fédérations par rapport à l'action ? Quelles sont, le cas échéant, leurs observations ?

4) Monsieur le Ministre estime-t-il qu'une deuxième édition de l'action « Go to Sports » est nécessaire ou souhaitable afin de motiver les jeunes à s'engager dans la pratique sportive ?

Réponse (04.02.2022) de **M. Georges Engel,** *Ministre des Sports :*

ad 1) Les périodes de confinement ayant rompu les habitudes de s'entraîner en club, les clubs sportifs se sont inquiétés du retour de leurs membres et notamment des plus jeunes. Pour contrecarrer cette tendance, le Ministère des Sports a souhaité encourager la prise d'une nouvelle licence dans un club de sport par l'allocation de 50 € pour chaque nouvelle licence prise par un jeune en dessous de 16 ans. Le nombre de demandes parvenues au Ministère des Sports témoigne du succès de cette action et de la volonté des jeunes de pratiquer un sport.

Il y a lieu de souligner que les demandes introduites par les clubs de sport ont été envoyées, à des fins de vérification, aux fédérations sportives respectives pour confirmer qu'il s'agit effectivement de nouvelles licences demandées par les clubs. Comme les réponses des différentes fédérations ne sont pas encore toutes parvenues au Ministère des Sports, seul le nombre de demandes introduites est actuellement connu.

Ainsi le Ministère des Sports a reçu en tout 5.604 demandes de nouvelles licences.

ad 2) Des 5.604 demandes introduites, 1.905 demandes parviennent de jeunes filles et 3.699 demandes concernent des garçons en dessous de 16 ans.

ad 3) La plupart des clubs de sport ont constaté avec satisfaction une nette augmentation des demandes de nouvelles licences suite à l'action « Go to Sports ». Il faudra par la suite intégrer au mieux ces jeunes sportifs et les encadrer pour leur permettre d'évoluer dans les clubs respectifs et de garder la motivation pour pratiquer durablement une activité sportive.

ad 4) Un point sur cette action ainsi que des autres mesures contenues dans le plan de relance 2.0 sera fait dès l'établissement du bilan définitif. De nouvelles mesures en la matière en faveur du sport ne sont pas exclues.

Question 5450 (03.01.2022) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **projets d'infrastructures réalisés sur le territoire de la « Nordstad » :**

Le Gouvernement a décidé de doter la « Nordstad » de nouvelles infrastructures, en particulier dans le domaine des transports et des bâtiments scolaires.

Comme il est parfois difficile d'avoir un aperçu complet et fiable des montants investis, il me semble opportun de présenter de manière succincte l'ensemble des projets qui ont été mis en œuvre sur le territoire des cinq communes de la « Nordstad » tout en indiquant ceux qui y seront réalisés à l'avenir.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur le Ministre peut-il dresser un résumé comportant tous les projets d'infrastructures qui ont été réalisés sur le territoire de la « Nordstad » depuis 2010 en indiquant pour chaque projet le montant investi ?

2) Monsieur le Ministre peut-il indiquer l'ensemble des projets en cours ou en voie de préparation qui ont été décidés par le Gouvernement et/ou votés par la Chambre ?

3) Monsieur le Ministre peut-il dresser l'ensemble des projets en voie de planification et qui seront réalisés au bénéfice de la « Nordstad » au cours des années à venir ?

Réponse (18.02.2022) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) - 3) En réponse aux questions posées par Monsieur le Député André Bauler, veuillez trouver ci-annexé le tableau reprenant l'ensemble des projets d'infrastructures réalisés sur le territoire de la Nordstad entre 2010 et 2021, les projets en cours ou en voie de préparation ainsi que les projets en planification.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 5456 (04.01.2022) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**utilisation du logo officiel des ministères luxembourgeois :**

A senger Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 5338 vum honorabelen Deputéierte Gusty Graas betreffend d'Benotzung vum offizielle Logo vun de Lëtzebuerger Ministèren zitéiert den Här Staatsminister den Artikel 232bis vum Code pénal:

« Seront punis d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 251 euros à 5.000 euros, ou d'une de ces peines seulement, ceux qui auront fait usage à des fins non autorisées des armoiries de la Maison grand-ducale, de celles de l'État et des communes, du drapeau national, du pavillon de la batellerie et de l'aviation, ainsi que de tous écussons, emblèmes et symboles utilisés par les autorités et par les établissements publics. Il y a usage non autorisé des armoiries et symboles visés notamment lorsqu'il est fait : a) à des fins frauduleuses, b) à des fins commerciales, industrielles, professionnelles ou publicitaires, sauf dans les cas prévus par les lois et règlements, ou autorisés par le Gouvernement. »

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Staatsminister:

1. Huet d'Regierung schonns an deem Sënn Autorisatioune ginn? Wa jo: Fir ween, wéini an a wéi engem Zesummenhank?

2. Kann den Här Staatsminister preziséieren, ob d'Regierung dës Autorisatioun vu gewësse Critèren oder Bedingungen ofhängeg gemaach huet a mécht? An anere Wierder: Gëtt et vu Säite vun der Regierung eng kloer Linn, wat d'Erlabnes ugeet, den offizielle Logo vun de Ministèren ze benotzen?

Réponse (24.01.2022) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

Den offizielle Logo vun der Lëtzebuerger Regierung, esou wéi en an der „Charte graphique du logotype du Gouvernement luxembourgeois" definéiert ass, representéiert déi visuell a graphesch Identitéit vun der Lëtzebuerger Regierung. De Gebrauch heivunner ass domat ausschliisslech der Regierung, de Ministère souwéi den Administratiounen a Servicer vum Staat reservéiert, esou dass och keng Autorisatioun vun dëser Regierung fir de Gebrauch vum offizielle Logo zu aneren Zwecker erdeelt ginn ass.

Question 5472 (06.01.2022) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **pilule anti-Covid Paxlovid :**

Paxlovid ass en neit Covidmedikament vun der Firma Pfizer aus den USA. Dat Medikament, vun deem sech ganz vill erwaart gëtt, soll am Kader vun enger Covidinfektioun e schwéiere Verlaf verhënneren. Déi däitsch Regierung huet elo viru Kuerzem eng Millioun Packunge Paxlovid kaf, och d'Lëtzebuerger Regierung huet ugekënnegt, fir 20.000 Packunge bestallt ze hunn.

An deem Kontext hu mir follgend Fro un d'Madamm Gesondheetsminister:

- Firwat huet d'Regierung nëmmen 20.000 Packunge Paxlovid bestallt, wat am Verhältnis zu der Bestellung vun der däitscher Regierung verhältnisméisseg wéineg ass?

Réponse (07.01.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

De Paxlovid ass en neit Medikament géint de Covid-19, dat deemnächst och an Europa an den Handel soll kommen.

Déi honorabel Deputéiert drécken hir d'Besuergnis doriwwer aus, dass d'Lëtzebuerger Regierung am Verhältnis zu der Bestellung vun der däitscher Regierung (eng Millioun Packunge Paxlovid) verhältnisméisseg wéineg vun dësem Medikament bestallt hätt, nämlech 20.000 Packungen.

Mir erlaben eis, drop hinzeweisen, dass d'Bevëlkerung vun Däitschland, laut Statistisches Bundesamt, 83,24 Millioune Leit zielt an zu Lëtzebuerg aktuell 0,63 Millioune Leit liewen (Données Statec). D'Bevëlkerung vun Däitschland ass also ronn 132-mol méi grouss wéi déi vun eisem Land. Op den Awunner bezunn huet Lëtzebuerg also 2,64-mol méi vun dësem Medikament kaaft wéi Däitschland.

Mir kënnen déi honorabel Deputéiert also berouegen, dass d'Lëtzebuerger Regierung do gutt mat der Firma Pfizer verhandelt huet an dass Lëtzebuerg op kee Fall ze kuerz kënnt am Verhältnis zu sengem däitschen Noper.

Question urgente 6063 (14.04.2022) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**avenir du site sidérurgique de Dudelange :**

Aujourd'hui, le tribunal de Liège a ordonné la mise en liquidation de Liberty Steel en Belgique, qui connaît depuis quelque temps de graves difficultés financières. Cette décision revêt également d'une grande importance pour le Luxembourg comme Liberty Steel exploite également un site sidérurgique à Dudelange, qui emploie environ 200 personnes. Quelques heures après l'annonce de la décision de mise en liquidation, Arcelor Mittal, qui était longtemps perçu comme acheteur potentiel, s'est déclaré réticent à reprendre le site de Dudelange.

C'est dans ce contexte que je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Comment Monsieur le Ministre estime-t-il l'impact de la mise en liquidation de Liberty Steel en Belgique sur l'activité du site sidérurgique à Dudelange ?

- Qu'entend faire Monsieur le Ministre dans les semaines à venir pour assurer la survie du site sidérurgique à Dudelange ?

- Y a-t-il déjà des candidats potentiels pour la reprise du site sidérurgique à Dudelange et, le cas échéant, lesquels ?

- Au cas où le site sidérurgique de Dudelange n'est pas liquidé, qu'entendait faire Monsieur le Ministre pour garantir le paiement des salaires des employés ?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que la mise en liquidation du site sidérurgique de Dudelange ne serait pas une option envisageable ?

- Dans l'affirmative, comment Monsieur le Ministre compte-t-il encourager une telle procédure ?

- Quels sont les différents scénarios possibles quant à l'avenir du site sidérurgique de Dudelange et lequel est le plus vraisemblable selon Monsieur le Ministre ?

Réponse (22.04.2022) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

En raison d'engagements non respectés dans le cadre de la procédure de réorganisation judiciaire concernant les entités de Liberty Steel en Belgique, le tribunal de l'entreprise de Liège a effectivement ordonné en date du 14 avril 2022 la dissolution des deux entités du groupe.

Le prononcé de mise en liquidation apporte une certaine clarté juridique quant à l'avenir des usines belges qui sont partenaires pour le fonctionnement de l'usine à Dudelange dont les activités sont quasi au point mort. Néanmoins, Liberty Steel a annoncé faire appel de la décision du tribunal de l'entreprise liégeois. Il n'est donc pas possible à l'heure actuelle de se prononcer définitivement sur les conséquences d'une éventuelle liquidation.

Dans tous les cas, la décision du tribunal de Liège semble indiquer que Liberty Steel n'est pas un partenaire fiable pour l'avenir de l'usine luxembourgeoise du groupe. En concertation étroite avec le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie solidaire ainsi qu'avec les syndicats, le Ministère de l'Économie continue d'étudier activement les différentes options permettant à un autre acteur industriel de reprendre le cas échéant le site luxembourgeois de Liberty Steel afin d'y maintenir des activités sidérurgiques et de préserver l'emploi. Pour des raisons de confidentialité et de négociations en cours il n'est actuellement pas possible de fournir des informations détaillées à ce sujet.

La priorité du Gouvernement dans le dossier Liberty Steel Dudelange reste de maintenir à moyen et long terme l'activité industrielle sur le site de Dudelange, et donc l'emploi des personnes concernées.